



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115494379>

CAI XB
B56

Government
Publications

44

C-305

C-305

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-305

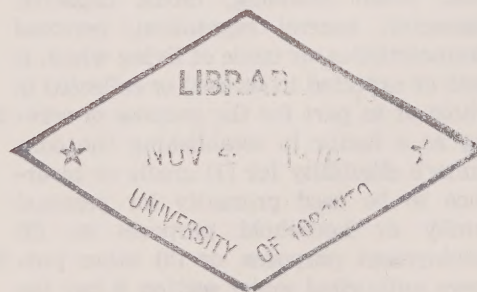
BILL C-305

An Act respecting disclosure of credit rating records

**Loi concernant la divulgation des dossiers de
solvabilité**

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. McGRATH

M. McGRATH

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-305

An Act respecting disclosure of credit rating records

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. This Act may be cited as the *Fair Credit Reporting Act*.

2. In this act,

(a) 'agency' means a consumer reporting agency.

(b) 'bureau' means the Fair Credit Reporting Bureau. 10

(c) 'consumer' means an individual.

(d) 'consumer report' means any written, oral or other communication of any information by a consumer reporting agency bearing on a consumer's credit worthiness, credit standing, credit capacity, character, general reputation, personal characteristics, or mode of living which is used or expected to be used or collected in whole or in part for the purpose of serving as a factor in establishing the consumer's eligibility for (1) credit or insurance to be used primarily for personal family or household purposes or (2) employment purposes, or (3) other purposes authorized under section 8 but the term does not include (A) any report containing information solely as to transactions or experiences between the consumer and the person making the report; (B) any authorization or approval or a specific extension of credit directly or indirectly by the issuer of a credit card or similar device; or (C) any report in which a person who has been requested by a third 35

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-305

Loi concernant la divulgation des dossiers de solvabilité

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur l'équité des rapports de crédit*. 5

2. Dans la présente loi,

a) «agence» désigne une agence de renseignements sur les consommateurs.

b) «bureau» désigne le Bureau des rapports de crédit; 10

c) «consommateur» désigne un particulier;

d) «rapport concernant un consommateur» désigne la communication écrite, verbale ou autre, de tout renseignement fourni par une agence de renseignements sur les consommateurs et portant sur la solvabilité du consommateur, sa situation financière, ses possibilités de crédit, son caractère moral, sa réputation, les traits particuliers de sa personne ou son mode de vie, qui sert ou qui peut servir ou être gardé, en totalité ou en partie, comme facteur d'appréciation permettant de déterminer l'admissibilité d'un consommateur (1) à une ouverture de crédit ou à la délivrance d'une police d'assurance à des fins essentiellement personnelles, familiales ou domestiques, ou, (2) à des fins d'embauchage ou, (3) à d'autres fins autorisées à l'article 8, mais ce terme n'inclut pas (A) un rapport contenant des renseignements n'ayant trait qu'aux transactions ou relations entre le consommateur et l'auteur du rapport; (B) une autorisation, approbation ou ouverture 35

Titre abrégé

Interprétation
agences

«bureau»

«consommateur»
«rapport concernant un consommateur»

Short title

Interpretation

"agency"

"bureau"

"consumer"

"consumer report"

party to make a specific extension of credit directly or indirectly to a consumer conveys his decision with respect to such request, if the third party advises the consumer of the name and address of the person to whom the request was made and such person makes the disclosures to the consumer required under section 19.

"consumer reporting agency"

(e) 'consumer reporting agency' means any person which, for monetary fees, dues, or on a cooperative nonprofit basis, regularly engages in whole or in part in the practice of assembling and evaluating consumer credit information or other information on consumers for the purpose of furnishing consumer reports to third parties, and which uses the interprovincial or international transmission of information for the purposes of preparing or furnishing consumer reports.

"consultative committee"

(f) 'consultative committee' means the Consultative Committee of the Fair Credit Reporting Bureau.

"department"

(g) 'department' means the Department of Consumer and Corporate Affairs.

"employment purposes"

(h) 'employment purposes' when used in connection with a consumer report means a report used for the purpose of evaluating a consumer for employment, promotion, reassignment or retention as an employee.

"file"

(i) 'file', when used in connection with information on any consumer, means all of the information on that consumer recorded and retained by a consumer reporting agency regardless of how the information is stored.

"Investigative consumer report"

(j) 'investigative consumer report' means a consumer report or portion thereof in which information on a consumer's character, general reputation, personal characteristics, or mode of living is obtained through personal interviews with neighbors, friends, or associates of the consumer reported on or with others with whom he is acquainted or who may have knowledge concerning any such items of information, but such information shall not include specific factual information on a consumer's credit record obtained directly from a creditor of the consumer or from a consumer reporting agency when such information was obtained directly from a

particulière de crédit, directement ou indirectement, par l'organisme émetteur de cartes de crédit ou d'instruments similaires; ou, (C) un rapport dans lequel une personne, sollicitée par un tiers de consentir une ouverture particulière du crédit, directement ou indirectement, à un consommateur, fait part de sa décision en ce qui concerne une telle requête, si le tiers indique au consommateur le nom et l'adresse de la personne sollicitée et si ladite personne révèle au consommateur les éléments d'information prévus à l'article 19;

e) «agence de renseignements sur les consommateurs» désigne toute personne qui, moyennant rémunération en espèces, redevance, ou sur la base d'une coopération sans but lucratif, se consacre régulièrement, à temps complet ou à temps partiel, à une activité consistant à recueillir et à apprécier des renseignements concernant le crédit des consommateurs ou tous autres renseignements sur le consommateur dans le but de fournir des rapports à des tiers concernant les consommateurs et qui a recours à la transmission interprovinciale et internationale de renseignements aux fins de préparer et fournir des rapports concernant les consommateurs;

f) «comité consultatif» désigne le Comité consultatif du Bureau des rapports de crédit;

g) «ministère» désigne le ministère de la Consommation et des Corporations;

h) l'expression «à des fins de recrutement», lorsqu'elle est employée relativement à un rapport concernant un consommateur, désigne un rapport employé en vue d'évaluer l'aptitude d'un consommateur pour un emploi, une promotion, une mutation ou son maintien en fonctions;

i) le mot «dossier», lorsqu'il est utilisé en rapport avec les renseignements fournis sur tout consommateur, désigne la totalité des renseignements concernant ledit consommateur qui sont enregistrés et compilés par une agence de renseignements sur les consommateurs, quelle que soit la manière dont ces renseignements sont conservés;

j) «rapport d'enquête sur un consommateur» désigne un rapport ou une fraction

«agence de renseignements sur les consommateurs»

«comité consultatif»

«ministère»

«à des fins de recrutement»

«dossier»

«rapport d'enquête sur un consommateur»

	creditor of the consumer or from the consumer.		de rapport concernant un consommateur, contenant des renseignements sur le caractère moral d'un consommateur, sa réputation, les traits particuliers de sa personne ou son mode de vie, obtenus 5 grâce à des entrevues personnelles avec des voisins, des amis ou des associés du consommateur qui fait l'objet de l'enquête, ou avec des personnes le fréquentant ou possédant de semblables éléments 10 d'information; toutefois, de tels renseignements ne comportent pas d'informations portant sur des faits contenus dans un dossier concernant le consommateur en matière de crédit et obtenus directement 15 d'un créancier du consommateur ou d'une agence de renseignements sur les consommateurs lorsque de telles informations ont été obtenues directement d'un créancier du consommateur ou du consommateur 20 lui-même;	
"Minister"	(k) 'Minister' means the Minister of Consumer and Corporate Affairs.		k) «Ministre» désigne le ministre de la Consommation et des Corporations;	«Ministre»
"person"	(l) 'person' means any individual, partnership, corporation, trust, estate, cooperative, association, or other entity.	5	l) «personne» désigne tout particulier, toute société, corporation, fiducie, succession, coopérative, association ou autre entité.	«personne» 25
Fair credit Reporting Agency	3. (1) The Minister shall appoint a Fair Credit Reporting Bureau consisting of a chairman and two other members.	10	3. (1) Le Ministre nomme les membres du Bureau des rapports de crédit, qui comprend un président et deux autres membres.	Bureau des rapports de crédit 30
Members	(2) The Chairman shall be the officer of the department who from time to time is responsible for consumer affairs and the two members of the bureau shall be appointed from the public service.	15	(2) Le président est le fonctionnaire du ministère responsable, à l'occasion, des affaires des consommateurs, et les deux autres membres du bureau seront choisis parmi la fonction publique.	Membres 35
Executive director	(3) The Minister shall appoint from the public service an executive director who shall be the chief executive officer of the bureau and under the direction of the Bureau is responsible for the management and supervision of the work and staff of the Bureau.	20	(3) Le Ministre nomme un agent de direction choisi parmi la fonction publique, qui est le fonctionnaire exécutif en chef du Bureau et qui, sous l'autorité du Bureau, voit à la gestion et à la direction des affaires et du personnel du Bureau.	direction 40
Staff	(4) The Bureau may appoint such officers and employees from the public service as are necessary for the proper conduct of the work of the Bureau.	25	(4) Le Bureau peut nommer les fonctionnaires et employés qu'il juge nécessaires à la bonne marche de ses travaux, qu'il choisit parmi la fonction publique.	Personnel 45
Place of business	(5) The Bureau shall be situated at Ottawa.		(5) Le Bureau a son siège à Ottawa.	Siège
Consultative committee	4. The Minister may appoint without salary a consultative committee consisting	30	4. Le Ministre peut nommer pour une durée d'au plus trois ans un comité consul-	Comité consultatif

of a chairman and six other members for a term not exceeding three years who shall meet at such times as are fixed by the Bureau and shall advise the Bureau on such matters relating to the fair reporting of credit as are referred to it by the Bureau.

tatif non rémunéré, composé d'un président et de six autres membres, qui se réunit à des dates arrêtées par le Bureau et qui conseille le Bureau sur les questions ayant trait à l'équité des rapports de crédit que lui soumet le Bureau.

Bureau under
directions

5. (1) In exercising its powers under this Act or the regulations, the Bureau shall comply with any directions from time to time given to it by the Governor in Council or the Minister.

5. (1) Dans l'exercice de ses attributions sous le régime de la présente Loi ou des règlements, le Bureau doit se conformer à toutes instructions que lui donne à l'occasion le gouverneur en conseil ou le Ministre.

Instructions
fournies au
Bureau

Regulations

6. (1) The Governor in Council may make regulations regulating the interprovincial and international transmission of information relating to credit.

6. (1) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements sur la transmission interprovinciale et internationale de renseignements concernant le crédit.

Règlements

(2) The Bureau may make such rules as it deems necessary for the regulation of its proceedings.

(2) Le Bureau peut établir les règlements qu'il juge nécessaires à la bonne marche de ses affaires.

License

7. (1) No person shall engage in the business of a consumer reporting agency without first obtaining a license from the Bureau.

7. (1) Nul ne peut exploiter une agence de renseignements sur les consommateurs sans avoir au préalable obtenu une licence du Bureau.

Licence

Penalty

(2) Any person who does not comply with the provisions of subsection (1) is guilty of an indictable offence and liable to two years imprisonment or a fine not exceeding five thousand dollars or both.

(2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans ou d'une amende n'excédant pas cinq mille dollars, ou des deux peines à la fois, quiconque ne se conforme pas aux dispositions du paragraphe (1).

Pénalité

PERMISSIBLE PURPOSES OF REPORTS

FINS AUTORISÉES DES RAPPORTS

8. A consumer reporting agency may furnish a consumer report under the following circumstances and no other:

8. Une agence de renseignements sur les consommateurs ne peut fournir un rapport concernant un consommateur que dans les circonstances suivantes:

(1) In response to the order of a court having jurisdiction to issue such an order.

(1) En exécution d'une ordonnance d'un tribunal compétent;

(2) In accordance with the written instructions of the consumer to whom it relates.

(2) En conformité des instructions écrites du consommateur intéressé;

(3) To a person which it has reason to believe

(3) A une personne dont elle a de bonnes raisons de croire

(a) intends to use the information in connection with a credit transaction involving the consumer on whom the information is to be furnished and involving the extension of credit to, or review or collection of an account of, the consumer; or

a) qu'elle se propose d'utiliser les renseignements fournis en rapport avec une opération de crédit concernant le consommateur au sujet duquel les renseignements doivent être fournis et concernant une ouverture de crédit au consommateur, ou

- (b) intends to use the information for employment purposes; or
- (c) intends to use the information in connection with the underwriting of insurance involving the consumer; or
- (d) intends to use the information in connection with a determination of the consumer's eligibility for a license or other benefit granted by a governmental instrumentality required by law to consider an applicant's financial responsibility or status; or
- (e) otherwise has a legitimate business need for the information in connection with a business transaction involving the consumer.

l'examen ou la perception d'un compte du consommateur; ou

b) qu'elle se propose d'utiliser les renseignements à des fins d'embauchage; ou

c) qu'elle se propose d'utiliser les renseignements relativement à la souscription d'un contrat d'assurance concernant le consommateur; ou

d) qu'elle se propose d'utiliser les renseignements relativement à l'admissibilité du consommateur à l'obtention d'une licence ou autre privilège consenti par un service gouvernemental tenu par la loi de prendre en considération le caractère responsable et la situation du candidat sur le plan financier; ou

e) qu'elle a, pour d'autres raisons, un besoin légitime d'obtenir de tels renseignements, relativement à une opération commerciale concernant le consommateur.

OBSOLETE INFORMATION

9. (1) Except as authorized under subsection (2), no consumer reporting agency may make any consumer report containing any of the following terms of information:

- (a) bankruptcies which, from date of adjudication of the most recent bankruptcy, antedate the report by more than fourteen years;
- (b) civil actions and judgments which, from date of entry, antedate the report by more than seven years or until the governing statute of limitations has expired, whichever is the longer period;
- (c) paid tax liens which, from date of payment, antedate the report by more than seven years;
- (d) accounts placed for collection or charged to profit and loss which antedate the report by more than seven years or until the appropriate statute of limitations has expired, whichever is the longer period;
- (e) records of arrest, indictment or conviction of crime, which from date of disposition, release or parole, antedate the report by more than seven years; and
- (f) any other adverse item of information which antedates the report by more than seven years.

RENSEIGNEMENTS PÉRIMÉS

9. (1) Sous réserve des exceptions prévues au paragraphe (2) aucune agence de renseignements sur les consommateurs ne peut rédiger un rapport concernant un consommateur où il est fait état de l'un ou l'autre des éléments d'information suivants:

- a) les faillites qui, à compter de la date du plus récent jugement déclaratoire de faillite, sont de plus de quatorze années antérieures à la date du rapport;
- b) les jugements et poursuites civiles dont la date d'inscription est antérieure de plus de sept ans à celle du rapport ou dont le délai de prescription prévu par la loi est expiré, la plus longue de ces deux périodes étant applicable;
- c) les privilèges pour taxes payées plus de sept années avant la date du rapport;
- d) les comptes mis en recouvrement ou inscrits aux profits et pertes et portant une date qui est de sept années antérieure à celle du rapport ou dont le délai de prescription prévu par la loi est expiré, la plus longue de ces deux périodes étant applicable;
- e) les mandats d'arrestation, actes d'accusation ou condamnations pour délits criminels lorsque la date du jugement, de libération ou de libération conditionnelle

(2) The provisions of subsection (1) are not applicable in the case of any consumer credit report to be used in connection with

(a) a credit transaction involving, or which may reasonably be expected to involve, a principal amount of \$25,000 or more;

(b) the underwriting of life insurance involving, or which may reasonably be expected to involve, a principal amount of \$25,000 or more; or

(c) the employment of any individual at an annual salary which equals, or which may reasonably be expected to equal, \$15,000 or more.

5

15

DISCLOSURE OF INVESTIGATIVE CONSUMER REPORTS

10. (1) A person may not procure or cause to be prepared an investigative consumer report on any consumer unless

(a) it is clearly and accurately disclosed to the consumer that an investigative consumer report including information as to his character, general reputation, personal characteristics, and mode of living, whichever are applicable, may be made, and such disclosure (i) is made in a writing, or otherwise delivered to the consumer, not later than three days after the date on which the report was first requested, and (ii) includes a statement informing the consumer of his right to request the additional disclosures provided for under subsection (2) of this section; or

(b) the report is to be used for employment purposes for which the consumer has not specifically applied.

(2) Any person who procures or causes to be prepared an investigative consumer report on any consumer shall, upon written

est de plus de sept années antérieure à celle du rapport; et

f) tout autre élément d'information défavorable dont la date est de plus de sept années antérieure à celle du rapport.

5

(2) Les dispositions du paragraphe (1) ne sont pas applicables lorsque le rapport de crédit concernant un consommateur est destiné à être utilisé en rapport avec

a) une opération de crédit mettant en jeu, 10 ou pouvant, selon ce qu'il est raisonnable de croire, mettre en jeu, un montant principal de \$25,000 ou plus;

b) la souscription d'un contrat d'assurance sur la vie mettant en jeu, ou pouvant, selon ce qu'il est raisonnable de croire, mettre en jeu, un montant principal de \$25,000 ou plus; ou

c) l'embauchage de toute personne à un salaire annuel de \$15,000 ou plus, ou pouvant atteindre, selon ce qu'il est raisonnable de croire, un tel montant.

15

20

COMMUNICATION DES RAPPORTS D'ENQUÊTE SUR UN CONSOMMATEUR

10. (1) Nul ne peut fournir ni faire préparer un rapport d'enquête sur un consommateur, sauf

25

a) s'il est communiqué clairement et avec précision au consommateur qu'un rapport d'enquête concernant le consommateur et contenant des renseignements sur son caractère moral, sa réputation, les traits particuliers de sa personne ou son mode de vie, suivant le cas, pourra être fait, et si une telle communication (i) est faite par écrit, ou est autrement fournie au consommateur, au plus tard dans les trois jours après la date à laquelle le rapport a été demandé initialement, et (ii) comprend une déclaration faisant connaître au consommateur son droit de requérir les communications complémentaires prévues au paragraphe (2) du présent article; ou

b) si le rapport doit être utilisé à des fins d'embauchage sans qu'il n'ait été fait de demande d'emploi particulière par le consommateur.

45

(2) Toute personne qui fournit ou fait établir un rapport d'enquête sur un consommateur doit, sur demande écrite faite par le

request made by the consumer within a reasonable period of time after the receipt by him of the disclosure required by subsection (1)(a), shall make a complete and accurate disclosure of the nature and scope of the investigation requested; this disclosure shall be made in a writing mailed, or otherwise delivered to the consumer not later than five days after the date on which the request for such disclosure was received from the consumer or such report was first requested, whichever is the later.

(3) No person may be held liable for any violation of subsection (1) or (2) of this section if he shows by a preponderance of the evidence that at the time of the violation he maintained reasonable procedures to assure compliance with subsection (1) or (2).

COMPLIANCE PROCEDURES

11. Every consumer reporting agency shall maintain reasonable procedures designed to avoid violations of section 9 and to limit the furnishing of consumer reports to the purposes listed under section 8; these procedures shall require that prospective users of the information identify themselves, certify the purposes for which the information is sought, and certify that the information will be used for no other purpose; every consumer reporting agency shall make a reasonable effort to verify the identity of a new prospective user and the uses certified by such prospective user prior to furnishing such user a consumer report; no consumer reporting agency may furnish a consumer report to any person if it has reasonable grounds for believing that the consumer report will not be used for a purpose listed in section 8.

DISCLOSURES TO GOVERNMENTS

12. Notwithstanding the provisions of section 8, a consumer reporting agency must furnish identifying information respecting any consumer, limited to his name, address,

consommateur dans un délai raisonnable après la réception par lui de la communication exigée par le paragraphe (1)a), faire une communication complète et précise de la nature et de la portée de l'enquête demandée; cette communication doit être faite par écrit et être envoyée par courrier ou autrement au consommateur au plus tard dans les cinq jours après la date à laquelle la demande de communication a été reçue du consommateur, ou à laquelle un tel rapport a été demandé pour la première fois, en choisissant de ces deux dates celle qui est postérieure à l'autre.

(3) Nul ne peut être tenu responsable d'une violation du paragraphe (1) ou (2) du présent article s'il établit une preuve prépondérante indiquant qu'à l'époque de la violation, il a usé de moyens raisonnables pour se conformer au paragraphe (1) ou (2).

FORMALITÉS À OBSERVER

11. Toute agence de recherches sur les consommateurs doit user de moyens raisonnables destinés à éviter des violations de l'article 9 et à limiter la fourniture de rapports concernant le consommateur aux fins énumérées à l'article 8; ces moyens comportent l'obligation pour les utilisateurs éventuels du renseignement de donner leur identité, d'attester les fins auxquelles le renseignement est destiné, et de certifier que le renseignement ne sera utilisé à aucune autre fin; toute agence de recherches sur les consommateurs doit s'efforcer de vérifier de façon raisonnable l'identité d'un nouvel utilisateur éventuel et les fins qu'un tel utilisateur éventuel certifie vouloir atteindre avant de remettre à celui-ci un rapport concernant le consommateur; aucune agence de recherches sur les consommateurs ne peut fournir un rapport concernant le consommateur à quelque personne si elle a des motifs raisonnables de croire que le rapport concernant le consommateur ne sera pas utilisé à une fin énoncée à l'article 8.

COMMUNICATIONS AUX GOUVERNEMENTS

12. Nonobstant les dispositions de l'article 8, une agence de recherches sur les consommateurs doit fournir, à un gouvernement provincial et à ses agences ou au

former addresses, places of employment, or former places of employment, to a provincial government and its agencies or to the federal government and its agents.

gouvernement fédéral et à ses agences, des renseignements d'identité qui se limitent, en ce qui concerne un consommateur, à ses nom, addresses actuelle et antérieures, lieux d'emploi actuels ou antérieurs.

5

DISCLOSURE TO CONSUMERS

13. Every consumer reporting agency shall, upon request and proper identification of any consumer, clearly and accurately disclose to the consumer:

(1) The nature and substance of all information in its files on the consumer at the time of the request.

(2) The sources of the information except that the sources of information acquired solely for use in preparing an investigative consumer report and actually used for no other purpose need not be disclosed.

(3) The receipts of any consumer report on the consumer which it has furnished

(a) for employment purposes within the two-year period preceding the request, and

(b) for any other purpose within the six-month period preceding the request.

CONDITIONS OF DISCLOSURE TO CONSUMERS

14. (1) A consumer reporting agency shall make the disclosures required under section 13 during normal business hours and on reasonable notice.

(2) The disclosures required under section 13 shall be made to the consumer

(a) in person if he appears in person and furnishes proper identification; or

(b) by telephone if he has made a written request, with proper identification, for telephone disclosure and the toll charge, if any, for the telephone call is prepaid by or charged directly to the consumer.

COMMUNICATION AUX CONSOMMATEURS

13. Toute agence de recherches sur les consommateurs doit, sur demande et preuve d'identité convenable faite par un consommateur, communiquer clairement et de façon précise au consommateur:

(1) La nature et le contenu, de tout renseignement se trouvant dans les dossiers qu'elle garde au sujet du consommateur, à la date de la demande.

(2) Les sources de renseignement, sauf que les sources de renseignement obtenues uniquement en vue de préparer un rapport d'enquête sur un consommateur, et qui n'ont été en fait utilisées à aucune autre fin, ne doivent pas être communiquées obligatoirement.

(3) Les récépissés de tout rapport qu'elle a fourni sur ce consommateur

a) à des fins d'embauchage dans les deux années précédant la demande; et

b) à toutes autres fins, dans les six mois précédant la demande.

CONDITIONS DES COMMUNICATIONS AUX CONSOMMATEURS

14. (1) Une agence de recherches sur les consommateurs doit effectuer les communications demandées en vertu de l'article 13 pendant les heures normales de bureau et sur un préavis raisonnable.

(2) Les communications demandées en vertu de l'article 13 doivent être faites au consommateur

a) en personne, s'il se présente en personne et justifie convenablement de son identité; ou

b) par téléphone, s'il a demandé par écrit en justifiant convenablement de son identité, que la communication soit effectuée par téléphone, et si le coût de l'appel téléphonique, s'il en est, est payé à

10

25

35

l'avance ou mis directement à la charge du consommateur.

(3) Any consumer reporting agency shall provide trained personnel to explain to the consumer any information furnished to him pursuant to section 13.

(3) Toute agence de recherches sur les consommateurs doit disposer d'un personnel expérimenté pour expliquer au consommateur tout renseignement qui lui est fourni en conformité de l'article 13. 5

(4) The consumer shall be permitted to be accompanied by one other person of his choosing, who shall furnish reasonable identification; a consumer reporting agency may require the consumer to furnish a written statement granting permission to the consumer reporting agency to discuss the consumer's file in such person's presence. 10

(4) Le consommateur est autorisé à se faire accompagner par une personne de son choix, qui doit justifier convenablement de son identité; une agence de recherches sur les consommateurs peut exiger du consommateur qu'il lui fournisse une déclaration écrite accordant l'autorisation à l'agence de recherches sur les consommateurs de discuter du dossier du consommateur en la présence d'une telle personne. 15

(5) Except as provided in section 20 and 21, no consumer shall have any claim against or bring any action or proceeding in the nature of defamation, invasion of privacy, or negligence with respect to the reporting of information against any consumer reporting agency, any user of information, or any person who furnishes information to a consumer reporting agency, based on information disclosed pursuant to section 13, 14 or 19, except as to false information furnished with malice or willful intent to injure such consumer. 20

(5) Sous réserve des articles 20 et 21, aucun consommateur ne peut, au regard de la transmission d'un renseignement, faire de réclamation, ni intenter, contre une agence de recherches sur les consommateurs, un utilisateur de renseignements, ou contre une personne qui fournit un renseignement à une agence de recherches sur les consommateurs, une action ou procédure assimilable à une poursuite pour diffamation, immixtion dans la vie privée, ou négligence, fondée sur un renseignement communiqué en vertu des articles 13, 14 ou 19, sauf en ce qui concerne un faux renseignement fourni malicieusement ou avec l'intention de nuire à ce consommateur. 25

PROCEDURE IN CASE OF DISPUTED ACCURACY

PROCÉDURE EN CAS DE CONTESTATION DE L'EXACTITUDE

15. (1) If the completeness or accuracy of any item of information contained in his file is disputed by a consumer, and such dispute is directly conveyed to the consumer reporting agency by the consumer, the consumer reporting agency shall within a reasonable period of time reinvestigate and record the current state of that information unless it has reasonable grounds to believe that the dispute by the consumer is frivolous or irrelevant; if after such reinvestigation such information is found to be inaccurate or can no longer be verified, the consumer reporting agency shall promptly delete such information; the presence of contradictory infor- 40

15. (1) Si un consommateur conteste l'intégralité ou l'exactitude d'un élément d'information contenu dans son dossier et fait part directement à l'agence de recherches sur les consommateurs d'une telle contestation, l'agence de recherches sur les consommateurs doit, dans un délai raisonnable effectuer une nouvelle enquête et prendre note de l'état actuel de cet élément d'information, à moins qu'elle n'ait des motifs raisonnables de croire que la contestation du consommateur est futile ou non pertinente; si après une telle nouvelle enquête, cet élément d'information se révèle inexact ou ne peut plus être vérifié, l'agence de recherches 35 40 45

mation in the consumer's file does not in and of itself constitute reasonable grounds for believing the dispute is frivolous or irrelevant.

(2) If the reinvestigation does not resolve the dispute, the consumer may file with the Bureau within 7 days of the decision of the agency a brief statement setting forth the nature of the dispute and the Bureau shall forthwith forward a copy to the agency and the consumer and the agency shall attend before the Bureau on two days written notice by the Bureau for a hearing and decision.

(3) Whenever a statement of a dispute is filed, unless there is reasonable grounds to believe that it is frivolous or irrelevant, the consumer reporting agency shall, in any subsequent consumer report containing the information in question, clearly note that it is disputed by the consumer and provide either the consumer's statement or a clear and accurate codification or summary thereof.

(4) Following any deletion of information which is found to be inaccurate or whose accuracy can no longer be verified or any notation as to disputed information, the consumer reporting agency shall, at the request of the consumer, furnish notification that the item has been deleted or the statement, codification or summary pursuant to subsection (2) or (3) to any person specifically designated by the consumer who has within two years prior thereto received a consumer report for employment purposes or within six months prior thereto received a consumer report for any other purpose, which contained the deleted or disputed information; the consumer reporting agency shall disclose to the consumer his rights to make such a request; such disclosure shall be made at or prior to the time the information is deleted or the consumer's statement regarding the disputed information is received.

sur le consommateur doit aussitôt le supprimer; la présence d'informations contradictoires dans le dossier du consommateur ne constitue ni en elle-même ni par elle-même un motif suffisant de croire que la contestation est futile ou non pertinente.

(2) Si cette nouvelle enquête ne met pas fin à la contestation, le consommateur peut déposer au Bureau, dans les sept jours de la décision de l'agence, une brève déclaration énonçant la nature de la contestation, et le Bureau doit en envoyer immédiatement une copie à l'agence, et le consommateur et l'agence doivent se présenter devant le Bureau sur convocation écrite de celui-ci faite deux jours à l'avance, en vue d'une audition et d'une décision.

(3) Chaque fois qu'une déclaration de contestation est déposée, à moins qu'il n'y ait des raisons sérieuses de croire qu'elle est futile ou non pertinente, l'agence de recherches sur les consommateurs doit, dans tout rapport ultérieur concernant le consommateur contenant l'élément d'information en question, indiquer clairement que cet élément est contesté par le consommateur, et fournir, soit la déclaration du consommateur, soit un condensé ou résumé clair et précis de celle-ci.

(4) Suite à la suppression d'un élément d'information qui s'est révélé inexact, ou dont l'exactitude ne peut plus être vérifiée, ou à l'annotation indiquant qu'un élément d'information est contesté, l'agence de recherches sur les consommateurs doit, à la demande du consommateur, donner avis que le détail a été supprimé, ou fournir la déclaration, le condensé ou le résumé prévu par le paragraphe (2) ou le paragraphe (3), à toute personne spécialement désignée par le consommateur qui a, pendant les deux années précédentes, reçu un rapport concernant le consommateur à des fins d'embauchage ou qui a, dans les six mois précédents, reçu un rapport concernant le consommateur destiné à toute autre fin, si ces rapports contenaient l'élément d'information supprimé ou contesté; l'agence de recherches sur les consommateurs doit donner communication au consommateur de son droit de faire une telle demande; une telle communication doit être faite soit, à l'époque de la suppression de

l'élément d'information ou de la réception de la déclaration du consommateur relative à l'élément d'information contesté, soit auparavant.

CHARGES FOR CERTAIN DISCLOSURES

16. A consumer reporting agency shall make all disclosures pursuant to section 13 and furnish all consumer reports pursuant to section 15(4) without charge to the consumer if, within thirty days after receipt of such consumer of a notification pursuant to section 19 or notification from a debt collection agency affiliated with such consumer reporting agency stating that the consumer's credit rating may be or has been adversely affected, the consumer makes a request under sections 13 or 15(4), and in all other cases the consumer reporting agency may impose a reasonable charge on the consumer for making disclosure to such consumer pursuant to section 13, the charge for which shall be indicated to the consumer prior to making disclosure; and for furnishing notifications, statements, summaries, or codifications to persons designated by the consumer pursuant to section 15(4), the charge for which shall be indicated to the consumer prior to furnishing such information and shall not exceed the charge that the consumer reporting agency would impose on each designated recipient for a consumer report except that no charge may be made for notifying such persons of the deletion of information which is found to be inaccurate or which can no longer be verified.

FRAIS DE CERTAINES COMMUNICATIONS

16. Une agence de recherches sur les consommateurs doit transmettre toutes les communications, conformément à l'article 13, et fournir tous les rapports concernant le consommateur, conformément à l'article 15(4), sans frais pour le consommateur si ce dernier fait une demande en vertu des articles 13 ou 15(4) dans les trente jours après avoir reçu une notification prévue par l'article 19, ou une notification provenant d'une agence de recouvrement affiliée à ladite agence de recherches sur les consommateurs établissant que la situation financière du consommateur peut être ou a été défavorablement affectée. Dans tous les autres cas, l'agence de recherches sur les consommateurs peut réclamer des frais raisonnables au consommateur pour toute communication faite à celui-ci conformément à l'article 13, et le montant de ces frais doit être indiqué au consommateur avant de faire la communication; il en est de même pour toute note, déclaration, et tout résumé ou condensé fournis à des personnes désignées par le consommateur conformément à l'article 15(4), et le montant de ces frais doit être indiqué au consommateur avant qu'un tel renseignement ne soit donné, et ne peut pas excéder le montant que l'agence de recherches sur les consommateurs pourrait réclamer à chaque personne désignée pour un rapport concernant le consommateur, sauf qu'il ne peut être réclaté de frais pour la notification à de telles personnes de la suppression d'un élément d'information qui s'est révélé inexact ou qui ne peut plus être vérifié.

PUBLIC RECORD INFORMATION FOR EMPLOYMENT PURPOSES

17. A consumer reporting agency which furnishes a consumer report for employment purposes and which for that purpose compiles and reports items of information on consumers which are matters of public record and are likely to have an adverse

RENSEIGNEMENTS TIRÉS DE REGISTRES PUBLICS À DES FINS D'EMBAUCHAGE

17. Une agence de renseignements sur les consommateurs qui fournit, à des fins d'embauchage un rapport concernant un consommateur, et qui, dans ce but, réunit et compile, relativement au consommateur, des éléments d'information tirés de registres

effect upon a consumer's ability to obtain employment shall

- (a) at the time such public record information is reported to the user of such consumer report, notify the consumer of the fact that public record information is being reported by the consumer reporting agency, together with the name and address of the person to whom such information is being reported; or
- (b) maintain strict procedures designed to insure that whenever public record information which is likely to have an adverse effect on a consumer's ability to obtain employment is reported it is complete and up to date; for purposes of this subparagraph, items of public record relating to arrests, indictments, convictions, suits, tax liens, and outstanding judgments shall be considered up to date if the current public record status of the item at the time of the report is reported.

publics et de nature à diminuer les chances qu'a un consommateur d'obtenir un emploi, doit

- a) au moment où ces éléments d'information tirés de registres publics sont communiqués à celui qui doit se servir dudit rapport concernant le consommateur, notifier au consommateur le fait que des renseignements tirés de registres publics sont en voie d'être communiqués par l'agence de renseignements sur les consommateurs ainsi que le nom et l'adresse de la personne à qui ces renseignements sont communiqués; ou
- b) employer des moyens rigoureux pour s'assurer que, lorsque sont communiqués des renseignements tirés de registres publics et de nature à diminuer les chances qu'a un consommateur d'obtenir un emploi, ces renseignements sont complets et à jour; aux fins du présent alinéa, les éléments d'information tirés de registres publics et portant sur des arrestations, actes d'accusations, condamnations, actions en justice, privilèges pour taxes et jugements exécutoires sont considérés à jour si, au moment où le rapport est communiqué, ils sont conformes aux inscriptions courantes y relatives contenues dans les registres publics.

RESTRICTIONS ON INVESTIGATIVE CONSUMER REPORTS

18. Whenever a consumer reporting agency prepares an investigative consumer report, no adverse information in the consumer report (other than information which is a matter of public record) may be included in a subsequent consumer report unless such adverse information has been verified in the process of making such subsequent consumer report, or the adverse information was received within the three-month period preceding the date the subsequent report is furnished; whenever a consumer reporting agency prepares an investigative consumer report, it shall follow reasonable procedures to assure maximum possible accuracy of the report.

RESTRICTIONS CONCERNANT LES RAPPORTS D'ENQUÊTE SUR LES CONSOMMATEURS

18. Chaque fois qu'une agence de renseignements sur les consommateurs dresse un rapport d'enquête sur un consommateur, nul renseignement défavorable contenu dans le rapport concernant le consommateur (sauf un renseignement tiré de registres publics) ne peut être inclus dans un rapport subséquent concernant le consommateur à moins que ce renseignement défavorable n'ait été vérifié dans le cours de la préparation de ce rapport subséquent, ou que ce renseignement défavorable n'ait été reçu dans les trois mois précédant la date à laquelle le rapport subséquent est fourni; chaque fois qu'une agence de renseignements sur les consommateurs dresse un rapport d'enquête sur un consommateur, elle doit prendre des moyens raisonnables de s'assurer le plus possible de l'exactitude du rapport.

REQUIREMENTS ON USERS OF CONSUMER
REPORTS

19. (1) Whenever credit or insurance for personal, family, or household purposes, or employment involving a consumer is denied or the charge for such credit or insurance is increased either wholly or partly because of information contained in a consumer report from a consumer reporting agency, the user of the consumer report shall, within a reasonable period of time, upon the consumer's written request for the reason for such adverse action received within sixty days after learning of such adverse action, so advise the consumer against whom such adverse action has been taken and supply the name and address of the consumer reporting agency making the report; the user of the consumer report shall disclose to the consumer his right to make such written request at the time such adverse action is communicated to the consumer.

(2) Whenever credit for personal, family, or household purposes involving a consumer is denied or the charge for such credit is increased either wholly or partly because of information obtained from a person other than a consumer reporting agency bearing upon the consumer's credit worthiness, credit standing, credit capacity, character, general reputation, personal characteristics, or mode of living, the user of such information shall, within a reasonable period of time, upon the consumer's written request for the reasons for such adverse action received within sixty days after learning of such adverse action, disclose the nature of the information to the consumer; the user of such information shall disclose to the consumer his right to make such written request at the time such adverse action is communicated to the consumer.

OBLIGATIONS DES UTILISATEURS DE RAPPORTS
CONCERNANT LES CONSOMMATEURS

19. (1) Chaque fois qu'un consommateur se voit refuser le crédit ou l'assurance demandée à des fins personnelles, familiales, domestiques ou à des fins d'embauchage ou que le coût de ce crédit ou de cette assurance est augmenté pour cause, en tout ou en partie, de renseignements contenus dans un rapport concernant le consommateur fourni par une agence de renseignements sur les consommateurs, l'utilisateur du rapport concernant le consommateur doit, dans un délai raisonnable après que le consommateur a expédié à l'utilisateur une demande écrite, reçue dans les soixante jours à compter de la date où le consommateur a eu connaissance de la réponse défavorable et demandant les raisons de la réponse défavorable, donner avis de ces raisons au consommateur qui a reçu ladite réponse défavorable et lui fournir le nom et l'adresse de l'agence de renseignements qui a préparé le rapport; l'utilisateur du rapport concernant le consommateur doit, au moment où il communique au consommateur la réponse défavorable, informer le consommateur de son droit de présenter une telle demande écrite.

(2) Chaque fois qu'un consommateur se voit refuser le crédit demandé à des fins personnelles, familiales, ou domestiques, ou, que le coût de ce crédit est augmenté pour cause, en tout ou en partie, de renseignements obtenus d'une personne autre qu'une agence de renseignements sur le consommateur et portant sur la solvabilité, la situation financière, les possibilités de crédit, le caractère moral, la réputation, les traits particuliers de la personne ou le mode de vie du consommateur, l'utilisateur de ces renseignements doit, dans un délai raisonnable après que le consommateur a expédié à l'utilisateur une demande écrite, reçue dans les soixante jours à compter de la date où le consommateur a eu connaissance de la réponse défavorable et demandant les raisons de la réponse défavorable, dévoiler au consommateur la nature des renseignements fournis; l'utilisateur de ces renseignements doit, au moment où il communique au consommateur la réponse défavorable, informer le consommateur de son droit de présenter une telle demande écrite.

(3) No person shall be liable for any violation of this section if he shows by a preponderance of the evidence that at the time of the alleged violation he maintained reasonable procedures to assure compliance with the provisions of subsections (1) and (2).

CIVIL LIABILITY FOR WILLFUL NONCOMPLIANCE

20. Any consumer reporting agency or user of information which willfully fails to comply with any requirement imposed under this title with respect to any consumer is liable to that consumer in an amount equal to the sum of

(1) any actual damages sustained by the consumer as a result of the failure;

(2) such amount of punitive damages as the court may allow, which shall not be less than \$100 or greater than \$1,000; and

(3) in the case of any successful action to enforce any liability under this section, the costs of the action together with reasonable counsel fees as determined by the court.

CIVIL LIABILITY FOR GROSSLY NEGLIGENT NONCOMPLIANCE

21. Any consumer reporting agency or user of information which is grossly negligent in failing to comply with any requirement imposed under this title with respect to any consumer is liable to that consumer in an amount equal to the sum of

- (a) any actual damage sustained by the consumer as a result of the failure; and
- (b) in the case of any successful action to enforce any liability under this section, the costs of the action together with reasonable attorney's fees as determined by the court.

(3) Nul ne doit être tenu responsable d'une violation du présent article s'il établit une preuve prépondérante indiquant qu'à l'époque de la violation alléguée, il a usé de moyens raisonnables pour se conformer aux dispositions des paragraphes (1) et (2).

RESPONSABILITÉ CIVILE POUR MANQUEMENT VOLONTAIRE

20. Toute agence de renseignements sur les consommateurs ou tout utilisateur de renseignements qui, volontairement, néglige d'observer, relativement à tout consommateur, l'une quelconque des obligations prévues au présent titre, est responsable envers ce consommateur d'un montant égal à la somme des montants suivants:

(1) le montant de tout préjudice réel subi par le consommateur par suite de ce défaut;

(2) le montant des dommages-intérêts punitifs fixé par le tribunal, montant qui ne doit pas être inférieur à \$100, ni supérieur à \$1,000; et

(3) lorsqu'une action en responsabilité fondée sur le présent article est accueillie, le montant des frais de l'action plus celui des honoraires raisonnables d'avocat, selon qu'il est déterminé par le tribunal.

RESPONSABILITÉ CIVILE POUR MANQUEMENT PAR SUITE D'UNE NÉGLIGENCE GROSSIÈRE

21. Toute agence de renseignements sur les consommateurs ou tout utilisateur de renseignements qui, par suite d'une négligence grossière, omet d'observer, relativement à tout consommateur, l'une quelconque des obligations prévues au présent titre, est responsable envers ce consommateur d'un montant égal à la somme des montants suivants:

- a) le montant de tout préjudice réel subi par le consommateur par suite de ce défaut; et
- b) lorsqu'une action en responsabilité fondée sur le présent article est accueillie, le montant des frais de l'action plus celui des honoraires raisonnables d'avocat, selon qu'il est déterminé par le tribunal.

JURISDICTION OF COURTS; LIMITATION

22. Any action under section 20 or 21 may be brought in any appropriate county or district court, or in any other court of competent jurisdiction, within two years from the date of the occurrence of the violation.

OBTAINING INFORMATION UNDER FALSE
PRETENSES

23. Any person who knowingly and willfully obtains information on a consumer from a consumer reporting agency under false pretenses shall be guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for five years or to a fine of \$5,000 or both.

TRANSMISSION OUTSIDE CANADA

24. (1) Notwithstanding anything contained in this Act, no information relating to the credit of a person contained on file in an agency shall be transmitted outside of Canada without the written consent of the person concerned.

(2) Any person who does not comply with the provisions of subsection (1) is guilty of an indictable offence and liable to two years imprisonment or to a fine not exceeding five thousand dollars or both.

APPLICATION

25. This Act shall apply to persons engaged in the interprovincial and international transmission of information relating to credit.

COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX; PRESCRIPTION

22. Toute action intentée en vertu des articles 20 et 21 peut être portée devant toute Cour de comté ou de district appropriée, ou devant tout autre tribunal compétent, dans les deux années à compter de la date où la violation est survenue.

RENSEIGNEMENTS OBTENUS PAR DE FAUX
SEMBLANTS

23. Quiconque, sciemment et volontairement, obtient, par de faux semblants, d'une agence de renseignements sur les consommateurs, des renseignements relatifs à un consommateur, est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans ou d'une amende de \$5,000, ou des deux peines à la fois.

TRANSMISSION HORS DU CANADA

24. (1) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, aucun renseignement concernant le crédit d'une personne consigné dans les dossiers d'une agence ne doit être transmis hors du Canada sans le consentement écrit de la personne concernée.

(2) Toute personne qui ne se conforme pas aux dispositions du paragraphe (1) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans ou d'une amende de cinq mille dollars au plus ou de l'une et l'autre peine.

APPLICATION

25. La présente loi s'applique aux personnes qui se livrent à la transmission interprovinciale et internationale de renseignements relatifs au crédit.

C-306

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-306

An Act to amend the Department of Manpower and
Immigration Act (handicapped persons)

First reading, October 15, 1974

C-306

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-306

Loi modifiant la Loi sur le ministère de la
Main-d'œuvre et de l'Immigration (handicapés)

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. HOLMES

M. HOLMES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-306

An Act to amend the Department of
Manpower and Immigration Act
(handicapped persons)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. M-1

1. Paragraph 4(a) of the *Department of
Manpower and Immigration Act* is
repealed and the following substituted
therefor:

“(a) the development and utilization of
manpower resources in Canada includ-
ing a specialized placement service for 10
handicapped persons;”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-306

Loi modifiant la Loi sur le ministère de la
Main-d'œuvre et de l'Immigration
(handicapés)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. M-1

1. L'alinéa 4a) de la *Loi sur le ministère
de la Main-d'œuvre et de l'Immigration* est 5
abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) l'expansion et l'utilisation des res-
sources de la main-d'œuvre au Canada
y compris un service spécialisé de pla-
cement pour les handicapés;» 10

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the Department of Manpower and Immigration Act by providing that the Minister's duties relating to the development and utilization of manpower resources in Canada would include a specialized placement service for handicapped persons. In this way, it is hoped that the Minister would establish a separate Handicapped Placement and Research Branch to work with employers to identify, develop, list and advertise meaningful and productive jobs which can be performed by handicapped people, to explore ways of educating employers as to the possibilities and benefits of hiring handicapped persons, and to explore the job capabilities and occupational opportunities of handicapped persons.

This Bill should be read in conjunction with another Bill which proposes to set aside the first week of May each year as National Hire the Handicapped Week.

Paragraph 4(a) of the Department of Manpower and Immigration Act at present reads as follows:

"(a) the development and utilization of manpower resources in Canada;"

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de modifier la Loi sur le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration en prévoyant que les attributions du Ministre relativement à l'expansion et l'utilisation des ressources de la main-d'œuvre au Canada s'étendraient à un service spécialisé de placement pour les handicapés. Il est ainsi souhaité que le Ministre établisse un service distinct de placement des handicapés et de recherches œuvrant avec les employeurs dans le but de découvrir, élaborer, inventorier et faire connaître des travaux positifs et productifs pouvant être effectués par des handicapés, cherchant des moyens de faire connaître aux employeurs les possibilités et les avantages d'embaucher des handicapés et sondant les aptitudes au travail et les conditions professionnelles des handicapés.

Le présent bill doit être lu de concert avec un autre bill qui propose de faire de la première semaine de mai de chaque année la semaine nationale d'embauchage des handicapés.

L'alinéa 4(a) de la Loi sur le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration se lit présentement comme suit:

«a) l'expansion et l'utilisation des ressources de la main-d'œuvre au Canada;»

C/11 XB
B56

Government
Publications

C-307

C-307

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-307

BILL C-307

An Act to amend the Canada Elections Act
(leave of absence)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(congé)

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-307

An Act to amend the Canada Elections Act
(leave of absence)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 14
(1st Supp.)
c. 10,
2nd Supp.,
1973-74,
c. 51

Leave of
absence for
candidate

Leave of
absence for
Member

1. Sub-section 23(14) of the *Canada
Elections Act* is repealed and the following 5
substituted therefor:

“23. (14) (a) Every employer of em-
ployees to whom Part III of the
Canada Labour Code applies shall,
upon application to him by any such 10
employee, grant to the employee leave
of absence, with or without pay to seek
nomination as a candidate and to be a
candidate for election, as may be re-
quested by the employee. 15

(b) every employer of employees to
whom Part III of the *Canada Labour
Code* applies shall, upon application to
him by any employee, referred to in
paragraph (a), who is elected as a 20
member to the House of Commons,
grant to the employee leave of absence,
without pay, for a period up to and
including five years.”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-307

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(congé)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes
du Canada, décrète:

1. Le paragraphe 23(14) de la *Loi élec-
torale du Canada* est abrogé et remplacé 5
par ce qui suit:

«23. (14) a) Chaque employeur ayant à
son service des employés auxquels s'ap-
plique la Partie III du *Code canadien
du travail* doit, sur demande à lui faite 10
par un tel employé, lui accorder un
congé, payé ou non, pour présenter sa
candidature et pour être candidat à une
élection, comme le requiert l'employé.

b) Chaque employeur ayant à son ser- 15
vice des employés auxquels s'applique
la Partie III du *Code canadien du tra-
vail* doit, sur demande à lui faite par
un employé, visé à l'alinéa a), qui est
élu député à la Chambre des com- 20
munes, lui accorder un congé sans solde
pour une période couvrant jusqu'à cinq
années complètes.»

S.R., c. 14
(1^{er} Supp.)
c. 10,
2^e Supp.
1973-74,
c. 51

Congé d'un
candidat

Congé d'un
député

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the *Canada Elections Act* to add paragraph (b) to subsection 23(14).

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet de modifier la *Loi électorale du Canada* par l'adjonction de l'alinéa b) au paragraphe 23(14).

C-308

C-308

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-308

BILL C-308

An Act to amend the Canada Labour Code

Loi modifiant le Code canadien du travail

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. OBERLE

M. OBERLE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-308

An Act to amend the Canada Labour Code

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c.L-1, c. 22, (1st Supp.) c. 17, (2nd Supp.) 1972, c. 18, s. 1

1. The *Canada Labour Code* is amended by adding the following immediately after section 186:

"186.1 (1) Notwithstanding anything contained in this Act, no provision in a collective agreement requiring an employer

10

- (a) to discharge an employee because such employee refuses to become a member of, or to undertake to become a member of a specified trade union, or
- (b) to discharge an employee because such employee is or continues to be a member of, or engages in activities on behalf of a union other than a specified trade union,

is valid.

20

(2) No provision in a collective agreement requiring an employer to make a deduction or deductions from the remuneration paid to an employee to be credited to a specified trade union, is valid unless such deduction or deductions are authorized by the employee."

Nugatory provisions

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-308

Loi modifiant le Code canadien du travail

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le *Code canadien du travail* est modifié par l'insertion, immédiatement après l'article 186, de ce qui suit:

S.R., c.L-1, c.22 (1^{er} Supp.) c.17 (2^e Supp.) 1972, c. 18, art. 1

«186.1 (1) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, est invalide toute stipulation de convention collective astreignant un employeur

10

- a) à congédier un employé parce que celui-ci refuse de devenir membre ou de s'engager à devenir membre d'un syndicat déterminé, ou

- b) à congédier un employé parce que celui-ci est ou demeure membre d'un syndicat autre qu'un syndicat déterminé, ou se livre à une activité au nom d'un syndicat autre qu'un syndicat déterminé.

20

(2) Est invalide toute stipulation de convention collective astreignant un employeur à opérer, sur le traitement versé à un employé, une ou plusieurs déductions à porter au crédit d'un syndicat déterminé, sauf si l'employé a autorisé ces déductions.»

Dispositions nulles

EXPLANATORY NOTE

The provisions of this amendment are self-explanatory.

NOTE EXPLICATIVE

La présente modification s'explique d'elle-même.

C-309

C-309

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-309

BILL C-309

An Act to amend the Immigration Act

Loi modifiant la Loi sur l'Immigration

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. HERBERT

M. HERBERT

1st Session, 30th Parliament, 23 Elizabeth II,
1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-309

An Act to amend the Immigration Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subparagraph 5 (a)(iv) of the *Immigration Act* is repealed.

R.S., c. I-2

1^{re} Session, 30^e Législature, 23 Elizabeth II,
1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-309

Loi modifiant la Loi sur l'Immigration

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le sous-alinéa 5a)(iv) de la *Loi sur l'Immigration* est abrogé.

S.R., c. I-2

5

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the Immigration Act to remove the ban on those persons with a history of epilepsy from being admitted as immigrants to Canada.

Subparagraph 5(a)(iv) at present reads as follows:

"(iv) if immigrants are afflicted with epilepsy;"

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de modifier la Loi sur l'immigration de façon à supprimer l'interdiction dont sont frappés les personnes atteintes d'épilepsie d'être admises au Canada à titre d'immigrants.

Le sous-alinéa 5a)(iv) se lit présentement comme suit:

«(iv) s'il s'agit d'immigrants qui sont atteints d'épilepsie;»

C-310**C-310**First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA****CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA****BILL C-310****BILL C-310**An Act to amend the Canadian Citizenship Act
(minimum residence requirement)Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne
(minimum de résidence)

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. ROBINSON

M. ROBINSON

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-310

An Act to amend the Canadian Citizenship
Act
(minimum residence requirement)

R.S., c. C-19

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subparagraph (i) of paragraph (c) of subsection (1) of section 10 of the *Canadian Citizenship Act* is repealed and the following substituted:

“(i) been lawfully admitted to Canada for permanent residence and has, since such admission, resided in Canada for at least three of the five years immediately preceding the date of application, but for the purpose of this subparagraph, each full year of residence in Canada by the applicant prior to his lawful admission to Canada for permanent residence is deemed to be one-half year of residence in Canada within the five year period referred to in this subparagraph,”

20

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-310

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté
canadienne
(minimum de résidence)

S.R., c. C-19

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le sous-alinéa (i) de l'alinéa c) du paragraphe (1) de l'article 10 de la *Loi sur la citoyenneté canadienne* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(i) a été licitement admis au Canada pour y demeurer en permanence et a, depuis cette admission, résidé au Canada pendant au moins trois des cinq années qui précèdent immédiatement la date de sa demande; toutefois, aux fins du présent sous-alinéa, chaque année entière passée au Canada par l'auteur de la demande avant son admission licite au Canada pour y résider en permanence est censée être une demi-année de résidence au Canada comprise dans la période de cinq ans visée au présent sous-alinéa,»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to reduce the residence requirement for citizenship applicants from five years to three years.

Section 10 (1) (c) (i) at present reads as follows:

"(i) been lawfully admitted to Canada for permanent residence and has, since such admission, resided in Canada for at least *five* of the *eight* years immediately preceding the date of application, but for the purpose of this subparagraph, each full year of residence in Canada by the applicant prior to his lawful admission to Canada for permanent residence is deemed to be one-half year of residence in Canada within the *eight* year period referred to in this subparagraph,"

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet de ramener de cinq ans à trois ans le minimum de résidence exigé de l'auteur d'une demande de certificat de citoyenneté.

Le sous-alinéa (i) de l'alinéa c) du paragraphe (1) de l'article 10 se lit actuellement comme suit:

«(i) a été licitement admis au Canada pour y demeurer en permanence et a, depuis cette admission, résidé au Canada pendant au moins *cinq* des *huit* années qui précèdent immédiatement la date de sa demande; toutefois, aux fins du présent sous-alinéa, chaque année entière passée au Canada par l'auteur de la demande avant son admission licite au Canada pour y résider en permanence est censée être une demi-année de résidence au Canada comprise dans la période de *huit* ans visée au présent sous-alinéa.»

CA1 XB
856

C-311

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-311

An Act to amend the Canadian Citizenship Act (time
off without loss of pay for appearance in Citizenship
Court)

First reading, October 15, 1974

C-311

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-311

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne
(autorisation d'absence sans perte de salaire pour
comparution devant le tribunal de la citoyenneté)

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. KNOWLES (*Winnipeg North Centre*)

M. KNOWLES (*Winnipeg-Nord-Centre*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-311

An Act to amend the Canadian Citizenship Act (time off without loss of pay for appearance in Citizenship Court)

R.S., c. C-19

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Canadian Citizenship Act* is amended by adding immediately after section 29 thereof the following:

Time off
without loss of
pay

"29.1. An applicant for a certificate of citizenship who is required under any of the provisions of this Act to appear before the Court, when such applicant is regularly employed during the time he is required to appear, shall be granted by his employer such time off work, up to a maximum of three hours for any one appearance, as may be necessary to enable the applicant to appear before the Court, and no employer shall make any deduction from the pay of any such employee nor impose upon or exact from him any penalty by reason of his absence from his work for the length of time specified in this section, provided that the absence is for the purpose specified herein."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-311

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (autorisation d'absence sans perte de salaire pour comparution devant le tribunal de la citoyenneté)

S.R., c. C-19

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. La *Loi sur la citoyenneté canadienne* est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 29, de ce qui suit:

Autorisation
d'absence sans
perte de salaire

«29.1. L'employeur doit accorder au requérant d'un certificat de citoyenneté tenu, en vertu d'une disposition de la présente loi, de comparaître devant le tribunal et qui occupe un emploi régulier au moment de cette comparution, une autorisation d'absence de trois heures au maximum pour chaque comparution, pour lui permettre de satisfaire à cette exigence; l'employeur ne doit opérer aucune déduction sur le salaire de cet employé ni lui imposer une sanction ou exiger de lui un dédommagement en raison de son absence du travail pendant le temps spécifié au présent article, si cette absence est motivée par les fins susmentionnées.»

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to amend the *Canadian Citizenship Act* to make it possible for applicants for Canadian citizenship, in the case of all applicants who are regularly employed, to appear before a citizenship court without loss of pay for the time off work, up to a maximum of three hours for any one appearance, which it may be necessary to take in order to appear before the court as required by law. The requirement that an employer grant such time off work without loss of pay is similar to the requirement in the *Canada Elections Act* regarding time off for voting at federal elections. It is felt that persons seeking Canadian citizenship should be granted this recognition of the importance of the step they are taking.

NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet de modifier la *Loi sur la citoyenneté canadienne* afin de permettre aux requérants de la citoyenneté canadienne qui occupent un emploi régulier de s'absenter de leur travail sans perdre de salaire pour comparaître devant le tribunal de la citoyenneté lorsqu'ils en sont requis par la loi; cette autorisation d'absence est de trois heures au maximum pour chaque comparution. L'obligation pour un employeur d'accorder cette autorisation d'absence sans perte de salaire est semblable à l'obligation énoncée dans la *Loi électorale du Canada* en vertu de laquelle on accorde l'autorisation de s'absenter pour aller voter lors d'une élection fédérale. On estime qu'il est opportun d'accorder cette autorisation aux personnes qui désirent obtenir la citoyenneté canadienne, reconnaissant par là même l'importance de la démarche qu'elles entreprennent.

C-312
856

C-312

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

C-312

Government
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-312

BILL C-312

An Act to amend the Railway Act

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. SCHUMACHER

M. SCHUMACHER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-312

An Act to amend the Railway Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. R-2

1. Paragraph 214(1)(a) of the *Railway Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(a) fences of a minimum height of four feet six inches on each side of the railway and in residential areas of incorporated municipalities having a population in excess of three thousand, such fences shall be of a chain-link construction with a minimum height of six feet, the maintenance and quarterly inspection of which is the sole responsibility of the company.”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-312

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. R-2

1. L'alinéa 214(1)a) de la *Loi sur les chemins de fer* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) des clôtures d'une hauteur minimum de quatre pieds six pouces, de chaque côté de la voie, et, dans les secteurs résidentiels de corporations municipales de plus de trois mille habitants, ces clôtures doivent être composées de chaînes et avoir une hauteur minimum de huit pieds six pouces; leur entretien et leur inspection trimestrielle sont la responsabilité exclusive de la compagnie.»

EXPLANATORY NOTE

At the present time, the only requirement as to fencing of railway right of way is a fence of 4' 6". This may have been an appropriate standard for 19th century railway, but is inadequate for the protection of life and limb (particularly of children) in built-up residential areas of Canada's urban municipalities today.

The purpose of this Bill therefore is to amend the Railway Act to provide a better standard of fencing for railway right of way in the residential areas of Canada's urban municipalities.

Paragraph 214(1)(a) at present reads as follows:

"214. (1) The company shall erect and maintain upon the railway

(a) fences of a minimum height of four feet six inches on each side of the railway;"

NOTE EXPLICATIVE

Présentement, la seule exigence relative au droit de passage de chemin de fer est d'ériger une clôture de 4' 6". Cette norme pouvait convenir aux chemins de fer du 19^e siècle, mais elle est maintenant inadéquate pour protéger la vie et l'intégrité physique (surtout des enfants) dans les secteurs résidentiels des municipalités urbaines du Canada.

Le présent bill a donc pour objet de modifier la Loi sur les chemins de fer de façon à prévoir une meilleure norme d'érection de clôtures en bordure des voies de chemin de fer dans les secteurs résidentiels des municipalités urbaines du Canada.

L'alinéa 214(1)a) se lit présentement comme suit:

«214. (1) La compagnie doit ériger et entretenir sur le parcours du chemin de fer

a) des clôtures d'une hauteur minimum de quatre pieds six pouces, de chaque côté de la voie;»

556
C-313

C-313

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-313

BILL C-313

An Act to amend the Farm Products Marketing
Agencies Act

Loi modifiant la Loi sur les offices de
commercialisation des produits de la ferme

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. FRANCIS

M. FRANCIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-313

An Act to amend the Farm Products
Marketing Agencies Act

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

1970-71-72,
c. 65

1. Paragraph 18(2)(f) of the *Farm Prod-
ucts Marketing Agencies Act* is repealed
and the following substituted therefor:

"(f) Subject to section 19.1, provide for
a manner of appointment of members
of an agency and a term of appoint-
ment of such members that varies from 10
the manner and term provided in sub-
section (1) of section 19 or from the
manner and term provided in the proc-
lamation establishing the agency."

2. Subsection 19(1) of the said Act is 15
repealed and the following substituted
therefor:

"(1) Subject to section 19.1, the mem-
bers of an agency shall be appointed by
the Governor in Council to hold office 20
during pleasure, or in such other manner
including election by producers, and for
such term as is provided in the proclama-
tion establishing the agency or in a proc-
lamation issued under subsection (2) of 25
section 18 in respect of the agency."

3. The said Act is further amended by
adding the following immediately after sec-
tion 19:

"19.1 Every agency appointed under 30
sections 18 and 19 shall have included
among its members at least one repre-
sentative from a consumer association or
organization."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-313

Loi modifiant la Loi sur les offices de
commercialisation des produits de la ferme

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1970-71-72,
c. 65

1. L'alinéa 18(2)f) de la *Loi sur les offices
de commercialisation des produits de la* 5
ferme est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«f) sous réserve de l'article 19.1, pré-
voir un mode de nomination des mem-
bres d'un office et une durée du mandat 10
de ces membres qui diffèrent du mode
et de la durée prévus soit au paragra-
phe (1) de l'article 19, soit dans la
proclamation créant l'office.»

2. Le paragraphe 19(1) de ladite loi est 15
abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(1) Sous réserve de l'article 19.1, les
membres d'un office sont nommés par le
gouverneur en conseil à titre amovible, ou
selon l'autre mode, notamment l'élection 20
par les producteurs, et pour la durée que
prévoit la proclamation créant l'office ou
une proclamation faite en vertu du para-
graphe (2) de l'article 18 relativement à
l'office.» 25

3. Ladite loi est en outre modifiée par
l'adjonction, immédiatement après l'article
19, de ce qui suit:

«19.1 Chaque office créé en vertu des
articles 18 et 19 doit compter parmi ses 30
membres au moins un représentant d'une
association ou organisation de consom-
mateurs.»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to amend the Farm Products Marketing Agencies Act to provide for at least one representative of a consumer organization or association on each of the various agencies appointed under the Act in order to assure input on behalf of Canadian consumers.

Paragraph 18(2)(f) at present reads as follows:

"(f) provide for a manner of appointment of members of an agency and a term of appointment of such members that varies from the manner and term provided in subsection (1) of section 19 or from the manner and term provided in the proclamation establishing the agency."

Subsection 19(1) at present reads as follows:

"19. (1) The members of an agency shall be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure, or in such other manner including election by producers, and for such term as is provided in the proclamation establishing the agency or in a proclamation issued under subsection (2) of section 18 in respect of the agency."

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de modifier la Loi sur les offices de commercialisation des produits de la ferme en prévoyant que chacun des différents offices créés en vertu de la Loi doit compter parmi ses membres au moins un représentant d'une organisation ou association de consommateurs de façon à assurer la participation des consommateurs canadiens.

L'alinéa 18(2)f) se lit présentement comme suit:

«f) prévoir un mode de nomination des membres d'un office et une durée du mandat de ces membres qui diffèrent du mode et de la durée prévus soit au paragraphe (1) de l'article 19, soit dans la proclamation créant l'office.»

Le paragraphe 19(1) se lit présentement comme suit:

«19. (1) Les membres d'un office sont nommés par le gouverneur en conseil à titre amovible, ou selon l'autre mode, notamment l'élection par les producteurs, et pour la durée que prévoit la proclamation créant l'office ou une proclamation faite en vertu du paragraphe (2) de l'article 18 relativement à l'office.»

C-314

C-314

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-314

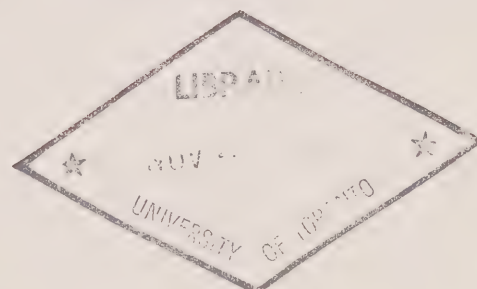
BILL C-314

An Act to amend the Broadcasting Act

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. FRANCIS

M. FRANCIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-314

An Act to amend the Broadcasting Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. B-11

1. Section 28 of the *Broadcasting Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof the following subsection:

Subliminal
techniques
prohibited

"(3) No broadcaster shall broadcast, and no licensee of a broadcasting receiving undertaking shall receive a broadcast, whether in an advertisement or otherwise, any technical device which, by using images of very brief duration or by any other means, exploits the possibility of conveying a message to or otherwise influencing the minds of, members of an audience without their being aware, or fully aware of what has happen."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-314

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. B-11

1. L'article 28 de la *Loi sur la radiodiffusion* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (2), de ce qui suit:

«(3) Aucun radiodiffuseur ne doit radiodiffuser, et aucun titulaire de licence d'une entreprise de réception de radiodiffusion ne doit recevoir une émission, qu'il s'agisse d'une annonce ou d'autre chose, comportant un dispositif technique qui, par l'emploi d'images d'une très courte durée ou de tout autre moyen, exploite la possibilité de transmettre un message aux membres d'un auditoire ou d'influencer leur esprit sans qu'ils soient conscients ou pleinement conscients de ce qui s'est produit.»

Techniques
subliminales
interdites

C-315

C-315

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-315

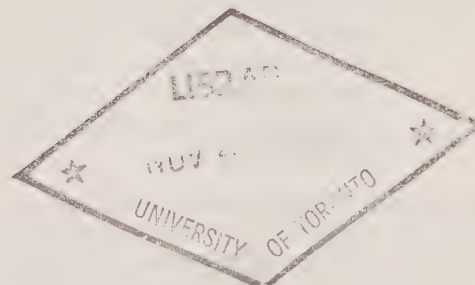
BILL C-315

An Act to amend the Prisons and Reformatories Act

Loi modifiant la Loi sur les prisons et les
maisons de correction

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. DICK

M. DICK

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-315

An Act to amend the Prisons and Reformatories Act

Her Majesty, by and with the advice
and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. P-21

1. Section 44 of the *Prison and Reformatories Act* is repealed and the following substituted therefor:

Imprison-
ment in
Ontario
Reformatory

"44. (1) Subject to subsection (2), every court in the Province of Ontario, before which any male person is convicted for an offence against the laws of 10 Canada, punishable by imprisonment in the common gaol for the term of three months, or for any longer time, may sentence such person to imprisonment for a term of not less than three months and 15 for an indeterminate period thereafter of not more than two years less one day in the Ontario Reformatory instead of the common gaol of the county or judicial district where the offence was committed 20 or was tried.

Proviso

(2) The total of the definite and indeterminate period shall not exceed the maximum sentence prescribed by the Criminal Code for the offence in respect 25 of which the conviction is made."

2. Section 150 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Persons
under 22
years

"150. (1) Subject to subsection (2), every court in the Province of British 30 Columbia, before which any person apparently under the age of twenty-two

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-315

Loi modifiant la Loi sur les prisons et les maisons de correction

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes
du Canada, décrète:

1. L'article 44 de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* est abrogé et 5
remplacé par ce qui suit:

S.R., c. P-21

"44. (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout tribunal de la province d'Ontario, devant lequel une personne du sexe masculin est déclarée coupable d'un in- 10 fraction aux lois du Canada, punissable d'une période d'emprisonnement de trois mois, ou plus, dans la prison commune, peut condamner cette personne à une période d'emprisonnement de trois mois 15 au moins et à une période subséquente indéterminée d'au plus deux années moins un jour, à la maison de correction de l'Ontario au lieu de la prison commune du comté ou du district judiciaire où 20 cette infraction a été commise ou jugée.

Emprisonne-
ment dans
la maison de
correction
de l'Ontario

(2) La durée totale de la période déterminée et indéterminée ne doit pas dépasser la peine maximale que prévoit le Code criminel pour l'infraction faisant 25 l'objet de la déclaration de culpabilité."

Réserve

2. L'article 150 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"150. (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout tribunal de la province de la 30 Colombie-Britannique devant lequel une personne âgée, en apparence, de moins

Personnes
de moins
de vingt-
deux ans

EXPLANATORY NOTE

The Prison and Reformatories Act provides for the imposition of sentences of definite and indeterminate terms on young offenders in British Columbia and any offenders in Ontario for offences under the Criminal Code which in the aggregate can exceed the maximum term fixed by the Code for these offences.

The purpose of the Prison and Reformatories Act is to reform and train young offenders and not to impose harsher punishment upon young offenders in British Columbia and Ontario. However, this appears to be the effect of this legislation at the present time and, just as justice should appear to be done, so should the law appear to provide equality for all. Since by virtue of the recent Supreme Court of Canada decision in *R. v. Burnshine* (1973) 39 D.L.R. (3rd), 161 it is ambiguous whether these provisions oust the punishment limit provided by the Code and thus infringe the right of these offenders before the law under s.1(b) of the Bill of Rights, the purpose of this Bill, therefore, is to clarify the matter by putting before Parliament an amendment to the Prison and Reformatories Act so that Parliament may make the decision, in the context of that Act, as to what constitutes "equality before the law".

Sections 44 and 150 at present read as follows:

"44. Every court in the Province of Ontario, before which any male person is convicted for an offence against the laws of Canada, punishable by imprisonment in the common goal for the term of three months, or for any longer time, may sentence such person to imprisonment for a term of not less than three months and for an indeterminate period thereafter of not more than two years less one day in the Ontario Reformatory instead of the common gaol of the county or judicial district where the offence was committed or was tried."

"150. Every court in the Province of British Columbia, before which any person apparently under the age of twenty-two years is convicted of an offence against the laws of Canada, punishable by imprisonment in the common gaol for a term of three months, or for any longer term, may sentence such person to imprisonment for a term of not less than three months and for an indeterminate period thereafter of not more than two years less one day

NOTE EXPLICATIVE

La Loi sur les prisons et les maisons de correction prévoit l'imposition de peines d'une durée à la fois définie et indéterminée à des jeunes délinquants de la Colombie-Britannique et à tout délinquant de l'Ontario, pour des infractions prévues dans le Code criminel, et la durée totale de ces peines peut excéder la durée maximale fixée par le Code à l'endroit de ces délinquants.

L'objet de la Loi sur les peines et les maisons de correction est de réformer et d'éduquer les jeunes délinquants et non d'imposer des peines plus sévères aux jeunes délinquants de la Colombie-Britannique et de l'Ontario. Pourtant, à l'heure actuelle, il semble que ce soit l'effet de cette loi et si justice doit être rendue, la loi doit être la même pour tous. En vertu du récent jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *R. c. Burnshine* (1973) 39 D.L.R. (3^e), 161 il n'est pas clair que ces dispositions supplantent la peine maximale prévue par le Code et portent ainsi atteinte au droit de ces délinquants face à la loi en vertu de l'alinéa 1b) de la Déclaration des droits; le présent bill a donc pour objet de clarifier la situation en soumettant au Parlement une modification à la Loi sur les prisons et les maisons de correction de sorte que le Parlement, dans le contexte de ladite loi, soit en mesure de préciser ce qui constitue «l'égalité devant la loi».

Les articles 44 et 150 se lisent présentement comme suit:

"44. Tout tribunal de la province d'Ontario, devant lequel une personne du sexe masculin est déclarée coupable d'une infraction aux lois du Canada, punissable d'une période d'emprisonnement de trois mois, ou plus, dans la prison commune, peut condamner cette personne à une période d'emprisonnement de trois mois au moins et à une période subséquente indéterminée d'au plus deux années moins un jour, à la maison de correction de l'Ontario au lieu de la prison commune du comté ou du district judiciaire où cette infraction a été commise ou jugée."

"150. Tout tribunal de la province de la Colombie-Britannique devant lequel une personne âgée, en apparence, de moins de vingt-deux ans, est déclarée coupable d'une infraction aux lois du Canada, punissable d'une période d'emprisonnement de trois mois ou plus dans la prison commune, peut condamner cette personne à une période d'emprisonnement de trois mois au moins et à une période subséquente indéterminée d'au plus deux années moins un jour

years is convicted of an offence against the laws of Canada, punishable by imprisonment in the common gaol for a term of three months, or for any longer term, may sentence such person to imprisonment for a term of not less than three months and for an indeterminate period thereafter of not more than two years less one day

(a) in the case of a male person apparently under the age of eighteen years, in Haney Correctional Institution,

(b) in the case of any other male person to whom this section applies, in Oakalla Prison Farm or in New Haven, or

(c) in the case of a female person to whom this section applies, in a place designated by the Lieutenant Governor for such female persons

instead of the common gaol of the county or judicial district where the offence was committed or was tried, and such person shall thereupon be imprisoned accordingly until he is lawfully discharged or paroled pursuant to section 151 or transferred according to law, and shall be subject to all the rules and regulations of the institution as may be approved from time to time by the Lieutenant Governor in that behalf.

Proviso

(2) The total of the definite and indefinite period shall not exceed the maximum sentence prescribed by the Criminal Code for the offence in respect of which the conviction is made."

de vingt-deux ans, est déclarée coupable d'une infraction aux lois du Canada, punissable d'une période d'emprisonnement de trois mois ou plus dans la prison commune, peut condamner cette personne à une période d'emprisonnement de trois mois au moins et à une période subséquente indéterminée d'au plus deux années moins un jour

a) dans le cas d'une personne du sexe masculin, en apparence âgée de moins de dix-huit ans, dans la Haney Correctional Institution,

b) dans le cas de toute autre personne du sexe masculin à laquelle s'applique le présent article, dans l'Oakalla Prison Farm ou à New Haven, ou

c) dans le cas d'une personne du sexe féminin à laquelle s'applique le présent article, à un endroit désigné par le lieutenant-gouverneur pour ces personnes du sexe féminin

plutôt que la prison commune du comté ou district judiciaire où l'infraction a été commise ou jugée. Cette personne doit être alors incarcérée en conséquence jusqu'à ce qu'elle soit légalement élargie ou mise en liberté conditionnelle conformément à l'article 151 ou transférée selon la loi, et elle est assujettie aux règlements et règles de l'institution que le lieutenant-gouverneur peut de temps à autre approuver à cet égard.

Réserve

(2) La durée totale de la période déterminée et indéterminée ne doit pas dépasser la peine maximale que prévoit le Code criminel pour l'infraction faisant l'objet de la déclaration de culpabilité.»

(a) in the case of a male person apparently under the age of eighteen years, in Haney Correctional Institution,
(b) in the case of any other male person to whom this section applies, in Oakalla Prison Farm or in New Haven, or

(c) in the case of a female person to whom this section applies, in a place designated by the Lieutenant Governor for such female persons

instead of the common gaol of the county or judicial district where the offence was committed or was tried, and such person shall thereupon be imprisoned accordingly until he is lawfully discharged or paroled pursuant to section 151 or transferred according to law, and shall be subject to all the rules and regulations of the institution as may be approved from time to time by the Lieutenant Governor in that behalf.»

a) dans le cas d'une personne du sexe masculin, en apparence âgée de moins de dix-huit ans, dans la Haney Correctional Institution,

b) dans le cas de toute autre personne du sexe masculin à laquelle s'applique le présent article, dans l'Oakalla Prison Farm ou à New Haven, ou

c) dans le cas d'une personne du sexe féminin à laquelle s'applique le présent article, à un endroit désigné par le lieutenant-gouverneur pour ces personnes du sexe féminin

plutôt que la prison commune du comté ou district judiciaire où l'infraction a été commise ou jugée. Cette personne doit être alors incarcérée en conséquence jusqu'à ce qu'elle soit légalement élargie ou mise en liberté conditionnelle conformément à l'article 151 ou transférée selon la loi, et elle est assujettie aux règlements et règles de l'institution que le lieutenant-gouverneur peut de temps à autre approuver à cet égard.»

C-316

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-316

An Act to amend the Electoral Boundaries
Readjustment Act (rules)

First reading, October 15, 1974

MR. REID

C-316

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-316

Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des
circonscriptions électorales (règles)

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. REID



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-316

BILL C-316

An Act to amend the Electoral Boundaries
Readjustment Act (rules)

Loi modifiant la Loi sur la revision des
limites des circonscriptions électorales
(règles)

Her Majesty, by and with the advice
and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes
du Canada, décrète:

R.S., 1970
c. E-2

1. Paragraph (c) of section 13 of the
Electoral Boundaries Readjustment Act is
repealed and the following substituted
therefor:

1. L'alinéa c) de l'article 13 de la *Loi* S.R., 1970
5 *sur la revision des limites des circonscrip-* 5 c. E-2
tions électorales est abrogé et remplacé par
ce qui suit:

“(c) the commission may depart from
the strict application of rules (a) and
(b) in any case where 10

«c) la commission peut s'écarter de
l'application rigoureuse des règles vi-
sées aux alinéas a) et b) chaque fois 10

(i) special geographic considera-
tions, including in particular the
sparsity, density or relative rate of
growth of population of various re-
gions of the province, the accessi- 15
bility of such regions or the size or
shape thereof, appear to the com-
mission to render such a departure
necessary or desirable, or

(i) que des considérations spéciales
d'ordre géographique, notamment la
faible ou forte densité ou le taux
relatif de croissance de la population
des diverses régions de la province, 15
leur accessibilité, leur superficie ou
leur configuration, rendent, de l'avis
de la commission, un tel écart néces-
saire ou opportun, ou

(ii) any special community or di- 20
versity of interests of the inhabi-
tants of various regions of the prov-
ince appears to the commission to
render such a departure necessary
or desirable, 25

(ii) qu'une communauté ou une di- 20
versité particulière d'intérêts des
habitants des diverses régions de
la province rend, de l'avis de la com-
mission, un tel écart nécessaire ou
opportun, 25

but in no case, except as may be neces-
sary in order to give effect to rule (b),
shall the population of

mais en aucun cas, sauf dans la mesure
qui peut être nécessaire pour donner
effet à la règle visée à l'alinéa b) la
population

(a) any electoral district in the
provinces mentioned in Schedule III 30
of the *Canada Elections Act* as a
result thereof depart from the elec-
toral quota for that province to a

a) d'une circonscription électorale 30
comprise dans la province et men-
tionnée à l'annexe III de la *Loi élec-*
torale du Canada, en conséquence

EXPLANATORY NOTE

Section 13(c) of the Electoral Boundaries Readjustment Act at present reads as follows:

“(c) the commission may depart from the strict application of rules (a) and (b) in any case where

(i) special geographic considerations, including in particular the sparsity, density or relative rate of growth of population of various regions of the province, the accessibility of such regions or the size or shape thereof, appear to the commission to render such a departure necessary or desirable, or

(ii) any special community or diversity of interests of the inhabitants of various regions of the province appears to the commission to render such a departure necessary or desirable,

but in no case, except as may be necessary in order to give effect to rule (b), shall the population of any electoral district in the province as a result thereof depart from the electoral quota for that province to a greater extent than *twenty-five* per cent more or *twenty-five* per cent less.”

NOTE EXPLICATIVE

L'article 13 de la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales se lit présentement comme suit:

«c) la commission peut s'écarter de l'application rigoureuse des règles visées aux alinéas a) et b) chaque fois

(i) que des considérations spéciales d'ordre géographique, notamment la faible ou forte densité ou le taux relatif de croissance de la population des diverses régions de la province, leur accessibilité, leur superficie ou leur configuration, rendent, de l'avis de la commission, un tel écart nécessaire ou opportun, ou

(ii) qu'une communauté ou une diversité particulière d'intérêts des habitants des diverses régions de la province rend, de l'avis de la commission, un tel écart nécessaire ou opportun,

mais en aucun cas, sauf dans la mesure qui peut être nécessaire pour donner effet à la règle visée à l'alinéa b), la population d'une circonscription électorale comprise dans la province en conséquence dudit écart ne peut être supérieure ou inférieure par plus de *vingt-cinq* pour cent au quotient électoral établi pour cette province.»

greater extent than fifty percent more or fifty percent less; and

(b) any other electoral district in the provinces as a result thereof depart from the electoral quota for that province to a greater extent than twenty-five per cent more or twenty-five per cent less.” 5

dudit écart ne peut être supérieure ou inférieure par plus de cinquante pour cent au quotient électoral établi pour cette province; et

b) d'une autre circonscription électorale comprise dans la province en conséquence dudit écart ne peut être supérieure ou inférieure par plus de vingt-cinq pour cent au quotient électoral établi pour cette province.» 10 5

C 111 26
856

C-317

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-317

An Act to amend the Canadian Citizenship Act
(application of equal residence requirement to
alien spouses of Canadian citizens)

First reading, October 15, 1974

MR. KNOWLES (*Winnipeg North Centre*)

C-317

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-317

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne
(application des mêmes exigences de résidence aux
aubains conjoints de citoyens canadiens)

Première lecture, le 15 octobre 1974



M. KNOWLES (*Winnipeg-Nord-Centre*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-317

An Act to amend the Canadian Citizenship Act (application of equal residence requirement to alien spouses of Canadian citizens)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-19

1. Subparagraph 10(1)(c)(iii) of the *Canadian Citizenship Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(iii) been lawfully admitted to Canada for permanent residence and is the spouse of a Canadian citizen, or"

10

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-317

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (application des mêmes exigences de résidence aux aubains conjoints de citoyens canadiens)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. C-19

1. Le sous-alinéa 10(1)d)(iii) de la *Loi sur la citoyenneté canadienne* est abrogé et 5 remplacé par ce qui suit:

«(iii) a été légalement admis au Canada pour y résider en permanence et est le conjoint d'un citoyen canadien, ou»

10

EXPLANATORY NOTE

As the law now stands, if a husband is a Canadian citizen, his alien wife can be granted Canadian citizenship when she has resided in Canada for one year. But if a wife is a Canadian citizen, her alien husband cannot be granted Canadian citizenship until he has resided in Canada for five years.

The purpose of this Bill is to correct this inequality by making the appropriate amendment to the Canadian Citizenship Act. Subparagraph (10)(1)(c)(iii) of that Act now reads as follows:

10. (1) The Minister may, in his discretion, grant a certificate of citizenship to any person who is not a Canadian citizen and who makes application for that purpose and satisfies the Court that

(c) the applicant has

(iii) been lawfully admitted to Canada for permanent residence and is the *wife* of a Canadian citizen, or

This Bill would change the word "wife" to the word "spouse".

NOTE EXPLICATIVE

Dans l'état actuel de la loi, si un mari est un citoyen canadien, son épouse étrangère peut recevoir la citoyenneté canadienne si elle a résidé au Canada pendant un an. Mais si une épouse est une citoyenne canadienne, son époux étranger ne peut recevoir la citoyenneté canadienne avant d'avoir résidé au Canada pendant cinq ans.

Le présent bill a pour objet de corriger cette inégalité en apportant à la Loi sur la citoyenneté canadienne la modification appropriée. Le sous-alinéa 10(1)c(iii) de cette loi se lit présentement comme suit:

10. (1) Le Ministre peut, à sa discrétion, accorder un certificat de citoyenneté à toute personne qui n'est pas un citoyen canadien, qui en fait la demande et démontre à la satisfaction du tribunal

c) que le demandeur ou la demanderesse

(iii) a été légalement admise au Canada pour y résider en permanence et est l'*épouse* d'un citoyen canadien, ou

Le présent bill substituerait le mot «conjoint» au mot «épouse».

281 82
356
C-318

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-318

An Act to amend the Criminal Code
(preventive detention)

First reading, October 15, 1974

MR. ORLIKOW

C-318

Government
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

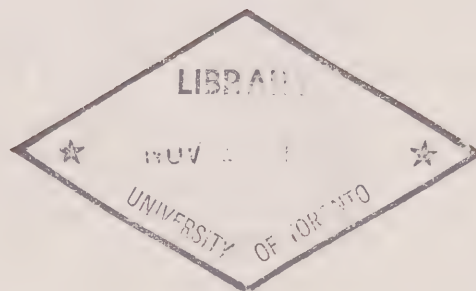
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-318

Loi modifiant le Code criminel
(détention préventive)

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. ORLIKOW



1st Session, 30th Parliament, 23 Elizabeth II,
1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-318

An Act to amend the Criminal Code
(preventive detention)

R.S., c.
C-34, C-35

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 688 of the *Criminal Code* is repealed.

Repeal

2. Subsection (1) of section 690 is repealed and the following substituted therefor:

Notice of
application

“690. (1) The following provisions apply with respect to applications under this Part, namely, an application under subsection (1) of section 661 shall not be heard unless seven clear days’ notice thereof has been given to the accused by the prosecutor either before or after conviction or sentence but within three months after the passing of sentence and before the sentence has expired, and a copy of the notice has been filed with the clerk of the court or with the magistrate, where the magistrate is acting under Part XVI.”

1^{re} Session, 30^e Législature, 23 Elizabeth II,
1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-318

Loi modifiant le Code criminel
(détention préventive)

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c.
C-34, C-35

1. L’article 688 du *Code criminel* est abrogé.

5

2. Le paragraphe (1) de l’article 690 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Abrogation

«690. (1) Les dispositions suivantes s’appliquent à l’égard des demandes prévues par la présente Partie, savoir: une demande selon le paragraphe (1) de l’article 661 ne peut être entendue, à moins que le poursuivant, avant ou après la déclaration de culpabilité ou la sentence mais dans les trois mois qui suivent le prononcé de la sentence et avant que la sentence ait pris fin, n’ait donné à l’accusé un avis de sept jours francs et que copie de l’avis n’ait été produite au bureau du greffier de la cour ou du magistrat, lorsque ce dernier agit sous l’autorité de la Partie XVI.»

Avis de la
demande

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to delete a section of the *Criminal Code* which has led to a certain amount of abuse and misuse throughout Canada in that it is applied in ways never contemplated when it was enacted at the Session of 1960-61.

The finding that a person is an habitual criminal is not really a conviction for any offence since the proceeding is not a prosecution but an inquiry.

Section 688 at present reads as follows:

"688. (1) When an accused has been convicted of an indictable offence the court may, upon application, impose a sentence of preventive detention in lieu of any other sentence that might be imposed for the offence of which he was convicted or that was imposed for such offence, or in addition to any sentence that was imposed for such offence if the sentence has expired, if"

2. The amendment to subsection (1) of section 690 is consequential.

Subsection (1) of section 690 at present reads as follows:

"690. (1) The following provisions apply with respect to applications under this Part, namely,

(a) an application under subsection (1) of section 688 shall not be heard unless

(i) the Attorney General of the province in which the accused is to be tried consents,

(ii) seven clear days' notice has been given to the accused by the prosecutor, either before or after conviction or sentence but within three months after the passing of sentence and before the sentence has expired, specifying the previous convictions and the other circumstances, if any, upon which it is intended to found the application, and

(iii) a copy of the notice has been filed with the clerk of the court or the magistrate, as the case may be; and

(b) an application under subsection (1) of section 689 shall not be heard unless seven clear days' notice thereof has been given to the accused by the prosecutor either before or after conviction or sentence but within three months after the passing of sentence and before the sentence has expired, and a copy of the notice has been filed with the clerk of the court or with the magistrate, where the magistrate is acting under Part XVI."

NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet de supprimer un article du *Code criminel* qui a conduit à certains abus au Canada du fait de son application inappropriée que n'envisageait pas la loi lorsqu'elle a été adoptée à la session de 1960-61.

Le fait de reconnaître qu'une personne est un repris de justice n'est pas en réalité une déclaration de culpabilité d'un acte criminel puisqu'il ne s'agit pas d'une poursuite mais plutôt d'une enquête.

L'article 688 se lit actuellement comme suit:

"688. (1) Lorsqu'un accusé a été déclaré coupable d'un acte criminel, la cour peut, sur demande, imposer une sentence de détention préventive au lieu de toute autre sentence qui pourrait être infligée pour l'infraction dont il a été déclaré coupable ou qui a été imposée pour une telle infraction, ou en sus de toute sentence qui a été imposée pour cette infraction au cas où la sentence aurait pris fin, si"

Article 2 du bill: La modification apportée au paragraphe (1) de l'article 690 est consécutive à ce qui précède.

Le paragraphe (1) de l'article 690 se lit actuellement comme suit:

"690. (1) Les prescriptions suivantes s'appliquent à l'égard des demandes prévues par la présente Partie, savoir:

a) une demande selon le paragraphe (1) de l'article 688 ne doit pas être entendue à moins

(i) que le procureur général de la province où l'accusé doit être jugé n'y consente;

(ii) que le poursuivant, avant ou après la déclaration de culpabilité ou la sentence mais dans les trois mois du prononcé de la sentence et avant que la sentence ait pris fin, n'ait donné à l'accusé un avis de sept jours francs, indiquant les déclarations antérieures de culpabilité et les autres circonstances, s'il en est, sur lesquelles devra s'appuyer la demande; et

(iii) qu'une copie de l'avis n'ait été produite au bureau du greffier de la cour ou du magistrat, selon le cas; et

b) une demande selon le paragraphe (1) de l'article 689 ne peut pas être entendue, à moins que le poursuivant, avant ou après la déclaration de culpabilité ou la sentence mais dans les trois mois du prononcé de la sentence et avant que la sentence ait pris fin, n'en ait donné à l'accusé un avis de sept jours francs et que copie de l'avis n'ait été produite au bureau du greffier de la cour ou du magistrat, lorsque ce dernier agit sous l'autorité de la Partie XVI."

CA 1 25
B56

Government
Publications

C-319

C-319

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-319

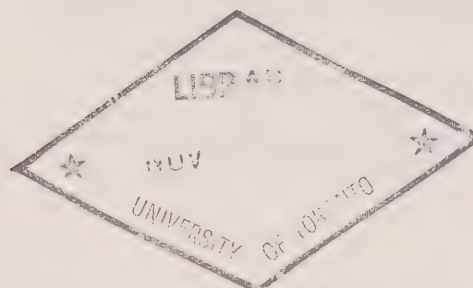
BILL C-319

An Act to amend the Canadian Citizenship Act

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. BENJAMIN

M. BENJAMIN

1st Session, 30th Parliament, 23 Elizabeth II,
1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-319

An Act to amend the Canadian Citizenship Act

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-19

1. Subparagraph 10(1)(c)(i) of the
Canadian Citizenship Act is repealed and
the following substituted therefor:

"(i) been lawfully admitted to
Canada for permanent residence or
under sections 7 and 8 of the *Immigra- 10*
tion Act and has since such
admission, resided in Canada for at
least five of the eight years immedi-
ately preceding the date of applica-
tion, but for the purposes of this
paragraph, such full year of residence 15
in Canada by the applicant prior to
his lawful admission to Canada for
permanent residence is deemed to be
one half year of residence in Canada
within the eight year period referred 20
to in this subparagraph,"

1^{re} Session, 30^e Législature, 23 Elizabeth II,
1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-319

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. C-19

1. Le sous-alinéa 10(1)(c)(i) de la *Loi sur 5*
la citoyenneté canadienne est abrogé et 5
remplacé par ce qui suit:

«(i) a été licitement admis au Canada
pour y résider en permanence ou
selon les articles 7 et 8 de la *Loi sur 10*
l'immigration et a, depuis cette
admission, résidé au Canada pendant
au moins cinq des huit années qui
précèdent immédiatement la date de
sa demande; toutefois, aux fins du
présent sous-alinéa, chaque année 15
entière passée au Canada par l'auteur
de la demande avant son admission
licite au Canada pour y résider en
permanence est censée être une demi-
année de résidence au Canada com- 20
prise dans la période de huit ans
visée au présent sous-alinéa,»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to amend the Canadian Citizenship Act to provide that persons residing in Canada by virtue of a Minister's permit may have such time of residence counted for purposes of qualifying as time of permanent residence for purposes of the Act. This bill therefore dovetails with a bill to amend the Immigration Act which removes the ban on those persons with a history of epilepsy from being admitted to Canada. However it would apply to all persons in Canada under a Minister's permit.

Subparagraph 10(1)(c)(i) at present reads as follows:

"(i) been lawfully admitted to Canada for permanent residence and has, since such admission, resided in Canada for at least five of the eight years immediately preceding the date of application, but for the purpose of this subparagraph, each full year of residence in Canada by the applicant prior to his lawful admission to Canada for permanent residence is deemed to be one-half year of residence in Canada within the eight-year period referred to in this subparagraph,"

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier la Loi sur la citoyenneté canadienne pour permettre aux personnes autorisées par le ministre à résider au Canada d'inclure cette période de résidence dans le nombre d'années requises aux fins de la loi. Il y a donc correspondance entre ce bill et un autre qui modifie la Loi sur l'immigration afin de supprimer l'interdiction d'entrer au Canada frappant les personnes atteintes d'épilepsie. Cependant la mesure s'appliquerait à toute personne autorisée par le ministre à résider au Canada.

Voici le texte actuel du sous-alinéa 10(1)(c)(i):

«(i) a été licitement admis au Canada pour y résider en permanence et a, depuis cette admission, résidé au Canada pendant au moins cinq des huit années qui précèdent immédiatement la date de sa demande; toutefois, aux fins du présent sous-alinéa, chaque année entière passée au Canada par l'auteur de la demande avant son admission licite au Canada pour y résider en permanence est censée être une demi-année de résidence au Canada comprise dans la période de huit ans visée au présent sous-alinéa.»

171 82
C-320

Government
C-320 Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-320

BILL C-320

An Act to amend the Holidays Act

Loi modifiant la Loi établissant des jours fériés

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-320

An Act to amend the Holidays Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S.
c. H-7

1. Section 2 of the *Holidays Act* is repealed and the following substituted therefor:

Canada
Day

“2. (1) Throughout Canada, in each and every year, the 1st day of July, not being a Sunday, is a legal holiday, and shall be kept and observed as such, under the name of “Canada Day”.”

When July
1st is a
Sunday

(2) When the 1st day of July is a Sunday, the 2nd day of July is, in lieu thereof, throughout Canada, a legal holiday, and shall be kept and observed as such under the name of “Canada Day”.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-320

Loi modifiant la Loi établissant
des jours fériés

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 2 de la *Loi établissant des jours fériés* est abrogé et remplacé par ce qui suit: S.R., 1970,
c. H-7

«2. (1) Dans toute l'étendue du Canada, le 1^{er} juillet, lorsqu'il ne tombe pas un dimanche, est, chaque année, jour férié, et doit être observé comme tel sous le nom de «fête du Canada».

Fête du
Canada

(2) Si le 1^{er} juillet tombe un dimanche, le 2 juillet est, en ce cas, jour férié dans toute l'étendue du Canada, et doit être observé comme tel sous le nom de «fête du Canada».

Si le 1^{er}
juillet
est un
dimanche

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Act is to discontinue the use of the word Dominion in the Holidays Act and to eliminate the divisiveness caused by this word, so that all Canadians can celebrate their National holiday with pride and pleasure.

Section 2 of the *Holidays Act* at present reads as follows:

"2. (1) Throughout Canada, in each and every year, the 1st day of July, not being a Sunday, is a legal holiday, and shall be kept and observed as such, under the name of "*Dominion Day*".

(2) When the 1st day of July is a Sunday, the 2nd day of July is, in lieu thereof, throughout Canada, a legal holiday, and shall be kept and observed as such under the name of "*Dominion Day*".

NOTE EXPLICATIVE

La présente loi a pour objet d'abandonner l'emploi du mot Dominion dans la Loi établissant des jours fériés et d'éliminer la division qu'engendre ce mot, de sorte que tous les Canadiens puissent célébrer leur fête nationale avec fierté et dans la joie.

L'article 2 de la *Loi établissant des jours fériés* se lit présentement comme suit:

"2. (1) Dans toute l'étendue du Canada, le 1^{er} juillet, lorsqu'il ne tombe pas un dimanche, est, chaque année, jour férié, et doit être observé comme tel sous le nom de «fête du *Dominion*».

(2) Si le 1^{er} juillet tombe un dimanche, le 2 juillet est, en ce cas, jour férié dans toute l'étendue du Canada, et doit être observé comme tel sous le nom de «fête du *Dominion*».

C-321

C-321

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-321

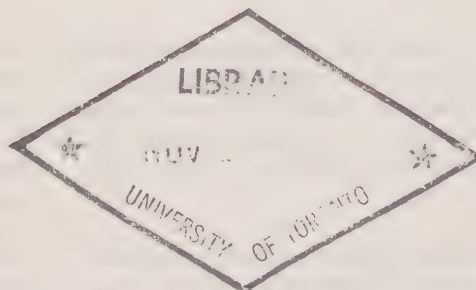
BILL C-321

An Act to provide for a national plebiscite on the
abolition of capital punishment

Loi prévoyant la tenue d'un plébiscite national sur
l'abolition de la peine capitale

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-321

An Act to provide a national plebiscite on
the abolition of Capital Punishment

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This act may be cited as the *Capital
Punishment Plebiscite Act*.

Interpre-
tation

“election”

«élection»

“homicide”

«homicide»

2. In this act,
“election” means a general election as re-
ferred to in the *Canada Elections Act*.
“homicide” means the direct or indirect
causing by any means of the death of a 10
human being.

National
plebiscite

3. On the date of the first election next
held after Royal Assent is given to this act,
the Chief Electoral Officer of Canada shall
cause to be held a national plebiscite on 15
the abolition of Capital Punishment in
Canada.

Form of
plebiscite

4. The chief electoral officer in carrying
out this plebiscite shall cause the wording
of the plebiscite to be as follows: 20

“The punishment upon conviction for
the crime of homicide shall, by amend-
ment to the Criminal Code of Canada,
be as follows:

1. “Death with the prerogative of 25
mercy only when so recommended by
the presiding trial judge”; or

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-321

Loi prévoyant la tenue d'un plébiscite
national sur l'abolition de la
peine capitale

Sa Majesté, sur l'avis et du consente-
ment du Sénat et de la Chambre des com-
munes du Canada, décrète:

1. La présente loi peut être citée sous le 5 Titre abrégé
titre: *Loi du plébiscite sur la peine capi- 5*
tale.

2. Dans la présente loi
«élection» désigne une élection générale
mentionnée à la *Loi électorale du Ca- 10*
nada.

«homicide» désigne le fait de causer, di-
rectement ou indirectement, par quelque
moyen, la mort d'un être humain.

3. Le jour de la première élection tenue
immédiatement après la sanction de la pré- 15
sente loi, le directeur général des élections
du Canada fera tenir un plébiscite national
sur l'abolition de la peine capitale au Ca-
nada.

4. Pour tenir ce plébiscite, le directeur 20
général des élections fera en sorte que le
plébiscite soit présenté en la forme suivan-
te:

«La peine, sur déclaration de culpa-
bilité d'homicide sera, par modification 25
au Code criminel du Canada, la suivan-
te:

1. «Mort, avec prerogative de clé-
mence uniquement sur recommanda-
tion du juge présidant au procès»; ou 30

Titre abrégé

Interpréta-
tion

«élection»

“election”

«homicide»

“homicide”

Plébiscite
national

Forme du
plébiscite

2. "Life imprisonment with eligibility for parole or other release arising only after 20 years of such sentence being served."

2. «Emprisonnement à perpétuité avec possibilité de libération conditionnelle ou autre uniquement après avoir purgé 20 ans de cette peine.»

Implementa-
tion of
plebiscite

5. The Minister of Justice shall at the first session at the House of Commons next following such plebiscite introduce a measure to amend the *Criminal Code* of Canada to provide for enacting into law the result of such plebiscite.

5 5. Le ministre de la Justice, lors de la première session de la Chambre des communes suivant immédiatement ce plébiscite, présentera une mesure modifiant le *Code criminel* du Canada de façon à donner force de loi au résultat de ce plébiscite. 10

5 Mise en
application
du plébiscite

C-322

C-322

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-322

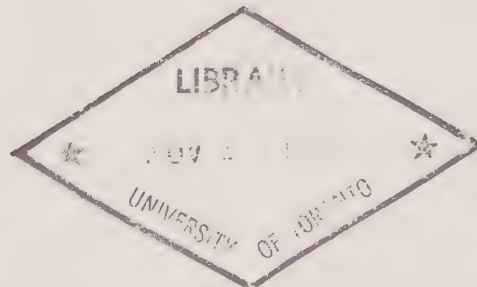
BILL C-322

An Act respecting the international airport at Ottawa

Loi concernant l'aéroport international d'Ottawa

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. ISABELLE

M. ISABELLE

1st Session, 30th Parliament, 23 Elizabeth II,
1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-322

An Act respecting the international airport
at Ottawa

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Ottawa-Hull
Inter-
national
Airport

1. The Airport known as Ottawa Interna-
tional Airport, situated within the National
Capital Region in the provinces of Ontario
and Quebec, is hereby known as Ottawa-
Hull International Airport.

1^{re} Session, 30^e Législature, 23 Elizabeth II,
1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-322

Loi concernant l'aéroport international
d'Ottawa

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes
du Canada, décrète:

1. Le nom de l'aéroport appelé Aéroport
international d'Ottawa, situé dans les limi-
tes de la région de la Capitale nationale,
provinces d'Ontario et de Québec, est par
les présentes remplacé par celui de Aéro-
port international d'Ottawa-Hull.

Aéroport
international
d'Ottawa-
Hull

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to change the name of Ottawa International Airport to Ottawa-Hull International Airport serving as it does the National Capital Region which is situated in the provinces of Ontario and Quebec.

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de remplacer le nom Aéroport international d'Ottawa par celui de Aéroport international d'Ottawa-Hull car il dessert la région de la Capitale nationale qui est située dans les provinces d'Ontario et de Québec.

CA1 1 M
856

C-323

C-323

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-323

BILL C-323

An Act to amend the Harbour Commissions Act

Loi modifiant la Loi sur les Commissions de port

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-323

An Act to amend the Harbour Commissions Act

R.S.
c. H-1

Her Majesty, by and with the advice
and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 5 of the *Harbour Commis-
sions Act* is repealed and the following
substituted therefor:

Appoint-
ment of
members of
Commission

“5. (1) Subject to this section, all mem-
bers of a Commission shall be elected at
the regular election of the municipalities
in whose area the Commission has juris- 10
diction, the procedure for such an elec-
tion being as follows:

(a) Where one municipality only ad-
joins the harbour for which the Com-
mission is established, by the electors 15
of that municipality;

(b) Where two municipalities only
adjoin the harbour for which the
commission is established, one mem-
ber by the electors of each municipal- 20
ity; or

(c) Where the number of municipali-
ties adjoining the harbour for which
the Commission is established exceeds
the number of members, by election 25
by the electors of all of the adjoining
municipalities.

(2) Where there are no municipalities
adjoining the harbour for which a Com-
mission is established, the members of 30

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-323

Loi modifiant la Loi sur les Commissions de port

S.R.,
c. H-1

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes
du Canada, décrète:

1. L'article 5 de la *Loi sur les Commis-
sions de port* est abrogé et remplacé par ce 5
qui suit:

«5. (1) Sous réserve du présent article,
la totalité des membres d'une Commission
doit être élue à l'élection ordinaire des
municipalités de la région où la commis- 10
sion exerce sa compétence; les membres
doivent être élus de la façon suivante:

Nomination
des membres
des
Commissions

a) lorsqu'une seule municipalité est
contiguë au port pour lequel la Com-
mission est établie, par les électeurs de 15
cette municipalité;

b) lorsque deux municipalités seule-
ment sont contiguës au port pour le-
quel la Commission est établie, un
membre par les électeurs de chaque 20
municipalité; ou

c) lorsque le nombre des municipalités
contiguës au port pour lequel la Com-
mission est établie excède le nombre de
membres, par les électeurs de toutes 25
les municipalités contiguës.

(2) Lorsqu'il n'y a pas de municipalité
contiguë au port pour lequel une Com-
mission est établie, les membres de la

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this act is to provide for the election of capable and qualified people to positions on the Harbour Commissions by electors of the local municipalities involved.

Section 5 at present reads as follows:

“5. (1) Subject to this section, *a majority of the members of a Commission shall be appointed by the Governor in Council and the remainder shall be appointed* as follows:

(a) where one municipality only adjoins the harbour for which the Commission is established, by the *council* of that municipality;

(b) where two municipalities only adjoin the harbour for which the Commission is established and the remainder consists of two members, one member by the *council* of each municipality; or

(c) where the number of municipalities adjoining the harbour for which the Commission is established exceeds the number of members *in the remainder, by agreement among the councils* of all of the adjoining municipalities.

(2) *Where the Governor in Council determines that a municipality adjoining the harbour for which a Commission is established does not provide normal municipal services, the member or members of the Commission to be appointed as provided in subsection (1) by or by agreement with the council of that municipality shall instead be appointed by or by agreement with such of the following bodies as the Governor in Council may designate:*

(a) *the council of that municipality;*

(b) *any organization or group of organizations representative of local interests in the vicinity of the harbour for which the Commission is established; or*

(c) *the lieutenant governor in council of the province in which the harbour is located.*

(3) *Where there is no municipality adjoining the harbour for which a Commission is established, the remainder of the members of the Commission shall be appointed by such of the bodies described in paragraph (2) (b) or (c) as the Governor in Council may designate.*

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de prévoir l'élection, par les électeurs des municipalités concernées, de personnes compétentes et qualifiées comme membres des commissions de port.

L'article 5 se lit présentement comme suit:

«5. (1) Sous réserve du présent article, *la majorité des membres d'une Commission doit être nommée par le gouverneur en conseil et les autres membres doivent être nommés* comme il suit:

a) lorsqu'une seule municipalité est contiguë au port pour lequel la Commission est établie, par le *conseil* de cette municipalité;

b) lorsque deux municipalités seulement sont contiguës au port pour lequel la Commission est établie et que les autres membres ne sont que deux, l'un par le conseil d'une municipalité, et l'autre par le *conseil* de l'autre municipalité; ou

c) lorsque le nombre des municipalités contiguës au port pour lequel la Commission est établie excède le nombre des autres membres, *selon que l'entendent les conseils* de toutes les municipalités contiguës.

(2) *Lorsque le gouverneur en conseil détermine qu'une municipalité contiguë au port pour lequel une Commission est établie ne fournit pas les services municipaux habituels, le ou les membres de la Commission devant être nommés comme le prévoit le paragraphe (1) par le conseil de cette municipalité ou en accord avec elle, doivent être nommés plutôt par celui des organismes suivants que peut désigner le gouverneur en conseil, ou en accord avec celui-ci:*

a) *le conseil de cette municipalité;*

b) *tout organisme ou groupement d'organismes, représentatif des intérêts locaux dans le voisinage du port pour lequel la Commission est établie; ou*

c) *le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où se trouve le port.*

(3) *Lorsqu'il n'y a pas de municipalité contiguë au port pour lequel une Commission est établie, les autres membres de la Commission doivent être nommés par celui des organismes indiqués à l'alinéa (2) b) ou c) que peut désigner le gouverneur en conseil.*

the Commission shall be appointed by such bodies as the Governor in Council may designate.

(3) Where a regular municipal election is not to be held within 90 days 5 from the day on which the Commission is established under this act, such member may be appointed by the Governor in Council provided his term expires on the date of the municipal election imme- 10 diately following such appointment.

(4) Each member of the Commission shall hold office during pleasure and at the expiry of his term of office may be re-elected. 15

(5) No member of the council of the municipalities adjoining a harbour for which a Commission is established and no member of the legislature of the province in which is located any harbour for 20 which a Commission is established is eligible to be a member of that Commission."

Commission doivent être nommés par les organismes que peut désigner le gouverneur en conseil.

(3) Lorsqu'une élection municipale régulière ne doit pas être tenue dans les 5 90 jours de la date où la Commission est établie en vertu de la présente loi, le membre concerné peut être nommé par le gouverneur en conseil pourvu que son mandat expire le jour de la tenue de 10 l'élection municipale suivant immédiatement cette nomination.

(4) Chaque membre de la Commission doit occuper son poste à titre amovible et, à l'expiration de son mandat, il peut être 15 réélu.

(5) Ni un membre du conseil d'une municipalité contiguë à un port pour lequel une Commission est établie ni un membre de la législature d'une province 20 où est situé un port pour lequel une Commission est établie ne peuvent être nommés membres de cette Commission.»

(4) *Where a member of a Commission to be appointed in the manner prescribed in subsection (1), (2) or (3) is not appointed within sixty days from the day on which the Commission is established under this Act or from the day on which the office becomes vacant, such member may be appointed by the Governor in Council.*

(5) Each member of a Commission shall hold office during pleasure *for a term not exceeding three years* and at the expiration of his term of office may be re-appointed.

(6) No member of the Council of a municipality adjoining a harbour for which a Commission is established and no member of the legislature of the province in which is located any harbour for which a Commission is established is eligible to be a member of that Commission."

(4) *Lorsqu'un membre d'une Commission à nommer de la manière prescrite aux paragraphes (1), (2) ou (3) n'est pas nommé dans les soixante jours qui suivent la date où la Commission est établie aux termes de la présente loi de la date où le poste est devenu vacant, ce membre peut être nommé par le gouverneur en conseil.*

(5) Chaque membre d'une Commission doit occuper son poste à titre amovible *pendant une période d'au plus trois ans* et peut, à l'expiration de ce mandat, être nommé de nouveau.

(6) Ni un membre du conseil d'une municipalité contiguë à un port pour lequel une Commission est établie ni un membre de la législature de la province où est situé un port pour lequel une Commission est établie ne peuvent être nommés membres de cette Commission.»

071 X B
135

REPRINT

C-324

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-324

An Act respecting the disclosure of financial interests
by Senators, Members of the House of Commons and
certain other persons

First reading, October 15, 1974

MR. KNOWLES (*Winnipeg North Centre*)

Government
Publications

RÉIMPRESSION

C-324

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

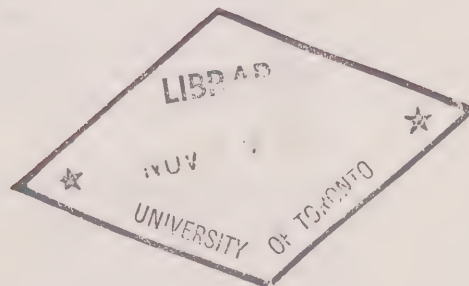
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-324

Loi concernant la divulgation de leurs intérêts
financiers par les sénateurs, les députés et certaines
autres personnes

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. KNOWLES (*Winnipeg-Nord-Centre*)



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-324

An Act respecting the disclosure of financial interests by Senators, Members of the House of Commons and certain other persons

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Disclosure of Interests Act*.

Annual report

2. (1) A report containing the information set out in section 3 for the previous calendar year shall be filed with the Clerk of the House of Commons before April 30 each year by:

- (a) each Member of the House of Commons,
- (b) each person earning in excess of \$15,000 as an executive, special or legislative assistant to a Minister of the Crown or to a member of Parliament, and
- (c) each public servant or employee of a Crown corporation holding the rank of Assistant Deputy Minister or higher.

(2) A report containing the information in section 3 for the previous calendar year shall be filed with the Clerk of the Senate before April 30 each year by each Member of the Senate.

Penalty

(3) Any person who is required but fails to file a report pursuant to subsection (1) or (2) as the case may be is guilty of an offence and liable to a fine of not less than \$100 and not in excess of \$500 for each day that the failure continues.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-324

Loi concernant la divulgation de leurs intérêts financiers par les sénateurs, les députés et certaines autres personnes

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Titre abrégé

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur la divulgation des intérêts*.

5

Rapport annuel

2. (1) Un rapport contenant les renseignements énoncés à l'article 3 pour l'année civile précédente doit être remis au greffier de la Chambre des communes chaque année avant le 30 avril, par

10

- a) chaque député,
- b) chaque personne recevant un traitement dépassant \$15,000 à titre de chef de cabinet, adjoint spécial ou législatif d'un Ministre de la Couronne ou d'un député,
- c) chaque employé de la fonction publique ou d'une société de la Couronne qui occupe au moins le rang de sous-ministre adjoint.

20

(2) Un rapport contenant les renseignements énoncés à l'article 3 pour l'année civile précédente doit être remis au greffier du Sénat chaque année avant le 30 avril, par chaque sénateur.

25

Peine

(3) Une personne tenue de remettre un rapport conformément aux paragraphes (1) ou (2), selon le cas, et qui néglige de le faire est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins \$100 et d'au plus \$500 pour chaque jour que dure cette omission.

30

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to require that Senators, Members of the House of Commons and certain other persons make an annual declaration of their outside financial interests so that the public will be able to judge whether a conflict of interest is involved in the formulation or the support of any particular piece of legislation.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet d'exiger des sénateurs, des députés et de certaines autres personnes une déclaration annuelle de leurs intérêts financiers marginaux de façon que le public puisse juger s'il existe un conflit d'intérêts lors de la rédaction ou du parrainage d'une mesure législative.

3. (1) The report filed pursuant to section 2 shall disclose:

- (a) the name and address of each person from whom he, his spouse or infant receives, or receives the benefit of, a gift or gifts in aggregate amount of \$100 or more in value, including any discharge of indebtedness during the preceding calendar year, 5
- (b) the name and address of each person from whom someone other than he, his spouse or infant receives, or receives the benefit of, such a gift or gifts on their behalf, 10
- (c) the amount and occasion of any fee, honorarium, expenses or payment in kind received (and monetary value of) by him during the preceding calendar year for or in connection with the preparation and delivery of any speech or address, attendance at any convention or other assembly of individuals or the preparation of any article or other composition for publication, 20
- (d) a list of all corporations, companies, firms, partnerships or other business enterprises or institutions 25
 - (i) with which he, his spouse or infant is connected as an employee, officer, owner, director, trustee, partner, adviser, consultant; or 40
 - (ii) in which he, his spouse or infant has any continuing financial interest, through a pension or retirement plan, shared income or otherwise, as a result of any current or prior employment or business or professional association; or 35
 - (iii) in which he, his spouse or infant through the ownership of stocks, bonds or other securities has an interest in excess of \$2,500. 40
- (e) a list of the names of his, his spouse's or infant's creditors other than those to whom any of them may be indebted by reason of 45
 - (i) a mortgage on property occupied by any of them as a residence, or
 - (ii) the purchase of an automobile employed for his or their personal use, or 50
 - (iii) indebtedness for current and ordinary household and living expenses not in excess of \$1,500. 50

3. (1) Le rapport remis conformément à l'article 2 doit indiquer

- a) le nom et l'adresse de chaque personne de qui lui-même, son conjoint ou son enfant mineur reçoivent un don ou des dons dont la valeur globale est de \$100 ou plus, ou en sont les bénéficiaires, y compris l'acquittement d'une dette au cours de l'année civile précédente; 5
- b) le nom et l'adresse de chaque personne de qui une personne autre que lui-même, son conjoint ou son enfant mineur reçoivent ce don ou ces dons en leur nom, ou en sont les bénéficiaires; 10
- c) le montant et l'occurrence de frais, honoraires, dépenses ou paiement en nature (en indiquant la valeur en argent) qu'il a reçus durant l'année civile précédente pour la préparation ou la prononciation de discours ou d'adresses, la présence à des congrès ou à d'autres réunions de particuliers ou encore la préparation d'articles ou autres travaux destinés à être publiés ou à leur sujet; 20
- d) une liste de toutes les sociétés, compagnies, firmes, associations ou autres entreprises ou institutions commerciales 25
 - (i) avec lesquelles lui-même, son conjoint ou son enfant mineur sont reliés à titre d'employé, fonctionnaire, propriétaire, administrateur, associé, conseiller, consultant; ou 30
 - (ii) dans lesquelles lui-même, son conjoint ou son enfant mineur ont un intérêt financier permanent sous forme de pension ou de retraite, de participation ou autrement, résultant d'un emploi actuel ou antérieur d'une association d'affaires ou d'une association professionnelle; ou 40
 - (iii) dans lesquelles lui-même, son conjoint ou son enfant mineur ont un intérêt dépassant \$2,500 du fait qu'ils sont propriétaires d'actions, d'obligations ou d'autres valeurs; 45
- e) une liste des noms de ses créanciers, de ceux de son conjoint ou de son enfant mineur autres que ceux envers lesquels l'un d'eux peut être débiteur en raison 45
 - (i) d'une hypothèque sur une propriété occupée par l'un d'eux comme résidence, ou 50

(f) A list of his, his spouse's or infant's interests in real property or rights in lands other than property which he or any of them occupies as a personal residence.

5

(g) Each item of reimbursement for expenses received by him or on his behalf during the preceding calendar year with the name and address of each person from whom he or anyone on his behalf received 10 such reimbursement, the amount or if not money, the identity and fair market value thereof, and if reimbursement was received for expenses incurred while services were performed, the name and 15 address of each person for whom such service was performed and a description of the service performed.

(ii) de l'achat d'une automobile utilisée pour son ou leur usage personnel, ou
(iii) d'une dette pour frais courants et ordinaires de ménage et de subsistance d'au plus \$1,500;

5

f) une liste de ses intérêts en biens immobiliers ou droits fonciers, de ceux de son conjoint ou de son enfant mineur, autres que la propriété qu'il occupe ou qu'ils occupent comme résidence personnelle. 10

g) chaque remboursement de frais reçu par lui ou pour son compte au cours de l'année civile précédente assorti du nom et de l'adresse de chaque personne de qui, lui ou une personne agissant en son nom a 15 reçu ce remboursement, ainsi que son montant ou s'il ne s'agit pas d'espèces, la nature et la valeur marchande raisonnable de ce remboursement; si le remboursement a été reçu pour frais encourus à l'occasion 20 de la fourniture de services, le nom et l'adresse de chaque personne pour qui ce service a été fourni ainsi qu'une description dudit service.

"Gift"

(2) "Gift" includes "gift" as defined in Part IV of the *Income Tax Act*.

(2) «don» s'entend d'un «don» tel que le 25 «don»
20 définit la Partie IV de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

CH 1 XG
358

C-325

Government
Publications

C-325

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-325

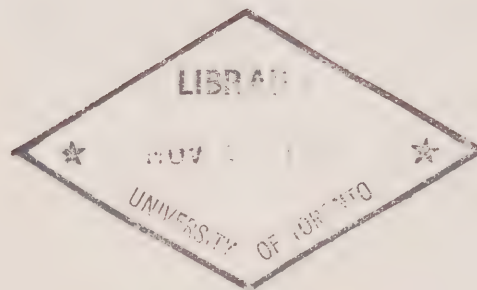
BILL C-325

An Act to amend the Pension Benefits Standards Act

Loi modifiant la Loi sur les normes des prestations de
pension

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. GUAY (*St. Boniface*)

M. GUAY (*Saint-Boniface*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-325

An Act to amend the Pension Benefits Standards Act

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c.P-8

1. Subsection 3(2) of the *Pension Ben-
efits Standards Act* is amended by adding
the following immediately after paragraph
(a):

“(a.1) employment by Canadian National
Railway Company; and”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-325

Loi modifiant la Loi sur les normes des prestations de pension

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c.P-8

1. Le paragraphe 3(2) de la *Loi sur les
normes des prestations de pension* est
modifié par l'insertion, après l'alinéa a), de
ce qui suit:

«a.1) l'emploi au service de la Compagnie
des Chemins de fer nationaux du Canada;
et»

10

EXPLANATORY NOTE

Canadian National Railway Company is a Crown Corporation; but its employees do not, upon their retirement, enjoy the same benefits as employees in the Public Service or the employees of certain other Crown Corporations.

Because it is subject to the Pension Benefits Standards Act, Canadian National Railway Company is required to fund its Pension Plan, and any improvement to the pensions payable upon the retirement of its employees adds a very great sum to the Unfunded Liability, which sum must, in accordance with the Regulations published pursuant to the Act, be liquidated over a period of years.

The purpose of this amendment is to remove Canadian National Railway Company from the scope of the Act in order that it may, without adding substantially to its annual deficit, improve its Pension Plan by providing pensions for its existing and retired employees on a basis similar to that applicable in the Public Service.

NOTE EXPLICATIVE

La Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada est une société de la Couronne, mais ses employés, leur retraite venue, ne bénéficient pas des mêmes avantages que les employés de la fonction publique ou de certaines autres sociétés de la Couronne.

Parce qu'elle est gouvernée par la Loi sur les normes des prestations de pension, la Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada doit financer son propre régime de pension, et toute hausse des pensions payables au moment de la retraite de ses employés ajoute une somme énorme au passif non consolidé, laquelle somme doit, en conformité des règlements publiés en application de la loi, être amortie sur plusieurs années.

La présente modification a pour objet de soustraire la Compagnie des Chemins de fer nationaux à l'application de la loi de façon à lui permettre, sans trop ajouter à son déficit annuel, d'améliorer son régime de pension en prévoyant pour ses employés actuels et retraités des pensions fondées sur les mêmes principes que ceux qui s'appliquent à la fonction publique.

C-326

Government
Publications

C-326

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-326

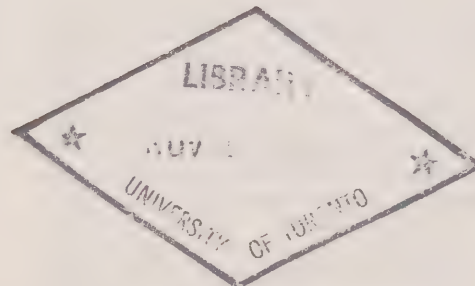
BILL C-326

An Act to amend the Public Service Employment Act
(discrimination as to age or physical handicap or
health)

Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la Fonction
publique (distinction injuste à cause de l'âge, d'un
handicap physique ou de l'état de santé)

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. HERBERT

M. HERBERT

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-326

An Act to amend the Public Service
Employment Act (discrimination as to
age or physical handicap or health)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. P-32

1. Subsections (1), (2) and (3) of section
12 of the *Public Service Employment Act* are repealed and the following substituted
therefor:

Selection
standards

"12. (1) The Commission may, in deter-
mining pursuant to section 10 the basis of
assessment of merit in relation to any 10
position or class of positions, prescribe
selection standards as to education,
knowledge, experience, language, resi-
dence or any other matters that, in the
opinion of the Commission, are necessary 15
or desirable having regard to the nature
of the duties to be performed, but any
such selection standards shall not be
inconsistent with any classification
standard prescribed pursuant to the 20
Financial Administration Act for that
position or any position in that class.

No discrimina-
tion

(2) The Commission, in prescribing
selection standards under subsection (1),
shall not discriminate against any person 25
by reason of age, sex, race, national
origin, colour or religion.

(3) The Commission, in prescribing
selection standards under subsection (1),
shall not discriminate against any person 30
by reason of a physical handicap or a
health condition of that person that does

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-326

Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la
Fonction publique (distinction injuste à
cause de l'âge, d'un handicap physique
ou de l'état de santé)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. P-32

1. Les paragraphes (1), (2) et (3) de l'arti-
cle 12 de la *Loi sur l'emploi dans la Fon- 5*
ction publique sont abrogés et remplacés par
ce qui suit:

Normes de
sélection

«12. (1) La Commission peut, en déter-
minant conformément à l'article 10 le
principe de l'évaluation du mérite, en ce 10
qui concerne tout poste ou classe de
postes, prescrire des normes de sélection
visant l'instruction, les connaissances,
l'expérience, la langue, la résidence ou
toute autre question que la Commission 15
juge nécessaire ou souhaitable, compte
tenu de la nature des fonctions à accom-
plir. Cependant, ces normes de sélection
ne doivent pas être incompatibles avec les
normes de classification établies en vertu 20
de la *Loi sur l'administration financière*
pour ce poste ou tout poste de cette
classe.

(2) En prescrivant aux termes du para-
graphe (1) des normes de sélection, la 25
Commission ne doit établir à l'encontre de
qui que ce soit aucune distinction injuste
fondée sur l'âge, le sexe, la race, l'origine
ethnique, la couleur ou la religion.

Aucune discrimi-
nation

(3) En prescrivant aux termes du para- 30
graphe (1) des normes de sélection, la
Commission ne doit établir à l'encontre de
qui que ce soit aucune distinction injuste
fondée sur un handicap physique ou une

EXPLANATORY NOTES

The purpose of these amendments is to remove age as a permissible selection standard under subsection (1) of section 12 of the *Public Service Employment Act* and to add age, physical handicap or health to the list of grounds under which the Public Service Commission shall not discriminate in prescribing selection standards, subsection (2) of section 12.

Subsections (1), (2) and (3) at present read as follows:

"12. (1) The Commission may, in determining pursuant to section 10 the basis of the assessment of merit in relation to any position or class of positions, prescribe selection standards as to education, knowledge, experience, language, *age*, residence or any other matters that, in the opinion of the Commission, are necessary or desirable having regard to the nature of the duties to be performed, but any such selection standards shall not be inconsistent with any classification standards prescribed pursuant to the *Financial Administration Act* for that position or any position in that class.

(2) The Commission, in prescribing selection standards under subsection (1), shall not discriminate against any person by reason of sex, race, national origin, colour or religion.

(3) The Commission shall from time to time consult with representatives of any employee organization certified as a bargaining agent under the *Public Service Staff Relations Act* or with the employer as defined in that Act, with respect to the selection standards that may be prescribed under subsection (1) or the principles governing the appraisal, promotion, demotion, transfer, lay-off or release of employees, at the request of such representatives or of the employer or where in the opinion of the Commission such consultation is necessary or desirable."

NOTE EXPLICATIVE

Cette modification a pour objet de retrancher le mot «âge» des facteurs que visent les normes de sélection permises en vertu du paragraphe (1) de l'article 12 de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* et d'ajouter les mots âge, handicap physique ou état de santé à la liste des motifs au sujet desquels la Commission de la Fonction publique ne doit établir aucune distinction injuste lorsqu'elle prescrit des normes de sélection aux termes du paragraphe (2) de l'article 12.

Les paragraphes (1), (2) et (3) se lisent actuellement comme suit:

«12. (1) La Commission peut, en déterminant conformément à l'article 10 le principe de l'évaluation du mérite, en ce qui concerne tout poste ou classe de postes, prescrire des normes de sélection visant l'instruction, les connaissances, l'expérience, la langue, *l'âge*, la résidence ou toute autre question que la Commission juge nécessaire ou souhaitable, compte tenu de la nature des fonctions à accomplir. Cependant, ces normes de classification établies en vertu de la *Loi sur l'administration financière* pour ce poste ou tout poste de cette classe.

(2) En prescrivant aux termes du paragraphe (1) des normes de sélection, la Commission ne doit établir à l'encontre de qui que ce soit aucune distinction injuste fondée sur le sexe, la race, l'origine ethnique, la couleur ou la religion.

(3) La Commission doit, à l'occasion, consulter les représentants de toute association d'employés accréditée comme agent négociateur en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* ou l'employeur au sens de cette loi, en ce qui concerne les normes de sélection qui peuvent être prescrites en vertu du paragraphe (1) ou les principes qui gouvernent l'appréciation professionnelle, l'avancement, la rétrogradation, le transfert, la mise en disponibilité ou le renvoi d'employés, à la demande de ces représentants ou de l'employeur ou lorsque la Commission juge cette consultation nécessaire ou souhaitable.»

not affect the capability of that person to perform his or her employment functions to the same degree of efficiency as any other person.

affection qui n'affecte pas l'aptitude de l'intéressé à exercer les fonctions de son emploi aussi bien que toute autre personne.»

Consultation

(4) The Commission shall from time to time consult with representatives of any employee organization certified as a bargaining agent under the *Public Service Staff Relations Act* or with the employer as defined in that Act, with respect to the selection standards that may be prescribed under subsection (1) or the principles governing the appraisal, promotion, demotion, transfer, lay-off or release of employees, at the request of such representatives or of the employer or where in the opinion of the Commission such consultation is necessary or desirable.”

(4) La Commission doit, à l'occasion, consulter les représentants de toute association d'employés accréditée comme agent négociateur en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* ou l'employeur au sens de cette loi, en ce qui concerne les normes de sélection qui peuvent être prescrites en vertu du paragraphe (1) ou les principes qui gouvernent l'appréciation professionnelle, l'avancement, la rétrogradation, le transfert, la mise en disponibilité ou le renvoi d'employés, à la demande de ces représentants ou de l'employeur ou lorsque la Commission juge cette consultation nécessaire ou souhaitable.»

5 Consultation

20

C41 X8
B56

C-327

C-327

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-327

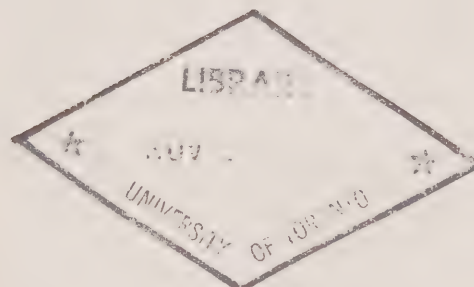
BILL C-327

An Act to amend the Farmers' Creditors
Arrangement Act

Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre
cultivateurs et créanciers

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. BALDWIN

M. BALDWIN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-327

BILL C-327

An Act to amend the Farmers' Creditors
Arrangement Act

Loi modifiant la Loi sur les arrangements
entre cultivateurs et créanciers

R.S., c. F-5

Her Majesty, by and with the advice
and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follow:—

Sa Majesté, sur l'avis et du consente-
ment du Sénat et de la Chambre des
communes du Canada, décrète:

S.R., c. F-5

Interpreta-
tion

1. The definition "incurred before the
1st day of May, 1935" contained in sec-
tion 2 of the *Farmers' Creditors Arrange-
ment Act* is repealed and the following
substituted therefor:

1. La définition de l'expression «con-
tractée avant le 1^{er} mai 1935» de l'article 2
de la *Loi sur les arrangements entre culti-
vateurs et créanciers* est abrogée et rem-
placée par ce qui suit:

Interpré-
tation

"incurred before the 1st day of January
1975", with reference to a debt owing 10
by a farmer, means a debt incurred
by the farmer before such date or
owing by him by reason of a debt
incurred by some other person before
such date and assumed or otherwise 15
incurred by him; and all money at
any time owing by the farmer by
reason of any such debt, including
interest or arrears of interest, whether
such interest or arrears accrued or 20
accrued due before or after such date,
or money owing under any agreement
by way of renewal of or collateral to
or in any way in substitution for any
such debt, whether such agreement 25
was made before or after such date, is
deemed to form part of such debt and
to have been incurred when such debt
was first incurred by the farmer or by
such other person; 30

«contractée avant le 1^{er} janvier 1975»,
en ce qui concerne une dette de culti- 10
vateur, signifie une dette contractée
par le cultivateur avant la date en
question ou une somme due par lui en
raison d'une dette contractée par
quelque autre personne avant la date 15
en question et assumée ou autrement
contractée par lui; et l'argent dû à
quelque époque par le cultivateur en
raison d'une dette de ce genre, y com-
pris les intérêts ou arriérés d'intérêt, 20
que ces intérêts ou arriérés soient nés
ou courent avant ou après la date en
question, ou l'argent dû en vertu
d'une convention à titre de renouvelle-
ment ou de garantie subsidiaire ou de 25
quelque manière en remplacement de
ladite dette, que cette convention ait
été conclue avant ou après la date en
question, est censé faire partie de
cette dette et être devenu dû lorsque 30
cette dette a été contractée en premier
lieu par le cultivateur ou cette autre
personne;

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: The definition "incurred before the 1st day of May 1935" contained in subsection 2(1) at present reads as follows:

"incurred before the *1st day of May, 1935*", with reference to a debt owing by a farmer, means a debt incurred by the farmer before such date or owing by him by reason of a debt incurred by some other person before such date and assumed or otherwise incurred by him *prior to the 15th day of December, 1948*; and all money at any time owing by the farmer by reason of any such debt, including interest or arrears of interest, whether such interest or arrears accrued or accrues due before or after such date, or money owing under any agreement by way of renewal of or collateral to or in any way in substitution for any such debt, whether such agreement was made before or after such date, is deemed to form part of such debt and to have been incurred when such debt was first incurred by the farmer or by such other person;"

NOTES EXPLICATIVES

Article 1 du Bill: La définition de l'expression «contractée avant le 1^{er} mai 1935» du paragraphe 2(1) se lit actuellement comme suit:

«contractée avant le *1^{er} mai 1935*», en ce qui concerne une dette de cultivateur, signifie une dette contractée par le cultivateur avant la date en question ou une somme due par lui en raison d'une dette contractée par quelque autre personne avant la date en question et assumée ou autrement contractée par lui *avant le 15 décembre 1948*; et l'argent dû à quelque époque par le cultivateur en raison d'une dette de ce genre, y compris les intérêts ou arriérés d'intérêt, que ces intérêts ou arriérés soient nés ou courent avant ou après la date en question, ou l'argent dû en vertu d'une convention à titre de renouvellement ou de garantie subsidiaire ou de quelque manière en remplacement de ladite dette, que cette convention ait été conclue avant ou après la date en question, est censé faire partie de cette dette et être devenu dû lorsque cette dette a été contractée en premier lieu par le cultivateur ou cette autre personne;»

Proposals
of farmers,
etc.

2. Subsection 7(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"7. (1) Where a farmer residing in the Province of Alberta, Manitoba or 5 Saskatchewan

(a) who did not make a proposal under the *Farmers' Creditors Arrangement Act, 1934*, or

(b) who made a proposal under the 10 *Farmers' Creditors Arrangement Act, 1934*, pursuant to which a composition, extension of time or scheme of arrangement was approved by the court or confirmed by the Board of Review 15

is unable to meet his debts as they become due, if two-thirds of the total amount thereof are owing by him in respect of debts incurred before the 1st day of January 1975, he may make a 20 proposal under this Act for a composition, extension of time or scheme of arrangement either before or after an assignment under the *Bankruptcy Act*.

Repeal

3. Section 41 of the said Act is repealed 25 and the following substituted therefor:

Administra-
tion
and expenses

"41. (1) The Registrar General of Canada is charged with the administra-
tion of this Act, and the expenses neces-
sary for such administration are payable 30
out of moneys paid as fees under sub-
section (1) of section 40 to such persons
by such persons at the time and in the
manner the Governor in Council by regu-
lation prescribes. 35

Comence-
ment

4. This Act shall come into effect in such areas of Canada as may, from time to time, be designated by the Governor in Council.

2. Le paragraphe 7(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Propositions
par des
cultivateurs,
etc.

«7. (1) Lorsqu'un cultivateur, résidant dans la province d'Alberta, du Manitoba 5 ou de la Saskatchewan,

a) qui n'a pas fait de proposition sous le régime de la *Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934*, ou

b) qui a fait une proposition sous le régime de la *Loi d'arrangement entre 10 cultivateurs et créanciers, 1934*, en vertu de laquelle un concordat, une prorogation de délai ou un projet de traité a été approuvé par la cour ou confirmé par la Commission de revi- 15 sion

est incapable de payer ses dettes à leur échéance, si les deux tiers de leur montant total sont dus par lui à l'égard de dettes contractées avant le 1^{er} janvier 20 1975, il peut faire une proposition aux termes de la présente loi pour un concordat, une prorogation de délai ou un projet de traité, soit avant, soit après une cession prévue par la *Loi sur la 25 faillite*.

3. L'article 41 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Abrogation

«41. (1) Le Registraire général du Canada est chargé de l'application de la 30 présente loi, et les frais nécessaires de cette application sont payables sur les deniers versés à titre de droits en vertu du paragraphe (1) de l'article 40 à ces personnes par ces personnes au moment 35 et de la manière que le gouverneur en conseil prescrit par règlement.

Application
et frais

4. La présente loi entrera en vigueur dans les régions du Canada que le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, dé- 40 signer.

Entrée en
vigueur

Clause 2: Subsection 7(1) at present reads as follows:

"7. (1) Where a farmer residing in the Province of Alberta, Manitoba or Saskatchewan

(a) who did not make a proposal under the Farmers' Creditors Arrangement Act, 1934, or

(b) who made a proposal under the Farmers' Creditors Arrangement Act, 1934, pursuant to which a composition, extension of time or scheme of arrangement was approved by the court or confirmed by the Board of Review on or before December 31, 1938,

is unable to meet his debts as they become due, if two-thirds of the total amount thereof are owing by him in respect of debts incurred before the *1st day of May, 1935*, he may make a proposal under this Act for a composition, extension of time or scheme of arrangement either before or after an assignment under the *Bankruptcy Act*.

Clause 3: Sections 40 and 41 at present read as follows:

"40. (1) The Governor in Council may make rules and regulations governing the procedure in the case of an assignment by or a petition against a farmer under the *Bankruptcy Act* or a proposal, including the advertising to be done in each case, and the procedure in relation to the exercise of the jurisdiction under this Act of the court or the Appeal Court and to give effect to the provisions of this Act, and may establish a tariff of fees to be paid in any such case, including the remuneration of the Official Receiver acting as Official Receiver, Custodian or Trustee under the *Bankruptcy Act* or under this Act.

(2) Every trustee acting as such under this Act is subject to such supervision by the Superintendent of Bankruptcy as the Governor in Council may determine.

41. (1) The Registrar General of Canada is charged with the administration of this Act, and the expenses necessary for such administration are payable out of *any unappropriated moneys of the Consolidated Revenue Fund*.

(2) The Minister shall, at the end of the fiscal year, prepare a report of *expenditure incurred and of proceedings taken under this Act*, and shall lay the same before Parliament forthwith or, if Parliament is not then sitting, within fifteen days after the commencement of the next ensuing session."

Article 2 du Bill: Le paragraphe 7(1) se lit actuellement comme suit:

"7. (1) Lorsqu'un cultivateur, résidant dans la province d'Alberta, du Manitoba ou de la Saskatchewan,

a) qui n'a pas fait de proposition sous le régime de la *Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934*, ou

b) qui a fait une proposition sous le régime de la *Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934*, en vertu de laquelle un concordat, une prorogation de délai ou un projet de traité a été approuvé par la cour ou confirmé par la Commission de revision le ou avant le *31 décembre 1938*,

est incapable de payer ses dettes à leur échéance, si les deux tiers de leur montant total sont dus par lui à l'égard de dettes contractées avant le *1^{er} mai 1935*, il peut faire une proposition aux termes de la présente loi pour un concordat, une prorogation de délai ou un projet de traité, soit avant, soit après une cession prévue par la *Loi sur la faillite*.

Article 3 du Bill: Les articles 40 et 41 se lisent actuellement comme suit:

"40. (1) Le gouverneur en conseil peut établir des règles et règlements régissant la procédure dans le cas d'une cession par un cultivateur, ou d'une pétition contre ce dernier, en vertu de la *Loi sur la faillite*, ou d'une proposition, y compris l'annonce à faire dans chaque cas, et la procédure à suivre concernant l'exercice de la juridiction, prévue par la présente loi, de la cour ou du tribunal d'appel et pour rendre exécutoires les dispositions de la présente loi, et il peut établir un tarif de droits à acquitter en pareil cas, y compris la rémunération du séquestre officiel agissant comme séquestre officiel, gardien ou syndic sous le régime de la *Loi sur la faillite* ou de la présente loi.

(2) Tout syndic agissant comme tel en vertu de la présente loi est assujéti à la surveillance du surintendant des faillites selon que peut déterminer le gouverneur en conseil.

41. (1) Le ministre des Finances est chargé de l'application de la présente loi, et les frais nécessaires de cette application sont payables à même les deniers *non attribués du Fonds du revenu consolidé*.

(2) Le Ministre doit, à l'expiration de l'année financière, préparer un rapport *des dépenses effectuées et des procédures prises sous le régime de la présente loi*, et le présenter immédiatement au Parlement ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante."

AI 10
856

C-328

C-328

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-328

BILL C-328

An Act to provide for emergency measures
to deal with the inflation of prices

Loi prévoyant des mesures d'urgence pour
traiter de la hausse des prix

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. CAOINETTE (*Témiscamingue*)

M. CAOINETTE (*Témiscamingue*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-328

BILL C-328

An Act to provide for emergency measures
to deal with the inflation of prices

WHEREAS the accelerating and persisting
inflation of prices is causing Canadians
widespread hardship and concern and is
undermining the national economy; and

WHEREAS inflation of prices is generated
by the monetary system as evidenced by the
presence of inflation in greater or lesser
degree in every country operating the same
monetary system, although having different
currencies and varying fiscal policies; and

WHEREAS the monetary system, once con-
sidered sound, must now be presumed to be
seriously defective;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and
with the consent of the Senate and the
House of Commons of Canada, enacts as
follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Emergency Counter-Inflation Act*.

PART I

National
Monetary
Authority

2. Notwithstanding the provisions of any
other Act, the Governor and the Deputy
Governor of the Bank of Canada and the
Deputy Minister of Finance shall, in addi-
tion to their other duties, constitute a Na-
tional Monetary Authority under this Act
and in that capacity shall be jointly and
severally responsible through the Board of
Directors of the Bank of Canada to the
Minister of Finance and Parliament for the
efficient operation of the Canadian mone-
tary system to ensure:

Loi prévoyant des mesures d'urgence pour
traiter de la hausse des prix

CONSIDÉRANT que la hausse accélérée et
persistante des prix cause aux Canadiens des
privations et des préoccupations importan-
tes et sape l'économie nationale; et

CONSIDÉRANT que la hausse des prix est
engendrée par le système monétaire comme
le démontre la présence d'inflation à un
degré plus ou moins important dans chaque
pays qui utilise le même système monétaire,
même s'ils ont des monnaies différentes et
des politiques fiscales variables; et

CONSIDÉRANT que le système monétaire,
autrefois considéré comme valable, doit
maintenant être considéré comme sérieuse-
ment imparfait;

A CES CAUSES, Sa Majesté, sur l'avis et du
consentement du Sénat et de la Chambre des
communes, décrète:

1. La présente loi peut être citée sous le
titre: *Loi d'urgence contre l'inflation*.

Titre abrégé

20

PARTIE I

Administration
monétaire
nationale

2. Nonobstant les dispositions de toute
autre loi, le gouverneur et le sous-gouver-
neur de la Banque du Canada et le sous-
ministre des Finances, en plus de leurs
autres devoirs, doivent constituer une Admi-
nistration monétaire nationale en vertu de
la présente loi et, à ce titre, ils sont, par
l'intermédiaire du conseil d'administration
de la Banque du Canada, conjointement et
solidairement responsables devant le minis-
tre des Finances et le Parlement du fonc-

(a) the maintenance of the internal purchasing value of the dollar to reflect the progressive increase in the per capita productive capacity of the economy with the advance of modern production techniques; 5
 (b) the protection of the national economy and of the Canadian dollar from external pressures and adverse influences;
 (c) the distribution to Canadians of purchasing power adequate to purchase the 10 goods coming onto the retail market without the progressive pyramiding of debt;
 (d) the reversal of the inflation of land and property values to reduce these to at 15 least the level existing ten years ago.

Proposals to be
submitted to
Parliament

3. The National Monetary Authority shall be required, as a condition of their tenure of office, to lay before the Board of Directors of the Bank of Canada within a 20 period of one year from the time they assume their new responsibilities proposals for submission to Parliament through the Minister of Finance giving effect to the foregoing provisions on a permanent and 25 continuing basis; such proposals shall rectify the defects in the operation of the present monetary system which are resulting in inflation of prices and land and property values, in labour-management strife, in 30 mounting debt, in increasing taxation, and in general economic instability.

PART II

State of national
emergency
deemed to exist

4. For a period of one year from the time that this Act comes into force a state of national emergency shall be deemed to exist 35 and the Governor in Council shall declare such measures as from time to time may be necessary to safeguard the public interest, provided that such measures are brought before Parliament for approval within a 40 period of three months from the date of their proclamation.

Emergency
measures

5. The following emergency measures, which shall be the administrative responsibility of the National Monetary Authority, 45

tionnement efficace du système monétaire canadien pour assurer

a) le maintien de la valeur d'achat intérieure du dollar pour refléter la hausse progressive de la capacité de production 5 per capita de l'économie avec l'essor des techniques modernes de production;
 b) la protection de l'économie nationale et du dollar canadien contre les pressions extérieures et les influences défavorables; 10
 c) la distribution aux Canadiens d'un pouvoir d'achat suffisant pour se procurer les marchandises sur le commerce de détail sans s'endetter de façon pyramidale;
 d) le renversement de la hausse de la 15 valeur des terrains et des biens de façon à les réduire au moins à leur niveau d'il y a dix ans.

3. L'Administration monétaire nationale est tenue, comme condition de son mandat, 20 de déposer devant le conseil d'administration de la Banque du Canada dans le délai d'un an à compter du moment de sa création, des propositions, qui doivent être soumises au Parlement par l'intermédiaire du 25 ministère des Finances, donnant effet aux dispositions qui précèdent sur une base permanente et continue; ces propositions doivent rectifier les déficiences de fonctionnement du présent système monétaire qui 30 sont la cause de la hausse des prix et de la valeur des terrains et des biens, des différends ouvriers, de l'escalade des dettes, des hausses d'impôts et de l'instabilité économique générale. 35

Propositions à
soumettre au
Parlement

PARTIE II

Présomption
d'état d'urgence
nationale

4. Pendant une période d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, il sera présumé exister un état d'urgence nationale et le gouverneur en conseil prendra, à sa discrétion, les mesures qui peuvent 40 être nécessaires à la sauvegarde de l'intérêt public sous réserve que ces mesures doivent être soumises à l'approbation du Parlement dans un délai de trois mois à compter du jour de leur proclamation. 45

Mesures d'urgence

5. Les mesures d'urgence suivantes, qui relèvent de la responsabilité administrative de l'Administration monétaire nationale,

shall take effect when this Act comes into force and shall continue for a period of one year or for such period as the Governor in Council shall proclaim, but in no circumstances shall the period be extended beyond 5 eighteen months without the approval and consent of Parliament.

(a) During the period of national emergency, the transfer of funds out of Canada for any purpose whatever shall be prohibited except on such conditions as the National Monetary Authority shall specify. 10

(b) The National Monetary Authority shall from time to time announce the 15 operative rate of exchange of the Canadian dollar with other currencies for purposes of sales to and purchases from other countries.

(c) All chartered banks shall be licensed 20 by the National Monetary Authority and shall be obliged in order to receive and retain such licenses to maintain against their deposit liabilities cash and deposits with the Bank of Canada equivalent to 25 the total amount of such liabilities. Chartered banks shall acquire such deposits with the Bank of Canada by surrendering the securities they hold against their deposits. 30

(d) Retail merchants shall be invited by the National Monetary Authority to register with their respective banks under agreement requiring them to

(i) provide accounts audited by a registered accountant, as herein provided, showing their total purchases for stock, their total sales from stock, and their gross profit on turnover; such accounts shall be for such periods and in such 40 form as the National Monetary Authority shall direct;

(ii) undertake not to exceed an agreed ratio of gross profit on turnover, such ratio varying with the several categories of the retail trade; 45

(e) Accredited accountants may apply for registration as approved auditors under the preceding sub-section. Any approved auditor found deliberately falsifying or 50 otherwise approving an incorrect statement of account for a registered retail merchant as required by the National

entrent en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et le demeureront pendant une année ou pendant la période que le gouverneur en conseil peut indiquer 5 par proclamation, mais en aucun cas la 5 période ne peut dépasser dix-huit mois sans l'approbation et le consentement du Parlement.

a) Pendant la période d'urgence nationale, le transfert de fonds à l'extérieur du 10 Canada pour quelque fin que ce soit est interdit sous réserve des modalités que l'Administration monétaire nationale indique.

b) L'Administration monétaire nationale 15 doit annoncer à sa discrétion, le taux de change en vigueur du dollar canadien avec les autres monnaies aux fins d'échanges commerciaux avec les autres pays.

c) Toutes les banques à charte doivent 20 obtenir une licence de l'Administration monétaire nationale et sont tenues, pour recevoir et conserver cette licence, de maintenir contre leurs obligations de dépôt, des liquidités et des dépôts auprès 25 de la Banque du Canada équivalents au montant total de ces obligations. Les banques à charte acquièrent ces dépôts auprès de la Banque du Canada en cédant les titres qu'elles détiennent en garantie de 30 leurs dépôts.

d) Les détaillants seront invités par l'Administration monétaire nationale à s'enregistrer auprès de leurs banques respectives en vertu d'un accord les obligeant à 35

(i) fournir des comptes vérifiés par un comptable enregistré de la manière prévue ci-après, indiquant le total de leurs achats de stock, le total de leurs ventes de stock et leurs bénéfices bruts 40 sur le chiffre d'affaires; ces comptes couvriront la période et seront en la forme que prescrit l'Administration monétaire nationale;

(ii) prendre l'engagement de ne pas 45 dépasser un pourcentage convenu de bénéfice net sur le chiffre d'affaires, ce pourcentage variant suivant les différentes catégories de commerce au détail; 50

e) Les comptables agréés peuvent demander leur enregistrement comme vérificateurs approuvés en vertu du paragraphe

Monetary Authority shall be liable to a fine and cancellation of his certificate of registration.

(f) Registered retail merchants shall be authorized by the National Monetary Authority to sell their goods to the public at prices as now computed discounted by such percentage as the said Authority may from time to time announce. The initial discount shall not be less than 30 per cent.

(g) In consideration for discounting the prices of the goods which they sell to the public, retail stores shall have their banking accounts credited by their respective banks with the total amount of the difference between their sales at authorized discounted prices and the selling prices before being discounted; the Bank of Canada shall, in turn, credit the accounts of the respective banks with the same amounts.

(h) Every Canadian citizen over 18 years of age shall be entitled to apply for a basic security income of \$100 per month, which he shall receive if eligible irrespective of any earned or investment income of which he may be in receipt, and such security income shall be inalienable except as hereafter provided. Parents and guardians of dependents who are Canadian citizens and under 18 years of age shall be entitled to receive an addition to their security income of \$50 per month for each such minor for whom they are legally responsible. Security incomes shall be credited to the banking accounts of recipients and the Bank of Canada shall, in turn, credit the accounts of the respective banks with equivalent amounts. All unemployment benefits, welfare and children's allowances, and similar payments other than veterans' pensions, disability pensions, widows' pensions, and old age security pensions shall be discontinued.

(i) In consideration of the lowering of the cost of living by discounted retail prices and payment of security incomes, all wages, salaries, fees, commissions, and rents shall be reduced by 25 percent below the level existing on December 31, 1973; and all profits, dividends, and other emoluments comprising personal or corporate income in excess of 75 percent of

précédent. Tout vérificateur approuvé qui est reconnu coupable d'avoir falsifié délibérément ou d'avoir autrement approuvé un état de compte inexact pour un détaillant enregistré comme l'exige l'Administration monétaire nationale est passible d'une amende et de l'annulation de son certificat d'enregistrement.

f) Les détaillants enregistrés sont autorisés par l'Administration monétaire nationale à vendre leurs marchandises au public aux prix actuels après une réduction dont l'Administration peut annoncer le pourcentage à sa discrétion. La réduction initiale ne doit pas être inférieure à trente pour cent.

g) En contrepartie de la réduction des prix des marchandises qu'ils vendent au public, les banques des détaillants doivent porter à leur crédit le montant représentant la différence entre les ventes au prix réduits autorisés et le prix de vente avant la réduction; à son tour, la Banque du Canada doit porter des sommes égales au compte des banques concernées.

h) Chaque citoyen canadien de plus de 18 ans a le droit de réclamer un revenu de sécurité mensuel minimal de \$100 qui lui est versé s'il y est admissible, sans tenir compte d'autres gains ou revenus de placement qu'il peut recevoir, et ledit revenu de sécurité ne sera pas aliénable sauf de la manière prévue ci-après. Les parents et tuteurs de personnes à charge qui sont des citoyens canadiens de moins de 18 ans ont le droit de recevoir, en plus du revenu de sécurité, un montant mensuel de \$50 pour chaque mineur dont ils sont légalement responsables. Les revenus de sécurité sont crédités aux comptes bancaires des bénéficiaires et à son tour, la Banque du Canada crédite des montants équivalents au compte des banques concernées. Sont supprimés les versements de prestations d'assurance-chômage, d'allocations de bien-être social et d'allocations familiales de même que tout autre versement analogue sauf les pensions aux anciens combattants, les pensions d'invalidité, les pensions aux veuves et les pensions de retraite de la vieillesse.

i) En contrepartie de l'abaissement du coût de la vie engendré par la réduction des prix de détail et le versement des

that shown for the taxation year ending December 31, 1975, shall not exceed 75 per cent of the levels of the taxation year ending December 31st, 1975.

(j) A person registering for receipt of a security income shall indicate the type of employment for which he is qualified and, if such employment is available and he refuses to accept it, he shall render himself liable to suspension of his security income.

(k) During the period of emergency, strikes and lockouts shall be illegal and all disputes shall be settled by specially constituted labour relations courts. Engagement by any union or association in an illegal strike shall render its members liable to suspension of their security incomes.

(l) No person or corporation shall charge a rate of interest in excess of 5 per cent on any loan, mortgage, debenture, or any other debt instrument; interest on deferred payments for goods shall not exceed one half of one percent per month on the unpaid balance.

revenus de sécurité, tous les salaires, traitements, honoraires, commissions et loyers sont réduits de 25 pour cent par rapport au niveau du 31 décembre 1973; et tous les bénéfices, dividendes et autres recettes entrant dans le revenu des particuliers et des sociétés qui excèdent de 75 pour cent ceux de l'année d'imposition terminée le 31 décembre 1975, ne devront pas dépasser 75 pour cent des niveaux pour l'année d'imposition se terminant le 31 décembre 1975.

j) En présentant une demande de revenu de sécurité, toute personne doit indiquer le genre d'emploi qu'elle est en mesure d'occuper, et au cas où elle refuserait d'accepter un tel emploi disponible, elle devient passible de la suspension de son revenu de sécurité.

k) Pendant la période d'urgence, les 20 grèves et les lock-out sont illégaux et des tribunaux du travail spécialement constitués sont chargés de régler les différends. Toute grève illégale déclenchée par un syndicat ou une association rend ses membres passibles de la suspension de leur revenu de sécurité.

l) Aucun individu ou société ne doit exiger un taux d'intérêt supérieur à 5 pour cent sur un prêt, une hypothèque, obligation ou tout autre sorte de dette; l'intérêt sur les paiements de marchandises achetées par versements ne doit pas dépasser un demi pour cent par mois sur le solde impayé.

35

7. Should any conflict arise between the provisions of this Act and the provisions of any other Act of the Parliament of Canada, the provisions of this Act shall prevail.

30

7. En cas d'incompatibilité, les dispositions de la présente loi prévaudront sur celles de toute autre loi du Parlement du Canada.

Prépondérance
de la loi

8. Nothing in this Act shall be construed as requiring an expenditure out of the Consolidated Revenue Fund or a parliamentary appropriation.

8. Rien dans la présente loi ne doit s'interpréter comme exigeant une dépense sur le Fonds du revenu consolidé ou un crédit affecté par le Parlement.

40 Interprétation

Provisions of
Act prevails

Construction

2A1 XB
1836
C-329

C-329

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-329

BILL C-329

An Act to provide for the establishment of the Office
of Archaeological Curator for Canada

Loi prévoyant la création du poste de conservateur
principal d'archéologie pour le Canada

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. WATSON

M. WATSON

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-329

An Act to provide for the establishment of
the Office of Archaeological Curator for
Canada

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Archaeo-
logical Curatorship Act*.

Establishment

2. There is hereby established the Office
of the Archaeological Curator.

Appointment of
Chief Archaeo-
logical Curator

3. The Governor in Council may from
among the Public Service of Canada,
appoint an officer to be called the Chief 10
Archaeological Curator for Canada.

Appointment of
Assistant Cura-
tor

4. The Governor in Council may from
among the Public Service of Canada appoint
an officer to be called the Assistant Archaeo-
logical Curator, who shall assist the Chief 15
Archaeological Curator in the performance
of his duties.

Tenure of Office

5. The Chief Archaeological Curator and
the Assistant Archaeological Curator shall
hold office during pleasure. 20

Establishment
of Advisory
Council

6. (1) The Governor in Council may
establish an Advisory Council, to advise and
assist the Chief Archaeological Curator for
Canada in the formulation of policy and the
performance of his duties. 25

(2) The membership of the Advisory
Council shall consist of the following
persons:

(a) the Chief Archaeological Curator, who
shall be the Chairman; and 30

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-329

Loi prévoyant la création du poste de
conservateur principal d'archéologie pour le
Canada

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1. La présente loi peut être citée sous le
titre: *Loi sur le conservateur d'archéologie*. 5

2. Il est par les présentes créé un poste de
conservateur d'archéologie.

3. Le gouverneur en conseil peut nommer
un des membres de la Fonction publique du
Canada au poste de conservateur principal 10
d'archéologie pour le Canada.

4. Le gouverneur en conseil peut nommer
un des membres de la Fonction publique du
Canada au poste de conservateur adjoint
d'archéologie; celui-ci assistera le conserva- 15
teur principal d'archéologie dans l'exercice
de ses fonctions.

5. Le conservateur principal d'archéolo-
gie et le conservateur adjoint d'archéologie
sont nommés à titre amovible. 20

6. (1) Le gouverneur en conseil peut créer
un conseil consultatif chargé de conseiller et
d'aider le conservateur principal d'archéolo-
gie pour le Canada dans l'élaboration de ses
politiques et l'exécution de ses fonctions. 25

(2) La composition du conseil consultatif
est la suivante:

a) le conservateur principal d'archéologie,
qui en est président; et

Titre abrégé

Création

Nomination
d'un conserva-
teur principal
d'archéologie

Nomination
d'un conserva-
teur adjoint
d'archéologie

Durée du
mandat

Création d'un
conseil consulta-
tif

(b) the persons holding the office of director of the following:

- (i) the museum of fine arts;
- (ii) the museum of human history;
- (iii) the museum of natural history;
- (iv) the museum of science and technology

R.S., c. N-12

established under section 6 of the *National Museums Act*.

Objects

7. (1) The objects of the Office of the Archaeological Curator are generally, to draw up an inventory of all lands, rivers, lakes and sea beds having an archaeological potential in Canada, to formulate policies and guidelines relating to archaeology in respect of all lands, rivers, lakes and sea beds under federal jurisdiction, and in particular to make rules and regulations

- (a) to govern the collection, excavation and disposition of artifact and articles of archaeological value,
- (b) to prescribe guidelines and directions to be followed in land and submarine search for artifacts and articles of archaeological value, and
- (c) to control the use of historical objects as well as historical sites.

Idem

8. The Office of the Archaeological Curator may recommend to the Minister of Industry, Trade and Commerce

- (a) to require any person exporting from Canada or importing into Canada, any article or artifact or object of archaeological or historical value to obtain a licence for such export or import, and
- (b) to prohibit the exportation from Canada or importation into Canada of any designated article of archaeological value, artifact or historical object.

b) les directeurs des organismes suivants:

- (i) le musée des beaux-arts,
- (ii) le musée de l'homme,
- (iii) le musée d'histoire naturelle,
- (iv) le musée de science et de technologie

5

créés en vertu de l'article 6 de la *Loi sur les musées nationaux*.

S.R., c. N-12

7. (1) Le Bureau du conservateur d'archéologie a pour fonctions générales d'inventorier tous les terrains, cours d'eau, lacs et fonds sous-marins susceptibles de présenter un intérêt archéologique au Canada, d'élaborer des politiques et directives en matière d'archéologie pour tous les terrains, cours d'eau, lacs et fonds sous-marins relevant de la compétence fédérale et, en particulier, d'établir des règles et règlements

- a) régissant la collecte, les fouilles et l'affectation des objets et pièces présentant un intérêt archéologique
- b) prescrivant les directives et méthodes à suivre pour rechercher dans le sol et sous l'eau des objets et pièces présentant un intérêt archéologique, et
- c) contrôlant l'utilisation des objets et sites historiques.

Objets

8. Le Bureau du conservateur d'archéologie peut recommander au ministre de l'Industrie et du Commerce

- a) d'exiger de quiconque exporte du Canada ou importe au Canada tout objet ou toute pièce présentant un intérêt archéologique ou historique qu'il obtienne à cette fin un permis d'exportation ou d'importation; et
- b) d'interdire l'exportation du Canada ou l'importation au Canada de tout objet ou toute pièce désignés présentant un intérêt archéologique ou de tout objet désigné présentant un intérêt historique.

Idem

CH 20
B51

C-330

C-330

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-330

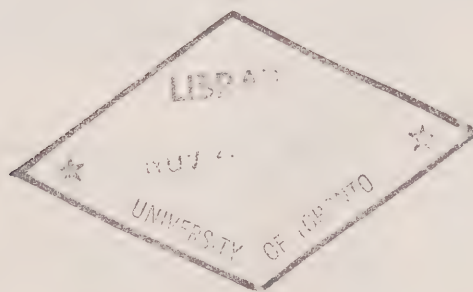
BILL C-330

An Act to Amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. WOOLLIAMS

M. WOOLLIAMS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-330

An Act to Amend the Criminal Code

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-34 c.
C-35 1973-74,
c. 38

1. Subsection 214 (2) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

"214. (2) Murder is punishable by death, in respect of any person, where such person by his own act caused or assisted in causing the death of 10

(a) A police officer, police constable, constable, sheriff, deputy sheriff, sheriff's officer, or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace, acting in the course 15 of his duties,

(b) A warden, a deputy warden, instructor, keeper, gaoler, guard or other officer or permanent employee of a prison, acting in the course of his 20 duties, or

(c) Any person,

i) in the process of the commission of a kidnapping offense under section 247 of this Act, or 25

ii) in the process of the commission of an aircraft hijacking offense, under section 76.1, 76.2 or 232 of this Act,

or counselled or procured another person 30 to do any act causing or assisting in causing the death.

2. Section 247(1) of said Act is repealed and the following substituted therefor:

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-330

Loi modifiant le Code criminel

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le paragraphe 214(2) du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit: 5

S.R., cc. C-34,
C-35 1973-74,
c. 38

«214. (2) Le meurtre est punissable de mort, à l'égard de toute personne, lorsque cette personne, par son propre fait, a causé ou aidé à causer la mort

a) d'un officier de police, d'un agent de 10 police, d'un constable, d'un shérif, d'un shérif adjoint, d'un officier de shérif ou d'une autre personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique, agissant dans l'exercice de ses 15 fonctions, ou

b) d'un directeur, d'un sous-directeur, d'un instructeur, d'un gardien, d'un geôlier, d'un garde ou d'un autre fonctionnaire ou employé permanent d'une 20 prison, agissant dans l'exercice de ses fonctions,

c) de toute personne

(i) en commettant un enlèvement visé à l'article 247 de la présente loi, 25 ou

(ii) en commettant un détournement d'aéronef visé aux articles 76.1, 76.2 ou 232 de la présente loi,

ou a conseillé à une autre personne de 30 commettre un acte quelconque qui cause ou aide à causer la mort, ou a incité cette autre personne à commettre un tel acte.»

2. Le paragraphe 247(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: 35

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Act is to provide for the death penalty for the offense of kidnapping where the victim is killed as a result of the kidnapping crime, to provide for a minimum jail term of 7 years for persons convicted of kidnapping and to provide for the death penalty for persons involved in an aircraft hijacking resulting in the death of one or more of the hijacking victims.

Subsection 214(2) at present reads as follows:

"214. (2) Murder is punishable by death, in respect of any person, where such person by his own act caused or assisted in causing the death of

(a) a police officer, police constable, constable, sheriff, deputy sheriff, sheriff's officer or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace, acting in the course of his duties, or

(b) a warden, deputy warden, instructor, keeper, gaoler, guard or other officer or permanent employee of a prison, acting in the course of his duties,

or counselled or procured another person to do any act causing or assisting in causing the death."

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de prévoir la peine de mort pour un enlèvement lorsqu'il en résulte la mort de la victime de l'enlèvement, de prévoir un emprisonnement minimum de sept ans pour les personnes reconnues coupables d'enlèvement, et de prévoir la peine de mort pour les personnes impliquées dans un détournement d'aéronef lorsqu'il en résulte la mort d'une ou plusieurs des victimes du détournement.

L'article 214(2) se lit présentement comme suit:

«214. (2) Le meurtre est punissable de mort, à l'égard de toute personne, lorsque cette personne, par son propre fait, a causé ou aidé à causer la mort

a) d'un officier de police, d'un agent de police, d'un constable, d'un shérif, d'un shérif adjoint, d'un officier de shérif ou d'une autre personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique, agissant dans l'exercice de ses fonctions, ou

b) d'un directeur, d'un sous-directeur, d'un instructeur, d'un gardien, d'un geôlier, d'un garde ou d'un autre fonctionnaire ou employé permanent d'une prison, agissant dans l'exercice de ses fonctions,

ou a conseillé à une autre personne de commettre un acte quelconque qui cause ou aide à causer la mort, ou a incité cette autre personne à commettre un tel acte.»

"247. (1) Every person who kidnaps a person with intent

(a) to cause him to be confined or imprisoned against his will

(b) to cause him to be unlawfully sent 5
or transported out of Canada against his will or

(c) to hold him for ransom or to service against his will,

is guilty of an indictable offense and is 10
liable to imprisonment for a term not less
than 7 years, and not to exceed life
imprisonment.

«247. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité mais d'au moins sept ans, quiconque enlève une personne avec l'intention

a) de la faire séquestrer ou emprison- 5
ner contre son gré,

b) de la faire illégalement envoyer ou transporter hors du Canada, contre son gré, ou

c) de la détenir en vue de rançon ou de 10
service, contre son gré.»

Subsection 247(1) at present reads as follows:

"247. (1) Every one who kidnaps a person with intent

(a) to cause him to be confined or imprisoned against his will,

(b) to cause him to be unlawfully sent or transported out of Canada against his will, or

(c) to hold him for ransom or to service against his will,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for life."

L'article 247(1) se lit présentement comme suit:

«247. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité, quiconque enlève une personne avec l'intention

a) de la faire séquestrer ou emprisonner contre son gré,

b) de la faire illégalement envoyer ou transporter hors du Canada, contre son gré, ou

c) de la détenir en vue de rançon ou de service, contre son gré.»

C-331

C-331

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-331

BILL C-331

An Act to provide for a National Emblem for Canada

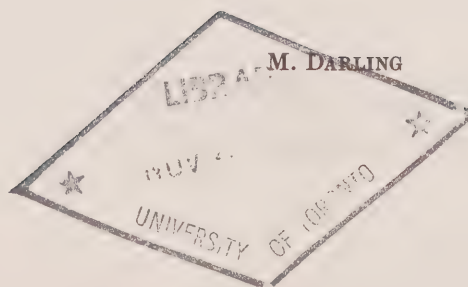
Loi prévoyant un emblème national pour le Canada

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974

MR. DARLING

28114



1st Session, 30th Parliament, 23 Elizabeth II,
1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-331

An Act to provide for a National Emblem
for Canada

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as a *National
Emblem Act*.

Establishment
of beaver as
national emblem

2. The official emblem for the dominion
of Canada shall be the beaver.

1^{re} Session, 30^e Législature, 23 Elizabeth II,
1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-331

Loi prévoyant un emblème national pour le
Canada

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1. La présente loi peut être citée sous le
5 titre: *Loi sur l'emblème national*.

Titre abrégé

5

2. Le castor est l'emblème officiel du
Canada.

Emblème
national

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Act is to provide that the emblem for Canada shall be that of the beaver. The beaver has long occupied a place in the traditions and history of Canada as the unofficial emblem of Canada and this Act merely makes that designation official.

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de prévoir que l'emblème du Canada est le castor. Le castor a longtemps occupé une place dans les traditions et l'histoire du Canada comme emblème non officiel du Canada. Le présent bill veut simplement le désigner officiellement.

C-332

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-332

An Act to establish the Office of Parliamentary
Commissioner

First reading, October 15, 1974

MR. REYNOLDS

C-332

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-332

Loi créant le poste de commissaire
parlementaire

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. REYNOLDS



Government
Publications

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-332

BILL C-332

An Act to establish the Office of
Parliamentary Commissioner

Loi créant le poste de commissaire parle-
mentaire

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consente-
ment du Sénat et de la Chambre des com-
munes du Canada, décrète:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Parlia-
mentary Commissioner Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le
titre: *Loi sur le commissaire parlementaire*.

Titre abrégé

PARLIAMENTARY COMMISSIONER

COMMISSAIRE PARLEMENTAIRE

Appoint-
ment,
tenure, and
removal

2. There shall be appointed by joint
resolution of the Senate and House of
Commons an officer called the Parliamen-
tary Commissioner to hold office during
good behaviour until he attains the age of 10
sixty-five years but he is removable by a
joint resolution of the Senate and House
of Commons.

2. Par résolution conjointe du Sénat et
de la Chambre des communes est nommé
un fonctionnaire désigné sous le nom de
commissaire parlementaire qui exerce ses
fonctions durant aussi longtemps qu'il en 10
est digne jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de
soixante-cinq ans, mais qui peut être révo-
qué sur résolution conjointe du Sénat et de
la Chambre des communes.

Nomination,
mandat et
révocation

Expenditure

3. No public monies shall be expended
directly or indirectly in performing the 15
duties of Parliamentary Commissioner set
forth in this Act.

3. L'exécution des fonctions de commis- 15
saire parlementaire prévues par la présente
loi ne doit entraîner, ni directement ni indi-
rectement, aucune dépense de deniers
publics.

Dépense

Resignation
or removal

4. The Parliamentary Commissioner
may at any time resign his office by writing
addressed to the Speaker of the House of 20
Commons or to the Speaker of the Senate
and he may be removed or suspended for
cause from his office upon a joint address
of the Senate and the House of Commons.

4. Le commissaire parlementaire peut, en 20
tout temps, présenter par écrit sa démis-
sion à l'Orateur de la Chambre des commu-
nes ou au Président du Sénat et il peut
être démis ou suspendu de ses fonctions
pour un motif déterminé sur une demande 25
conjointe du Sénat et de la Chambre des
communes.

Démission
ou
révocation

Filling of
vacancy

5. If the Parliamentary Commissioner dies, or retires, or resigns, or is removed from office the vacancy thereby created shall be filled in accordance with the prescriptions of the previous sections if Parliament is in session, and, if not the Governor in Council may appoint a Parliamentary Commissioner to fill the vacancy, and the person so appointed shall, unless his office sooner becomes vacant, hold office for one 10 year subject to his appointment being confirmed at the following session of Parliament.

Money, gifts,
etc.

6. The Parliamentary Commissioner may accept money, securities, or other property 15 by gift, bequest, or otherwise, and may, notwithstanding anything in this Act, expend, administer or dispose of any such money, securities or other property (subject to the terms, if any, upon which such 20 money, securities or other property were given), in carrying out the duties of Parliamentary Commissioner under this Act, including the retention by himself of such remuneration as may be reasonable 25 for the performance of his own services under this Act.

FUNCTIONS AND DUTIES

Investigation
of grievances

7. (1) It is the function and duty of the Parliamentary Commissioner to investigate the administration, by a power or authority or officer of such power or authority, of any law of Canada whereby any person is aggrieved or, in the opinion of the Parliamentary Commissioner, may be aggrieved. 35

Who may
petition

(2) Any person may, in the public interest, apply by petition to the Parliamentary Commissioner to investigate a grievance.

Refusal to
investigate

8. (1) The Parliamentary Commissioner, in his discretion, may refuse to investigate 40 or may cease to investigate a grievance if
(a) a remedy already exists;

Vacance

5. Si le commissaire parlementaire décède, se retire, démissionne ou est révoqué de son poste, il doit être pourvu à la vacance ainsi créée conformément aux 5 dispositions des articles antérieurs, si le Parlement est en session; s'il ne l'est pas, le gouverneur en conseil peut nommer un commissaire parlementaire pour combler la vacance, et la personne ainsi nommée doit, à moins que son poste ne devienne vacant 10 plus tôt, remplir ses fonctions pendant un an sous réserve de la confirmation de sa nomination à la session suivante du Parlement.

Argent,
dons, etc.

6. Le commissaire parlementaire peut 15 accepter deniers, titres ou autres biens, sous forme de donation, legs ou autrement et, nonobstant les dispositions de la présente loi, employer ou gérer toute partie de ces deniers, titres ou autres biens susdits 20 ou en disposer (sous réserve des conditions, s'il en est, auxquelles ces deniers, titres ou autres biens ont été donnés) dans l'exécution des fonctions de commissaire parlementaire prévues par la pré- 25 sente loi; il peut notamment retenir pour lui-même une rémunération raisonnable pour les services qu'il rend aux termes de la présente loi.

FONCTIONS ET DEVOIRS

7. (1) Le commissaire parlementaire doit 30 enquêter sur l'application, par une administration publique ou un fonctionnaire de cette administration, d'une loi du Canada qui lèse, ou peut à son avis léser, les droits d'un particulier. 35

(2) Toute personne peut, dans l'intérêt public, adresser une pétition au commissaire parlementaire lui demandant de faire enquête sur un grief.

Qui peut
réclamer

8. (1) Le commissaire parlementaire 40 peut à sa discrétion refuser d'enquêter ou cesser d'enquêter sur une plainte
a) s'il existe déjà un recours;

Refus
d'enquêter

(b) it is trivial, frivolous, vexatious or is not made in good faith; or

(c) upon a balance of convenience between the private interest of the person aggrieved and the public interest, the Parliamentary Commissioner is of opinion the grievance should not be investigated. 5

Notice of refusal

(2) Where the Parliamentary Commissioner decides that he will not investigate or that he will cease to investigate a grievance he shall so inform the petitioner and any other interested person. 10

Notice of investigation

9. (1) Before investigating a grievance, the Parliamentary Commissioner shall inform the power or authority or officer of such power or authority administering the law of Canada whereby any person is aggrieved or, in his opinion, may be aggrieved, of his intention to investigate. 15 20

Practice where *prima facie* case

(2) If the Parliamentary Commissioner is satisfied there is *prima facie* evidence that a power or authority or officer of such power or authority so administered a law of Canada as thereby to cause a grievance or so administers such law as thereby may give cause for grievance, he shall so advise the power or authority or officer and shall give it or him an opportunity to be heard. 25

Breach of duty or misconduct by officer

(3) If, during or after an investigation, the Parliamentary Commissioner is of opinion there is evidence of a breach of duty or misconduct by an officer of a power or authority, he shall refer the evidence to the power or authority. 30 35

Commissioner's power and authority

10. (1) Subject to this Act and to any rules or orders of Parliament in respect of his office, the Parliamentary Commissioner has power and authority to investigate to the extent and by such means as he deems will best achieve the purpose of this Act. 40

b) si elle est insignifiante, futile, vexatoire ou n'est pas faite de bonne foi; ou

c) si le commissaire parlementaire, soucieux de l'équilibre à maintenir entre les intérêts privés de la personne lésée et l'intérêt public, est d'avis qu'il convient de ne pas faire enquête. 5

Avis de refus

(2) Lorsque le commissaire parlementaire décide de ne pas enquêter sur une plainte ou de ne pas poursuivre plus avant l'enquête, il doit en informer le requérant et toute autre personne intéressée. 10

Avis d'enquête

9. (1) Avant d'entreprendre une enquête sur un grief le commissaire parlementaire doit faire part à l'administration publique ou un fonctionnaire de cette administration appliquant la loi du Canada qui lèse ou, à son avis, peut léser les droits d'un particulier, de son intention d'enquêter. 15

(2) Si le commissaire parlementaire est convaincu qu'il existe une preuve *prima facie* qu'une administration publique ou un fonctionnaire de cette administration a appliqué une loi du Canada de manière à causer un préjudice ou l'applique d'une manière susceptible de causer un préjudice, il doit en aviser l'administration publique ou le fonctionnaire en question en lui donnant l'occasion de se faire entendre. 20 25

Procédure lors d'une cause *prima facie*

(3) Si, au cours d'une enquête ou après celle-ci, le commissaire parlementaire estime qu'il y a preuve d'un manquement au devoir ou d'une faute de la part d'un fonctionnaire relevant d'une administration publique, il doit en saisir cette administration. 30 35

Manquement à ses devoirs ou inconduite d'un fonctionnaire

10. (1) Sous réserve de la présente loi et des règles ou ordonnances du Parlement relatifs à son poste, le commissaire parlementaire a le pouvoir et l'autorité d'enquêter dans la mesure et selon les moyens qu'il juge les plus propres à permettre la réalisation des objets de la présente loi. 40

Pouvoir et autorité du commissaire

**Inquiries
Act**

(2) Without limiting the power and authority of the Parliamentary Commissioner under the preceding subsection, he shall have the powers of a commissioner under the *Inquiries Act*.

5

**Action
where
grievance
adjudged**

11. (1) Where, upon investigation, the Parliamentary Commissioner adjudges that a grievance exists or may exist because a power or authority or officer of such power or authority administered or is administering, as the case may be, a law of Canada

(a) unreasonably, unjustly, oppressively, or in a discriminatory manner, or pursuant to a rule of law, enactment, or practice that so results; or

(b) under mistake of law or of fact, in whole or in part; or

(c) wrongly; or

(d) contrary to law; or

20

(e) by using a discretionary power for an improper purpose, or on irrelevant grounds, or by taking irrelevant considerations into account, or by failing to give reasons for the use of a discretionary power when reasons should have been given; and

if the Parliamentary Commissioner is of opinion that

(a) the grievance should be referred to the power or authority or officer of such power or authority for further consideration; or

(b) an omission should be rectified; or

(c) a decision should be cancelled or rectified; or

(d) a practice by reason of which the grievance arose or may arise should be altered; or

(e) a law by reason of which the grievance arose or may arise should be reconsidered; or

(f) reasons should be given for the use of a discretionary power; or

(2) Sans restreindre le pouvoir et l'autorité que lui confère le paragraphe précédent, le commissaire parlementaire possède les attributions d'un commissaire nommé en vertu de la *Loi sur les enquêtes*.

5

**Loi sur les
enquêtes**

11. (1) Lorsque, après enquête, le commissaire parlementaire estime qu'un grief existe ou peut exister du fait qu'une administration publique ou un fonctionnaire de cette administration a appliqué ou applique, selon le cas, une loi du Canada

**Mesure à
prendre
lorsque
l'injustice
est
reconnue**

a) d'une façon déraisonnable, injuste, abusive, ou d'une manière discriminatoire, ou en vertu d'une règle de droit, d'un décret, ou d'une pratique qui en résulte, ou

b) en se fondant entièrement ou en partie sur une erreur de droit ou de fait, ou

c) d'une façon erronée, ou

d) contrairement à la loi, ou

20

e) en exerçant un pouvoir discrétionnaire dans un but injuste, ou en se fondant sur des motifs non pertinents, ou en tenant compte de considérations non pertinentes, ou en ne motivant pas l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire lorsqu'il devrait l'être, et

si le commissaire parlementaire est d'avis

a) que le grief devrait être soumis à l'administration publique ou au fonctionnaire de cette administration en vue d'un examen plus poussé, ou

b) qu'une omission devrait être corrigée, ou

c) qu'une décision devrait être annulée ou modifiée, ou

35

d) qu'une coutume qui fait naître ou peut faire naître un grief devrait être changée, ou

e) qu'une loi qui fait naître ou peut faire naître un grief devrait faire l'objet d'un nouvel examen, ou

40

f) que l'on devrait motiver l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire, ou

g) other steps should be taken as he may advise; then

the Parliamentary Commissioner shall report his adjudgment with his reasons therefor to the power or authority with such recommendations as he may think fit and, where he so recommends, he may request the power or authority to notify him, within a time limited, what the power or authority proposes to do thereon.

Where power or authority fails to remedy

(2) Where the power or authority, after the lapse of a period deemed reasonable by the Parliamentary Commissioner, does not act upon the Parliamentary Commissioner's recommendations, refuses to act thereon, or acts in a manner unsatisfactory to the Parliamentary Commissioner, he may send a copy of his report and recommendations, with any comment he may wish to add thereto, to the Prime Minister, and may thereafter make such report to Parliament as he thinks fit.

Comments of power or authority

(3) The Parliamentary Commissioner shall include with any report sent or made under subsection (2) a copy of any comment made by the power or authority upon his adjudgment or recommendations.

Opportunity to be heard

(4) In any report made by him under this Act, the Parliamentary Commissioner shall not make any finding or comment that is adverse to any person unless he gives that person an opportunity to be heard.

Recommendations: petitioner informed

12. (1) Where a power or authority does not act to his satisfaction upon his recommendation for the remedy of a grievance, the Parliamentary Commissioner shall inform the petitioner of his recommendations and may add such comment as he wishes.

(g) qu'il y aurait lieu de prendre les autres mesures qu'il recommande,

il doit alors faire rapport de ses conclusions ainsi que des raisons qui les ont motivées à l'administration en question et il peut faire les recommandations qu'il juge appropriées. Dans un tel cas, il peut demander à l'administration de lui notifier, dans un délai déterminé, ce que le pouvoir ou l'autorité entend faire à cet égard.

(2) Si, dans un délai que le commissaire parlementaire juge convenable, l'administration publique ne prend pas d'initiative appropriée à l'endroit de ses recommandations, refuse de les mettre à exécution, ou y donne suite d'une manière que le commissaire parlementaire estime insuffisante, ce dernier peut faire parvenir au premier ministre une copie de son rapport et des recommandations, accompagnée des commentaires qu'il estime devoir y ajouter, et soumettre par la suite, à sa discrétion, ce rapport au Parlement.

(3) Le commissaire parlementaire doit joindre à chacun des rapports envoyés ou préparés en vertu du paragraphe (2) une copie de tout commentaire fait par l'administration publique sur sa décision ou ses recommandations.

(4) Dans tout rapport qu'il fait en vertu de la présente loi, le commissaire parlementaire ne doit émettre aucune conclusion ou commentaires qui sont défavorables à une personne quelconque à moins qu'il n'ait donné à celle-ci la possibilité de se faire entendre.

12. (1) Lorsqu'une administration publique ne donne pas suite de façon satisfaisante à ses recommandations portant sur la réparation d'un préjudice, le commissaire parlementaire doit faire connaître ses recommandations au requérant et il peut y ajouter les commentaires qu'il juge à propos.

Refus d'agir

Commentaires de l'administration publique

Possibilité de se faire entendre

Recommandations: avis au requérant

Findings:
petitioner
informed

(2) The Parliamentary Commissioner shall in any case inform the petitioner, in such manner and at such time as he thinks proper, of the result of the investigation.

Annual
report

13. (1) The Parliamentary Commissioner, within a year after the coming into effect of this Act and thereafter in each succeeding calendar year, shall make a report on the proceedings of his office with his recommendations, if any, as to any measures that should be taken to better implement the intent and achieve the purpose of this Act and shall thereupon lay such report before Parliament.

(2) A copy of the report shall be delivered to the Minutes and Journals Office of the Senate and to the Votes and Proceedings Office of the House of Commons respectively; and such copies so delivered on any day during the existence of a Parliament shall be deemed to be for all purposes the laying of the report before Parliament.

(3) Upon receipt of the report, an entry shall that day be made in the respective records of these Offices and, on the day following thereon, the copies of the report shall be deposited in the Library of Parliament.

(4) The Parliamentary Commissioner may submit a report to Parliament at any other time.

GENERAL

Offenses

14. Every one who

(a) without lawful justification or excuse, wilfully obstructs, hinders, or resists the Parliamentary Commissioner or other person in the exercise of his powers under this Act,

(b) without lawful justification or excuse, refuses or wilfully fails to comply with any lawful requirement of the Parliamentary Commissioner or other person under this Act, or

(2) Le commissaire parlementaire doit toujours, de la façon et au moment qu'il estime appropriés, faire connaître le résultat de l'enquête au requérant.

Conclusions:
avis au
requérant

5 Rapport
annuel

13. (1) Le commissaire parlementaire doit, dans l'année qui suit la mise en vigueur de la présente loi et, par la suite, au cours de chaque année civile suivante, établir un rapport portant sur ses activités, en y ajoutant ses recommandations, s'il en est, quant aux mesures qui devraient être prises pour mieux atteindre les objets de la présente loi et il doit alors présenter ce rapport au Parlement.

(2) Une copie du rapport doit être déposée à la Division des journaux et procès-verbaux du Sénat et à la Division des procès-verbaux de la Chambre des communes respectivement; et le dépôt de semblables copies intervenant l'un quelconque des jours d'une législature est réputé à tous égards constituer le dépôt du rapport au Parlement.

(3) Dès réception du rapport, il doit en être fait mention dans les registres respectifs de ces bureaux, et dès le lendemain, les copies du rapport doivent être déposées à la bibliothèque du Parlement.

(4) Le commissaire parlementaire peut soumettre un rapport au Parlement à tout autre moment.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14. Toute personne qui

a) sans justification ou excuse légitime, volontairement fait obstacle au commissaire parlementaire ou à toute autre personne ou lui résiste dans l'exercice des pouvoirs que lui confère la présente loi,

b) sans justification ou excuse légitime, refuse ou néglige volontairement de satisfaire à une exigence légale du commissaire parlementaire ou de toute autre personne dûment autorisée en vertu de la présente loi, ou

Infractions

(c) wilfully makes any false statement to or misleads or attempts to mislead the Parliamentary Commissioner or other person in the exercise of his powers under this Act,

is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Saving of
other rights
and remedies

15. This Act shall not abrogate, abridge or infringe or authorize the abrogation, abridgment or infringement of any substantive or procedural right or remedy existing elsewhere or otherwise than in this Act.

Act not
to apply to
Executive in
policy
capacity
nor to
Judicature

16. This Act does not extend or apply to the Governor General acting by and with the aid and advice of the Queen's Privy Council for Canada nor to the Judicature of Canada.

c) volontairement fait une fausse déclaration au commissaire parlementaire ou à toute autre personne, dans l'exercice des pouvoirs qu'ils possèdent en vertu de la présente loi, ou les induit ou tente de les induire en erreur,

est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.

15. La présente loi n'abroge, ne restreint ni ne viole aucun droit positif ou relatif à la procédure ni aucun recours existant ailleurs que dans la présente loi et n'en autorise ni l'abrogation, ni la restriction, ni la violation.

Sauvegarde
des autres
droits et
recours

16. La présente loi ne s'étend ni ne s'applique au gouverneur général agissant sur l'avis et avec le concours du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ni au pouvoir judiciaire du Canada.

La présente
loi ne
s'applique
pas à
l'exécutif ni
au pouvoir
judiciaire

27769
C-333

C-333

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-333

An Act respecting subliminal and similar advertising
techniques

First reading, October 15, 1974

MR. FRANCIS

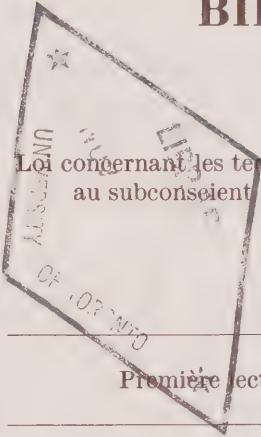
C-333

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-333

Loi concernant les techniques publicitaires s'adressant
au subconscient et les techniques analogues



Première lecture, le 15 octobre 1974

M. FRANCIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-333

An Act respecting subliminal and similar
advertising techniques

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Control of
Subliminal Advertising Techniques*.

"subliminal or
similar tech-
nique"

2. In this Act "subliminal or similar
technique" means any technical device that
uses images of very brief duration or other
means to exploit the possibility of conveying
messages to, or otherwise influencing the 10
minds of members of an audience without
their being aware, or fully aware of what
has been done.

Prohibition

3. No person shall use subliminal or simi-
lar technique for the purpose of promoting, 15
directly or indirectly the supply or use of a
product or for the purpose of promoting
directly or indirectly any business interest.

Penalty

4. Any person who violates section 3 is
guilty of an offence and is liable 20
(a) on conviction for a first offence to
a fine of twenty five thousand dollars;
(b) on conviction for each subsequent
offence to a fine of fifty thousand dol-
lars or to a term of imprisonment not 25
exceeding two years or to both.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-333

Loi concernant les techniques publicitaires
s'adressant au subconscient et les tech-
niques analogues

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1. La présente loi peut être citée sous le 5 Titre abrégé
titre: *Contrôle des techniques publicitaires* 5
s'adressant au subconscient.

2. Dans la présente loi, «technique
s'adressant au subconscient ou technique
analogue» désigne tout dispositif technique
qui utilise des images d'une très courte durée 10
ou tout autre moyen dans le but d'exploiter
la possibilité de transmettre des messages
aux membres d'un auditoire ou d'influencer
leur esprit de quelque autre façon sans qu'ils
soient conscients ou pleinement conscients 15
de ce qui s'est produit.

3. Aucune personne ne doit utiliser de 25
techniques s'adressant au subconscient ou de
techniques analogues dans le but de promou-
voir, directement ou indirectement, l'appro- 20
visionnement ou l'usage d'un produit ou
dans le but de promouvoir, directement ou
indirectement, un intérêt commercial.

4. Quiconque enfreint l'article 3 est cou- 25
pable d'une infraction et est passible 25

a) sur déclaration de culpabilité pour
une première infraction, d'une amende
de vingt-cinq mille dollars;
b) sur déclaration de culpabilité pour
chaque infraction subséquente, d'une 30
amende de cinquante mille dollars ou
d'un emprisonnement ne dépassant pas
deux ans, ou des deux peines à la fois.

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to protect the consumer against advertising that uses subliminal and other techniques that attempt to transmit messages below the threshold of normal awareness.

NOTES EXPLICATIVES

Le présent bill a pour objet de protéger le consommateur contre la publicité qui emploie des techniques s'adressant au subconscient et d'autres techniques analogues qui tentent de transmettre des messages sous le seuil de la perception normale.

C 91 X 8
1556

C-334

C-334

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-334

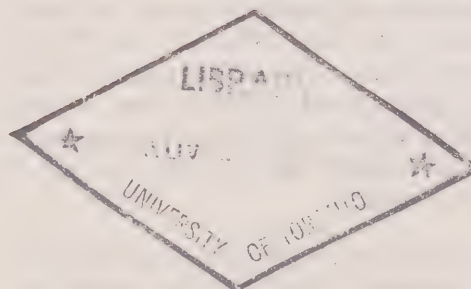
BILL C-334

An Act to amend the Criminal Code
(young offenders)

Loi modifiant le Code criminel
(jeunes contrevenants)

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. WOOLLIAMS

M. WOOLLIAMS

BILL C-334

An Act to amend the Criminal Code
(young offenders)

R.S., c. C-34,
C-35 Her Majesty, by and with the advice
and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 12 of the *Criminal Code* is
repealed and the following substituted
therefor:

Child
under twelve

"12. No person shall be convicted of
an offence in respect of an act or omis-
sion on his part while he was under
twelve years."

10

2. Section 13 of the said Act is repealed
and the following substituted therefor:

Person
between
twelve and
sixteen

"13. No person shall be convicted of
an offence in respect of an act or omis-
sion on his part while he was twelve 15
years of age or more, but under the age
of sixteen years, unless he was compe-
tent to know the nature and consequence
of his conduct and to appreciate that it
was wrong."

20

3. The said Act is further amended by
the insertion of the following section im-
mediately after section 13 thereof:

No imprison-
ment in a
penitentiary
for persons
under
sixteen

"13.1 Notwithstanding this or any
other Act of the Parliament of Canada, 25
no person under the age of sixteen years
shall be sentenced to imprisonment in a
penitentiary; in all cases where under
the provisions of the *Criminal Code* or

BILL C-334

Loi modifiant le Code criminel
(jeunes contrevenants)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes
du Canada, décrète:

S.R., c. C-34,
C-35

1. L'article 12 du *Code criminel* est abro- 5
gé et remplacé par ce qui suit:

5

«12. Nul ne doit être déclaré coupable
d'une infraction à l'égard d'un acte ou
d'une omission de sa part lorsqu'il était
âgé de moins de douze ans.»

Enfant
de moins
de douze ans.

2. L'article 13 de ladite loi est abrogé 10
et remplacé par ce qui suit:

«13. Nul ne doit être déclaré coupable
d'une infraction à l'égard d'un acte ou
d'une omission de sa part lorsqu'il était
âgé de douze ans ou plus, mais de moins 15
de seize ans, à moins qu'il ne fût en état
de comprendre la nature et les conséquen-
ces de sa conduite et de juger qu'il agis-
sait mal.»

Personne
âgée de
douze à
seize ans.

3. Ladite loi est de plus modifiée par 20
l'insertion, immédiatement après l'article
13, de l'article suivant:

«13.1 Nonobstant la présente loi ou
toute autre loi du Parlement du Canada,
nulle personne de moins de seize ans ne 25
doit être condamnée à l'emprisonnement
dans un pénitencier. Dans tous les cas où,
en vertu des dispositions du *Code crimi-*

Pas
d'emprison-
nement au
pénitencier
pour les
personnes de
moins de
seize ans.

EXPLANATORY NOTES

Under the present state of the law, no person under the age of seven years shall be convicted of an offence, this constituting a presumption *de jure*, and no person between the age of seven and fourteen can be convicted unless he was competent to know the nature and consequence of his conduct, this constituting a presumption *juris tantum*, that is rebuttable.

The purpose of this Bill is to provide that no person under the age of twelve years shall be convicted and to raise also from seven to twelve and fourteen to sixteen the interval during which the presumption *juris tantum* is applicable.

The Bill provides also that no person under the age of sixteen may be sentenced to imprisonment in a penitentiary as it is now possible for a delinquent, under the present state of law, in some cases.

Sections 12 and 13 at present read as follows:

“12. No person shall be convicted of an offence in respect of an act or omission on his part while he was under the age of *seven* years.

13. No person shall be convicted of an offence in respect of an act or omission on his part while he was *seven* years of age or more, but under the age of *fourteen* years, unless he was competent to know the nature and consequences of his conduct and to appreciate that it was wrong.”

NOTES EXPLICATIVES

Dans l'état actuel du droit, aucun enfant de moins de sept ans ne peut être convaincu d'un acte criminel. Il y a présomption *de jure* de son innocence. Aucun enfant d'entre sept et quatorze ans ne peut être convaincu, sauf s'il était en état de comprendre la nature et les conséquences de sa conduite. Il s'agit d'une présomption *juris tantum*, c'est-à-dire récusable.

Cette proposition vise à assurer qu'aucun enfant de moins de douze ans ne soit condamné. En outre, elle vise à modifier la période où s'applique la présomption *juris tantum*: au lieu de l'intervalle entre sept et quatorze ans, ce sera celui d'entre douze et seize ans.

Enfin, la proposition stipule qu'aucune personne de moins de seize ans ne sera condamnée à la détention dans un pénitencier, ce qui peut quelquefois se produire en vertu du droit actuel.

Voici le texte actuel des articles 12 et 13:

«12. Nul ne doit être déclaré coupable d'une infraction à l'égard d'un acte ou d'une omission de sa part lorsqu'il était âgé de moins de *sept* ans.

13. Nul ne doit être déclaré coupable d'une infraction à l'égard d'un acte ou d'une omission de sa part lorsqu'il était âgé de *sept* ans ou plus, mais de moins de *quatorze* ans, à moins qu'il ne fut en état de comprendre la nature et les conséquences de sa conduite et de juger qu'il agissait mal.»

other statute or Act of the Parliament of Canada, any such person convicted of an offence should be sentenced to imprisonment in a penitentiary, the said confinement shall take place in an industrial school as defined in the *Juvenile Delinquents Act*.” 5

nel ou de toute autre loi du Parlement du Canada, une personne de moins de seize ans déclarée coupable d'une infraction doit être condamnée à l'emprisonnement dans un pénitencier, cette détention 5 doit se faire dans une école industrielle, selon la définition qu'en donne la *Loi sur les jeunes délinquants*.»

C 111 X 6
854

Government
Publications

C-335

C-335

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-335

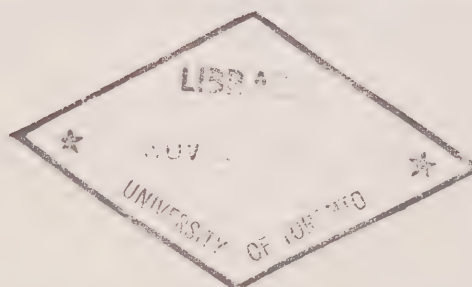
BILL C-335

An Act proclaiming the Canadian Flag Day a national
holiday

Loi proclamant jour de fête nationale le jour du
drapeau canadien

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. HAIDASZ

M. HAIDASZ

1st Session, 30th Parliament, 23 Elizabeth II,
1974

1^{re} Session, 30^e Législature, 23 Elizabeth II,
1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-335

BILL C-335

An Act proclaiming the Canadian Flag Day
a National Holiday

Loi proclamant jour de fête nationale le jour
du drapeau canadien

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and the House of
Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short Title

1. This Act may be cited as the *Canadian Flag Day Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le
5 titre: *Loi sur le jour du drapeau canadien*. 5

Titre abrégé

Canadian Flag
Day

2. Each February 15th, the anniversary
of the inauguration of the National Flag of
Canada, shall be known and observed as the
Canadian Flag Day.

2. L'anniversaire de l'inauguration du
drapeau national du Canada sera observé le
15 février de chaque année et s'appellera
jour du drapeau canadien.

Jour du drapeau
canadien

Second Monday
of February

3. The Canadian Flag Day shall be 10
honoured by a national holiday in Canada
on the second Monday of the month of
February.

3. En l'honneur du jour du drapeau cana- 10
dien, le deuxième lundi de février sera jour
de fête nationale au Canada. Deuxième lundi
de février

Coming into
force

4. This Act shall come into force on a day
to be fixed by proclamation.

4. La présente loi entrera en vigueur à
15 une date qui sera fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to promote Canadian unity and national pride and to commemorate the historic day of inauguration of the National Flag of Canada, February 15, 1965. The Canadian Parliament should declare each second Monday of the month of February a national holiday.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet de favoriser l'unité canadienne et un sentiment de fierté nationale et de commémorer le jour historique de l'inauguration du drapeau national du Canada, le 15 février 1965. Le Parlement canadien devrait déclarer fête nationale le deuxième lundi du mois de février.

C-336

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-336

An Act to amend the Canada Elections Act
(mobile polling stations)

First reading, October 15, 1974

C-336

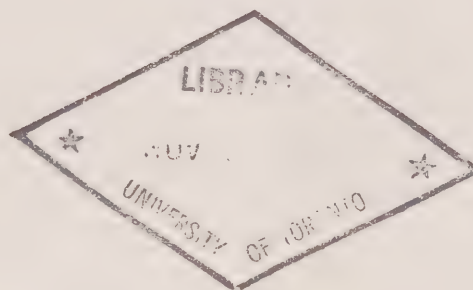
Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-336

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(bureaux de scrutin mobiles)

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. MUNRO (*Esquimalt-Saanich*)

M. MUNRO (*Esquimalt-Saanich*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-336

An Act to amend the Canada Elections Act
(mobile polling stations)

R.S., c. 14 (1st
Supp.) c. 10 (2nd
Supp.) c. 51,
1973, c. 5, 1974

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Mobile polling
stations

1. Section 33 of the *Canada Elections Act* is amended by adding thereto the following:

“(10) Where the Chief Electoral Officer deems it a matter of public convenience and necessity, he may authorize a returning officer to establish in any polling division a polling station in mobile premises and shall give to the returning officer, whenever a polling station is so established, such instructions as he may deem necessary with respect to the provision of suitable facilities in such polling station, the operation thereof, and the mode or manner in which any provision of this Act shall, subject to such adaptation or modification as the Chief Electoral Officer directs as being necessary, apply thereto.”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-336

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(bureaux de scrutin mobiles)

S.R., c. 14 (1^{re}
Supp.) c. 10 (2^e
Supp.) 1973, c.
51 1974, c. 5

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Bureaux de
scrutin mobiles

1. L'article 33 de la *Loi électorale du Canada* est modifié par l'adjonction de ce qui suit:

«(10) Lorsque le directeur général des élections l'estime commode et nécessaire pour le public, il peut autoriser un président d'élection à établir, dans une section de vote, un bureau de scrutin dans des locaux mobiles et il doit fournir au président d'élection, chaque fois qu'un tel bureau est établi, les instructions qu'il juge nécessaires au sujet de l'aménagement et du fonctionnement de ce bureau, ainsi que sur la manière dont s'y appliquera toute disposition de la présente loi sous réserve de toute adaptation ou modification indiquée comme nécessaire par le directeur général des élections.»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this proposed amendment is to authorize the provision of mobile polling stations where the Chief Electoral Officer is of opinion that such polling stations can better serve electors—as, for example, those of them who are sick or otherwise disadvantaged in attending an immobile polling station.

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée vise à autoriser l'établissement de bureaux de scrutin mobiles lorsque le directeur général des élections est d'avis qu'ils desserviraient mieux certains électeurs, par exemple les malades ou ceux auxquels, pour d'autres raisons, il n'est pas commode de se présenter à un bureau de scrutin fixe.

C-337

C-337

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-337

BILL C-337

An Act to amend the Criminal Code
(penalty for cattle rustling)

Loi modifiant le Code criminel
(peine pour vol de bestiaux)

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. MARCHAND (*Kamloops-Cariboo*)

M. MARCHAND (*Kamloops-Cariboo*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-337

An Act to amend the Criminal Code
(penalty for cattle rustling)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-34 1. Section 298 of the *Criminal Code* is
amended by adding the following thereto: 5

Penalty
for cattle
rustling

"(4) Every person who commits theft
of cattle is guilty of an indictable offence
and is liable

(a) to imprisonment for ten years,
where the value of the cattle exceeds 10
fifty dollars, or

(b) to imprisonment for two years,
where the value of the cattle does not
exceed fifty dollars

provided that a minimum sentence in 15
either case shall be imprisonment for one
year."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-337

Loi modifiant le Code criminel
(peine pour vol de bestiaux)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes
du Canada, décrète:

1. L'article 298 du *Code criminel* est mo-
difié par l'adjonction de ce qui suit: 5

S.R., c. C-34

5

«(4) Quiconque commet un vol de bes-
tiaux est coupable d'un acte criminel et
passible

Peine pour
vol de
bestiaux

a) d'un emprisonnement de dix ans, si
la valeur des bestiaux dépasse cin- 10
quante dollars, ou

b) d'un emprisonnement de deux ans,
si la valeur des bestiaux ne dépasse pas
cinquante dollars

sous réserve que la peine minimum dans 15
l'un et l'autre cas doit être un emprison-
nement d'un an.»

EXPLANATORY NOTE

Subsection 298 (1) of the Criminal Code at present reads as follows:

“298. (1) Every one who, without the consent of the owner,

(a) fraudulently takes, holds, keeps in his possession, conceals, receives, appropriates, purchases or sells, cattle that are found astray, or

(b) fraudulently in whole or in part

(i) obliterates, alters or defaces, a brand or mark on cattle, or

(ii) makes a false or counterfeit brand or mark on cattle,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years.”

NOTE EXPLICATIVE

Le paragraphe 298 (1) du Code criminel se lit présentement comme suit:

«298. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans, quiconque, sans le consentement du propriétaire,

a) frauduleusement prend, détient, garde en sa possession, cache, reçoit, s'approprie, achète ou vend des bestiaux trouvés errants, ou

b) frauduleusement, en entier ou en partie,

(i) efface, altère ou maquille une marque ou empreinte mise sur des bestiaux, ou

(ii) met sur des bestiaux quelque empreinte ou marque fausse ou contrefaite.»

41) X B
B 54

C-338

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-338

An Act to amend the Criminal Code
(abortion)

First reading, October 15, 1974

MR. ROBINSON

C-338

Government
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-338

Loi modifiant le Code criminel
(avortement)

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. ROBINSON



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-338

An Act to amend the Criminal Code
(abortion)

R.S., 1970, c.
C-34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 251(4) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

Exceptions

"(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

(a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female 15 person, or

(b) a female person who, being pregnant, permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means described 20 in paragraph (a) for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

if the qualified medical practitioner is of the opinion that the continuation of the 25 pregnancy of such female person would or would be likely to endanger her life, and before the use of those means, the therapeutic abortion committee for that accredited or approved hospital, by a 30 majority of the members of the committee and at a meeting of the committee at which the case of such female person has been reviewed,

(c) has by certificate in writing stated 35 that in its opinion the continuation of

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-338

Loi modifiant le Code criminel
(avortement)

S.R., 1970 c.
C-34

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le paragraphe 251(4) du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit: 5

«(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas

a) à un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, qui 10 emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, ou

15

b) à une personne du sexe féminin qui, étant enceinte, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen mentionné à l'alinéa a) aux fins de 20 réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

si le médecin qualifié est d'avis que la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou met- 25 trait probablement en danger la vie de cette dernière et si, avant que ces moyens ne soient employés, le comité de l'avortement thérapeutique de cet hôpital accrédité ou approuvé, par décision de la majo- 30 rité des membres du comité et lors d'une réunion du comité au cours de laquelle le cas de cette personne du sexe féminin a été examiné,

Exceptions

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the Criminal Code to restrict the use of abortion procedures to those instances where the continuation of the pregnancy would or would be likely to endanger the life of the female person exclusive of social or economic conditions affecting the female person or her family unit.

Section 251(4) at present reads as follows:

"(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

(a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female person, or

(b) a female person who being pregnant, permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means described in paragraph (a) for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

if, before the use of those means, the therapeutic abortion committee for that accredited or approved hospital, by a majority of the members of the committee and at a meeting of the committee at which the case of such female person has been reviewed,

(c) has by certificate in writing stated that in its opinion the continuation of the pregnancy of such female person would or would be likely to endanger her life *or health*, and

(d) has caused a copy of such certificate to be given to the qualified medical practitioner."

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de modifier le Code criminel de façon à limiter l'utilisation des procédures d'avortement au cas où la continuation de la grossesse mettrait ou mettrait probablement en danger la vie de la personne de sexe féminin sans tenir compte des conditions d'ordre social ou économique qui affectent la personne de sexe féminin ou sa famille.

Le paragraphe 251(4) se lit présentement comme suit:

«(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas

a) à un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, qui emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, ou

b) à une personne du sexe féminin qui, étant enceinte, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen mentionné à l'alinéa a) aux fins de réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

si, avant que ces moyens ne soient employés, le comité de l'avortement thérapeutique de cet hôpital accrédité ou approuvé, par décision de la majorité des membres du comité et lors d'une réunion du comité au cours de laquelle le cas de cette personne du sexe féminin a été examiné,

c) a déclaré par certificat qu'à son avis la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger la vie *ou la santé* de cette dernière, et

d) a fait remettre une copie de ce certificat au médecin qualifié.»

the pregnancy of such female person would or would be likely to endanger her life, and

(d) has caused a copy of such certificate to be given to the qualified medical practitioner." 5

2. Subsection 251(6) of the said Act is amended by inserting immediately after the definition "board"

" "endanger her life" means actual physical or mental danger to life but does not include consideration of social or economic conditions affecting the female person or her family units;" 10

c) a déclaré par certificat qu'à son avis la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger la vie de cette dernière, et 5

d) a fait remettre une copie de ce certificat au médecin qualifié.»

2. Le paragraphe 251(6) de ladite loi est en outre modifié par l'insertion, immédiatement après la définition de «médecin qualifié», de ce qui suit: 10

« «mettre en danger la vie» signifie un réel danger physique ou mental à l'égard de la vie, mais ne comprend pas la considération de conditions d'ordre social ou économique affectant la personne de sexe féminin ou sa famille;» 15

CA1 XB

C-339

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-339

An Act to amend the House of Commons Act
(internal economy autonomy)

First reading, October 15, 1974

MR. LAMBERT (*Edmonton West*)

C-339

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

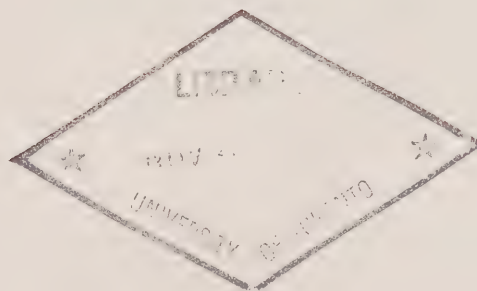
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-339

Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes
(autonomie en matière de régie intérieure)

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. LAMBERT (*Edmonton-Ouest*)



1st Session, 30th Parliament, 23 Elizabeth II,
1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-339

An Act to amend the House of Commons
Act (internal economy autonomy)

R.S., c. H-9

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Repeal

1. Section 16 of the *House of Commons
Act* is repealed.

Repeal

2. Section 18 of the said Act is repealed.

1^{re} Session, 30^e Législature, 23 Elizabeth II,
1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-339

Loi modifiant la Loi sur la Chambre des
communes (autonomie en matière de
régie intérieure)

S.R. c. H-9

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1. L'article 16 de la *Loi sur la Chambre
des communes* est abrogé.

Abrogation
5

2. L'article 18 de ladite loi est abrogé.

Abrogation

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to abolish statutory rule by members of the Queen's Privy Council over the internal economy of this House—the reasons for such rule no longer having validity: and thus permit the Speaker and members chosen by the House to govern the affairs of the Commons.

Section 16 of the *House of Commons Act* provides:

"16. (1) The Governor in Council shall appoint four members of the Queen's Privy Council for Canada who are also members of the House of Commons, who, with the Speaker of the House of Commons, shall be commissioners for the purposes of this section and sections 17 and 18.

(2) The names and offices of such commissioners shall be communicated by messages from the Governor in Council to the House of Commons, in the first week of each session of Parliament.

(3) Three of the commissioners, whereof the Speaker of the House of Commons shall be one, may carry the said provisions into execution.

(4) In the event of the death, disability, or absence from Canada of the Speaker during any dissolution or prorogation of Parliament, any three of the commissioners may carry the said provisions into execution."

The *Audit Office Guide, 1958* issued by the Auditor General of Canada, page 95, states:

"By way of explanation of the origin of the requirement in section 16 that the commissioners be members of the Privy Council: At the time of Confederation sessions were relatively short and transportation facilities restricted, therefore it was felt desirable that the members of the Board of Internal Economy should live close to Ottawa. A risk was that this might place the members of Parliament in the Ottawa area in a preferred position; moreover, they had a special interest in appointments. The solution was to select Ministers of departments who represented different parts of Canada but necessarily spent most of their time in Ottawa".

Clause 1: Repeals section 16. Section 17, see s. 16(1), does not mention the commissioners and so need not be repealed.

Section 18 of the Act provides:

"18. All sums of money voted by Parliament upon such estimates or payable to members of the House of Commons under the *Senate and House of Commons Act*, are subject to the order of the commissioners, or any three of them, of whom the Speaker shall be one."

Clause 2: Repeals section 18. Such repeal is not essential to the purpose of this bill. However, matters

NOTES EXPLICATIVES

Ce bill tend à abolir le droit de regard sur la régie intérieure de cette Chambre que la loi confère aux membres du Conseil privé de la Reine, mais qu'aucune raison valable ne justifie plus, et à permettre ainsi à l'Orateur et aux députés que choisit la Chambre de gérer les affaires des Communes.

Voici le texte actuel de l'article 16 de la *Loi sur la Chambre des communes*:

«16. (1) Le gouverneur en conseil désigne quatre membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada, qui sont en même temps membres de la Chambre des communes, lesquels, avec l'Orateur de la Chambre des communes, doivent être commissaires pour les objets du présent article et des articles 17 et 18.

(2) Les noms et les titres officiels de ces commissaires sont communiqués, dans un message du gouverneur en conseil, à la Chambre des communes, dans la première semaine de chaque session du Parlement.

(3) Trois de ces commissaires, dont l'un est l'Orateur de la Chambre des communes, peuvent exécuter lesdites dispositions.

(4) Si l'Orateur décède, devient incapable de remplir ses fonctions ou s'absente du Canada pendant que le Parlement est dissous ou prorogé, trois des commissaires peuvent exécuter cesdites dispositions.»

L'*Audit Office Guide, 1958* (page 95), que publie l'Auditeur général du Canada, explique de la façon suivante pourquoi, à l'origine, les commissaires devaient, selon l'article 16, être membres du Conseil privé:

«Au début de la Confédération, les sessions étaient courtes et les moyens de transport, peu commodes; les membres de la Commission de régie intérieure devaient, a-t-il semblé, habiter Ottawa. Une telle exigence risquait de placer les députés de la région d'Ottawa dans une situation privilégiée; on sait en outre à quel point ceux-ci pouvaient être intéressés aux nominations. On a contourné la difficulté en choisissant des ministres qui, tout en représentant diverses régions du pays, passaient forcément presque tout leur temps à Ottawa.»

Article 1 du bill: L'article 1 du bill abroge l'article 16 de la loi. L'article 17 [voir art. 16 (1)] ne comporte aucune mention des commissaires; il n'y a donc pas lieu de l'abroger.

L'article 18 se lit actuellement comme suit:

«18. Toutes sommes votées par le Parlement d'après ces états estimatifs, ou payables aux membres de la Chambre des communes, en vertu de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes*, sont assujéties à l'ordre des commissaires ou de trois d'entre eux, dont l'un doit être l'Orateur de la Chambre.»

Article 2 du bill: L'article 2 du bill abroge l'article 18 de la loi. Cette abrogation n'est pas essentielle à

affecting the internal economy and procedure of the Commons should not be embodied in a statute inasmuch as the Commons is thereafter no longer master in its own House since repeal or alteration are then subject to veto, amendment, delay, consultation or approval in the other place and to assent by the Crown. *Speakers' Decisions, United Kingdom Parliamentary Debates*, (1908) 190, c. 879, and (1922) 135, c. 239.

l'objet du bill. Les questions relatives à la régie intérieure et à la procédure de la Chambre ne devraient cependant pas être tranchées par une loi puisque la Chambre cesse alors d'être maîtresse chez elle, étant donné que toute abrogation ou modification est soumise au veto, à l'amendement, l'avis ou l'approbation de l'autre Chambre, qui peut en retarder l'adoption, ainsi qu'à la sanction royale. Voir *Décisions de l'Orateur, Débats du Parlement du Royaume-Uni* (1908), 190, c. 879, et (1922) 135, c. 239.

117 88
B56
C-340

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

C-340

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

Government
Public

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-340

BILL C-340

An Act to amend the Unemployment Insurance Act,
1971

Loi modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. RODRIGUEZ

M. RODRIGUEZ

1st Session, 30th Parliament, 23 Elizabeth II,
1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-340

An Act to amend the Unemployment
Insurance Act, 1971

Her Majesty, by and with the advice
and consent of the Senate and the House
of Commons of Canada, enacts as follows:

1970-71-72
c. 48

1. Paragraph 95(b) of the *Unemploy-
ment Insurance Act, 1971* is repealed and
the following substituted therefor:

“95(b) at the instance of an associa-
tion of workers of which the claimant is
not necessarily a member or an associa-
tion of employers of which an employer 10
of the claimant is not necessarily a mem-
ber, in any case;”

2. Section 97 of the said Act is repealed.

1^{re} Session, 30^e Législature, 23 Elizabeth II,
1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-340

Loi modifiant la Loi de 1971 sur
l'assurance-chômage

Sa Majesté, sur l'avis et du consente-
ment du Sénat et de la Chambre des com-
munes du Canada, décrète:

1. L'alinéa 95b) de la *Loi de 1971 sur* 1970-71-72
5 *l'assurance-chômage* est abrogé et remplacé 5 c. 48
par ce qui suit:

«95b) dans tous les cas, sur l'instance
d'une association de travailleurs dont le
prestataire n'est pas nécessairement mem-
bre ou d'une association d'employeurs 10
dont un employeur du prestataire n'est
pas nécessairement membre;»

2. L'article 97 de ladite loi est abrogé.

EXPLANATORY NOTES

Paragraph 95(b) of the Unemployment Insurance Act, 1971 at present reads as follows:

“(b) subject to section 97, at the instance of an association of workers of which the claimant is a member or an association of employers of which an employer of the claimant is a member, in any case; or”

Section 97 of the said Act at present reads as follows:

“97. For the purposes of paragraph (b) of section 95,

(a) an association of employees is not entitled to appeal under that paragraph unless the claimant was a member of that association on the last day on which he was employed before the claim that is the subject of the appeal was made and has continued to be a member thereof until the day when the appeal is made; and

(b) an association of employers is not entitled to appeal under that paragraph unless the employer of the claimant was a member of that association on the last day the claimant was employed by him before the claim that is the subject of the appeal was made and the employer has continued to be a member thereof until the day when the appeal is made;

and the question whether an association is or is not entitled to appeal under that paragraph shall be decided by the umpire.”

NOTES EXPLICATIVES

L'alinéa 95b) de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage se lit présentement comme suit:

«b) dans tous les cas, sous réserve de l'article 97, sur l'instance d'une association de travailleurs dont le prestataire est membre ou d'une association d'employeurs dont un employeur du prestataire est membre; ou»

L'article 97 de ladite loi se lit actuellement comme suit:

«97. Aux fins de l'alinéa b) de l'article 95,

a) une association d'employés n'a pas le droit d'interjeter appel en vertu de cet alinéa à moins que le prestataire n'en ait été membre le dernier jour où il a exercé un emploi, avant la présentation de la demande de prestations objet de l'appel, et ne le soit demeuré jusqu'à la date à laquelle l'appel est interjeté; et

b) une association d'employeurs n'a pas le droit d'interjeter appel en vertu de cet alinéa à moins que l'employeur du prestataire n'en ait été membre le dernier jour où le prestataire a exercé un emploi à son service, avant la présentation de la demande de prestations objet de l'appel, et ne le soit demeuré jusqu'à la date à laquelle l'appel est interjeté.

Il appartient au juge-arbitre de décider si une association a ou non le droit d'interjeter appel en vertu de cet alinéa.»

C-341

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

C-341

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

Government
Publications

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-341

BILL C-341

An Act to provide for the establishment of an authority to conserve for public use any abandoned railway lines in Canada

Loi prévoyant la création d'une commission chargée de conserver à l'usage du public toutes les lignes ferroviaires abandonnées au Canada

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. WATSON

M. WATSON

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-341

BILL C-341

An Act to provide for the establishment of
an authority to conserve for public use
any abandoned railway lines in Canada

Loi prévoyant la création d'une commission
chargée de conserver à l'usage du public
toutes les lignes ferroviaires abandon-
nées au Canada

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Aban-
doned Railway Lines Conservation Adviso-
ry Authority Act*.

1. La loi peut être citée sous le titre: *Loi
sur la Commission consultative de conser-
vation des lignes ferroviaires abandonnées*.

Titre abrégé

5

Abandoned
Railway Lines
Conservation
Advisory Auth-
ority

2. (1) There shall be a corporation to be
called the Abandoned Railway Lines Conser-
vation Advisory Authority, consisting of six
members who shall serve without remunera-
tion, each of whom shall be appointed by
the Governor in Council to hold office
during pleasure for a term not exceeding
four years.

2. (1) Est constituée une société, appelée
Commission consultative de conservation
des lignes ferroviaires abandonnées, formée
de six membres non rémunérés nommés à 10
titre amovible par le gouverneur en conseil
pour quatre ans au plus.

Commission
consultative de
conservation des
lignes ferroviai-
res abandonnées

Chairman and
Vice-Chairman

(2) The Governor in Council shall desig- 15
nate one of the members to be Chairman
and one of the members to be
Vice-Chairman.

(2) Le gouverneur en conseil désigne un
président et un vice-président parmi les
membres. 15

Président et
vice-président

Members

(3) The members other than the Chairman
and Vice-Chairman, shall be appointed as 20
follows:

- (a) one member chosen from the
Canadian Transport Commission's
Railway Committee;
- (b) one member who is employed in the 25
Department of Transport;
- (c) one member who is employed in the
Department of Public Works;

(3) Les membres, autres que le président
et le vice-président, sont choisis comme suit:

- a) un membre du Comité des trans-
ports par chemin de fer de la Commis-
sion canadienne des transports; 20
- b) un membre du ministère des
Transports;
- c) un membre du ministère des Tra-
vaux publics;
- d) deux membres du ministère des 25
Affaires indiennes et du Nord canadien;
et

Membres

EXPLANATORY NOTE

There is an increasing awareness in Canada of the potential for rapid transit or recreational use of abandoned railway lines or unused railway rights-of-way. Too often in the past sections of abandoned railways have been sold and buildings erected on the abandoned portion with the result that potential future uses such as rapid urban transit or recreational activities such as bicycle, pedestrian paths or snowmobile trails are effectively blocked. The proposed Bill would safeguard the long-term public interest in both rapid transit and additional recreational areas insofar as abandoned rail lines and railway rights-of-way are concerned.

NOTE EXPLICATIVE

La population canadienne prend de plus en plus conscience des possibilités qu'offrent les lignes ferroviaires abandonnées et les emprises ferroviaires inutilisées dans le domaine du transport rapide et celui des loisirs. Trop souvent, par le passé, des immeubles ont été construits sur des tronçons que les chemins de fer avaient vendus, ce qui a rendu pratiquement impossible leur aménagement éventuel pour le transport rapide ou les loisirs (pistes pour la marche, la bicyclette ou la motoneige). Ce projet de loi protégerait les intérêts à long terme de la population en matière de transport rapide et de loisirs en réservant l'utilisation des lignes ferroviaires abandonnées et des emprises ferroviaires inutilisées.

(d) two members who are employed in the Department of Indian Affairs and Northern Development;

(e) one member who is employed in the Department of Urban Affairs.

5

e) un membre du ministère des Affaires urbaines.

Objets

3. The Authority is established to advise the Governor in Council in respect of the following matters:

(a) the acquisition of title to any abandoned railway line or railway right-of-way determined by the Transport Commission to be either abandoned or unlikely to be used for railway purposes in the future;

(b) taking an inventory of all existing abandoned railway lines or railway rights-of-way in Canada including the determination of the present ownership of such abandoned lines and rights-of-way;

(c) the assessing and determination of the potential use of any such abandoned railway line for rapid transit or recreation purposes;

(d) a scheme for turning such abandoned railway lines into pedestrian and bicycle paths and/or snowmobile trails;

(e) other uses to which any abandoned railway line acquired under this section is to be put.

30

Authority to request particulars and seek financial contributions

4. For carrying out the purposes of its objectives

(a) the Authority is empowered to request the Canadian Transport Commission to furnish it from time to time with particulars of any abandoned railway line;

(b) the Authority may seek financial contributions from provincial governments as well as private individuals and business concerns in Canada;

(c) the Authority is empowered to request every railway company in Canada coming under federal jurisdiction to give one years notice to the Authority before divesting itself of any section of an abandoned railway or unused railway right-of-way.

45

3. La Commission a pour fonction de conseiller le gouverneur en conseil sur:

Objets

a) l'acquisition du titre de propriété de toute ligne ou emprise ferroviaire qui, selon la Commission des transports, est abandonnée ou ne servira vraisemblablement pas au transport ferroviaire à l'avenir;

10

b) l'établissement d'une liste de toutes les lignes et emprises ferroviaires abandonnées au Canada avec indication de leur propriétaire actuel;

c) l'évaluation et la détermination des possibilités d'utilisation de toute ligne ferroviaire abandonnée pour le transport rapide ou à des fins récréatives;

d) un plan d'aménagement de lignes ferroviaires abandonnées en pistes pour piétons, cyclistes ou motoneigistes;

e) d'autres affectations à donner à toute ligne ferroviaire abandonnée acquise aux termes du présent article.

20

4. Afin de réaliser ses objectifs,

25 Pouvoir de demander des renseignements et de solliciter des contributions financières

a) la Commission a le pouvoir d'exiger, à l'occasion, de la Commission canadienne des transports des renseignements sur toute ligne ferroviaire abandonnée;

30

b) la Commission peut solliciter des contributions financières des gouvernements provinciaux ainsi que de particuliers et d'entreprises au Canada;

c) la Commission a le pouvoir d'exiger que toute compagnie de chemin de fer relevant de la compétence fédérale au Canada lui donne préavis d'un an avant de se départir de tout tronçon de ligne ferroviaire abandonnée ou d'emprise ferroviaire inutilisée.

40

141 X 3
B56

Government
Publication

C-342

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

C-342

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-342

BILL C-342

An Act to establish a Newfoundland Crossing
Authority

Loi créant l'Administration du passage
de Terre-Neuve

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. MARSHALL

M. MARSHALL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-342

An Act to establish a Newfoundland Crossing Authority

Her Majesty, by and with the advice
and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

Establish-
ment of a
Newfound-
land
Crossing
Authority

1. For the purpose of promoting an all-
weather, multi-purpose connection between 5
the island and mainland portions of the
Province of Newfoundland in the general
interest of the national economy, an Au-
thority is hereby established to be known
as the Newfoundland Crossing Authority. 10

Chairman
and
members

2. The Authority shall consist of five
members; one of whom shall be a member
of and be designated by the Canadian
Transport Commission; one of whom shall
be a member of and be designated by the 15
Atlantic Provinces Economic Council; one
of whom shall be a member of and be
designated by the Atlantic Development
Board; the remaining two members to be
appointed respectively by the federal and 20
provincial governments. The chairman shall
be the member so named by his colleagues.

Objects
and
duties

3. The objects and duties of the Author-
ity shall be:

(a) To undertake all preparatory steps 25
necessary with a view to the ultimate

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-342

Loi créant l'Administration du passage de Terre-Neuve

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes
du Canada, décrète:

Création de
l'Adminis-
tration
du passage
de
Terre-Neuve

1. Est créée par les présentes, aux fins
de favoriser la construction, entre la partie 5
insulaire de la province de Terre-Neuve
et la partie de cette province qui se trouve
sur la terre ferme, d'une voie de raccorde-
ment servant en toute saison et à des fins
multiples, dans l'intérêt de l'ensemble de 10
l'économie nationale, une administration
devant être connue sous le nom d'Admini-
stration du passage de Terre-Neuve.

Président
et
membres

2. L'Administration est formée de cinq
membres; l'un d'eux doit être membre de 15
la Commission canadienne des transports
et désigné par cette dernière; l'un d'eux
doit être membre du Conseil économique
des provinces de l'Atlantique et désigné
par ce dernier; l'un d'eux doit être membre 20
de l'Office d'expansion économique de la
région atlantique et désigné par ce dernier.
Les deux autres membres seront nommés
respectivement par le gouvernement fédéral
et par le gouvernement provincial. Le pré- 25
sident est le membre nommé à ce poste
par ses collègues.

Objets et
fonctions

3. Les objets et fonctions de l'Adminis-
tration sont:

a) d'entreprendre toutes les démarches 30
préliminaires requises en vue de la cons-

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this measure is to create a Newfoundland Crossing Authority with objects and duties mentioned in the proposed Bill.

As this is a private member's Bill, no money is provided for the salaries and expenses of the Chairman and members of the Board.

NOTE EXPLICATIVE

Cette mesure a pour but la création d'une Administration du passage de Terre-Neuve dont les objets et les fonctions sont mentionnés dans cette proposition de loi.

Comme il s'agit d'un bill de député, le paiement des traitements et dépenses du Président et des membres de l'Administration n'y est pas prévu.

construction of a crossing for the purpose of transporting goods and persons between the island of Newfoundland and the mainland of Labrador.

(b) At all times to keep itself aware and informed of the economic development needs of the Province of Newfoundland in general and the West Coast and Great Northern Peninsula in particular.

(c) To the best of its endeavour to ensure that necessary supporting facilities such as highways, connecting roads, rail lines, power lines, waterfront installations and other similar developments are encouraged to be built as ancillary works to the connection.

(d) To maintain the best possible liaison with appropriate bodies in both the federal and provincial jurisdiction to achieve the maximum integration of the crossing project with all other governmental development measures having to do with regional disparity, area development and similar or related subjects.

(e) To undertake such other duties as the Parliament of Canada may, from time to time, impose upon it.

truction éventuelle d'un passage aux fins de transporter les biens et les personnes entre l'île de Terre-Neuve et le Labrador; b) d'être sans cesse attentive aux besoins, en matière de développement économique, de la province de Terre-Neuve en général et, en particulier, de la côte occidentale et de la grande péninsule septentrionale de cette province, et de se tenir constamment au fait de ces besoins;

c) de veiller, dans la mesure du possible, à ce que soit encouragée la construction des installations secondaires nécessaires telles que les chemins publics, les chemins de raccordement, les voies ferrées, les lignes de transmission de l'électricité, les installations portuaires et autres installations semblables à titre d'ouvrages servant à compléter ce raccordement;

d) d'entretenir les relations les plus étroites possibles avec les organismes appropriés tant dans le domaine de la compétence fédérale que dans celui de la compétence provinciale afin de réaliser l'intégration maximale du projet de passage à toutes les autres mesures gouvernementales de développement qui ont trait à la disparité régionale, au développement régional et à des questions semblables ou connexes;

e) d'assurer les autres fonctions que le Parlement du Canada peut, de temps à autre, lui imposer.

Rules and regulations

4. The Governor in Council may by order make rules and regulations for carrying the purposes or provisions of the Act into effect.

4. Le gouverneur en conseil peut, par décret, établir des règles et règlements pour la réalisation des objets ou l'application des dispositions de la présente loi.

Règles et règlements

Expenditures

5. (1) Any expenditure incurred under this Act shall be paid out of monies in the hands of the Authority.

5. (1) Les dépenses exigées par la présente loi seront payées par prélèvement sur les fonds appartenant à l'Administration.

Dépenses

Gifts and loans

(2) The Authority may acquire money, securities or other property whatsoever by gift, loan or otherwise from any person, body corporate or body politic, and may expend, administer or dispose of any such

(2) L'Administration peut acquérir des fonds, des titres ou tous autres biens quels qu'ils soient par donation, prêt ou autrement de toute personne, entité corporative ou corps politique, et peut les dépenser, les

Dons et prêts

money, securities or other property subject to the terms, if any, upon which such money, securities or other property is given, lent or otherwise made available to the Authority.

administrer ou en disposer sous réserve des conditions, s'il en est, sous lesquelles ces fonds, titres ou autres biens ont été donnés ou autrement mis à la disposition de l'Administration.

5

5

Authority
may borrow,
and issue
debentures

(3) The Authority may
(a) borrow money in Canada or elsewhere, and
(b) issue debentures for sums of not less than one hundred dollars, payable in not less than forty years. 10

(3) L'Administration peut
a) emprunter de l'argent au Canada ou ailleurs, et
b) émettre des débentures d'au moins cent dollars, remboursables dans un minimum de quarante ans. 10

Pouvoir
d'emprunter
et d'émettre
des débentures

50
C-343

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-343

An Act to amend the Canada Labour Code
(three weeks annual vacation)

First reading, October 15, 1974

MR. HERBERT

27760

C-343

Gouvernement
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-343

Loi modifiant le Code canadien du travail
(vacances annuelles de trois semaines)

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. HERBERT



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-343

BILL C-343

An Act to amend the Canada Labour Code
(three weeks annual vacation)

Loi modifiant le Code canadien du travail
(vacances annuelles de trois semaines)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. L-1

1. The definition "vacation pay" contained in Section 39 of the *Canada Labour Code* is repealed and the following substituted therefor:

1. La définition de «indemnité de vacances» contenue dans l'article 39 du *Code canadien du travail*, est abrogée et remplacée par ce qui suit: 5

" "vacation pay" means six per cent of the wages of an employee during the year of employment in respect of which he is entitled to the vacation."

«indemnité de vacances» signifie six pour cent du salaire d'un employé durant l'année de service à l'égard de laquelle il a droit aux vacances.»

2. Section 40 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. L'article 40 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"40. Except as otherwise provided by or under this Division, every employee is entitled to and shall be granted a vacation with vacation pay of at least three weeks after every completed year of employment."

«40. Sauf les dispositions contraires prévues par la présente Division ou sous son régime, un employé a droit à au moins trois semaines de vacances après chaque année de service terminée.»

3. This Act shall come into force on the day six months immediately following the day this Act is assented to.

3. La présente loi entrera en vigueur six mois après le jour de sa sanction. 20

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to change the annual vacation provisions of the Canada Labour Code by providing three weeks vacation with pay instead of the present two weeks.

The definition "vacation pay" . . . at present reads as follows:

"vacation pay" means *four* per cent of the wages of an employee during the year of employment in respect of which he is entitled to the vacation;"

Section 40 at present reads as follows:

"40. Except as otherwise provided by or under this Division, every employee is entitled to and shall be granted a vacation with vacation pay of at least *two* weeks after every year of employment."

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier les dispositions du Code canadien du travail relatives aux vacances annuelles en y stipulant des vacances payées de trois semaines au lieu de deux semaines.

La définition de «indemnité de vacances» se lit actuellement comme suit:

«indemnité de vacances» signifie *quatre* pour cent du salaire d'un employé durant l'année de service à l'égard de laquelle il a droit aux vacances;»

L'article 40 se lit actuellement comme suit:

«40. Sauf les dispositions contraires prévues par la présente Division ou sous son régime, un employé a droit à au moins *deux* semaines de vacances après chaque année de service terminée.»

C-344

C-344

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-344

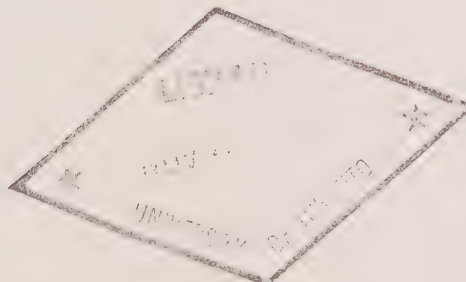
BILL C-344

An Act to amend the Canadian Citizenship Act

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. JARVIS

M. JARVIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-344

An Act to amend the Canadian Citizenship
Act

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-19 c.
10 (2nd Supp.)

1. Paragraph 10(1)(a) of the *Canadian
Citizenship Act* is repealed and the follow-
ing substituted therefor:

"10(1)(a) He has attained the age of
eighteen years, or he is the spouse of
and resides in Canada with a Canadian
citizen;"

10

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-344

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté
canadienne

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. C-19 c.
10 (2^e Supp.)

1. L'alinéa 10(1)a) de la *Loi sur la
citoyenneté canadienne* est abrogé et rem-
placé par ce qui suit:

5

«10(1)a) qu'elle a atteint l'âge de dix-huit
ans, ou qu'elle est le conjoint d'un
citoyen canadien et réside avec lui au
Canada;»

10

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to lower the requisite age for application for citizenship of Canada from twenty-one to eighteen.

Paragraph 10(1)(a) of the Canadian Citizenship Act at present reads as follows:

"(a) he has attained the age of *twenty-one* years, or he is the spouse of and resides in Canada with a Canadian citizen;"

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet d'abaisser de vingt et un à dix-huit ans l'âge requis pour faire une demande de citoyenneté canadienne.

L'alinéa 10(1)a) de la Loi sur la citoyenneté canadienne se lit présentement comme suit:

«a) qu'elle a atteint l'âge de *vingt et un* ans, ou qu'elle est le conjoint d'un citoyen canadien et réside avec lui au Canada;»

C-345

C-345

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-345

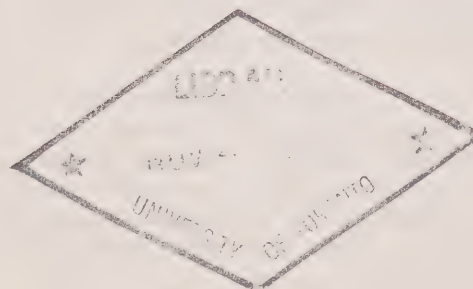
BILL C-345

An Act to regulate trade and commerce

Loi réglementant le commerce

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. SALTSMAN

M. SALTSMAN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-345

An Act to regulate trade and commerce

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons, enacts as follows:

R.S..c. C-23

1. (1) Subsection 38(4) of the *Combines Investigation Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(4) Every person who violates subsection (2), (3) or (6) is guilty of an indictable offence and is liable on conviction to a fine in the discretion of the court or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.”

2. Section 38 of the said Act is further amended by adding immediately after subsection (5) thereof the following:

Oil companies

“(6) (a) Notwithstanding any Act, no person engaged in the business of extracting or refining oil shall directly or through an agent or lessee or indirectly in any manner whatsoever sell at a retail sale oil or products thereof.

“Retail sale”

(b) “retail sale” means sale to a purchaser for the purpose of use and not for resale.”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-345

Loi réglementant le commerce

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R..c. C-23

1. (1) Le paragraphe 38(4) de la *Loi relative aux enquêtes sur les coalitions* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(4) Quiconque enfreint les dispositions du paragraphe (2), (3) ou (6) est coupable d'une acte criminel et est passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende à la discrétion du tribunal, ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou de ces deux peines à la fois.»

2. L'article 38 de ladite loi est en outre modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (5), de ce qui suit:

Sociétés
pétrolières
réglementées

«(6) a) Nonobstant toute autre loi, une personne qui se livre à une entreprise d'extraction ou de raffinage de pétrole ne doit pas, directement ou par l'entremise d'un mandataire ou d'un concessionnaire ou indirectement de n'importe quelle manière, vendre au détail le pétrole ou des produits du pétrole.

b) «vente au détail» désigne la vente à un acheteur à des fins d'usage et non de revente.»

«vente au
détail»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to put into effect recommendations made by a number of Commissions examining the operation of the structure of the oil industry.

It is to ensure the return of the operating of service stations back to the individual proprietor and to permit the further expansion of small business.

Subclause 1(1) adds the underlined words.

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet d'appliquer les recommandations faites par plusieurs commissions qui ont étudié le fonctionnement des rouages de l'industrie pétrolière.

On s'assurerait ainsi que l'exploitation des stations-service relève des individus qui en sont propriétaires et on favoriserait l'expansion de la petite entreprise.

L'article 1(1) du bill ajoute les mots qui sont soulignés.

C-346

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-346

An Act to amend the Criminal Code
(laundering of funds)

First reading, October 15, 1974

MR. SALTSMAN

C-346

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

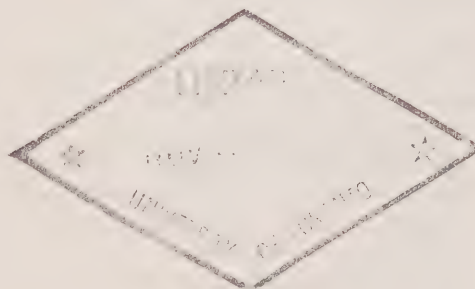
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-346

Loi modifiant le Code criminel
(fonds obtenus illégalement)

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. SALTSMAN



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-346

An Act to amend the Criminal Code
(laundering of funds)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons enacts as follows:

R.S., c. C-34

1. The *Criminal Code* is amended by adding thereto immediately after section 312 thereof, the following heading and sections:

Investing and trading in unlawful funds

“Investment of funds obtained unlawfully
312.1 (1) Every person who knowingly invests, receives for investment or trades 10 in any funds unlawfully obtained commits an indictable offence.

Concealing and obscuring the source funds obtained unlawfully

(2) Every person who knowingly enters into any contract or becomes a party to any transaction with the object of con- 15 cealing or obscuring the source of any funds unlawfully obtained commits an indictable offence.

Funds
R.S., c. B-1

(3) In this section
(a) “funds” includes money and securi- 20 ties as defined in the *Bank Act*.

(b) “unlawfully obtained” means
(i) acquisition through any activity declared by an Act of Parliament of Canada or any of the Legislatures of 25 the Province to be illegal.
(ii) acquisition in any other country which if acquired in Canada would be illegal.

Punishment

(4) Any person who is convicted of an 30 offence under this section is liable to a fine not exceeding \$10,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-346

Loi modifiant le Code criminel
(fonds obtenus illégalement)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le *Code criminel* est modifié par l'ad- 5 jonction, immédiatement après l'article 312, de la rubrique et des articles suivants: R.S., c. C-34

«Placement de fonds obtenus illégalement

312.1 (1) Commet un acte criminel, quiconque, sciemment, place, reçoit en vue d'un placement ou fait le commerce 10 de fonds obtenus illégalement. Placement et commerce de fonds obtenus illégalement

(2) Commet un acte criminel, quiconque, sciemment, conclut un contrat ou devient partie à une transaction dans le but de cacher ou de dissimuler la source 15 de fonds obtenus illégalement. Dissimulation de la source de fonds obtenus illégalement

(3) Au présent article,

a) «fonds» comprend de l'argent et des valeurs suivant la définition qu'en donne la *Loi sur les banques*. 20

b) «obtenus illégalement» signifie
(i) l'acquisition au moyen de toute activité qu'une loi du Parlement du Canada ou d'une Législature provinciale déclare illégale. 25

(ii) l'acquisition dans tout autre pays qui, si elle avait lieu au Canada, serait illégale.

(4) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction au présent article est 30 passible d'une amende ne dépassant pas \$10,000 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas dix ans, ou des deux peines à la fois. Peine

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the Criminal Code to prohibit what is known as "laundering" in Canada, funds illegally obtained elsewhere.

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de modifier le Code Criminel de façon à interdire le commerce au Canada de fonds obtenus illégalement à l'étranger.

Application

312.2 Section 312.1 applies to any case where funds unlawfully obtained are converted into other forms of funds or mingled with other funds in the hands of or with the account of any other person.”

5

Application

312.2 L'article 312.1 s'applique chaque fois que des fonds obtenus illégalement sont convertis en d'autres formes de fonds ou mêlés à d'autres fonds que possède toute autre personne ou qui sont portés à son compte.»

5

2A1 XB
B52

Gouvernement
Publications

C-347

C-347

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-347

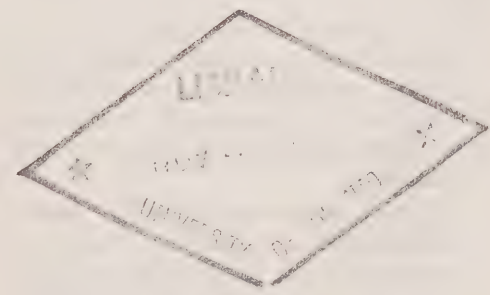
BILL C-347

An Act to amend the Immigration Act
(mental retardation)

Loi modifiant la Loi sur l'immigration
(arriération mentale)

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-347

An Act to amend the Immigration Act
(mental retardation)

R.S., c. I-2

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Paragraph (s) of section 5 of the *Immigration Act* is repealed and the following substituted therefor:

Persons
medically
certified
as
impaired

“(s) persons, not included in any other prohibited class, who are certified by a medical officer as being mentally or physically abnormal to such a degree as to impair seriously their ability to earn a living, unless, where such persons are abnormal by reason of mental retardation,

(i) they have sufficient means of support or such profession, trade, occupation, employment or other legitimate mode of earning a living that they are not likely to become public charges, or

(ii) they are members of a family accompanying them or already in Canada and the family gives satisfactory security against such immigrants becoming public charges; and”

20

25

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-347

Loi modifiant la Loi sur l'immigration
(arriération mentale)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. I-2

1. L'alinéa s) de l'article 5 de la *Loi sur l'immigration* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«s) les personnes, non comprises dans quelque autre catégorie interdite, qu'un médecin déclare, par certificat, mentalement ou physiquement anormales à un degré qui compromet gravement leur aptitude à gagner leur vie sauf, lorsque de telles personnes sont anormales en raison d'arriération mentale,

Personnes
reconnues
inaptes
médica-
lement

(i) si elles ont des moyens de subsistance suffisants ou si elles possèdent une profession ou occupation, un métier, emploi ou autre moyen légitime de gagner leur vie, tel que vraisemblablement elles ne deviendront pas à la charge du public, ou sauf

(ii) si elles sont membres d'une famille qui les accompagne ou qui se trouve déjà au Canada et si la famille donne une garantie suffisante que ces immigrants ne deviendront pas à la charge du public; et»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to provide that a person afflicted with mental retardation may be admitted to Canada under the *Immigration Act* if he is not likely to become a public charge. In other words—the absolute prohibition against such a person is relaxed to the degree applicable to persons who are “dumb, blind, or otherwise physically defective”.

Paragraph 5(s) at present reads as follows:

“(s) persons, not included in any other prohibited class, who are certified by a medical officer as being mentally or physically abnormal to such a degree as to impair seriously their ability to earn a living; and”

NOTE EXPLICATIVE

L'objet de ce bill est d'établir qu'une personne atteinte d'arriération mentale peut être admise au Canada sous le régime de la *Loi sur l'immigration* s'il est vraisemblable qu'elle ne deviendra pas à la charge du public. En d'autres termes, on tempère l'interdiction absolue contre une telle personne dans la mesure où l'on a modifié les restrictions applicables aux immigrants qui sont «muets, aveugles ou autrement déficients au point de vue physique».

L'alinéa 5s) se lit présentement comme suit:

«s) les personnes, non comprises dans quelque autre catégorie interdite, qu'un médecin déclare, par certificat, mentalement ou physiquement anormales à un degré qui compromet gravement leur aptitude à gagner leur vie; et»

91 X 2
B 56
C-349

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-349

An Act to amend the Bail Reform Act

First reading, October 15, 1974

C-349

Government
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-349

Loi modifiant la Loi sur la réforme du cautionnement

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. O'CONNELL

M. O'CONNELL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-349

An Act to amend the Bail Reform Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 34, 35;
c. 2 (2nd Supp.)

1. Subsection 457(7) of the *Criminal Code* as amended by the *Bail Reform Act* is repealed and the following substituted therefor:

Justification for
detention in
custody

"(7) For the purposes of this section, the detention of an accused in custody is justified only on either of the following 10 grounds, namely:

- (a) that his detention is necessary to ensure his attendance in court in order to be dealt with according to law; or
- (b) that his detention is necessary in 15 the public interest or for the protection or safety of the public, having regard to all the circumstances including any substantial likelihood that the accused will, if he is released from custody, 20 commit a criminal offence of a serious nature or interfere with the administration of justice."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-349

Loi modifiant la Loi sur la réforme du cautionnement

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 34, 35;
c. 2 (2^e Supp.)

1. Le paragraphe 457(7) du *Code criminel*, modifié par la *Loi sur la réforme du cautionnement* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Motifs justifiant
la détention

«(7) Aux fins du présent article, la détention d'un prévenu sous garde n'est justifiée que pour l'un ou l'autre des 10 motifs suivants, à savoir:

- a) sa détention est nécessaire pour assurer sa présence au tribunal afin qu'il soit traité selon la loi; ou
- b) sa détention est nécessaire dans l'in- 15 térêt public ou pour la protection ou la sécurité du public, compte tenu de toutes les circonstances, y compris toute probabilité marquée que le prévenu, s'il est mis en liberté, commettra 20 une infraction criminelle de nature grave ou nuira à l'administration de la justice.»

EXPLANATORY NOTE

At the present time the bail provisions of the Criminal Code provide in subsection 457(7) for a primary and secondary ground on which an accused may be detained. The purpose of this Bill is to amend the Criminal Code to provide equal footing for the two grounds for justifying the detention of an accused, that his detention is necessary to ensure his subsequent attendance in court or, that he may while released commit a criminal offence of a serious nature. The effect of the amendment would be to raise to a higher order of importance certain stated causes for considering detention; namely, the public interest in observance of the law and the greater protection of the public from serious crimes by persons awaiting trial, such serious crimes not necessarily being restricted as in the present section to offences involving serious harm.

Subsection 457(7) at present reads as follows:

"(7) For the purposes of this section, the detention of an accused in custody is justified only on either of the following grounds, namely:

(a) *on the primary ground* that his detention is necessary to ensure his attendance in court in order to be dealt with according to law; and

(b) *on the secondary ground (the applicability of which shall be determined only in the event that and after it is determined that his detention is not justified on the primary ground referred to in paragraph (a))* that his detention is necessary in the public interest or for the protection or safety of the public, having regard to all the circumstances including any substantial likelihood that the accused will, if he is released from custody, commit a criminal offence involving serious harm or an interference with the administration of justice."

NOTE EXPLICATIVE

Les dispositions actuelles du Code criminel concernant le cautionnement prévoient, au paragraphe 457(7), un motif principal et un motif secondaire justifiant la détention d'un prévenu. Ce bill vise à modifier le Code criminel de façon à donner la même importance aux deux motifs justifiant la détention du prévenu, savoir pour assurer sa présence subséquente au tribunal ou parce qu'il risque de commettre une infraction criminelle de nature grave s'il est mis en liberté. La modification aurait pour effet de donner une plus grande importance à certains motifs de détention énoncés, savoir l'intérêt public afférent à l'observation de la loi et une plus grande protection du public contre les infractions criminelles graves commises par des personnes qui attendent de passer en justice, ces infractions criminelles graves ne devant pas nécessairement se restreindre aux infractions causant un préjudice grave, comme le prévoit l'article actuel.

Voici le texte actuel du paragraphe 457(7):

«(7) Aux fins du présent article, la détention d'un prévenu sous garde n'est justifiée que pour l'un ou l'autre des motifs suivants, à savoir:

a) *pour le motif principal* que sa détention est nécessaire pour assurer sa présence au tribunal afin qu'il soit traité selon la loi; et

b) *pour le motif secondaire (la validité de ce motif ne doit être établie, d'une part, que s'il est déterminé que la détention du prévenu n'est pas justifiée pour le motif principal mentionné à l'alinéa a) et, d'autre part, qu'après que ce fait a été déterminé)* que sa détention est nécessaire dans l'intérêt public ou pour la protection ou la sécurité du public, compte tenu de toutes les circonstances, y compris toute probabilité marquée que le prévenu, s'il est mis en liberté, commettra une infraction criminelle entraînant un préjudice grave ou nuisant à l'administration de la justice.»

C-350

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-350

An Act to amend the Canada Labour Code (three weeks
annual vacation after three years)

First reading, October 15, 1974

C-350

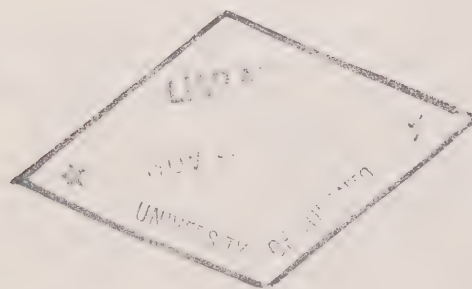
Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-350

Loi modifiant le Code canadien du travail (vacances
annuelles de trois semaines après trois ans)

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. KNOWLES (*Winnipeg North Centre*)

M. KNOWLES (*Winnipeg-Nord-Centre*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-350

BILL C-350

An Act to amend the Canada Labour Code
(three weeks annual vacation after
three years)

Loi modifiant le Code canadien du travail
(vacances annuelles de trois semaines
après trois ans)

R.S., c. L-1, 1st
Supp., c. 22

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. L-1, 1^{re}
Supp., c. 22

1. The definition "vacation pay" con-
tained in Section 39 of the *Canada Labour*
Code is repealed and the following substitut-

5 1. La définition de «indemnité de vacan-
ces» contenue à l'article 39 du *Code cana-*
dien du travail, est abrogée et remplacée 5
par ce qui suit:

"vacation pay"

" "vacation pay" means four per cent of
the wages of an employee during the year
of employment in respect of which he is 10
entitled to the vacation, provided how-
ever that in the case of an employee who
has had three years of continuous
employment by one employer "vacation
pay" means six per cent of the wages of 15
the employee during the year in respect of
which he is entitled to his vacation;"

«indemnité de vacances» signifie quatre
pour cent du salaire d'un employé durant
l'année de service à l'égard de laquelle il a 10
droit aux vacances; toutefois dans le cas
d'un employé qui a été au service d'un
même employeur pendant trois ans sans
interruption, «indemnité de vacances»
signifie six pour cent du salaire de l'em- 15
ployé durant l'année à l'égard de laquelle
il a droit à ses vacances.»

«indemnité de
vacances»

2. Section 40 of the said Act is repealed
and the following substituted therefor:

2. L'article 40 de ladite loi est abrogé et
remplacé par ce qui suit:

Annual vacation
with pay

"40. Except as otherwise provided by 20
or under this Division, every employee is
entitled to and shall be granted a vaca-
tion with vacation pay of at least two
weeks after every completed year of
employment, provided however that every 25
employee who has had three years of
continuous employment by one employer
is entitled to and shall be granted a vaca-
tion with vacation pay of at least three
weeks."

«40. Sauf les dispositions contraires 20
prévues par la présente Division ou sous
son régime, tout employé a droit à au
moins deux semaines de vacances après
chaque année de service terminée; toute-
fois, tout employé qui a été au service 25
d'un même employeur pendant trois
années consécutives a droit à au moins
trois semaines de vacances.»

Vacances
annuelles

Coming into
force

3. This Act shall come into force on the
first day of July, 1975.

3. La présente loi entrera en vigueur le
premier juillet 1975.

Entrée en
vigueur
30

EXPLANATORY NOTES

The definition "vacation pay" contained in section 39 at present reads as follows:

"39. In this Division,

"vacation pay" means four per cent of the wages of an employee during the year of employment in respect of which he is entitled to the vacation;"

Section 40 at present reads as follows:

"40. Except as otherwise provided by or under this Division, every employee is entitled to and shall be granted a vacation with vacation pay of at least two weeks after every year of employment."

The purpose of this Bill is to improve the annual vacation provisions of the *Canada Labour Code* by providing three weeks annual vacation with pay after three years of employment with the same employer.

NOTES EXPLICATIVES

La définition de «indemnité de vacances» contenue à l'article 39 se lit actuellement comme suit:

«39. Dans la présente Division,

«indemnité de vacances» signifie quatre pour cent du salaire d'un employé durant l'année de service à l'égard de laquelle il a droit aux vacances;»

L'article 40 se lit actuellement comme suit:

«40. Sauf les dispositions contraires prévues par la présente Division ou sous son régime, un employé a droit à au moins deux semaines de vacances après chaque année de service terminée.»

Ce bill vise à améliorer les dispositions du *Code canadien du travail* relatives aux vacances annuelles en y stipulant des vacances de trois semaines après trois ans de service auprès du même employeur.

17
X 11
B56

C-351

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-351

An Act to amend the Criminal Code

First reading, October 15, 1974

MR. ELLIS

Government
Publication

C-351

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

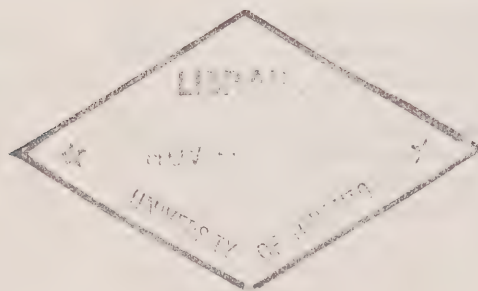
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-351

Loi modifiant le Code criminel

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. ELLIS



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-351

An Act to amend the Criminal Code

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-34

1. That part of section 234 of the *Criminal Code* preceding paragraph (a) is repealed and the following substituted therefor:

Driving while
ability to drive
is impaired

"234. Every one who, while his ability to drive a motor vehicle is impaired by alcohol or a drug, drives a motor vehicle or has the care or control of a motor vehicle, whether it is in motion or not, is guilty of an indictable offence or an offence punishable on summary conviction and is liable, if death ensues as a consequence, to imprisonment for not more than ten years and not less than three months and, in any other case."

2. That part of subsection 238(1) of the said Act preceding paragraph (a) is repealed and the following substituted therefor:

Order prohibit-
ing driving

"238. (1) Where an accused is convicted of an offence under section 203, 204 or 219 committed by means of a motor vehicle or of an offence under section 233, 235 or 236, the court, judge, justice or magistrate, as the case may be, may, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from driving a motor vehicle on the highway in Canada".

3. The said Act is further amended by adding the following immediately after section 238 thereof:

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-351

Loi modifiant le Code criminel

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. C-34

1. La partie de l'article 234 du *Code criminel* qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

Conduite
pendant que la
capacité de
conduire est
affaiblie

"234. Quiconque à un moment où sa capacité de conduire un véhicule à moteur est affaiblie par l'effet de l'alcool ou d'une drogue, conduit un véhicule à moteur ou en a la garde ou le contrôle, que ce véhicule soit en mouvement ou non, est coupable d'un acte criminel ou d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, et passible, s'il en résulte la mort d'une personne, d'un emprisonnement d'au plus dix ans et d'au moins trois mois et, dans tout autre cas."

2. La partie du paragraphe 238(1) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

Ordonnance
interdisant de
conduire

"238. (1) Lorsqu'un prévenu est déclaré coupable d'une infraction visée par l'article 203, 204 ou 219, commise au moyen d'un véhicule à moteur, ou d'une infraction visée par l'article 233, 235 ou 236, la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat, selon le cas, peut, en sus de toute autre peine qui peut être infligée pour ladite infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur sur une voie publique au Canada."

3. Ladite loi est en outre modifiée par l'adjonction, immédiatement après l'article 238, de ce qui suit:

35

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the Criminal Code to provide a more appropriate penalty for persons convicted of driving while their ability to drive is impaired in those instances where personal injury to a third party or death ensues as a consequence, and for second and third offences in all other cases.

If death ensues the Bill provides for a minimum term of imprisonment of three months and for a mandatory lifetime driving suspension. Where personal injury to a third party ensues, the Bill provides a three year driving suspension in addition to the existing penalty.

That part of section 234 preceding paragraph (a) at present reads as follows:

"234. Every one who, while his ability to drive a motor vehicle is impaired by alcohol or a drug, drives a motor vehicle or has the care or control of a motor vehicle, whether it is in motion or not, is guilty of an indictable offence or an offence punishable on summary conviction and is liable"

That part of section 238(1) preceding paragraph (a) at present reads as follows:

"238. (1) Where an accused is convicted of an offence under section 203, 204 or 219 committed by means of a motor vehicle or of an offence under section 233, 234, 235 or 236, the court, judge, justice or magistrate, as the case may be, may, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from driving a motor vehicle on the highway in Canada"

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet de modifier le Code criminel de façon à prévoir une punition plus appropriée aux personnes reconnues coupables de conduite alors que leur capacité de conduire était affaiblie lorsqu'il en résulte des lésions corporelles ou la mort d'une tierce personne et lorsqu'il s'agit d'une deuxième et d'une troisième infraction dans tous les autres cas.

S'il en résulte la mort d'une personne, le projet de loi prévoit un emprisonnement d'au moins trois mois et une interdiction obligatoire de conduire perpétuelle. Lorsqu'il en résulte des lésions corporelles à une tierce personne, le projet de loi prévoit, en sus de la peine présentement existante, une interdiction de conduire pendant trois ans.

La partie de l'article 234 qui précède l'alinéa a) se lit présentement comme suit:

«234. Quiconque, à un moment où sa capacité de conduire un véhicule à moteur est affaiblie par l'effet de l'alcool ou d'une drogue, conduit un véhicule à moteur ou en a la garde ou le contrôle, que ce véhicule soit en mouvement ou non, est coupable d'un acte criminel ou d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, et passible.»

La partie du paragraphe 238(1) qui précède l'alinéa a) se lit présentement comme suit:

«238. (1) Lorsqu'un prévenu est déclaré coupable d'une infraction visée par l'article 203, 204 ou 219, commise au moyen d'un véhicule à moteur, ou d'une infraction visée par l'article 233, 234, 235 ou 236, la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat, selon le cas, peut, en sus de toute autre peine qui peut être infligée pour ladite infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur sur une voie publique au Canada»

"238.1 Where an accused is convicted of an offence under section 234 the court, judge, justice or magistrate, as the case may be, shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from driving a motor vehicle on the highway in Canada 5

(a) if personal injury to a person other than the accused ensues as a consequence or for a second offence where personal injury to a person other than the accused does not ensue, during a period of three years, or 10

(b) if death ensues as a consequence or 15 for a third offence where personal injury to a person other than the accused does not ensue, during the lifetime of the accused."

«238.1 Lorsqu'un prévenu est déclaré coupable d'une infraction visée par l'article 234, la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat, selon le cas, doit, en sus de toute autre peine, rendre une ordonnance 5 lui interdisant de conduire un véhicule à moteur sur une voie publique au Canada

a) durant une période de trois ans s'il en résulte des lésions corporelles à une personne autre que le prévenu, ou s'il 10 s'agit d'une deuxième infraction lorsqu'il n'en résulte pas de lésions corporelles à une personne autre que le prévenu, ou

b) à perpétuité s'il en résulte la mort 15 d'une personne ou s'il s'agit d'une troisième infraction lorsqu'il n'en résulte pas de lésions corporelles à une personne autre que le prévenu.»

C-352

C-352

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-352

BILL C-352

An Act to amend the National Housing Act

Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. FLEMING

M. FLEMING

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-352

An Act to amend the National Housing Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. N-10

1. This Act may be cited as the *National Housing Act (1974)*.

2. Paragraph 15(3)(a) of the National Housing Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) the lease agreement shall be for a term of at least two years and the rentals to be charged shall not be increased during the term of the lease and shall be rentals that the Corporation deems to be fair and reasonable having regard to the probable family income of the lessees of each family housing unit;"

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-352

Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. N-10

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi nationale sur l'habitation, 1974*.

2. L'alinéa 15(3)a) de la *Loi nationale sur l'habitation* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) le bail doit être conclu pour une durée d'au moins deux ans, que les loyers à prélever ne doivent pas être haussés pendant la durée du bail et qu'ils doivent être des loyers que la Société estime justes et raisonnables compte tenu du revenu familial probable des locataires de chaque logement familial;»

EXPLANATORY NOTE

This amendment will afford protection for lessees who move to buildings with supposed "government rent-controls" only to have their rents raised at any time upon the acceptance, by the Central Mortgage and Housing Corporation, of a submission by the landlord for such an increase.

Paragraph 15(3)(a) of the National Housing Act at present reads as follows:

"(a) the rentals to be charged shall be rentals that the Corporation deems to be fair and reasonable having regard to the probable family income of the lessees of each family housing unit,"

NOTE EXPLICATIVE

La présente modification protégerait les locataires qui emménagent dans des édifices dont les loyers sont censés être régis par le gouvernement et qui voient leur loyer être haussé à tout moment dès l'acceptation, par la Société centrale d'hypothèques et de logement, d'une demande en ce sens présentée par le propriétaire.

Voici le texte actuel de l'alinéa 15(3)a) de la Loi nationale sur l'habitation:

«a) les loyers à prélever doivent être des loyers que la Société estime justes et raisonnables compte tenu du revenu familial probable des locataires de chaque logement familial;»

111 X R
B36
C-353

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-353

An Act to amend the Broadcasting Act (review of
policy decision of C.R.T.C. by Governor in Council)

First reading, October 15, 1974

C-353

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-353

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (examen
d'une décision d'orientation du CRTC par le gouverneur
en conseil)

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. MARCHAND (*Kamloops-Cariboo*)

M. MARCHAND (*Kamloops-Cariboo*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-353

An Act to amend the Broadcasting Act
(review of policy decision of C.R.T.C.
by Governor in Council)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. B-11

1. The *Broadcasting Act* is amended by
adding the following immediately after sec-
tion 17 thereof:

Governor in
Council may
review policy

"17.1 (1) Notwithstanding anything
contained in this Act, a policy decision of
the Commission may be reviewed by the
Governor in Council and the Governor in 10
Council may give to the Executive Com-
mittee a written directive respecting such
policy decision.

Tabling direc-
tive

(2) A directive given under subsection
(1) shall be published forthwith in the 15
Canada Gazette and shall be laid before
Parliament within fifteen days after the
making thereof, or if Parliament is not
then sitting, on any of the first fifteen
days next thereafter that Parliament is 20
sitting."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-353

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion
(examen d'une décision d'orientation du
CRTC par le gouverneur en conseil)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. B-11

1. La *Loi sur la radiodiffusion* est modi-
fiée par l'insertion, immédiatement après 5
l'article 17, de ce qui suit:

Révision par le
gouverneur en
conseil

"17.1 (1) Nonobstant toute disposition
de la présente loi, une décision d'orienta-
tion prise par le Conseil peut être révisée
par le gouverneur en conseil qui peut 10
donner, par écrit, au comité exécutif une
directive concernant cette décision.

(2) Une directive donnée en vertu du
paragraphe (1) doit être publiée immédia-
tement dans la *Gazette du Canada* et doit 15
être déposée devant le Parlement dans les
quinze jours qui suivent celui où elle est
donnée ou, si le Parlement ne siège pas
alors, l'un des quinze premiers jours où il
siège par la suite.» 20

Dépôt de la
directive

111 15
056
C-354

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-354

An Act to amend the Canada Labour Code (discrimination as to age or physical handicap or health)

First reading, October 15, 1974

MR. HERBERT

C-354

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-354

Loi modifiant le Code canadien du travail (distinction injuste à cause de l'âge, d'un handicap physique ou de l'état de santé)

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. HERBERT



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-354

An Act to amend the Canada Labour Code
(discrimination as to age or physical
handicap or health)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. L-1

1. Section 5 of the *Canada Labour Code*
is repealed and the following substituted
therefor:

Employers not
to discriminate

"5. (1) No employer shall refuse to
employ or to continue to employ, or
otherwise discriminate against any person
in regard to employment or any term or 10
condition of employment because of the
age, race, national origin, colour or reli-
gion of that person.

Physical
handicap or
health

(2) No employer shall refuse to employ
or to continue to employ, or otherwise 15
discriminate against any person in regard
to employment or any term or condition
of employment because of a physical
handicap or a health condition of that
person that does not affect the capability 20
of that person to perform his or her
employment functions to the same degree
of efficiency as any other person.

Use of employ-
ment agencies
that discrimi-
nate

(3) No employer shall use, in the hiring
or recruitment of persons for employ- 25
ment, any employment agency that dis-
criminates against persons seeking
employment because of their age, race,
national origin, colour, religion, or
because of a physical handicap or a health 30
condition of these persons that does not
affect the capability of these persons to

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-354

Loi modifiant le Code canadien du travail
(distinction injuste à cause de l'âge,
d'un handicap physique ou de l'état de
santé)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. L-1

1. L'article 5 du *Code canadien du tra-*
vail est abrogé et remplacé par ce qui suit: 5

"5. (1) Aucun patron ne doit refuser
d'employer ou de continuer à employer
une personne, ni autrement établir contre
elle des distinctions en matière d'emploi
ou de conditions de travail, à cause de 10
l'âge, de la race, de l'origine nationale, de
la couleur ou de la religion de cette
personne.

Les patrons ne
doivent établir
aucune distinc-
tion injuste

(2) Aucun patron ne doit refuser d'em-
ployer ou de continuer à employer un 15
personne, ni autrement établir contre elle
des distinctions en matière d'emploi ou de
conditions de travail, à cause d'un handi-
cap physique ou d'une affection qui n'af-
fecte pas l'aptitude de cette personne à 20
exercer les fonctions de son emploi aussi
bien que toute autre personne.

Handicap
physique ou état
de santé

(3) Un patron ne doit pas se servir,
dans l'embauchage ou le recrutement pour
emploi, d'une agence de placement qui 25
établit des distinctions contre des person-
nes en quête d'emploi, à cause de leur âge,
de leur race, de leur origine nationale, de
leur couleur ou de leur religion ou à cause
d'un handicap physique ou d'une affection 30
qui n'affecte pas l'aptitude de ces person-

Agence de
placement qui
établit des
distinctions
injustes

EXPLANATORY NOTE

The purpose of these amendments is to amend the *Canada Labour Code* to add age, physical handicap or health to the list of grounds on which discrimination should be forbidden, except as indicated where age, physical handicap or health constitute a bona fide occupational qualification.

Section 5 at present reads as follows:

"5. (1) No employer shall refuse to employ or to continue to employ, or otherwise discriminate against any person in regard to employment or any term or condition of employment because of his race, national origin, colour or religion.

(2) No employer shall use, in the hiring or recruitment of persons for employment, any employment agency that discriminates against persons seeking employment because of their race, national origin, colour or religion.

(3) No trade union shall exclude any person from full membership or expel or suspend or otherwise discriminate against any of its members or discriminate against any person in regard to his employment by any employer, because of that person's race, national origin, colour or religion.

(4) No employer or trade union shall discharge, expel or otherwise discriminate against any person because he has made a complaint or given evidence or assisted in any way in respect of the initiation or prosecution of a complaint or other proceeding under this Part.

(5) No person shall use or circulate any form of application for employment or publish any advertisement in connection with employment or prospective employment or make any written or oral inquiry in connection with employment that expresses either directly or indirectly any limitation, specification or preference as to race, national origin, colour or religion unless the limitation, specification or preference is based upon a *bona fide* occupational qualification.

(6) Whenever any question arises under this section as to whether a trade union discriminates contrary to this section, no presumption shall be made or inference drawn from the name of the trade union."

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier le Code canadien du travail en ajoutant l'âge, le handicap physique ou l'état de santé à la liste des motifs sur lesquels ne peuvent se fonder les distinctions injustes sauf lorsqu'il est indiqué que l'âge, le handicap physique ou l'état de santé constituent une qualité professionnelle requise de bonne foi.

Voici le texte actuel de l'article 5:

«5. (1) Aucun patron ne doit refuser d'employer ou de continuer à employer une personne, ni autrement établir contre elle des distinctions en matière d'emploi ou de conditions de travail, à cause de la race, de l'origine nationale, de la couleur ou de la religion de cette personne.

(2) Un patron ne doit pas se servir, dans l'embauchage ou le recrutement pour emploi, d'une agence de placement qui établit des distinctions contre des personnes en quête d'emploi, à cause de la race, de leur origine nationale, de leur couleur ou de leur religion.

(3) Aucun syndicat ne doit exclure une personne de plein statut de membre, ni expulser ou suspendre l'un de ses membres ou autrement établir des distinctions contre un tel membre, ni en établir contre quiconque en ce qui concerne son emploi par un patron, à cause de la race, de l'origine nationale, de la couleur ou de la religion de cette personne.

(4) Aucun patron ou syndicat ne doit congédier ou expulser une personne, ni autrement établir des distinctions contre une personne, parce qu'elle a formulé une plainte, rendu témoignage ou prêté son concours, de quelque manière, en ce qui regarde l'introduction ou la poursuite d'une plainte ou autre procédure prévue par la présente Partie.

(5) Nul ne doit utiliser ou mettre en circulation une formule de demande d'emploi, ni publier, à l'égard de quelque emploi ou futur emploi, une annonce, ni faire, relativement à quelque emploi, une enquête écrite ou orale, qui exprime directement ou indirectement une restriction, spécification ou préférence concernant la race, l'origine nationale, la couleur ou la religion, à moins que la restriction, spécification ou préférence ne repose sur des qualités professionnelles requises de bonne foi.

(6) Quand il surgit un doute, sous le régime du présent article, sur la question de savoir si un syndicat établit une distinction contrairement à cet article, aucune présomption ou déduction ne doit être tirée du nom du syndicat.»

perform their employment functions to the same degree of efficiency as any other person.

Membership in
trade unions

(4) No trade union shall exclude any person from full membership or expel or suspend or otherwise discriminate against any of its members or discriminate against any person in regard to his employment by any employer, because of that person's race, national origin, colour or religion.

Discharge,
expulsion, etc.

(5) No employer or trade union shall discharge, expel or otherwise discriminate against any person because he has made a complaint or given evidence or assisted in any way in respect of the initiation or prosecution of a complaint or other proceeding under this Part.

Limitations, etc.
as to race

(6) No person shall use or circulate any form of application for employment or publish any advertisement in connection with employment or prospective employment or make any written or oral inquiry in connection with employment that expresses either directly or indirectly any limitation, specification or preference as to race, national origin, colour or religion unless the limitation, specification or preference is based upon a *bona fide* occupational qualification.

No presumption
from name of
union

(7) Whenever any question arises under this section as to whether a trade union discriminates contrary to this section, no presumption shall be made or inference drawn from the name of the trade union."

nes à exercer les fonctions de leur emploi aussi bien que toute autre personne.

Affiliation à un
syndicat

(4) Aucun syndicat ne doit exclure une personne du plein statut de membre, ni expulser ou suspendre l'un de ses membres ou autrement établir des distinctions contre un tel membre, ni en établir contre quiconque en ce qui concerne son emploi par un patron, à cause de la race, de l'origine nationale, de la couleur ou de la religion de cette personne.

Collaboration à
l'application de
la loi

(5) Aucun patron ou syndicat ne doit congédier ou expulser une personne, ni autrement établir des distinctions contre une personne, parce qu'elle a formulé une plainte, rendu témoignage ou prêté son concours, de quelque manière, en ce qui regarde l'introduction ou la poursuite d'une plainte ou autre procédure prévue par la présente Partie.

Formule de
demande
d'emploi

(6) Nul ne doit utiliser ou mettre en circulation une formule de demande d'emploi, ni publier, à l'égard de quelque emploi ou futur emploi, une annonce, ni faire, relativement à quelque emploi, une enquête écrite ou orale, qui exprime directement ou indirectement une restriction, spécification ou préférence concernant la race, l'origine nationale, la couleur ou la religion, à moins que la restriction, spécification ou préférence ne repose sur des qualités professionnelles requises de bonne foi.

Nom du syndi-
cat

(7) Quand il surgit un doute, sous le régime du présent article, sur la question de savoir si un syndicat établit une distinction contrairement à cet article, aucune présomption ou déduction ne doit être tirée du nom du syndicat.

C-355

C-355

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-355

BILL C-355

An Act respecting the sale of firecrackers to minors

Loi concernant la vente de pièces pyrotechniques aux
mineurs

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. McGRATH

M. McGRATH

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-355

BILL C-355

An Act respecting the sale of firecrackers to minors

Loi concernant la vente de pièces pyrotechniques aux mineurs

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Sale of Firecrackers Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le 5
titre: *Loi sur la vente des pièces pyrotechniques*. Titre abrégé

2. In this Act,

2. Dans la présente loi,

"firecracker"
«pièce...»

"firecracker" means any explosive substance or product manufactured or sold for the purpose of providing, by means of the detonation thereof, entertain- 10
ment for the general public; and

«mineur» désigne une personne de moins de 16 ans; et

«mineur»
"minor"

"minor"
«mineur»

"minor" means a person under the age of 16 years.

«pièce pyrotechnique» désigne toute 10
substance ou produit explosif fabriqué ou vendu dans le but de fournir, par sa détonation, un spectacle au public en général.

«pièce pyrotechnique»
"firecracker"

Offence

3. Any person who sells firecrackers to a minor is guilty of an offence punishable on 15
summary conviction and is liable to a fine of not more than \$500.00, or to imprisonment for six months or to both.

3. Quiconque vend des pièces pyrotechni- 15
ques à un mineur est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité et est passible d'une amende ne dépassant pas \$500 ou d'un emprisonnement de six mois, ou des deux peines à la fois. 20

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Act is to prohibit the sale of firecrackers to minors.

NOTE EXPLICATIVE

Le présent bill a pour objet d'interdire la vente de pièces pyrotechniques aux mineurs.

C-356

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-356

An Act to provide for the establishment of the office of
Parliament Hill Curator

First reading, October 15, 1974

MR. WATSON

C-356

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-356

Loi portant la création du poste de conservateur de la
colline du Parlement

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. WATSON



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-356

BILL C-356

An Act to provide for the establishment of
the office of Parliament Hill Curator

Loi portant la création du poste de
conservateur de la colline du Parlement

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Parlia-
ment Hill Curator Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le
5 titre: *Loi sur le conservateur de la colline
du Parlement*.

Titre abrégé

"Parliament
Hill" defined

2. In this Act "Parliament Hill" means
the area of land in the City of Ottawa
bounded by

2. Dans la présente loi, «colline du Parle-
ment» désigne l'étendue de terrain sise en la
ville d'Ottawa et comprise entre

Définition de
«colline du Par-
lement»

- (a) Wellington Street,
- (b) the Rideau Canal,
- (c) the Ottawa River and
- (d) a line flush with the western wall of
the Confederation Building.

10

- a) la rue Wellington,
- b) le canal Rideau,
- c) la rivière Outaouais et
- d) une ligne droite passant au ras du mur
ouest de l'Édifice Confédération.

10

Appointment of
Curator

3. The Governor in Council may, with the
approval of the Speaker of the House of 15
Commons or the Speaker of the Senate, as
the case may be, appoint a member of the
staff of the House of Commons or the
Senate to be the Parliament Hill Curator, to
hold office during pleasure.

3. Le gouverneur en conseil peut, avec 15
l'approbation de l'Orateur de la Chambre des
communes ou du Président du Sénat, selon le
cas, nommer une personne à l'emploi de la
Chambre des communes ou du Sénat pour
occuper, à titre amovible, le poste de conser- 20
vateur de la colline du Parlement.

Nomination
d'un conserva-
teur

Powers of Cura-
tor

4. The Parliament Hill Curator
- (a) may compile and maintain an inven-
tory of all items on Parliament Hill,
including buildings and their contents,
that in his opinion have historic value, 25
and
 - (b) may advise the Governor in Council in
relation to
 - (i) physical changes to Parliament Hill
or to buildings on Parliament Hill or 30
their contents, including restoration,
and

4. Le conservateur de la colline du
Parlement
- a) peut dresser et tenir à jour une liste de
toutes choses, et notamment des édifices 25
et de leur contenu, qui, sur la colline du
Parlement, présentent à son avis un inté-
rêt historique, et
 - b) peut donner au gouverneur en conseil
des avis
 - (i) sur toute modification de la colline
du Parlement, des édifices qui s'y trou-
vent ou de leur contenu, et notamment
sur les travaux de restauration, ainsi que

30

Pouvoirs du
conservateur

EXPLANATORY NOTE

This Bill is aimed at protecting all aspects of the appearance and setting of Parliament Hill.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à protéger à tous points de vue l'esthétique et le cadre de la colline du Parlement.

(ii) architectural guidelines for the cities of Ottawa and Hull aimed at the protection or enhancement of the setting of Parliament Hill.

(ii) sur les normes architecturales concernant les villes d'Ottawa et de Hull et visant à protéger et mettre en valeur le cadre de la colline du Parlement.

C-357

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-357

An Act to amend the Public Service Staff
Relations Act

First reading, October 15, 1974

MR. ORLIKOW

C-357

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-357

Loi modifiant la Loi sur les relations de
travail dans la Fonction publique

Première lecture, le 15 octobre 1974

M. ORLIKOW



1st Session, 30th Parliament, 23 Elizabeth II,
1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-357

An Act to amend the Public Service
Staff Relations Act.

R.S.,
c. P-35

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:—

Repeal

1. Subsection 70(3) of the *Public Service
Staff Relations Act* is repealed.

Repeal

2. Subsection 86(3) of the said Act is
repealed.

1^{re} Session, 30^e Législature, 23 Elizabéth II,
1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-357

Loi modifiant la Loi sur les relations de
travail dans la Fonction publique.

S.R.,
c. P-35

Sa Majesté, sur l'avis et du consente-
ment du Sénat et de la Chambre des com-
munes du Canada, décrète:

Abrogation

1. Le paragraphe (3) de l'article 70 de
la *Loi sur les relations de travail dans la* 5
Fonction publique est abrogé.

Abrogation

2. Le paragraphe (3) de l'article 86 de
ladite loi est abrogé.

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to extend the provisions of collective bargaining for public servants as enunciated in the *Public Service Staff Relations Act* to include matters such as appointments, promotions, demotions, transfers, lay-offs or release of employees.

Clause 1: Subsection (3) of section 70 of the *Public Service Staff Relations Act* at present reads as follows:

“(3) No arbitral award shall deal with the standards, procedures or processes governing the appointment, appraisal, promotion, demotion, transfer, lay-off or release of employees, or with any term or condition of employment of employees that was not a subject of negotiation between the parties during the period before arbitration was requested in respect thereof.”

Clause 2: Subsection (3) of section 86 of the said Act at present reads as follows:

“(3) No report of a conciliation board shall contain any recommendation concerning the standards, procedures or processes governing the appointment, appraisal, promotion, demotion, transfer, lay-off or release of employees.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet d'étendre la portée des dispositions des négociations collectives prévues pour les employés de la Fonction publique énoncées dans la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* de façon à inclure les questions visant la nomination, l'avancement, la rétrogradation, la mutation, la mise en disponibilité ou le renvoi des employés.

L'article 1 du bill: Le paragraphe (3) de l'article 70 de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* se lit actuellement comme suit:

«(3) Une décision arbitrale ne doit statuer ni sur les normes, les procédures et les méthodes régissant la nomination, l'appréciation, l'avancement, la rétrogradation, la mutation, la mise en disponibilité ou le renvoi des employés ni sur quelque condition d'emploi qui n'a pas fait l'objet de négociations entre les parties avant que ne soit demandé l'arbitrage à leur sujet.»

L'article 2 du bill: Le paragraphe (3) de l'article 86 de ladite loi se lit actuellement comme suit:

«(3) Aucun rapport d'un bureau de conciliation ne doit contenir de recommandation concernant les normes, les procédures ou les méthodes régissant la nomination, l'appréciation, l'avancement, la rétrogradation, le transfert, la mise en disponibilité ou le congédiement des employés.»

C-358

C-358

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-358

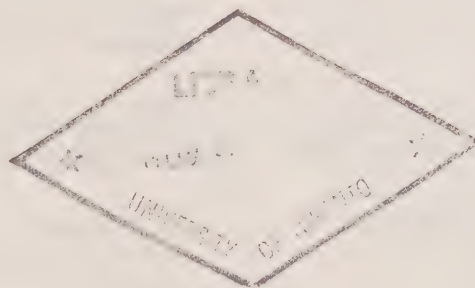
BILL C-358

An Act to amend the Canadian Citizenship Act

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne

First reading, October 15, 1974

Première lecture, le 15 octobre 1974



MR. FAIRWEATHER

M. FAIRWEATHER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-358

An Act to amend the Canadian Citizenship Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-19 c.
10 (2nd Supp.)

1. Paragraph 4(1)(b) of the *Canadian Citizenship Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(b) he was born outside of Canada elsewhere than on a Canadian ship and was not, on the 1st day of January 1947, an alien and either was a minor 10 on that date or had, before that date, been lawfully admitted to Canada for permanent residence and his father or his mother"

2. Subparagraph 5(1)(b)(i) of the said Act 15 is repealed and the following substituted therefor:

"(i) his father or his mother, at the time of that person's birth, is a Canadian citizen, and" 20

3. Subparagraph 10(1)(c)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(iii) been lawfully admitted to Canada for permanent residence and 25 is the spouse of a Canadian citizen, or"

4. Paragraph 10(4)(c) of the said Act is repealed and the following substituted therefor: 30

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-358

Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'alinéa 4(1)b) de la *Loi sur la 5 citoyenneté canadienne* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c.
C-19, c. 10 (2^e
Supp.)

«b) elle est née hors du Canada, ailleurs que sur un navire canadien, et n'était pas, au 1^{er} janvier 1947, un étranger et qu'elle était mineure à cette date, ou 10 avait, avant cette date, été légalement admise au Canada pour y résider en permanence et si son père ou sa mère»

2. Le sous-alinéa 5(1)b)(i) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: 15

«(i) son père ou sa mère, au moment de la naissance de cette personne, était un citoyen canadien, et si»

3. Le sous-alinéa 10(1)c)(iii) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: 20

«(iii) a été légalement admise au Canada pour y résider en permanence et est le conjoint d'un citoyen canadien, ou»

4. L'alinéa 10(4)c) de ladite loi est abrogé 25 et remplacé par ce qui suit:

EXPLANATORY NOTE

Clauses 1, 2 and 4: The purpose of these clauses is to give, in the circumstances provided under the Act, the legitimate child of a married woman the same right of Canadian citizenship—in the case of clause 4, the same opportunity—as an illegitimate child. To this end, the words, “in the case of a person born out of wedlock”, are deleted from the relevant provisions of the Act.

Paragraph 4(1)(b) at present reads as follows:

“(b) he was born outside of Canada elsewhere than on a Canadian ship and was not, on the 1st day of January 1947, an alien and either was a minor on that date or had, before that date, been lawfully admitted to Canada for permanent residence and his father, or *in the case of a person born out of wedlock*, his mother”

Subparagraph 5(1)(b)(i) at present reads as follows:

“(i) his father, or *in the case of a child born out of wedlock*, his mother, at the time of that person's birth, is a Canadian citizen, and”

Clause 3: At the present time an alien wife of a Canadian citizen may be granted citizenship when she has resided in Canada for only one year but an alien husband of a Canadian wife must have resided for five years.

The purpose of this clause therefore is to amend the Canadian Citizenship Act to provide that there is no difference between the residence requirements for the acquisition of Canadian citizenship by an alien husband and an alien wife of a Canadian citizen.

Subparagraph 10(1)(c)(iii) at present reads as follows:

“(iii) been lawfully admitted to Canada for permanent residence and is the *wife* of a Canadian citizen, or”

NOTE EXPLICATIVE

Articles 1, 2 et 4 du bill: Ces articles ont pour objet de donner à l'enfant légitime d'une femme mariée, dans les circonstances que la Loi prévoit, le même droit à la citoyenneté canadienne—dans le cas de l'article 4, la même opportunité—qu'à un enfant illégitime. A cette fin, les mots «dans le cas d'une personne née hors du mariage» sont retranchés des dispositions pertinentes de la Loi.

L'alinéa 4(1)b) se lit présentement comme suit:

«b) elle est née hors du Canada, ailleurs que sur un navire canadien, et n'était pas, au 1^{er} janvier 1947, un étranger et qu'elle était mineure à cette date, ou avait, avant cette date, été légalement admise au Canada pour y résider en permanence, et si son père ou, *dans le cas d'une personne née hors du mariage*, sa mère»

Le sous-alinéa 5(1)b)(i) se lit présentement comme suit:

«i) son père ou, *dans le cas d'un enfant né hors du mariage*, sa mère, au moment de la naissance de cette personne, était un citoyen canadien, et si»

Article 3 du bill: Présentement, l'épouse étrangère d'un citoyen canadien peut recevoir la citoyenneté canadienne lorsqu'elle a résidé au Canada pendant seulement une année, mais l'époux étranger d'une citoyenne canadienne doit y avoir résidé pendant cinq ans.

Cet article a donc pour objet de modifier la Loi sur la citoyenneté canadienne de façon à supprimer la différence entre les durées de résidence nécessaires à l'obtention de la citoyenneté canadienne pour l'époux étranger et l'épouse étrangère de citoyens canadiens.

Le sous-alinéa 10(1)c)(iii) se lit présentement comme suit:

«(iii) a été légalement admise au Canada pour y résider en permanence et est *l'épouse* d'un citoyen canadien, ou»

“(c) a British subject who was born elsewhere than in Canada or on a Canadian ship and whose father or mother”

«c) un sujet britannique né ailleurs qu’au Canada ou que sur un navire britannique et dont le père ou la mère»

Paragraph 10(4)(c) at present reads as follows:

"(c) a British subject who was born elsewhere than in Canada or on a Canadian ship and whose father, or *in the case of a person born out of wedlock, whose mother*"

L'alinéa 10(4)c) se lit présentement comme suit:

«c) un sujet britannique né ailleurs qu'au Canada ou que sur un navire britannique et dont le père ou, *dans le cas d'une personne née hors du mariage, la mère*»

C-359

C-359

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-359

BILL C-359

An Act relating to the control and management of the
water resources of Canada

Loi ayant trait à la direction et à la gestion des
ressources en eau du Canada

First reading, October 21, 1974

Première lecture, le 21 octobre 1974



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-359

BILL C-359

An Act relating to the control and management of the water resources of Canada

Loi ayant trait à la direction et à la gestion des ressources en eau du Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Clean Water Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur la lutte contre la pollution des eaux*.

Titre abrégé

Executive to regulate quantity and quality of Canadian waters

2. Within such plenary use of the legislative authorities of the Parliament of Canada and of the prerogatives of the Crown as may be required, the Governor in Council shall make such regulations as he considers appropriate to ensure the continuance, restoration, maintenance, and use most beneficial in the public interest and for the general advantage of Canada, of the sea coast and inland waters of Canada and of the quantity and quality of those waters; and, without restricting the generality of the foregoing, may make regulations pertaining to any matter or thing that, in the opinion of the Governor in Council, has affected, affects, or may affect area water tables, area water levels, area water flow, the ecology and biogeography of drainage basins, sea coast and inland fisheries, and the navigation of waters.

2. Dans l'usage plénier des pouvoirs législatifs du Parlement du Canada et des prérogatives de la Couronne dont il peut avoir besoin, le gouverneur en conseil doit établir les règlements qu'il considère appropriés pour assurer, dans l'intérêt public et à l'avantage général du Canada, le maintien, la restauration, l'entretien et l'utilisation des eaux côtières et intérieures du Canada et de la quantité et de la qualité de ces eaux; et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, il peut établir les règlements relatifs à toute question ou chose qui, de l'avis du gouverneur en conseil, a affecté, affecte ou peut affecter les nappes d'eau, leurs niveaux, leur flux, l'écologie et la biogéographie des bassins hydrographiques, les pêches côtières et intérieures, et la navigabilité des eaux.

L'exécutif doit réglementer la quantité et la qualité des eaux canadiennes

25

3. For the purposes of this Act, the Governor in Council

3. Aux fins de la présente loi, le gouverneur en conseil

Minister

(a) shall designate a member of the Queen's Privy Council for Canada to act as Minister; and

30

a) doit désigner un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada pour agir en tant que Ministre; et

Ministre

Executive to co-operate with provinces

(b) may enter into agreements, or otherwise co-operate, with the governments of provinces or agencies thereof.

b) peut conclure des accords, ou coopérer d'une autre façon avec les gouvernements des provinces ou les organismes de ceux-ci.

L'exécutif doit coopérer avec les provinces

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to concentrate and use the full powers of the Federal government to control and manage the sea and fresh water resources of Canada in the public interest; and to provide, where necessary, for co-operation with the provinces to this end. The problem is so urgent and the present efforts so disorganized, piecemeal and ineffectual that the Bill proposes Parliament give a mandate to the Government to initiate and carry out a crash program; and, where necessary, co-operate with the provinces to this end.

NOTES EXPLICATIVES

Ce bill a pour objet de grouper et d'utiliser les pleins pouvoirs du gouvernement fédéral pour administrer et gérer les ressources de la mer et des eaux douces du Canada dans l'intérêt public et de prévoir, lorsque c'est nécessaire, une collaboration avec les provinces à cette fin. Le problème est si pressant et les efforts actuels si désorganisés, si fragmentaires et si inefficaces, que le bill propose que le Parlement donne au gouvernement mandat d'instaurer et de poursuivre un programme d'urgence et, lorsque c'est nécessaire, de collaborer avec les provinces à cette fin.

Report to
Parliament

4. The Minister shall, within three months after the coming into force of this Act and every three months thereafter, or, if Parliament is not then sitting, on any of the first five days thereafter that Parliament is sitting, submit to Parliament a report respecting the administration of this Act.

Water pollution
to be ended by
1984

5. Without restricting the generality of the provisions of section 2, but to the particular end that the sea coast and inland waters of Canada shall be free of pollutants by the commencement of 1984 so far as and to the extent that the plenary use of the authorities and prerogatives referred to in section 2 shall allow, the Governor in Council shall co-operate with and give assistance to Her Majesty the Queen in the right of any province, the government of any province or political division thereof, the head of state or the government of any foreign state or political division thereof, any body corporate or politic or any person that offers co-operation or seeks assistance to that end.

Provincial
Crown bound

6. This Act shall bind the Crown in right of a province.

Rapport au
Parlement

4. Le Ministre doit, dans les trois mois après l'entrée en vigueur de la présente loi et tous les trois mois par la suite ou, si le Parlement ne siège pas, l'un quelconque des cinq premiers jours où il siège par la suite, soumettre au Parlement un rapport concernant l'application de la présente loi.

On doit mettre
fin à la pollution
des eaux d'ici
1984

5. Sans restreindre la généralité de l'article 2, mais dans le but précis de dépolluer entièrement les eaux côtières et intérieures du Canada d'ici au début de 1984 dans la mesure où l'usage plénier des pouvoirs et prerogatives mentionnés à l'article 2 le permet, le gouverneur en conseil doit prêter son concours et son aide à Sa Majesté la Reine du chef de toute province, au gouvernement de toute province ou de toute division politique de celle-ci, au chef d'État ou au gouvernement de tout État étranger ou d'une division politique de celui-ci, à toute corporation ou tout corps politique ou à toute personne qui offre sa collaboration ou demande assistance à cette fin.

La Couronne
provinciale est
liée

6. La présente loi lie la Couronne du chef d'une province.

C-360

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-360

An Act to amend the Criminal Code

First reading, October 29, 1974

MR. KAPLAN

C-360

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-360

Loi modifiant le Code criminel

Première lecture, le 29 octobre 1974

M. KAPLAN



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-360

An Act to amend the Criminal Code

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following immediately after section 195.1:

"195.2 (1) Every person who, in a public place, invites any person 14 years of age or under to engage in a sexual act, is guilty of an offence punishable on summary conviction. 10

(2) When an accused is charged with an offence under subsection (1), the Judge shall, if the only evidence that implicates the accused is the evidence, given under 15 oath, of the person in respect of whom the offence is alleged to have been committed, instruct the Jury that it is not safe to find the accused guilty in the absence of corroboration but that they 20 are entitled to find the accused guilty if they are satisfied beyond a reasonable doubt that the evidence is true."

Indecent
invitation to
child

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Bill C-360

Loi modifiant le Code criminel

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le *Code criminel* est modifié par l'insertion, après l'article 195.1, de ce qui suit: 5

«195.2 (1) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité quiconque, dans un endroit public, invite une personne de 14 ans ou moins à commettre un acte sexuel. 10

(2) Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction visée au paragraphe (1) et si la seule preuve qui implique l'accusé est la déposition faite sous serment par la personne contre qui l'infraction a, d'après 15 l'allégation, été commise, le juge doit faire savoir aux membres du jury qu'il est risqué de conclure à la culpabilité de l'accusé en l'absence de corroboration mais qu'ils ont le droit de le faire s'ils sont 20 convaincus, au-delà de tout doute raisonnable, que la preuve est vraie.»

Invitation
indécente faite à
un enfant

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the Criminal Code to provide for the protection of juveniles from invitations to engage in sexual acts. At present juveniles are only protected under such circumstances if the invitation includes actual physical touching.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier le Code criminel en prévoyant une disposition protégeant les jeunes contre les invitations à commettre des actes sexuels. A l'heure actuelle, les jeunes ne sont protégés en l'occurrence que lorsque l'invitation s'accompagne de contacts physiques.

256
C-361

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-361

An Act to amend the Criminal Code (destruction of
food)

First reading, November 6, 1974

MR. SALTSMAN

C-361

Government
Publication

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-361

Loi modifiant le Code criminel (destruction d'aliments)

Première lecture, le 6 novembre 1974

M. SALTSMAN



1st Session, 30th Parliament, 23 Elizabeth II,
1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-361

An Act to amend the Criminal Code
(destruction of food)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-34

1. The *Criminal Code* is amended by
adding the following immediately after sec-
tion 400 thereof:

Destroying food

"400.1 Every one who wilfully and
without lawful excuse destroys any food
fit for human consumption is guilty of an
indictable offence and is liable to impris-
onment for five years."

1^{re} Session, 30^e Législature, 23 Elizabeth II,
1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-361

Loi modifiant le Code criminel (destruction
d'aliments)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1. Le *Code criminel* est modifié par l'in-
sertion, immédiatement après l'article 400, 5
de ce qui suit:

S.R., c. C-34

«400.1 Est coupable d'un acte criminel
et passible d'un emprisonnement de cinq
ans, quiconque volontairement et sans
excuse légitime détruit tout aliment 10
propre à la nourriture de l'homme.»

Destruction
d'aliments

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the *Criminal Code* to treat the destruction of food fit for human consumption as an indictable offence and thereby to provide that where such food is destroyed purely as a form of protest, it becomes an immoral act in a world where so many are in danger of starvation.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet de modifier le *Code criminel* afin que la destruction d'aliments propres à la nourriture de l'homme devienne un acte criminel. Ainsi, la destruction d'aliments dans le seul but de protester devient un acte immoral dans un monde qui compte tant d'affamés.

C-362

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-362

An Act to amend the Canada Elections Act (use of
contributions)

First reading, November 13, 1974

MR. MACGUIGAN

C-362

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-362

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (emploi des
contributions)

Première lecture, le 13 novembre 1974

M. MACGUIGAN



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-362

BILL C-362

An Act to amend the Canada Elections Act
(use of contributions)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(emploi des contributions)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. 14 (1st
Supp.) 1973-74,
c. 51

1. Section 13 of the *Canada Elections Act* is amended by adding the following immediately after subsection (3) thereof:

Effect of
registration

"(3.1) Where a political party has provincial or municipal parties affiliated with it, its registration pursuant to this section shall have effect only with respect to the activities of the party in its federal capacity."

2. Section 13.4 of the said Act is amended by adding the following thereto:

Affidavit
required

"(4) A return referred to in subsection (1) shall be accompanied by an affidavit of the chief agent attesting that all of the expenditures referred to in paragraphs (c) and (d) of subsection (2) were made in respect of activities of the party in its federal capacity."

S.R., c. 14 (1^{re}
Supp.) 1973-74,
c. 51

1. L'article 13 de la *Loi électorale du Canada* est modifié par l'insertion, immédiatement après le paragraphe (3), de ce qui suit:

Effet de l'en-
registrement

«(3.1) En cas d'affiliation entre un parti politique et des partis provinciaux ou municipaux, l'enregistrement du parti politique en conformité du présent article, n'a d'effet qu'à l'égard de l'activité de l'aile fédérale du parti.»

2. L'article 13.4 de ladite loi est modifié par l'adjonction de ce qui suit:

15

Affidavit requis

«(4) Un rapport mentionné au paragraphe (1) doit être accompagné d'un affidavit de l'agent principal attestant que toutes les dépenses mentionnées aux alinéas c) et d) du paragraphe (2) ont été faites à l'égard de l'activité de l'aile fédérale du parti.»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to amend the Canada Elections Act to restrict expenditures obtained thereunder to the activities of the party in its federal capacity.

NOTE EXPLICATIVE

En modifiant la Loi électorale du Canada, ce bill vise à restreindre les dépenses d'élection à l'activité de l'aile fédérale du parti.

C-363

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-363

An Act to amend the National Defence Act

First reading, November 15, 1974

MR. HUNTINGTON

C-363

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-363

Loi modifiant la Loi concernant la défense nationale

Première lecture, le 15 novembre 1974

M. HUNTINGTON



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-363

An Act to amend the National Defence Act

R.S., c. N-4; c.
44, s. 10 (1st
Supp.); c. 10, s.
65 (2nd Supp);
1972, c. 13, ss.
73 & 73.1

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 43(1) of the *National Defence Act* is repealed and the following substituted therefor:

"43. (1) The Minister may authorize the formation of cadet organizations under the control and supervision of the Canadian Forces to consist of persons of 10 not less than twelve years of age who have not attained the age of nineteen years."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-363

Loi modifiant la Loi concernant la défense nationale

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le paragraphe 43(1) de la *Loi concernant la défense nationale* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«43. (1) Le Ministre peut autoriser la formation d'organisations de cadets, composées de personnes d'au moins douze ans et de moins de dix-neuf ans, sous la direction et la surveillance des Forces canadiennes.»

S.R., c. N-4;
c.44, art. 10 (1^{er}
Supp.); c. 10,
art. 65 (2^e
Supp.); 1972, c.
13, art. 73 et
73.1

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to guarantee equality of status to young females who may wish to serve in the cadet organizations that are controlled and supervised by the Canadian Forces.

The principle of this amendment is expressed as government policy in the Speech from the Throne of this session in the following words:

"The Government is also determined to continue its program of extending equality before the law to all Canadians. To this end wide-ranging legislation will be introduced to guarantee the equal status of women in areas within the Federal Government's jurisdiction. In this respect the Government is planning a substantial program of activities to mark International Women's Year in 1975."

Subsection 43(1) presently reads:

"The Minister may authorize the formation of cadet organizations under the control and supervision of the Canadian Forces to consist of *boys* of not less than twelve years of age who have not attained the age of nineteen years."

The word "person"—which this amendment substitutes for "boys"—and as used in the Canadian Constitution, was interpreted by the Privy Council Committee of the House of Lords (United Kingdom) as including both male and female. "*Persons*" case, (1930) *Appeal Cases* 124.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à assurer aux jeunes filles qui désirent servir dans les organisations de cadets formées sous la direction et la surveillance des Forces canadiennes un statut égal à celui des garçons.

Le principe de cette modification s'inspire de la politique gouvernementale énoncée, dans le discours du trône de la présente session, en ces termes:

«Le Gouvernement est également résolu à poursuivre le programme qu'il a institué afin de rendre tous les citoyens égaux devant la loi. À cette fin, une loi-cadre sera déposée pour assurer aux femmes un statut égal à celui des hommes dans les domaines de compétence fédérale. Le Gouvernement entend marquer d'une façon toute spéciale, en 1975, l'Année internationale de la femme.»

Voici le texte actuel du paragraphe 43(1):

«Le Ministre peut autoriser la formation d'organisations de cadets, composées de *garçons* d'au moins douze ans et de moins de dix-neuf ans, sous la direction et la surveillance des Forces canadiennes.»

Selon l'interprétation donnée par le Comité du Conseil privé de la Chambre des Lords (Royaume-Uni), le mot «personne», que cette modification substitue au mot «garçon» et qui figure dans la constitution du Canada, désigne à la fois les hommes et les femmes. «*Persons*», (1930) *Appeal Cases* 124.

17 82
054
C-364

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-364

An Act to amend the Canada Pension Plan

First reading, November 25, 1974

MR. BLAIS

C-364

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

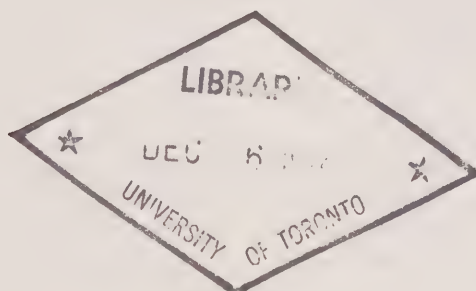
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-364

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada

Première lecture, le 25 novembre 1974

M. BLAIS



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-364

An Act to amend the Canada Pension Plan

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-5

1. Paragraph 43(2)(a) of the *Canada Pension Plan* is repealed and the following substituted therefor:

"(a) a person shall be considered to be disabled if he is determined in prescribed manner to be suffering from a severe and prolonged mental or physical disability, and for the purposes of this paragraph,

(i) a disability is severe if by reason thereof the person in respect of whom the determination is made is wholly incapable of pursuing substantially gainful occupation, and

(ii) a disability is prolonged if it is determined in a prescribed manner that such disability is not likely to cease five years before the retiring age of the person or is likely to result in death; and"

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-364

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. C-5

1. L'alinéa 43(2)a) du *Régime de pensions du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) une personne n'est considérée comme invalide que si elle est déclarée, de la manière prescrite, atteinte d'une invalidité physique ou mentale grave et prolongée, et aux fins du présent alinéa,

(i) une invalidité n'est grave que si elle rend la personne à laquelle se rapporte la déclaration, entièrement incapable de détenir une occupation véritablement rémunératrice, et

(ii) une invalidité n'est prolongée que si elle est déclarée, de la manière prescrite, ne pas devoir vraisemblablement se terminer dans les cinq ans 20 qui précèdent l'âge de la retraite de la personne ou devoir entraîner vraisemblablement le décès; et»

EXPLANATORY NOTE

At the present time the Canada Pension Plan provides a pension to a disabled person in the event only that such person is completely incapacitated to such an extent, that a paraplegic who learns to use a dial with his tongue is precluded from receiving a pension. This seems for too severe and discourages initiative. The purpose of this bill therefore is to amend the Canada Pension Plan to remove this inequity.

Paragraph 43(2)(a) at present reads as follows:

(a) a person shall be considered to be disabled *only* if he is determined in prescribed manner to be suffering from a severe and prolonged mental or physical disability, and for the purposes of this paragraph,

(i) a disability is severe only if by reason thereof the person in respect of whom the determination is made is incapable *regularly* of pursuing *any* substantially gainful occupation, and

(ii) a disability is prolonged *only* if it is determined in prescribed manner that such disability is likely to *be long continued and of indefinite duration* or is likely to result in death; and"

NOTE EXPLICATIVE

Le Régime de pensions du Canada ne prévoit actuellement le versement d'une pension qu'à une personne entièrement invalide, à tel point qu'un paraplégique qui apprend à composer un numéro téléphonique avec sa langue ne peut en obtenir. Cette disposition semble beaucoup trop rigoureuse et a pour effet de diminuer l'esprit d'initiative. Ce bill vise donc à modifier le Régime de pensions du Canada en éliminant cette injustice.

L'alinéa 43(2)a) se lit présentement comme suit:

a) une personne n'est considérée comme invalide que si elle est déclarée, de la manière prescrite, atteinte d'une invalidité physique ou mentale grave et prolongée, et aux fins du présent alinéa,

(i) une invalidité n'est grave que si elle rend la personne, à laquelle se rapporte la déclaration, *régulièrement* incapable de détenir une occupation véritablement rémunératrice, et

(ii) une invalidité n'est prolongée que si elle est déclaré, de la manière prescrite, devoir vraisemblablement *durer pendant une période longue et indéfinie* ou devoir entraîner vraisemblablement le décès; et

C-365

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-365

An Act respecting the Electoral Boundaries
Readjustment Act

First reading, November 27, 1974

MR. YANAKIS

C-365

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

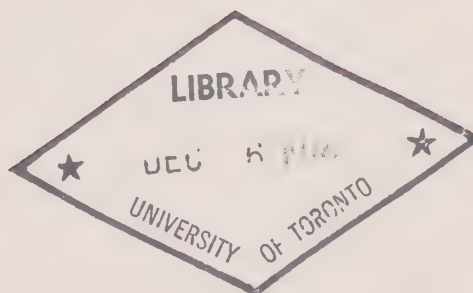
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-365

Loi concernant la Loi sur la révision des limites des
circonscriptions électorales

Première lecture, le 27 novembre 1974

M. YANAKIS



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-365

An Act respecting the Electoral Boundaries
Readjustment Act

R.S., c. E-2;
1973-74, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

"Berthier-Maskinongé"

1. Paragraph 7 of the Part of the Schedule to the Proclamation declaring the draft representation order under the *Electoral Boundaries Readjustment Act* in force, effective upon the dissolution of the 27th Parliament of Canada, dealing with the description of the electoral districts in the Province of Quebec, which describes the electoral district of Berthier, is amended by substituting for the word "BERTHIER" the words "BERTHIER-MASKINONGÉ" at the beginning of the said description.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-365

Loi concernant la Loi sur la révision des
limites des circonscriptions électorales

S.R., c. E-2;
1973-74, c. 23

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

«Berthier-Maskinongé»

5 1. Le paragraphe 7 de la partie de l'annexe de la proclamation qui déclare en vigueur le projet d'ordonnance de représentation en vertu de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*, à compter de la dissolution de la 27^e Législature du Canada, relative à la description des circonscriptions électorales dans la province de Québec, qui décrit la circonscription électorale de Berthier, est modifié par la substitution des mots «BERTHIER-MASKINONGÉ» au mot «BERTHIER», au commencement de ladite description.

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to change the name of the constituency of Berthier in the Province of Quebec, to Berthier-Maskinongé to better reflect the geographical area it encompasses and respond to the wishes of the residents of Maskinongé.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à changer le nom de la circonscription de Berthier, dans la province de Québec, en celui de Berthier-Maskinongé, plus descriptif de la région qu'elle englobe, et à réaliser les souhaits des habitants de Maskinongé.

C-365

C-365

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-365

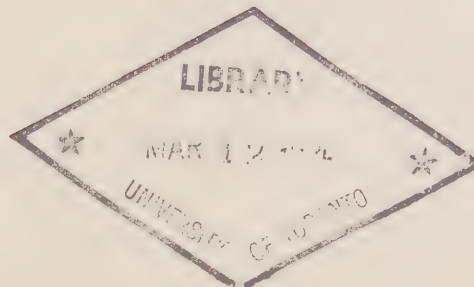
BILL C-365

An Act respecting the Electoral Boundaries
Readjustment Act

Loi concernant la Loi sur la révision des limites des
circonscriptions électorales

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
4th MARCH, 1975

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 4 MARS 1975



1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-365

An Act respecting the Electoral Boundaries Readjustment Act

R.S., c. E-2;
1973-74, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

"Berthier-Maskinongé"

1. Paragraph 7 of the Part of the Schedule to the Proclamation declaring the draft representation order under the *Electoral Boundaries Readjustment Act* in force, effective upon the dissolution of the 27th Parliament of Canada, dealing with the description of the electoral districts in the Province of Quebec, which describes the electoral district of Berthier, is amended by substituting for the word "BERTHIER" the words "BERTHIER-MASKINONGÉ" at the beginning of the said description.

BILL C-365

Loi concernant la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales

S.R., c. E-2;
1973-74, c. 23

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

«Berthier-Maskinongé»

1. Le paragraphe 7 de la partie de l'annexe de la proclamation qui déclare en vigueur le projet d'ordonnance de représentation en vertu de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*, à compter de la dissolution de la 27^e Législature du Canada, relative à la description des circonscriptions électorales dans la province de Québec, qui décrit la circonscription électorale de Berthier, est modifié par la substitution des mots «BERTHIER-MASKINONGÉ» au mot «BERTHIER», au commencement de ladite description.

C-366

C-366

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-366

BILL C-366

An Act to amend the Electoral Boundaries
Readjustment Act

Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des
circonscriptions électorales

First reading, November 27, 1974

Première lecture, le 27 novembre 1974



MR. BLAIS

M. BLAIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-366

An Act to amend the Electoral Boundaries
Readjustment Act

R.S., c. E-2, 1st
Supp.,

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 13(c) of the *Electoral Boundaries Readjustment Act* is repealed and the following substituted therefor:

"(c) the commission may depart from the strict application of rules (a) and (b) in any case where

(i) special geographic considerations, 10 including in particular the sparsity, density or relative rate of growth of population of various regions of the province, the accessibility of such regions or the size or shape thereof, 15 appear to the commission to render such a departure necessary or desirable, or

(ii) any special community or diversity of interests of the inhabitants of various regions of the province appears to the commission to render such a departure necessary or desirable,

but in no case, except as may be necessary in order to give effect to rule (b), shall the 25 population of any electoral district in the province as a result thereof depart from the electoral quota for that province to a greater extent than twenty-five per cent more or thirty-five per cent less." 30

CHAMBRE DES COMMUNE DU CANADA

BILL C-366

Loi modifiant la Loi sur la revision des
limites des circonscriptions électorales

S.R., c. E-2, 1^{er}
Supp.

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'alinéa 13c) de la *Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales* 5 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«c) la commission peut s'écarter de l'application rigoureuse des règles visées aux alinéas a) et b) chaque fois

(i) que des considérations spéciales 10 d'ordre géographique, notamment la faible ou forte densité ou le taux relatif de croissance de la population des diverses régions de la province, leur accessibilité, leur superficie ou leur 15 configuration, rendent, de l'avis de la commission, un tel écart nécessaire ou opportun, ou

(ii) qu'une communauté ou une diversité particulière d'intérêts des habitants 20 des diverses régions de la province rend, de l'avis de la commission, un tel écart nécessaire ou opportun,

mais en aucun cas, sauf dans la mesure qui peut être nécessaire pour donner effet 25 à la règle visée à l'alinéa b), la population d'une circonscription électorale comprise dans la province en conséquence dudit écart ne peut être supérieure de plus de vingt-cinq pour cent ou inférieure de plus 30 de trente-cinq pour cent au quotient électoral établi pour cette province.»

EXPLANATORY NOTE

Section 13(c) at present reads as follows:

"(c) the commission may depart from the strict application of rules (a) and (b) in any case where

(i) special geographic considerations, including in particular the sparsity, density or relative rate of growth of population of various regions of the province, the accessibility of such regions or the size or shape thereof, appear to the commission to render such a departure necessary or desirable, or

(ii) any special community or diversity of interests of the inhabitants of various regions of the province appears to the commission to render such a departure necessary or desirable,

but in no case, except as may be necessary in order to give effect to rule (b), shall the population of any electoral district in the province as a result thereof depart from the electoral quota for that province to a greater extent than *twenty-five* per cent more or twenty-five per cent less."

NOTE EXPLICATIVE

Voici le texte actuel de l'alinéa 13c):

«c) la commission peut s'écarter de l'application rigoureuse des règles visées aux alinéas a) et b) chaque fois

(i) que des considérations spéciales d'ordre géographique, notamment la faible ou forte densité ou le taux relatif de croissance de la population des diverses régions de la province, leur accessibilité, leur superficie ou leur configuration, rendent, de l'avis de la commission, un tel écart nécessaire ou opportun, ou

(ii) qu'une communauté ou une diversité particulière d'intérêts des habitants des diverses régions de la province rend, de l'avis de la commission, un tel écart nécessaire ou opportun,

mais en aucun cas, sauf dans la mesure qui peut être nécessaire pour donner effet à la règle visée à l'alinéa b), la population d'une circonscription électorale comprise dans la province en conséquence dudit écart ne peut être supérieure ou inférieure *par plus de vingt-cinq* pour cent au quotient électoral établi pour cette province.»

C-367

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-367

An Act to amend the Fort-Falls Bridge Authority Act

First reading, December 2, 1974

C-367

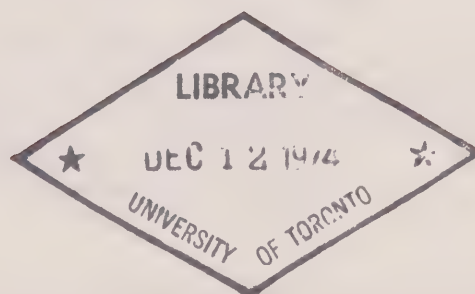
Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-367

Loi modifiant la Loi sur l'administration du pont
Fort-Falls

Première lecture, le 2 décembre 1974



MR. REID

M. REID

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-367

BILL C-367

An Act to amend the Fort-Falls Bridge
Authority Act

Loi modifiant la Loi sur l'Administration du
pont Fort-Falls

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1970-71-72,
c. 51

1. Subsection 4(2) of the *Fort-Falls
Bridge Authority Act* is repealed and the
following substituted therefor:

1. Le paragraphe 4(2) de la *Loi sur l'Ad- 5*
ministration du pont Fort-Falls est abrogé 5
et remplacé par ce qui suit:

Agreement

"(2) The Authority shall not commence
the actual construction of the bridge or
exercise any of its powers under this Act,
other than the power to enter into the 10
agreement hereinafter mentioned, until
the Authority has entered into an agree-
ment with the State of Minnesota or
other competent authority in the United
States for the construction of the bridge." 15

«(2) L'Administration ne doit pas com- 10
mencer la construction réelle du pont ou
exercer un des ses pouvoirs en vertu de la
présente loi, autre que le pouvoir de con-
clure l'accord ci-après mentionné, tant
que l'Administration n'a pas conclu un
accord avec l'État du Minnesota ou une
autre autorité compétente aux États-Unis
en vue de la construction du pont.» 15

Accord

2. Paragraph 15(2)(c) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

2. L'alinéa 15(2)(c) de ladite loi est abrogé
et remplacé par ce qui suit:

"(c) shall be payable solely from funds
obtained by the Authority pursuant to 20
statutory authority conferred by this or
any other Act of the Parliament of
Canada and pursuant to authority con-
ferred by the appropriate authority in
the United States; and" 25

«(c) doit être payable uniquement sur
des fonds obtenus par l'Administration
en conformité d'une autorisation légis- 20
lative conférée par la présente loi ou
par toute autre loi du Parlement du
Canada et en conformité d'une autori-
sation conférée par l'autorité compé-
tente aux États-Unis; et» 25

3. Section 25 of the Act is amended by
adding thereto the following subsection:

3. L'article 25 de la loi est modifié par
l'adjonction du paragraphe suivant:

Exception

"(2) Notwithstanding subsection (1),
the Authority is, for the sole purpose of
entering into the agreement referred to in 30
subsection 4(2), an agent of Her
Majesty."

«(2) Nonobstant le paragraphe (1),
l'Administration est mandataire de Sa
Majesté à seule fin de conclure l'accord 30
mentionné au paragraphe 4(2).»

Exception

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: This amendment would remove the requirement for an Act or Joint Resolution of the Congress of the United States and would permit the Authority to proceed to construct the bridge following the conclusion of an agreement with the State of Minnesota or other competent authority.

Subsection 4(2) at present reads as follows:

"(2) The Authority shall not commence the actual construction of the bridge or exercise any of its powers under this Act until *an Act or Joint Resolution of the Congress of the United States* or other competent *legislative* authority in the United States *has been passed authorizing or approving* the construction of the bridge."

Clause 2: This amendment is consequential on the amendment contained in clause 1.

Paragraph 15(2)(c) at present reads as follows:

"(2) A bond issued by the Authority

(c) shall be payable solely from funds obtained by the Authority pursuant to statutory authority conferred by this or any other Act of the Parliament of Canada and by the appropriate authority in the United States; and"

Clause 3: New. United States legislation permits the State of Minnesota to enter into agreements with instrumentalities of the Government of Canada. This amendment would make the Authority an agent of Her Majesty for that purpose.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1 du bill: Cette modification éliminerait la nécessité d'une loi ou d'une résolution conjointe du Congrès des États-Unis et permettrait à l'Administration de procéder à la construction du pont dès la conclusion d'un accord avec l'État du Minnesota ou une autre autorité compétente.

Voici le texte actuel du paragraphe 4(2):

«(2) L'Administration ne doit pas commencer la construction réelle du pont ou exercer un de ses pouvoirs en vertu de la présente loi, *tant que n'a pas été adoptée une loi ou une résolution conjointe du Congrès des États-Unis* ou d'une autre autorité *législative* compétente aux États-Unis *autorisant ou approuvant* la construction du pont.»

Article 2 du bill: Cette modification découle de la modification prévue à l'article (1).

Voici le texte actuel de l'alinéa 15(2)c):

«(2) Une obligation émise par l'Administration

c) doit être payable uniquement sur des fonds obtenus par l'Administration en conformité d'une autorisation législative conférée par la présente ou par toute autre loi du Parlement du Canada et par l'autorité compétente aux États-Unis; et»

Article 3 du bill: Nouveau. La législation des États-Unis permet à l'État du Minnesota de conclure des accords avec les organes du gouvernement du Canada. Cette modification rendrait l'Administration mandataire de Sa Majesté à cette fin.

4. Section 27 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Authority may
exercise powers
in United States

"27. When the Governor in Council is satisfied that the State of Minnesota or other appropriate authority in the United States has indicated its consent to the construction and operation of the bridge by entering into an agreement authorizing the Authority to construct, operate and maintain the portion of the bridge situated in the United States, the Governor in Council may by proclamation empower the Authority to exercise its powers and carry out its functions in the United States in accordance with this Act and the agreement."

5. Paragraph 33(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) started not later than 31st 20 December 1979, and"

4. L'article 27 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«27. Lorsque le gouverneur en conseil est convaincu que l'État du Minnesota ou autre autorité compétente aux États-Unis ont indiqué qu'ils consentent à la construction et à la régie du pont en concluant un accord autorisant l'Administration à construire, exploiter et entretenir la partie du pont située aux États-Unis, le gouverneur en conseil peut, par proclamation, autoriser l'Administration à exercer ses pouvoirs et fonctions aux États-Unis en conformité de la présente loi et de l'accord.»

L'Administra-
tion peut exer-
cer des pouvoirs
5 aux États-Unis

5. L'alinéa 33(1)(a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) commencer au plus tard le 31 décembre 1979, et»

Clause 4: This amendment is consequential on the amendment contained in clause 1.

Section 27 at present reads as follows:

"27. When the Governor in Council is satisfied that the appropriate authority in the United States has indicated its consent to the construction and operation of the bridge by *enacting reciprocal legislation* authorizing the Authority to construct, operate and maintain the portion of the bridge situated in the United States, the Governor in Council may by proclamation empower the Authority to exercise its powers and carry out its functions in the United States in accordance with this Act and the *enactment of the appropriate authority in the United States.*"

Clause 5: Under the existing section construction of the bridge was required to start by 30 June 1976. This amendment would postpone that date to 31st December 1979.

Paragraph 33(1)(a) at present reads as follows:

"33. (1) Subject to subsection (2), construction of the bridge shall be (a) *started within five years after the coming into force of this Act, and*"

Article 4 du bill: Cette modification découle de la modification prévue à l'article 1.

Voici le texte actuel de l'article 27:

«27. Lorsque le gouverneur en conseil est convaincu que l'autorité compétente aux États-Unis a indiqué qu'elle consent à la construction et à la régie du pont en *décrétant une législation parallèle* autorisant l'Administration à construire, exploiter et entretenir la partie du pont située aux États-Unis, le gouverneur en conseil peut, par proclamation, autoriser l'Administration à exercer ses pouvoirs et fonctions aux États-Unis en conformité de la présente loi et de *la législation décrétée par l'autorité compétente aux États-Unis.*»

Article 5 du bill: Aux termes de l'article actuel, la construction du pont devait commencer au plus tard le 30 juin 1976. Cette modification reporterait cette limite au 31 décembre 1979.

Voici le texte actuel de l'alinéa 33(1)a):

«33. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la construction du pont doit a) *commencer dans un délai de cinq ans après la mise en vigueur de la présente loi, et*»

211 28
1556

C-367

C-367

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-367

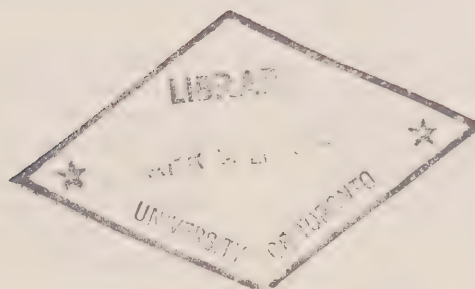
BILL C-367

An Act to amend the Fort-Falls Bridge Authority Act

Loi modifiant la Loi sur l'administration du pont
Fort-Falls

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
15TH APRIL, 1975

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 15 AVRIL 1975



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-367

BILL C-367

An Act to amend the Fort-Falls Bridge
Authority Act

Loi modifiant la Loi sur l'Administration du
pont Fort-Falls

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1970-71-72,
c. 51

1. Subsection 4(2) of the *Fort-Falls
Bridge Authority Act* is repealed and the
following substituted therefor:

1. Le paragraphe 4(2) de la *Loi sur l'Ad-
ministration du pont Fort-Falls* est abrogé 5
et remplacé par ce qui suit: 5 c. 51

Agreement

"(2) The Authority shall not commence
the actual construction of the bridge or
exercise any of its powers under this Act,
other than the power to enter into the 10
agreement hereinafter mentioned, until
the Authority has entered into an agree-
ment with the State of Minnesota or
other competent authority in the United
States for the construction of the bridge." 15

«(2) L'Administration ne doit pas com- 10
mencer la construction réelle du pont ou
exercer un des ses pouvoirs en vertu de la
présente loi, autre que le pouvoir de con-
clure l'accord ci-après mentionné, tant
que l'Administration n'a pas conclu un
accord avec l'État du Minnesota ou une
autre autorité compétente aux États-Unis
en vue de la construction du pont.» 15

Accord

2. Paragraph 15(2)(c) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

2. L'alinéa 15(2)c) de ladite loi est abrogé
et remplacé par ce qui suit:

"(c) shall be payable solely from funds
obtained by the Authority pursuant to 20
statutory authority conferred by this or
any other Act of the Parliament of
Canada and pursuant to authority con-
ferred by the appropriate authority in
the United States; and" 25

«c) doit être payable uniquement sur
des fonds obtenus par l'Administration
en conformité d'une autorisation légis- 20
lative conférée par la présente loi ou
par toute autre loi du Parlement du
Canada et en conformité d'une autori-
sation conférée par l'autorité compé-
tente aux États-Unis; et» 25

3. Section 25 of the Act is amended by
adding thereto the following subsection:

3. L'article 25 de la loi est modifié par
l'adjonction du paragraphe suivant:

Exception

"(2) Notwithstanding subsection (1),
the Authority is, for the sole purpose of
entering into the agreement referred to in 30

«(2) Nonobstant le paragraphe (1),
l'Administration est mandataire de Sa
Majesté à seule fin de conclure l'accord 30
mentionné au paragraphe 4(2).»

Exception

subsection 4(2), an agent of Her Majesty."

4. Section 27 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Authority may
exercise powers
in United States

"27. When the Governor in Council is satisfied that the State of Minnesota or other appropriate authority in the United States has indicated its consent to the construction and operation of the bridge by entering into an agreement authorizing the Authority to construct, operate and maintain the portion of the bridge situated in the United States, the Governor in Council may by proclamation empower the Authority to exercise its powers and carry out its functions in the United States in accordance with this Act and the agreement."

5. Paragraph 33(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(a) started not later than 31st December 1979, and"

4. L'article 27 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«27. Lorsque le gouverneur en conseil est convaincu que l'État du Minnesota ou autre autorité compétente aux États-Unis ont indiqué qu'ils consentent à la construction et à la régie du pont en concluant un accord autorisant l'Administration à construire, exploiter et entretenir la partie du pont située aux États-Unis, le gouverneur en conseil peut, par proclamation, autoriser l'Administration à exercer ses pouvoirs et fonctions aux États-Unis en conformité de la présente loi et de l'accord.»

L'Administra-
tion peut exer-
cer des pouvoirs
5 aux États-Unis

5. L'alinéa 33(1)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«a) commencer au plus tard le 31 décembre 1979, et»

C-368

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-368

An Act to amend the Senate and House of Commons
Act (independent members of the House of
Commons)

First reading, December 3, 1974

MR. JONES

28375

C-368

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-368

Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des
communes (députés indépendants à la Chambre des
communes)

Première lecture, le 3 décembre 1974

LIBRARY



DEC 12 1974



UNIVERSITY OF TORONTO

M. JONES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-368

An Act to amend the Senate and House of Commons Act (independent members of the House of Commons)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. 8-8

1. Section 4 of the *Senate and House of Commons Act* is amended by adding the following thereto:

“(2) Members of the House of Commons who are not members of a recognized party shall be entitled to be a member of two standing committees of 10 the House.”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-368

Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes (députés indépendants à la Chambre des communes)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. 8-8

1. L'article 4 de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes* est modifié par l'adjonction de ce qui suit:

«(2) Les députés de la Chambre des communes qui ne sont pas membres d'un parti reconnu ont le droit de faire partie de deux comités permanents de la 10 Chambre.»

EXPLANATORY NOTE

The Speaker of the House of Commons can always be relied upon to uphold the rights of minorities in the House of Commons. However membership on committees is subject to the vagaries of the party whips and the purpose of this bill therefore is to amend the Senate and House of Commons to provide that independent members shall be entitled to membership on two standing committees.

NOTE EXPLICATIVE

L'Orateur de la Chambre des communes se fait toujours le fidèle défenseur des droits des minorités à la Chambre. Toutefois, comme la composition des comités est laissée à la fantaisie des whips de parti, ce bill a pour objet de modifier la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes en donnant le droit aux députés indépendants de faire partie de deux comités permanents.

111 211
136
C-369

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-369

An Act to amend the Electoral Boundaries
Readjustment Act

First reading, December 16, 1974

MR. FORTIN

C-369

Government
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

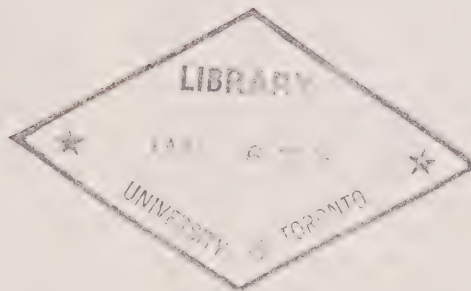
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-369

Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des
circonscriptions électorales

Première lecture, le 16 décembre 1974

M. FORTIN



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-369

An Act to amend the Electoral Boundaries
Readjustment Act

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. E-2; c.
14 (1st Supp.), s.
118; 1973-74, c.
23, ss. 2, 8

1. Section 12 of the *Electoral Boundaries
Readjustment Act* is repealed and the fol-
lowing substituted therefor:

Calculation of
members and
receipt of mem-
bers' representa-
tions

"12. (1) Upon receipt by the Represen-
tation Commissioner from the Dominion
Statistician of the return referred to in
section 11, the Representation Commis- 10
sioner shall calculate the number of mem-
bers of the House of Commons to be
assigned to each of the provinces, subject
and according to the provisions of section
51 of the *British North America Act*, 15
1867 and the rules provided therein, and
upon the completion of such calculation
shall cause a statement to be published in
the *Canada Gazette* setting forth the
results thereof, and thereafter each com- 20
mission for a province shall by mail invite
the members of the House of Commons
representing electoral districts in that
province to make representations to the
commission regarding the division of the 25
province into electoral districts.

Time limit for
representations

(2) The invitation referred to in subsec-
tion (1) shall state that a representation
will not be considered by the commission
if received after thirty days from the date 30
of the mailing of the invitation.

Preparation of
report

(3) Commencing thirty days after the
mailing of the invitations, the commis-
sion shall, with all reasonable dispatch
and in accordance with the calculation 35
mentioned in subsection (1), prepare a

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-369

Loi modifiant la Loi sur la revision des
limites des circonscriptions électorales

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1. L'article 12 de la *Loi sur la revision
des limites des circonscriptions électorales* 5
est abrogé et remplacé par ce qui suit:

S.R., c. E-2; c.
14 (1^{re} Supp.),
art. 118;
1973-74, c. 23,
art. 2, 8
Calcul du
nombre de mem-
bres et observa-
tions de leur
part

«12. (1) Dès qu'il a reçu du statisticien
fédéral le relevé mentionné à l'article 11,
le commissaire à la représentation doit
calculer le nombre de membres de la 10
Chambre des communes à attribuer à cha-
cune des provinces, sous réserve et con-
formément à l'article 51 de l'*Acte de
l'Amérique du Nord britannique*, 1867 et
des règles qui y sont prévues. Dès l'achè- 15
vement de ce calcul, il doit faire publier
dans la *Gazette du Canada* un état en
indiquant les résultats. Par la suite,
chaque commission agissant pour une
province doit inviter, par la poste, les 20
membres de la Chambre des communes
représentant les circonscriptions électora-
les de cette province à présenter à la
commission leurs observations sur le par-
tage de la province en circonscriptions 25
électorales.

(2) L'invitation mentionnée au para-
graphe (1) doit préciser que la commission
ne tiendra pas compte des observations
reçues plus de trente jours après la date 30
d'expédition de l'invitation.

Délai pour les
observations

(3) Dès qu'il s'est écoulé trente jours
depuis l'expédition des invitations, la
commission doit, avec toute la diligence
raisonnable et conformément au calcul 35
mentionné au paragraphe (1), commencer

Préparation du
rapport

EXPLANATORY NOTE

This amendment would give the members of the House of Commons an opportunity to make representations to the electoral boundaries commission for their province regarding the division of that province into electoral districts, *before* the commission commences work on its report. A member of the House of Commons could thus make the commission aware of particular social, economic or cultural features of his electoral district, and this would render less likely the commission's recommending electoral boundaries that would "split up" closely related communities.

Section 12 at present reads as follows:

"12. Upon receipt by the Representation Commissioner from the Dominion Statistician of the return referred to in section 11, the Representation Commissioner shall calculate the number of members of the House of Commons to be assigned to each of the provinces, subject and according to the provisions of section 51 of the *British North America Act, 1867* and the rules provided therein, and upon the completion of such calculation shall cause a statement to be published in the *Canada Gazette* setting forth the results thereof, and thereafter in accordance with such calculation each commission for a province shall, with all reasonable dispatch, prepare a report setting forth its recommendations concerning the division of that province into electoral districts and its recommendations concerning the description of the boundaries of each such district and the representation and name to be given thereto."

NOTE EXPLICATIVE

Cette modification permettrait aux députés à la Chambre des communes de présenter à la commission de délimitation des circonscriptions électorales de leur province leurs observations sur le partage de la province en circonscriptions électorales, *avant* que la commission commence à préparer son rapport. Un député à la Chambre des communes pourrait ainsi mettre la commission au courant des particularités sociales, économiques et culturelles de sa circonscription électorale. De cette manière, la commission risquerait moins de proposer des limites ayant pour effet de «scinder» des collectivités liées par des affinités.

Voici le texte actuel de l'article 12:

"12. Dès qu'il a reçu du statisticien fédéral le relevé mentionné à l'article 11, le commissaire à la représentation doit calculer le nombre de membres de la Chambre des communes à attribuer à chacune des provinces, sous réserve et conformément à l'article 51 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867* et des règles qui y sont prévues. Dès l'achèvement de ce calcul, il doit faire publier dans la *Gazette du Canada* un état en indiquant les résultats. Par la suite, conformément à ce calcul, chaque commission agissant pour une province doit, avec toute la diligence raisonnable, préparer un rapport renfermant ses recommandations au sujet du partage de cette province en circonscriptions électorales, celles concernant la description des limites de ces circonscriptions, leur représentation et le nom à leur attribuer."

report setting forth its recommendations concerning the division of that province into electoral districts and its recommendations concerning the description of the boundaries of each district and the representation and name to be given thereto.” 5

à préparer un rapport renfermant ses recommandations au sujet du partage de cette province en circonscriptions électorales, celles concernant la description des limites de ces circonscriptions, leur représentation et le nom à leur attribuer.» 5

111 85
1256
C-370

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

C-370

Government
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-370

BILL C-370

An Act to amend the Electoral Boundaries
Readjustment Act

Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des
circonscriptions électorales

First reading, December 16, 1974

Première lecture, le 16 décembre 1974



MR. REID

M. REID

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-370

An Act to amend the Electoral Boundaries Readjustment Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. E-2

1. Subparagraph 13(c)(i) of the *Electoral Boundaries Readjustment Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(i) special geographic considerations, including in particular the sparsity or density of population of various regions of the province, the accessibility of 10 such regions or the size or shape thereof, appear to the commission to render such a departure necessary or desirable, or”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-370

Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. E-2

1. Le sous-alinéa 13c)(i) de la *Loi sur la 5 revision des limites des circonscriptions 5 électorales* est abrogé et remplacé par le suivant:

«(i) que des considérations spéciales d'ordre géographique, notamment la faible ou forte densité de la population 10 des diverses régions de la province, leur accessibilité, leur superficie ou leur configuration, rendent, de l'avis de la commission, un tel écart nécessaire ou 15 opportun, ou»

EXPLANATORY NOTE

Subparagraph 13(c)(i) of the Act at present reads as follows:

"(i) special geographic considerations, including in particular the sparsity, density or *relative rate of growth* of population of various regions of the province, the accessibility of such regions or the size or shape thereof, appear to the commission to render such a departure necessary or desirable, or"

NOTE EXPLICATIVE

Voici le texte actuel du sous-alinéa 13c)(i) de la loi:

«(i) que des considérations spéciales d'ordre géographique, notamment la faible ou forte densité ou le *taux relatif de croissance* de la population des diverses régions de la province, leur accessibilité, leur superficie ou leur configuration, rendent, de l'avis de la commission, un tel écart nécessaire ou opportun, ou»

C-370

C-370

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-370

BILL C-370

An Act to amend the Electoral Boundaries
Readjustment Act

Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des
circonscriptions électorales

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
7th FEBRUARY, 1975**

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
Le 7 FÉVRIER 1975**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-370

An Act to amend the Electoral Boundaries
Readjustment Act

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. E-2

1. Subparagraph 13(c)(i) of the *Electoral
Boundaries Readjustment Act* is repealed
and the following substituted therefor:

"(i) special geographic considerations,
including in particular the sparsity or
density of population of various regions
of the province, the accessibility of 10
such regions or the size or shape there-
of, appear to the commission to render
such a departure necessary or desirable,
or"

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-370

Loi modifiant la Loi sur la revision des
limites des circonscriptions électorales

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. E-2

1. Le sous-alinéa 13c)(i) de la *Loi sur la
revision des limites des circonscriptions* 5
électorales est abrogé et remplacé par le
suivant:

«(i) que des considérations spéciales
d'ordre géographique, notamment la
faible ou forte densité de la population 10
des diverses régions de la province, leur
accessibilité, leur superficie ou leur
configuration, rendent, de l'avis de la
commission, un tel écart nécessaire ou
opportun, ou» 15

717 78
356
C-371

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974

C-371

Government
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-371

BILL C-371

An Act to amend the Statistics Act

Loi modifiant la Loi sur la statistique

First reading, December 20, 1974

Première lecture, le 20 décembre 1974



MISS MACDONALD (*Kingston and the Islands*)

M^{LE} MACDONALD (*Kingston et les Îles*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-371

An Act to amend the Statistics Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1970-71-72,
c. 15

1. Section 29 of the *Statistics Act* is repealed and the following substituted therefor:

False informa-
tion or failure to
co-operate

"29. (1) Every person who, without lawful excuse,

(a) knowingly gives false or misleading information 10

(i) in response to a request for information made by a person employed or deemed to be employed under this Act, or

(ii) on any form that he has been 15 requested to fill in pursuant to this Act, or

(b) in connection with a census of population under section 18 or a census of agriculture under section 19, 20

(i) refuses or neglects to give pertinent information requested of him by a person employed or deemed to be employed under this Act,

(ii) refuses or neglects to fill in to 25 the best of his knowledge and belief any form that he has been requested to fill in, or

(iii) refuses or neglects to return such form when and as requested of 30 him

is, for every such deception, refusal or neglect, guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five hundred dollars or to imprison- 35 ment for a term not exceeding three months or to both.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-371

Loi modifiant la Loi sur la statistique

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 29 de la *Loi sur la statistique* 5 est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1970-71-72,
c. 15

"29. (1) Toute personne qui, sans excuse légitime,

Renseignements
faux ou non-
coopération

a) sciemment donne des renseignements faux ou trompeurs

(i) en réponse à toute demande de 10 renseignements faite par une personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi, ou

(ii) dans toute formule qu'on lui a 15 demandé de remplir en application de la présente loi, ou

b) dans le cadre d'un recensement de la population mentionné à l'article 18 ou d'un recensement agricole mentionné à 20 l'article 19,

(i) refuse ou néglige de donner des renseignements pertinents qui lui sont demandés par une personne employée ou censée être employée en 25 vertu de présente loi,

(ii) refuse ou néglige de remplir au mieux, d'après ce qu'elle sait ou croit savoir, toute formule qu'on lui a demandé de remplir, ou 30

(iii) refuse ou néglige de retourner cette formule quand et comme elle doit le faire d'après la demande

est, pour chaque fraude, refus ou négligence, coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabi-

EXPLANATORY NOTE

This Bill would

(a) permit a person who objects to answering Statistics Canada questions to do so without penalty, except in a census of population or a census of agriculture; and

(b) incorporate into section 29, as subsections (2) and (3), the provisions presently contained in sections 31 and 32.

Sections 29, 31 and 32 at present read as follows:

"29. Every person who, without lawful excuse,

(a) refuses or neglects to answer, or wilfully answers falsely, any question requisite for obtaining any information sought in respect of the objects of this Act or pertinent thereto that has been asked of him by any person employed or deemed to be employed under this Act, or

(b) refuses or neglects to furnish any information or to fill in to the best of his knowledge and belief any schedule or form that he has been required to fill in, and to return the same when and as required of him pursuant to this Act, or knowingly gives false or misleading information or practises any other deception thereunder

is, for every such refusal or neglect, or false answer or deception, guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding five hundred dollars or to imprisonment for a term not exceeding three months or to both."

"31. The leaving by an enumerator, agent or other person employed or deemed to be employed under this Act, or the delivery by the post office at any house of any schedule or form purporting to be issued pursuant to this Act, and having thereon a notice requiring that it be filled in and signed within a stated time by the occupant of the house, or in his absence by some other member of the family, is, as against the occupant, a sufficient *requirement* so to fill in and sign the schedule or form notwithstanding that the occupant is not named in the notice, or personally served therewith."

"32. The leaving by an enumerator, agent or other person employed or deemed to be employed under this Act, at the office or other place of business of any person or the delivery by the post office to any person or his agent, of any schedule or form purporting to be issued pursuant to this Act, and having thereon a notice requiring that it be filled in and signed within a stated time is, as against the person, a sufficient *requirement* so to fill in and sign the schedule or form, and if so required in the notice, to mail the schedule or form within a stated time to Statistics Canada."

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet

a) de permettre à une personne de ne pas répondre aux questions de Statistique Canada sans subir de peine, sauf dans le cas de recensement de la population ou de recensement agricole; et

b) d'inclure dans l'article 29, sous forme des paragraphes (2) et (3), les dispositions que renferment actuellement les articles 31 et 32.

Voici le texte actuel des articles 29, 31 et 32:

«29. Toute personne qui, sans excuse légitime,

a) refuse ou néglige de répondre, ou donne volontairement une réponse fausse, à une question indispensable à l'obtention de renseignements que l'on cherche à obtenir pour les objets de la présente loi ou se rapportant à ces renseignements, et qui lui est posée par une personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi, ou

b) refuse ou néglige de fournir des renseignements ou de remplir au mieux, d'après ce qu'elle sait ou croit savoir, un questionnaire ou une formule qu'elle a été requise de remplir, et de les transmettre au moment et de la manière fixés en application de la présente loi, ou sciemment donne des renseignements faux ou trompeurs ou commet quelque autre fraude sous le régime de la présente loi,

est, pour chaque refus, négligence, fausse déclaration ou fraude, coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de cinq cents dollars au plus ou d'un emprisonnement de trois mois au plus ou de l'une et l'autre peine.»

«31. Le fait qu'un recenseur, un agent ou une autre personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi a laissé dans une maison ou un logement ou que la poste y a livré un questionnaire ou une formule paraissant avoir été établi en application de la présente loi, et qui contient un avis requérant que le questionnaire ou la formule soient remplis et signés, dans un délai déterminé, par l'occupant de cette maison ou de ce logement, ou en son absence par quelque autre membre de la famille, constitue, pour l'occupant, une *injonction* suffisante d'ainsi remplir et signer le questionnaire ou la formule, bien que l'occupant ne soit pas nommément désigné dans l'avis, ou qu'il n'en ait pas reçu signification personnelle.»

«32. Le fait qu'un recenseur, un agent ou une autre personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi a laissé au bureau ou autre lieu d'affaires d'une personne ou que la poste a livré à une personne ou à son agent un questionnaire ou une formule paraissant établis en application de la présente loi, et qui contient un avis requérant que le questionnaire ou la formule soient remplis et signés dans un délai déterminé, constitue, pour cette personne, une *injonction* suffisante d'ainsi remplir et signer le questionnaire ou la formule, ainsi que de l'expédier par la poste, à Statistique Canada, dans un délai déterminé, si l'avis le requiert.»

Leaving notice
at house

(2) The leaving by an enumerator, agent or other person employed or deemed to be employed under this Act, or the delivery by the post office at any house of any schedule or form purporting to be issued pursuant to this Act, and having thereon a notice requiring that it be filled in and signed within a stated time by the occupant of the house, or in his absence by some other member of the family, is, as against the occupant, a sufficient request so to fill in and sign the schedule or form notwithstanding that the occupant is not named in the notice, or personally served therewith.

Leaving notice
at office

(3) The leaving by an enumerator, agent or other person employed or deemed to be employed under this Act, at the office or other place of business of any person or the delivery by the post office to any person or his agent, of any schedule or form purporting to be issued pursuant to this Act, and having thereon a notice requiring that it be filled in and signed within a stated time is, as against the person, a sufficient request so to fill in and sign the schedule or form, and if so required in the notice, to mail the schedule or form within a stated time to Statistics Canada."

2. Sections 31 and 32 of the said Act are repealed.

lité, d'une amende de cinq cents dollars au plus ou d'un emprisonnement de trois mois au plus ou de l'une et l'autre peine.

(2) Le fait qu'un recenseur, un agent ou une autre personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi a laissé dans une maison ou un logement ou que la poste y a livré un questionnaire ou une formule paraissant avoir été établi en application de la présente loi, et qui contient un avis requérant que le questionnaire ou la formule soient remplis et signés, dans un délai déterminé, par l'occupant de cette maison ou de ce logement, ou en son absence par quelque autre membre de la famille, constitue, pour l'occupant, une demande suffisante d'ainsi remplir et signer le questionnaire ou la formule, bien que l'occupant ne soit pas nommément désigné dans l'avis, ou qu'il n'en ait pas reçu signification personnelle.

(3) Le fait qu'un recenseur, un agent ou une autre personne employée ou censée être employée en vertu de la présente loi a laissé au bureau ou autre lieu d'affaires d'une personne ou que la poste a livré à une personne ou à son agent un questionnaire ou une formule paraissant établis en application de la présente loi, et qui contient un avis requérant que le questionnaire ou la formule soient remplis et signés dans un délai déterminé, constitue, pour cette personne, une demande suffisante d'ainsi remplir et signer le questionnaire ou la formule, ainsi que de l'expédier par la poste, à Statistique Canada, dans un délai déterminé, si l'avis le requiert."

2. Les articles 31 et 32 de ladite loi sont abrogés.

Avis laissé à
domicile

Avis laissé au
bureau

11 20
156
C-372

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-372

An Act to honour industrially caused handicapped
persons

First reading, January 24, 1975

MRS. APPOLLONI

C-372

Government
Publications

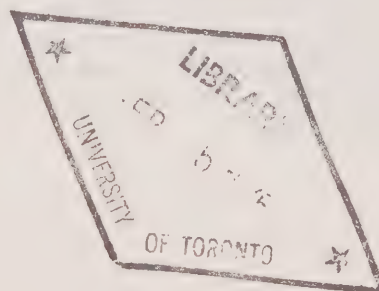
Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-372

Loi visant à rendre honneur aux handicapés de
l'industrie

Première lecture, le 24 janvier 1975



MME APPOLLONI

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-372

An Act to honour industrially caused
handicapped persons

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *National
Industrially Caused Handicapped Day
Act*.

Day to honour
industry caused
handicapped

2. Throughout Canada, in each and every
year, the third Monday of February shall be
celebrated as the National Industrially
Caused Handicapped Day to commemorate 10
the achievement and contribution of those
persons who have been handicapped through
industrial accidents or illness and although
eager and willing to continue to make their
contribution, are no longer able to do so in 15
the same manner.

BILL C-372

Loi visant à rendre honneur aux handicapés
de l'industrie

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Titre abrégé

1. La loi peut être citée sous le titre: *Loi
sur le jour national des handicapés de
l'industrie*.

Jour rendant
honneur aux
handicapés de
l'industrie

2. Chaque année, dans tout le Canada, on
célébrera, le troisième lundi de février, le
jour national des handicapés de l'industrie
afin de rendre honneur au travail accompli 10
par les personnes handicapées par suite d'ac-
cident du travail ou de maladie industrielle
et incapables de poursuivre leur tâche
comme auparavant bien qu'elles en aient le
profond désir.

15

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is set out in Clause 2.

NOTE EXPLICATIVE

L'objet du bill est énoncé à l'article 2.

117 82
156
C-373

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-373

An Act to provide for the recognition of the Beaver
(*Castor canadensis*) as a symbol of the sovereignty
of the Dominion of Canada

First reading, January 24, 1975

MR. O'SULLIVAN

C-373

Government
Publications

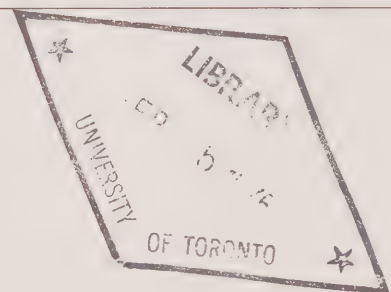
Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-373

Loi portant reconnaissance du castor (*castor canadensis*) comme symbol de la souveraineté du dominion
du Canada

Première lecture, le 24 janvier 1975



M. O'SULLIVAN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-373

BILL C-373

An Act to provide for the recognition of the
Beaver (*Castor canadensis*) as a
symbol of the sovereignty of the
Dominion of Canada.

Loi portant reconnaissance du castor (*castor
canadensis*) comme symbole de la sou-
veraineté du dominion du Canada

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Beaver as
symbol of
Canadian sover-
eignty

1. The Queen in Parliament hereby
recognizes and declares that the Beaver 5
(*Castor canadensis*) is a symbol of the sov-
ereignty of the Dominion of Canada: and
proclaims that any representation of the
Beaver (*Castor canadensis*) when used by
Her Majesty in right of Canada shall be so 10
used and so regarded.

1. La Reine en son Parlement reconnaît
et déclare par les présentes que le castor 5
(*castor canadensis*) est un symbole de la
souveraineté du dominion du Canada et pro-
clame que l'utilisation de toute représenta-
tion du castor (*castor canadensis*) par Sa
Majesté du chef du Canada a cette significa- 10
tion et est réputée l'avoir.

Le castor, sym-
bole de la souve-
raineté cana-
dienne

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to recognize the Beaver as one of the symbols of Canada's sovereignty. The importance of the Beaver to the discoveries, explorations and settlements first made in Canada is, of course, basic to our history.

Moreover, the Beaver—although never officially recognized—became and remains a symbol with which Canadians have identified.

This Bill does not, therefore, remove the Beaver from popular use as a trade name or other symbol: rather, the Bill proposes to protect the Beaver as a popular symbol reserved to Canadians by declaring the Beaver a national symbol.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à faire reconnaître le castor comme l'un des symboles de la souveraineté canadienne. Le castor est étroitement lié aux découvertes, aux explorations et à la colonisation qui ont marqué le début de l'histoire du Canada.

Même s'il n'a pas été formellement reconnu, le castor est devenu un symbole du peuple canadien et le demeure.

Ce bill n'a pas pour effet d'empêcher l'utilisation du castor comme marque de commerce ou autre symbole: il vise plutôt à le protéger comme symbole populaire aux Canadiens en le faisant un symbole national.

C-373

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-373

An Act to provide for the recognition of the Beaver
(*Castor canadensis*) as a symbol of the sovereignty
of Canada

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
18th MARCH, 1975

C-373

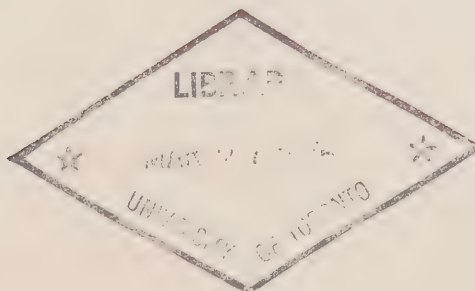
Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-373

Loi portant reconnaissance du castor (*castor canadensis*) comme symbole de la souveraineté du Canada

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 18 MARS 1975



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-373

BILL C-373

An Act to provide for the recognition of the
Beaver (*Castor canadensis*) as a
symbol of the sovereignty of Canada

Loi portant reconnaissance du castor (*castor
canadensis*) comme symbole de la sou-
veraineté du Canada

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Beaver as
symbol of
Canadian sover-
eignty

1. It is hereby recognized and declared
that the Beaver (*Castor canadensis*) is a
symbol of the sovereignty of Canada and it
is proclaimed that any representation of the
Beaver (*Castor canadensis*) when used by
Her Majesty in right of Canada shall be so
used and so regarded.

1. Il est reconnu et déclaré par les présen-
tes que le castor (*castor canadensis*) est un
symbole de la souveraineté du Canada et il
est proclamé que l'utilisation de toute repré-
sentation du castor (*castor canadensis*) par
Sa Majesté du chef du Canada a cette signi-
fication et est réputée l'avoir.

Le castor, sym-
bole de la souve-
raineté cana-
dienne

111 88
056
C-374

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974-75

C-374

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974-75

Gouvernement
Publications

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-374

BILL C-374

An Act to amend the Combines Investigation Act

Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les
coalitions

First reading, January 27, 1975

Première lecture, le 27 janvier 1975



MR. STANBURY

M. STANBURY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-374

BILL C-374

An Act to amend the Combines
Investigation Act

Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes
sur les coalitions

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. C-23

1. The *Combines Investigation Act* is
amended by adding thereto, immediately
after section 31 thereof, the following
sections:

1. La *Loi relative aux enquêtes sur les*
coalitions est modifiée par l'insertion, 5
immédiatement après l'article 31, des arti-
cles suivants:

S.R., c. C-23

Where foreign
judgment, order,
etc. could affect
Canadian opera-
tions

"31.1 Where, on application by the
Director, the Commission finds that

- (a) a judgment, decree, order or other 10
process given, made or issued by or out
of a court or other body in a country
other than Canada can be implemented
in whole or in part by persons in
Canada, by companies incorporated by 15
or pursuant to an Act of Parliament or
of the legislature of a province, or by
measures taken in Canada, and
(b) the implementation in whole or in
part of the judgment, decree, order or 20
other process in Canada would

- (i) adversely affect competition in
Canada,
(ii) adversely affect the efficiency of
trade or industry in Canada without 25
bringing about or increasing in
Canada competition that would
restore and improve such efficiency,
(iii) adversely affect the foreign
trade of Canada without compensat- 30
ing advantages, or
(iv) otherwise restrain or injure
trade or commerce in Canada with-
out compensating advantages,

"31.1 Lorsque, à la demande du direc-
teur, la Commission conclut

- a) qu'un jugement, un décret, une 10
ordonnance ou autre arrêt rendu, émis
ou pris par un tribunal ou autre orga-
nisme d'un pays autre que le Canada
peut être exécuté, en totalité ou en
partie, par des personnes au Canada, 15
par des compagnies constituées en
vertu d'une loi du Parlement ou l'as-
semblée législative d'une province ou
par des mesures prises au Canada, et
b) que l'exécution complète ou par- 20
tielle, du jugement, du décret, de l'or-
donnance ou autre arrêt au Canada

- (i) nuirait à la concurrence au
Canada,
(ii) nuirait à l'efficacité commerciale 25
ou industrielle au Canada sans
engendrer ou augmenter au Canada
une concurrence qui rétablirait ou
améliorerait cette efficacité,
(iii) nuirait au commerce extérieur 30
du Canada sans avantages compensa-
toires, ou
(iv) de quelque autre façon restrein-
drait ou compromettrait les échanges

Cas où un juge-
ment, une
ordonnance, etc.
rendus à l'étran-
ger pourraient
nuire aux
exploitations
canadiennes

EXPLANATORY NOTE

The purpose of these amendments is to prohibit a person or company in Canada from implementing any foreign laws, processes or directives prejudicial to Canadian trade or commerce.

NOTE EXPLICATIVE

Ces modifications visent à empêcher une personne ou une compagnie au Canada de mettre en œuvre les règles de droits, arrêts ou directives de pays étrangers qui nuiraient au commerce ou aux échanges au Canada.

the Commission may, after affording a reasonable opportunity to be heard to all persons and companies to whom an order hereafter referred to would apply, by order, direct that

(c) no measures be taken in Canada to implement the judgment, decree, order or process, or

(d) no measures be taken in Canada to implement the judgment, decree, order 10 or process except in such manner as the Commission prescribes for the purpose of avoiding an effect referred to in subparagraphs (b)(i) to (iv).

Where Canadian operations to give effect to foreign directive

31.2 (1) Where, on application by the 15 Director, the Commission finds that a decision has been or is about to be made by a person in Canada or a company incorporated by or pursuant to an Act of Parliament or of the legislature or a 20 province

(a) as a result of

(i) a law in force in a country other than Canada, or

(ii) a directive, instruction, intima- 25 tion of policy or other communication to that person or company or to any other person from

(A) the government of a country other than Canada or of any 30 political subdivision thereof that is in a position to direct or influence the policies of that person or company, or

(B) a person in a country other 35 than Canada who is in a position to direct or influence the policies of that person or company,

where the communication is for the purpose of giving effect to a law in 40 force in a country other than Canada, and that the decision, if implemented, would have or would be likely to have any of the effects mentioned in subparagraphs 31.1(b)(i) to (iv), or 45

(b) as a result of a directive, instruction, intimation of policy or other com-

ou le commerce au Canada sans avantages compensatoires,

la Commission peut, après avoir donné à toutes les personnes et compagnies qui 5 seraient touchées par l'ordonnance énon- 5 cée ci-après la possibilité raisonnable d'être entendues, rendre une ordonnance interdisant

c) de prendre toute mesure au Canada visant à exécuter le jugement, le décret, 10 l'ordonnance ou autre arrêt, ou

d) de prendre toute mesure au Canada visant à exécuter le jugement, le décret, l'ordonnance ou autre arrêt, sauf de la manière prescrite par la Commission 15 afin d'éviter les conséquences mentionnées aux sous-alinéas b)(i) à (iv).

31.2 (1) Lorsque, à la demande du directeur, la Commission conclut qu'une personne au Canada ou une compagnie 20 constituée en vertu d'une loi du Parlement ou de l'assemblée législative d'une province a pris ou est sur le point de prendre une décision

a) par suite 25

(i) d'une règle de droit en vigueur dans un pays autre que le Canada, ou

(ii) d'une directive, d'une instruc- tion, d'une intimation de politique ou autre communication adressée à la 30 personne, à la compagnie ou à toute autre personne par

(A) le gouvernement d'un pays autre que le Canada ou de toute subdivision politique d'un tel pays, 35 qui est en mesure de diriger ou influencer les politiques de cette personne ou compagnie, ou

(B) une personne d'un pays autre que le Canada qui est en mesure de 40 diriger ou influencer les politiques de cette personne ou compagnie,

lorsque la communication a pour but de donner effet à une règle de droit en vigueur dans un pays autre que le 45 Canada,

et que la décision, si elle est exécutée, aurait ou risquerait beaucoup d'avoir l'une des conséquences mentionnées aux sous-alinéas 31.1b)(i) à (iv), ou 50

Cas où des exploitations canadiennes doivent exécuter une directive étrangère

munication to that person or company or to any other person, from a person in a country other than Canada who is in a position to direct or influence the policies of that person or company, 5 where the communication is for the purpose of giving effect to a conspiracy, combination, agreement or arrangement entered into outside Canada that, if entered into in Canada, 10 would have been in violation of section 32,

the Commission may, after affording to that person or company a reasonable opportunity to be heard, by order, direct 15 that

(c) in a case described in paragraph (a) or (b), no measures be taken by the person or company in Canada to implement the law, directive, instruction, 20 intimation of policy or other communication, or

(d) in a case described in paragraph (a), no measures be taken by the person or company in Canada to implement 25 the law, directive, instruction, intimation of policy or other communication except in such manner as the Commission prescribes for the purpose of avoiding an effect referred to in sub- 30 paragraphs 31.1(b)(i) to (iv).

Idem

(2) No application may be made by the Director for an order under this section against a particular company where proceedings have been commenced under section 32.1 against that company based on the same or substantially the same facts as would be alleged in the application."

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 32 40 thereof, the following section:

Offence

"32.1 (1) Any company, wherever incorporated, that carries on business in Canada and that implements, in whole or in part in Canada, a directive, instruction, 45 intimation of policy or other communication to the company or any person from a

b) par suite d'une directive, instruction, intimation de politique ou autre communication adressée à cette personne ou compagnie ou à toute autre personne, par une personne d'un pays 5 autre que le Canada qui est en mesure de diriger ou influencer les politiques de cette personne ou compagnie, lorsque la communication a pour but de mettre en œuvre un complot, une association 10 d'intérêts, un accord ou un arrangement conclus à l'extérieur du Canada qui, s'ils étaient conclus au Canada, enfreindraient l'article 32,

la Commission peut, après avoir donné à 15 cette personne ou compagnie la possibilité raisonnable d'être entendue, rendre une ordonnance interdisant

c) dans un cas énoncé aux alinéas a) ou b), à la personne ou compagnie au 20 Canada de prendre toute mesure visant à exécuter la règle de droit, directive, instruction, intimation de politique ou autre communication, ou

d) dans un cas énoncé à l'alinéa a), à la 25 personne ou à la compagnie au Canada de prendre toute mesure visant à exécuter la règle de droit, directive, instruction, intimation de politique ou autre communication, sauf de la manière 30 prescrite par la Commission afin d'éviter les conséquences mentionnées aux sous-alinéas 31.1b)(i) à (iv).

Idem

(2) Le directeur ne peut demander qu'une ordonnance soit rendue aux termes 35 du présent article contre une certaine compagnie lorsqu'ont été intentées, aux termes de l'article 32.1, contre cette compagnie des poursuites fondées sur des faits qui sont ceux ou à peu près ceux qui 40 seraient allégués dans la demande.»

2. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 32, de l'article suivant:

«32.1 (1) Toute compagnie, quel que 45 soit le lieu où elle a été constituée, qui fait des affaires au Canada et qui exécute, en totalité ou en partie au Canada, une directive, une instruction, une intimation de politique ou autre communication adres- 50

person in a country other than Canada who is in a position to direct or influence the policies of the company, which communication is for the purpose of giving effect to a conspiracy, combination, agreement or arrangement entered into outside Canada that, if entered into in Canada, would have been in violation of section 32, is, whether or not any director or officer of the company in Canada has knowledge of the conspiracy, combination, agreement or arrangement, guilty of an indictable offence and is liable on conviction to a fine in the discretion of the court.

5

10

15

Idem

(2) No proceedings may be commenced under this section against a particular company where an application has been made by the Director under section 31.2 for an order against that company or any other person based on the same or substantially the same facts as would be alleged in proceedings under this section."

15

sée à la compagnie ou à toute personne par une personne d'un pays autre que le Canada qui est en mesure de diriger ou influencer les politiques de la compagnie, lorsque la communication a pour but de mettre en œuvre un complot, une association d'intérêts, un accord ou un arrangement conclus à l'extérieur du Canada qui, s'ils étaient conclus au Canada, enfreindraient l'article 32, est, même si aucun administrateur ou cadre de la compagnie du Canada n'a connaissance du complot, de l'association d'intérêts, de l'accord ou de l'arrangement, coupable d'un acte criminel et encourt, sur déclaration de culpabilité, une amende laissée à la discrétion du tribunal.

5

10

15

Idem

(2) Il ne peut être intenté de poursuites aux termes du présent article contre une certaine compagnie lorsque le directeur a demandé, aux termes de l'article 31.2, que soit rendue contre cette compagnie ou toute autre personne une ordonnance fondée sur des faits qui sont ceux ou à peu près ceux qui seraient allégués dans les poursuites intentées aux termes du présent article.»

20

25

C-375

C-375

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-375

BILL C-375

An Act to provide for the establishment of a commission to report upon executive, legislative and judicial remuneration and to provide for the periodic readjustment of such remuneration

Loi prévoyant l'établissement d'une commission chargée de faire rapport sur les traitements des postes exécutifs, législatifs et judiciaires et prévoyant le rajustement périodique de ces traitements

First reading, January 28, 1975

Première lecture, le 28 janvier 1975



MR. STANBURY

M. STANBURY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-375

An Act to provide for the establishment of a commission to report upon executive, legislative and judicial remuneration and to provide for the periodic readjustment of such remuneration

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title	1. This Act may be cited as the <i>Federal Remuneration Review Act</i> .	1. La présente loi peut être citée sous le titre: <i>Loi sur la révision des traitements fédéraux</i> .	Titre abrégé
Interpretation	2. In this Act "Commission" means the Federal Remuneration Review Commission established by section 4.	2. Dans la présente loi, «Commission» s'entend de la Commission de révision des traitements fédéraux établie à l'article 4.	Définition
Construction	3. Nothing in this Act shall be construed to require an appropriation of public revenue.	3. Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme nécessitant une affectation de deniers publics.	Interprétation
Commission established	4. There is hereby established a Federal Remuneration Review Commission, consisting of a chairman and four other members appointed by the Governor in Council, to consider and report from time to time on remuneration for certain offices as provided in this Act.	4. Il est par les présentes établi une Commission de révision des traitements fédéraux, formée d'un président et de quatre autres membres nommés par le gouverneur en conseil et chargée de faire, à l'occasion, une étude et un rapport sur les traitements de certains postes, comme le stipule la présente loi.	Création de la Commission
Tenure of office	5. (1) The chairman and each of the other members of the Commission shall be appointed to hold office for a term of one year during each fourth fiscal year commencing in the fiscal year 1976-77.	5. (1) Le président et les autres membres de la Commission sont nommés pour un an au cours de chaque quatrième année financière à compter de l'année financière 1976-1977.	Durée du mandat
Vacancy	(2) A vacancy in the membership of the Commission or in the office of chairman	(2) Une vacance au sein de la Commission ou au poste de président n'affecte pas le	Vacance

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-375

Loi prévoyant l'établissement d'une commission chargée de faire rapport sur les traitements des postes exécutifs, législatifs et judiciaires et prévoyant le rajustement périodique de ces traitements

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to establish a system of quadrennial independent review and adjustment of remuneration for federal executive, legislative and judicial offices.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à établir un mécanisme indépendant permettant d'examiner et de rajuster, tous les quatre ans, les traitements des postes exécutifs, législatifs et judiciaires au palier fédéral.

does not impair the right of the remaining members to act, but where any such vacancy occurs it shall be filled within thirty days for the balance of the term of office.

pouvoir des autres membres, mais toute vacance doit être comblée dans les trente jours pour le reste du mandat.

Eligibility

(3) No person is eligible to be a member of the Commission while a member of the Senate or House of Commons, of the judiciary, or of the Public Service of Canada, and no member of the Commission is eligible for reappointment to the Commission.

(3) Ne peuvent faire partie de la Commission les membres du Parlement, de la magistrature ou de la Fonction publique du Canada et aucun membre de la Commission ne peut y être nommé une seconde fois.

Admissibilité

Recommendation

6. The chairman and members of the Commission shall serve without remuneration.

6. Le président et les autres membres de la Commission ne sont pas rémunérés pour leurs services.

Recommandation

Quorum

7. A majority of members shall constitute a quorum of the Commission.

7. La majorité des membres de la Commission forme quorum.

Quorum

Purpose of Commission

8. The Commission shall conduct, during each term of office referred to in section 5, a review of the remuneration of the offices as provided in the Governor General's Act, the Judges Act, the Senate and House of Commons Act, the Salaries Act and the Parliamentary Secretaries Act. Such review shall be made for the purpose of recommending appropriate remuneration for such offices in relationship to one another and to other offices and employment in the public and private sectors.

8. La Commission fait, durant chaque mandat mentionné à l'article 5, une révision des traitements des postes visés par la Loi sur le gouverneur général, la Loi sur les juges, la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, la Loi sur les traitements et la Loi sur les secrétaires parlementaires. L'objet de cet examen est de permettre de recommander les traitements qu'il convient d'accorder à ces postes considérés les uns par rapport aux autres et considérés également par rapport aux autres postes et emplois des secteurs public et privé.

Objet de la Commission

Report to Parliament

9. The Commission shall submit a report of its review and recommendations to the Prime Minister within three months after the termination of each term of office referred to in section 5, along with the recommendations of the Governor in Council with respect to its implementation and such report shall be laid before Parliament within thirty days after the receipt thereof or, if Parliament is not sitting, on any of the first thirty days next thereafter that Parliament is sitting.

9. Dans les trois mois de la fin de chaque mandat mentionné à l'article 5, la Commission soumet au Premier ministre un rapport de son étude et de ses recommandations, ainsi que les mesures d'application recommandées par le gouverneur en conseil. Ce rapport doit être présenté au Parlement dans les trente jours de sa réception ou, si le Parlement ne siège pas, dans les trente jours de la reprise des séances du Parlement.

Rapport au Parlement

Effect if enacted

10. Any adjustments of remuneration for the offices referred to in section 8 which may be enacted following tabling of the report as provided in section 9 shall take effect on the day of the next subsequent federal general election.

10. Tout rajustement des traitements des postes mentionnés à l'article 8, décrété par suite de la présentation du rapport, prévue à l'article 9, entrera en vigueur le jour des élections fédérales générales suivantes.

Entrée en vigueur

C-376

C-376

First Session, Thirtieth Parliament,
23 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-376

BILL C-376

An Act to amend the Interpretation Act

Loi modifiant la Loi d'interprétation

First reading, February 5, 1975

Première lecture, le 5 février 1975



MRS. HOLT

MME HOLT

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-376

BILL C-376

An Act to amend the Interpretation Act

Loi modifiant la Loi d'interprétation

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. I-23

1. Section 26 of the *Interpretation Act* is hereby amended by adding the following subsection:

"(9) Notwithstanding subsection (6), any enactment passed after the passing of this Act shall, in any context where words importing the male person would under subsection (6) include the female person, refer to both the male and female persons by the appropriate masculine and feminine pronouns; but where the words importing the male person include corporations, reference shall be made to the corporations by the appropriate neuter pronoun."

S.R., c. I-23

1. L'article 26 de la *Loi d'interprétation* est modifié par l'adjonction du paragraphe 5 qui suit:

«(9) Nonobstant le paragraphe (6), tout texte législatif adopté après l'adoption de la présente loi doit, dans tout contexte où les mots désignant les personnes du sexe masculin comprennent, aux termes du paragraphe (6) les personnes du sexe féminin, désigner les personnes du sexe masculin et celles du sexe féminin par les pronoms masculins et féminins pertinents. Par ailleurs, lorsque dans la version anglaise les mots désignant les personnes du sexe masculin comprennent les corporations, on doit y désigner les corporations par un pronom neutre.»

20

A1 XB
B56

C-377

C-377

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-377

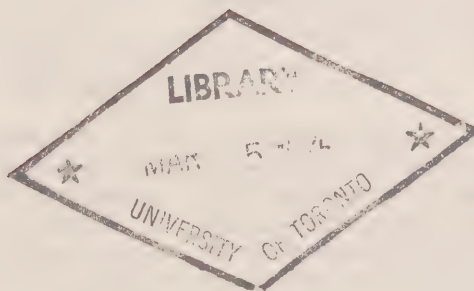
BILL C-377

An Act respecting the inter-provincial enforcement of
alimony and maintenance orders

Loi concernant l'exécution à l'échelle interprovinciale
des ordonnances de pension alimentaire

First reading, February 14, 1975

Première lecture, le 14 février 1975



MR. HUNTINGTON

M. HUNTINGTON

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-377

BILL C-377

An Act respecting the inter-provincial enforcement of alimony and maintenance orders

Loi concernant l'exécution à l'échelle inter-provinciale des ordonnances de pension alimentaire

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Federal-Provincial Alimony and Maintenance Order Enforcement Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi fédérale-provinciale sur l'exécution des ordonnances de pension alimentaire*.

Titre abrégé

Interpretation

2. In this Act
"court" means a provincial statutory authority having jurisdiction to make maintenance orders;
"maintenance order" means an order or certificate of a court for the periodical payment of money as alimony or as maintenance.

2. Dans la présente loi,
«tribunal» désigne une autorité provinciale qui a compétence pour rendre des ordonnances de pension alimentaire;
«ordonnance de pension alimentaire» désigne une ordonnance ou certificat d'un tribunal ayant pour objet le paiement périodique de sommes d'argent à titre de pension alimentaire.

Interprétation

Agency

3. The Governor in Council may, with the approval of the governments of the provinces, establish the *Federal-Provincial Alimony and Maintenance Enforcement Agency* consisting of such members of the public service of Canada and the public service of each of the provinces as the Governor in Council and the Lieutenant Governors in Council of the provinces deem necessary.

3. Le gouverneur en conseil peut, avec l'approbation des gouvernements des provinces, établir l'*Office fédéral-provincial d'exécution des ordonnances de pension alimentaire* composé des membres de la fonction publique du Canada et de la Fonction publique de chacune des provinces que le gouverneur en conseil et les lieutenants-gouverneurs en conseil des provinces jugent nécessaires.

Office

Regulations

4. The Agency may, with the approval of the Governor in Council and the Lieutenant Governors in Council of the provinces, make regulations respecting the enforcement in one province of a maintenance order issued

4. L'Office peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et des lieutenants-gouverneurs en conseil des provinces, établir des règlements concernant l'exécution dans une province d'une ordonnance de pension

Règlements

EXPLANATORY NOTE

In the eyes of many people, deserting spouses in default of alimony and maintenance orders are a blight on our society who are aided and abetted by the costly and timely procedures under the various provincial statutes respecting the reciprocal enforcement of these orders. This Bill, which purports to establish with the approval of all the provinces, an Agency to enforce in one province alimony and maintenance orders issued in another, is admittedly only a first step. It is hoped that from this Bill will flow a government measure providing for the automatic and guaranteed payment of alimony and maintenance orders awarded by the court, and for the federal and provincial governments to be responsible for collecting these payments.

NOTE EXPLICATIVE

Aux yeux de bien des gens, les conjoints séparés qui ne se conforment pas aux ordonnances de pension alimentaire sont une plaie pour notre société; ils sont aidés et encouragés en cela par les procédures coûteuses et longues que commandent les différentes lois provinciales sur la réciprocité d'exécution de ces ordonnances. Le présent bill, qui tend à établir, avec l'approbation de toutes les provinces, un Office chargé de l'exécution dans une province des ordonnances de pension alimentaire rendues dans une autre, ne constitue qu'un premier pas. Nous espérons que, de ce bill, émergera une mesure gouvernementale prévoyant l'exécution automatique et garantie des ordonnances de pension alimentaire rendues par les tribunaux, et chargeant les gouvernements fédéral et provinciaux de la perception de ces sommes.

in another province, respecting the collection of amounts owing under such orders and the payment of amounts collected to persons entitled, and providing offences and penalties.

alimentaire rendue dans une autre province, concernant la perception de sommes dues en vertu de ces ordonnances et le versement des sommes perçues aux personnes qui y ont droit, et prévoyant des infractions et peines.

Coming into
force

5. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

5. La présente loi entrera en vigueur à une date qui sera fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

C-378

C-378

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-378

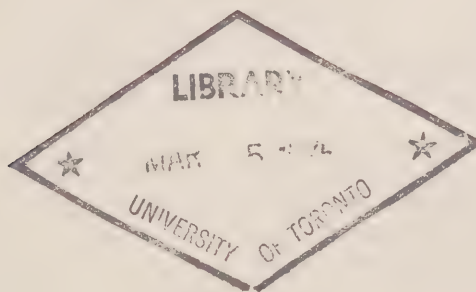
BILL C-378

An Act respecting Women in Industry

Loi concernant le statut de la femme dans l'industrie

First reading, February 18, 1975

Première lecture, le 18 février 1975



MR. KAPLAN

M. KAPLAN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-378

BILL C-378

An Act respecting Women in Industry

Loi concernant le statut de la femme dans
l'industrie

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short title	1. This Act may be cited as the <i>Women in Industry Act</i> .	5	5	Titre abrégé
Tenders	2. No tender for the supply of goods or services to the Government of Canada shall be considered unless it is accompanied by a statement showing the status of women in the employment of the party making the tender.	10	10	Soumissions
Particulars of status of women	3. The statement mentioned in section 2 must compare the status of women to the status of men as regards (a) numbers employed, (b) degrees of responsibility, and (c) salaries and other benefits.	15	15	Renseignements sur le statut des femmes
Minister to consider status of women	4. In awarding contracts for the supply of goods or services to the Government of Canada, the Minister responsible shall take into consideration the information submitted pursuant to this Act, giving due regard to the nature of the party tendering.	20	20	Le Ministre doit tenir compte du statut des femmes
			25	

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to enhance and promote the status of women in industry by directing Ministers to consider the status of women when awarding contracts for the supply of goods or services to the Government of Canada.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à rehausser et promouvoir le statut de la femme dans l'industrie en chargeant les ministres de prendre le statut de la femme en considération lorsqu'il s'agit d'octroyer des contrats pour la fourniture de biens ou services au gouvernement du Canada.

C-379

C-379

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-379

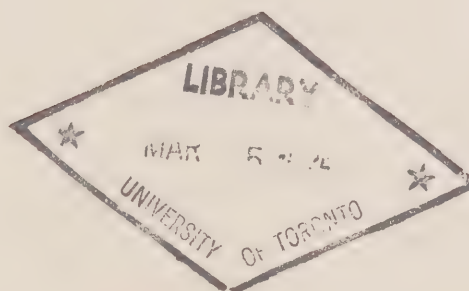
BILL C-379

An Act to amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

First reading, February 19, 1975

Première lecture, le 19 février 1975



MR. DIEFENBAKER

M. DIEFENBAKER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-379

BILL C-379

An Act to amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. C-34

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following immediately after section 83 thereof:

Possession of
weapon for pur-
pose of or while
committing an
indictable
offence

"83.1 Every one who carries or has in his possession a firearm for the purpose of or while committing an indictable offence, is guilty of an indictable offence and 10 liable to imprisonment for not less than five years."

1. Le *Code criminel* est modifié par l'in- 5
sertion, immédiatement après l'article 83, de 5
ce qui suit:

S.R., c. C-34

«83.1 Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement d'au moins cinq ans, quiconque porte ou a en sa possession une arme à feu en vue de 10 commettre ou pendant qu'il commet un acte criminel.»

Possession
d'arme en vue de
commettre un
acte criminel ou
pendant l'acte

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to provide that it shall be an indictable offence for any person to be carrying or having in possession a firearm while committing or with the intention of committing an indictable offence.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à déclarer acte criminel le port ou la possession d'une arme à feu en vue ou au cours de la commission d'un acte criminel.

C-380

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-380

An Act to amend the Broadcasting Act (guidelines
respecting portrayal of sex and violence)

First reading, February 26, 1975

MR. McGRATH

C-380

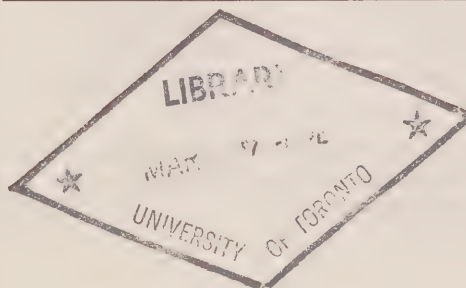
Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-380

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (directives
sur la représentation de la sexualité et de la
violence)

Première lecture, le 26 février 1975



M. McGRATH

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-380

BILL C-380

An Act to amend the Broadcasting Act
(guidelines respecting portrayal of sex
and violence)

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion
(directives sur la représentation de la
sexualité et de la violence)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. B-11

1. The *Broadcasting Act* is amended by
adding immediately after section 47 thereof,
the following:

1. La *Loi sur la radiodiffusion* est modi-
fiée par l'insertion immédiatement après 5
l'article 47 de ce qui suit:

S.R., c. B-11

"PART IV
GUIDELINES

Guidelines
respecting por-
trayal of sex and
violence

48. (1) Notwithstanding anything con-
tained in this Act, the Commission shall
by regulation establish guidelines respect-
ing the portrayal of sex and violence 10
during the broadcast of a program.

Prohibition

(2) No licensee shall broadcast a pro-
gram portraying sex and violence con-
trary to the guidelines."

«PARTIE IV
DIRECTIVES

Directives sur la
représentation
de la sexualité et
de la violence

48. (1) Nonobstant toute disposition de
la présente loi, la Commission doit établir
par règlement des directives sur la repré-
sentation de la sexualité et de la violence 10
au cours d'une émission radiodiffusée.

Interdiction

(2) Aucun titulaire de licence ne doit
radiodiffuser une émission représentant la
sexualité et la violence d'une manière con-
traire aux directives.»

15

C-381

Canada. Parliament. House of Commons

C-381

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-381

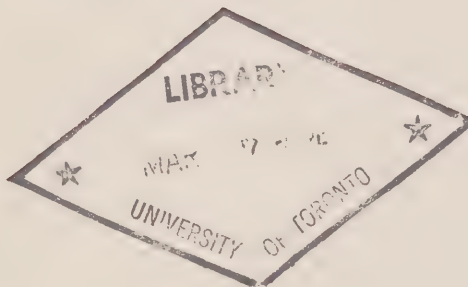
BILL C-381

An Act to amend the Representation Commissioner
Act

Loi modifiant la Loi sur le commissaire à la
représentation

First reading, February 27, 1975

Première lecture, le 27 février 1975



MR. REID

M. REID

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-381

BILL C-381

An Act to amend the Representation
Commissioner Act

Loi modifiant la Loi sur le commissaire à la
représentation

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c.R.-6

1. Subsection 8(1) of the *Representation
Commissioner Act* is repealed and the fol-
lowing substituted therefor:

"(1) As soon as possible after the com-
pletion of any decennial census, the Com-
missioner shall prepare maps showing the
distribution of population in each prov- 10
ince and shall thereupon supply such
maps to the appropriate electoral bound-
aries commission."

S.R., c.R.-6

1. Le paragraphe 8(1) de la *Loi sur le* 5
commissaire à la représentation est abrogé 5
et remplacé par ce qui suit:

«(1) Aussitôt que possible après l'achè-
vement d'un recensement décennal, le
commissaire doit faire préparer des cartes
indiquant, dans chaque province, la répar- 10
tition de la population et fournir sans
délai ces cartes à la commission de délimi-
tation des circonscriptions électorales qui
est compétente.»

EXPLANATORY NOTE

Subsection 8(1) at present reads as follows:

"8. (1) As soon as possible after the completion of any decennial census, the Commissioner shall prepare maps showing the distribution of population in each province *and setting out alternative proposals respecting the boundaries of electoral districts in each province*, and shall thereupon supply such maps to the appropriate electoral boundaries commission."

NOTE EXPLICATIVE

Voici le texte actuel du paragraphe 8(1);

«8. (1) Aussitôt que possible après l'achèvement d'un recensement décennal, le commissaire doit faire préparer des cartes indiquant, dans chaque province, la répartition de la population *et proposant de nouvelles délimitations des circonscriptions électorales de chaque province*; il doit sans délai fournir ces cartes à la commission de délimitation des circonscriptions électorales qui est compétente.»

1556
C-382

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-382

An Act to amend the Canadian Bill of Rights

First reading, March 13, 1975

C-382

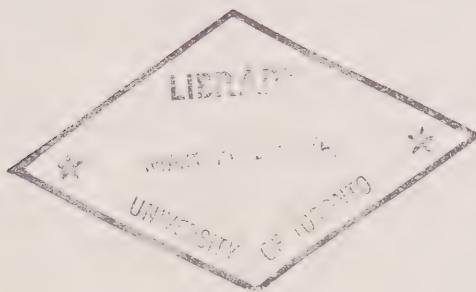
Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-382

Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits

Première lecture, le 13 mars 1975



MR. KAPLAN

M. KAPLAN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-382

BILL C-382

An Act to amend the Canadian Bill of
Rights

Loi modifiant la Déclaration canadienne des
droits

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1960, c. 44;
1970-71-72, c.
38, s. 29

1. The *Canadian Bill of Rights* is
amended by adding thereto, immediately
after section 3, the following section:

1. La *Déclaration canadienne des droits*
est modifiée par l'insertion, après l'article 3,
de l'article suivant:

1960, c. 44;
1970-71-72, c.
38, art. 29

Contracts

"3.1 A contract entered into after the
commencement of this section is not
binding on any person in Canada if any
party to that contract, whether inside or 10
outside Canada,

(a) made it a condition of the contract
or a pre-condition to entering into the
contract, or

(b) makes it a condition of performing 15
his obligations under the contract

that some other party thereto refrain
from having commercial relations with
any person or persons (whether within
Canada or not) on the basis of race, na- 20
tional origin, colour, religion or sex."

«3.1 Un contrat conclu après l'entrée
en vigueur du présent article ne lie per-
sonne au Canada si l'une des parties à ce
contrat, qu'elle se trouve au Canada, ou 10
ailleurs,

a) a posé comme condition du contrat
ou comme condition préalable de sa
passation, ou

b) pose comme condition d'exécution 15
de ses obligations aux termes du
contrat

qu'une autre des parties au contrat s'abs-
tienne d'avoir des relations commerciales
avec une ou plusieurs personnes (au 20
Canada ou ailleurs) pour une raison
fondée sur la race, l'origine ethnique, la
couleur, la religion ou le sexe.»

Contrats

EXPLANATORY NOTE

The Bill of Rights in its present form will not prevent foreign agencies from using discrimination as a basis for investing in Canada. The amendment will make contracts unenforceable if they are tainted by discrimination.

NOTE EXPLICATIVE

Sous sa forme actuelle, la Déclaration canadienne des droits n'empêche pas les entreprises étrangères d'investir au Canada à des conditions discriminatoires. La présente modification rendra nuls les contrats comportant des clauses discriminatoires.

411 X E
856
C-383

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

~~Canada. Parliament. House of Commons~~

BILL C-383

An Act to protect the indexing of payments made
under the Canada Pension Plan

First reading, March 18, 1975

C-383

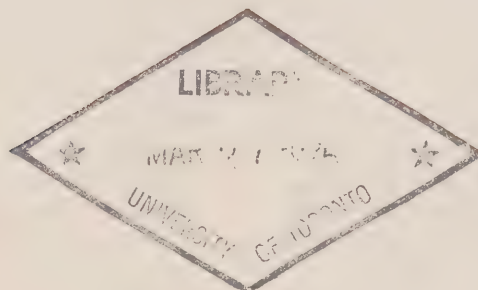
Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-383

Loi protégeant l'indexation des prestations versées en
vertu du Régime de pensions du Canada

Première lecture, le 18 mars 1975



MR. REID

M. REID

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-383

BILL C-383

An Act to protect the indexing of payments
made under the Canada Pension Plan

Loi protégeant l'indexation des prestations
versées en vertu du Régime de pensions du
Canada

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada
Pension Plan Indexing Protection Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le 5 Titre abrégé
titre: *Loi sur la protection de l'indexation 5
du Régime de pensions du Canada*.

R.S., c. C-5

CANADA PENSION PLAN

RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

S.R., c. C-5

2. The *Canada Pension Plan* is amended
by adding thereto, immediately after section
45 thereof, the following section:

2. Le *Régime de pensions du Canada* est
modifié par l'insertion, immédiatement
après l'article 45, de l'article suivant:

Application of
section

"45.1 (1) This section applies only
where the work, undertaking or business 10
of the recipients' employer is within the
legislative authority of the Parliament of
Canada, including, without restricting the
generality of the foregoing,

(a) any work, undertaking or business 15
operated or carried on for or in connec-
tion with navigation and shipping,
whether inland or maritime, including
the operation of a ship and transporta-
tion by ship anywhere in Canada; 20

(b) any railway, canal, telegraph or
other work or undertaking connecting a
province with any other or others of
the provinces, or extending beyond the
limits of a province; 25

(c) any line of steam or other ships
connecting a province with any other
or others of the provinces or extending
beyond the limits of a province;

«45.1 (1) Le présent article ne s'appli- 10 Application de
que que lorsque l'ouvrage, l'entreprise ou l'article
l'affaire de l'employeur du prestataire est
du ressort législatif du Parlement du
Canada et, sans restreindre la généralité
de ce qui précède, il s'applique notamment 15
dans le cas de

a) tout ouvrage exécuté ou toute entre-
prise ou affaire exploitée pour la navi-
gation et les expéditions par eau, inté-
rieures ou maritimes, ou en rapport 20
avec elles, et notamment la mise en
service d'un navire et le transport par
navire dans tout le Canada;

b) tout chemin de fer, canal, télégraphe
ou autre ouvrage ou entreprise reliant 25
une province à une ou plusieurs autres
ou s'étendant au-delà des limites d'une
province;

c) toute ligne de navires à vapeur ou
autres reliant une province à une ou 30

EXPLANATORY NOTE

This Bill is aimed at ensuring that the pensioner, and not the insurance company, benefits from the indexing of payments under the *Canada Pension Plan*.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à faire bénéficier le pensionné, et non la compagnie d'assurance, des avantages de l'indexation des prestations versées en vertu du *Régime de pensions du Canada*.

- (d) any ferry between a province and any other province or between any province and any country other than Canada;
- (e) any aerodrome, aircraft or line of 5 air transportation;
- (f) any radio broadcasting station;
- (g) any bank;
- (h) any work or undertaking, that although wholly situated within a 10 province, is before or after its execution declared by the Parliament of Canada to be for the general advantage of Canada or for the advantage of two or more of the provinces; and 15
- (i) any work, undertaking or business outside the exclusive legislative authority of provincial legislatures, and any work, undertaking or business of a local or private nature in the Yukon Territo- 20 ry or the Northwest Territories.

Recipients to receive benefit of indexing

(2) Where a group insurance plan (whenever it came into operation) contains a provision to the effect that a benefit payable under the plan is to be 25 reduced by any amount being paid under this Act to the recipient of that benefit, the amount being paid under this Act shall, for purposes of such a provision, be deemed to exclude annual adjustments 30 made under section 45 after

- (a) December 31, 1975 or
- (b) December 31 of the year in which payments of that benefit commenced, 35 whichever date is later."

- plusieurs autres ou s'étendant au-delà des limites d'une province;
- d) tout bac transbordeur reliant une province à une autre province ou à un pays autre que le Canada; 5
- e) tout aéroport, aéronef ou ligne de transport aérien;
- f) toute station de radiodiffusion;
- g) toute banque;
- h) tout ouvrage ou entreprise que le 10 Parlement du Canada déclare être, avant ou après son exécution, à l'avantage général du Canada, ou à l'avantage de deux provinces ou plus, même si l'ouvrage ou l'entreprise est entière- 15 ment situé dans les limites d'une province; et
- i) tout ouvrage, entreprise ou affaire qui ne relève pas de la compétence exclusive de législatures provinciales, et 20 tout ouvrage, entreprise ou affaire d'un caractère local ou privé dans le territoire du Yukon ou les territoires du Nord-Ouest.

(2) Lorsqu'un régime d'assurance col- 25 Les prestataires
lective (quelle qu'en soit la date d'entrée
bénéficient de
en vigueur) contient une disposition pré-
l'indexation
voyant qu'une prestation payable en vertu
du régime doit être diminuée de tout mon-
tant versé au prestataire en vertu de la 30
présente loi, le montant versé en vertu de
la présente loi est, aux fins de cette dispo-
sition, réputé exclure les ajustements
annuels faits aux termes de l'article 45

a) après le 31 décembre 1975 ou 35

b) après le 31 décembre de l'année où
ont été faits les premiers versements de
cette prestation s'ils sont postérieurs à
1975.»

40

R.S., c. P-8

PENSION BENEFITS STANDARDS ACT

LOI SUR LES NORMES DES PRESTATIONS DE
PENSIONS

S.R., c. P-8

3. Section 10 of the *Pension Benefits Standards Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsections:

"(1.1) Where a pension plan filed with 40
the Superintendent for registration after

3. L'article 10 de la *Loi sur les normes des prestations de pensions* est modifié par l'insertion, immédiatement après le paragraphe (1), des paragraphes suivants:

«(1.1) Lorsqu'un régime de pensions 45
produit au surintendant aux fins d'enre-

Provision respecting the indexing of Canada Pension Plan payments

Disposition relative à l'indexation des prestations du Régime de pensions du Canada

the commencement of this subsection contains a term to the effect that a pension benefit payable under the plan is to be reduced by any amount being paid under the *Canada Pension Plan* to the recipient of that pension benefit, the plan shall contractually provide and shall be organized and administered so as to provide that the pension benefit will not be reduced as a result of annual adjustments made under section 45 of the *Canada Pension Plan* after December 31 of the year in which payments of the pension benefit commenced.

Idem

(1.2) Where a pension plan filed with the Superintendent for registration before the commencement of this subsection contains a term to the effect that a pension benefit payable under the plan is to be reduced by any amount being paid under the *Canada Pension Plan* to the recipient of that pension benefit, "the amount being paid under the *Canada Pension Plan*" shall be construed as excluding annual adjustments made under section 45 of the *Canada Pension Plan* after

(a) December 31, 1975 or

(b) December 31 of the year in which payments of the pension benefit commenced,

whichever date is later."

gistrement après l'entrée en vigueur du présent paragraphe contient une clause prévoyant qu'une prestation de pension payable en vertu du régime doit être diminuée de tout montant versé au prestataire, en vertu du *Régime de pensions du Canada*, le régime doit prévoir sous forme contractuelle et doit être organisé et administré de façon à prévoir que la prestation de pension ne sera pas réduite par suite d'ajustements annuels faits, aux termes de l'article 45 du *Régime de pensions du Canada*, après le 31 décembre de l'année où ont été faits les premiers versements de la prestation de pension.

15

(1.2) Lorsqu'un régime de pensions produit au surintendant aux fins d'enregistrement après l'entrée en vigueur du présent paragraphe contient une clause prévoyant qu'une prestation de pension payable en vertu du régime doit être diminuée de tout montant versé au prestataire, en vertu du *Régime de pensions du Canada*, «le montant versé en vertu du *Régime de pensions du Canada*» doit s'interpréter comme ne comprenant pas les ajustements annuels faits aux termes de l'article 45 du *Régime de pensions du Canada*

Idem

a) après le 31 décembre 1975 ou

30

b) après le 31 décembre de l'année où ont été faits les premiers versements de la prestation de pension s'ils sont postérieurs à 1975.»

35

1970-71-72,
c. 63

INCOME TAX ACT

4. The *Income Tax Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection 20(8) thereof, the following subsection:

Acceptance of
employees'
superannuation
or pension fund
or plan for
registration

"(8.1) Where an employees' superannuation or pension fund or plan contains a term to the effect that a pension benefit payable thereunder is to be reduced by any amount being paid under the *Canada Pension Plan* to the recipient of that pension benefit, the Minister shall not accept that fund or plan for registration under this Act unless it further provides

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

4. La *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifiée par l'insertion, immédiatement après le paragraphe 20(8), du paragraphe suivant:

1970-71-72,
c. 63

«(8.1) Lorsqu'une caisse ou un régime de pensions ou autre, pour employés, contient une clause prévoyant qu'une prestation de pension payable par la caisse ou le régime doit être diminuée de tout montant versé au prestataire, en vertu du *Régime de pensions du Canada*, le Ministre ne doit admettre cette caisse ou ce régime à l'enregistrement en vertu de

Acceptation,
aux fins d'enre-
gistrement,
d'une caisse ou
d'un régime de
pensions ou
autre, pour
employés

40

that the pension benefit will not be reduced as a result of annual adjustments made under section 45 of the *Canada Pension Plan* after

(a) December 31, 1975 or

(b) December 31 of the year in which payments of the pension benefit commenced,

whichever date is later."

la présente loi que si la caisse ou le régime prévoit aussi que la prestation de pension ne sera pas réduite par suite d'ajustements annuels faits aux termes de l'article 45 du *Régime de pensions du Canada*.

a) après le 31 décembre 1975 ou

b) après le 31 décembre de l'année où ont été faits les premiers versements de la prestation s'ils sont postérieurs à 1975.»

5

10

C-384

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-384

An Act to amend the Farmers Creditors Arrangement
Act

First reading, March 18, 1975

MR. JONES

C-384

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

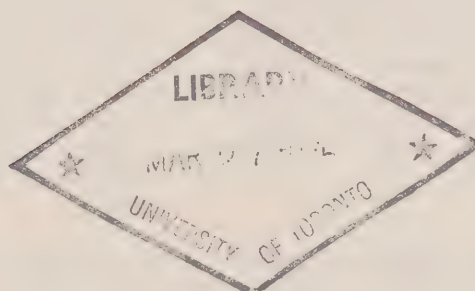
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-384

Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre
cultivateurs et créanciers

Première lecture, le 18 mars 1975

M. JONES



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-384

BILL C-384

An Act to amend the Farmers Creditors
Arrangement Act.

Loi modifiant la loi sur les arrangements
entre cultivateurs et créanciers

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1. The preamble to the *Farmers Credi-
tors Arrangement Act* is repealed and the
following substituted therefor:

1. Le préambule de la *Loi sur les arran-
gements entre cultivateurs et créanciers* est 5
abrogé et remplacé par ce qui suit:

Preamble

"WHEREAS in view of the depressed
state of agriculture the present indebted-
ness of certain farmers is beyond their
capacity to pay; and it is in the national 10
interest to retain such farmers on the
land as efficient producers and for such
purpose it is necessary to provide means
whereby compromises or rearrangements
may be effected of debts of such farmers, 15
and also to simplify the operation of the
Bankruptcy Act with respect to farmers
generally: Therefore Her Majesty, by and
with the advice and consent of the Senate
and House of Commons of Canada, enacts 20
as follows:"

Préambule

«CONSIDÉRANT que, vu l'état précaire
de l'agriculture, certains cultivateurs sont
incapables de régler présentement leurs
dettes; et qu'il est dans l'intérêt national 10
de retenir sur leurs terres lesdits cultiva-
teurs à titre de producteurs effectifs et
qu'à cette fin il est nécessaire de procurer
les moyens en vertu desquels des compro-
mis ou arrangements peuvent être conclus 15
concernant les dettes desdits cultivateurs,
et aussi de simplifier l'application de la
Loi sur la faillite à l'égard des cultiva-
teurs en général: A ces causes, Sa Majesté,
sur l'avis et du consentement du Sénat et 20
de la Chambre des communes du Canada,
décrète:»

Repeal

2. (1) The definition "Court of Appeal"
contained in section 2 of the said Act is
repealed.

2. (1) La définition «cour d'appel» renfer-
mée à l'article 2 de ladite loi est abrogée.

Abrogation

(2) The definition "incurred before the 1st 25
day of May, 1935" contained in the said
section is repealed and the following sub-
stituted therefor:

(2) La définition «contractée avant le 1^{er} 25
mai 1935» renfermée dans ledit article est
abrogée et remplacée par ce qui suit:

""incurred before the 1st day of January,
1975", with reference to a debt owing 30
by a farmer, means a debt incurred by
the farmer before such date or owing

«contractée avant le 1^{er} janvier 1975» en
ce qui concerne une dette de cultiva-
teur, signifie une dette contractée par le 30
cultivateur avant la date en question

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the Farmers Credit Arrangement Act to provide relief to all farmers in Canada and not to restrict such assistance to the farmers of the three prairie provinces.

The preamble contained in the Farmers Credit Arrangement Act at present reads as follows:

"WHEREAS in view of the depressed state of agriculture *in the Provinces of Manitoba, Saskatchewan and Alberta during the period immediately following 1929* the present indebtedness of certain farmers *in that area* is beyond their capacity to pay; and it is in the national interest to retain such farmers on the land as efficient producers and for such purpose it is necessary to provide means whereby compromises or rearrangements may be effected of debts of such farmers, and also to simplify the operation of the *Bankruptcy Act* with respect to farmers generally: Therefore His Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:"

The definition "Court of Appeal" contained in section 2 of the said Act at present reads as follows:

"*"Court of Appeal" means, in the Province of Manitoba and the Province of Saskatchewan, the Court of Appeal of the respective Province and, in the Province of Alberta, the Appellate Division of the Supreme Court of Alberta;*"

The definition "incurred before the 1st day of May 1935" contained in subsection 2(1) at present reads as follows:

"*"incurred before the 1st day of May 1935"*, with reference to a debt owing by a farmer, means a debt incurred by the farmer before such date or owing by him by reason of a debt incurred by some other person before such date and assumed or otherwise incurred by him

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers de manière à fournir à tous les cultivateurs du Canada l'aide dont ne bénéficient actuellement que les cultivateurs des provinces des Prairies.

Voici le texte actuel du préambule de la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers:

«CONSIDÉRANT que, vu l'état précaire de l'agriculture *dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta durant la période qui a suivi immédiatement 1929*, certains cultivateurs de cette région sont incapables de régler présentement leurs dettes; et qu'il est dans l'intérêt national de retenir sur leurs terres lesdits cultivateurs à titre de producteurs effectifs et qu'à cette fin il est nécessaire de procurer les moyens en vertu desquels des compromis ou arrangements peuvent être conclus concernant les dettes desdits cultivateurs, et aussi de simplifier l'application de la *Loi sur la faillite* à l'égard des cultivateurs en général: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:»

Voici le texte actuel de la définition de «cour d'appel» que renferme l'article 2 de ladite loi:

«*«cour d'appel» signifie, dans les provinces du Manitoba et de la Saskatchewan, la cour d'appel de la province respective et, dans la province d'Alberta, la division d'appel de la Cour suprême d'Alberta;*»

Voici le texte actuel de la définition de «contractée avant le 1^{er} mai 1935» que renferme le paragraphe 2(1):

«*«contractée avant le 1^{er} mai 1935»*, en ce qui concerne une dette de cultivateur, signifie une dette contractée par le cultivateur avant la date en question ou une somme due par lui en raison d'une dette contractée par quelque autre personne avant la date en question et assumée ou autrement contractée par lui avant le 15 décembre 1943;

by him by reason of a debt incurred by some other person before such date and assumed or otherwise incurred by him prior to the 15th day of December 1943; and all money at any time owing 5 by the farmer by reason of any such debt, including interest or arrears of interest, whether such interest or arrears accrued or accrues due before or after such date, or money owing under 10 any agreement by way of renewal of or collateral to or in any way in substitution for any such debt, whether such agreement was made before or after such date, is deemed to form part of 15 such debt and to have been incurred when such debt was first incurred by the farmer or by such other person;"

3. Subsection 7(1) of the said Act is repealed and the following substituted 20 therefor:

"(1) Where a farmer

(a) who did not make a proposal under the *Farmers' Creditors Arrangement Act, 1934*, or 25

(b) who made a proposal under the *Farmers' Creditors Arrangement Act, 1934*, pursuant to which a composition, extension of time or scheme of arrangement was approved by the court or 30 confirmed by the Board of Review on or before December 31, 1938,

is unable to meet his debts as they become due, if two-thirds of the total amount thereof are owing by him in 35 respect of debts incurred before the 1st day of January 1975, he may make a proposal under this Act for a composition, extension of time or scheme of arrangement either before or after an assignment 40 under the *Bankruptcy Act*."

4. Subsections 8(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

ou une somme due par lui en raison d'une dette contractée par quelque autre personne avant la date en question et assumée ou autrement contractée par lui avant le 15 décembre 1943; 5 et l'argent dû à quelque époque par le cultivateur en raison d'une dette de ce genre, y compris les intérêts ou arriérés d'intérêt, que ces intérêts ou arriérés soient nés ou courent avant ou après la 10 date en question, ou l'argent dû en vertu d'une convention à titre de renouvellement ou de garantie subsidiaire ou de quelque manière en remplacement de ladite dette, que cette con- 15 vention ait été conclue avant ou après la date en question, est censé faire partie de cette dette et être devenu dû lorsque cette dette a été contractée en premier lieu par le cultivateur ou cette 20 autre personne;»

3. Le paragraphe 7(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(1) Lorsqu'un cultivateur

a) qui n'a pas fait de proposition sous 25 le régime de la *Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934*, ou

b) qui a fait une proposition sous le régime de la *Loi d'arrangement entre 30 cultivateurs et créanciers, 1934*, en vertu de laquelle un concordat, une prorogation de délai ou un projet de traité a été approuvé par la cour ou confirmé par la Commission de revision 35 le ou avant le 31 décembre 1938,

est incapable de payer ses dettes à leur échéance, si les deux tiers de leur montant total sont dus par lui à l'égard de dettes contractées avant le 1^{er} janvier 1975, il 40 peut faire une proposition aux termes de la présente loi pour un concordat, une prorogation de délai ou un projet de traité, soit avant, soit après une cession prévue par la *Loi sur la faillite*.» 45

4. Les paragraphes 8(1) et (2) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

prior to the 15th day of December 1943; and all money at any time owing by the farmer by reason of any such debt, including interest or arrears of interest, whether such interest or arrears accrued or accrued due before or after such date, or money owing under any agreement by way of renewal of or collateral to or in any way in substitution for any such debt, whether such agreement was made before or after such date, is deemed to form part of such debt and to have been incurred when such debt was first incurred by the farmer or by such other person;"

et l'argent dû à quelque époque par le cultivateur en raison d'une dette de ce genre, y compris les intérêts ou arriérés d'intérêt, que ces intérêts ou arriérés soient nés ou courent avant ou après la date en question, ou l'argent dû en vertu d'une convention à titre de renouvellement ou de garantie subsidiaire ou de quelque manière en remplacement de ladite dette, que cette convention ait été conclue avant ou après la date en question, est censé faire partie de cette dette et être devenu dû lorsque cette dette a été contractée en premier lieu par le cultivateur ou cette autre personne;

Subsection 7(1) at present reads as follows:

"7. (1) Where a farmer *residing in the Province of Alberta, Manitoba or Saskatchewan*

(a) who did not make a proposal under the *Farmers' Creditors Arrangement Act, 1934*, or

(b) who made a proposal under the *Farmers' Creditors Arrangement Act, 1934*, pursuant to which a composition, extension of time or scheme of arrangement was approved by the court or confirmed by the Board of Review on or before December 31, 1938,

is unable to meet his debts as they become due, if two-thirds of the total amount thereof are owing by him in respect of debts incurred before the 1st day of *May 1935*, he may make a proposal under this Act for a composition, extension of time or scheme of arrangement either before or after an assignment under the *Bankruptcy Act*."

Voici le texte actuel du paragraphe 7(1):

«7. (1) Lorsqu'un cultivateur, *résidant dans la province d'Alberta, du Manitoba ou de la Saskatchewan*,

a) qui n'a pas fait de proposition sous le régime de la *Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934*, ou

b) qui a fait une proposition sous le régime de la *Loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934*, en vertu de laquelle un concordat, une prorogation de délai ou un projet de traité a été approuvé par la cour ou confirmé par la Commission de révision le ou avant le 31 décembre 1938;

est incapable de payer ses dettes à leur échéance, si les deux tiers de leur montant total sont dus par lui à l'égard de dettes contractées avant le 1^{er} *mai 1935*, il peut faire une proposition aux termes de la présente loi pour un concordat, une prorogation de délai ou un projet de traité, soit avant, soit après une cession prévue par la *Loi sur la faillite*»

Subsections 8(1) and (2) at present read as follows:

"8. (1) Where

Voici le texte actuel des paragraphes 8(1) et (2):

«8. (1) Lorsque

"8. (1) Where

(a) a farmer dies, or

(b) a personal representative is appointed to administer the affairs of such a farmer by reason of his mental incompetence, 5

if such farmer was at the date of his death or of such appointment entitled to make a proposal under section 7, the personal representative may apply to the court for leave to make and file a proposal as the personal representative of the decedent or of such farmer."

5. Subsection 23(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"23. (1) There shall be an Appeal Court in each of the provinces which shall consist of one judge to be appointed by the Governor in Council from the judges of the courts of each of the said provinces invested with original or appellate jurisdiction in bankruptcy by the *Bankruptcy Act*."

6. Nothing in this Act shall be construed as to authorize an expenditure out of the Consolidated Revenue Fund. 25

«8. (1) Lorsque

a) un cultivateur décède, ou

b) un représentant personnel est nommé pour administrer les affaires de ce cultivateur en raison de son incapacité mentale, 5

si ce cultivateur, à la date de son décès ou de cette nomination, avait droit de faire une proposition en vertu de l'article 7, le représentant personnel peut demander à la cour la permission de faire et de produire une proposition comme représentant personnel du défunt ou de ce cultivateur.»

5. Le paragraphe 23(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: 15

«23. (1) Est institué un tribunal d'appel dans chacune des provinces, lequel se compose d'un juge que le gouverneur en conseil doit choisir parmi les juges des cours de chacune desdites provinces, ayant aux termes de la *Loi sur la faillite* juridiction en première instance ou en matière d'appel dans les cas de faillite.» 20

6. Rien dans la présente loi ne doit s'interpréter comme autorisant une dépense faite sur le Fonds du revenu consolidé. 25

(a) a farmer residing in the Province of Alberta, Manitoba or Saskatchewan dies, or

(b) a personal representative is appointed to administer the affairs of such a farmer by reason of his mental incompetence,

if such farmer was at the date of his death or of such appointment entitled to make a proposal under section 7, the personal representative may apply to the court for leave to make and file a proposal as the personal representative of the decedent or of such farmer.

(2) Where such farmer has died or such appointment was made before the 15th day of December 1943, and after the 3rd day of July 1934, if such farmer would have been entitled at the date of his death or of such appointment to make a proposal under section 7 if this Act had then been in operation, the personal representative may apply to the court for leave to make and file a proposal as the personal representative of the decedent or of such farmer."

Subsection 23(1) at present reads as follows:

"23. (1) There shall be an Appeal Court in each of the Provinces of Alberta, Manitoba and Saskatchewan which shall consist of one judge to be appointed by the Governor in Council from the judges of the courts of each of the said Provinces invested with original or appellate jurisdiction in bankruptcy by the *Bankruptcy Act*."

a) un cultivateur résidant dans la province d'Alberta, du Manitoba ou de la Saskatchewan décède, ou que

b) un représentant personnel est nommé pour administrer les affaires de ce cultivateur en raison de son incapacité mentale,

si ce cultivateur, à la date de son décès ou de cette nomination, avait droit de faire une proposition en vertu de l'article 7, le représentant personnel peut demander à la cour la permission de faire et de produire une proposition comme représentant personnel du défunt ou de ce cultivateur.

(2) Lorsque ce cultivateur est décédé ou que cette nomination a été effectuée avant le 15 décembre 1943 et après le 3 juillet 1934, le représentant personnel peut, dans le cas où ce cultivateur aurait eu droit, à la date de son décès ou de cette nomination, de faire une proposition sous le régime de l'article 7 si la présente loi avait alors été en vigueur, demander à la cour la permission de faire et de produire une proposition comme représentant personnel du défunt ou de ce cultivateur.»

Voici le texte actuel du paragraphe 23(1):

«23. (1) Est institué un tribunal d'appel dans chacune des provinces d'Alberta, du Manitoba et de la Saskatchewan, lequel se compose d'un juge que le gouverneur en conseil doit choisir parmi les juges des cours de chacune desdites provinces, ayant aux termes de la *Loi sur la faillite* juridiction en première instance ou en matière d'appel dans les cas de faillite.»

C-385

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-385

An Act to amend the Criminal Code
(abortion)

First reading, March 20, 1975

C-385

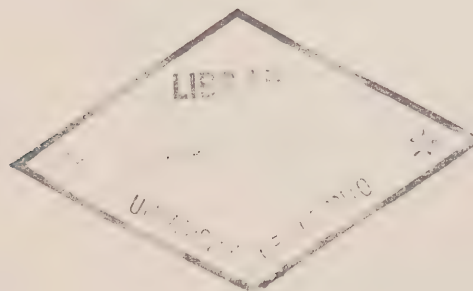
Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-385

Loi modifiant le Code criminel
(avortement)

Première lecture, le 20 mars 1975



MR. LEGGATT

M. LEGGATT

1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-385

R.S., 1970,
c. C-34, C-35
1st Supp.,
c. 11, c. 44,
s. 10;
2nd Supp.,
c. 2;
1972, c. 13

An Act to amend the Criminal Code (abortion)

Her Majesty, by and with the advice
and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

Repeal

1. Paragraph (c) of subsection (2) of
section 159 of the *Criminal Code* is 5
repealed.

Repeal

2. Sections 221, 251 and 252 of the said
Act are repealed.

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-385

Loi modifiant le Code criminel (avortement)

Sa Majesté, sur l'avis et du consente-
ment du Sénat et de la Chambre des com-
munes du Canada, décrète:

1. L'alinéa c) du paragraphe (2) de l'ar-
ticle 159 du *Code criminel* est abrogé. 5

2. Les articles 221, 251 et 252 de ladite
loi sont abrogés.

S.R., 1970,
c. C-34, C-35
1^{er} Supp.,
c. 11, c. 44,
art. 10;
2^e Supp.,
c. 2;
1972, c. 13

Abrogation
5

Abrogation

EXPLANATORY NOTES

In a pluralistic society such as Canada it is inevitable that on some issues there should be deep differences of opinion. Such an issue is the matter of abortion.

The purpose of this Bill is to permit those who believe in its necessity to seek it legally. Those whose conscience is opposed to abortion may continue, as now, to have nothing to do with it.

Experience with the present legislation has proved that it has failed to reduce the growing numbers of illegal abortions in Canada and the great inequalities in access to medical facilities for abortion.

This Bill would remove all reference to abortion from the Criminal Code, thus making it a matter of decision in each case for the medical profession and those directly concerned.

Sections 159(2) (c), 221, 251 and 252 at present read as follows:

159. (2) ...

(c) offers to sell, advertises, publishes an advertisement of, or has for sale or disposal any means, instructions, medicine, drug or article intended or represented as a method of causing abortion or miscarriage, or

221. (1) Every one who causes the death, in the act of birth, of any child that has not become a human being, in such a manner that, if the child were a human being, he would be guilty of murder, is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for life.

(2) This section does not apply to a person who, by means that, in good faith, he considers necessary to preserve the life of the mother of a child, causes the death of such child.

NOTES EXPLICATIVES

Dans une société pluraliste comme la société canadienne, de grandes divergences d'opinions sur certains sujets sont inévitables. C'est le cas de l'avortement.

Ce bill vise à permettre à ceux qui croient en la nécessité de l'avortement d'y avoir recours légalement. D'autre part, il permettrait à ceux dont la conscience morale s'y oppose, de continuer, comme présentement, à ne jamais y avoir recours.

L'expérience démontre que la législation actuelle n'a pas permis de réduire le nombre croissant d'avortements illégaux commis au Canada ni la grande inégalité des possibilités d'accès aux établissements médicaux en vue d'un avortement.

Ce bill supprimerait du Code criminel toute mention d'avortement et ferait en sorte que ce soit une question laissée, dans chacun des cas, à la décision de la profession médicale et des parties directement intéressées.

Voici le texte actuel des articles 159(2)c), 221, 251 et 252:

159. (2) ...

c) offre en vente, annonce ou a, pour le vendre ou en disposer, quelque moyen, indication, médicament, drogue ou article destiné à provoquer un avortement ou une fausse couche, ou représenté comme un moyen de provoquer un avortement ou une fausse couche, ou fait paraître une telle annonce, ou

221. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'emprisonnement à perpétuité, toute personne qui, au cours de la mise au monde, cause la mort d'un enfant qui n'est pas devenu un être humain, de telle manière que, si l'enfant était un être humain, cette personne serait coupable de meurtre.

(2) Le présent article ne s'applique pas à une personne qui, par des moyens que, de bonne foi, elle estime nécessaires pour sauver la vie de la mère d'un enfant, cause la mort de l'enfant.

251. (1) Every one who, with intent to procure the miscarriage of a female person, whether or not she is pregnant, uses any means for the purpose of carrying out his intention is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for life.

(2) Every female person who, being pregnant, with intent to procure her own miscarriage, uses any means or permits any means to be used for the purpose of carrying out her intention is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years.

(3) In this section, "means" includes

- (a) the administration of a drug or other noxious thing,
- (b) the use of an instrument, and
- (c) manipulation of any kind.

(4) Subsection (1) and (2) do not apply to

- (a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female person, or
- (b) a female person who, being pregnant, permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means described in paragraph (a) for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

if, before the use of those means, the therapeutic abortion committee for that accredited or approved hospital, by a majority of the members of the committee and at a meeting of the committee at which the case of such female person has been reviewed,

(c) has by certificate in writing stated that in its opinion the continuation of the pregnancy of such female person would or would be likely to endanger her life or health, and

(d) has caused a copy of such certificate to be given to the qualified medical practitioner.

(5) The Minister of Health of a province may by order

(a) require a therapeutic abortion committee for any hospital in that province, or any member thereof, to furnish to him a copy of any certificate described in paragraph (4) (c) issued by that committee, together with such other information relating to the circumstances surrounding the issue of that certificate as he may require, or

(b) require a medical practitioner who, in that province, has procured the miscarriage of any female person named in a certificate described in paragraph (4) (c), to furnish to him a copy of that certificate, together with such other information relating to the procuring of the miscarriage as he may require.

(6) For the purposes of subsections (4) and (5) and this subsection

"accredited hospital" means a hospital accredited by the Canadian Council on Hospital Accreditation in which diagnostic services and medical, surgical and obstetrical treatment are provided;

"approved hospital" means a hospital in a province approved for the purposes of this section by the Minister of Health of that province;

"board" means the board of governors, management or directors, or the trustees, commission or other person or group of persons having the control and management of an accredited or approved hospital;

"Minister of Health" means

251. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité, quiconque, avec l'intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, qu'elle soit enceinte ou non, emploie quelque moyen pour réaliser son intention.

(2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans, toute personne du sexe féminin qui, étant enceinte, avec l'intention d'obtenir son propre avortement, emploie, ou permet que soit employé quelque moyen pour réaliser son intention.

(3) Au présent article, l'expression «moyen» comprend

- a) l'administration d'une drogue ou autre substance délétère,
- b) l'emploi d'un instrument, et
- c) toute manipulation.

(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas

a) à un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, qui emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, ou

b) à une personne du sexe féminin qui, étant enceinte, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen mentionné à l'alinéa a) aux fins de réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

si, avant que ces moyens ne soient employés, le comité de l'avortement thérapeutique de cet hôpital accrédité ou approuvé, par décision de la majorité des membres du comité et lors d'une réunion du comité au cours de laquelle le cas de cette personne du sexe féminin a été examiné,

c) a déclaré par certificat qu'à son avis la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger la vie ou la santé de cette dernière, et

d) a fait remettre une copie de ce certificat au médecin qualifié.

(5) Le ministre de la Santé d'une province peut, par ordonnance,

a) requérir un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, dans cette province, ou un membre de ce comité, de lui fournir une copie d'un certificat mentionné à l'alinéa (4)c) émis par ce comité, ainsi que les autres renseignements qu'il peut exiger au sujet des circonstances entourant l'émission de ce certificat, ou

b) requérir un médecin qui, dans cette province, a procuré l'avortement d'une personne de sexe féminin nommée dans un certificat mentionné à l'alinéa (4)c), de lui fournir une copie de ce certificat, ainsi que les autres renseignements qu'il peut exiger au sujet de l'obtention de l'avortement.

(6) Aux fins des paragraphes (4) et (5) et du présent paragraphe.

«comité de l'avortement thérapeutique» d'un hôpital désigne un comité d'au moins trois membres qui sont tous des médecins qualifiés, nommé par le conseil de cet hôpital pour examiner et décider les questions relatives aux arrêts de grossesse dans cet hôpital;

«conseil» désigne le conseil des gouverneurs, le conseil de direction ou le conseil d'administration ou les *trustees*, la commission ou une autre personne ou un autre groupe de personnes ayant le contrôle et la direction d'un hôpital accrédité ou approuvé;

«hôpital accrédité» désigne un hôpital accrédité par le Conseil canadien d'accréditation des hôpitaux, dans lequel

(a) in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Manitoba, Alberta, Newfoundland and Prince Edward Island, the Minister of Health,

(b) in the Province of British Columbia, the Minister of Health Services and Hospital Insurance,

(c) in the Provinces of Nova Scotia and Saskatchewan, the Minister of Public Health, and

(d) in the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Minister of National Health and Welfare;

“qualified medical practitioner” means a person entitled to engage in the practice of medicine under the laws of the province in which the hospital referred to in subsection (4) is situated;

“therapeutic abortion committee” for any hospital means a committee, comprised of not less than three members each of whom is a qualified medical practitioner, appointed by the board of that hospital for the purpose of considering and determining questions relating to terminations of pregnancy within that hospital.

(7) Nothing in subsection (4) shall be construed as making unnecessary the obtaining of any authorization or consent that is or may be required, otherwise than under this Act, before any means are used for the purpose of carrying out an intention to procure the miscarriage of a female person.

252. Every one who unlawfully supplies or procures a drug or other noxious thing or an instrument or thing, knowing that it is intended to be used or employed to procure the miscarriage of a female person, whether or not she is pregnant, is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years.

sont fournis des services de diagnostic et des traitements médicaux, chirurgicaux et obstétricaux;

«hôpital approuvé» désigne un hôpital approuvé aux fins du présent article par le ministre de la Santé de la province où il se trouve;

«médecin qualifié» désigne une personne qui a le droit d'exercer la médecine en vertu des lois de la province dans laquelle est situé l'hôpital mentionné au paragraphe (4);

«ministre de la Santé» désigne

a) dans les provinces d'Ontario, de Québec, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, d'Alberta, de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard, le ministre de la Santé,

b) dans la province de Colombie-Britannique, le ministre des Services de santé et de l'assurance-hospitalisation,

c) dans les provinces de Nouvelle-Écosse et de Saskatchewan, le ministre de la Santé publique, et,

d) dans le territoire du Yukon et les territoires du Nord-Ouest, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

(7) Rien au paragraphe (4) ne doit s'interpréter de manière à faire disparaître la nécessité d'obtenir une autorisation ou un consentement qui est ou peut être requis, autrement qu'en vertu de la présente loi, avant l'emploi de moyens destinés à réaliser une intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin.

252. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans, quiconque illégalement fournit ou procure une drogue ou autre substance délétère, ou un instrument ou une chose, sachant qu'elle est destinée à être employée ou utilisée pour obtenir l'avortement d'une personne du sexe féminin, que celle-ci soit enceinte ou non.

1356
C-386

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-386

An Act to amend the Canada Labour Code

First reading, March 26, 1975

MR. JELINEK

C-386

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-386

Loi modifiant le Code canadien du travail

Première lecture, le 26 mars 1975

M. JELINEK



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-386

An Act to amend the Canada Labour Code

R.S., c. L-1; c.
22 (1st Supp.); c.
17 (2nd Supp.);
1972, c. 18

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. *The Canada Labour Code* is amended by adding, immediately after section 181 thereof, the following:

"181.1 (1) Where

(a) a strike or lockout not prohibited by this Part is apprehended or has occurred, and

(b) the strike or lockout would, in the opinion of the Governor in Council, adversely affect the national or public interest if it occurred or continued,

the Governor in Council may refer the dispute or difference that may cause or has caused the strike or lockout to an Industrial Inquiry Commission for investigation, report and recommendation.

(2) Forthwith upon the appointment of the Commission

(a) the strike or lockout, apprehended or occurring in respect of such dispute or difference, is prohibited,

(b) no employee shall strike and no employer shall lock out his employees, and

(c) a strike or lockout that has occurred shall cease.

(3) Where a settlement of the dispute or difference is not effected during the investigation, the Commission shall make its report and recommendations to the Governor in Council within fourteen days

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-386

Loi modifiant le Code canadien du travail

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. L-1;
c. 22 (1^{re} Supp.);
c. 17 (2^e Supp.);
1972, c. 18

1. Le *Code canadien du travail* est modifié par l'adjonction, immédiatement après l'article 181, de ce qui suit:

"181.1 (1) Quand

a) une grève ou un lock-out que la présente Partie n'interdit pas est appréhendé ou s'est produit, et

b) le gouverneur en conseil est d'avis que la grève ou le lock-out serait préjudiciable à l'intérêt national s'il se produisait ou se poursuivait,

le gouverneur en conseil peut déférer le conflit ou différend qui peut causer ou a causé la grève ou le lock-out à une commission d'enquête industrielle pour enquête, rapport et recommandations.

(2) Dès la nomination de la commission

a) la grève ou le lock-out, appréhendé ou en cours relativement à ce conflit ou différend, est interdit,

b) aucun employé ne doit faire la grève et aucun employeur ne doit provoquer de lock-out, et

c) une grève ou un lock-out en cours doit cesser.

(3) Lorsqu'un règlement du conflit ou du différend n'intervient pas pendant l'enquête, la commission doit présenter son rapport et ses recommandations au gouverneur en conseil dans les quatorze jours

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the "Industrial Relations" Part of the Canada Labour Code to provide that, where a strike or lockout is against the national or public interest, the government may appoint an Industrial Inquiry Commission to make a final and binding settlement subject to government variation and adoption.

Section 198 of the Code, to which reference is made in the amendment, reads as follows:

"198. (1) Pursuant to section 196 or where, in any industry, a dispute or difference between any employer and employee exists or is apprehended, the Minister

(a) may refer the matter under consideration to a commission, to be designated as an Industrial Inquiry Commission, for investigation and report to the Minister;

(b) in such case, shall furnish to the Commission a statement of the matter concerning which the inquiry is to be made; and

(c) where the inquiry will involve any particular person or organization, shall inform the person or organization of the appointment.

(2) An Industrial Inquiry Commission shall consist of one or more members to be appointed by the Minister.

(3) Forthwith upon its appointment, an Industrial Inquiry Commission

(a) shall inquire into the matters referred to it by the Minister and endeavour to carry out its terms of reference; and

(b) where the Commission is inquiring into a dispute or difference between any employer and employees and a settlement of the dispute or difference is not effected during the inquiry, shall make its report and recommendations to the Minister within fourteen days from its appointment or within such longer period as the Minister may allow.

(4) Upon receipt of a report of an Industrial Inquiry Commission relating to any dispute or difference between any employer and employees, the Minister shall

(a) furnish a copy of the report to each employer and trade union involved in the dispute or difference; and

(b) publish the report in such manner as he considers advisable.

(5) An Industrial Inquiry Commission

(a) may determine its own procedure, but shall give full opportunity to all interested persons or organizations to present evidence and make representations; and

(b) has, in relation to any proceeding before it, the powers conferred on the Board, in relation to any proceeding before the Board, by paragraphs 118(a), (b), (f) and (h)."

NOTE EXPLICATIVE

Le présent Bill a pour objet de modifier la Partie du Code canadien du travail relative aux relations industrielles de façon à prévoir que, lorsqu'une grève ou un lock-out est préjudiciable à l'intérêt national ou public, le gouvernement peut nommer une commission d'enquête industrielle pour apporter un règlement final et exécutoire sous réserve des modifications apportées par le gouvernement et de son adoption par le gouvernement.

L'article 198 dont il est fait mention dans la présente modification se lit présentement comme suit:

«198. (1) En application de l'article 196 ou lorsque dans une industrie quelconque, un différend ou un conflit a surgi ou risque de surgir entre un employeur et des employés, le Ministre

a) peut déférer les questions en jeu à une commission appelée «commission d'enquête industrielle», pour qu'elles fassent l'objet d'une enquête ainsi que d'un rapport au Ministre;

b) doit, dans ce cas, fournir à la commission un relevé des questions sur lesquelles l'enquête doit porter; et,

c) lorsque l'enquête intéressera une personne ou une organisation déterminée, doit lui notifier cette nomination.

(2) Une commission d'enquête industrielle se compose d'un ou plusieurs membres nommés par le Ministre.

(3) Immédiatement après sa nomination, une commission d'enquête industrielle

a) doit faire enquête sur les questions qui lui sont déferées par le Ministre et s'efforcer d'exécuter son mandat; et,

b) lorsqu'elle enquête sur un différend ou un conflit entre un employeur et des employés et qu'un règlement du différend ou du conflit n'intervient pas pendant l'enquête, doit présenter son rapport et ses recommandations au Ministre dans les quatorze jours de sa nomination ou dans le délai plus long que le Ministre peut accorder.

(4) Sur réception d'un rapport d'une commission d'enquête industrielle concernant un différend ou un conflit entre un employeur et des employés, le Ministre doit

a) fournir une copie du rapport à chaque employeur et syndicat partie au différend ou au conflit; et

b) publier le rapport de la manière qu'il juge opportune.

(5) Une commission d'enquête industrielle

a) peut établir sa propre procédure, tout en donnant à toutes les personnes ou organisations intéressées toute possibilité de présenter une preuve et de formuler des observations; et

b) a, relativement à toute procédure engagée devant elle, les pouvoirs conférés au Conseil par les alinéas 118a), b), c), f) et h) relativement à toute procédure engagée devant ce dernier.»

from its appointment or within such longer period as the Governor in Council may allow.

(4) The Governor in Council may by order adopt the recommendations of the Commission with such variations as he deems expedient and the order so made is final and binding upon the parties to the dispute or difference except to the extent that the parties agree to vary the order. 10

(5) An order made under this section expires upon the execution of a collective agreement by the parties to the dispute or difference.

(6) To the extent consistent with and necessary for the purposes of this section, the Governor in Council shall have the powers and duties of the Minister and the Commission shall have the powers and duties of an Industrial Inquiry Commission granted to and imposed upon the Minister and an Industrial Inquiry Commission respectively under section 198." 15 20

de sa nomination ou dans le délai plus long que le gouverneur en conseil peut accorder.

(4) Le gouverneur en conseil peut, par décret, adopter les recommandations de la commission avec les modifications qu'il estime utiles et le décret ainsi pris est final et lie les parties au conflit ou au différend sauf dans la mesure où les parties conviennent de modifier le décret. 10

(5) Un décret pris en vertu du présent article prend fin dès la signature d'une convention collective par les parties au conflit ou au différend.

(6) Dans la mesure où ceci est conforme et nécessaire aux buts du présent article, le gouverneur en conseil et la commission détiennent respectivement les pouvoirs et fonctions que l'article 198 confère et impose au Ministre et à une commission d'enquête industrielle.» 15 20

C-387

C-387

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-387

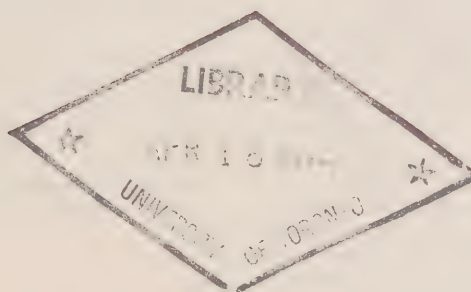
BILL C-387

An Act to amend the Criminal Code
(cruelty to animals)

Loi modifiant le Code criminel
(cruauté envers les animaux)

First reading, April 10, 1975

Première lecture, le 10 avril 1975



MR. MCKINNON

M. MCKINNON

1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-387

BILL C-387

An Act to amend the Criminal Code
(cruelty to animals)

Loi modifiant le Code criminel
(cruauté envers les animaux)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. C-34

1. Subsection 402(1) of the Criminal Code
is amended by adding thereto the following:

“(h) uses leg traps to snare or trap any
animal.”

S.R., c. C-34

1. Le paragraphe 402(1) du Code criminel
est modifié par l'adjonction de ce qui suit:

«h) utilise un piège pour capturer n'im-
porte quel animal par les pattes.»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to prevent the use of steel leg traps in the trapping of animals, by prohibiting their use under section 402 of the Criminal Code, "Cruelty to animals", subsection (1) of which now reads as follows:

"402. (1) Every one commits an offence who

- (a) wilfully causes or, being the owner, wilfully permits to be caused unnecessary pain, suffering or injury to an animal or bird,
- (b) by wilful neglect causes damage or injury to animals or birds while they are being driven or conveyed,
- (c) being the owner or the person having the custody or control of a domestic animal or bird or an animal or bird wild by nature that is in captivity, abandons it in distress or wilfully neglects or fails to provide suitable and adequate food, water, shelter and care for it,
- (d) in any manner encourages, aids or assists at the fighting or baiting of animals or birds,
- (e) wilfully, without reasonable excuse, administers a poisonous or injurious drug or substance to a domestic animal or bird or an animal or bird wild by nature that is kept in captivity or being the owner of such an animal or bird, wilfully permits a poisonous or injurious drug or substance to be administered to it, or
- (f) promotes, arranges, conducts, assists in, receives money for, or takes part in a meeting, competition, exhibition pastime, practice, display, or event at or in the course of which captive birds are liberated by hand, trap, contrivance or any other means for the purpose of being shot when they are liberated, or
- (g) being the owner, occupier, or person in charge of any premises, permits the premises or any part thereof to be used for a purpose mentioned in paragraph (f)."

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à empêcher le piégeage d'animaux au moyen de pièges d'acier destinés à les prendre par les pattes. L'utilisation de ces pièges serait interdite aux termes de l'article 402 du Code criminel, «Cruauté envers les animaux», dont le paragraphe (1) est actuellement libellé comme suit:

«402. (1) Commet une infraction, quiconque

- a) volontairement cause ou, s'il en est le propriétaire, volontairement permet que soit causée, à un animal ou un oiseau, une douleur, souffrance ou blessure, sans nécessité,
- b) par négligence volontaire cause une blessure ou lésion à des animaux ou à des oiseaux alors qu'ils sont conduits ou transportés,
- c) étant le propriétaire ou la personne qui a la garde ou le contrôle d'un animal ou oiseau domestique ou d'un animal ou oiseau sauvage en captivité, l'abandonne en détresse ou volontairement néglige ou omet de lui fournir les aliments, l'eau, l'abri et les soins convenables et suffisants,
- d) de quelque façon encourage à battre ou à harceler des animaux ou des oiseaux ou y aide ou assiste,
- e) volontairement, sans excuse raisonnable, administre une drogue ou substance empoisonnée ou nocive à un animal ou oiseau domestique ou à un animal ou oiseau sauvage en captivité ou, étant le propriétaire d'un tel animal ou oiseau, volontairement permet qu'une drogue ou substance empoisonnée ou nocive lui soit administrée,
- f) organise, prépare, dirige, facilite quelque réunion, concours, exposition, divertissement, exercice, démonstration ou événement au cours duquel des oiseaux captifs sont mis en liberté avec la main ou par une trappe, un dispositif ou autre moyen pour essuyer un coup de feu au moment de leur libération, ou y prend part ou reçoit de l'argent à cet égard, ou
- g) étant le propriétaire ou l'occupant, ou la personne ayant la charge de quelque local, permet que ce local soit utilisé en totalité ou en partie pour une fin mentionnée à l'alinéa f).»

C-388

C-388

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-388

BILL C-388

An Act to amend the National Parks Act
(free access for senior citizens)

Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux
(accès gratuit pour les personnes âgées)

First reading, April 24, 1975

Première lecture, le 24 avril 1975



MR. WHITTAKER

M. WHITTAKER

1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-388

An Act to amend the National Parks Act
(free access for senior citizens)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. N-13

1. Subsection 7(1) of the National Parks
Act is amended by adding the following
immediately after paragraph (a.1) thereof:

“(a.2) enabling persons over the age of
sixty five years to gain free access to
the parks;”

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-388

Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux
(accès gratuit pour les personnes âgées)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. N-13

1. Le paragraphe 7(1) de la Loi sur les
parcs nationaux est modifié par l'insertion, 5
immédiatement après l'alinéa a.1), de ce qui
suit:

«a.2) à permettre aux personnes de plus
de soixante-cinq ans l'accès gratuit aux
parcs;»

10

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to provide for free access to the national parks to persons over sixty five years of age which is currently the policy in the provincial parks of Ontario.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à permettre aux personnes de plus de soixante-cinq ans l'accès gratuit aux parcs nationaux, comme l'Ontario le fait actuellement dans ses parcs provinciaux.

C-389

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-389

An Act to amend the Canada Elections Act (political
affiliation)

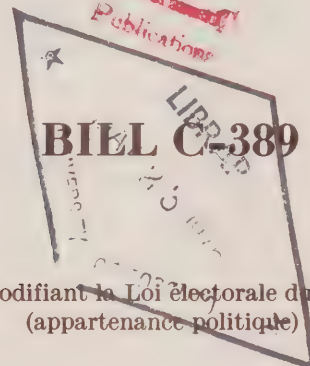
First reading, May 13, 1975

MR. JONES

C-389

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA



Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(appartenance politique)

Première lecture, le 13 mai 1975

M. JONES

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-389

BILL C-389

An Act to amend the Canada Elections Act
(political affiliation)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(appartenance politique)

1st Supp., c. 14;
2nd Supp., c. 10,
s. 65; 1973-74,
c. 51

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1^{er} Supp., c. 14;
2^e Supp., c. 10,
art. 65;
1973-74, c. 51

1. The definition "political affiliation" in section 2 of the *Canada Elections Act* is repealed.

1. L'expression «appartenance politique» définie à l'article 2 de la *Loi électorale du Canada* est abrogée.

2. Subsection 13(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. Le paragraphe 13(7) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Duty of parties
at election

"(7) At a general election, every registered party that has been registered prior to that election shall, not later than the enumeration date, file with the Chief Electoral Officer a statement in writing signed by the leader of the party confirming or bringing up to date the information contained in the application for registration of the party."

«(7) A une élection générale, tout parti enregistré qui a été enregistré avant cette élection doit, au plus tard à la date de l'énumération, produire au directeur général des élections une déclaration écrite signée par le chef du parti confirmant ou mettant à jour les renseignements contenus dans la demande d'enregistrement du parti.»

Obligations des
partis à l'élec-
tion

3. (1) Subparagraph 23(2)(a)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. (1) Le sous-alinéa 23(2)a)i) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"(i) the name, address and occupation of the candidate,"

«(i) le nom, l'adresse et l'occupation du candidat,»

(2) Paragraphs 23(2)(h) and (i) of the said Act are repealed.

(2) Les alinéas 23(2)h) et i) de ladite loi sont abrogés.

(3) Subsection 23(4) of the said Act is repealed.

(3) Le paragraphe 23(4) de ladite loi est abrogé.

4. Paragraph 27(2)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

4. L'alinéa 27(2)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to eliminate all references, in federal elections, to a candidate's political affiliation.

Clause 1: The definition "political affiliation" reads as follows:

"*"political affiliation"* means, in respect of a candidate at an election, the designation, if any, that pursuant to subsection 23(4) is to be used to describe the candidate at the election;"

Clause 2: This amendment would eliminate paragraph 13(7)(b).

Subsection 13(7) at present reads as follows:

"(7) At a general election, every registered party that has been registered prior to that election shall, not later than the enumeration date, file with the Chief Electoral Officer a statement in writing signed by the leader of the party

(a) confirming or bringing up to date the information contained in the application for registration of the party; and

(b) where the leader wishes to designate representatives to endorse candidates at the election, designating those representatives."

Clause 3: (1) Subparagraph 23(2)(a)(i) at present reads as follows:

"(i) the name, address, occupation *and political affiliation* of the candidate,"

(2) The relevant portions of subsection 23(2) read as follows:

"(2) A candidate shall be nominated as follows:

.....

(h) where the candidate has the endorsement of a registered party and wishes to have the name of the party shown in the election documents relating to him, an instrument in writing, signed by the leader of the party or by a representative designated by the leader pursuant to subsection 13(7) and stating that the candidate is endorsed by the party, shall be filed with the returning officer at the time the nomination paper is filed;

(i) where an instrument referred to in paragraph (h) is not filed in accordance with that paragraph and the candidate does not wish to be described in the election documents relating to him by the word "independent", a request in writing, signed by the candidate and asking that the word "independent" be omitted from his description in the election documents, shall be filed with the returning officer at the time the nomination paper is filed; and"

(3) Subsection 23(4) reads as follows:

"(4) For the purpose of subparagraph (2)(a)(i),

(a) if an instrument is filed in accordance with paragraph (2)(h), the political affiliation of the candidate shall be stated as being the registered party named in the instrument;

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à éliminer toutes les mentions de l'appartenance politique du candidat pendant les élections fédérales.

Article 1 du bill: Voici la définition de l'expression «*appartenance politique*»:

«*«appartenance politique»* signifie, en ce qui concerne un candidat à une élection, la désignation, s'il en est, à employer, en application du paragraphe 23(4), relativement à ce candidat;»

Article 2 du bill: Cette modification éliminerait l'alinéa 13(7)b).

Voici le texte actuel du paragraphe 13(7):

«(7) A une élection générale, tout parti enregistré qui a été enregistré avant cette élection doit, au plus tard à la date de l'énumération, produire au directeur général des élections une déclaration écrite signée par le chef du parti

a) confirmant ou mettant à jour les renseignements contenus dans la demande d'enregistrement du parti; et

b) désignant des représentants, si le chef tient à désigner des représentants pour parrainer les candidats à l'élection.»

Article 3 du bill: (1) Voici le texte actuel du sous-alinéa 23(2)a)i):

«(i) le nom, l'adresse, l'occupation *et l'appartenance politique* du candidat,»

(2) Voici le texte actuel des parties pertinentes du paragraphe 23(2):

"(2) Un candidat doit être présenté de la façon suivante:

.....

h) lorsque le candidat a le parrainage d'un parti enregistré et désire voir figurer le nom du parti sur les documents d'élection le concernant, un acte écrit, signé par le chef du parti ou par un représentant désigné en conformité du paragraphe 13(7) et énonçant que le candidat est parrainé par le parti, doit être déposé auprès du président d'élection en même temps que le bulletin de présentation;

i) lorsqu'un acte écrit mentionné à l'alinéa h) n'est pas déposé conformément à cet alinéa et que le candidat ne désire pas être décrit dans les documents d'élection le concernant par le mot «*indépendant*», une requête écrite, signée par le candidat et demandant que le mot «*indépendant*» ne soit pas employé dans la description donnée de lui dans les documents d'élection, doit être déposée auprès du président d'élection en même temps que le bulletin de présentation; et»

(3) Voici le texte actuel du paragraphe 23(4):

«(4) Aux fins du sous-alinéa (2)a)i),

a) si un acte écrit est produit conformément à l'alinéa (2)h), l'appartenance politique du candidat doit être indiquée comme étant celle du parti enregistré nommé dans l'acte;

“(a) the name, address and occupation of each officially nominated candidate in that electoral district, as stated in the nomination papers, in the order in which those names are to be placed on the ballot papers;”

5. Subsection 31(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Ballot papers

“31. (1) All ballot papers shall be of the same description and as nearly alike as possible and each ballot paper shall be a printed paper on which the names of the candidates, alphabetically arranged in the order of their surnames, shall be set out as those names appear in their nomination papers.”

6. The first paragraph of Form 27 in Schedule I of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“We, the undersigned electors of the electoral district of

(name of electoral district)

hereby nominate
(here give name in full, with surname first,

.....
address and occupation of person nominated)

as a candidate at the election, now about to be held, of a member to represent the said electoral district in the House of Commons of Canada.”

7. Form 37 (Front) in the said Schedule is repealed and the following substituted therefor:

8. The illustration in Form 39 in the said Schedule is repealed and the following substituted therefor:

«a) le nom, l'adresse et l'occupation de chaque candidat officiellement présenté dans cette circonscription, selon les bulletins de présentation, suivant l'ordre dans lequel ces noms doivent figurer sur les bulletins de vote;»

5. Le paragraphe 31(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«31. (1) Tous les bulletins de vote doivent répondre à la même description et se ressembler le plus possible, et chaque bulletin de vote doit être un document imprimé où sont inscrits les noms des candidats, suivant l'ordre alphabétique de leur nom de famille et tels qu'ils figurent sur leur bulletin de présentation respectif.»

Bulletins de vote

6. Le premier paragraphe de la formule n° 27 à l'Annexe I de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«Nous, soussignés électeurs de la circonscription de

(indiquer ici le nom de la circonscription)

présentons par les présentes
(indiquer ici les nom, prénoms, avec le nom de

.....
famille en premier lieu, adresse et occupation de la personne présentée)

à titre de candidat à l'élection qui doit prochainement avoir lieu d'un député pour représenter ladite circonscription à la Chambre des communes du Canada.»

7. La formule n° 37 (recto) de ladite Annexe est abrogée et remplacée par la suivante:

8. Le spécimen figurant dans la formule n° 39 de ladite annexe est abrogé et remplacé par le suivant:

- (b) if no instrument or request is filed in accordance with paragraph (2)(h) or (i), the political affiliation of the candidate shall be described by the word "independent"; and
- (c) if a request is filed in accordance with paragraph (2)(i), the candidate shall not be described as having any political affiliation or described by the word "independent"."

Clause 4: Paragraph 27(2)(a) at present reads as follows:

"(a) the name, address, occupation *and political affiliation, if any*, of each officially nominated candidate in that electoral district, as stated in the nomination papers, in the order in which those names are to be placed on the ballot papers;"

Clause 5: This amendment would eliminate paragraphs 31(1)(b), (c) and (d). Subsection 31(1) at present reads as follows:

"31. (1) All ballot papers shall be of the same description and as nearly alike as possible and each ballot paper shall be a printed paper on which

- (a) the names of the candidates, alphabetically arranged in the order of their surnames, shall be set out as those names appear in their nomination papers;
- (b) the political affiliation of each candidate, if any, as indicated under section 23 at the time of nomination of that candidate, shall be set out, after or under the name of the candidate;
- (c) where the political affiliation indicated by a candidate under section 23 is a registered party, the name of the registered party shall be set out in such form as has been indicated by the leader of the party pursuant to section 13; and
- (d) where,
- (i) there are two or more candidates having the same name, more than one of whom has filed a request in accordance with paragraph 23(2)(i), and
- (ii) any of those candidates has, not later than one hour after the close of nominations, informed the returning officer, in writing, that he wishes to be described on the ballot paper by his address or occupation,
- the address or occupation of that candidate, as indicated by him, shall be set out, after or under the name of the candidate."

Clause 6: The first paragraph of Form 27 at present reads as follows:

"We, the undersigned electors of the electoral district of
 (name of
 hereby nominate
 electoral district)
 (here give name in full, with surname first,
 as a
 address and occupation of person nominated)
 (here give name of regis-
 candidate at the election,
 tered party, insert "independent" or leave blank)

- b) à défaut de production d'un acte ou d'une requête conformément à l'alinéa (2)h) ou i), l'appartenance politique du candidat doit être décrite par le mot «indépendant»; et
- c) si une requête est produite conformément à l'alinéa (2)i), le candidat ne doit pas être décrit comme ayant une appartenance politique quelconque ni par le mot «indépendant».

Article 4 du bill: Voici le texte actuel de l'alinéa 27(2)a):

«a) le nom, l'adresse, l'occupation *et l'appartenance politique, s'il en est*, de chaque candidat officiellement présenté dans cette circonscription, selon les bulletins de présentation, suivant l'ordre dans lequel ces noms doivent figurer sur les bulletins de vote;»

Article 5 du bill: Cette modification éliminerait les alinéas 31(1)b), c) et d).

Voici le texte actuel du paragraphe 31(1):

«31. (1) Tous les bulletins de vote doivent répondre à la même description et se ressembler le plus possible, et chaque bulletin de vote doit être un document imprimé où

- a) sont inscrits les noms des candidats, suivant l'ordre alphabétique de leur nom de famille et tels qu'ils figurent sur leur bulletin de présentation respectif;
- b) est indiquée, après ou sous le nom de chaque candidat, son appartenance politique, s'il en est, telle qu'elle est donnée, en vertu de l'article 23, au moment de la présentation de ce candidat;
- c) est énoncé, lorsque l'appartenance politique indiquée par un candidat en vertu de l'article 23 est un parti enregistré, le nom du parti enregistré tel qu'il a été donné par le chef du parti, conformément à l'article 13; et
- d) est énoncée, après ou sous le nom du candidat, l'adresse ou l'occupation qu'il a lui-même donnée, lorsque
- (i) deux candidats ou plus ont le même nom de famille et que plus d'un de ces candidats ont déposé une requête conformément à l'alinéa 23(2)i), et
- (ii) l'un ou l'autre de ces candidats a, au plus tard une heure après la clôture des présentations, informé par écrit le président d'élection qu'il veut faire mentionner son adresse ou son occupation sur le bulletin de vote.»

Article 6 du bill: Voici le texte actuel du premier paragraphe de la formule n° 27:

«Nous, soussignés électeurs de la circonscription de ..
 (indiquer ici le nom de la circonscription)
 présentons par les présentes
 (indiquer ici les nom, prénoms, avec le nom de
 famille en premier lieu. adresse et occupation de la
 personne présentée) à titre de candidat
 (indiquer ici le nom du parti enregistré, insérer le
 mot
 «indépendant», ou laisser en blanc)

DOE, Albert	<input type="radio"/>
DOE, William	<input type="radio"/>
UNTEL, Paul-E.	<input type="radio"/>
UNTEL, Richard	<input type="radio"/>

8. The illustration in Form 39 in the said Schedule is repealed and the following substituted therefor:

8. Le spécimen figurant dans la formule n° 39 de ladite annexe est abrogé et remplacé par le suivant:

CANDIDATE/CANDIDAT	<input checked="" type="radio"/>
--------------------	----------------------------------

now about to be held, of a member to represent the said electoral district in the House of Commons of Canada.”

Clause 7: Form 37 (Front) is at present as follows:

à l’élection qui doit prochainement avoir lieu d’un député pour représenter ladite circonscription à la Chambre des communes du Canada.»

Article 7 du bill: Voici la formule n° 37 (recto) actuelle:

The illustration shows a dark rectangular card with four white rectangular labels stacked vertically. To the right of each label is a white circular punch hole. The labels contain the following text:

- Label 1: **DOE, Albert**
...Independent/Indépendant...
- Label 2: **DOE, William**
Political Affiliation/Appartenance politique
- Label 3: **UNTEL, Paul-E.**
.....
- Label 4: **UNTEL, Richard**
Political Affiliation/Appartenance politique

Clause 8: The illustration in Form 39 is at present as follows:

Article 8 du bill: Voici le spécimen de la formule n° 39 actuelle:

The illustration shows a dark rectangular card with a white rectangular label and a white circular punch hole. The label contains the following text:

- Label: **CANDIDATE/CANDIDAT**
Political Affiliation/Appartenance politique

The punch hole contains a black 'X'.

C-390

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-390

An Act to amend the Consumer Packaging and
Labelling Act

First reading, May 16, 1975

MR. SALTSMAN

Government
Publications

C-390

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA



BILL C-390

Loi modifiant la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des
produits de consommation

Première lecture, le 16 mai 1975

M. SALTSMAN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-390

BILL C-390

An Act to amend the Consumer Packaging
and Labelling Act

Loi modifiant la Loi sur l'emballage et
l'étiquetage des produits de consommation

1970-71-72,
c. 41

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1970-71-72,
c. 41

1. The *Consumer Packaging and Labell-
ing Act* is amended by adding thereto,
immediately after section 9, the following
section:

1. La *Loi sur l'emballage et l'étiquetage
des produits de consommation* est modifiée 5
par l'insertion, immédiatement après l'arti-
cle 9, de l'article suivant:

Price to appear
legibly where
UPC used

"9.1 (1) No retailer shall sell a product
by the Universal Product Code pricing
system unless the price also appears on 10
that product in a way that is legible and
meaningful to the public.

"9.1 (1) Aucun détaillant ne doit vendre
un produit suivant le régime de prix du
Code universel des produits sauf si le prix 10
est indiqué sur le produit d'une manière
que les gens puissent lire et comprendre."

Lisibilité du
prix lorsque le
Code est utilisé

Definitions

"retailer"

(2) In subsection (1)
"retailer" includes any person who is
engaged in the business of selling a 15
product;

(2) Dans le paragraphe (1),
«détaillant» comprend toute personne qui
s'occupe de vendre un produit; 15

Définitions

«détaillant»

"Universal
Product Code
pricing system"

"Universal Product Code pricing system"
means any pricing system under which
the price marked on a product is "read"
by an electronic device at the check-out 20
counter."

«régime de prix du Code universel des
produits» désigne tout régime de prix
où le prix indiqué sur un produit est «lu»
par un appareil électronique à la
caisse.» 20

«régime de prix
du Code univer-
sel des produits»

2. (1) All that portion of subsection 20(1)
preceding paragraph (a) is repealed and the
following substituted therefor:

2. (1) La partie du paragraphe 20(1) qui
précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée
par ce qui suit:

Offence and
punishment

"20. (1) Every dealer who contravenes 25
section 4, 5, 6, 7, 8 or 9 and every retailer
who contravenes section 9.1 is guilty of
an offence and liable"

"20. (1) Tout fournisseur qui contre-
vient aux articles 4, 5, 6, 7, 8 ou 9 et tout 25
détaillant qui contrevient à l'article 9.1
est coupable d'une infraction et passible"

Infraction et
peine

(2) All that portion of subsection 20(2)
preceding paragraph (a) is repealed and the 30
following substituted therefor:

(2) La partie du paragraphe 20(2) qui
précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée
par ce qui suit: 30

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to ensure that the public is able to clearly understand and see the price on the products they buy and to prevent the price being removed on items that come under the universal product code marking.

This Bill represents the concern of members of the Kitchener-Waterloo area branch of the Consumers Association of Canada that the removal of visible prices from items will lessen the consumer's price consciousness and that the universal product code should not be permitted to do that.

Clause 2: These amendments, which add the underlined words, are consequential on the amendment proposed in Clause 1.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill donnerait aux consommateurs la possibilité de lire et comprendre clairement le prix indiqué sur les produits qu'ils achètent et empêcherait l'enlèvement du prix sur les articles compris dans le Code universel des produits.

Ce bill traduit l'inquiétude des membres de l'Association des consommateurs du Canada dans la région de Kitchener-Waterloo qui craignent que l'illisibilité des prix n'affaiblisse la vigilance des consommateurs. On ne devrait pas permettre que l'utilisation du Code universel des produits ait ce résultat.

Article 2 du bill: Ces modifications, qui ajoutent les mots soulignés, résultent de la modification apportée à l'article 1 du bill.

Other offences

“(2) Every person who contravenes any provision of this Act (other than section 4, 5, 6, 7, 8, 9 or 9.1) or any regulation made under paragraph (d), (e) or (h) of subsection (1) of section 18 is 5 guilty of an offence and liable”

Coming into force

3. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

Autres infractions

«(2) Toute personne qui contrevient à une disposition de la présente loi (autre que les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 ou 9.1), ou à une disposition d'un règlement établi en vertu des alinéas d), e) ou h) du paragraphe (1) de l'article 18, est coupable d'une infraction et passible,» 5

Entrée en vigueur

3. La présente loi entrera en vigueur à une date qui sera fixée par proclamation.

C-391

C-391

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Canada Parliament House of Commons

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-391

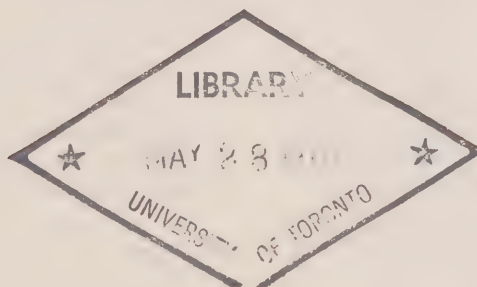
BILL C-391

An Act to amend the Criminal Code
(impaired driving)

Loi modifiant le Code criminel
(capacité affaiblie de conduire)

First reading, May 20, 1975

Première lecture, le 20 mai 1975



MR. ELLIS

M. ELLIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-391

BILL C-391

An Act to amend the Criminal Code
(impaired driving)

Loi modifiant le Code criminel
(capacité affaiblie de conduire)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. C-34

1. Paragraphs 234(a) to (c) of the *Criminal Code* are repealed and the following substituted therefor:

"(a) if death ensues as a consequence, to imprisonment for not more than ten years and not less than nine months,

(b) if personal injury to another person ensues as a consequence, to imprisonment for not more than five years and not less than six months, or

(c) in any other case,

(i) for a first offence, to a fine of not more than five hundred dollars and not less than fifty dollars or to imprisonment for three months or to both;

(ii) for a second offence, to imprisonment for not more than three months and not less than fourteen days; or

(iii) for each subsequent offence, to imprisonment for not more than one year and not less than three months."

1972, c. 13, s.
18(1)

2. (1) That part of subsection 238(1) of the said Act preceding paragraph (a) is repealed and the following substituted therefor:

Order prohibit-
ing driving

"238. (1) Where an accused is convicted of an offence under section 203, 204 or 219 committed by means of a motor vehi-

S.R., c. C-34

1. Les alinéas 234 a) à c) du *Code criminel* sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

a) en cas d'accident cause de décès, d'un emprisonnement d'au plus dix ans et d'au moins neuf mois,

b) en cas d'accident où une autre personne a subi des lésions corporelles, d'un emprisonnement d'au plus cinq ans et d'au moins six mois, ou

c) dans tout autre cas,

i) pour une première infraction, d'une amende d'au plus cinq cents dollars et d'au moins cinquante dollars, ou d'un emprisonnement de trois mois, ou des deux peines à la fois;

ii) pour une deuxième infraction, d'un emprisonnement d'au plus trois mois et d'au moins quatorze jours; et

iii) pour chaque infraction subséquente, d'un emprisonnement d'au plus un an et d'au moins trois mois.

25

2. (1) La partie du paragraphe 238(1) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

1972, c. 13, art.
18(1)

"238. (1) Lorsqu'un prévenu est déclaré coupable d'une infraction visée par les articles 203, 204 ou 219, commise au

Ordonnance
interdisant de
conduire

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to provide more appropriate penalties for impaired driving where death or personal injury to another person ensues, and for second and subsequent offences in all other cases.

Clause 1: This amendment would provide for a minimum prison term of nine months where death ensues or six months where personal injury ensues. The proposed subparagraphs (c) (i) to (iii) correspond verbatim to the present paragraphs 234(a) to (c).

Section 234 at present reads as follows:

"234. Every one who, while his ability to drive a motor vehicle is impaired by alcohol or a drug, drives a motor vehicle or has the care or control of a motor vehicle, whether it is in motion or not, is guilty of an indictable offence or an offence punishable on summary conviction and is liable

- (a) for a first offence, to a fine of not more than five hundred dollars and not less than fifty dollars or to imprisonment for three months or to both;
- (b) for a second offence, to imprisonment for not more than three months and not less than fourteen days; and
- (c) for each subsequent offence, to imprisonment for not more than one year and not less than three months."

Clause 2, subsection (1): This amendment is consequential on the amendment proposed in subsection (2) of this Clause.

Subsection 238(1) at present reads as follows:

"238. (1) Where an accused is convicted of an offence under section 203, 204 or 219 committed by means of a motor vehicle or of an offence under section 233, 234, 235, 236 or subsection (3) of this section, the court, judge, justice or magistrate, as the case may be,

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à imposer des peines plus appropriées aux automobilistes qui, en conduisant lorsque leur capacité de le faire est affaiblie, causent des accidents entraînant un décès ou infligeant des blessures à une autre personne et, dans tous les autres cas, à ceux dont c'est une deuxième infraction ou plus.

Article 1 du bill: Cette modification prévoit un emprisonnement d'au moins neuf mois en cas de décès et six mois en cas de blessures. Les nouveaux sous-alinéas c) (i) à (iii) reprennent textuellement les alinéas actuels 234 a) à c).

Voici le texte actuel de l'article 234:

«234. Quiconque, à un moment où sa capacité de conduire un véhicule à moteur est affaiblie par l'effet de l'alcool ou d'une drogue, conduit un véhicule à moteur ou en a la garde ou le contrôle, que ce véhicule soit en mouvement ou non, est coupable d'un acte criminel ou d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, et passible,

- a) pour une première infraction, d'une amende d'au plus cinq cents dollars et d'au moins cinquante dollars, ou d'un emprisonnement de trois mois, ou des deux peines à la fois;
- b) pour une deuxième infraction, d'un emprisonnement d'au plus trois mois et d'au moins quatorze jours; et
- c) pour chaque infraction subséquente, d'un emprisonnement d'au plus un an et d'au moins trois mois.»

Article 2 du bill: (1) Cette modification résulte de la modification proposée au paragraphe (2) de cet article.

Voici le texte actuel du paragraphe 238(1):

«238. (1) Lorsqu'un prévenu est déclaré coupable d'une infraction visée par les articles 203, 204 ou 219, commise au moyen d'un véhicule à moteur, ou d'une infraction visée par les articles 233, 234, 235 ou 236 ou le paragraphe (3) du présent article, la cour, le juge, le juge de

cle, or of an offence under section 233, 235, 236 or subsection (3) of this section, or of a first offence under section 234 where neither death nor personal injury to another person has ensued as a consequence, the court, judge, justice or magistrate, as the case may be, may, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from driving a motor vehicle in Canada at all times or at such times and places as may be specified in the order”

(2) Section 238 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

Compulsory
order prohibit-
ing driving

“(1.1) Where an accused is convicted of an offence under section 234, unless it is a first offence and neither death nor personal injury to another person has ensued as a consequence, the court, judge, justice or magistrate, as the case may be, shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from driving a motor vehicle on the highway in Canada

(a) during a period of three years if

- (i) personal injury to another person has ensued as a consequence, or
- (ii) it is a second offence (whether or not personal injury to another person has ensued as consequence), or

(b) during the lifetime of the accused if

- (i) death has ensued as a consequence, or
- (ii) it is a third or subsequent offence (whether or not death or personal injury to another person has ensued as a consequence).”

(3) All that portion of subsection 238(2) of the said Act preceding paragraph (a) is repealed and the following substituted therefor:

moyen d'un véhicule à moteur, ou d'une infraction visée par les articles 233, 234, 235 ou 236 ou le paragraphe (3) du présent article, ou d'une première infraction visée par l'article 234 lorsqu'en conséquence il n'y a eu ni décès ni lésions corporelles subies par une autre personne, la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat, selon le cas, peut, en sus de toute autre peine qui peut être infligée pour ladite infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur au Canada à quelque moment que ce soit ou aux moments et dans les lieux qui peuvent être spécifiés dans l'ordonnance.

(2) L'article 238 de ladite loi est en outre modifié par l'insertion, immédiatement après le paragraphe (1), du paragraphe suivant:

«(1.1) Lorsqu'un prévenu est déclaré coupable d'une infraction visée par l'article 234, sauf s'il s'agit d'une première infraction et lorsqu'il n'y a eu en conséquence ni décès ni lésions corporelles subies par une autre personne, la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat, selon le cas, en sus de toute autre peine qui peut être infligée pour ladite infraction, rend une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur au Canada

a) durant trois ans

- (i) en cas d'accident où une autre personne a subi des lésions corporelles,
- (ii) s'il s'agit d'une deuxième infraction (qu'une autre personne ait ou non subi des lésions corporelles en conséquence), ou

b) durant la vie du prévenu

- (i) en cas d'accident cause de décès, ou
- (ii) s'il s'agit d'une troisième infraction ou d'une infraction subséquente (qu'il y ait eu ou non décès ou lésions corporelles subies par une autre personne en conséquence)»

(3) Toute la partie du paragraphe 238(2) de ladite loi qui précède l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

Ordonnance
obligatoire
interdisant de
conduire

may, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from driving a motor vehicle in Canada at all times or at such times and places as may be specified in the order

(a) during any period that the court, judge, justice or magistrate considers proper, if he is liable to imprisonment for life in respect of that offence, or

(b) during any period not exceeding three years, if he is not liable to imprisonment for life in respect of that offence."

paix ou le magistrat, selon le cas, peut, en sus de toute autre peine qui peut être infligée pour ladite infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur au Canada à quelque moment que ce soit ou aux moments et dans les lieux qui peuvent être spécifiés dans l'ordonnance

a) durant toute période que la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat estime appropriée, si le prévenu est passible de l'emprisonnement à perpétuité quant à cette infraction, ou

b) durant toute période d'au plus trois ans, si le prévenu n'est pas passible de l'emprisonnement à perpétuité pour cette infraction.»

Clause 2, subsection (2): New. This amendment would provide for automatic driving prohibitions for second and subsequent offences or where death or injury to another person has ensued.

(2) Nouveau. Cette modification prévoit une interdiction automatique de conduire pour une deuxième infraction ou plus ou lorsque l'accident cause la mort ou inflige des blessures à une autre personne.

Clause 2, subsections (3) to (6): These amendments, which add the underlined words, are consequential on the amendment proposed in subsection (2) of this Clause.

(3) à (6) Ces modifications, qui ajoutent les mots soulignés, résultent de la modification proposée au paragraphe (2) de cet article.

Copy of order
for registrar

"(2) Where an order is made pursuant to subsection (1) or (1.1), a copy of the order certified under the hand of the justice or magistrate or under the hand of the judge or the clerk of the court and sealed with the seal, if any, of the court, shall"

(4) Paragraph 238(3)(b) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"(b) an order made pursuant to subsection (1) or (1.1),"

1972, c. 13, s.
18(1.1)

(5) Subsection 238(3.1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Exception

"(3.1) Subsection (3) does not apply to a person who drives a motor vehicle in Canada while he is disqualified or prohibited from driving a motor vehicle by reason of the legal suspension or cancellation, in any province, of his permit or licence or of his right to secure a permit or licence to drive a motor vehicle in that province, where that suspension or cancellation is inconsistent with an order made with respect to him under subsection (1) or (1.1)."

1972, c. 13, s.
18(8)

(6) Subsection 238(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Stay of order
pending appeal

"(6) Where an appeal is taken against a conviction for an offence under section 203, 204 or 219 committed by means of a motor vehicle or for an offence under section 233, 234, 235, 236 or subsection (3) of this section, the court being appealed to may direct that any order under subsection (1) or (1.1) prohibiting the appellant from driving a motor vehicle and arising out of the conviction shall be stayed, pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by that court."

«(2) Lorsqu'une ordonnance est rendue d'après le paragraphe (1) ou (1.1), une copie de l'ordonnance, certifiée sous le seing du juge de paix ou du magistrat, ou sous le seing du juge ou du greffier de la cour, et revêtue du sceau de la cour, s'il en est, doit,»

(4) L'alinéa 238(3) b) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«b) d'une ordonnance rendue sous le régime du paragraphe (1) ou (1.1),»

(5) Le paragraphe 238(3.1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(3.1) Le paragraphe (3) ne s'applique pas à une personne qui conduit un véhicule à moteur au Canada, alors qu'elle a perdu le droit ou qu'il lui est interdit de conduire un véhicule à moteur par suite de la suspension ou de l'annulation légale, dans une province, de son permis, de sa licence ou de son droit d'obtenir un permis ou une licence pour conduire un véhicule automobile dans cette province, lorsque cette suspension ou annulation est incompatible avec une ordonnance rendue à son égard en vertu du paragraphe (1) ou (1.1).»

(6) Le paragraphe 238(6) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(6) Lorsqu'il a été interjeté appel d'une condamnation pour une infraction à l'article 203, 204 ou 219, commise au moyen d'un véhicule à moteur ou pour une infraction à l'article 233, 234, 235 ou 236 ou au paragraphe (3) du présent article, la cour devant laquelle l'appel est interjeté peut ordonner qu'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ou (1.1), interdisant à l'appelant de conduire un véhicule à moteur et résultant de la condamnation, soit suspendue en attendant qu'il soit statué définitivement sur l'appel ou jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement par cette cour.»

Copie de l'ordonnance au
registrar

1972, c. 13, art.
18(1.1)

Exception

1972, c. 13, art.
18(8)

Suspension de
l'ordonnance
pendant l'appel

Coming into
force

3. This Act shall come into force on a day
to be fixed by proclamation.

3. La présente loi entrera en vigueur à
une date qui sera fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

C-392

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-392

An Act to amend the Criminal Code
(control of weapons and firearms)

First reading, June 4, 1975

MR. LEGGATT

C-392

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-392

Loi modifiant le Code criminel
(contrôle des armes offensives et des armes à feu)

Première lecture, le 4 juin 1975

M. LEGGATT



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-392

BILL C-392

An Act to amend the Criminal Code (control
of weapons and firearms)

Loi modifiant le Code criminel (contrôle des
armes offensives et des armes à feu)

R.S., c. C-34,
C-35

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. C-34,
C-35

Definitions

1. Section 82 of the *Criminal Code* is
repealed and the following substituted
therefor:

1. L'article 82 du *Code criminel* est
abrogé et remplacé par ce qui suit:

Définitions

5

"82. For the purposes of this section
and sections 83 to 106,

"82. Aux fins du présent article et des
article 83 à 106,

"Commissioner"
«commissaire»

"Commissioner" means the Commissioner of
the Royal Canadian Mounted Police; 10

«arme à autorisation restreinte» désigne

«arme à autori-
sation res-
treinte»
"restricted..."

"firearm"
«arme à feu»

"firearm" means any weapon from which
any shot, bullet or other missile can be
discharged and that is capable of causing
serious bodily injury or death to the
person, and includes anything that can be 15
adapted for use as a firearm;

a) toute arme à feu conçue, modifiée ou
destinée aux fins de viser et de tirer à 10
l'aide d'une seule main,

b) tout fusil ou toute carabine d'un
genre utilisé habituellement au Canada
pour la chasse ou le sport, ou

c) n'importe quelle arme qui est, par 15
décret du gouverneur en conseil, déclai-
rée être une arme à autorisation
restreinte.

"local registrar
of firearms"
«registraire»

"local registrar of firearms owners" means a
person appointed in writing by the Com-
missioner or by the Attorney General as a
local registrar of firearms owners; 20

«arme à feu» désigne toute arme qui permet
de tirer du plomb, des balles ou tout autre 20
projectile et qui est susceptible de causer
des blessures corporelles graves ou la mort
d'une personne, et comprend toute chose
pouvant être adaptée pour être utilisée
comme arme à feu; 25

«arme à feu»
"firearm"

"permit"
«permis»

"permit" means a permit issued under sec-
tion 97;

"prohibited
weapon"
«arme prohibée»

"prohibited weapon" means
(a) any device or contrivance designed
or intended to muffle or stop the sound 25
or report of a firearm,
(b) any knife that has a blade that
opens automatically by gravity or cen-
trifugal force or by hand pressure
applied to a button, spring or other 30
device in or attached to the handle of
the knife,

«arme prohibée» désigne

a) tout appareil ou dispositif propre ou
destiné à amortir ou à étouffer le son
ou la détonation d'une arme à feu,
b) tout couteau dont la lame s'ouvre 30
automatiquement par gravité ou force

«arme prohibée»
"prohibited
weapon"

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to place all firearms now prohibited in the restricted category and require a licence for firearms ownership.

Clause 1: The purpose of this clause is to place machine guns and shortened guns (sawed-off shotguns), which are now "restricted weapons", in the category of "prohibited weapons." It also places rifles and shotguns which are unrestricted in the category of "restricted weapons." As a result all weapons will be either "prohibited" or "restricted".

Section 82(2) of the Act is repealed to eliminate the exception now existing based on muzzle or bullet velocity. Almost any firearm can kill if the victim is close enough. The new definition "prohibited weapon" is restrictive enough.

Section 82(2) at present reads as follows:

"(2) Notwithstanding anything in subsection (1), a firearm shall be deemed not to be a prohibited weapon or a restricted weapon as defined in this section where it is proved that such firearm is not designed or adapted to discharge a shot, bullet or other missile at a muzzle velocity exceeding five hundred feet per second or to discharge a shot, bullet or other missile that is designed or adapted to attain a velocity exceeding five hundred feet per second."

NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à faire passer les armes à feu actuellement prohibées dans la catégorie des armes à autorisation restreinte et à exiger un permis pour la possession d'armes à feu.

Article 1: Cet article a pour objet de faire passer les mitrailleuses et les armes à canon court (fusils à canon tronqué) qui sont actuellement des «armes à autorisation restreinte», dans la catégorie des «armes prohibées». Il fait également passer les carabines et les fusils qui ne font l'objet d'aucune restriction dans la catégorie de «armes à autorisation restreinte». En conséquence, toutes les armes seront soit «prohibées» soit «à autorisation restreinte».

L'article 82(2) de la loi est abrogé pour éliminer l'exception actuelle fondée sur la vitesse initiale ou la vitesse de trajectoire. Presque toutes les armes peuvent tuer si la victime en est suffisamment rapprochée. La nouvelle définition «arme prohibée» est assez restrictive.

Voici le texte actuel de l'article 82(2):

«(2) Nonobstant les dispositions du paragraphe (1), une arme à feu est censée ne pas être une arme prohibée ou une arme à autorisation restreinte aux termes de la définition du présent article lorsqu'il est démontré que cette arme à feu n'est pas conçue ou adaptée pour tirer du plomb, des balles ou d'autres projectiles à une vitesse initiale de plus de cinq cents pieds à la seconde ni pour tirer du plomb, des balles ou d'autres projectiles qui sont conçus ou adaptés pour atteindre une vitesse de plus de cinq cents pieds à la seconde.»

	(c) any firearm that is capable of firing bullets in rapid succession during one pressure of the trigger, or		centrifuge ou par pression manuelle sur un bouton, un ressort ou autre dispositif qui se trouve dans le manche, ou attaché au manche du couteau,	
	(d) a weapon of any kind, not being a restricted weapon that is declared by Order of the Governor in Council to be a prohibited weapon;"	5	c) toute arme à feu qui est susceptible de tirer rapidement plusieurs balles pendant la durée d'une pression sur la gâchette, ou	5
"registration certificate" «certificat	"registration certificate" means a firearms owners registration certificate issued under section 98;	10	d) n'importe quelle arme, autre qu'une arme à autorisation restreinte, qui est, par décret du gouverneur en conseil, déclarée être une arme prohibée;	10
"restricted weapon" «arme à autori- sation...»	"restricted weapon" means		«certificat d'enregistrement» désigne un certificat d'enregistrement de propriétaire d'arme à feu émis en vertu de l'article 98;	15
	(a) any firearm designed, altered or intended to be aimed and fired by the action of one hand,		«commissaire» désigne le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada;	15
	(b) any shotgun or rifle of a kind commonly used in Canada for hunting, or sporting purposes, or	15	«permis» désigne un permis émis en vertu de l'article 97;	15
	(c) a weapon of any kind that is declared by Order of the Governor in Council to be a restricted weapon."	20	«registraire local propriétaires d'armes à feu» désigne une personne nommée par écrit par le commissaire ou par le procureur général en qualité de registraire local de propriétaires d'armes à feu.	20
			«registraire local de propriétaires d'armes à feu» "local..."	
	2. The said Act is further amended by repealing sections 87 and 88 thereof and substituting the following therefor:		2. Ladite loi est en outre modifiée par l'abrogation des articles 87 et 88 et leur remplacement par ce qui suit:	
Delivering restricted weapon	"87. Everyone who sells, barters, gives, lends, transfers, or delivers any restricted weapon to another person without the authorization in the manner prescribed by section 97(1), is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for two years."	25	«87. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans quiconque vend, donne, donne en troc, 30 prête, transfère ou livre une arme à autorisation restreinte à une personne qui ne détient pas le permis visé à l'article 97(1).»	30
		30		
	3. Sections 85(b), 86(d), 89(b), 90(b), 91(1)(b), 92, 94(b), 96(3)(b), 102(4)(b) of the said Act are repealed.		3. Les articles 85(b), 86(d), 89(b), 90(b), 91(1)(b), 92, 94(b), 96(3)(b) et 102(4)(b) de ladite loi sont abrogés.	35
	4. The said Act is further amended by repealing section 93 thereof and substituting the following therefor:	35	4. Ladite loi est en outre modifiée par l'abrogation de l'article 93 et son remplacement par l'article suivant:	40
Possession unlawful without permit	"93. Everyone who has in his possession a restricted weapon is, unless he is a holder of a permit under which he may lawfully so possess it, guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for two years."	40	«93. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans quiconque a en sa possession une arme à autorisation restreinte, à moins qu'il ne soit le détenteur d'un permis en vertu duquel il peut ainsi légalement la posséder.»	45
			Possession illégale sans permis	

Clause 2: The purpose of this section is to make all transfers of weapons, whether commercial or private, subject to authorization.

Sections 87 and 88 at present read as follows:

“87. Every one who sells, barter, gives, lends, transfers or delivers any *firearm or ammunition* to a person under the age of sixteen years who is not the holder of a permit under which he may lawfully possess it is guilty of an offence punishable on summary conviction.

88. (1) Every one who sells, barter, gives, lends, transfers or delivers any *firearm or ammunition* to a person who he knows or has good reason to believe is prohibited from having a firearm or ammunition in his possession by any order made pursuant to section 95 is guilty of an offence punishable on summary conviction.

(2) Every one who sells, barter, gives, lends, transfers or delivers any *firearm or other offensive weapon or any ammunition or explosive substance* to a person who he knows or has good reason to believe

(a) is of unsound mind, or

(b) is a person to whom the sale, barter, giving, lending, transfer or delivery of any such article by other persons is prohibited by any order made pursuant to subsection 105(5),

is guilty of an offence punishable on summary conviction.”

Clause 3: The purpose of this section is to make all offences relating to guns indictable.

Section 92 becomes unnecessary due to the new section 87.

Section 92 at present reads as follows:

“92. Every one who sells, barter, gives, lends, transfers or delivers any restricted weapon to a person who is not the holder of a permit relating to that weapon issued for the purpose described in paragraph 98(2)(a) is guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for two years, or

(b) an offence punishable on summary conviction.”

Clause 4: The purpose of this section is to require a permit for all “restricted weapons” which in fact includes all firearms.

Section 93 at present reads as follows:

“93. Every one who has in his possession a restricted weapon elsewhere than in his dwelling-house or place of business is, unless he is the holder of a permit under which he may lawfully so possess it, guilty of

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for two years, or

(b) an offence punishable on summary conviction.”

Article 2: Cet article a pour objet d'exiger une autorisation pour tous les transferts d'armes, qu'ils aient lieu sur une base commerciale ou entre particuliers.

Voici le texte actuel des articles 87 et 88:

«87. Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, quiconque vend, donne, donne en troc, prête, transfère ou livre une arme à feu ou des munitions à une personne de moins de seize ans qui n'est pas le détenteur d'un permis en vertu duquel elle peut légalement les posséder.

88. (1) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, quiconque vend, donne, donne en troc, prête, transfère ou livre une arme à feu ou des munitions à une personne lorsqu'il sait ou a de bonnes raisons de croire qu'il est interdit à cette personne, par une ordonnance rendue en conformité de l'article 95, d'avoir en sa possession des armes ou des munitions.

(2) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, quiconque vend, donne, donne en troc, prête, transfère ou livre une arme à feu ou des munitions ou une substance explosive à une personne lorsqu'il sait ou a de bonnes raisons de croire

a) qu'elle n'est pas saine d'esprit, ou

b) qu'il est interdit, par une ordonnance rendue en conformité du paragraphe 105(5), de vendre, donner, donner en troc, prêter, transférer ou livrer un tel article à cette personne.»

Article 3: Cet article a pour objet de faire de toutes les infractions se rapportant aux armes à feu des infractions criminelles.

Étant donné le nouvel article 87, l'article 92 n'est plus nécessaire.

Voici le texte actuel de l'article 92:

«92. Est coupable

a) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans, ou

b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité,

quiconque vend, donne, donne en troc, prête, transfère ou livre une arme à autorisation restreinte à une personne qui n'est pas le détenteur d'un permis relatif à cette arme, émis aux fins mentionnées à l'alinéa 98(2)a).»

Article 4: Cet article a pour objet d'exiger un permis pour toutes les «armes à autorisation restreinte» ce qui, en fait, comprend toutes les armes à feu.

Voici le texte actuel de l'article 93:

«93. Est coupable

a) d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans, ou

b) d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité,

quiconque a en sa possession une arme à autorisation restreinte ailleurs que dans sa maison d'habitation ou son siège d'affaires, à moins qu'il ne soit le détenteur d'un permis en vertu duquel il peut ainsi légalement la posséder.»

5. The said Act is further amended by repealing section 95 thereof and substituting the following therefor:

Order prohibit-
ing possession of
firearm or
ammunition

"95. Where a person is convicted of an offence involving the use, carriage or possession of any firearm or ammunition, or where a person is convicted of capital murder or non capital murder, assault causing grievous bodily harm, rape, kidnapping or hijacking, the court, judge, justice or magistrate, as the case may be, shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from carrying or having in his possession any firearm or ammunition for a period of not less than ten years from

(a) the time of his conviction for that offence, or

(b) if he was sentenced to imprisonment for that offence, the expiration of his sentence."

6. The said Act is further amended by adding immediately after paragraph (d) of subsection (2) of section 97 thereof the following:

Registrar to be
satisfied

"(e) for use in hunting by a person who holds a hunting licence from the appropriate authorities.

(2.1) (a) a permit described in subsection (1) may be issued only where the registrar of firearms owners is satisfied

(i) that the applicant is familiar with the weapon which he wishes to possess and that he knows how to use it properly; and

(ii) that he is familiar with the laws regulating weapons;

Exclusion

(b) a permit shall not be granted to a person who

(i) is prohibited from having a firearm by any order under section 95,

(ii) is a person to whom the sale, barter, giving, lending, transfer, or delivery of any such article by other persons is prohibited by any order

5. Ladite loi est en outre modifiée par l'abrogation de l'article 95 et son remplacement par ce qui suit:

«95. Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction comportant l'utilisation, le port ou la possession d'une arme à feu ou de munitions, ou lorsqu'une personne est déclarée coupable de meurtre qualifié ou non qualifié, de voies de fait causant des lésions corporelles graves, de viol, d'enlèvement ou de détournement d'aéronef, la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat, selon le cas, doit, en plus de toute autre peine qui peut être imposée pour cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant le port ou la possession d'une arme à feu ou de munitions pendant une période d'au moins dix ans

a) à compter du moment où elle est déclarée coupable de l'infraction, ou

b) à compter de l'expiration de la sentence si elle est condamnée à l'emprisonnement pour cette infraction.»

6. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'alinéa d) du paragraphe (2) de l'article 97, de ce qui suit:

«e) pour être utilisée à la chasse par une personne qui détient un permis de chasse délivré par les autorités compétentes.

(2.1)a) Le permis mentionné au paragraphe (1) ne peut être émis que lorsque le registraire de propriétaires d'armes à feu est convaincu que le requérant

(i) connaît bien l'arme qu'il veut posséder et sait bien la manier; et

(ii) connaît bien les lois régissant les armes;

b) un permis ne doit pas être accordé à une personne

(i) à qui une ordonnance rendue sous le régime de l'article 95 interdit d'avoir une arme à feu,

(ii) à qui, aux termes d'une ordonnance rendue en conformité du paragraphe (5) de l'article 105, un tel

Ordonnance
prohibant la
possession d'une
arme à feu ou de
munitions

Connaissances
du requérant
dont le regis-
traire doit être
convaincu

Exclusion

Clause 5: Under the present law a judge may order that a person involved in a crime be prohibited from possessing any firearm for a maximum period of five years. This amendment would require the judge to make such a prohibitive order for at least ten years and add other crimes for which such an order should be made.

Section 95 at present reads as follows:

“95. (1) Where a person is convicted of an offence involving the use, carriage or possession of any firearm or ammunition, the court, judge, justice or magistrate, as the case may be, may, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting him from carrying or having in his possession any firearm or ammunition *during any period not exceeding five years* from

(a) the time of his conviction for that offence, or

(b) if he was sentenced to imprisonment for that offence, the expiration of his sentence.

(2) *Every one who carries or has in his possession any firearm or ammunition while he is prohibited from doing so by any order made pursuant to this section is guilty of*

(a) an indictable offence and is liable to imprisonment for five years, or

(b) an offence punishable on summary conviction.”

Clause 6: The purpose of this additional paragraph (e) to section 97(2) is to provide that a permit may be granted to use a rifle or shotgun for hunting subject to the granting of a hunting licence.

New subsection (2.1) (a) makes it mandatory that a test be passed before any ownership permit may be granted. The test would deal with the knowledge and handling of weapons and the laws pertaining to them. In this way the permit will also serve as a certificate of competence to use the weapon for which the permit is issued. Section (2.1) (b) sets out those persons who are prohibited from being granted an ownership permit.

Article 5: En vertu de la loi actuelle, un juge peut ordonner qu’il soit interdit à une personne impliquée dans un crime de posséder une arme à feu pendant une période maximum de cinq ans. La présente modification obligerait le juge à rendre une ordonnance portant interdiction pendant une période d’au moins dix ans et prévoit en outre d’autres crimes pour lesquels une telle ordonnance serait rendue.

Voici le texte actuel de l’article 95:

«95. (1) Lorsqu’une personne est déclarée coupable d’une infraction comportant l’utilisation, le port ou la possession d’une arme à feu ou de munitions, la cour, le juge, le juge de paix ou le magistrat, selon le cas, *peut*, en plus de toute autre peine qui peut être imposée pour cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant le port ou la possession d’une arme à feu ou de munitions pendant une période *n’excédant pas cinq ans*

a) à partir du moment où elle a été déclarée coupable de cette infraction, ou,

b) si elle a été condamnée à une peine d’emprisonnement pour cette infraction, à partir de l’expiration de sa sentence.

(2) *Est coupable*

a) d’un acte criminel et passible d’un emprisonnement de cinq ans, ou

b) d’une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité,

quiconque porte ou a en sa possession une arme à feu ou des munitions pendant que cela lui est interdit par une ordonnance rendue en conformité du présent article.»

Article 6: L’alinéa e) ajouté à l’article 97(2) a pour objet de prévoir qu’un permis peut être délivré pour l’utilisation d’une carabine ou d’un fusil à la chasse sous réserve de l’octroi d’un permis de chasse.

Le nouveau paragraphe (2.1) a) rend obligatoire la réussite d’un examen avant l’octroi d’un permis de possession d’arme. L’examen aurait trait à la connaissance des armes, à leur maniement et aux lois y afférentes. De cette manière, le permis servirait aussi de certificat de compétence pour l’utilisation de l’arme qui fait l’objet du permis. Le paragraphe (2.1)b) énumère les personnes à qui il est interdit d’accorder un permis de possession d’arme.

made pursuant to subsection (5) of section 105, or

(iii) has received any treatment for mental disorder following actions which caused or threatened to cause 5 grievous bodily harm."

7. Section 97 of the said Act is further amended by adding immediately after subsection (3) thereof, the following:

Idem

"(3.1) Subsection (3) does not apply in 10 the case of a person holding a permit for a shotgun or a rifle of a kind commonly used in Canada for hunting or sporting purposes where such person is transporting the shotgun or rifle for hunting or 15 sporting purposes."

8. Subsection 97(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Permit to person under 14 years of age

"(5) A permit to possess a firearm or 20 ammunition may be issued by a local registrar of firearms owners in any province to a person under the age of fourteen years if that person resides within an area in that province designated by order of 25 the Governor in Council and the local registrar of firearms owners is satisfied that such permit is needed to enable that person to hunt game for food or family support. 30

9. Subsection 97(7) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Other permits

"(7) A permit authorizing a person who is fourteen or more years of age but 35 under the age of sixteen years to possess a firearm or ammunition, or a permit for the purpose described in paragraph 98(2)(a) may be issued by a local registrar of firearms owners and shall remain in 40 force until the expiration of the period for which it is expressed to be issued, unless it is sooner revoked."

article ne peut être vendu, donné, donné en troc, prêté, transféré ou livré par d'autres personnes, ou (iii) qui a subi un traitement psychiatrique à la suite d'actes qui ont 5 causé ou étaient de nature à causer des lésions corporelles graves.»

7. L'article 97 de ladite loi est en outre modifié par l'insertion, immédiatement après le paragraphe (3), de ce qui suit: 10

Idem

«(3.1) Le paragraphe (3) ne s'applique pas dans le cas d'une personne qui détient un permis de possession d'un fusil ou d'une carabine d'un genre utilisé habituellement au Canada pour la chasse ou le 15 sport lorsque cette personne transporte le fusil ou la carabine pour la chasse ou le sport.»

8. Le paragraphe 97(5) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: 20

Permis pour une personne de moins de quatorze ans

«(5) Un permis de posséder une arme à feu ou des munitions ne peut être émis par un registraire local de propriétaires d'armes à feu, dans une province, à une personne âgée de moins de quatorze ans que 25 si cette personne réside dans une région de cette province désignée par décret du gouverneur en conseil et si le registraire local de propriétaires d'armes à feu est convaincu qu'un tel permis est nécessaire 30 pour permettre à cette personne de chasser du gibier pour la nourriture, ou pour subvenir aux besoins de sa famille.»

9. Le paragraphe 97(7) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit: 35

Autres permis

«(7) Un permis autorisant une personne âgée d'au moins quatorze ans et de moins de seize ans à posséder une arme à feu ou des munitions ou un permis aux fins mentionnées à l'alinéa 98(2)a) peut être émis 40 par un registraire local de propriétaires d'armes à feu et demeure valide jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle il est déclaré émis, à moins qu'il ne soit révoqué plus tôt.» 45

Clause 7: New. This provides for an exception in the case of a sporting shotgun or a rifle so that it may be transported for hunting or sporting purposes.

Article 7: Nouveau. On prévoit une exception dans le cas d'un fusil ou d'une carabine utilisée pour le sport afin que l'arme puisse être transportée pour la chasse ou le sport.

Clauses 8 to 11: These are consequential upon the definition "local registrar of firearm owners" contained in clause 1. They add the underlined words.

Articles 8 à 11: Ces articles découlent de la définition de «registraire local de propriétaires d'armes à feu» qui figure à l'article 1 du bill. Ils ajoutent les mots soulignés.

10. Subsection 98(1) to (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

10. Les paragraphes 98(1) à (3) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

Registrar to be maintained

"(1) The Commissioner shall cause a registry to be maintained in which shall be kept a record of every firearm owners registration certificate issued under this section. 5

«98. (1) Le commissaire doit faire tenir un registre où l'on doit noter chaque certificat d'enregistrement de propriétaire d'arme à feu émis en vertu du présent article. 5

Registre à tenir

Application for registration certificate

(2) An application for a registration certificate shall be in form prescribed by the Commissioner and shall be made to a local registrar of firearms owners who shall, upon receiving the application,

(2) Une demande de certificat d'enregistrement doit être en une forme prescrite par le commissaire et doit être faite à un registraire local de propriétaires d'armes à feu qui doit, sur réception de la demande,

Demande de certificat d'enregistrement

(a) issue a permit under section 97 authorizing the applicant to transport the weapon to him for examination; and

a) émettre un permis en vertu de l'article 97 autorisant l'auteur de la demande à transporter l'arme pour la lui remettre aux fins d'examen; et

(b) if he is satisfied that the weapon bears a serial number sufficient to distinguish it from other restricted weapons or, in the case of a weapon that in his opinion is useful or valuable primarily as an antique, that the description of the weapon in the application is accurate, endorse the application and

b) s'il est convaincu que l'arme porte un numéro de série suffisant pour la distinguer des autres armes à autorisation restreinte, ou, dans le cas d'une arme qui, à son avis, a principalement une utilité ou une valeur d'antiquité, que la description de l'arme faite dans la demande est exacte, viser la demande et 25

(i) send one copy thereof to the Commissioner,

(i) en envoyer une copie au commissaire,

(ii) deliver one copy thereof to the applicant, and 30

(ii) en délivrer une copie à l'auteur de la demande, et

(iii) retain one copy thereof.

(iii) en conserver une copie. 30

Matters to be reported to Commissioner

(3) Where a local registrar of firearms owners has notice of any matter that may render it desirable in the interests of the safety of other persons that the applicant should not possess a restricted weapon, he shall report that matter to the Commissioner."

(3) Lorsqu'un registraire local de propriétaires d'armes à feu a connaissance de quelque matière qui peut rendre souhaitable, pour la sécurité d'autrui, que l'auteur de la demande ne soit pas en possession d'une arme à autorisation restreinte, il doit faire rapport de cette matière au commissaire.»

Matières dont il doit être fait rapport au commissaire

11. Subsection 102(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

11. Les paragraphes 102(1) et (2) de ladite loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

Finding weapon

"(1) Every one commits an offence who, upon finding a prohibited weapon, or a restricted weapon that he has reasonable grounds to believe has been lost or abandoned, does not forthwith

«102. (1) Commet une infraction quiconque, après avoir trouvé une arme prohibée ou une arme à autorisation restreinte, qu'il croit pour des motifs raisonnables avoir été perdue ou abandonnée,

Fait de trouver une arme

(a) deliver it to a peace officer, or a local registrar of firearms owners, or

(b) report to a peace officer, or a local registrar of firearms owners, that he has found it.

5

Lost weapon

(2) Every one commits an offence who, having lost a restricted weapon for which he has a registration certificate issued to him, does not forthwith report to a peace officer or a local registrar of firearms owners that he has lost such weapon.”

10

a) ne la remet pas immédiatement à un agent de la paix ou à un registraire local de propriétaires d'armes à feu, ou

b) ne fait pas immédiatement connaître à un agent de la paix ou à un registraire local de propriétaires d'armes à feu qu'il l'a trouvée.

5

Arme perdue

(2) Commet une infraction quiconque, ayant perdu une arme à autorisation restreinte pour laquelle il détient un certificat d'enregistrement émis en sa faveur, ne fait pas immédiatement connaître à un agent de la paix ou à un registraire local de propriétaires d'armes à feu qu'il a perdu cette arme.»

15

C-393

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

C-393

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Government
Publications

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-393

BILL C-393

An Act to amend the Crown Liability Act

Loi modifiant la Loi sur la responsabilité de la
Couronne

First reading, June 16, 1975

Première lecture, le 16 juin 1975

MR. FRANCIS

M. FRANCIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-393

BILL C-393

An Act to amend the Crown Liability Act

Loi modifiant la Loi sur la responsabilité de
la Couronne

R.S., c. C-38

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. C-38

1. Subsection 10(1) of the *Crown Liability Act* is repealed.

1. Le paragraphe 10(1) de la *Loi sur la responsabilité de la Couronne* est abrogé. 5

2. Section 12 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. L'article 12 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

No judgment by
default without
leave

"12. In any proceedings against the Crown under this Part judgment shall not be entered against the Crown in default of appearance or pleading without the leave of the court to be obtained on application of which at least thirty clear days notice has been given to the Deputy Attorney General of Canada."

15

«12. Dans toutes procédures contre la Couronne sous le régime de la présente Partie, il ne peut être prononcé contre la Couronne de jugement par défaut de comparaître ou de plaider sans l'autorisation du tribunal. Cette autorisation s'obtient au moyen d'une demande dont il faut donner au moins trente jours d'avis au sous-procureur général du Canada.»

Nul jugement
par défaut sans
autorisation

EXPLANATORY NOTE

At the present time, an action for libel in a newspaper or in a broadcast shall, under section 6 of the Ontario Libel and Slander Act, be commenced within three months after the libel has come to the knowledge of the person defamed. However, under subsection 10(1) of the Crown Liability Act, no proceedings shall be commenced unless the claimant has given notice to the Crown at least ninety days before the commencement of the proceedings. Under the circumstances it is impossible to both give ninety days notice to the Crown and commence proceedings within three months.

Clause 1: Repealed. This subsection of the Act presents an impossible burden on a plaintiff.

Subsection 10(1) at present reads as follows:

"(1) Except in the case of a counterclaim, no proceedings shall be commenced under this Part unless the claimant has at least ninety days before the commencement of the proceedings served on the Deputy Attorney General of Canada or sent to him by registered post a notice of the claim together with sufficient details of the facts upon which the claim is based to enable him to investigate it."

Clause 2: This is consequential on Clause 1. It would increase to thirty days, notice to be given to the Crown when applying for default judgment:

Section 12 at present reads as follows:

"12. In any proceedings against the Crown under this Part judgment shall not be entered against the Crown in default of appearance or pleading without the leave of the court to be obtained on application of which at least fourteen clear days notice has been given to the Deputy Attorney General of Canada."

NOTE EXPLICATIVE

A l'heure actuelle, selon l'article 6 de la Loi de l'Ontario concernant la diffamation écrite et verbale (Libel and Slander Act), une plainte en diffamation à l'égard d'un journal, ou d'une émission de radio ou de télévision doit être intentée dans les trois mois qui suivent la date où la victime a connaissance de la diffamation. Toutefois, sous le régime du paragraphe 10(1) de la Loi sur la responsabilité de la Couronne, on ne peut intentier des procédures si le demandeur n'a pas donné à la Couronne un préavis d'au moins quatre-vingt-dix jours avant le commencement des procédures. Dans les circonstances, il est impossible de donner un préavis de quatre-vingt-dix jours à la Couronne et d'intenter des procédures dans les trois mois.

Article 1 du bill: Abrogé. Ce paragraphe de la loi impose une trop lourde charge au plaignant.

Voici le texte actuel du paragraphe 10(1):

«10. (1) Sauf le cas de demande reconventionnelle, on ne peut intenter des procédures sous le régime de la présente Partie si le demandeur n'a pas (au moins quatre-vingt-dix jours avant le commencement des procédures) signifié ou envoyé par courrier recommandé au sous-procureur général du Canada, un avis de la réclamation et suffisamment de détails sur les faits justifiant la réclamation pour lui permettre de faire enquête à ce sujet.»

Article 2 du bill: Cet amendement découle de l'article 1 du bill. Il porterait à trente jours le délai du préavis qu'il faut donner à la Couronne lorsqu'on demande un jugement par défaut:

Voici le texte actuel de l'article 12:

«12. Dans toutes procédures contre la Couronne sous le régime de la présente Partie, il ne peut être prononcé contre la Couronne de jugement par défaut de comparaître ou de plaider sans l'autorisation du tribunal. Cette autorisation s'obtient au moyen d'une demande dont il faut donner au moins quatorze jours d'avis au sous-procureur général du Canada.»

111 X3
056
C-394

C-394

Publication

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-394

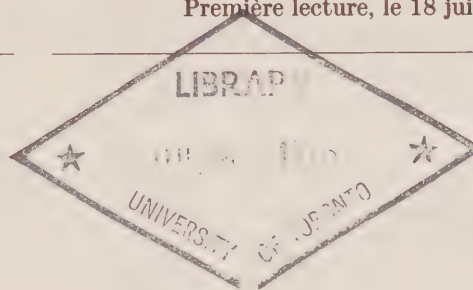
BILL C-394

An Act to amend the Criminal Code

Loi modifiant le Code criminel

First reading, June 18, 1975

Première lecture, le 18 juin 1975



MR. LEGGATT

M. LEGGATT

1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-394

An Act to amend the Criminal Code

R.S., c. C-34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subparagraph 613(4)(b)(i) of the Criminal Code is repealed.

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-394

Loi modifiant le Code criminel

S.R., c. C-34

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le sous-alinéa 613(4)b(i) du Code criminel est abrogé.

5

EXPLANATORY NOTE

This amendment would prevent the substitution by an appeal court of a conviction for a jury verdict of not guilty. The power to order a new trial where the Crown shows that a substantial error of law has occurred at a jury trial is a sufficient assurance that criminal justice will be administered according to law.

Subparagraph 613(4)(b)(i) at present reads as follows:

"(4) Where an appeal is from an acquittal the court of appeal may

(a) dismiss the appeal; or

(b) allow the appeal, set aside the verdict and

(i) *enter a verdict of guilty with respect to the offence of which, in its opinion, the accused should have been found guilty but for the error in law, and pass a sentence that is warranted in law, or*"

NOTE EXPLICATIVE

Cet amendement empêcherait une cour d'appel de remplacer par une condamnation un verdict de non-culpabilité rendu par un jury. Le pouvoir d'ordonner un nouveau procès lorsque la Couronne démontre qu'une erreur de droit importante s'est produite au cours d'un procès devant jury est une garantie suffisante que la justice pénale sera rendue conformément au droit.

Voici le texte actuel du sous-alinéa 613(4)b(i):

«(4) Quand un appel est interjeté d'un acquittement, la cour d'appel peut

a) rejeter l'appel; ou

b) admettre l'appel, écarter le verdict et

(i) *consigner un verdict de culpabilité à l'égard de l'infraction dont, à son avis, l'accusé aurait dû être déclaré coupable, n'eût été l'erreur en droit, et prononcer une sentence justifiée en droit, ou*

A1 XB
B56

C-395

C-395

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-395

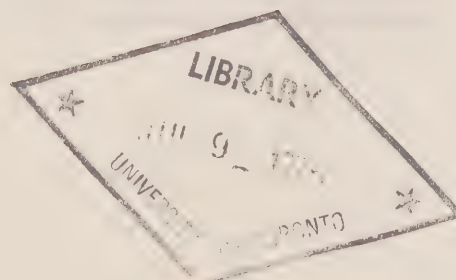
BILL C-395

An Act to amend the Criminal Code (appeals)

Loi modifiant le Code criminel (appels)

First reading, June 25, 1975

Première lecture, le 25 juin 1975



MR. DIEFENBAKER

M. DIEFENBAKER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-395

An Act to amend the Criminal Code
(appeals)

R.S., c. C-34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 613(4) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

“(4) Where an appeal is from an acquittal the court of appeal may

(a) dismiss the appeal,

(b) set aside the verdict and order a new trial, or

(c) where the verdict was rendered by a magistrate or by a judge sitting without a jury, substitute a verdict of guilty in respect of the offence of which the accused would have been found guilty but for the error of law, and impose a sentence that is warranted in law.”

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-395

Loi modifiant le Code criminel (appels)

S.R., c. C-34

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le paragraphe 613(4) du Code criminel est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(4) Quand un appel est interjeté d'un acquittement, la cour d'appel peut

a) rejeter l'appel;

b) écarter le verdict et ordonner un nouveau procès ou,

c) lorsque le verdict a été rendu par un magistrat ou un juge siégeant sans jury, y substituer un verdict de culpabilité à l'égard de l'infraction dont l'accusé aurait été déclaré coupable n'eût été l'erreur de droit et prononcer une sentence justifiée en droit.»

Appel d'un
acquittement

10

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this amendment is to abolish the power of an appellate court to substitute its own opinion for that of a jury where the jury has returned a verdict of acquittal.

Subsection 613(4) at present reads as follows:

- “(4) Where an appeal is from an acquittal the court of appeal may
- (a) dismiss the appeal; or
 - (b) *allow the appeal*, set aside the verdict and
 - (i) enter a verdict of guilty with respect to the offence of which, *in its opinion*, the accused should have been found guilty but for the error in law, and pass a sentence that is warranted in law, or
 - (ii) order a new trial.”

NOTE EXPLICATIVE

Cette modification vise à abolir le pouvoir d'une cour d'appel de substituer sa propre décision à celle d'un jury qui a prononcé un verdict d'acquiescement.

Voici le texte actuel du paragraphe 613(4):

- «(4) Quand un appel est interjeté d'un acquiescement, la cour d'appel peut
- a) rejeter l'appel; ou
 - b) *admettre l'appel*, écarter le verdict et
 - (i) *consigner* un verdict de culpabilité à l'égard de l'infraction dont, *à son avis*, l'accusé aurait dû être déclaré coupable, n'eût été l'erreur en droit, et prononcer une sentence justifiée en droit, ou
 - (ii) ordonner un nouveau procès.»

356
C-396

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

C-396

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-396

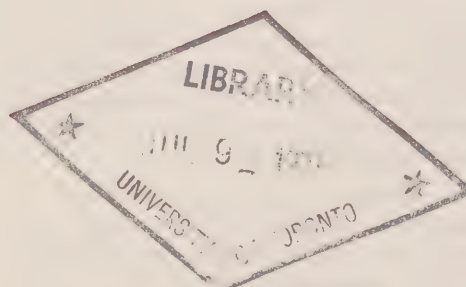
BILL C-396

An Act to amend the Criminal Code
(humane traps)

Loi modifiant le Code criminel
(piégeage sans cruauté)

First reading, June 27, 1975

Première lecture, le 27 juin 1975



MR. MUNRO (*Esquimalt-Saanich*)

M. MUNRO (*Esquimalt-Saanich*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-396

An Act to amend the Criminal Code (humane traps)

R.S., c. C-34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Criminal Code* is amended by adding after section 402 thereof the following section:

Definition "animal"

"402.1. (1) In this section, "animal" means an animal that is wild by nature.

Setting of traps

(2) Every one who sets a trap for the purpose of capturing an animal for which 10 an alternative mode of capture has been specified under paragraph (6)(a) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Manufacture, etc. of traps

(3) Every one who manufactures, 15 imports or sells a trap with respect to which an alternative mode of capture has been specified under sub-paragraph (6)(a)(i) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Improper setting of traps

(4) Every one who, for the purpose of capturing an animal of any species, wilfully sets a trap at less than the minimum striking force prescribed for that species under paragraph (6)(b) is guilty of an 25 offence punishable on summary conviction.

Presumption against person retrieving

(5) For the purposes of this section, the retrieval of an animal from a trap by any person is, in the absence of evidence to 30 the contrary, proof that the trap was set by that person.

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-396

Loi modifiant le Code criminel (piégeage sans cruauté)

S.R., c. C-34

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le Code criminel est modifié par l'insertion, après l'article 402, de l'article qui 5 suit:

«402.1. (1) Dans le présent article, «animal» désigne un animal qui vit normalement à l'état sauvage.

Définition «animal»

(2) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, quiconque pose un piège pour capturer un animal alors qu'un autre moyen de capture est spécifié en vertu de l'alinéa (6)a). 10

Pose des pièges

(3) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, quiconque fabrique, importe ou vend un piège auquel doit être substitué un autre moyen de capture spécifié en 20 vertu du sous-alinéa (6) a) i).

Fabrication, etc. de pièges

(4) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, quiconque, aux fins de capturer un animal d'une espèce quelconque, règle 25 volontairement un piège à une force inférieure à la force minimale prescrite pour cette espèce en vertu de l'alinéa (6) b).

Réglage incorrect des pièges

(5) Aux fins du présent article, le fait de récupérer un animal pris dans un piège 30 par une personne constitue, en l'absence de preuve contraire, la preuve que le piège a été posé par cette personne.

Présomption contre la personne qui récupère un animal

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this amendment is to prohibit the use of leg-hold snares and other inhumane types of trap where a practical alternative is now available or becomes available in the future, to promote the eventual phasing-out of such traps, and to encourage the correct setting of traps meant to cause instantaneous death.

NOTE EXPLICATIVE

Cette modification vise à interdire l'utilisation de pièges capturant des animaux par les pattes, et d'autres méthodes cruelles de capture, lorsqu'on dispose, ou disposera dans l'avenir, d'autres moyens pratiques de capture, à favoriser l'abandon graduel de pièges de ce genre et à inciter les piégeurs à régler correctement les pièges conçus pour tuer instantanément.

(6) The Minister of the Environment may, for the purpose of preventing unnecessary cruelty to animals, make regulations

(a) specifying, with respect to any description of trap, an alternative mode of capture

(i) for all species of animal capable of being captured by the trap, or

(ii) for designated species of animal which, in his opinion, is

(iii) less likely to inflict suffering on such animals,

(iv) equally practicable in the conduct of economic trapping operations, and

(v) sufficiently accessible to persons engaged in trapping, and

(b) prescribing, with respect to any species of animal, a minimum striking force for spring-actuated traps designed to cause death by asphyxiation."

(6) Le ministre de l'Environnement peut, afin d'empêcher que les animaux soient victimes de cruauté inutile, établir des règlements

a) spécifiant, à la place d'un piège de n'importe quel genre, l'emploi,

(i) pour toutes les espèces d'animaux pouvant être capturés par le piège, ou

(ii) pour une espèce d'animal désignée,

d'une autre méthode de capture qui, à son avis,

(iii) est moins susceptible de faire souffrir ces animaux,

(iv) est aussi satisfaisante, du point de vue pratique et économique, pour les opérations de piégeage et

(v) peut être employée assez facilement par ceux qui font du piégeage, et

b) prescrivant, à l'égard de toute espèce d'animal, la force minimale des pièges à ressort conçus pour tuer par strangulation.»

25

117 18
1956
C-397

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-397

An Act to amend the Criminal Code
(wilful destruction of laid up colours)

First reading, July 2, 1975

MR. DOUGLAS (*Bruce*)

C-397

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

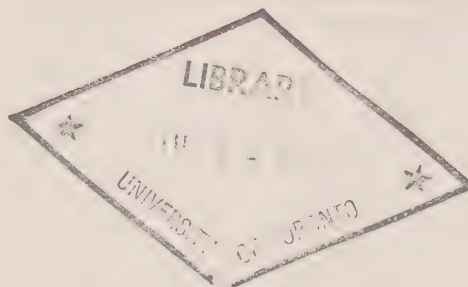
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-397

Loi modifiant le Code criminel
(destruction volontaire d'anciens drapeaux)

Première lecture, le 2 juillet 1975

M. DOUGLAS (*Bruce*)



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-397

An Act to amend the Criminal Code (wilful
destruction of laid up colours)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-34

1. The Criminal Code is amended by
adding immediately after section 49 thereof,
the following:

"laid up
colours"

"49.1 (1) In this section, "laid up
colours" means a regimental colour or
guidon or, an air force squadron standard
which at one time had been consecrated 10
and used by a unit of the armed forces of
Canada.

offence to
destroy, etc.

(2) Every one who wilfully destroys,
mutilates, defaces, defiles, desecrates or
casts contempt upon laid up colours is 15
guilty of an offence punishable upon sum-
mary conviction."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-397

Loi modifiant le Code criminel (destruction
volontaire d'anciens drapeaux)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. C-34

1. Le Code criminel est modifié par l'in-
sertion, immédiatement après l'article 49, de 5
ce qui suit:

«ancien drapeau»

«49.1 (1) Dans le présent article,
«ancien drapeau» s'entend d'un drapeau ou
étendard de régiment ou d'un étendard
d'escadron de l'aviation qui ont déjà été 10
bénis et utilisés par une unité des forces
armées du Canada.

Infraction

(2) Quiconque détruit, mutile, défigure,
souille, profane ou méprise volontaire-
ment un ancien drapeau est coupable 15
d'une infraction punissable sur déclara-
tion sommaire de culpabilité.»

EXPLANATORY NOTE

Regimental colours and air force squadron standard still in use are well guarded on army and air force bases but "laid up colours" are invariably displayed in public places. These colours represent something sacred not only to those who served under them but to all Canadians. The purpose of this bill is to provide that it shall be an offence under the Criminal Code for any person to wilfully destroy or defile a "laid up colour".

NOTE EXPLICATIVE

Les couleurs régimentaires et les étendards d'escadron de l'aviation encore en usage sont sous bonne garde dans les bases de l'armée et de l'aviation, alors que les anciens drapeaux sont toujours exposés dans les endroits publics. Ces drapeaux représentent une chose sacrée non seulement pour ceux qui ont servi sous eux, mais pour tous les Canadiens. Ce bill vise à faire de la destruction ou la défiguration volontaire d'un ancien drapeau une infraction au Code criminel.

711 83
1356
C-398

C-398

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada, Parliament, House of Commons
(11 11)

BILL C-398
1111

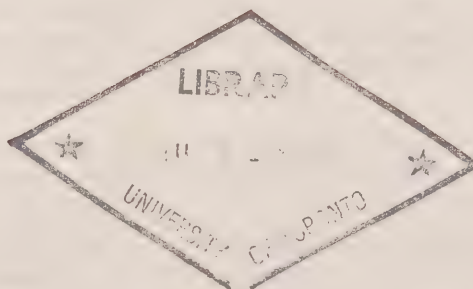
BILL C-398

An Act to amend the Criminal Code
(black powder firearms)

Loi modifiant le Code criminel
(armes à feu à poudre noire)

First reading, July 3, 1975

Première lecture, le 3 juillet 1975



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-398

BILL C-398

An Act to amend the Criminal Code
(black powder firearms)

Loi modifiant le Code criminel
(armes à feu à poudre noire)

R.S., c. C-34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. C-34

Short title

1. This Act may be cited as the *Black Powder Firearms Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur les armes à feu à poudre noire*.

Titre abrégé

2. Section 82(1) of the Criminal Code is amended by adding thereto, immediately before the definition "Commissioner", the following definitions:

2. Le paragraphe 82(1) du *Code criminel* est modifié par l'insertion des définitions suivantes:

"black powder"
"poudre noire"

"black powder" means powder used in a muzzle-loading firearm, and consisting of sulphur, saltpetre and charcoal only;

"cartouche" désigne une cartouche en métal constituée par un étui, une amorce, une charge propulsive et des balles ou du plomb;

"cartridge"
"cartouche"

"cartridge" means a self-contained metallic cartridge consisting of its own case, primer, propellant and bullet or shot;"

"poudre noire" désigne la poudre utilisée dans une arme à feu chargée par la bouche et qui se compose uniquement de soufre, de salpêtre et de charbon;

"poudre noire"
"black powder"

3. Section 82(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. Le paragraphe 82(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Excepted firearms

"(2) Notwithstanding anything in subsection (1), a firearm shall be deemed not to be a prohibited weapon or a restricted weapon as defined in this section where it is proved that such firearm

"(2) Nonobstant les dispositions du paragraphe (1), une arme à feu est censée ne pas être une arme prohibée ou une arme à autorisation restreinte aux termes de la définition du présent article lorsqu'il est démontré que cette arme à feu

(a) is not designed or adapted to discharge a shot, bullet or other missile at a muzzle velocity exceeding five hundred feet per second;

a) n'est pas conçue ou adaptée pour tirer du plomb, des balles ou d'autres projectiles à une vitesse initiale de plus de cinq cents pieds à la seconde;

(b) is not designed or adapted to discharge a shot, bullet or other missile that is designed or adapted to attain a 30

b) n'est pas conçue pour tirer du plomb, des balles ou d'autres projectiles qui

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to exempt antique (including reproductions) muzzle-loading guns using black powder from the list of restricted firearms in the Criminal Code. These weapons are of interest only to collectors and black powder enthusiasts, and are too cumbersome to be a threat to public safety.

Clause 2: New. This amendment would add to the list of definitions in subsection 82(1) definitions of "black powder" and "cartridge" necessary to the proposed amendment contained in Clause 3.

Clause 3: Subsection 82(2) at present reads as follows:

"(2) Notwithstanding anything in subsection (1), a firearm shall be deemed not to be a prohibited weapon or a restricted weapon as defined in this section where it is proved that such firearm is not designed or adapted to discharge a shot, bullet or other missile at a muzzle velocity exceeding five hundred feet per second or to discharge a shot, bullet or other missile that is designed or adapted to attain a velocity exceeding five hundred feet per second."

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à retirer les anciens fusils, y compris les imitations, chargés par la bouche et qui utilisent la poudre noire du groupe des armes à feu définies dans le Code criminel. Ces armes n'intéressent que les collectionneurs et les amateurs de poudre noire et sont trop encombrantes pour menacer la sécurité publique.

Article 2 du bill: Nouveau. Cette modification ajouterait aux définitions figurant au paragraphe 82(1) celles de «cartouche» et «poudre noire» nécessaires à la modification proposée à l'article 3 du bill.

Article 3 du bill: Voici le texte actuel du paragraphe 82(2):

«(2) Nonobstant les dispositions du paragraphe (1), une arme à feu est censée ne pas être une arme prohibée ou une arme à autorisation restreinte aux termes de la définition du présent article lorsqu'il est démontré que cette arme à feu n'est pas conçue ou adaptée pour tirer du plomb, des balles ou d'autres projectiles à une vitesse initiale de plus de cinq cents pieds à la seconde ni pour tirer du plomb, des balles ou d'autres projectiles qui sont conçus ou adaptés pour atteindre une vitesse de plus de cinq cents pieds à la seconde.»

velocity exceeding five hundred feet per second;

(c) does not discharge a cartridge and is only capable of being loaded with black powder."

sont conçus ou adaptés pour atteindre une vitesse de plus de cinq cents pieds à la seconde;

c) ne tire pas de cartouche et, en outre, n'accepte que la poudre noire comme charge propulsive.»

5

100 10
854
C-399

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-399

///

An Act to amend the Public Service Staff Relations
Act and the Canada Labour Code to provide for
the establishment of sector bargaining

First reading, July 4, 1975

C-399

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-399

Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la
Fonction publique et le Code canadien du travail
de manière à établir la négociation par secteur

Première lecture, le 4 juillet 1975



MR. JELINEK

M. JELINEK

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-399

BILL C-399

An Act to amend the Public Service Staff Relations Act and the Canada Labour Code to provide for the establishment of sector bargaining

Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique et le Code canadien du travail de manière à établir la négociation par secteur

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as *The Sector Bargaining Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur la négociation par secteur*.

Titre abrégé

5

R.S., c. P-35

PUBLIC SERVICE STAFF RELATIONS ACT

LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA
FONCTION PUBLIQUE

S.R., c. P-35

2. Section 2 of the *Public Service Staff Relations Act* is amended by adding thereto, immediately after the definition "bargaining agent", the following definition:

2. L'article 2 de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* est modifié par l'insertion, immédiatement après la définition de «Tribunal d'arbitrage», de la définition suivante:

10

"bargaining sector" «secteur de négociation»

"bargaining sector" means a group of 10 two or more bargaining units as determined under section 32.1 of this Act;"

«secteur de négociation» désigne un groupe de deux unités de négociation ou plus, déterminé en vertu de l'article 32.1 de la Loi;

«secteur de négociation» "bargaining sector"

3. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 32, the following section:

3. Ladite loi est modifiée par l'insertion, 15 immédiatement après l'article 32, de l'article suivant:

Declaration of bargaining sector

"32.1 (1) The Board shall declare that a group of bargaining units constitutes a bargaining sector where

«32.1 (1) La Commission doit déclarer qu'un groupe d'unités de négociation constitue un secteur de négociation 20 lorsque

Déclaration de secteur de négociation

(a) the bargaining units, even though representing different occupational 20 categories, together represent the employees of a common service, agency department or other public undertaking of the Government of Canada; and

a) les unités de négociation, même si elles représentent des catégories d'occupations différentes, représentent ensemble les employés d'un même service, organisme, ministère ou autre entreprise publique du gouvernement du Canada; et

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to require union groups in a single public service sector to bargain with the Treasury Board simultaneously, and to negotiate contracts which would run for three years and expire at the same time. This would assure the taxpaying public that each essential public service sector would be strike free, except for the possibility of a walkout every three years.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à forcer des syndicats d'un même secteur de la Fonction à négocier en même temps et à conclure des contrats d'une durée de trois ans et expirant à la même date. De cette manière, les contribuables seraient assurés que chaque secteur essentiel de la Fonction publique ne pourrait être touché par une grève qu'à tous les trois ans au plus.

Simultaneous expiry of con- tracts	<p>(b) a strike by any one bargaining unit would, in the opinion of the Board, detrimentally effect the quality of service which could be provided by other bargaining units in the same agency, 5 department or undertaking.</p> <p>(2) A group of bargaining units declared by the Board to be a bargaining sector shall together give or receive notice to bargain collectively, pursuant to 10 section 49, and all contracts thereby negotiated shall expire on the same date."</p>	<p>b) la Commission est d'avis qu'une grève par l'une ou l'autre des unités de négociation abaisserait la qualité du service que pourraient assurer d'autres unités de négociation du même orga- 5 nisme, ministère ou entreprise.</p> <p>(2) Les unités de négociation, qui constituent un secteur de négociation selon la déclaration de la Commission, doivent donner ou recevoir un avis de négocier 10 collectivement, conformément à l'article 49, et tous les contrats négociés sous ce régime doivent expirer à la même date.▶</p>	Expiration simultanée des contrats
Three year con- tract	<p>4. Section 57 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:</p> <p>"(4) Where a contract is negotiated 15 pursuant to section 32.1 it shall be for a period of not less than three years."</p>	<p>4. L'article 57 de ladite loi est modifié par l'insertion du paragraphe suivant: 15</p> <p>«(4) Un contrat négocié conformément à l'article 32.1 doit avoir une durée d'au moins trois ans.»</p>	Contrat de trois ans
Commencement	<p>5. When the contract of any bargaining unit in a bargaining sector, to which the <i>Public Service Staff Relations Act</i> applies, 20 expires</p> <p>(a) that contract shall be renegotiated pursuant to section 4;</p> <p>(b) the contracts of any other bargaining units in that sector, upon expiry and 25 notwithstanding section 4, shall be renegotiated for a period to end at the same time as the contract which first expired; and</p> <p>(c) upon the subsequent simultaneous 30 expiry of all the contracts in the bargaining sector, subsection 3(2) and section 4 shall come into force for all contracts in the bargaining sector.</p>	<p>5. Lorsque prend fin le contrat d'une unité de négociation comprise dans un sec- 20 teur de négociation, visé par la <i>Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique</i>,</p> <p>a) ce contrat est renégocié en conformité de l'article 4; 25</p> <p>b) les contrats des autres unités de négociation du même secteur, à l'expiration et nonobstant l'article 4, doivent être renégociés pour une période se terminant à la date d'expiration du contrat qui a pris fin 30 le premier; et</p> <p>c) lorsque tous les contrats du secteur de négociation expirent à la même date, le paragraphe 3(2) et l'article 4 entrent en vigueur pour tous les contrats du secteur 35 de négociation.</p>	Entrée en vigueur
R.S., c. L-1	CANADA LABOUR CODE	CODE CANADIEN DU TRAVAIL	R.S., c. L-1
"bargaining sector" «secteur de négociation»	<p>6. (1) Subsection 107(1) of the <i>Canada</i> 35 <i>Labour Code</i> is amended by adding thereto, immediately after the definition "bargaining agent", the following definition:</p> <p>" "bargaining sector" means a group of two or more unions as determined 40 under section 115.1 of this Act;</p> <p>(2) Subsection 107(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immedi-</p>	<p>6. (1) Le paragraphe 107(1) du <i>Code canadien du Travail</i> est modifié par l'insertion, immédiatement après la définition de «parties», de la définition suivante: 40</p> <p>«secteur de négociation» désigne un groupe de deux syndicats ou plus, déterminé en vertu de l'article 115.1 de la présente loi;▶</p> <p>(2) Le paragraphe 107(1) de ladite loi est 45 en outre modifié par l'insertion, immédiate-</p>	«secteur de négociation» "bargaining sector"

ately after the definition "employees organization", the following definition:

"federal government work, undertaking or business"
«entreprise...»

" "federal government work, undertaking or business" means a work, undertaking or business included in the definition "federal work, undertaking or business" in section 2, which is financed directly or indirectly by the Government;"

7. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 115, the following section:

Declaration of bargaining sector

"115.1 (1) The Board shall declare that a group of unions constitute a bargaining sector where

(a) the unions, even though representing workers performing different functions, together represent the employees of the same federal government work, undertaking or business; and

(b) a strike by any one union would, in the opinion of the Board, detrimentally effect the quality of service which could be provided by the other unions in the same federal government work, undertaking or business.

Simultaneous expiry of contracts

(2) A group of unions declared by the Board to be a bargaining sector shall together give or receive notice to bargain collectively, pursuant to section 111, and all contracts thereby negotiated shall expire on the same date."

8. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 126, the following section:

Three year contract

"126.1 Where a contract is negotiated pursuant to section 115.1 it shall be for a period of not less than three years."

Commencement

9. When the contract of any union in a bargaining sector, to which the *Canada Labour Code* applies, expires

(a) that contract shall be renegotiated pursuant to section 8;

(b) the contracts of any other unions in that sector, upon expiry and notwith-

ment après la définition de «employeur», de la définition suivante:

«entreprise, affaire ou ouvrage du gouvernement fédéral» désigne une entreprise, affaire ou ouvrage défini à l'article 2 sous «entreprise, affaire ou ouvrage de compétence fédérale» et qui est financé directement ou indirectement par le gouvernement;

«entreprise, affaire ou ouvrage du gouvernement fédéral» "federal government work,..."

7. Ladite loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 115, de l'article suivant:

«115.1 (1) La Commission doit déclarer qu'un groupe de syndicats constitue un secteur de négociation lorsque

a) les syndicats, même s'ils représentent des travailleurs exécutant des fonctions différentes, représentent ensemble les employés d'une même entreprise, affaire ou ouvrage du gouvernement fédéral; et

b) la Commission est d'avis qu'une grève par l'un ou l'autre syndicat abaisserait la qualité du service que pourrait assurer les autres syndicats de la même entreprise, affaire ou ouvrage du gouvernement fédéral.

(2) Les syndicats qui constituent un secteur de négociation selon la déclaration de la Commission doivent donner ou recevoir un avis de négocier collectivement, conformément à l'article 111, et tous les contrats négociés sous ce régime doivent expirer à la même date.»

Déclaration de secteur de négociation

Expiration simultanée des contrats

8. Ladite loi est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 126, de l'article suivant:

«126.1 Un contrat négocié conformément à l'article 115.1 doit avoir une durée d'au moins trois ans.»

Contrat de trois ans

9. Lorsque prend fin le contrat d'un syndicat compris dans un secteur de négociation, visé par le *Code canadien du travail*,

a) ce contrat est renégocié en conformité de l'article 8;

b) les contrats des autres syndicats du même secteur, à l'expiration et nonob-

Entrée en vigueur

standing section 8, shall be renegotiated for a period to end at the same time as the contract which first expired; and

(c) upon the simultaneous expiry of all the contracts in the bargaining sector, subsection 7(2) and section 8 shall come into force for all contracts in the bargaining sector.

stant l'article 8, doivent être renégociés pour une période se terminant à la date d'expiration du contrat qui a pris fin le premier; et

c) lorsque tous les contrats du secteur de négociation expirent à la même date, le paragraphe 7(2) et l'article 8 entrent en vigueur pour tous les contrats du secteur de négociation.

C-400

C-400

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-400

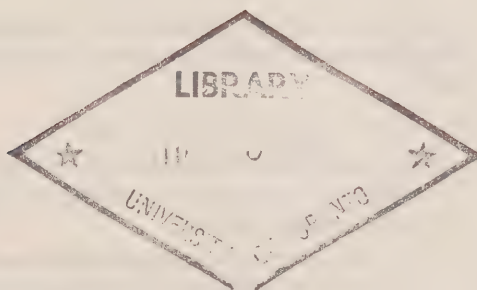
BILL C-400

An Act to amend the Senate and House of Commons
Act (corporate and political office prohibited)

Loi modifiant la loi sur le Sénat et la Chambre des
communes (interdiction d'occuper un poste dans
une société ou un parti politique)

First reading, July 8, 1975

Première lecture, le 8 juillet 1975



MR. MCKENZIE

M. MCKENZIE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-400

BILL C-400

An Act to amend the Senate and House of
Commons Act (corporate and political
office prohibited)

Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la
Chambre des communes (interdiction
d'occuper un poste dans une société ou
un parti politique)

R.S. 1970, c. 8-8 Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. 8-8

1. Section 22 of the *Senate and House of
Commons Act* is amended by adding thereto
the following:

1. L'article 22 de la *Loi sur le Sénat et la
Chambre des communes* est modifié par
l'adjonction de ce qui suit:

Idem

"(6) Nothing in this section shall
exclude from liability under subsection (2)
a senator who is a director of a company
that is a party to a contract under the 10
terms of subsection (1)."

Idem

"(6) Rien dans le présent article ne doit
libérer de l'obligation prévue au paragra-
phe (2) un sénateur qui est administrateur
d'une société qui est partie à un contrat 10
aux termes du paragraphe (1)."

2. The said Act is amended by inserting
therein, immediately after section 22 there-
of, the following:

2. Ladite loi est modifiée par l'insertion,
immédiatement après l'article 22, de ce qui
suit:

Prohibition

"22.1 (1) A senator shall not 15
(a) hold office on the national or pro-
vincial executive of a registered party,
or
(b) collect or participate directly in the
collection of money or other contribu- 20
tion for the payment of election
expenses or solicit or participate in the
solicitation of services that would tend
to decrease election expenses.

15 Interdiction

"22.1 (1) Un sénateur ne doit
a) occuper un poste au sein du conseil
exécutif national ou provincial d'un
parti enregistré, ou
b) recueillir ou participer directement à
la collecte de fonds ou d'autres contri- 20
butions à la caisse électorale ou sollici-
ter ou participer à la sollicitation de
services visant à réduire les dépenses
d'élection.

Interpretation

(2) For the purposes of section 22 and 25
subsection (1) of this section, "company"
means a company as defined by the
Canada Corporations Act, "director"
means a director as defined by the
Canada Corporations Act, "election 30

(2) Aux fins de l'article 22 et du para- 25
graphe (1) du présent article, «administra-
teur» désigne un administrateur défini
dans la *Loi sur les corporations cana-
diennes*, «compagnie» désigne une compa-
gnie définie dans la *Loi sur les corpora- 30*

25 Interprétation

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to prohibit senators from holding directorships in any companies which have dealings with the Government of Canada, and to prevent them from functioning as professional organizers and fundraisers for any political party while being paid to serve in the Senate.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet d'interdire aux sénateurs d'occuper un poste d'administrateur dans toute compagnie qui fait affaire avec le gouvernement du Canada et de les empêcher d'avoir un rôle d'organisateur et de sollicitateur de fonds professionnels tout en recevant un traitement de sénateur.

expenses" means election expenses as defined by the *Election Expenses Act*, and "registered party" means a registered party as defined by the *Canada Elections Act*."

5

tions canadiennes, «dépenses d'élection» désigne les dépenses d'élection définies dans la *Loi sur les dépenses d'élection* et «parti enregistré» désigne un parti enregistré défini dans la *Loi électorale du* 5 *Canada.*»

C-401

C-401

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-401

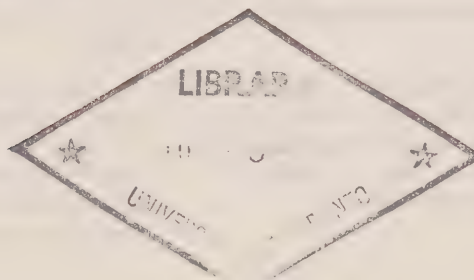
BILL C-401

An Act to amend the Canada Shipping Act (pollution)

Loi modifiant la Loi sur la marine marchande
(pollution)

First reading, July 8, 1975

Première lecture, le 8 juillet 1975



MR. FRIESEN

M. FRIESEN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-401

BILL C-401

An Act to amend the Canada Shipping Act
(pollution)

Loi modifiant la Loi sur la marine
marchande (pollution)

R.S., c. S-9; c.
27 (2nd Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. S-9; c.
27 (2^e supp.)

1. The *Canada Shipping Act* is amended by adding immediately after section 730 thereof the following section:

1. La *Loi sur la marine marchande du Canada* est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 730, de l'article suivant:

New oil tankers
to have double
bottoms

"730.1 No ship of more than seventy thousand deadweight tons constructed after June 30, 1975 shall enter Canadian waters carrying oil in bulk unless it is fitted throughout its cargo length with a double bottom and the space between the inner and outer plating thereof is not being used for the carriage of oil."

"730.1 Aucun navire de plus de soixante-dix mille tonnes de chargement en lourd, construit après le 30 juin 1975, ne doit entrer dans les eaux canadiennes avec une cargaison d'huile en vrac s'il n'est pas muni de doubles fonds sur toute sa longueur de chargement et si l'espace entre la virure intérieure et la virure extérieure ne sert pas au transport d'huile."

Les nouveaux
pétroliers doi-
vent avoir un
double fond

2. The said Act is further amended by adding after section 755 thereof the following section:

2. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, après l'article 755, de l'article suivant:

Carrying oil
without double
bottom

"755.1 Any ship that enters Canadian waters in contravention of section 730.1 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one hundred thousand dollars."

"755.1 Tout navire qui entre dans les eaux canadiennes en contravention de l'article 730.1 est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de cent mille dollars au plus."

Transport
d'huile sans
doubles fonds

25

EXPLANATORY NOTE

Clause 1: This amendment would exclude large oil tankers built in future from Canadian internal and territorial waters unless equipped with double bottoms.

NOTE EXPLICATIVE

Article 1 du bill: Cette modification empêcherait les pétroliers géants qui seront construits d'entrer dans les eaux intérieures et territoriales du Canada s'ils ne sont pas munis de doubles fonds.

Clause 2: This amendment would impose a penalty for the contravention of section 730.1.

Article 2 du bill: Cette modification infligerait une peine pour avoir enfreint l'article 730.1.

356
C-402

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-402

An Act to amend the criminal law (punishment of
certain offences)

First reading, July 8, 1975

MR. MUNRO (*Esquimalt-Saanich*)

C-402

Government
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-402

Loi modifiant le droit pénal (peines pour certaines
infractions)

Première lecture, le 8 juillet 1975

M. MUNRO (*Esquimalt-Saanich*)



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-402

BILL C-402

An Act to amend the criminal law
(punishment of certain offences)

Loi modifiant le droit pénal (peines pour
certaines infractions)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. C-34;
1973-74, c. 38

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

S.R., c. C-34;
1973-74, c. 38

1. Section 214 of the *Criminal Code* is
repealed and the following substituted therefor:

1. L'article 214 du *Code Criminel* est
abrogé et remplacé par ce qui suit:

5

Application of
former law

"214. An offence described in section
212 or 213 which is alleged by an indict-
ment to have been committed on, or on or
about, any day prior to January 1, 1976, 10
or between any two days the earlier of
which is prior to that day, shall be tried
and determined, and any punishment in
respect of the offence shall be imposed,
according to the provisions of this Act 15
which were in force on December 31,
1975."

Application de
l'ancienne loi

«214. Une infraction décrite à l'article
212 ou 213 et dont un acte d'accusation
allègue qu'elle a été commise un jour ou
vers un jour antérieur au 1^{er} janvier 1976,
ou entre deux jours dont le premier est 10
antérieur à cette date, doit être jugée et
décidée, et toute peine relative à cette
infraction doit être imposée, conformé-
ment aux dispositions de la présente loi
qui étaient en vigueur au 31 décembre 15
1975.»

2. Section 218 of the said Act is repealed
and the following substituted therefor:

2. L'article 218 de ladite loi est abrogé et
remplacé par ce qui suit:

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to impose the death sentence in all cases of murder (as that offence is defined in sections 212 and 213 of the *Criminal Code*), to restrict the power of commutation to cases in which a majority of jurors are in favour of clemency, to increase the penalties for certain narcotics offences, and to lengthen the mandatory periods of imprisonment for both murder and the latter offences.

Clause 1: Murder as constituted in the *Criminal Code* includes homicide committed intentionally or recklessly (section 212) or in the course of a robbery, kidnapping, rape or other violent crime (section 213).

This amendment would abolish the sub-classification of murder according to the identity of the victim, which is the substance of section 214. That section reads as follows:

"214. (1) Murder is punishable by death or is punishable by imprisonment for life.

(2) Murder is punishable by death, in respect of any person, where such person by his own act caused or assisted in causing the death of

(a) a police officer, police constable, constable, sheriff, deputy sheriff, sheriff's officer or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace, acting in the course of his duties, or

(b) a warden, deputy warden, instructor, keeper, gaoler, guard, or other office or a permanent employee of a prison, acting in the course of his duties,

or counselled or procured another person to do any act causing or assisting in causing the death.

(3) All murder other than murder punishable by death is punishable by imprisonment for life."

The substituted section 214 is a transitional provision which would maintain the applicability of the present law to offences committed before the new law comes into force.

Clause 2: This amendment would impose a uniform penalty of death for all murders.

Section 218 at present reads as follows:

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à imposer la peine capitale dans tous les cas de meurtres (selon la définition de cette infraction donnée aux articles 212 et 213 du *Code criminel*), de restreindre le pouvoir de commuer la peine aux cas où la majorité des jurés sont en faveur de la clémence, d'augmenter la peine de certaines infractions à la *Loi sur les stupéfiants* et prolonger la période d'emprisonnement obligatoire pour les meurtres et les autres infractions susmentionnées.

Article 1 du bill: Le meurtre, ainsi qu'il est défini dans le *Code criminel*, s'entend d'un homicide résultant d'un acte intentionnel ou irréfléchi (article 212) ou survenant au cours d'un vol, rapt, viol ou autre crime violent (article 213).

Cette modification éliminerait la classification des meurtres selon la fonction de la victime, que renferme l'article 214. Voici le texte actuel de cet article:

«214. (1) Le meurtre est punissable de mort ou est punissable d'emprisonnement à perpétuité.

(2) Le meurtre est punissable de mort, à l'égard de toute personne, lorsque cette personne, par son propre fait, a causé ou aidé à causer la mort

a) d'un officier de police, d'un agent de police, d'un constable, d'un shérif, d'un shérif adjoint, d'un officier de shérif ou d'une autre personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique, agissant dans l'exercice de ses fonctions, ou

b) d'un directeur, d'un sous-directeur, d'un instructeur, d'un gardien, d'un geôlier, d'un garde ou d'un autre fonctionnaire ou employé permanent d'une prison, agissant dans l'exercice de ses fonctions, ou a conseillé à une autre personne de commettre un acte quelconque qui cause ou aide à causer la mort, ou a incité cette autre personne à commettre un tel acte.

(3) Tout meurtre autre qu'un meurtre punissable de mort est punissable d'emprisonnement à perpétuité.»

Le nouvel article 214 est une disposition transitoire qui maintiendrait l'application de la loi actuelle aux infractions commises avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Article 2 du bill: Cette modification imposerait la même peine pour tous les meurtres.

Voici le texte actuel de l'article 218:

Punishment for
murder

“218. Every one who commits murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to death.”

«218. Quiconque commet un meurtre est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à mort.»

Peine pour
meurtre

"218. (1) Every one who commits murder punishable by death is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to death.

(2) Every one who commits murder punishable by imprisonment for life is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.

(3) Notwithstanding subsection (1), a person who appears to the court to have been under the age of eighteen years at the time he committed a murder punishable by death shall not be sentenced to death upon conviction therefor but shall be sentenced to imprisonment for life.

(4) For the purposes of Part XX, the sentence of imprisonment for life prescribed by this section is a minimum punishment.

(5) Notwithstanding anything in the *Parole Act* and unless the Parliament of Canada otherwise directs, no person

(a) upon whom a sentence of imprisonment for life in respect of murder has been imposed after the coming into force of this subsection,

(b) upon whom a sentence of imprisonment for life is deemed by section 8 of the *Criminal Law Amendment (Capital Punishment) Act* to have been imposed, or

(c) in respect of whom a sentence of death in respect of murder has been commuted after the coming into force of this section to imprisonment for life,

shall be released pursuant to the terms of a grant of parole under the *Parole Act* unless

(d) at least ten years of that sentence calculated in the manner described in subsection (7) have been served, and

(e) the National Parole Board, by a vote of at least two-thirds of its members, has made a decision that parole under that Act be granted to that person.

(6) Notwithstanding paragraph (5) (d), the judge presiding at the trial of an accused who is or was convicted of murder or, where such judge is unable to do so, another judge of the same court may

(a) at the time of sentencing of the accused, in a case referred to in paragraph (5) (a), or

(b) at any time on application made to him within a reasonable time after

(i) the coming into force of this section, in a case referred to in paragraph (5)(b), or

(ii) the execution of an instrument or writing mentioned in subsection 684(2) declaring that a sentence of death has been commuted, in a case referred to in paragraph (5)(c),

having regard to the character of the accused, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to any recommendation made pursuant to subsection (8), by order substitute for the number of years specified in paragraph (5)(d) a number of years that is not more than twenty but more than ten.

(7) In calculating the time referred to in paragraph (5)(d) or the time substituted therefor pursuant to subsection (6), there shall be included any time spent in custody between,

(a) in the case of a sentence of imprisonment for life, the day on which the person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which he was sentenced to imprisonment for life and the day the sentence was imposed or was deemed by section 8 of the *Criminal Law Amendment (Capital Punishment) Act* to have been imposed, or

218. (1) Quiconque commet un meurtre punissable de mort est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à mort.

(2) Quiconque commet un meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité.

(3) Nonobstant le paragraphe (1), une personne qui paraît à la cour avoir moins de dix-huit ans au moment où elle a commis un meurtre punissable de mort ne peut pas être condamnée à mort sur déclaration de culpabilité à cet égard, mais doit être condamnée à l'emprisonnement à perpétuité.

(4) Pour les objets de la Partie XX, la sentence d'emprisonnement à perpétuité prescrite par le présent article est une peine minimum.

(5) Nonobstant toute disposition de la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus* et à moins que le Parlement du Canada n'ordonne le contraire, nulle personne

a) à qui une sentence d'emprisonnement à perpétuité pour meurtre a été imposée après l'entrée en vigueur du présent paragraphe,

b) à qui une sentence d'emprisonnement à perpétuité est, aux termes de l'article 8 de la *Loi modifiant le droit pénal (peine capitale)*, réputée avoir été imposée, ou

c) relativement à laquelle une sentence de mort pour meurtre a été commuée, après l'entrée en vigueur du présent article, en un emprisonnement à perpétuité,

ne doit être remise en liberté en vertu de l'octroi d'une libération conditionnelle aux termes de la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus*, à moins

d) qu'elle n'ait purgé au moins dix années de cette sentence, calculées de la manière indiquée au paragraphe (7), et

e) que la Commission nationale des libérations conditionnelles n'ait décidé, par un vote d'au moins les deux tiers de ses membres, d'accorder à cette personne la libération conditionnelle visée par cette loi.

(6) Nonobstant l'alinéa (5)d), le juge qui préside le procès d'un accusé qui est ou a été déclaré coupable de meurtre, ou, lorsque ce juge est incapable de ce faire, un autre juge du même tribunal peut,

a) au moment de prononcer la sentence de l'accusé, s'il s'agit d'un cas visé à l'alinéa (5)a), ou

b) à tout moment, sur demande, pourvu que cette demande lui soit présentée dans un délai raisonnable

(i) après l'entrée en vigueur du présent article, s'il s'agit d'un cas visé à l'alinéa (5)b), ou

(ii) après la signature d'un instrument ou d'un écrit mentionné au paragraphe 684(2), déclarant qu'une sentence de mort a été commuée, s'il s'agit d'un cas visé à l'alinéa (5)c),

compte tenu du caractère de l'accusé, de la nature de l'infraction et des circonstances qui ont entouré sa perpétration, ainsi que toute recommandation faite en application du paragraphe (8) remplacer par ordonnance le nombre d'années spécifié à l'alinéa (5)d) par un nombre d'années supérieur à dix mais ne dépassant pas vingt.

(7) Dans le calcul de la période mentionnée à l'alinéa (5)d) ou de celle par laquelle celle-ci est remplacée en application du paragraphe (6), il doit être inclus toute période passée sous garde,

a) dans le cas d'une sentence d'emprisonnement à perpétuité, entre le jour où la personne a été arrêtée et incarcérée par suite de l'infraction pour laquelle elle a été condamnée à l'emprisonnement à perpétuité et le jour où la sentence a été imposée ou est réputée, aux termes de l'article 8 de la *Loi modifiant le droit pénal (peine capitale)*, avoir été imposée, ou,

3. Section 511 and subsections 538(3) and 589(2) of the said Act are repealed.

3. L'article 511 et les paragraphes 538(3) et 589(2) de ladite loi sont abrogés.

(b) in the case of a sentence of death, the day on which the person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which he was sentenced to death and the day the sentence was commuted.

(8) Where a jury finds an accused guilty of murder punishable by imprisonment for life, the judge who presides at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

"You have found the accused guilty of murder punishable by imprisonment for life and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against him. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years he must serve before he is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am considering whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before he is eligible for release on parole, a number of years that is not more than twenty but more than ten."

(9) Notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person described in paragraph (5)(a), (b) or (c), no absence without escort may be authorized under section 26 of the *Penitentiary Act* and no day parole may be granted under section 10 of the *Parole Act* until the expiration of all but three years of the time referred to in paragraph (5)(d) or the time substituted therefor pursuant to subsection (6), as the case may be."

Subsections (1), (2) and (4) are based on the classification of murder contained in the present section 214. Subsection (3) imposes an arbitrary cutoff age where a more flexible approach is already available through the application of the commutation power or the *Juvenile Delinquents Act*. Subsections (5) to (9) are complementary to the present subsection 214(2) and are due to expire with it in 1977.

Clause 3: This amendment is consequential on the amendment proposed in clause 1. The provisions repealed stem from the existing dual classification of murder and read as follows:

"511. No person shall be convicted of murder punishable by death unless in the indictment charging the offence he is specifically charged with murder punishable by death.

538. (3) A conviction or acquittal on an indictment for murder punishable by death bars a subsequent indictment for the same homicide charging it as murder punishable by imprisonment for life, and a conviction or acquittal on an indictment for murder punishable by imprisonment for life bars a subsequent indictment for the same homicide charging it as murder punishable by death.

589. (2) For greater certainty and without limiting the generality of subsection (1), where a count charges murder punishable by death and the evidence does not prove murder punishable by death, but proves murder punishable by imprisonment for life, or an attempt to commit murder punishable by imprisonment for life, the jury may find the accused not guilty of murder punishable by death but guilty of murder punishable by imprisonment for life or an attempt to commit murder punishable by imprisonment for life, as the case may be."

b) dans le cas d'une sentence de mort, entre le jour où la personne a été arrêtée et incarcérée par suite de l'infraction pour laquelle elle a été condamnée à mort et le jour où la sentence a été commuée.

(8) Lorsqu'un jury déclare un accusé coupable de meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury, poser aux jurés la question suivante:

«Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Désirez-vous faire une recommandation quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de devenir admissible à la libération conditionnelle? Vous n'êtes pas tenus de faire une recommandation, mais si vous le faites je tiendrai compte de votre recommandation lorsque j'examinerai si je dois remplacer ou non par une période supérieure à dix ans mais ne dépassant pas vingt ans, la période de dix ans que l'accusé devrait autrement purger en vertu de la loi avant de devenir admissible à la libération conditionnelle.»

(9) Nonobstant la *Loi sur les pénitenciers* et la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus*, dans le cas de toute personne visée à l'alinéa (5)a), b) ou c), aucune absence sans escorte ne peut être autorisée en vertu de l'article 26 de la *Loi sur les pénitenciers* et aucune libération conditionnelle de jour ne peut être accordée en vertu de l'article 10 de la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus* avant la troisième année précédant l'expiration de la période mentionnée à l'alinéa (5)d) ou de la période par laquelle celle-ci est remplacée en application du paragraphe (6).»

Les paragraphes (1), (2) et (4) se fondent sur la classification des meurtres énoncée à l'article 214 actuel. Le paragraphe (3) établit une exception à un âge fixé arbitrairement alors que la commutation de peine ou la *Loi sur les jeunes délinquants* offrent des mécanismes plus souples. Les paragraphes (5) à (9) complètent le paragraphe 214(2) actuel et, comme lui, expirent en 1977.

Article 3 du bill: Cette modification découle de l'amendement proposé à l'article 1. Les dispositions abrogées résultent de la double classification des meurtres et en voici le texte actuel:

«511. Nul ne peut être déclaré coupable de meurtre punissable de mort sauf si, dans l'acte d'accusation l'incriminant de meurtre, il est expressément accusé de meurtre punissable de mort.

538. (3) Une déclaration de culpabilité ou un acquittement sur un acte d'accusation de meurtre punissable de mort constitue une fin de non-recevoir contre un acte d'accusation subséquent pour le même homicide l'imputant comme meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité, et une déclaration de culpabilité ou un acquittement sur un acte d'accusation de meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité constitue une fin de non-recevoir contre un acte d'accusation subséquent pour le même homicide l'imputant comme meurtre punissable de mort.

589.(2) Pour plus de certitude et sans restreindre la généralité du paragraphe (1), lorsqu'un chef d'accusation inculpe de meurtre punissable de mort et que les témoignages ne prouvent pas le meurtre punissable de mort, mais prouvent le meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité ou une tentative de commettre un meurtre

4. Subsection 683(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Pardon by Governor in Council

"(2) The Governor in Council may grant a free pardon or a conditional pardon to any person who has been convicted of an offence, other than an offence punishable by death."

5

4. Le paragraphe 683(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(2) Le gouverneur en conseil peut accorder un pardon absolu ou un pardon conditionnel à toute personne déclarée coupable d'une infraction, autre qu'une infraction punissable de mort.»

Pardon par le gouverneur en conseil

5

5. (1) Subsection 684(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

10

Commutation of death sentence

"684. (1) The Governor in Council may commute a sentence of death to imprisonment for life only if, pursuant to section 670,

(a) the jury has made a recommendation in favour of clemency, or

(b) the jury has not made a recommendation but a majority of the jurors were ascertained to be in favour of clemency."

20

5. (1) Le paragraphe 684(1) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«684. (1) Le gouverneur en conseil peut commuer une sentence de mort en emprisonnement à perpétuité à la seule condition que, conformément à l'article 670,

a) le jury a recommandé la clémence, ou

b) le jury n'a pas recommandé la clémence, mais il est établi que la majorité des jurés sont en faveur de la clémence.»

15

Commutation de la sentence de mort

(2) Subsection 684(3) of the said Act is repealed.

(2) Le paragraphe 684(3) de ladite loi est abrogé.

20

R.S., c. C-35;
1973-74, c. 38

6. (1) Section 2 and subsection 4(2) of the *Criminal Code 1967 Amendment Act* are repealed.

25

6. (1) L'article 2 et le paragraphe 4(2) de la *Loi de 1967 modifiant le Code criminel* sont abrogés.

S.R., c. C-35;
1973-74, c. 38

1973-74, c. 38

(2) Sections 8 to 11 of the *Criminal Law Amendment (Capital Punishment) Act* are repealed.

(2) Les articles 8 à 11 de la *Loi modifiant le droit pénal (peine capitale)* sont abrogés.

1973-74, c. 38

R.S. c. N-1

NARCOTIC CONTROL ACT

7. (1) Subsections 4(3) and 5(2) of the *Narcotic Control Act* are repealed.

(2) The said Act is further amended by adding thereto the following section:

30

LOI SUR LES STUPÉFIANTS

7. (1) Les paragraphes 4(3) et 5(2) de la *Loi sur les stupéfiants* sont abrogés.

(2) Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion de l'article suivant:

S.R., c. N-1

Clause 4: This amendment, which adds the underlined words, would eliminate the statutory power of pardon with respect to offences punishable by death (murder, treason and piracy), leaving as the Cabinet's sole option in such cases commutation to life imprisonment.

Clause 5: This amendment would make commutation of a death sentence conditional on a recommendation of mercy by a majority of the jurors, and in addition would retain only imprisonment for life as an alternative to the death sentence.

Subsections 684(1) and (3) at present read as follows:

"684. (1) The Governor in Council may commute a sentence of death to imprisonment *in the penitentiary* for life, or for any term of years not less than two years, or to imprisonment in a prison other than a penitentiary for a period of less than two years.

(3) Notwithstanding any other law or authority, a person

(a) in respect of whom a sentence of death has been commuted to imprisonment for life or a term of imprisonment,

(b) upon whom a sentence of imprisonment for life has been imposed as a minimum punishment, or

(c) upon whom a sentence of imprisonment for life is deemed by section 8 of the Criminal Law Amendment (Capital Punishment) Act to have been imposed,

shall not be released during his life or such term, as the case may be, without the prior approval of the Governor in Council, but this subsection does not apply in respect of any absence authorized under section 26 of the Penitentiary Act or any day parole granted under section 10 of the Parole Act."

The amendment proposed in clause 8 would render such further safeguards as that in subsection (3) of doubtful utility.

Clause 6: This amendment would repeal transitional sections of previous Acts temporarily amending the law of murder. The provision proposed in clause 2 would supersede these sections.

Clause 7: This amendment would impose the same minimum punishment for trafficking in narcotics as now applies to their importation, and also impose an extended minimum for second convictions under either offence.

Sections 4 and 5 at present read as follows:

"4. (1) No person shall traffic in a narcotic or any substance represented or held out by him to be a narcotic.

(2) No person shall have in his possession any narcotic for the purpose of trafficking.

punissable d'emprisonnement à perpétuité, le jury peut déclarer l'accusé non coupable de meurtre punissable de mort, mais coupable de meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité ou de tentative de commettre un meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité, selon le cas."

Article 4 du bill: Cette modification, ajoutant les mots soulignés, éliminerait le pouvoir statuaire du pardon en ce qui concerne les infractions punissables de mort (meurtre, trahison et piraterie), ne laissant au Cabinet d'autre choix dans ces cas que la commutation en un emprisonnement à perpétuité.

Article 5 du bill: Selon cette modification, la commutation d'une peine capitale dépendrait d'une recommandation de clémence par la majorité du jury et en outre, l'emprisonnement à perpétuité serait la seule autre peine possible.

Voici le texte actuel des paragraphes 684(1) et (3):

"684. (1) Le gouverneur en conseil peut commuer une sentence de mort en emprisonnement *au pénitencier* à perpétuité, ou pour une période d'au moins deux ans, ou en incarcération dans une prison autre qu'un pénitencier pendant une période de moins de deux ans.

(3) Nonobstant toute autre loi ou autorité, une personne,

a) à l'égard de qui une sentence de mort a été commuée en emprisonnement à perpétuité ou en un emprisonnement à temps,

b) à qui une sentence d'emprisonnement à perpétuité a été imposée comme peine minimum, ou

c) à qui une sentence d'emprisonnement à perpétuité est, aux termes de l'article 8 de la Loi modifiant le droit pénal (peine capitale), réputée avoir été imposée,

ne doit pas être remise en liberté de son vivant ou pendant la durée de son emprisonnement, selon le cas, sans l'approbation antérieure du gouverneur en conseil; toutefois ce paragraphe ne s'applique pas à l'égard d'une absence autorisée en vertu de l'article 26 de la Loi sur les pénitenciers ou d'une libération conditionnelle de jour accordée en vertu de l'article 10 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus."

La modification proposée à l'article 8 du bill mettrait en doute l'utilité des protections supplémentaires prévues au paragraphe (3).

Article 6 du bill: Cette modification abrogerait les articles transitoires des lois antérieures modifiant temporairement le droit en matière de meurtre. La disposition énoncée à l'article 2 du bill remplacerait ces articles.

Article 7 du bill: Cette modification imposerait pour le trafic de stupéfiants la même peine minimale qui est actuellement imposée pour leur importation et prolongerait la peine minimale pour avoir commis de nouveau l'une ou l'autre infraction.

Voici le texte actuel des articles 4 et 5:

"4. (1) Nul ne peut faire le trafic d'un stupéfiant ou d'une substance quelconque qu'il prétend être ou estime être un stupéfiant.

(2) Nul ne peut avoir en sa possession un stupéfiant pour en faire le trafic.

Offence	<p>"5.1. Every person who violates section 4 or 5 is guilty of an indictable offence and is liable,</p> <p>(a) for a first offence, to imprisonment for not less than seven years, and</p> <p>(b) for each subsequent offence, to imprisonment for not less than fourteen years."</p>	5	<p>«5.1 Quiconque enfreint l'article 4 ou 5 est coupable d'un acte criminel et passible,</p> <p>a) pour une première infraction, d'un emprisonnement d'au moins sept ans, et</p> <p>b) pour chaque infraction subséquente, d'un emprisonnement d'au moins quatorze ans.»</p>	5	Infraction
R.S., c. P-2	PAROLE ACT		LOI SUR LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE DE DÉTENUS		S.R., c. P-2
	<p>8. (1) All that portion of paragraph 10(1)(a) of the <i>Parole Act</i> preceding sub-paragraph (i) is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>"(a) except as provided in subsection (1.1) and (1.2), grant parole to an inmate, subject to any terms or conditions it considers desirable, if the Board considers that"</p> <p>(2) Section 10 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:</p>	10	<p>8. (1) Toute la partie de l'alinéa 10(1)a) de la <i>Loi sur la libération conditionnelle</i> de détenus qui précède le sous-alinéa (i) est abrogée et remplacée par ce qui suit:</p> <p>«a) sauf les dispositions des paragraphes (1.1) et (1.2), accorder la libération conditionnelle à un détenu, sous réserve des modalités qu'elle juge opportunes, si la Commission considère que»</p> <p>(2) L'article 10 de ladite loi est en outre modifié par l'insertion des paragraphes 20 suivants:</p>	10	
Persons convicted of murder	<p>"(1.1) Parole shall not be granted to any person who is serving a sentence of imprisonment for life in respect of murder unless at least twenty years of the sentence have been served.</p>	25	<p>«(1.1) La libération conditionnelle ne peut être octroyée à une personne purgeant une sentence d'emprisonnement à perpétuité pour meurtre que si elle a déjà purgé vingt ans de la sentence.</p>	25	Personnes déclarées coupables de meurtre
Narcotics offenders	<p>(1.2) Parole shall not be granted to any person who is serving a sentence of imprisonment for fourteen or more years in respect of a second offence of trafficking in narcotics or importation of narcotics unless at least ten years of the sentence have been served.</p>	30	<p>(1.2) La libération conditionnelle ne peut être octroyée à une personne purgeant une sentence d'emprisonnement de quatorze ans ou plus pour une deuxième infraction de trafic de stupéfiants ou d'importation de stupéfiants que si elle a déjà purgé dix ans de la sentence.</p>	30	Infractions relatives aux stupéfiants
Reckoning term of imprisonment	<p>(1.3) The minimum periods of imprisonment referred to in subsections (1.1) and (1.2) include any time spent in custody between</p> <p>(a) the day on which the person was arrested in respect of the offence, and</p> <p>(b) the day on which the sentence was imposed in respect of the offence, or was commuted from a sentence of death imposed in respect thereof, as the case may be."</p>	35	<p>(1.3) Les périodes minimales d'emprisonnement mentionnées aux paragraphes (1.1) et (1.2) comprennent toute période passée sous garde entre</p> <p>a) le jour où la personne a été arrêtée par suite de l'infraction et</p> <p>b) le jour où la sentence a été imposée pour l'infraction ou celui où a été commuée une sentence de mort imposée pour l'infraction, selon le cas.»</p>	40	Temps passé sous garde

(3) *Every person who violates subsection (1) or (2) is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for life.*

5. (1) Except as authorized by this Act or the regulations, no person shall import into Canada or export from Canada any narcotic.

(2) *Every person who violates subsection (1) is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for life but not less than seven years."*

Clause 8: This amendment would render persons convicted of murder or repeated narcotics offences ineligible for parole until after having served the minimum terms specified.

Section 10(1)(a) at present reads as follows:

"10. (1) The Board may

(a) grant parole to an inmate, subject to any terms or conditions it considers desirable, if the Board considers that

(i) in the case of a grant of parole other than day parole, the inmate has derived the maximum benefit from imprisonment,

(ii) the reform and rehabilitation of the inmate will be aided by the grant of parole, and

(iii) the release of the inmate on parole would not constitute an undue risk to society;"

Existing limitations on parole in the case of murder are found in temporary subsections 218(5) to (9) and subsection 684(3) of the *Criminal Code*, repealed respectively by clauses 2 and 5 above. In the case of narcotics offences, a convict may now be released after serving four years or one-third of his sentence under the general provisions of the Parole Regulations.

(3) *Quiconque enfreint le paragraphe (1) ou (2) est coupable d'un acte criminel et encourt l'emprisonnement à perpétuité.*

5. (1) Sauf ainsi que l'autorisent la présente loi ou les règlements, nul ne peut importer au Canada ni exporter hors de ce pays un stupéfiant quelconque.

(2) *Quiconque enfreint le paragraphe (1) est coupable d'un acte criminel et peut être condamné à l'emprisonnement à perpétuité, mais encourt un emprisonnement d'au moins sept ans.*

Article 8 du bill: Aux termes de cette modification, les personnes déclarées coupables de meurtre ou d'infractions répétées à la *Loi sur les stupéfiants* ne pourraient être libérées conditionnellement qu'après avoir purgé la peine minimale énoncée.

Voici le texte actuel de l'alinéa 10(1)a):

•10. (1) La Commission peut

a) accorder la libération conditionnelle à un détenu, sous réserve des modalités qu'elle juge opportunes, si la Commission considère que

(i) dans le cas d'un octroi de libération conditionnelle autre qu'une libération conditionnelle de jour, le détenu a tiré le plus grand avantage possible de l'emprisonnement,

(ii) l'octroi de la libération conditionnelle facilitera le redressement et la réhabilitation du détenu, et

(iii) la mise en liberté du détenu sous libération conditionnelle ne constitue pas un risque indu pour la société;»

Les restrictions actuelles en matière de libération conditionnelle sont énoncées dans les paragraphes provisoires 218(5) à (9) et le paragraphe 684(3) du *Code criminel*, abrogés respectivement par les articles 2 et 5 du bill. Dans le cas d'infractions relatives aux stupéfiants, les dispositions générales actuelles du Règlement sur la libération conditionnelle permettent de libérer un détenu ayant purgé quatre ans ou le tiers de sa sentence.

Commencement

9. Sections 1, 2, 3 and 6 do not come into force until January 1, 1976.

9. Les articles 1, 2, 3 et 6 n'entrent en vigueur que le 1^{er} janvier 1976.

Entrée en
vigueur

C-403

C-403

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-403

BILL C-403

An Act to amend the Criminal Code
(death sentence)

Loi modifiant le Code criminel
(peine capitale)

First reading, July 8, 1975

Première lecture, le 8 juillet 1975



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-403

BILL C-403

An Act to amend the Criminal Code (death
sentence)

Loi modifiant le Code criminel (peine
capitale)

R.S., c. C-34

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. C-34

1. Section 683 of the *Criminal Code* is
amended by adding thereto the following
subsection:

1. L'article 683 du *Code criminel* est
modifié par l'adjonction du paragraphe 5
suivant:

No pardon
where jury
opposed to ele-
mency

"(5) A pardon may not be granted to
any person who has been convicted of an
offence punishable by death if the jury,
pursuant to section 670, has made a 10
recommendation against clemency.

«(5) Un pardon ne peut être accordé à
toute personne déclarée coupable d'une
infraction punissable de mort si le jury,
conformément à l'article 670, a recom- 10
mandé qu'il ne soit pas usé de clémence.»

Aucun pardon
lorsque le jury
s'oppose à la
clémence

2. Subsection 684 (1) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

2. Le paragraphe 684(1) de ladite loi est
abrogé et remplacé par ce qui suit:

Commutation of
death sentence

"684. (1) Where, pursuant to section 15
670, a jury

(a) has made a recommendation in
favour of clemency,

or

(b) has not made a recommendation 20
either in favour of clemency or against
it,

the Governor in Council may commute a
sentence of death to imprisonment in the
penitentiary for life or for a period of not 25
less than two years, or to imprisonment
in a prison other than a penitentiary for a
period of less than two years.

«684. (1) Lorsque, conformément à
l'article 670, un jury

a) a recommandé qu'il soit usé de
clémence

ou

b) n'a pas fait de recommandation por-
tant qu'il soit ou non usé de clémence, 20
le gouverneur en conseil peut commuer
une sentence de mort en emprisonnement
au pénitencier à perpétuité ou pour une
période d'au moins deux ans, ou en incar-
cération dans une prison autre qu'un 25
pénitencier pendant une période de moins
de deux ans.»

Commutation
d'une sentence
de mort 15

EXPLANATORY NOTE

The Purpose of this bill is to limit the Government's statutory powers of pardon and commutation, in their application to murder and other offences punishable by death, so as to exclude those cases where all of the jury were against recommending clemency.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à restreindre les pouvoirs statutaires du gouvernement d'accorder un pardon et de commuer une peine, pour ce qui est des meurtres et d'autres infractions punissables de mort, de manière à exclure ces cas lorsque tous les membres du jury refusent de recommander la clémence.

C-404

C-404

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

1^{re} Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-404

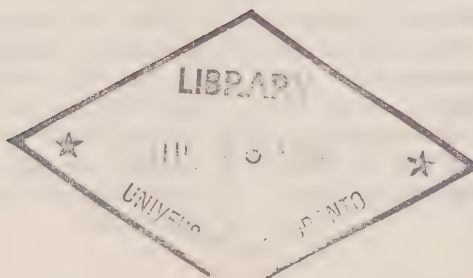
BILL C-404

An Act to amend the Canada Elections Act
(opinion surveys)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(sondages d'opinion):

First reading, July 10, 1975

Première lecture, le 10 juillet 1975



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-404

BILL C-404

An Act to amend the Canada Elections Act
(opinion surveys)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(sondages d'opinion)

R.S., c. 14 (1st
Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. 14 (1^{er}
Supp.)

1. Section 2 of the *Canada Elections Act*
is amended by inserting therein, immediat-
ly after the definition "province", the fol-
lowing definition:

1. L'article 2 de la Loi électorale du
Canada est modifié par l'insertion, immédia- 5
tement après la définition de «serment», de la
définition suivante:

"public opinion
survey"
«sondage . . .»

" "public opinion survey" means a survey
that seeks to determine the opinions,
preferences or voting intentions of elec- 10
tors in one or more electoral districts
with regard to any candidate or regis-
tered party;"

«sondage d'opinion publique» désigne un
sondage qui cherche à connaître l'opi-
nion, les préférences ou les intentions 10
de vote des électeurs dans une ou plu-
sieurs circonscriptions électorales au
sujet de tout candidat ou parti
enregistré;»

«sondage d'opi-
nion publique»
"opinion . . ."

2. The said Act is further amended by
adding thereto the following section:

2. Ladite loi est en outre modifiée par 15
l'insertion de l'article suivant:

Publishing opin-
ion polls

"69.1 Every one is guilty of an offence
against this Act who, before all polling
stations have closed on polling day in any
election, publishes, broadcasts, or in any
other manner publicly disseminates a 20
result or purported result of a public
opinion survey taken during the election."

«69.1 Est coupable d'une infraction à la
présente loi quiconque, avant la fermeture
de tous les bureaux de scrutin le jour du
scrutin à une élection, publie, radiodiffuse 20
ou rend public de toute autre manière le
résultat véritable ou apparent d'un son-
dage d'opinion publique effectué pendant
l'élection.»

Publication de
sondages d'opi-
nion

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to prohibit the publication or broadcast of the results of public opinion polls taken during an election. It will not interfere with research—academic, commercial or political—which is kept confidential during an election so as not to influence the outcome.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à interdire la publication ou la diffusion des résultats de sondages d'opinion publique effectué pendant une élection. Il ne veut pas freiner la recherche de nature théorique, commerciale ou politique dont les conclusions ne sont pas dévoilées en période d'élection afin de ne pas influencer sur son issue.

111 13
854
C-405

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

C-405

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Government
Publications

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada. Parliament. House of Commons
111

BILL C-405
111

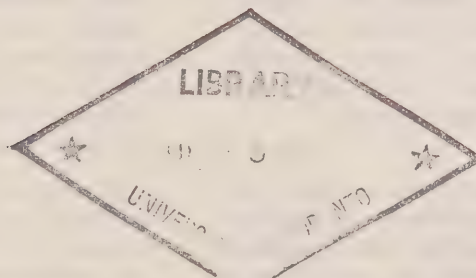
BILL C-405

An Act to amend the Canada Labour Code
(age discrimination)

Loi modifiant le Code canadien du travail
(distinction injuste à cause de l'âge)

First reading, July 10, 1975

Première lecture, le 10 juillet 1975



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-405

An Act to amend the Canada Labour Code
(age discrimination)

R.S., c. L-1

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsections 5(1), (2), (3) and (5) of the *Canada Labour Code* are repealed and the following substituted therefor:

Employers not to discriminate

"5. (1) No employer shall refuse to employ or to continue to employ, or otherwise discriminate against any person in regard to employment or any term or condition of employment because of his age, race, national origin, colour or religion.

Use of employment agencies that discriminate

(2) No employer shall use, in the hiring or recruitment of persons for employment, any employment agency that discriminates against persons seeking employment because of their age, race, national origin, colour or religion.

Membership in trade unions

(3) No trade union shall exclude any person from full membership or expel or suspend or otherwise discriminate against any of its members or discriminate against any person in regard to his employment by any employer, because of that person's age, race, national origin, colour or religion.

Limitations, etc. as to race

(5) No person shall use or circulate any form of application for employment or publish any advertisement in connection 30

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-405

Loi modifiant le Code canadien du travail
(distinction injuste à cause de l'âge)

S.R., c. L-1

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Les paragraphes 5(1), (2), (3) et (5) du *Code Canadien du travail* sont abrogés et 5 remplacés par ce qui suit:

Les patrons ne doivent établir aucune distinction injuste

«5. (1) Aucun patron ne doit refuser d'employer ou de continuer à employer une personne, ni autrement établir contre elle des distinctions en matière d'emploi ou de conditions de travail, à cause de l'âge, de la race, de l'origine nationale, de la couleur ou de la religion de cette personne.

(2) Un patron ne doit pas se servir, dans l'embauchage ou le recrutement pour emploi, d'une agence de placement qui établit des distinctions contre des personnes en quête d'emploi, à cause de leur âge, de leur race, de leur origine nationale, de leur couleur ou de leur religion.

Agence de placement qui établit des distinctions injustes

(3) Aucun syndicat ne doit exclure une personne du plein statut de membre, ni expulser ou suspendre l'un de ses membres ou autrement établir des distinctions contre un tel membre, ni en établir contre quiconque en ce qui concerne son emploi par un patron, à cause de l'âge, de la race, de l'origine nationale, de la couleur ou de la religion de cette personne.

Affiliation à un syndicat

(5) Nul ne doit utiliser ou mettre en circulation une formule de demande d'emploi, ni publier, à l'égard de quelque

Formule de demande d'emploi

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to prohibit—where the Canada Labour Code applies—age discrimination in employment and trade union membership.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet d'interdire, dans les situations visées par le Code canadien du travail, que l'âge soit un motif de discrimination pour ce qui est de l'emploi et de la participation syndicale.

with employment or prospective employment or make any written or oral inquiry in connection with employment that expresses either directly or indirectly any limitation, specification or preference as to age, race, national origin, colour or religion unless the limitation, specification or preference is based upon a *bona fide* occupational qualification.”

emploi ou futur emploi, une annonce, ni faire, relativement à quelque emploi, une enquête écrite ou orale, qui exprime directement ou indirectement une restriction, spécification ou préférence concernant l'âge, la race, l'origine nationale, la couleur ou la religion, à moins que la restriction, spécification ou préférence ne repose sur des qualités professionnelles requises de bonne foi.»

10

C-406

C-406

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-406

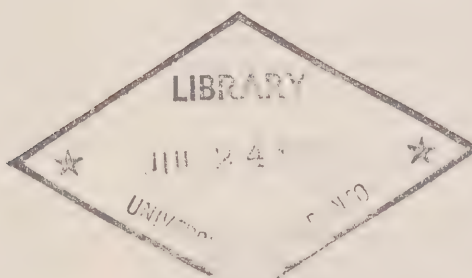
BILL C-406

An Act to amend the Criminal Records Act

Loi modifiant la loi sur le casier judiciaire

First reading, July 17, 1975

Première lecture, le 17 juillet 1975



MR. MAINE

M. MAINE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-406

An Act to amend the Criminal Records Act

R.S., c. 12 (1st
supp.); 1972,
c. 13

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsections 2(2) and (3) of the *Criminal Records Act* are repealed.

2. Subsection 6(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Persons found
guilty and dis-
charged

"(2) Where a court, pursuant to section 662.1 of the Criminal Code, directs that 10
an accused person be discharged, either absolutely or upon the conditions pre-
scribed in a probation order, the person
having the custody or control of any judi-
cial record of the discharge shall deliver it 15
into the custody of the Commissioner
when

(a) the time within which an appeal
may be taken has expired and no appeal
has been taken against the direction, or 20
an appeal has been taken and has been
dismissed, and

(b) the probation order, if any, has
expired.

Records kept
separate and not
disclosed

(3) Any record of a conviction in 25
respect of which a pardon has been grant-
ed, and any record of a discharge which
has been directed in place of a conviction,
that is in the custody of the Commission-
er or of any department or agency of the 30
Government of Canada shall be kept sepa-
rate and apart from other criminal
records, and no such record shall be dis-
closed to any person, nor shall the exist-

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-406

Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. 12 (1^{er}
supp.); 1972,
c. 13

1. Les paragraphes 2(2) et (3) de la *Loi*
5 *sur le casier judiciaire* sont abrogés. 5

2. Le paragraphe 6(2) de ladite loi est
abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(2) Lorsqu'un tribunal, conformément
à l'article 662.1 du Code criminel, ordonne
qu'un accusé soit libéré inconditionnelle- 10
ment ou aux conditions prescrites dans
une ordonnance de probation, la personne
qui a la garde ou le contrôle du dossier
judiciaire d'une libération doit le confier
au commissaire lorsque 15

a) le délai pour interjeter appel est
expiré et un appel de l'ordre n'a pas été
interjeté ou un appel a été interjeté et
rejeté, et

b) l'ordonnance de probation, le cas 20
échéant, est expirée.

Personnes décla-
rées coupables et
libérées

(3) Tout dossier ou relevé d'une con-
damnation à l'égard de laquelle un pardon
a été accordé et tout dossier ou relevé
d'une libération qui a été ordonnée au lieu 25
d'une déclaration de culpabilité, que con-
serve le commissaire ou un ministère ou
organisme du gouvernement du Canada,
ne doit pas être classé avec les autres
dossiers ou relevés relatifs à des affaires 30
criminelles, mais à part; aucun de ces

Relevés à garder
à part et à ne
pas divulguer

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to ensure that any person who is given an absolute or conditional discharge by a court in substitution of a conviction is automatically relieved of the stigma of a criminal record.

At present discharged persons who wish the relief provided by the *Criminal Records Act* must apply for a pardon in the same way as persons who are convicted, and likewise are subject to a waiting period followed by a formal investigation and report by the Parole Board.

Clause 1: This amendment is consequential on the amendments proposed in clauses 2 and 3. At present the operative sections of the Act apply in terms to convicted persons only; their application to discharged persons is achieved indirectly by subsections 2(2) and (3), which read as follows:

“(2) This Act applies to a person who has been granted an absolute or conditional discharge under section 662.1 of the *Criminal Code* as if he had been convicted of the offence in respect of which the discharge was granted except that where the discharge was granted in respect of an offence punishable on summary conviction in proceedings under Part XXIV of the *Criminal Code*, the inquiries referred to in subsection 4(2) may be made if one year has elapsed from

(a) the date on which the discharge was granted, in the case of an absolute discharge, and

(b) the date of termination of the period of probation in the case of a conditional discharge,

and where the discharge was granted in respect of any other offence or in proceedings other than proceedings under Part XXIV of the *Criminal Code*, the inquiries referred to in subsection 4(2) may be made if three years have elapsed from whichever of the dates referred to in paragraphs (a) and (b) is appropriate.

(3) The terms “conviction” and “convicted”, where they appear throughout this Act, shall be read so as to give effect to subsection (2).”

Clause 2: This amendment would render a matter of course the confidentiality of a discharged person's record. The present subsection (2) would become subsection (3) with the addition of the underlined words.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à éliminer automatiquement la déchéance d'un casier judiciaire pour toute personne à qui un tribunal a accordé une libération inconditionnelle ou sous condition à la place d'une déclaration de culpabilité.

À l'heure actuelle, les personnes libérées qui désirent être affranchies aux termes de la *Loi sur le casier judiciaire* doivent demander un pardon de la même manière que celles qui ont été déclarées coupables d'une infraction et sont assujetties aux mêmes délais avant la tenue d'une enquête officielle et la présentation d'un rapport par la Commission des libérations conditionnelles.

Article 1 du bill: Cette modification est consécutive aux modifications proposées aux articles 2 et 3. Les dispositions actuelles de la loi, telles qu'elles sont énoncées, ne visent que les personnes déclarées coupables; elles s'appliquent indirectement aux personnes libérées par voie des paragraphes 2(2) et (3). Voici le texte actuel de ces paragraphes:

«(2) La présente loi s'applique à une personne à qui a été accordée une libération inconditionnelle ou sous condition en vertu de l'article 662.1 du *Code criminel* comme si elle avait été déclarée coupable de l'infraction pour laquelle la libération a été accordée; toutefois, lorsque la libération a été accordée relativement à une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité dans des procédures engagées en vertu de la Partie XXIV du *Code criminel* les enquêtes mentionnées au paragraphe 4(2) peuvent être effectuées s'il s'est écoulé un délai d'un an depuis

a) la date à laquelle la libération a été accordée, s'il s'agit d'une libération inconditionnelle, et

b) depuis la date d'expiration de la période de probation s'il s'agit d'une libération sous condition,

et, lorsque la libération a été accordée relativement à toute autre infraction ou dans des procédures autres que des procédures engagées en vertu de la Partie XXIV du *Code criminel* les enquêtes mentionnées au paragraphe 4(2) peuvent être effectuées s'il s'est écoulé un délai de trois ans depuis celle des dates mentionnées aux alinéas a) et b) qu'il y a lieu de retenir en l'espèce.

(3) Les expressions «déclaration de culpabilité» et «déclaré coupable», là où elles figurent dans la présente loi, doivent se lire de façon à donner effet au paragraphe (2).»

Article 2: Cette modification garantirait le caractère confidentiel du casier d'une personne libérée. Le paragraphe (2) actuel, amplifié des mots soulignés, deviendrait le paragraphe (3).

ence of the record or the fact of the conviction or discharge be disclosed to any person, without the prior approval of the Minister who shall, before granting such approval, satisfy himself that the disclosure is desirable in the interests of the administration of justice or for any purpose related to the safety or security of Canada or any state allied or associated with Canada.”

3. Section 8 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Applications for
employment

“8. On any application form for or relating to

(a) employment in any department as 15 defined in section 2 of the *Financial Administration Act*,

(b) employment by any Crown corporation as defined in Part VIII of the *Financial Administration Act*, 20

(c) enrolment in the Canadian Forces, or

(d) employment upon or in connection with the operation of any work, undertaking or business that is within the 25 legislative authority of the Parliament of Canada,

| a question relating to convictions for offences shall be taken not to apply to a conviction in respect of which the applicant has been granted a pardon that has not been revoked, or to apply to a discharge that was substituted for a conviction and that has not been revoked.”

dossiers ou relevés ne doit être divulgué à qui que ce soit et l'existence du dossier ou relevé ou le fait de la condamnation ou de la libération ne doivent être révélés à qui que ce soit sans approbation préalable du 5 Ministre qui, avant de donner cette approbation, doit être convaincu que cette divulgation est souhaitable dans l'intérêt de l'administration de la justice ou pour tout objet relatif à la sûreté ou à la 10 sécurité du Canada ou d'un État allié ou associé au Canada.»

3. L'article 8 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«8. Dans toute formule de demande 15 Demandes d'emploi

a) d'emploi dans un ministère ou département, tels que les définit l'article 2 de la *Loi sur l'administration financière*,

b) d'emploi dans une corporation de la 20 Couronne, telle que la définit la Partie VIII de la *Loi sur l'administration financière*,

c) d'enrôlement dans les Forces canadiennes, ou 25

d) d'emploi pour ou relativement à l'exploitation d'un ouvrage, d'une entreprise ou d'une affaire qui relève de l'autorité législative du Parlement du Canada, 30

ou y relative, une question portant sur les condamnations doit être considérée comme ne s'appliquant pas à une condamnation à l'égard de laquelle a été accordé un pardon qui n'a pas été révoqué ni à une 35 libération qui a été substituée à une condamnation et qui n'a pas été révoquée.»

Clause 3: This amendment would protect a discharged person in the employment process.

Section 8 at present reads as follows:

8. No application form for or relating to

(a) employment in any department as defined in section 2 of the *Financial Administration Act*,

(b) employment by any Crown corporation as defined in Part VIII of the *Financial Administration Act*,

(c) enrolment in the Canadian Forces, or

(d) employment upon or in connection with the operation of any work, undertaking or business that is within the legislative authority of the Parliament of Canada,

shall contain any question that by its terms requires the applicant to disclose a conviction in respect of which he has been granted a pardon that has not been revoked.

Article 3: Cette modification protégerait la personne libérée qui est en quête d'emploi.

Voici le texte actuel de l'article 8:

8. Aucune formule de demande

a) d'emploi dans un ministère ou département, tels que les définit l'article 2 de la *Loi sur l'administration financière*

b) d'emploi dans une corporation de la Couronne, telle que la définit la Partie VIII de la *Loi sur l'administration financière*

c) d'enrôlement dans les Forces canadiennes, ou

d) d'emploi pour ou relativement à l'exploitation d'un ouvrage, d'une entreprise ou d'une affaire qui relève de l'autorité législative du Parlement du Canada,

ou y relative, ne doit contenir de question qui, par sa teneur, oblige le requérant à révéler une condamnation à l'égard de laquelle a été accordé un pardon qui n'a pas été révoqué.

C-407

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-407

An Act to amend the Criminal Code
(punishment for murder)

First reading, July 18, 1975

MR. FLEMING

C-407

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

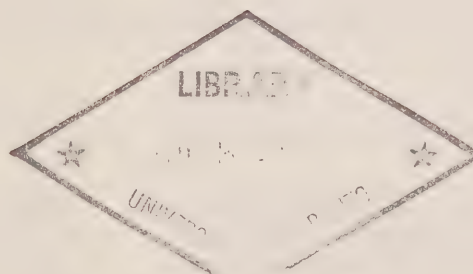
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-407

Loi modifiant le Code criminel
(peine pour meurtre)

Première lecture, le 18 juillet 1975

M. FLEMING



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-407

BILL C-407

An Act to amend the Criminal Code
(punishment for murder)

Loi modifiant le Code criminel
(peine pour meurtre)

R.S., cc. C-34,
C-35; 1972, c.
13; 1973-74, cc.
38, 50

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. C-34,
C-35; 1972, c.
13; 1973-74, cc.
38, 50

1. (1) Paragraphs 47(1)(a), (b) and (c) of the *Criminal Code* are repealed and the following substituted therefor:

1. (1) Les alinéas 47(1)a), b) et c) du *Code criminel* sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

"(a) to be sentenced to imprisonment for life if he is guilty of an offence under paragraph 46(1)(a), (b), (c), (d), (f) or (g), or of an offence under paragraph (e) or (h) committed while a state of war exists between Canada and another country, or"

«a) d'un emprisonnement à perpétuité, s'il est coupable d'une infraction aux termes de l'alinéa 46(1)a), b), c), d), f) ou g) ou d'une infraction tombant sous le coup de l'alinéa e) ou h), commise pendant l'existence d'un état de guerre entre le Canada et un autre pays, ou»

(2) Paragraph 47(1)(d) of the said Act is amended by renumbering it as paragraph (b).

(2) L'alinéa 47(1)d) de ladite loi devient l'alinéa b). 15

2. Subsection 75(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. Le paragraphe 75(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Punishment

"(2) Every one who commits piracy while in or out of Canada is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life."

«Quiconque commet une piraterie, pendant qu'il se trouve au Canada ou hors du Canada, est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité.»

Peine

3. Section 214 of the *Criminal Code* is repealed.

3. L'article 214 de ladite loi est abrogé.

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the Code to abolish capital punishment and substitute therefor a sentence of life imprisonment, with a provision that a person convicted of murder which was planned or deliberate, or where such a person has been convicted of murder which is presently punishable by death, or where a person is convicted of murder while committing certain serious offences, such person shall not be released until at least 25 years of the sentence have been served.

Clause 1: Subsection 47(1) at present reads as follows:

"47. (1) Every one who commits treason is guilty of an indictable offence and is liable

(a) to be sentenced *to death* if he is guilty of an offence under paragraph 46(1)(a), (b) or (c);

(b) to be sentenced *to death or* to imprisonment for life if he is guilty of an offence under paragraph 46(1)(d), (f) or (g);

(c) to be sentenced *to death or* to imprisonment for life if he is guilty of an offence under paragraph 46(1)(e) or (h), committed while a state of war exists between Canada and another country; or

(d) to be sentenced to imprisonment for fourteen years if he is guilty of an offence under paragraph 46(1)(e) or (h), committed while no state of war exists between Canada and another country."

Clause 2: Subsection 75(2) at present reads as follows:

"(2) Every one who commits piracy while in or out of Canada is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for life, *but if while committing or attempting to commit piracy he murders or attempts to murder another person or does any act that is likely to endanger the life of another person he shall be sentenced to death.*"

Clause 3: Subsection 214 at present reads as follows:

"214. (1) Murder is punishable by death or is punishable by imprisonment for life.

(2) Murder is punishable by death, in respect of any person, where such person by his own act caused or assisted in causing the death of

(a) a police officer, police constable, constable, sheriff, deputy sheriff, sheriff's officer or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace, acting in the course of his duties, or

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier le *Code criminel* de façon à abolir la peine capitale et à y substituer une peine d'emprisonnement à perpétuité, sous réserve que lorsqu'une personne est déclarée coupable d'un meurtre qu'elle a prémédité ou commis de propos délibéré, ou d'un meurtre punissable de mort à l'heure actuelle, ou encore d'un meurtre survenu pendant qu'elle commettait certaines infractions graves, cette personne ne doit pas être remise en liberté avant qu'elle n'ait purgé au moins 25 années de sa peine.

Article 1 du bill: Voici le texte actuel du paragraphe 47(1):

"47. (1) Quiconque commet une trahison est coupable d'un acte criminel et passible

a) d'une *condamnation à mort*, s'il est coupable d'une infraction aux termes de l'alinéa 46(1)a, b) ou c);

b) d'une *condamnation à mort ou* à un emprisonnement à perpétuité, s'il est coupable d'une infraction visée par l'alinéa 46(1)d, f) ou g);

c) d'une *condamnation à mort ou* d'un emprisonnement à perpétuité, s'il est coupable d'une infraction tombant sous le coup de l'alinéa 46(1)e) ou h), commise pendant l'existence d'un état de guerre entre le Canada et un autre pays; ou

d) d'une condamnation à un emprisonnement de quatorze ans, s'il est coupable d'une infraction visée par l'alinéa 46(1)e) ou h), commise lorsqu'il n'existe pas d'état de guerre entre le Canada et un autre pays."

Article 2 du bill: Voici le texte actuel du paragraphe 75(2):

"(2) Quiconque commet une piraterie, pendant qu'il se trouve au Canada ou hors du Canada, est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité, *mais si, en commettant ou tentant de commettre une piraterie, il tue ou tente de tuer une autre personne ou accomplit un acte quelconque susceptible de mettre en danger la vie d'une autre personne, il doit être condamné à mort.*"

Article 3 du bill: Voici le texte actuel de l'article 214:

"214. (1) Le meurtre est punissable de mort ou est punissable d'emprisonnement à perpétuité.

(2) Le meurtre est punissable de mort, à l'égard de toute personne, lorsque cette personne, par son propre fait, a causé ou aidé à causer la mort

a) d'un officier de police, d'un agent de police, d'un constable, d'un shérif, d'un shérif adjoint, d'un officier de shérif ou d'une autre

4. Section 218 of the said Act is repealed
and the following substituted therefor:

Punishment for
murder

"218. (1) Every one who commits
murder is guilty of an indictable offence
and shall be sentenced to imprisonment 5
for life.

Minimum pun-
ishment

(2) For the purposes of Part XX, the
sentence of imprisonment for life pre-
scribed in subsection (1) is a minimum
punishment." 10

4. L'article 218 de ladite loi est abrogé et
remplacé par ce qui suit:

Peine pour
meurtre

«218. (1) Quiconque commet un meur-
tre est coupable d'un acte criminel et doit
être condamné à l'emprisonnement à 5
perpétuité.

Peine minimum

(2) Pour les objets de la Partie XX, la
sentence d'emprisonnement à perpétuité
prescrite au paragraphe (1) est une peine
minimum.» 10

(b) a warden, deputy warden, instructor, keeper, gaoler, guard or other office or permanent employee of a prison, acting in the course of his duties,

or counselled or procured another person to do any act causing or assisting in causing the death.

(3) All murder other than murder punishable by death is punishable by imprisonment for life."

Clause 4: Section 218 at present reads as follows:

"218. (1) Every one who commits murder punishable by death is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to death.

(2) Every one who commits murder punishable by imprisonment for life is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.

(3) Notwithstanding subsection (1), a person who appears to the court to have been under the age of eighteen years at the time he committed a murder punishable by death shall not be sentenced to death upon conviction therefor but shall be sentenced to imprisonment for life.

(4) For the purposes of Part XX, the sentence of imprisonment for life prescribed by this section is a minimum punishment.

(5) Notwithstanding anything in the *Parole Act* and unless the Parliament of Canada otherwise directs, no person

(a) upon whom a sentence of imprisonment for life in respect of murder has been imposed after the coming into force of this subsection,

(b) upon whom a sentence of imprisonment for life is deemed by section 8 of the *Criminal Law Amendment (Capital Punishment) Act* to have been imposed, or

(c) in respect of whom a sentence of death in respect of murder has been commuted after the coming into force of this section to imprisonment for life,

shall be released pursuant to the terms of a grant of parole under the *Parole Act* unless

(d) at least ten years of that sentence calculated in the manner described in subsection (7) have been served, and

(e) the National Parole Board, by a vote of at least two-thirds of its members, has made a decision that parole under that Act be granted to that person.

(6) Notwithstanding paragraph (5)(d), the judge presiding at the trial of an accused who is or was convicted of murder or, where such judge is unable to do so, another judge of the same court may

(a) at the time of sentencing of the accused, in a case referred to in paragraph (5)(a), or

(b) at any time on application made to him within a reasonable time after

(i) the coming into force of this section, in a case referred to in paragraph (5)(b), or

(ii) the execution of an instrument or writing mentioned in subsection 684(2) declaring that a sentence of death has been commuted, in a case referred to in paragraph (5)(c),

having regard to the character of the accused, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, and to any recommendation made pursuant to subsection (8), by order substitute for the number of years specified in paragraph (5)(d) a number of years that is not more than twenty but more than ten.

(7) In calculating the time referred to in paragraph (5)(d) or the time substituted therefor pursuant to subsection (6), there shall be included any time spent in custody between,

personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique, agissant dans l'exercice de ses fonctions, ou

b) d'un directeur, d'un sous-directeur, d'un instructeur, d'un gardien, d'un géolier, d'un garde ou d'un autre fonctionnaire ou employé permanent d'une prison, agissant dans l'exercice de ses fonctions,

ou a conseillé à une autre personne de commettre un acte quelconque qui cause ou aide à causer la mort, ou a incité cette autre personne à commettre un tel acte.

(3) Tout meurtre autre qu'un meurtre punissable de mort est punissable d'emprisonnement à perpétuité.»

Article 4 du bill: Voici le texte actuel de l'article 218:

«218. (1) Quiconque commet un meurtre punissable de mort est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à mort.

(2) Quiconque commet un meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité.

(3) Nonobstant le paragraphe (1), une personne qui paraît à la cour avoir moins de dix-huit ans au moment où elle a commis un meurtre punissable de mort ne peut pas être condamnée à mort sur déclaration de culpabilité à cet égard, mais doit être condamnée à l'emprisonnement à perpétuité.

(4) Pour les objets de la Partie XX, la sentence d'emprisonnement à perpétuité prescrite par le présent article est une peine minimum.

(5) Nonobstant toute disposition de la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus* et à moins que le Parlement du Canada n'ordonne le contraire, nulle personne

a) à qui une sentence d'emprisonnement à perpétuité pour meurtre a été imposée après l'entrée en vigueur du présent paragraphe,

b) à qui une sentence d'emprisonnement à perpétuité est, aux termes de l'article 8 de la *Loi modifiant le droit pénal (peine capitale)*, réputée avoir été imposée, ou

c) relativement à laquelle une sentence de mort pour meurtre a été commuée, après l'entrée en vigueur du présent article, en un emprisonnement à perpétuité,

ne doit être remise en liberté en vertu de l'octroi d'une libération conditionnelle aux termes de la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus*, à moins

d) qu'elle n'ait purgé au moins dix années de cette sentence, calculées de la manière indiquée au paragraphe (7), et

e) que la Commission nationale des libérations conditionnelles n'ait décidé, par un vote d'au moins les deux tiers de ses membres, d'accorder à cette personne la libération conditionnelle visée par cette loi.

(6) Nonobstant l'alinéa (5)d), le juge qui préside le procès d'un accusé qui est ou a été déclaré coupable de meurtre, ou, lorsque ce juge est incapable de ce faire, un autre juge du même tribunal peut,

a) au moment de prononcer la sentence de l'accusé, s'il s'agit d'un cas visé à l'alinéa (5)a), ou

b) à tout moment, sur demande, pourvu que cette demande lui soit présentée dans un délai raisonnable

(i) après l'entrée en vigueur du présent article, s'il s'agit d'un cas visé à l'alinéa (5)b), ou

(ii) après la signature d'un instrument ou d'un écrit mentionné au paragraphe 684(2), déclarant qu'une sentence de mort a été commuée, s'il s'agit d'un cas visé à l'alinéa (5)c),

compte tenu du caractère de l'accusé, de la nature de l'infraction et des circonstances qui ont entouré sa perpétration, ainsi que toute recommandation faite en application du paragraphe (8) remplacer par ordonnance le nombre d'années spécifié à l'alinéa (5)d) par un nombre d'années supérieur à dix mais ne dépassant pas vingt.

5. Section 511 of the said Act is repealed.

6. Subsection 538(3) of the said Act is repealed.

7. Subsection 589(2) of the said Act is repealed.

8. Subsection 684(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(3) Notwithstanding any other law or authority, a person upon whom a sentence 10 of imprisonment for life has been imposed as a minimum punishment, shall not be released during his life without the prior approval of the Governor in Council, and where such person has been convicted of 15 murder which was planned and deliberate or where such person has been convicted of murder by having by his own act caused or assisted in causing the death of

5. L'article 511 de ladite loi est abrogé.

6. Le paragraphe 538(3) de ladite loi est abrogé.

7. Le paragraphe 589(2) de ladite loi est 5 abrogé.

8. Le paragraphe 684(3) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(3) Nonobstant toute autre loi ou autorité, une personne à qui une sentence d'emprisonnement à perpétuité a été 10 imposée comme peine minimum, ne doit pas être remise en liberté de son vivant sans l'approbation préalable du gouverneur en conseil sous réserve toutefois que, lorsqu'une personne a été déclarée coupa- 15 ble de meurtre qui a été prémédité et commis de propos délibéré ou, lorsqu'une personne a été déclarée coupable de meur-

Approval of
Governor in
Council of
release

Approbation de
la remise en
liberté par le
gouverneur en
conseil

(a) in the case of a sentence of imprisonment for life, the day on which the person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which he was sentenced to imprisonment for life and the day the sentence was imposed or was deemed by section 8 of the *Criminal Law Amendment (Capital Punishment) Act* to have been imposed, or

(b) in the case of a sentence of death, the day on which the person was arrested and taken into custody in respect of the offence for which he was sentenced to death and the day the sentence was commuted.

(8) Where a jury finds an accused guilty of murder punishable by imprisonment for life, the judge who presides at the trial shall, before discharging the jury, put to them the following question:

"You have found the accused guilty of murder punishable by imprisonment for life and the law requires that I now pronounce a sentence of imprisonment for life against him. Do you wish to make any recommendation with respect to the number of years he must serve before he is eligible for release on parole? You are not required to make any recommendation but if you do, your recommendation will be considered by me when I am considering whether I should substitute for the ten year period, which the law would otherwise require the accused to serve before he is eligible for release on parole, a number of years that is not more than twenty but more than ten."

(9) Notwithstanding the *Penitentiary Act* and the *Parole Act*, in the case of any person described in paragraph (5)(a), (b) or (c), no absence without escort may be authorized under section 26 of the *Penitentiary Act* and no day parole may be granted under section 10 of the *Parole Act* until the expiration of all but three years of the time referred to in paragraph (5)(d) or the time substituted therefor pursuant to subsection (6), as the case may be."

Clauses 5 to 7: Consequential.

Clause 8: This provides that a person convicted of murder shall not be released without the prior approval of the Governor in Council provided that when convicted of murder which is planned and deliberate or, where the death of a police officer or gaoler is involved or where a person is convicted of murder while committing or attempting to commit certain offences, such a person shall not be released until at least 25 years of that sentence has been served.

Subsection 684(3) at present reads as follows:

"(3) Notwithstanding any other law or authority, a person

(a) in respect of whom a sentence of death has been commuted to imprisonment for life or a term of imprisonment,

(b) upon whom a sentence of imprisonment for life has been imposed as a minimum punishment, or

(7) Dans le calcul de la période mentionnée à l'alinéa (5)d) ou de celle par laquelle celle-ci est remplacée en application du paragraphe (6), il doit être inclus toute période passée sous garde,

a) dans le cas d'une sentence d'emprisonnement à perpétuité, entre le jour où la personne a été arrêtée et incarcérée par suite de l'infraction pour laquelle elle a été condamnée à l'emprisonnement à perpétuité et le jour où la sentence a été imposée ou est réputée, aux termes de l'article 8 de la *Loi modifiant le droit pénal (peine capitale)*, avoir été imposée, ou

b) dans le cas d'une sentence de mort, entre le jour où la personne a été arrêtée et incarcérée par suite de l'infraction pour laquelle elle a été condamnée à mort et le jour où la sentence a été commuée.

(8) Lorsqu'un jury déclare un accusé coupable de meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité, le juge qui préside au procès doit, avant de dissoudre le jury, poser aux jurés la question suivante:

«Vous avez déclaré l'accusé coupable de meurtre punissable d'emprisonnement à perpétuité et la loi exige que je prononce maintenant contre lui la peine d'emprisonnement à perpétuité. Désirez-vous faire une recommandation quant au nombre d'années qu'il doit purger avant de devenir admissible à la libération conditionnelle? Vous n'êtes pas tenus de faire une recommandation, mais si vous le faites je tiendrai compte de votre recommandation lorsque j'examinerai si je dois remplacer ou non par une période supérieure à dix ans mais ne dépassant pas vingt ans, la période de dix ans que l'accusé devrait autrement purger en vertu de la loi avant de devenir admissible à la libération conditionnelle.»

(9) Nonobstant la *Loi sur les pénitenciers* et la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus*, dans le cas de toute personne visée à l'alinéa (5)a), b) ou c), aucune absence sans escorte ne peut être autorisée en vertu de l'article 26 de la *Loi sur les pénitenciers* et aucune libération conditionnelle de jour ne peut être accordée en vertu de l'article 10 de la *Loi sur la libération conditionnelle de détenus* avant la troisième année précédant l'expiration de la période mentionnée à l'alinéa (5)d) ou de la période par laquelle celle-ci est remplacée en application du paragraphe (6).»

Articles 5 à 7 du bill: Modifications consécutives.

Article 8 du bill: Cette modification empêche la libération d'une personne déclarée coupable de meurtre sans l'approbation préalable du gouverneur en conseil. Toutefois, la personne déclarée coupable d'un meurtre prémédité et commis de propos délibéré, ou du meurtre d'un agent de police ou d'un gardien, ou d'un meurtre survenu pendant qu'elle commettait ou tentait de commettre certaines infractions, ne doit pas être libérée avant qu'elle n'ait purgé 25 ans de sa peine.

Voici le texte actuel du paragraphe 684(3):

«(3) Nonobstant toute autre loi ou autorité, une personne,

a) à l'égard de qui une sentence de mort a été commuée en emprisonnement à perpétuité ou en un emprisonnement à temps,

b) à qui une sentence d'emprisonnement à perpétuité a été imposée comme peine minimum, ou

(a) a police officer, police constable, constable, sheriff, deputy sheriff, sheriff's officer or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace, acting in the course of his duties, or 5

(b) a warden, deputy warden, instructor, keeper, gaoler, guard or other officer or permanent employee of a prison, acting in the course of his duties, 10

or counselled or procured another person to do any act causing or assisting in causing the death, or where such person has been convicted of murder while committing or attempting to commit treason, 15 piracy, hijacking, rape, kidnapping, robbery or trafficking in narcotics, such person shall not be released until at least twenty-five years of that sentence have been served." 20

tre en ayant, par son propre fait, causé ou aider à causer la mort

a) d'un officier de police, d'un agent de police, d'un constable, d'un shérif, d'un shérif adjoint, d'un officier de shérif ou d'une autre personne employée à la préservation et au maintien de la paix publique, agissant dans l'exercice de ses fonctions, ou 5

b) d'un directeur, d'un sous-directeur, d'un instructeur, d'un gardien, d'un geôlier, d'un garde ou d'un autre fonctionnaire ou employé permanent d'une prison, agissant dans l'exercice de ses fonctions, 15

ou a conseillé à une autre personne de commettre un acte quelconque qui cause ou aide à causer la mort, ou a incité cette autre personne à commettre un tel acte, ou lorsqu'une personne a été déclarée coupable de meurtre en commettant ou tentant de commettre une trahison, une piraterie, un détournement, un viol, un rapt ou un vol ou en se livrant au trafic de l'héroïne, cette personne ne doit pas être remise en liberté avant qu'elle n'ait purgé au moins vingt-cinq années de cette sentence.» 20 25

Transitional

9. Where, either before or after the coming into force of this Act, a person has been convicted of having committed a murder that

(a) was alleged by an indictment to have been committed on, or on or about, a day that is within the period from January 1, 1974 to the coming into force of this Act, or between two days within that period, and 25 30

(b) was, at the time alleged by the indictment to have been the time when the murder was committed, punishable by death,

such person shall, if upon the coming into force of this Act he has not been sentenced, be sentenced to imprisonment for life, and, if at that time he has been sentenced to death, that sentence shall be deemed to be a sentence of imprisonment for life imposed by the court that sentenced him to death. 35 40

9. Lorsque, avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi, une personne a été déclarée coupable d'un meurtre 30

a) dont un acte d'accusation allègue qu'il a été commis un jour ou vers un jour se trouvant dans la période allant du 1^{er} janvier 1974 à l'entrée en vigueur de la présente loi, ou entre deux jours se trouvant dans cette période, et 35

b) qui était, à l'époque où l'acte d'accusation allègue qu'il a été commis, punissable de mort, 40

cette personne doit, si elle n'a pas été condamnée lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, être condamnée à l'emprisonnement à perpétuité et, si à cette époque elle a été condamnée à mort, cette sentence doit être réputée être une sentence d'emprisonnement qu'a imposée la cour qui l'a condamnée à mort. 45

Mesure transitoire

(c) upon whom a sentence of imprisonment for life is deemed by section 8 of the Criminal Law Amendment (Capital Punishment) Act to have been imposed,

shall not be released during his life or such term, as the case may be, without the prior approval of the Governor in Council, but this subsection does not apply in respect of any absence authorized under section 26 of the Penitentiary Act or any day parole granted under section 10 of the Parole Act."

c) à qui une sentence d'emprisonnement à perpétuité est, aux termes de l'article 8 de la Loi modifiant le droit pénal (peine capitale), réputée avoir été imposée,

ne doit pas être remise en liberté de son vivant ou pendant la durée de son emprisonnement, selon le cas, sans l'approbation antérieure du gouverneur en conseil; toutefois ce paragraphe ne s'applique pas à l'égard d'une absence autorisée en vertu de l'article 26 de la Loi sur les pénitenciers ou d'une libération conditionnelle de jour accordée en vertu de l'article 10 de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus.»

Clauses 9 and 10: Transitional.

Articles 9 et 10 du bill: Dispositions transitoires.

Idem

10. (1) Where, after the coming into force of this Act,

(a) proceedings are commenced in respect of a murder alleged by an indictment to have been committed on, or on or about, a day that is within the period from January 1, 1974 to the coming into force of this Act, or between two days the earlier of which is within that period, or

(b) a new trial of a person is commenced for a murder referred to in paragraph (a), the offence shall be tried and determined, and any punishment in respect of the offence shall be imposed, as if the offence had been committed after the coming into force of this Act.

When proceedings commenced

(2) For the purposes of this section, proceedings in respect of an offence shall be deemed to have commenced upon the preferring of an indictment pursuant to the provisions of Part XVII of the *Criminal Code*.

10. (1) Lorsque, après l'entrée en vigueur de la présente loi,

a) des procédures sont commencées relativement à un meurtre dont un acte d'accusation allègue qu'il a été commis un jour ou vers un jour se trouvant dans la période allant du 1^{er} janvier 1974 à l'entrée en vigueur de la présente loi, ou entre deux jours dont le plus ancien se trouve dans cette période, ou

b) un nouveau procès d'une personne est commencé relativement à un meurtre visé à l'alinéa a),

l'infraction doit être jugée et décidée, et toute peine relative à cette infraction doit être imposée, comme si ladite infraction avait été commise après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem

(2) Aux fins du présent article, des procédures relatives à une infraction sont réputées avoir été commencées lors de la présentation d'un acte d'accusation en application des dispositions de la Partie XVII du *Code criminel*.

Cas où les procédures sont commencées

C-408

C-408

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-408

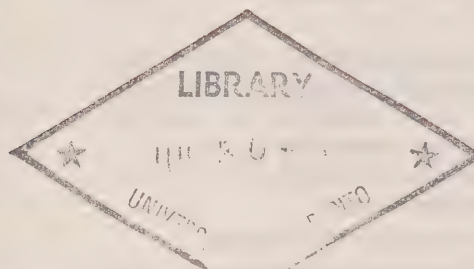
BILL C-408

An Act to amend the Criminal Code (abortion)

Loi modifiant le Code criminel (avortement)

First reading, July 18, 1975

Première lecture, le 18 juillet 1975



MR. OBERLE

M. OBERLE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-408

BILL C-408

An Act to amend the Criminal Code
(abortion)

Loi modifiant le Code criminel
(avortement)

S.R., c. C-34

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

S.R., c. C-34

1. Subsection 251(4) of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

1. Le paragraphe 251(4) du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit: 5

Certificate warranting miscarriage

"(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

(a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital or a therapeutic abortion review board, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female person, or

(b) a female person who in good faith permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

if, before the use of those means,

(c) the therapeutic abortion committee for the hospital, by a majority of its members at a meeting where the case of such person was considered, has, by certificate in writing signed by such members and setting forth its reasons, determined that the miscarriage is necessary to protect the life or health of such person,

«(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas

a) à un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital ou d'un conseil de révision de l'avortement thérapeutique, qui emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, ou

b) à une personne du sexe féminin qui, de bonne foi, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen aux fins de réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

si, avant que ces moyens ne soient employés,

c) le comité de l'avortement thérapeutique de l'hôpital, par décision de la majorité des membres présents lors d'une réunion où le cas de cette personne a été examiné, a établi, par certificat signé par les membres et donnant les raisons de sa décision, qu'il est nécessaire de procurer un avortement

Certificat autorisant l'avortement

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to discourage the casual granting of abortion certificates by hospital abortion committees without sufficient evidence of genuine danger to the life or health of the mother. Where the provincial Attorney-General were made aware of an alleged departure from the strict terms of the law, he would be in a position to have the certificate reviewed by a provincial board set up under this amendment. Additionally, the father of the unborn child and, where the mother is a minor, her parents would have the right to request such a review directly.

Clause 1: Subsection 251(4) at present reads as follows:

“(4) Subsections (1) and (2) do not apply to

(a) a qualified medical practitioner, other than a member of a therapeutic abortion committee for any hospital, who in good faith uses in an accredited or approved hospital any means for the purpose of carrying out his intention to procure the miscarriage of a female person, or

(b) a female person who, *being pregnant*, permits a qualified medical practitioner to use in an accredited or approved hospital any means *described in paragraph (a)* for the purpose of carrying out her intention to procure her own miscarriage,

if, before the use of those means, the therapeutic abortion committee for *that accredited or approved* hospital, by a majority of the members of the committee and at a meeting of the committee at which the case of such female person *has been reviewed*,

(c) has by certificate in writing *stated that in its opinion the continuation of the pregnancy of such female person would or would be likely to endanger* her life or health, and

(d) *has caused* a copy of such certificate to be given to the qualified medical practitioner.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à empêcher les comités de l'avortement thérapeutique d'accorder trop librement des certificats d'avortement sans avoir des preuves suffisantes que la vie ou la santé de la mère est véritablement en danger. Informé d'une allégation que l'on ne s'est pas conformé strictement aux dispositions de la loi, le procureur général de la province serait en mesure de faire examiner le certificat par le conseil provincial constitué par ce bill. En outre, le père de l'enfant et les parents de la mère, si elle est mineure, pourraient demander directement un tel examen.

Article 1: Voici le texte actuel du paragraphe 251(4):

«(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas

a) à un médecin qualifié, autre qu'un membre d'un comité de l'avortement thérapeutique de quelque hôpital, qui emploie de bonne foi, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen pour réaliser son intention de procurer l'avortement d'une personne du sexe féminin, ou

b) à une personne du sexe féminin qui, *étant enceinte*, permet à un médecin qualifié d'employer, dans un hôpital accrédité ou approuvé, quelque moyen *mentionné à l'alinéa a)* aux fins de réaliser son intention d'obtenir son propre avortement,

si, avant que ces moyens ne soient employés, le comité de l'avortement thérapeutique de cet hôpital *accrédité ou approuvé*, par décision de la majorité des membres *du comité* et lors d'une réunion *du comité* au cours de laquelle le cas de cette personne *du sexe féminin* a été examiné,

c) a *déclaré* par certificat qu'*d son avis la continuation de la grossesse de cette personne du sexe féminin mettrait ou mettrait probablement en danger* la vie ou la santé de cette dernière, et

d) a *fait remettre* une copie de ce certificat au médecin qualifié.»

(d) thirty days have elapsed from the date on which the certificate was issued, and no application for review has been made pursuant to subsection (4.1), or such application has been made and the certificate has been confirmed, and

(e) the qualified medical practitioner has received a copy of such certificate.

Review of certificate

(4.1) Where a certificate has been issued by the therapeutic abortion committee of a hospital for the purposes of subsection (4),

(a) the Attorney-General of the province in which the hospital is situated,

(b) any person claiming to be the father of the unborn child of the female person, or

(c) a parent or guardian of the female person, where such person is under the age of majority in her province of ordinary residence,

may make application to the therapeutic abortion review board for the province in which the hospital is situated for a review of the certificate, and the board shall thereupon determine whether the certificate was justified on the basis of the reasons set forth therein and shall confirm or revoke the certificate accordingly.

2. (1) All that portion of subsection 251(6) of the Act preceding the definition of "accredited hospital" is repealed and the following substituted therefor:

Definitions

"(6) For the purpose of subsections (4), (4.1) and (5) and this subsection"

(2) The said subsection is further amended by inserting therein, after the definition of "therapeutic abortion committee", the following definition:

"therapeutic abortion review board"
"conseil..."

" "therapeutic abortion review board" for any province means a board, comprised of not less than five members each of whom is a qualified medical practitioner, appointed by the Minister of Health

pour protéger la vie ou la santé de cette personne,

d) trente jours se sont écoulés depuis la date d'émission du certificat, et aucune demande d'examen n'a été présentée aux termes du paragraphe (4.1) ou une telle demande a été faite et le certificat entériné, et

e) le médecin qualifié a reçu une copie du certificat.

(4.1) Lorsqu'un certificat est émis par le comité de l'avortement thérapeutique d'un hôpital aux fins du paragraphe (4),

a) le procureur général de la province dans laquelle l'hôpital est situé,

b) une personne revendiquant la paternité de l'enfant à naître de la personne de sexe féminin, ou

c) un parent ou tuteur de la personne du sexe féminin, lorsque cette dernière n'est pas majeure dans la province où elle demeure ordinairement,

peut demander au conseil de révision de l'avortement thérapeutique de la province dans laquelle l'hôpital est situé d'examiner le certificat et, sur ce, le conseil doit décider si le certificat est justifié d'après les raisons énoncées et l'entériner ou le révoquer en conséquence.

2. (1) Toute la partie du paragraphe 251(6) de la loi qui précède la définition de «comité de l'avortement thérapeutique» est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«(6) Aux fins des paragraphes (4), (4.1) et (5) et du présent paragraphe»

Définitions

(2) Ledit paragraphe est en outre modifié par l'insertion, immédiatement après la définition de «conseil», de la définition suivante:

« conseil de révision de l'avortement thérapeutique » d'une province désigne un conseil composé d'au moins cinq membres, tous médecins qualifiés, nommés par le ministre de la Santé de la province sur la recommandation du collègue

«conseil de révision de l'avortement thérapeutique»
«therapeutic... board»

Clause 2: This amendment, which adds the underlined and sidelined words, is consequential on the amendment proposed in clause 1.

Article 2: Cette modification, qui ajoute les mots soulignés et le texte marqué d'une ligne verticale, est consécutive à la modification proposée à l'article 1.

of the province on the recommendation
of the provincial college of physicians
and surgeons;"

des médecins et chirurgiens de la
province;»

C-409
B56

Government
Publications

C-409

C-409

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-409

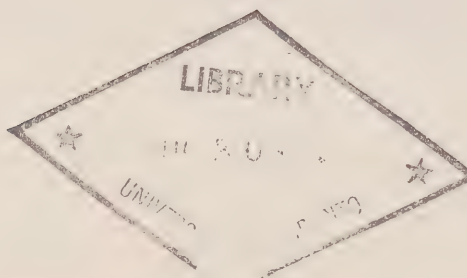
BILL C-409

An Act to amend the National Housing Act
(proof of need)

Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation
(justification du besoin)

First reading, July 23, 1975

Première lecture, le 23 juillet 1975



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-409

BILL C-409

An Act to amend the National Housing Act
(proof of need)

Loi modifiant la Loi nationale sur
l'habitation
(justification du besoin)

R.S. c. N-10;
1970-71-72,
c. 25; 1973-74,
c. 18; 1974-75,
c. 38

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and the House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 34.16 of the *National Housing Act* is amended by adding thereto immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

Production of
T-4 slip

"(4) Pursuant to any regulations the Corporation may prescribe for the purpose of determining whether a qualified owner continues to be eligible for an annual contribution toward repayment of a loan made under subsection (1), the Corporation may require the qualified owner to produce T-4 taxation information slips issued to him by any employer, and failure to comply with a request for information slips shall result in the termination of the contribution."

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 34.16 de la *Loi nationale sur l'habitation* est modifié par l'adjonction, immédiatement après le paragraphe (3), du paragraphe suivant:

S.R., c. N-10;
1970-71-72,
c. 25; 1973-74,
c. 18; 1974-75,
c. 38

Présentation des
feuillets T-4

«(4) En conformité de tout règlement, que la Société peut prescrire dans le but d'établir si un propriétaire est toujours admissible à la contribution annuelle affectée au remboursement d'un prêt consenti en vertu du paragraphe (1), la Société peut exiger du propriétaire admissible qu'il présente les feuillets d'impôt T-4 qui lui sont remis par tout employeur et le refus de se soumettre à une demande de feuillets d'impôt met fin à la contribution.»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to give to the Central Mortgage and Housing Corporation the power to demand production of T-4 slips from those receiving assistance with private mortgages, to ensure that the recipients of such help continue to need the subsidy first allocated to them.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à donner à la Société centrale d'hypothèques et de logement le pouvoir d'exiger la présentation de feuillets T-4 des personnes qui bénéficient d'une aide pour le remboursement d'un prêt hypothécaire obtenu de sources privées. De cette manière, la Société s'assurerait que ces personnes ont toujours besoin de la contribution qui leur a été accordée.

256
C-410

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

Canada, Parliament, House of Commons

BILL C-410

An Act for better ensuring the use of safety belts in
motor vehicles under federal jurisdiction

First reading, July 23, 1975

MR. MACDONALD (*Egmont*)

C-410

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

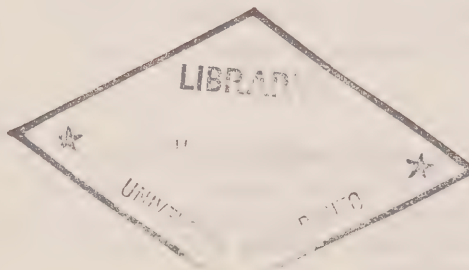
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-410

Loi portant utilisation des ceintures de sécurité dans
les véhicules automobiles qui relèvent de la compétence fédérale

Première lecture, le 23 juillet 1975

M. MACDONALD (*Egmont*)



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-410

An Act for better ensuring the use of safety
belts in motor vehicles under federal
jurisdiction

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Motor
Vehicle Safety Belts Act*.

Definitions

"government
vehicle" «véhi-
cule du gou-
vernement»

2. In this Act
"government vehicle" means a motor vehi-
cle belonging or supplied under contract
to Her Majesty in right of Canada or to a
corporation named in Schedule B, C or D 10
of the *Financial Administration Act*,

"Minister"
«ministres»

"Minister" means the Minister of Transport.

Use of safety
belts in govern-
ment vehicles

3. Every person who occupies a seat that
is fitted with a safety belt in any govern- 15
ment vehicle shall keep the safety belt fas-
tened and properly adjusted while the vehi-
cle is in motion.

Exceptions

4. Section 3 does not apply to a person
(a) who holds a valid exemption certifi-
cate exempting such person on medical 20
grounds from the wearing of a safety belt,
(b) who is driving a military vehicle of an
exempted class,
(c) who is driving a truck of which the
legal maximum loaded weight in its prov- 25
ince of registration does not exceed ten
thousand pounds, or

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-410

Loi portant utilisation des ceintures de
sécurité dans les véhicules automobiles qui
relèvent de la compétence fédérale

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1. La présente loi peut être citée sous le 5
titre: *Loi sur la sécurité des véhicules (cein-
tures de sécurité)*.

Titre abrégé

2. Dans la présente loi,

Définitions

«Ministre» désigne le ministre des Trans-
ports;

«Ministre»
"Minister"

«véhicule du gouvernement» s'entend d'un 10
véhicule à moteur appartenant ou fourni
par contrat à Sa Majesté du chef du
Canada ou à une société mentionnée à
l'annexe B, C ou D de la *Loi sur l'admi-
nistration financière*;

«véhicule du
gouvernement»
«government
vehicle»

15

3. Quiconque occupe un siège doté d'une
ceinture de sécurité dans un véhicule du
gouvernement fédéral doit tenir la ceinture
attachée et bien ajustée pendant que le véhi-
cule est en mouvement. 20

Port des ceintu-
res de sécurité
dans les véhicu-
les du gouverne-
ment

4. L'article 3 ne s'applique pas à une
personne

Exceptions

a) qui détient un certificat en bonne et
due forme la dispensant, pour des raisons
de santé, de porter la ceinture de sécurité, 25
b) qui conduit un véhicule militaire d'une
catégorie exemptée,
c) qui conduit un camion dont le poids
limite, avec pleine charge, permis dans la
province où il est enregistré ne dépasse 30
pas dix mille livres, ou

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to enforce the wearing of safety belts in vehicles employed in the service of the federal government and Crown corporations, and also to require that seats for school buses imported into Canada are equipped with approved safety belts.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à rendre obligatoire le port de la ceinture de sécurité dans tous les véhicules utilisés par le gouvernement fédéral et les sociétés de la Couronne et l'installation de ceintures de sécurité approuvées aux sièges des autobus d'écoliers importés au Canada.

	(d) who is driving a vehicle at a speed not exceeding fifteen miles per hour in the course of making deliveries or pickups.		d) qui conduit un véhicule à une vitesse n'excédant pas quinze milles à l'heure pour faire des livraisons ou des cueillettes.	
Regulations	5. The Minister may make regulations (a) respecting the issuing of exemption certificates under paragraph 4(a), and (b) specifying exempted classes of military vehicles for the purpose of paragraph 4(b).	5	5. Le Ministre peut édicter des règlements a) concernant l'émission des certificats de dispense visés à l'alinéa 4 a), et b) précisant les catégories exemptées de véhicules militaires aux fins de l'alinéa 4 b).	Règlements 5 10
Offence	6. Every person who violates section 3 is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding one hundred dollars.	10	6. Quiconque enfreint l'article 3 est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité et est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars.	Infraction 15
R.S., c. 26 (1st Supp.)	7. Section 2 of the <i>Motor Vehicle Safety Act</i> is amended by adding thereto the following definition:	15	7. L'article 2 de la <i>Loi sur la sécurité des véhicules automobiles</i> est modifié par l'insertion de la définition suivante:	S.R., c. 26 (1 ^{er} Supp.)
"school bus" "autobus d'écoliers."	" "school bus" means a motor vehicle having a seating capacity of eight or more persons and designed to transport children to and from school."	20	"«autobus d'écoliers» désigne un véhicule automobile pouvant asseoir huit personnes ou plus et destiné au transport des écoliers.»	"autobus d'écoliers" "school bus"
	8. The said Act is further amended by adding thereto the following section:		8. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion de l'article suivant:	
Safety belts on school bus seats	"7.1 (1) No person shall import into Canada a school bus every seat of which is not fitted with a safety belt of prescribed design.	25	"7.1 (1) Nul ne doit importer au Canada un autobus d'écoliers dont tous les sièges ne sont pas dotés d'une ceinture de sécurité du type prescrit.	Ceintures de sécurité dans les autobus scolaires
Idem	(2) No person shall import into Canada a seat intended for use on a school bus that is not fitted with a safety belt of prescribed design."	30	(2) Nul ne doit importer au Canada un siège devant être installé dans un autobus d'écoliers qui n'est pas doté d'une ceinture de sécurité du type prescrit."	Idem
Offence	9. Section 16 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:		9. L'article 16 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:	
	"16. Every person who, or whose employee or agent, violates subsection 4(2) or any provision of section 7.1, 11 or 12 is guilty of an offence."	35	"16. Commet une infraction toute personne qui contrevient ou dont l'employé ou le mandataire contrevient au paragraphe 4(2) ou à toute disposition de l'article 7.1, 11 ou 12."	Infraction

C411 XB
856

Document
Publication

C-411

C-411

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-411

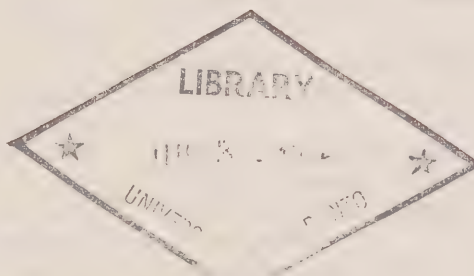
BILL C-411

An Act to divide the calendar year
into three parliamentary semesters

Loi divisant l'année civile en
trois trimestres parlementaires

First reading, July 24, 1975

Première lecture, le 24 juillet 1975



MR. BAKER (*Grenville-Carleton*)

M. BAKER (*Grenville-Carleton*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-411

BILL C-411

An Act to divide the calendar year into
three parliamentary Semesters

Loi divisant l'année civile en trois
trimestres parlementaires

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Parlia-
mentary Semesters Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le
5 titre: *Loi sur les trimestres parlementaires*. 5

Titre abrégé

Three semesters

2. For the purposes of this Act, the cal-
endar year shall be divided into three semes-
ters, and Parliament shall not sit between
the time fixed for the termination of one
semester and the time fixed for the com- 10
mencement of the next semester.

2. Aux fins de la présente loi, l'année
civile est divisée en trois trimestres et le
Parlement ne siège pas entre la date fixée
pour la fin d'un trimestre et celle du début
du trimestre suivant. 10

Trois trimestres

Idem

3. The three semesters shall be designated
as follows:

3. Voici comment les trimestres sont
déterminés:

Idem

(a) Semester I shall commence no earlier
than September 1, and terminate no later 15
than December 20;

a) Le premier trimestre commence au
plus tôt le 1^{er} septembre pour se terminer
au plus tard le 20 décembre; 15

(b) Semester II shall commence no earlier
than January 15, and terminate no later
than the Wednesday preceding Good
Friday; 20

b) Le deuxième trimestre commence au
plus tôt le 15 janvier pour se terminer au
plus tard le mercredi précédant le Ven-
dredi saint;

(c) Semester III shall commence no
sooner than the Monday following Easter
Monday, and terminate no later than
June 30.

c) Le troisième trimestre commence au 20
plus tôt le lundi de Pâques pour se termi-
ner au plus tard le 30 juin.

Session and
semesters

4. A session of Parliament may begin 25
with any semester, and may consist of any
number of semesters.

4. Une session du Parlement peut com-
mencer à tout trimestre et comprendre un
nombre indéterminé de trimestres. 25

Session et
trimestres

Extension
or early
commencement
of semesters

5. (1) Notwithstanding section 1, Parlia-
ment may continue beyond the termination
date set for a semester, or commence its 30
sittings before the commencement date set
for a semester, if a resolution for a con-

5. (1) Nonobstant l'article 1, les séances
du Parlement peuvent se prolonger au-delà
de la date fixée pour la fin d'un trimestre ou
commencer avant la date prévue pour le
début d'un trimestre si une résolution ten- 30

Prolongation
ou début
hâtif d'un
trimestre

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to provide for three fixed semesters of Parliament in each calendar year so that members of the House of Commons will know when Parliament will be sitting and thus can better organize their time to perform the related duties of members of Parliament.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à fixer trois trimestres de séances parlementaires pendant l'année civile. De cette manière, les députés à la Chambre des communes seraient en mesure de savoir quand le Parlement doit siéger et, de ce fait, pourraient mieux planifier l'exécution de leurs diverses fonctions à titre de membres du Parlement.

tinuation or early commencement is not opposed by the votes of more than one-third of the members of the House of Commons.

Vote on
resolution

(2) Members shall have the opportunity to approve or disapprove of a continuation or early commencement of a semester, in the case of a continuation on the last day of the semester as described in section 3, and in the case of an early commencement on the first day of such commencement.

Length of
extension

(3) Any extension of a semester, or early commencement, shall be for a period of not more than two weeks, but at the end of each period of two weeks, there may be an extension for a further two weeks if such action is not opposed by the votes of more than one-third of the members of the House.

dant à la prolongation ou au début hâtif du trimestre obtient les deux tiers des voix des députés à la Chambre des communes.

Vote d'une
résolution

(2) Les députés ont l'occasion d'approuver ou de désapprouver la prolongation ou le début hâtif d'un trimestre, dans le cas d'une prolongation, le dernier jour du trimestre déterminé à l'article 3 et, dans le cas d'un début hâtif, le premier jour du nouveau trimestre.

10

Longueur
de la
prolongation

(3) Un trimestre ne peut être prolongé ni devancé de plus de deux semaines, mais à la fin de cette période, deux autres semaines peuvent être ajoutées si une telle mesure obtient les deux tiers des voix des députés.

15

CAI XE
C-

C-412

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-412

An Act respecting National Employment of the
Handicapped Week

First reading, October 17, 1975

MRS. APPOLLONI

C-412

GOVERNMENT
Publication

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-412

Loi concernant la semaine nationale
d'embauchage des handicapés

Première lecture, le 17 octobre 1975

M^{me} APPOLLONI

1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-412

BILL C-412

An Act respecting National Employment of
the Handicapped Week

Loi concernant la semaine nationale
d'embauchage des handicapés

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *National
Employment of the Handicapped Week Act*.

National
Employment of
the Hand-
icapped Week

2. Throughout Canada, in each and every
year, the second week in October shall be kept
and observed under the name of National
Employment of the Handicapped Week.

1. La présente loi peut être citée sous le
5 titre de *Loi sur la semaine nationale d'embau- 5*
chage des handicapés.

Titre abrégé

2. Chaque année, dans tout le Canada, la
deuxième semaine d'octobre doit être célébrée
et observée sous le nom de semaine nationale
d'embauchage des handicapés.

Semaine natio-
nale d'embau-
chage des handi-
capés

10

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to foster a climate of public awareness of the value of employing handicapped men and women, and to encourage all employers throughout Canada to review and broaden their policies toward employment of the handicapped.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à faire prendre conscience au public de l'importance d'embaucher des handicapés et à encourager tous les employeurs du Canada à réviser et élargir leur politique en matière d'embauchage des handicapés.

C-413

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-413

An Act to amend the Canada Elections Act (drive-in
polling stations)

First reading, October 22, 1975

MR. WHITTAKER

C-413

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-413

Loi modifiant la Loi électorale du Canada (bureaux
spéciaux de scrutin accessibles aux automobiles)

Première lecture, le 22 octobre 1975

M. WHITTAKER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-413

BILL C-413

An Act to amend the Canada Elections Act
(drive-in polling stations)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(bureaux spéciaux de scrutin accessibles aux
automobiles)

R.S., c. 14 (1st
Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c. 14 (1^{er}
supp.)

1. The *Canada Elections Act* is amended by
adding thereto the following section:

1. La *Loi électorale du Canada* est modifiée
5 par l'insertion de l'article suivant:

5

Drive-in
advance polling
station

"91.1 (1) In every electoral district in
which there is at least one incorporated city
or town having a population of fifteen thou-
sand or more, the returning officer shall
establish a drive-in advance polling station 10
for the use of electors who are aged, infirm
or approaching termination of pregnancy.

"91.1 (1) Dans toute circonscription élec-
torale comptant au moins une cité ou ville
de quinze mille habitants ou plus, constituée
en corporation, le président d'élection doit
établir un bureau spécial de scrutin accessi- 10
ble aux automobiles à l'intention des élec-
teurs âgés, infirmes ou dont l'accouchement
est proche.

Bureau spécial
de scrutin acces-
sible aux auto-
mobiles

Idem

(2) Every drive-in advance polling station
shall be so arranged as to enable an elector,
while seated in a motor vehicle on the right 15
side thereof, to carry out any procedure
prescribed by this Act for voting at an
advance poll.

(2) Tout bureau spécial de scrutin accessi-
ble aux automobiles doit être conçu de façon 15
à permettre à l'électeur, assis à droite dans
une voiture, de faire tout ce que prescrit la
présente loi pour le vote dans un bureau
spécial.

Idem

Elector to be
alone while
voting

(3) Subject to subsection (4), before an
elector receives his ballot paper from the 20
deputy returning officer at a drive-in
advance polling station, any person who is
then present in the same vehicle as the
elector shall alight therefrom and resort to a
place set apart for the purpose, and there 25
remain until the elector has marked and
folded his ballot paper and handed it to the
deputy returning officer.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), avant 20
que l'électeur reçoive son bulletin de vote du
scrutateur, dans un bureau spécial de scru-
tin accessible aux automobiles, toute per-
sonne présente dans le véhicule où il se
trouve doit en descendre et se retirer dans 25
un endroit prévu à cette fin tant que l'élec-
teur n'a pas marqué, plié et remis au scruta-
teur son bulletin de vote.

L'électeur est
seul pendant
qu'il vote

Voting by friend
or relative

(4) In the application of paragraph
45(14)(b) to a drive-in advance polling sta- 30
tion, the deputy returning officer shall

(4) Pour l'application de l'alinéa 45(14) b) 30
à un bureau spécial de scrutin accessible
aux automobiles, le scrutateur doit permet-

Vote par l'inter-
médiaire d'un
ami ou d'un
parent

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to permit disabled and elderly persons to cast their ballots at federal elections in person without being subjected to the relative obstacle course presented to them by conventional polling procedures. It would establish at each advance poll, in all but the most rural electoral districts, one central polling station at which such a voter would be able to complete all the formalities of voting without leaving the security of his automobile.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à permettre aux invalides et aux personnes âgées de remettre en personne leur bulletin de vote aux élections fédérales, en évitant les obstacles relatifs que peut présenter pour eux la procédure de vote ordinaire. Il établit pour chaque bureau spécial de scrutin, dans tous les districts électoraux sauf les plus ruraux, un bureau de scrutin central où l'électeur peut remplir toutes les formalités de vote sans quitter sa voiture.

permit the friend or relative mentioned therein to be present in the same vehicle as the elector for the purpose of marking the ballot paper in the manner directed by the elector."

5

2. Paragraph 92(3)(a) of the said Act is amended by adding thereto the following subparagraph:

"(ii.1) the location of the drive-in advance polling station, if any,"

10

3. Section 93 of the said Act is renumbered to become subsection (1) and the following subsection is added thereto:

"(2) Any elector who qualifies under paragraph (1)(b) may vote from a motor vehicle at the drive-in advance polling station, if any, for the electoral district in which the polling division is located if, before casting his vote, he takes and subscribes to an affidavit for voting at a drive-in advance poll, in Form No 69, before the deputy returning officer of the drive-in advance polling station."

20

4. (1) All that portion of subsection 94(1) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:

"94. (1) Where, in the opinion of a deputy returning officer, a person who applies to vote at an advance polling station is a person whose name appears on the list of electors prepared for

(a) a polling division comprised in the advanced polling district, or,

(b) in the case of a drive-in advanced polling station, a polling division comprised in the electoral district,

the deputy returning officer shall"

(2) The said subsection is further amended by renumbering paragraphs (a) to (e) as paragraphs (c) to (g).

tre à l'ami ou au parent y mentionné de demeurer dans le même véhicule que l'électeur pour marquer son bulletin comme celui-ci l'ordonne.

2. L'alinéa 92(3) a) de ladite loi est modifié par l'insertion du sous-alinéa suivant:

«(ii.1) l'emplacement du bureau spécial de scrutin accessible aux automobiles, le cas échéant»,

3. L'article 93 de ladite loi est renuméroté et devient le paragraphe 93(1), il est en outre modifié par l'adjonction du paragraphe suivant:

«(2) Tout électeur remplissant les conditions de l'alinéa (1)b) peut voter d'une automobile, au bureau spécial de scrutin accessible aux automobiles pour la circonscription électorale dans laquelle se trouve la section de vote, lorsqu'il y en a une, si, avant de donner son vote, il souscrit un affidavit concernant le vote à un bureau spécial de scrutin accessible aux automobiles, selon la formule n° 69, devant le scrutateur du bureau spécial de scrutin accessible aux automobiles.»

25

4. (1) Toute la partie du paragraphe 94(1) de ladite loi précédant l'alinéa a) est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«94. (1) Si, de l'avis d'un scrutateur, le nom d'une personne demandant à voter dans un bureau spécial figure sur la liste des électeurs dressée pour

a) une section de vote comprise dans le district spécial de scrutin ou,

b) dans le cas d'un bureau spécial de scrutin accessible aux automobiles, une section de vote comprise dans le district électoral,

le scrutateur doit»

(2) Ledit paragraphe est en outre modifié par un renumérotage des alinéas a) à e) qui deviennent les alinéas c) à g).

Who may vote at drive-in polls

Affidavits for voting at an advance poll

Qui peut voter à un bureau spécial de scrutin accessible aux automobiles

Affidavits concernant le vote à un bureau spécial de scrutin accessible aux automobiles

5. (1) Form No. 68 in Schedule I to the said Act is amended by adding, immediately preceding the final paragraph thereof the following paragraph:

“And further take notice that a drive-in advance poll will be located at (*specify in capital letters the exact location of the advance polling station*), and the votes cast at such polling station will be counted on Monday, the.....day of, 19....., being the 10 ordinary polling day, at nine o'clock in the afternoon, at (*specify in capital letters the exact location where the count will be held*).

And further take notice that any elector whose name appears on a list of electors for 15 a polling division who, because of advanced age, infirmity or the probable termination of pregnancy, finds it more convenient to vote at the drive-in advance polling station may vote at the drive-in advance polling station 20 if, before casting his vote, he takes and subscribes to an affidavit for voting at a drive-in advance poll, in Form 69 of the *Canada Elections Act*, before the deputy returning officer of the said drive-in advance 25 polling station.”

(2) Form No. 69 in the said Schedule is amended by repealing the paragraph numbered 3 therein and substituting the following therefor:

“3. That because of (advanced age, infirmity, probable termination of pregnancy), I find it more convenient to vote at (an advance polling station, a drive-in advance polling station) at the pending election.” 35

5. (1) La formule n° 68, à l'annexe I de ladite loi, est modifiée par l'insertion, immédiatement avant le dernier alinéa, de l'alinéa suivant:

«Avis vous est donné de plus qu'un 5 bureau spécial de scrutin accessible aux automobiles sera situé à (*indiquer en lettres majuscules le lieu précis où sera situé le bureau spécial de scrutin*) et les bulletins de vote qui y seront déposés seront comptés le lundi, 10jour d'.....19....., jour ordinaire de scrutin, à neuf heures du soir, à (*indiquer en lettres majuscules le lieu précis où le compte se fera*).

Avis vous est donné de plus que tout 15 électeur inscrit sur la liste d'une section de vote qui, en raison de son grand âge, d'une infirmité ou d'un accouchement prochain, trouve plus commode de voter au bureau spécial de scrutin accessible aux automobi- 20 les peut voter à ce bureau si, avant de donner son vote, il souscrit un affidavit concernant le vote à un bureau spécial de scrutin accessible aux automobiles selon la formule n° 69 de la *Loi électorale du Canada*, 25 devant le scrutateur dudit bureau spécial.»

(2) La formule n° 69 de ladite annexe est modifiée par l'abrogation de l'alinéa n° 3 et son remplacement par ce qui suit:

«3. Qu'en raison de mon (grand âge, infir- 30 mité, accouchement prochain), je trouve plus commode de voter à (un bureau spécial de scrutin, un bureau spécial de scrutin accessible aux automobiles à l'élection en cours.»

C41 13
B50

C-414

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

///

BILL C-414

///

An Act to amend the Criminal Code
(appeals from jury acquittals)

First reading, November 3, 1975

MR. LEGGATT

C-414

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Government
Publications

BILL C-414

Loi modifiant le Code criminel
(appel de l'acquittement d'un jury)

Première lecture, le 3 novembre 1975

M. LEGGATT

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-414

BILL C-414

An Act to amend the Criminal Code (appeals
from jury acquittals)

Loi modifiant le Code criminel (appel de
l'acquittement d'un jury)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., C-34

1. Subparagraphs 613(4)(b)(i) and (ii) of the
Criminal Code are repealed and the following
substituted therefor:

1. Les sous-alinéas 613(4)b) (i) et (ii) du *Code* S.R., C-34
criminel sont abrogés et remplacés par ce qui 5
suit:

“(i) order a new trial, or
(ii) except where the verdict is that of a
court composed of a judge and jury, enter
a verdict of guilty with respect to the 10
offence of which, in its opinion, the
accused should have been found guilty
but for the error in law, and pass a
sentence that is warranted in law.”

«(i) ordonner un nouveau procès, ou
(ii) consigner un verdict de culpabilité,
sauf un verdict rendu par une cour compo-
sée d'un juge et d'un jury, à l'égard de 10
l'infraction dont, à son avis, l'accusé
aurait dû être déclaré coupable, n'eût été
l'erreur en droit, et prononcer une sen-
tence justifiée en droit.»

Transitional

2. Every person who, at the time of the 15
coming into force of this Act, is serving a
sentence upon conviction by an appeal court
for an offence in respect of which a jury has
returned a verdict of acquittal shall, on the
day of the coming into force of this Act, be 20
deemed to have served his sentence to expira-
tion in respect of such offence.

2. Quiconque, à l'entrée en vigueur de la 15
présente loi, purge une peine sur déclaration
de culpabilité par une cour d'appel pour une
infraction à l'égard de laquelle un jury a rendu
un verdict d'acquittement, est, le jour de l'en-
trée en vigueur de la présente loi, réputé avoir 20
fini de purger sa peine pour cette infraction.

Mesure transi-
toire

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: This amendment would prevent the substitution by an appeal court of a conviction for a jury verdict of not guilty. Subsection 613(4) at present reads as follows:

- “(4) Where an appeal is from an acquittal the court of appeal may
- (a) dismiss the appeal; or
 - (b) allow the appeal, set aside the verdict and
 - (i) enter a verdict of guilty with respect to the offence of which, in its opinion, the accused should have been found guilty but for the error in law, and pass a sentence that is warranted in law, or
 - (ii) order a new trial.”

Clause 2: This is a transitional provision to remedy the predicament of those caught under the existing law, which allows an appeal court to overturn a jury’s acquittal.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1 du bill: Cette modification empêcherait une cour d’appel de remplacer le verdict de non-culpabilité d’un jury par une déclaration de culpabilité. Voici le texte actuel du paragraphe 613(4):

- «(4) Quand un appel est interjeté d’un acquittement, la cour d’appel peut
- a) rejeter l’appel; ou
 - b) admettre l’appel, écarter le verdict et
 - (i) consigner un verdict de culpabilité à l’égard de l’infraction dont, à son avis, l’accusé aurait dû être déclaré coupable, n’eût été l’erreur en droit, et prononcer une sentence justifiée en droit, ou
 - (ii) ordonner un nouveau procès.»

Article 2 du bill: Il s’agit d’une mesure transitoire pour corriger la situation des victimes de la loi actuelle, qui autorise une cour d’appel à infirmer le verdict d’acquittement d’un jury.

C-415

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-415

An Act respecting divorce

First reading, November 5, 1975

MR. BREWIN

C-415

Première Session, Trentième Législature
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-415

Loi concernant le divorce

Première lecture, le 5 novembre 1975

M. BREWIN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-415

BILL C-415

An Act respecting divorce

Loi concernant le divorce

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short Title	1. This Act may be cited as the <i>Divorce Act</i> , 1976.	1. La présente loi peut être citée sous le 5 titre: « <i>Loi sur le divorce, 1976</i> ».	Titre abrégé 5
Definition	2. In this Act	2. Dans la présente loi,	Définition
"court" «tribunal»	"court" for any province means, (a) for the Province of Ontario, Nova Scotia, New Brunswick, Alberta, British Columbia or Prince Edward Island, the 10 Supreme Court of the Province or the County or District courts thereof, (b) for the Province of Quebec, the Superior Court of the Province, (c) for the Province of Newfoundland, the 15 Supreme Court of the Province, (d) for the Province of Manitoba or Saskatchewan, the Court of Queen's Bench for the Province, and (e) for the Yukon Territory or the North- 20 west Territories, the Supreme Court thereof.	«tribunal», en ce qui concerne une province, désigne, (a) pour les provinces de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, 10 de l'Alberta, de la Colombie-Britannique ou de l'Île-du-Prince-Édouard, la Cour suprême de la province ou ses cours de comté ou de district, (b) pour la province de Québec, la Cour 15 supérieure de la province, (c) pour la province de Terre-Neuve, la Cour suprême de la province, (d) pour les provinces du Manitoba ou de la Saskatchewan, la Cour du banc de la 20 Reine de la province, et (e) pour le territoire du Yukon ou les territoires du Nord-Ouest, leur Cour suprême.	«tribunal» "court"
Ground	3. (1) A petition for divorce may be presented to a court by a husband or wife, on the ground that the marriage has irretrievably 25 broken down.	3. (1) L'un des conjoints peut présenter à un tribunal une requête en divorce parce que 25 le mariage est irrémédiablement brisé.	Motif
Reconciliation	(2) Where there is no reasonable possibility of reconciliation, the court may grant a decree of divorce.	(2) S'il n'y a pas de possibilité raisonnable de réconciliation, le tribunal peut prononcer un jugement de divorce.	Réconciliation
Deeming	(3) Where the husband and wife are living 30 separate and apart and have so lived for at	(3) Si les conjoints vivent séparés l'un de 30 l'autre et ont vécu ainsi pendant au moins une	Mariage réputé brisé

EXPLANATORY NOTES

At the present time, generally speaking, the grounds for divorce in Canada are based upon proof of a matrimonial offence, which presupposes that one spouse is innocent and the other is guilty, so that the parties in the marriage are involved in an adversary process to dissolve the marriage.

The purpose of this bill is to substitute the "breakdown principle" as the sole basis for divorce. The present Act refers to the breakdown of marriage but retains the principle of matrimonial offence. This bill entirely removes matrimonial offences as a basis of divorce although such offences may cause the breakdown of marriage. A further purpose of this bill is reinforcement of the marriage, through the use of marriage counselling services that are made available to the parties through the courts.

Where the marriage has irretrievably broken down the bill will enable the empty legal relationship to be discontinued with the maximum fairness and a minimum of distress and humiliation.

The bill presumes a marriage has broken down where the parties have lived separate and apart for one year. The bill also provides that no divorce, except under special circumstances, will be granted until two years after the date of the marriage. In any case, a divorce will not be granted until the custody, maintenance and proper care of the children, as well as the proper maintenance of either spouse, have been assured.

The bill is based upon Working Paper 13 of the Law Reform Commission of Canada, 1975, and also upon some aspects of the *Divorce Reform Act*, 1969, of Great Britain.

NOTES EXPLICATIVES

De façon générale, les causes de divorce au Canada se fondent actuellement sur la preuve d'un délit matrimonial qui suppose l'innocence de l'un des conjoints et la culpabilité de l'autre, de sorte que les deux parties sont considérées comme adversaires dans le processus de dissolution du mariage.

Ce bill vise à établir le «principe de la rupture» comme seul motif de divorce. La loi actuelle mentionne la rupture du mariage, mais retient le principe du délit matrimonial. Ce bill supprime totalement les délits matrimoniaux comme cause de divorce, bien que ceux-ci puissent entraîner la rupture du mariage. Ce bill vise en outre à renforcer le mariage, en offrant aux parties les services de conseillers matrimoniaux par le biais des tribunaux.

Si le mariage est irrémédiablement brisé, le bill permet la rupture de la relation légale devenue vide avec le plus de justice et en causant le moins de détresse et d'humiliation possible.

Le bill considère un mariage brisé si les parties ont vécu séparées pendant un an. Il prévoit en outre qu'aucun jugement de divorce ne sera prononcé si le mariage a été célébré depuis moins de deux ans, sauf dans des circonstances particulières. De toutes façons, le divorce ne sera pas accordé tant que la garde, le maintien et le soin des enfants, de même que l'entretien du conjoint, n'auront pas été assurés.

Le bill se fonde sur le document de travail n° 13 de la Commission de réforme du droit du Canada, 1975, ainsi que sur certains aspects de la *Divorce Reform Act*, 1969, de la Grande-Bretagne.

least one year immediately before the petition is presented, the marriage shall, subject to subsection 2, be deemed to have irretrievably broken down.

année précédant immédiatement la présentation de la requête, le mariage est réputé, sous réserve du paragraphe 2, avoir été brisé irrémédiablement.

Jurisdiction	4. (1) The court for any province has jurisdiction to entertain a petition for divorce and to grant relief in respect thereof if, on the day of its presentation, (a) either of the spouses is domiciled in that province, and (b) at least two years have passed since the day of the marriage.	5 4. (1) Un tribunal de n'importe quelle province a compétence pour entendre une requête en divorce et pour prononcer sur les conclusions des parties si, le jour de la présentation de la requête, 10 a) l'un des conjoints est domicilié dans la 10 province, et b) au moins deux ans se sont écoulés depuis le jour du mariage.	5 Compétence
Additional ground	(2) Notwithstanding subsection (1), the court has jurisdiction to grant relief whenever the petitioner alleges that the respondent has 15 caused him extreme hardship.	(2) Nonobstant le paragraphe (1), le tribunal a compétence pour prononcer sur les conclusions des parties si le requérant allègue que l'intimé lui a causé une souffrance extrême.	15 Autre motif
Duty of court	(3) Where a petition is presented pursuant to subsection 2, the court shall have special regard for the interests of the children of the marriage and shall consider the possibility of 20 reconciliation between the parties prior to the expiration of three years of marriage.	(3) Quand une requête est présentée conformément au paragraphe 2, le tribunal doit tenir spécialement compte des intérêts des 20 enfants issus du mariage et envisager la possibilité d'une réconciliation entre les parties avant l'expiration de trois années de mariage.	20 Devoir du tribunal
Domicile	5. For the purposes of this Act the domicile of a married woman, irrespective of the place of marriage, shall be determined as if she were 25 unmarried and, if she is a minor, as if she had attained her majority.	5. Aux fins de la présente loi, le domicile d'une femme mariée, quel que soit le lieu du 25 mariage, est déterminé comme si elle n'était pas mariée et, si elle est mineure, comme si elle avait atteint sa majorité.	Domicile
Reconciliation proceedings	6. Where, at any stage in the proceedings, it appears to the court that there is a possibility of reconciliation between the parties, the 30 court may, with the consent of the parties, (a) adjourn the proceedings to afford them an opportunity of becoming reconciled, and (b) nominate a person qualified in marriage counselling to endeavour to assist the parties 35 to reconcile their differences.	6. Si, à tout stade des procédures, il apparaît au tribunal qu'il y a possibilité de réconciliation entre les parties, le tribunal peut, avec le consentement des parties, 30 a) ajourner les procédures pour donner aux conjoints l'occasion de se réconcilier, et b) désigner un conseiller matrimonial pour 35 s'efforcer d'aider les conjoints à se réconcilier.	30 Procédures de réconciliation
Discretion to refuse decree	7. The court may refuse a decree if the granting of the decree (a) would be unduly harsh or unjust to either spouse, or 40 (b) would prejudicially affect the making of such reasonable arrangements for the maintenance of either spouse or for the custody, care and maintenance of the children of the marriage as are necessary in the 45 circumstances.	7. Le tribunal peut refuser de prononcer un jugement si ce dernier est a) trop dur ou injuste pour l'un des conjoints, ou 40 b) préjudiciable à la conclusion des accords raisonnables nécessaires, dans les circonstances, pour l'entretien de l'un des conjoints ou pour la garde, les soins et l'entretien des enfants issus du mariage. 45	Droit de refuser de prononcer un jugement

Saving	8. Nothing in this Act affects the jurisdiction of any court to grant a declaration of nullity of a marriage.	8. Rien, dans la présente loi, n'altère le pouvoir de tout tribunal de déclarer nul un mariage.	Réserve
Repeal	9. The <i>Divorce Act</i> , 1967-68, c. 24, is repealed.	9. La <i>Loi sur le divorce</i> , 1967-1968, c. 24, 5 est abrogée.	Abrogation 5
Coming into force	10. This Act shall come into force on the first day of January, 1976.	10. La présente loi entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 1976.	Entrée en vigueur

Canada. Parliament. House of Commons. Bill

C-416

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-416

An Act to amend the Public Service Staff Relations Act
and the Canada Labour Code and to provide for the
suspension of strikes in essential services.

First reading, November 17, 1975

MR. JELINEK

C-416

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-416

Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la
Fonction publique et le Code canadien du travail et
prévoyant la suspension des grèves dans les services
essentiels

Première lecture, le 17 novembre 1975

LIBRARY

REC 9 1975

UNIVERSITY OF TORONTO

M. JELINEK

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-416

BILL C-416

An Act to amend the Public Service Staff Relations Act and the Canada Labour Code and to provide for the suspension of strikes in essential services.

Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique et le Code canadien du travail et prévoyant la suspension des grèves dans les services essentiels

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Essential Service Strike Suspension Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur la suspension des grèves dans les services essentiels*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

INTERPRÉTATION

Definitions

"essential service"
"service . . ."
"Anti-Inflation Board"
"Commission . . ."

2. In this Act,
"essential service" means a service declared essential pursuant to section 3;
"Anti-Inflation Board" means the Board established by the *Anti-Inflation Act*.

2. Dans la présente loi,
"Commission de lutte contre l'inflation" désigne la commission établie par la *Loi anti-inflation*;
"service essentiel" désigne un service déclaré essentiel conformément à l'article 3.

Définitions

"Commission de lutte contre l'inflation"
10 "Anti-inflation . . ."
"service essentiel"
"essential . . ."

ESSENTIAL SERVICES

SERVICES ESSENTIELS

Application for declaration

3. (1) Where the Anti-Inflation Board is of the opinion that a union or employee organization certified under the *Canada Labour Code* or the *Public Service Staff Relations Act* is, in renegotiating a collective agreement, in violation of the guidelines established under the *Anti-Inflation Act*, it may apply to the Canada Labour Relations Board or the Public Service Staff Relations Board, as the case may be, for a declaration that the service of the employees represented by the union or organization is essential.

3. (1) Lorsque la Commission de lutte contre l'inflation est d'avis qu'un syndicat d'employés accrédité aux termes du *Code canadien du travail* ou de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* viole, en renégociant une convention collective, les indicateurs établis en vertu de la *Loi anti-inflation*, elle peut demander au Conseil canadien des relations ouvrières ou à la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, selon le cas, de déclarer essentiel le service des employés représentés par le syndicat.

Demande de déclaration

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Act is to protect the public from prolonged strikes and excessive wage demands by employees in essential services.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à protéger le public contre des grèves prolongées et des exigences salariales exagérées de la part des employés de services essentiels.

Declaration	(2) The Canada Labour Relations Board and the Public Service Staff Relations Board may, upon application by the Anti-Inflation Board, declare essential any service provided by employees who are subject to their regulating power.	(2) Le Conseil canadien des relations ouvrières et la Commission des relations de travail dans la Fonction publique peuvent, sur demande de la Commission de lutte contre l'inflation, déclarer essentiel tout service assuré par des employés assujettis à leur pouvoir de réglementation.	Déclaration
Criteria	(3) In determining whether the service is an essential service, the Board to which the application is made shall have regard to (a) the extent to which disruption of the service will damage the Canadian economy, and (b) the proportion of the Canadian population affected by the service.	(3) Pour déterminer si le service est essentiel, la commission ou le conseil doit considérer a) dans quelle mesure l'interruption du service sera préjudiciable à l'économie canadienne, et b) quel pourcentage de la population canadienne est touché par le service.	Critères
Prohibition or termination of strike	4. Where, pursuant to subsection 3(2), a service has been declared essential, the Anti-Inflation Board may, with regard to the employees providing that service, prohibit or order the termination of any strike.	4. Lorsqu'un service a été déclaré essentiel en vertu du paragraphe 3(2), la Commission de lutte contre l'inflation peut interdire toute grève des employés assurant ce service ou en ordonner l'arrêt.	Interdiction ou arrêt de la grève
TRANSITIONAL, CONSEQUENTIAL AND EXPIRATION		DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET RÉSULTANTES ET EXPIRATION	
R.S., c. L-1; 1972, c. 18 s.1	5. The <i>Canada Labour Code</i> is amended by adding thereto, immediately after paragraph 117(c) thereof, the following paragraph: “(c.1) the declaration of a service provided by employees who are represented by a certified union to be an essential service;”	5. Le <i>Code canadien du travail</i> est modifié par l'insertion, immédiatement après l'alinéa 117 c), de l'alinéa suivant: «(c.1) la déclaration qu'un service assuré par des employés représentés par un syndicat accrédité est essentiel;»	S.R., c. L-1; 1972, c.18 art. 1
R.S., c. P-35	6. The <i>Public Service Staff Relations Act</i> is amended by adding thereto, immediately after paragraph 19(1)(c), the following paragraph: “(c.1) the declaration of a service provided by employees who are represented by a collective bargaining unit to be an essential service;”	6. La <i>Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique</i> est modifiée par l'insertion, immédiatement après l'alinéa 19(1)c), de l'alinéa suivant: «(c.1) la déclaration qu'un service assuré par des employés représentés par une unité de négociation collective est un service essentiel;»	S.R., c. P-35
Expiration	7. This Act expires on such date as the <i>Anti-Inflation Act</i> may expire.	7. La présente loi cesse d'avoir effet en même temps que la <i>Loi anti-inflation</i> .	Expiration

C-417

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

C-417

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-417

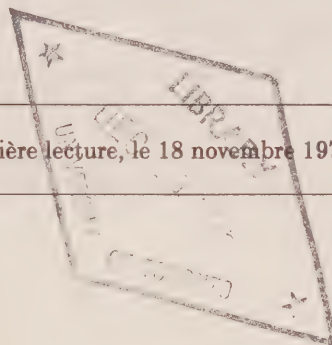
BILL C-417

An Act to amend the Income Tax Act

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

First reading, November 18, 1975

Première lecture, le 18 novembre 1975



MR. NEIL

M. NEIL

1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-417

An Act to amend the Income Tax Act

S. C. 1970-71-
72, c. 63

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subparagraph (8)(g)(i) of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(i) to travel, away from the municipality where the employer's establishment to which he reported for work was located and away from the metropolitan area, if there is one, where it was located, and”

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-417

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

S. C. 1970-
71-72, c. 63

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Le sous-alinéa 8(1)g(i) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit: 5

«(i) à voyager, à l'extérieur de la municipalité dans laquelle était situé l'établissement de son employeur où il devait se présenter pour son travail, et, le cas échéant, hors de la région métropolitaine où était situé cet établissement, et» 10

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to clarify the matter of away from home expenses for taxpayers who are employees of persons whose principal business was passenger, goods or passengers and goods transport and the duties of employment require him regularly to travel away from the place he would normally report for work.

Subparagraph 8(1)(g)(i) at present reads as follows:

“(i) to travel, away from the municipality where the employer's establishment to which he reported for work was located and away from the metropolitan area, if there is one, where it was located, *on vehicles used by the employer to transport the goods or passengers*, and

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à éclaircir la question des frais de déplacement pour les contribuables qui sont au service d'employeurs dont la principale entreprise est le transport de personnes, de marchandises ou de personnes et de marchandises et que leurs fonctions obligent à voyager régulièrement loin du lieu où ils devraient normalement se présenter pour leur travail.

Voici le texte actuel du sous-alinéa 8(1)(g)(i);

«(i) à voyager, à l'extérieur de la municipalité dans laquelle était situé l'établissement de son employeur où il devait se présenter pour son travail, et, le cas échéant, hors de la région métropolitaine où était situé cet établissement, *dans des véhicules utilisés par l'employeur pour transporter les voyageurs ou marchandises*, et

C-418

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-418

An Act to amend the Senate and House of Commons Act
(party status)

First reading, December 1, 1975

MR. CAOUPETTE (TÉMISCAMINGUE)

C-418

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75 **Publications**

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-418

Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des
communes (statut de parti)

Première lecture, le 1 décembre 1975

M. CAOUPETTE (TÉMISCAMINGUE)

1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-418

BILL C-418

An Act to amend the Senate and House of
Commons Act (party status)

Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la
Chambre des communes (statut de parti)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. S-8

1. Section 4 of the *Senate and House of
Commons Act* is amended by adding thereto
the following subsection:

Party status

“(2) Every political party enjoying the
status of a party in the House of Commons
shall continue to enjoy such status, includ-
ing the rights and privileges accorded by 10
custom, so long as the party maintains some
representation in the House.”

S. R., c. S-8

1. L'article 4 de la *Loi sur le Sénat et la
Chambre des communes* est modifié par l'addi- 5
tion du paragraphe suivant:

Statut de parti

«(2) Tout parti politique jouissant du
statut de parti à la Chambre des communes
et des droits et privilèges que la coutume de
la Chambre lui accorde continue d'en jouir 10
aussi longtemps qu'il y est représenté.»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to guarantee the customary rights and privileges of all political parties presently represented in the House of Commons, even though their membership in the House may fall below twelve persons.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à garantir les droits et privilèges coutumiers aux partis politiques représentés actuellement à la Chambre des communes, même si le nombre de leurs membres tombe au-dessous de douze personnes.

C-419

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

C-419

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-1975

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-419

BILL C-419

Gouvernement
du Canada
Publications

An Act to amend the Criminal Code
(off-track betting)

Loi modifiant le Code criminel
(paris mutuels urbains)

First reading, December 5, 1975

Première lecture, le 5 décembre 1975



MR. LEBLANC (*Laurier*)

M. LEBLANC (*Laurier*)

1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-419

An Act to amend the Criminal Code (off-track
betting)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

R.S., c. C-34

1. Subsection 188(1) of the Criminal Code
is amended by adding thereto the following
paragraph:

“(d) bets made or records of bets made
through the agency of a pari-mutuel scheme
conducted by any person under the author-
ity of a licence issued by the Lieutenant-
Governor in Council of a province.”

2. Section 188 of the said Act is further
amended by adding thereto the following
subsection:

Terms and con-
ditions of licence

“(1.1) A licence issued by the Lieuten-
ant-Governor in Council of a province as
described in paragraph (1)(d) may contain
such terms and conditions relating to the
management and conduct of the pari-mutu-
el scheme to which the licence relates, 20
including the disposition of the proceeds, as
the Lieutenant-Governor in Council may
prescribe.”

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-419

Loi modifiant le Code criminel (paris mutuels
urbains)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R. c. C-34

1. Le paragraphe 188(1) du Code criminel
est modifié par l'insertion de l'alinéa suivant: 5

«d) aux paris faits ou aux inscriptions de
paris faites par l'intermédiaire d'un système
de pari mutuel tenu par toute personne sous
l'autorité d'une licence émise par le lieute-
nant-gouverneur en conseil d'une province.» 10

2. L'article 188 de ladite loi est en outre
modifié par l'insertion du paragraphe suivant:

Modalités d'une
licence

«(1.1) Une licence émise par le lieuten-
ant-gouverneur en conseil d'une province,
comme l'indique l'alinéa (1)d), peut contenir 15
les modalités que le lieutenant-gouverneur
en conseil peut prescrire relativement à l'ad-
ministration et la conduite, notamment la
disposition du produit, du système de pari
mutuel auquel se rapporte la licence.» 20

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to legalize off-track betting in order to generate funds for athletic, recreational, cultural and other objects, pursuant to the terms of a licence issued by the provincial government.

In particular, the short-term objective of this bill is to provide the province of Quebec with an additional source of revenue to make up the deficit of the Olympic Games.

This bill will also enable other provinces wishing to take immediate advantage of the Act to raise revenues from sources other than income and general taxes, which would have the effect of relieving the financial burden of Canadians.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à légaliser les paris mutuels urbains afin d'amasser des fonds pour des initiatives athlétiques, récréatives, culturelles et autres, conformément aux modalités d'une licence émise par le gouvernement provincial.

Ce bill a aussi pour objectif à court terme de fournir à la Province de Québec une source additionnelle de revenus pour combler le déficit des Jeux Olympiques.

De plus, ce bill permettra aux autres provinces qui voudront immédiatement profiter de cette loi, d'obtenir des revenus d'autres sources que des impôts et des taxes, ce qui devrait avoir pour effet de soulager le fardeau fiscal des Canadiens.

BS
UNIV OF TORONTO LIBRARY
SERIALS DEPARTMENT
TORONTO ONT
MSS 1A5

C-419

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

C-419

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-1975

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-419

An Act to amend the Criminal Code
(off-track betting)

First reading, December 5, 1975

MR. LEBLANC (*Laurier*)

BILL C-419

Eoi modifiant le Code criminel
(paris mutuels urbains)

Première lecture, le 5 décembre 1975

M. LEBLANC (*Laurier*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-419

BILL C-419

An Act to amend the Criminal Code (off-track
betting)

Loi modifiant le Code criminel (paris mutuels
urbains)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. C-34

1. Subsection 188(1) of the Criminal Code
is amended by adding thereto the following
paragraph:

1. Le paragraphe 188(1) du Code criminel
est modifié par l'insertion de l'alinéa suivant:

S.R. c. C-34

5

"(d) bets made or records of bets made
through the agency of a pari-mutuel scheme
conducted by any person under the author-
ity of a licence issued by the Lieutenant-
Governor in Council of a province."

"d) aux paris faits ou aux inscriptions de
paris faites par l'intermédiaire d'un système
de pari mutuel tenu par toute personne sous
l'autorité d'une licence émise par le lieuten-
ant-gouverneur en conseil d'une province." 10

2. Section 188 of the said Act is further
amended by adding thereto the following
subsection:

2. L'article 188 de ladite loi est en outre
modifié par l'insertion du paragraphe suivant:

Terms and con-
ditions of licence

"(1.1) A licence issued by the Lieuten-
ant-Governor in Council of a province as
described in paragraph (1)(d) may contain
such terms and conditions relating to the
management and conduct of the pari-mutuel
scheme to which the licence relates, 20
including the disposition of the proceeds, as
the Lieutenant-Governor in Council may
prescribe."

"(1.1) Une licence émise par le lieuten-
ant-gouverneur en conseil d'une province,
comme l'indique l'alinéa (1)d), peut contenir
les modalités que le lieutenant-gouverneur
en conseil peut prescrire relativement à l'ad-
ministration et la conduite, notamment la
disposition du produit, du système de pari
mutuel auquel se rapporte la licence." 20

Modalités d'une
licence

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to legalize off-track betting in order to generate funds for athletic, recreational, cultural and other objects, pursuant to the terms of a licence issued by the provincial government.

In particular, the short-term objective of this bill is to provide the province of Quebec with an additional source of revenue to make up the deficit of the Olympic Games.

This bill will also enable other provinces wishing to take immediate advantage of the Act to raise revenues from sources other than income and general taxes, which would have the effect of relieving the financial burden of Canadians.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à légaliser les paris mutuels urbains afin d'amasser des fonds pour des initiatives athlétiques, récréatives, culturelles et autres, conformément aux modalités d'une licence émise par le gouvernement provincial.

Ce bill a aussi pour objectif à court terme de fournir à la Province de Québec une source additionnelle de revenus pour combler le déficit des Jeux Olympiques.

De plus, ce bill permettra aux autres provinces qui voudront immédiatement profiter de cette loi, d'obtenir des revenus d'autres sources que des impôts et des taxes, ce qui devrait avoir pour effet de soulager le fardeau fiscal des Canadiens.

C-420

**Government
Public**

C-420

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-420

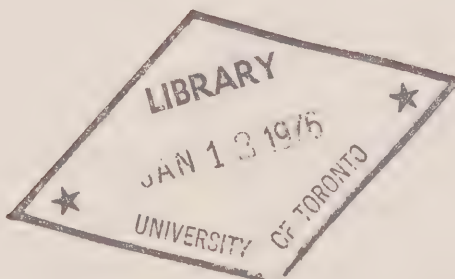
BILL C-420

An Act to amend the Public Service Staff Relations Act
(strike ballots)

Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la
Fonction publique (scrutins de grève)

First reading, December 11, 1975

Première lecture, le 11 décembre 1975



MR. FORRESTALL

M. FORRESTALL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-420

An Act to amend the Public Service Staff
Relations Act (strike ballots)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

R.S., c. P-35

1. (1) Subsection 101(1) of the *Public Ser-
vice Staff Relations Act* is amended by delet-
ing the word "or" from the end of paragraph
(b), placing a comma at the end of paragraph
(c), and adding the following paragraphs:

"(d) where there is in force a collective
agreement applying to his bargaining 10
unit, or

(e) where there is not in force a collective
agreement applying to his bargaining
unit and a request has been made, in
accordance with section 77, for the estab- 15
lishment of a conciliation board for the
investigation and conciliation of a dis-
pute in respect of that bargaining unit,
and either

(i) the Chairman has notified the par- 20
ties, pursuant to section 78, of his
intention not to establish a board, or
(ii) a board has been established, and
not sooner than seven days after it has
submitted its report to the Chairman 25
pursuant to section 86 a poll by secret
ballot has been taken in the manner
prescribed among members of the bar-
gaining unit, and a majority of the
members voting have been found to 30
oppose the recommendations con-
tained in the report."

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-420

Loi modifiant la Loi sur les relations de
travail dans la Fonction publique (scrutins de
grève)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R., c.P-35

1. (1) Le paragraphe 101(1) de la *Loi sur les* 5
relations de travail dans la Fonction publique 5
est modifié par la suppression du mot «ou» à
la fin de l'alinéa b), l'insertion d'une virgule à
la fin de l'alinéa c) et l'adjonction des alinéas
suivants:

«d) qui appartient à une unité de négo- 10
ciation dont la convention collective est
encore en vigueur, ou

e) qui appartient à une unité de négocia-
tion pour laquelle il n'y a pas de conven-
tion collective en vigueur, si une 15
demande d'établissement d'un bureau de
conciliation chargé de l'enquête et de la
conciliation d'un différend relativement
à cette unité de négociation a été faite,
conformément à l'article 77, et 20

(i) si le Président a averti les parties,
conformément à l'article 78, de son
intention de ne pas établir de bureau,
ou

(ii) si un bureau a été établi et que, au 25
moins sept jours après qu'il ait présenté
son rapport au Président, conformé-
ment à l'article 86, la majorité des
membres de l'unité de négociation, par
vote au scrutin secret tenu de la 30
manière prescrite, ont rejeté les recom-
mandations du rapport.»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to ensure that union officers are able to act in response to the majority views of union members with respect to the calling and prolongation of strikes.

Clause 1: This amendment would require an affirmative strike vote by the members of a bargaining unit as a pre-condition of strike action.

Section 101 at present reads as follows:

“101. (1) No employee shall participate in a strike

- (a) who is not included in a bargaining unit for which a bargaining agent has been certified by the Board,
- (b) who is included in a bargaining unit for which the process for resolution of a dispute is by the referral thereof to arbitration, or
- (c) who is a designated employee.

(2) No employee who is not an employee described in subsection (1) shall participate in a strike

- (a) where a collective agreement applying to the bargaining unit in which he is included is in force, or
- (b) where no collective agreement applying to the bargaining unit in which he is included is in force, unless
 - (i) a conciliation board for the investigation and conciliation of a dispute in respect of that bargaining unit has been established and seven days have elapsed from the receipt by the Chairman of the report of the conciliation board, or
 - (ii) a request for the establishment of a conciliation board for the investigation and conciliation of a dispute in respect of that bargaining unit has been made in accordance with this Act and the Chairman has notified the parties pursuant to section 78 of his intention not to establish such a board.”

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à permettre aux agents syndicaux d’agir suivant l’opinion de la majorité des membres du syndicat sur le déclenchement et la prolongation de grèves.

Article 1: Selon cet amendement, il faudrait que les membres d’une unité de négociation se prononcent en faveur de la grève pour qu’il y ait déclenchement d’une grève.

Voici le texte actuel de l’article 101:

“101. (1) Ne doit participer à une grève aucun employé

- a) qui ne fait pas partie d’une unité de négociation pour laquelle un agent négociateur a été accrédité par la Commission,
- b) qui appartient à une unité de négociation à l’égard de laquelle la méthode de règlement d’un différend est le renvoi du différend à l’arbitrage, ou
- c) qui est un employé désigné.

(2) Aucun employé qui n’est pas un employé décrit au paragraphe (1) ne peut participer à une grève

- a) lorsqu’une convention collective s’appliquant à l’unité de négociation dont il fait partie est en vigueur, ou
- b) lorsque aucune convention collective s’appliquant à l’unité de négociation dont il fait partie n’est en vigueur, à moins que
 - (i) un bureau de conciliation chargé de l’enquête et de la conciliation du différend relativement à cette unité de négociation ait été établi et que sept jours se soient écoulés depuis la réception par le Président du rapport du bureau de conciliation, ou que
 - (ii) une demande en vue de l’établissement d’un bureau de conciliation chargé de l’enquête et de la conciliation d’un différend relativement à cette unité de négociation ait été faite en conformité de la présente loi et que le Président ait notifié aux parties, conformément à l’article 78, son intention de ne pas établir un tel bureau.”

(2) Subsection 101(2) of the said Act is repealed.

2. The said Act is further amended by adding thereto the following section:

“105.1 Where in his opinion the public interest is being, or is about to be, adversely affected by a lawful strike then in progress, the Governor in Council may direct a poll by secret ballot to be taken in the manner prescribed among the employees or any class of employees participating in the strike, with respect to any proposed terms of collective agreements subject to negotiation by the bargaining units of which the employees are members.”

Employee poll
during strike

5
10
15

(2) Le paragraphe 101(2) de ladite loi est abrogé.

2. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion de l'article suivant:

«105.1 Si le gouverneur en conseil est d'avis qu'une grève légale en cours porte atteinte, ou est sur le point de porter atteinte, à l'intérêt public, il peut ordonner de faire voter au scrutin secret, de la manière prescrite, les employés ou toute classe d'employés participant à la grève, sur des clauses proposées pour des conventions collectives faisant l'objet de négociations par les unités de négociation dont les employés sont membres.»

5 Scrutin d'em-
ployés pendant
une grève

15

Clause 2: This amendment would empower the Governor in Council to direct a further poll of members during the course of a strike which threatened the national interest, as one means of avoiding the ultimate intervention of Parliament.

Article 2: Cet amendement autoriserait le gouverneur en conseil à ordonner un nouveau vote des membres pendant une grève qui menace l'intérêt national, dans le but d'éviter l'intervention du Parlement en dernier recours.

C-421

C-421

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-421

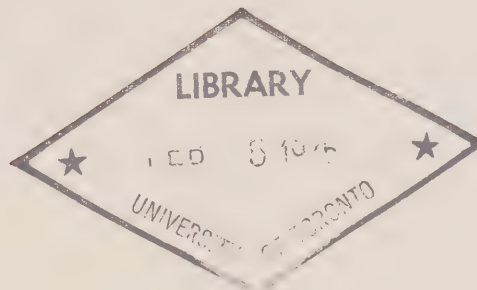
BILL C-421

An Act to amend the Criminal Code
(sporting events betting)

Loi modifiant le Code criminel
(paris sur les compétitions sportives)

First reading, December 19, 1975

Première lecture, le 19 décembre 1975



MR. LEBLANC (*Laurier*)

M. LEBLANC (*Laurier*)

1st Session, 30th Parliament, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24 Elizabeth II,
1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-421

BILL C-421

An Act to amend the Criminal Code
(sporting events betting)

Loi modifiant le Code criminel
(paris sur les compétitions sportives)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. C-34

1. The *Criminal Code* is amended by
adding thereto the following section:

Government
schemes

“187.1 (1) Notwithstanding sections 185
to 187, it is lawful for the Governor in
Council and for the Lieutenant-Governor in
Council of every province, whether separately
or in combination, to conduct betting 10
schemes based on the outcome of sporting
events.

Permitted bet-
ting

(2) It is lawful for any person, for the
purpose of or in accordance with a scheme
conducted under subsection (1), to do any 15
thing described in sections 185 to 187, other
than in a province not party to the scheme.”

1. Le *Code criminel* est modifié par l'inser-
5 tion de l'article suivant:

S.R., c. C-34

5

Systèmes
publics

«187.1 (1) Nonobstant les articles 185 à
187, le gouverneur en conseil et le lieute-
nant-gouverneur en conseil de chaque pro-
vince peuvent, seuls ou ensemble, conduire
des systèmes de paris fondés sur le résultat 10
de compétitions sportives.

(2) Aux fins d'un système prévu au para-
graphe (1) ou conformément à un tel sys-
tème, toute personne peut légalement faire
ce qui est décrit aux articles 185 à 187, sauf 15
dans une province ne participant pas au
système.»

Paris permis

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to authorize the provincial and federal governments to administer bookmaking establishments for the placing of bets on professional and amateur sporting events.

This measure would create new sources of public revenue without the imposition of additional taxation. Such funds would be available to finance such ventures as the 1976 Olympics.

The measure would also serve to divert funds presently being channelled into the underworld through illicit betting operations.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à autoriser les gouvernements fédéral et provinciaux à administrer des établissements de bookmakers pour la prise de paris sur des compétitions sportives amateurs et professionnelles.

Cette mesure créerait de nouvelles sources de revenus publics sans impôts supplémentaires. Les fonds ainsi amassés pourraient financer des entreprises comme les Jeux olympiques de 1976.

La mesure permettrait également de détourner les fonds actuellement canalisés vers le monde interlope par des paris illicites.

C-422

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-422

An Act for the control of forms in the public service

First reading, December 19, 1975

MR. HNATYSHYN

Government
Publications

C-422

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

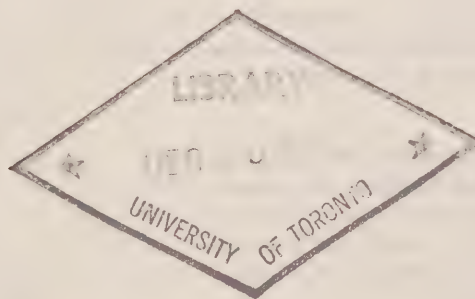
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-422

Loi prévoyant le contrôle des formulaires dans la fonction
publique

Première lecture, le 19 décembre 1975

M. HNATYSHYN



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-422

BILL C-422

An Act for the control of forms in the public
service

Loi prévoyant le contrôle des formulaires dans
la fonction publique

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short title	1. This Act may be cited as the <i>Form Reform Act</i> .	1. La présente loi peut être citée sous le 5 titre: <i>Loi sur la réforme des formulaires</i> .	Titre abrégé 5
Definitions	2. In this Act, "department" means (a) a department named in Schedule A or a corporation named in Schedule B of the <i>Financial Administration Act</i> , or (b) any other division or branch of the public service of Canada to which this Act applies by virtue of an order of the Governor in Council; "Minister" means a member of the Queen's Privy Council for Canada holding the office of a Minister of the Crown.	2. Dans la présente loi, "département" désigne a) un ministère ou département nommé à l'annexe A ou une corporation nommée à l'annexe B de la <i>Loi sur l'administration</i> financière, ou b) toute autre division ou direction de la fonction publique du Canada à laquelle s'applique la présente loi en vertu d'un décret du gouverneur en conseil; "ministre" désigne un membre du Conseil privé de la reine pour le Canada occupant le poste de ministre de la Couronne.	Définitions 15 S.R., c. F-10 15
Identification of forms	3. Forthwith after the commencement of this Act, every Minister who presides over one or more departments shall cause every printed form in use by each such department to be identified and arranged according to function or subject matter.	3. Immédiatement après l'entrée en vigueur de la présente loi, tout ministre dont relèvent un ou plusieurs départements doit faire faire un relevé des formulaires en usage dans chacun des départements et les faire classer selon leur usage ou leur sujet.	Détermination de la nature des formulaires 20
Retiring of forms	4. (1) In each of the first five twelve-month periods following the commencement of this Act, the Minister shall select one-fifth of the forms identified in each department pursuant to section 3, and for every such form shall (a) direct that its use by the department be terminated before the expiration of the respective twelve-month period, or	4. (1) Au cours de chacune des cinq périodes de douze mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre doit choisir un cin- quième des formulaires qui ont fait l'objet d'un relevé dans chaque département conformé- ment à l'article 3 et, pour chaque formulaire, a) en ordonner le retrait avant la fin de la période de douze mois en cause, ou	Retrait de for- mulaires 25 30

EXPLANATORY NOTE

This bill will prevent a limitless expansion in the number of forms which the various departments and agencies of government require citizens to fill out, and will ensure that all those in use are both necessary and straightforward.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à empêcher une multiplication illimitée du nombre de formulaires que les divers ministères et organismes du gouvernement obligent les citoyens à remplir, et à faire en sorte que tous ceux qui sont en usage soient à la fois nécessaires et faciles à comprendre.

(b) submit the form to the President of the Privy Council for approval, together with such proposed revisions as will render the form more concise, simple and easily understood.

5

b) le soumettre à l'approbation du président du Conseil privé, avec les modifications proposées pour le rendre plus concis, plus simple et plus compréhensible.

New forms

(2) Before any new printed form is placed in use by a department, it shall be submitted to the President of the Privy Council for approval.

(2) Avant d'être mis en usage dans un département, tout nouveau formulaire doit être soumis à l'approbation du président du Conseil privé.

5 Nouveaux formulaires

Examination and revision

(3) The President of the Privy Council shall 10 examine every form submitted to him under this section and shall make such revisions thereto, if any, as are necessary to render the form as concise, simple and easily understood as possible in conformity with the purposes of 15 the form, and he shall thereupon approve the form for use by the department.

(3) Le président du Conseil privé doit examiner chaque formulaire qui lui est soumis en 10 vertu du présent article et, s'il y a lieu, y apporter toutes les modifications nécessaires pour le rendre aussi concis, simple et compréhensible que possible, conformément à son objet et il doit alors en approuver l'usage par 15 le département.

Examen et révision

Certified copies

(4) Two copies of the form as approved shall be certified by the Clerk of the Privy Council, of which one shall be retained by him and the 20 other transmitted to the Minister who submitted the form.

(4) Deux copies du formulaire approuvé doivent être authentifiées par le greffier du Conseil privé, qui en conserve une et transmet l'autre au ministre qui a soumis le formulaire. 20

Copies conformes

Prohibition

5. After the expiration of five years from the commencement of this Act, no printed form that has not been approved pursuant to 25 section 4 shall be used by any department.

5. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, aucun département ne doit utiliser de formulaire non approuvé conformément à l'article 4.

Interdiction

Disposing of stocks

6. Where a Minister has directed, pursuant to subsection 4(1), that the use of a form be terminated, he shall notify the Minister of Supply and Services, who shall take such steps 30 as are necessary to halt further production and dispose of existing stocks of such forms.

6. Si un ministre a ordonné, conformément 25 au paragraphe 4(1), le retrait d'un formulaire, il doit en avertir le ministre des Approvisionnements et Services, qui doit prendre les mesures nécessaires pour en faire cesser la production et en liquider les stocks. 30

Liquidation des stocks

Commencement

7. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

7. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en vigueur

C-423

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-423

An Act to codify the law of evidence

First reading, January 28, 1976

C-423

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75-76

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-423

Loi codifiant le droit de la preuve

Première lecture, le 28 Janvier 1976



MR. FAIRWEATHER

M. FAIRWEATHER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-423

BILL C-423

An Act to codify the law of evidence

Loi codifiant le droit de la preuve

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

short title

1. This Act may be cited as the *Evidence Code*.

1. La présente loi peut être citée sous le 5 titre: *Code de la preuve*.

Titre abrégé
5

TITLE I

TITRE 1

GENERAL PRINCIPLES

PRINCIPES GÉNÉRAUX

PART I PURPOSE AND CONSTRUCTION

CHAPITRE I BUT ET INTERPRÉTATION DU CODE

Purpose

2. The purpose of this Code is to establish rules of evidence to help secure the just determination of proceedings, and to that end to assist in the ascertainment of the facts in issue, in the elimination of unjustifiable 10 expense and delay, and in the protection of other important social interests.

2. Le présent Code a pour objectif d'établir des règles de preuve menant à une juste solution des litiges, en facilitant la libre découverte des faits, dans des délais et à des coûts raisonnables, et en protégeant efficacement les 10 autres politiques sociales reconnues.

But

Construction

3. This Code shall be liberally construed to secure its purpose and is not subject to the rule that statutes in derogation of the common law 15 shall be strictly construed.

3. Les règles établies par le présent Code doivent être interprétées libéralement en conformité avec ces buts. A cet effet, la règle d'interprétation traditionnelle voulant que les 15 dérogations législatives au common law soient d'interprétation restrictive, est abolie.

Interprétation

Unprovided matters

4. Matters of evidence not provided for by this Code shall be determined in the light of reason and experience so as to secure the purpose of this Code.

4. Lorsque le présent Code n'offre pas de solution à un problème du droit de la preuve, celui-ci doit être résolu à la lumière de la 20 raison et de l'expérience, le tout en harmonie avec les buts du présent Code.

Sources suppléti-
ves

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to implement the recommendations of the Law Reform Commission of Canada in its final report on evidence. The bill is an integral reproduction of the Commission's draft *Evidence Code*, except for subsection 17(2), which in its draft form would have allowed a judge broad discretion to continue the present practice in sexual cases of admitting evidence to impugn the character of the victim.

A table of contents, which is included at the end, forms no part of the Code but serves for information purposes only.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill a pour objet d'appliquer les recommandations faites par la Commission de réforme du droit du Canada dans son rapport final sur la preuve.

A l'exception du paragraphe 17(2), le texte du bill est identique à celui du projet de *Code de la preuve*; dans le projet, ce paragraphe aurait largement permis au juge de continuer à suivre, dans les cas d'infraction sexuelle, la pratique actuelle qui admet la preuve tendant à critiquer les traits de caractère de la victime.

La table des matières figurant à la fin ne fait pas partie du Code; son seul but est de renseigner.

PART II GENERAL RULES

Relevant evidence generally admissible

5. (1) All relevant evidence is admissible except as provided in this Code or any other Act.

"Relevant evidence" defined

(2) "Relevant evidence" means evidence that has any tendency in reason to prove a fact in issue in a proceeding.

Exclusion on grounds of prejudice, confusion, waste of time

6. Evidence may be excluded if its probative value is substantially outweighed by the danger of undue prejudice, confusing the issues, misleading the jury, or undue consumption of time.

TITLE II

DECISION-MAKING POWERS
RESPECTING EVIDENCE

Trier of fact

7. The trier of the facts in issue is the jury if one is empanelled; otherwise the judge is the trier of fact.

Questions of admissibility generally

8. (1) Subject to this section, the judge shall determine the existence of the following preliminary facts, namely, facts upon which depend the admissibility of evidence, the competence and compellability of a person to be a witness, and the existence of a privilege.

Relevancy conditioned on fact

(2) Where the relevancy of evidence depends upon the existence of a preliminary fact, the judge shall admit it upon, or subject to the introduction of evidence sufficient to support a finding of the existence of that fact.

Where fact is in issue

(3) Where a preliminary fact is also a fact in issue in the proceedings, it is for the trier of fact to determine.

Exclusion of jury when determining certain preliminary facts

(4) The determination of preliminary facts shall be conducted out of the hearing of the jury in the following situations:

Evidence bringing justice administration in disrepute

(a) in determining whether evidence should be excluded on the ground that it was obtained under such circumstances that its use in the proceedings would tend to bring the administration of justice into disrepute;

Statements to persons in authority

(b) in determining whether a statement should be excluded on the ground that it

CHAPITRE II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5. (1) Toute preuve pertinente est admissible sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Règle générale d'admissibilité

(2) Est pertinente la preuve qui tend raisonnablement à démontrer l'existence d'un fait en litige.

Définition

6. Une preuve peut toutefois être exclue lorsque le danger de créer un préjudice indu, d'obscurcir le débat, de tromper le jury ou de provoquer des pertes de temps l'emporte substantiellement sur sa valeur probante.

Exclusion pour préjudice indu

TITRE II

COMPÉTENCES DÉCISIONNELLES EN
MATIÈRE DE PREUVE

7. L'arbitre des faits en litige est, selon le cas, soit le juge, soit le jury lorsqu'il est assermenté.

L'arbitre des faits

8. (1) Sous réserve des dispositions du présent article, c'est au juge seul qu'il appartient de trancher les questions préalables à l'admissibilité d'une preuve, à l'établissement de la compétence et de la contraignabilité d'un témoin, et à la reconnaissance d'un droit au secret.

Règle générale d'admissibilité

(2) Lorsque l'établissement d'un fait préalable est nécessaire pour démontrer la pertinence d'une preuve, le juge doit alors admettre cette preuve, sous réserve de la présentation immédiate ou subséquente d'une preuve suffisante de l'existence de ce fait préalable.

Établissement de faits préalables à la pertinence d'une preuve

(3) C'est à l'arbitre des faits qu'il appartient de déterminer le fait préalable qui constitue également un fait en litige.

Faits en litige et faits préalables

(4) La détermination des faits préalables doit se faire hors de la présence du jury dans les cas suivants:

Exclusion du jury lors de la détermination de certains faits préalables

a) l'exclusion d'une preuve obtenue dans des circonstances telles que son admission risquerait de ternir l'image de l'administration de la justice;

Exclusion d'une preuve illégalement obtenue

b) l'exclusion d'une déclaration faite à une personne en situation d'autorité dans des

Déclaration à une personne en situation d'autorité

When accused requests it	was made to a person in authority under circumstances likely to render it unreliable;	circonstances susceptibles de rendre cette déclaration peu digne de foi;	
When justice requires it	(c) when the accused is a witness and requests the exclusion of the jury; and (d) whenever the interests of justice so require.	c) l'établissement de tout autre fait préalable lorsque l'accusé témoigne et demande l'exclusion du jury; d) l'établissement de tout autre fait préalable lorsque l'intérêt de la justice l'exige.	Exclusion du jury à la demande de l'accusé Intérêt de la justice
Testimony by accused	(5) An accused does not by testifying for the purpose of determining a preliminary fact subject himself to cross-examination on other issues, and if the hearing is one described in paragraph (4)(a) or (4)(b) to determine the admissibility of a statement made by the accused, the prosecution shall not ask the accused whether the statement was true or false.	(5) L'accusé qui rend témoignage au cours d'une instance portant sur l'existence d'un fait préalable ne peut être contre-interrogé seulement qu'à ce sujet. En outre, l'accusé ne peut être interrogé par la poursuite sur la véracité de sa déclaration lorsque, dans les cas prévus aux alinéas 4a) et 4b) du présent article, l'admissibilité de cette déclaration est en cause.	Témoignage de l'accusé
Limited admissibility	9. When evidence is admissible as to one party or for one purpose and is inadmissible as to another party or purpose, the judge shall restrict the use of the evidence to its proper scope and instruct the jury accordingly.	9. Le juge doit restreindre à sa véritable portée la preuve qui n'est admissible que dans un but précis ou quant à une seule des parties au litige. Il doit, en outre, donner au jury les directives nécessaires à cet effet.	Limites à l'admissibilité
Remaining and related writings, etc.	10. When evidence of an act, statement or writing or part thereof is introduced by a party, he may be required at that time to introduce evidence of any other part or of any other act, statement or writing that ought in fairness to be considered contemporaneously with it.	10. La partie qui fait la preuve d'un comportement ou qui produit en preuve un écrit ou une déclaration en toute ou en partie, peut être tenue en même temps de faire la preuve d'un autre comportement ou de produire un autre écrit ou une autre déclaration qui, en toute justice, mérite également d'être pris en considération.	Comportements écrits et déclarations connexes
Summing up and comment by judge	11. After the close of the evidence and arguments of counsel, the judge shall when there is a jury fairly and impartially sum up the evidence and relate it to the essential questions in issue; he may also comment to the jury upon the weight of the evidence and the credibility of the witnesses if he also instructs the jury that these matters are for them to determine and that they are not bound by the judge's factual summation or comment.	11. Après la clôture de l'enquête et de l'audition et la fin des plaidoiries, le juge doit présenter au jury un résumé juste et impartial de la preuve offerte et la rattacher aux principaux points en litige. Il peut également présenter ses commentaires sur le poids à accorder à la preuve et sur la crédibilité des témoins. Il doit toutefois prévenir alors les jurés que la décision finale sur ces deux questions est de leur ressort exclusif, et qu'ils ne sont en conséquence liés ni par son résumé des faits, ni par ses commentaires.	Résumé et commentaires du juge au jury
Effect of erroneous ruling	12. (1) No judgment shall be set aside on appeal by reason of the erroneous admission or exclusion of evidence unless the error resulted in a substantial wrong or miscarriage of justice, and in the case of an erroneous exclusion of evidence, its substance and relevance were	12. (1) L'erreur portant sur l'admission ou l'exclusion d'une preuve et qui cause un tort important ou crée une injustice sérieuse peut seule permettre, en appel, de renverser un jugement. Lorsqu'une preuve a été exclue par erreur, il est en plus nécessaire que sa perti-	Effets des erreurs d'admission ou d'exclusion d'une preuve

made known to the judge or were apparent from the context of the questions asked.

Matters to be considered in determination

(2) In determining whether an erroneous admission of evidence resulted in a substantial wrong or miscarriage of justice, the appeal court shall consider whether a timely and specific objection to the admissibility of the evidence was made.

TITLE III

BURDENS OF PROOF AND PRESUMPTIONS

PART I BURDENS OF PROOF

"Burden of persuasion"

13. (1) "Burden of persuasion" means the obligation of a party to persuade the trier of fact of the existence of a fact in issue.

Civil proceedings

(2) In civil proceedings, except as otherwise provided by law, a party has the burden of persuasion as to each fact the existence of which is essential to the claim or defence he is asserting, and this burden is discharged if the trier of fact is satisfied of the existence of such fact on evidence sufficient to establish that the existence of the fact is more probable than its non-existence.

Criminal proceedings

(3) Except as provided in this section, in criminal proceedings the burden of persuasion is on the prosecution, and this burden is discharged if the trier of fact is satisfied beyond a reasonable doubt of the existence of each element of the offence and of the non-existence of any defence, excuse or justification.

Defence, excuse or justification

(4) The prosecution does not have the burden of persuasion with respect to the non-existence of a defence, excuse or justification unless there is evidence in the case sufficient to raise a reasonable doubt on the issue.

When burden on accused

(5) When an Act expressly provides that the accused has the burden of persuasion with respect to a defence, excuse or justification to a

nence et l'essentiel de son contenu aient été portés à la connaissance du juge, ou que celui-ci ait pu s'en rendre compte en raison du contexte dans lequel les questions ont été posées.

5

Critères

(2) Dans la détermination de l'importance du tort ou du sérieux de l'injustice causés par l'admission erronée d'une preuve, la Cour d'Appel doit prendre en considération l'existence ou la non-existence d'une objection particularisée et opportune à l'admissibilité de cette preuve.

TITRE III

FARDEAUX DE PREUVE ET PRÉSUMPTIONS

CHAPITRE I LES FARDEAUX DE PREUVE

13. (1) Le fardeau de persuasion consiste en l'obligation de persuader l'arbitre des faits, de l'existence d'un fait en litige.

Fardeau de persuasion

15

(2) En matières civiles, sauf exception, le fardeau de persuasion impose à chaque partie de prouver chacun des faits dont la démonstration est essentielle au soutien de ses prétentions. En matières civiles, une partie s'acquitte de ce fardeau lorsqu'elle convainc l'arbitre des faits par une preuve rendant plus probable l'existence du fait que son inexistence.

Matières civiles

20

(3) En matières criminelles, sous réserve des dispositions du présent article, le fardeau de persuasion repose sur la poursuite. Celle-ci s'acquitte de ce fardeau lorsque l'arbitre des faits est convaincu au-delà du doute raisonnable, à la fois de l'existence de chacun des éléments constitutifs de l'infraction reprochée et de l'inexistence de toute défense, excuse ou justification.

Matières criminelles

25

(4) La poursuite n'assume le fardeau de persuasion quant à l'inexistence d'une défense, excuse ou justification que dans la mesure où une preuve suffisante pour susciter un doute raisonnable sur leur existence a préalablement été présentée.

Défenses, excuses et justifications

35

(5) Lorsqu'une loi, en termes exprès, impose à l'accusé le fardeau de persuasion d'une défense, excuse ou justification à une infrac-

Fardeau reposant sur l'accusé

40

criminal offence, that burden is discharged if the trier of fact is satisfied that the existence of the defence, excuse or justification is more probable than its non-existence.

tion criminelle, il s'acquitte de ce fardeau lorsque l'arbitre des faits est convaincu que leur existence est plus probable que leur inexistence.

"Burden of producing evidence"

14. (1) "Burden of producing evidence" means the obligation of a party to introduce sufficient evidence of a fact to warrant the trier of fact to consider it.

14. (1) Le fardeau de présentation de la preuve consiste en l'obligation d'offrir à l'égard d'un fait une preuve suffisante pour permettre au juge des faits de prendre celui-ci en considération.

5 Fardeau de présentation

Civil proceedings

(2) In civil proceedings the burden of producing evidence is discharged if the judge finds that on the evidence introduced a reasonable man could be satisfied that the existence of the fact in issue is more probable than its non-existence.

(2) En matières civiles, une partie s'acquitte du fardeau de présentation de la preuve lorsque le juge estime que, eu égard à la preuve offerte, un homme raisonnable pourrait être convaincu que l'existence du fait en litige est plus probable que son inexistence.

10 Matières civiles

Criminal proceedings

(3) In criminal proceedings the prosecution's burden of producing evidence is discharged if the judge finds that on the evidence introduced a reasonable man could be satisfied beyond a reasonable doubt that the accused is guilty.

(3) En matières criminelles, la poursuite s'acquitte du fardeau de présentation de la preuve lorsque le juge estime, eu égard à la preuve offerte, qu'un homme raisonnable pourrait être convaincu au-delà du doute raisonnable de la culpabilité de l'accusé.

15 Matières criminelles

Defence, excuse of justification

(4) Where an Act expressly provides that the accused has the burden of persuasion with respect to a defence, excuse or justification to a criminal offence, the accused also has the burden of producing evidence in this respect, and the latter burden is discharged if the judge finds that on the evidence introduced a reasonable man could be satisfied that the existence of the defence, excuse or justification is more probable than its non-existence.

(4) Lorsqu'une loi, en termes exprès, impose à l'accusé le fardeau de persuasion relativement à une défense, excuse ou justification à une infraction criminelle, l'accusé assume alors aussi le fardeau de présentation de la preuve à cet égard. Il s'acquitte de ce dernier fardeau lorsque le juge estime, eu égard à la preuve offerte, qu'un homme raisonnable pourrait être convaincu que l'existence d'une défense, excuse ou justification à une infraction criminelle est plus probable que leur inexistence.

25 Défenses, excuses et justifications

PART II PRESUMPTIONS

CHAPITRE II LES PRÉSUMPTIONS

"Presumption"

15. (1) "Presumption" means an assumption of fact that the law requires to be made from another fact or group of facts found or otherwise established in the proceedings.

15. (1) Il y a présomption lorsque la loi impose de déduire l'existence d'un fait, à partir d'un autre fait ou d'un groupe de faits constatés ou établis dans l'instance.

Définition

Effect in civil cases

(2) In civil proceedings a presumption imposes upon the party against whom it operates the obligation of satisfying the trier of fact that the non-existence of the presumed fact is more probable than its existence, unless the presumption is conclusive under the rule of law from which it arises.

(2) En matières civiles, la partie contre laquelle existe une présomption doit, pour la repousser, convaincre l'arbitre des faits que l'inexistence du fait présumé est plus probable que son existence. Cette règle ne s'applique pas lorsque la présomption imposée est irréfutable.

35 Matières civiles

Effect in criminal cases

(3) In criminal proceedings a presumption operates against the accused as to a fact that is essential to guilt only if the facts that give

(3) En matières criminelles, pour qu'une présomption portant sur un fait essentiel à la démonstration de la culpabilité de l'accusé

45 Matières criminelles

rise to the presumption are found to exist or are otherwise established beyond a reasonable doubt, and such presumption may be rebutted by evidence sufficient to raise a reasonable doubt as to the existence of the presumed fact.

Conflicting pre-
sumptions

(4) Where two presumptions conflict the presumption founded on the weightier considerations of policy and logic shall apply, and if there is no such preponderance both presumptions shall be disregarded.

puisse avoir effet contre lui, il est nécessaire que l'existence des faits servant de base à la présomption soit établie au-delà du doute raisonnable. Pour repousser la présomption, il 5 suffit que soit créé un doute raisonnable sur l'existence du fait présumé.

Conflit entre
deux présomp-
tions

(4) En cas de conflit entre deux présomp-
tions, on doit accorder préférence à celle qui
est fondée sur des considérations supérieures
de logique et de politique juridique. En cas 10
d'égalité, les deux présomptions se neutrali-
sent.

TITLE IV

SPECIFIC RULES RESPECTING ADMISSIBILITY

PART I EXCLUSIONARY RULES

Exclusion Because of Manner Evidence Obtained

Exclusion of
evidence bring-
ing administra-
tion of justice
into disrepute

16. (1) Evidence shall be excluded if it was obtained under such circumstances that its use in the proceedings would tend to bring the administration of justice into disrepute.

Matters to be
considered in
determination

(2) In determining whether evidence should 15 be excluded under this section, all the circumstances surrounding the proceedings and the manner in which the evidence was obtained shall be considered, including the extent to which human dignity and social values were breached in obtaining the evidence, the seriousness of the case, the importance of the evidence, whether any harm to an accused or others was inflicted wilfully or not, and whether there were circumstances justifying the 20 action, such as a situation of urgency requiring action to prevent the destruction or loss of evidence.

Statements to
persons in au-
thority

17. (1) A statement made by the accused to a person in authority is inadmissible if ten- 30 dered by the prosecution in a criminal proceeding, unless the judge is satisfied beyond a reasonable doubt that the statement was not made under circumstances (including the presence of threats or promises) that were likely to render the statement unreliable, or unless the

TITRE IV

RÈGLES PARTICULIÈRES À L'ADMISSIBILITÉ DES PREUVES

CHAPITRE I RÈGLES D'EXCLUSION DE LA PREUVE

Preuves exclues en raison des méthodes d'obtention

16. (1) Doit être exclue, la preuve obtenue dans des circonstances telles que son admis-
sion risquerait de ternir l'image de l'adminis- 15
tration de la justice.

Exclusion d'une
preuve risquant
de ternir l'image
de l'administra-
tion de la justice

(2) Aux fins de l'application de la règle prévue au paragraphe précédent, toutes les circonstances de l'instance ainsi que celles entourant l'obtention de la preuve doivent être 20 prises en considération, notamment l'intensité de l'atteinte à la dignité humaine et aux valeurs sociales, la gravité du litige, l'importance de la preuve en question, le caractère volontaire ou non du tort causé à l'accusé ou 25 aux tiers et les circonstances propres à justifier l'acte, comme par exemple l'urgence qu'il y avait à empêcher la perte ou la destruction de la preuve ainsi recueillie.

Critères

17. (1) Dans une instance criminelle, la 30
poursuite ne peut produire une déclaration de
l'accusé faite à une personne en situation d'au-
torité, à moins d'une part que le juge ne soit
convaincu au-delà du doute raisonnable que la
déclaration en question a été faite dans des 35
circonstances qui la rendent digne de foi, entre
autres qu'elle a été faite en l'absence de mena-

Déclaration à
une personne en
situation d'auto-
rité

accused personally or through his counsel agrees to its admission.

Facts found as a result of statement admissible

(2) Nothing in this section affects the admissibility of evidence other than a statement of the accused, including evidence of any fact discovered as a result of such statement or that such facts were discovered as a result of the statement.

Exclusion of Certain Circumstantial Evidence

Character and Disposition

Evidence of accused's character to show disposition: when not admissible

18. (1) In criminal proceedings, evidence tendered by the prosecution of a trait of character of the accused that is relevant solely to the disposition of the accused to act or fail to act in a particular manner is inadmissible, unless the accused has offered evidence relevant to a trait of his character or to a trait of the character of the victim of the offence.

Evidence of victim's character in sexual cases to show disposition: when not admissible

(2) In criminal proceedings, evidence of a trait of the character of the victim of a sexual offence that is relevant solely to the disposition of the victim to act or fail to act in a particular manner is inadmissible.

Similar facts rule

19. Nothing in section 17 prohibits the admission of evidence that a person committed a crime, civil wrong or other act when relevant to prove some fact other than his disposition to commit such act, such as evidence to prove absence of mistake or accident, motive, opportunity, intent, preparation, plan, knowledge or identity.

Habit; routine practice

20. Nothing in section 17 prohibits the admission of evidence of habit or routine practice to prove conduct in conformity with the habit or routine practice on a particular occasion.

Manner of giving character evidence

21. Evidence of a trait of a person's character may be given in the form of opinion,

ces ou de promesses ou à moins d'autre part que l'accusé ou son procureur ne consentent à son admission.

(2) Les règles du présent article ne touchent que les déclarations de l'accusé. Elles n'ont pas pour effet de limiter l'admissibilité d'autres preuves telles celle de faits découverts à la suite de cette déclaration ou encore celle établissant que ces faits ont été découverts en raison de cette déclaration.

Exclusion de certaines preuves circonstanciées

Preuve des traits de caractère

18. (1) Dans une instance criminelle, la preuve relative aux traits de caractère de l'accusé présentée par la poursuite et qui n'est pertinente que pour prouver sa prédisposition à un certain type de comportement est inadmissible à moins que l'accusé n'ait lui-même offert une preuve à ce sujet, ou qu'il n'ait offert une preuve relative aux traits de caractère de la victime de l'infraction.

(2) Dans une instance criminelle, la preuve portant sur les traits de caractère de la victime d'une infraction sexuelle, et qui n'est pertinente que pour prouver sa prédisposition à un certain type de comportement, est inadmissible.

19. Les dispositions de l'article 17 n'ont pas pour effet d'empêcher la preuve de la commission par une personne d'un acte, d'un crime ou d'un délit, offerte dans un but autre que d'établir sa prédisposition à commettre ces actes. Il en est ainsi, notamment, de la preuve destinée à prouver l'absence d'erreur ou le caractère délibéré ou non d'un acte, la motivation, l'occasion, l'intention, le dessein, la préparation, la connaissance et l'identité de la personne, ou l'occasion fournie.

20. Les dispositions de l'article 17 n'ont pas pour effet d'empêcher de faire la preuve d'un comportement habituel ou routinier, dans le but de démontrer, à propos d'une occasion particulière, une conduite conforme à celui-ci.

21. La démonstration d'un trait de caractère peut être faite sous forme d'une preuve

Faits découverts par le biais d'une déclaration

10

Traits de caractère de l'accusé: inadmissibilité

15

Infraction sexuelle

25

Preuve des faits similaires

30

35

Preuve de comportement habituel

40

Méthodes de preuve admissibles

evidence of reputation or evidence of specific instances of conduct.

d'opinion, d'une preuve de réputation, ou à partir d'une preuve de comportements spécifiques.

Preventive Actions

Subsequent
remedial meas-
ures

22. Evidence of measures taken after an event, which if taken previously would have made the event less likely to occur, is inadmissible to prove negligence or culpable conduct in connection with the event, except when offered to rebut an allegation regarding the feasibility of precautionary measures.

Liability insur-
ance

23. Evidence that a person was or was not insured against liability is inadmissible as tending to prove negligence or other wrongdoing unless the probative value of such evidence substantially outweighs the danger of undue prejudice.

Payment of
medical and
similar expenses

24. Evidence that a person has furnished or offered or promised to pay medical, hospital or similar expenses occasioned by an injury is inadmissible to prove liability for the injury.

Compromises

Attempted com-
promises and
negotiations

25. Evidence of attempts to compromise a disputed claim or of conduct or statements made in compromise negotiations is inadmissible to prove liability for, or invalidity of the claim or its amount, but nothing in this section prevents the use of such evidence for another purpose, such as proving bias or prejudice of a witness, negating a contention of undue delay, or proving an effort to obstruct a criminal investigation or prosecution.

Guilty pleas
and offers

26. Evidence of plea of guilty, later withdrawn, or of an offer to plead guilty to a crime, or of statements made in connection with any such plea or offer, are inadmissible against the person who made the plea or offer for the purpose of determining guilt.

Pre-trial settle-
ment of criminal
complaint

27. A statement made in the course of an attempt to reach a pre-trial settlement of a criminal complaint is inadmissible against the accused in a criminal proceeding in which the

Mesures préventives

22. La preuve de mesures postérieures à un événement qui, prises plus tôt, en auraient 5 réduit les possibilités de survenance, ne peut être admise dans le but de prouver l'existence d'une faute ou d'une conduite coupable relative à celui-ci, si ce n'est à l'encontre d'une allégation tendant à la possibilité de le 10 prévenir.

23. La preuve de la détention ou de la non-détention par une personne d'une assurance-responsabilité ne peut être admise pour prouver sa faute, à moins que la valeur de 15 cette preuve ne l'emporte substantiellement sur le danger de causer un préjudice inclu. 15

24. La preuve du paiement, de l'offre ou de la promesse de paiement de frais médicaux, hospitaliers ou autres, occasionnés par des 20 blessures, ne peut être admise pour prouver la responsabilité découlant de celles-ci.

Transactions et compromis

25. La preuve des tentatives de règlement d'un litige, de conduites ou de déclarations rattachées à celles-ci, ne peut être admise pour 25 prouver la responsabilité d'une personne ou l'absence de fondement de la réclamation ou de son montant. Cette règle n'a toutefois pas pour effet d'empêcher l'utilisation de cette preuve à d'autres fins, notamment, pour 30 démontrer le parti pris ou les préjugés d'un témoin, une tentative de faire obstruction à une enquête ou à une poursuite criminelle, ou pour réfuter l'allégation d'une action dilatoire.

26. La preuve d'un plaidoyer de culpabilité 35 retiré par la suite, d'une offre de plaider coupable à une infraction ou d'une déclaration quelconque relative à ces deux actes, ne peut être admise contre celui qui les a faits, dans le but d'établir sa culpabilité. 40

27. La preuve d'une déclaration faite antérieurement à un procès dans le but de régler une plainte criminelle ne peut être admise contre l'accusé au cours d'une instance crimi-

Preuve de cer-
taines mesures
subséquentes à
un événement

Preuve de déten-
tion d'assurance
responsabilité

Preuve de paie-
ment de frais
médicaux ou
hospitaliers

Preuve de tenta-
tives de transac-
tions

Preuve de plai-
doyer de culpa-
bilité

Preuve de déclara-
tion au cours
d'une plainte

accused is charged with having committed an act constituting the subject matter of the attempted settlement.

nelle subséquente dans laquelle l'inculpation est précisément celle sur laquelle a porté la tentative de règlement.

Hearsay

Le ouï-dire

Hearsay rule	28. (1) Hearsay evidence is inadmissible except as provided in this Code or any other Act.	28. (1) Le ouï-dire ne peut être admis en 5 preuve, sous réserve des exceptions prévues par la loi.	Prohibition générale 5
Definitions	(2) In this Code	(2) Aux fins du présent Code,	Définitions Ouï-dire
"Hearsay"	(a) "hearsay" means a statement, other than one made by a person while testifying at a proceeding, that is offered in evidence 10 to prove the truth of the statement; and	a) on entend par «ouï-dire» la déclaration présentée dans le but d'établir la véracité de celle-ci et qui émane d'une personne autre 10 que celle qui témoigne au cours de l'instance.	
"Statement"	(b) "statement" means an oral or written assertion or non-verbal conduct of a person intended by him as an assertion.	b) on entend par «déclaration» toute affirmation verbale ou écrite ainsi que tout comportement voulu par une personne comme 15 une affirmation.	Déclaration
Exception: previous statement of witness	29. A statement previously made by a witness 15 is not excluded by section 27 if the statement would be admissible if made by him while testifying as a witness.	29. Les dispositions de l'article 27 n'ont pas pour effet d'exclure la déclaration faite antérieurement à son témoignage par un témoin, lorsque cette déclaration eût été admissible si 20 son auteur l'avait faite dans le cours de son témoignage.	Déclaration antérieure
Exception: person unavailable as witness	30. (1) A statement made by a person who is unavailable as a witness is not excluded by 20 section 27 if the statement would be admissible if made by the person while testifying as a witness.	30. (1) Les dispositions de l'article 27 n'ont pas pour effet d'exclure la déclaration d'une personne non disponible à rendre témoignage, 25 lorsque cette déclaration, faite par cette même personne dans le cours de son témoignage, eût, par ailleurs, été admissible.	Témoin non disponible
"Unavailable as a witness" defined	(2) "Unavailable as a witness" includes situations where a person who made a statement 25	(2) La non-disponibilité à rendre témoignage de la personne qui a fait la déclaration s'étend 30 aux circonstances suivantes:	La non-disponibilité à rendre témoignage
Dead or unfit	(a) is dead or unfit by reason of his bodily or mental condition to attend as a witness;	a) son décès ou son incapacité physique ou mentale de se présenter pour rendre témoignage;	Décès, incapacité
Attendance cannot be obtained	(b) is absent from the proceeding and the proponent of his statement has been unable to procure his attendance by process or 30 other reasonable means;	b) son absence de l'instance, jointe à l'impossibilité pour la partie qui veut se prévaloir de sa déclaration, de s'assurer de sa présence par sommation ou par un autre moyen raisonnable;	Impossibilité d'assigner 35
Refuses to testify	(c) persists in refusing to testify concerning the subject matter of his statement despite an order of the judge to do so;	c) son refus persistant de témoigner sur le contenu de sa déclaration, malgré l'ordre du juge;	Refus de témoigner 40
Unable to remember	(d) testifies to a lack of memory of the 35 subject matter of the statement; or	d) son allégation, au cours de son propre témoignage, de son incapacité de se remémorer l'objet de la déclaration en question; 45	Absence de souvenir
Cost and trouble of attendance not warranted	(e) is absent from the proceeding and the importance of the issue or the added reliability of his testimony in court does not		

justify the expense or inconvenience of procuring his attendance or deposition.

When proponent procures unavailability

(3) A statement is not admissible under this section if the unavailability of the person who made it was brought about by the proponent of the statement for the purpose of preventing the person from attending or testifying.

Notice required before tendering evidence

(4) A statement is not admissible under this section unless the party seeking to give it in evidence has within a reasonable time given notice to every other party of his intention to do so with particulars of the statement and the reason why the person is unavailable as a witness.

Exception: statements against party

31. The following statements are not excluded by section 27 when offered against a party:

Party's statement

(a) a statement made, authorized, adopted or agreed to by the party;

Agent

(b) a statement by the party's agent or servant concerning a matter within the scope of his agency or employment and made during the continuation of that relationship;

Person in privity of title

(c) a statement regarding title by a predecessor in title or other person in privity of title with the party; and

Person in common enterprise

(d) a statement by a person engaged with the party in common enterprise made in pursuance of their common purpose.

Other exceptions

32. The following are not excluded by section 27:

Statements made in course of regularly conducted activities

(a) a record of a fact or opinion, if the record was made in the course of a regularly conducted activity at or near the time the fact occurred or existed or the opinion was formed, or at a subsequent time if compiled from a record so made at or near such time;

Public records and reports

(b) records, reports or statements of public offices or agencies, setting forth the activi-

e) son absence de l'instance, jointe au fait que l'importance de la question ou le supplément de crédibilité susceptible d'être ajouté par son témoignage en cour, ne justifie pas la dépense ou les inconvénients des démarches visant à s'assurer de sa présence ou de sa déposition.

Absence de l'instance et intérêt public

(3) Une déclaration ne peut être admise en preuve en vertu des dispositions du présent article, lorsque la partie qui entend s'en prévaloir a provoqué la non-disponibilité de l'auteur de la déclaration, dans le but de l'empêcher de comparaître ou de témoigner.

Non-disponibilité provoquée

(4) La partie qui entend produire en preuve une déclaration en vertu des dispositions du présent article, doit préalablement donner un avis raisonnable de son intention à toutes les autres parties. Cet avis doit contenir les détails de cette déclaration et énoncer les raisons de la non-disponibilité à rendre témoignage de l'auteur de celle-ci.

Avis

31. Est admissible en preuve contre une partie, nonobstant les dispositions de l'article 27:

Déclaration admissible contre une partie

a) la déclaration faite par la partie elle-même, celle qu'elle a faite sienne ou qu'elle a autorisée;

Déclaration de la partie

b) la déclaration émanant de son mandataire ou employé et portant sur une question relevant de son mandat ou son emploi et faite pendant sa durée;

Déclarations d'un mandataire et employé

c) la déclaration portant sur un titre et émanant d'un ayant cause ou d'une autre personne ayant avec la partie un intérêt en commun;

Déclarations concernant un titre

d) la déclaration d'une personne engagée avec la partie dans une entreprise commune, lorsqu'elle est faite dans le cadre de la poursuite de leur but commun.

Déclarations dans la poursuite d'un but commun

32. N'est pas exclu par les dispositions de l'article 27:

a) la consignation d'un fait ou d'une opinion faite dans le cours ordinaire des affaires et d'une façon contemporaine à leur survenance ou à une date subséquente lorsqu'elle est tirée d'une autre consignation faite dans les mêmes conditions;

Déclarations dans le cours ordinaire des affaires

b) le registre, le recueil, la déclaration, émanant de l'autorité ou d'un service publics et

Recueils et registres publics

	ties of the office or agency, matter observed pursuant to a duty imposed by law, or in civil cases and against the prosecution in criminal cases, factual findings resulting from an investigation made pursuant to authority granted by law; 5	portant soit sur leurs activités, soit sur des faits consignés conformément à l'obligation qui leur en est faite par la loi, ou contenant, en tout état de cause en matières civiles, et contre la poursuite en matières pénales, des conclusions de faits provenant d'une enquête faite sous autorité de la loi; 5	
Records of vital statistics	(c) records or data compilations of vital statistics if the report thereof was made to a public office pursuant to requirements of law; 10	c) la consignation ou l'enregistrement d'état civil, si la déclaration a été faite à l'autorité publique conformément aux exigences de la loi; 10	Déclarations à l'état civil
Absence of record or entry	(d) evidence that a matter is not included in a record made in the course of a regularly conducted activity, to prove the non-occurrence or non-existence of the matter if it was of a kind of which such a record was regularly made or preserved; 15	d) la preuve tendant à démontrer la non-consignation d'un événement normalement consigné dans le cours ordinaire des affaires, lorsque l'on entend démontrer par là l'inexistence ou la non-survenance de cet événement; 15	Absence de consignation
Marriage, baptismal and similar certificates	(e) statements of fact contained in a certificate that the maker performed a marriage or other ceremony or administered a sacrament, made by a clergyman, public official or other person authorized by the rules or practices of a religious organization or by law to perform the act certified, and purporting to have been issued at the time of the act or within a reasonable time thereafter; 20	e) la déclaration de faits constatant la célébration d'un mariage ou d'une autre cérémonie, ou l'administration d'un sacrement, contenue dans un certificat émanant d'un ecclésiastique, d'une autorité publique ou d'une autre personne dûment autorisée à cet effet par les règles d'un organisme religieux ou par la loi, lorsque ce certificat a été émis au moment de l'acte en question, ou par la suite, dans un délai raisonnable; 20	Certificats de mariage, naissance
Anciens documents	(f) statement in a document in existence twenty years or more; 25	f) La déclaration contenue dans un document datant de vingt ans ou plus; 25	Vieux documents
Market reports	(g) market quotations, tabulations, lists, directories or other compilations generally used and relied upon by the public or by persons in particular occupations; 30	g) la liste boursière, la compilation, l'énumération, l'annuaire ou autre inventaire auquel le public ou des spécialistes se fient et qu'ils utilisent en général; 30	Listes boursières, annuaires
Judgment of previous conviction	(h) evidence of a final judgment adjudging a person guilty of a crime, to prove any fact essential to sustain the judgment, except when tendered by the prosecution in a criminal proceeding against anyone other than the person adjudged guilty; 35	h) la preuve d'un jugement final de la culpabilité d'une personne, lorsqu'il s'agit de prouver un fait essentiel aux conclusions de ce jugement, sauf, dans une instance criminelle, lorsque cette preuve est introduite par la poursuite contre une personne autre que celle qui a ainsi été trouvée coupable; 40	Jugement de culpabilité
General reputation	(i) reputation of a person's character arising before the controversy among those with whom he associates or in the community; 40	i) la commune renommée antérieure au litige, portant sur le caractère d'une personne parmi ses proches ou au sein de son milieu; 40	Commune renommée portant sur le caractère d'une personne
Reputation re personal or family history	(j) reputation among members of a person's family by blood, adoption or marriage, or among his associates, or in the community, concerning a fact of his personal or family history, such as birth, death or relationship; 45	j) la commune renommée parmi la famille, par le sang, par alliance ou par adoption, ou parmi les proches ou l'entourage d'une personne, relativement à ses antécédents familiaux ou autres, et portant, par exemple, sur une naissance, un décès ou un lien de parenté; 50	Commune renommée relative aux antécédents familiaux
Reputation re boundaries	(k) reputation in a community, arising before the controversy, as to boundaries or of customs affecting lands in the community; and 50		

Reputation re
general history

(l) reputation as to events of general history important to the community, province or country where they occurred.

k) la commune renommée constituée au sein de la communauté antérieurement au litige, relativement au bornage des terres ou aux coutumes terriennes locales;

Commune renommée relative au bornage des terres

l) la commune renommée relative à des événements historiques importants de la communauté, de la province ou du pays où ils se sont passés.

5 Commune renommée relative aux événements historiques

Privileges

Le droit au secret

General

Dispositions générales

No privilege except as recognized

33. Except as provided in this Code or any other Act, no person has a privilege to refuse to disclose any matter, to refuse to produce any object or writing, or to prevent another from being a witness or disclosing any matter or producing any object or writing.

33. Nul, sous réserve des exceptions prévues par la loi, ne peut refuser de divulguer une chose, de produire un objet ou un écrit, ou d'empêcher un autre de ce faire ou de rendre témoignage.

Règle générale

What privilege includes

34. A person who under this Code has a 10 privilege against disclosure of a matter may refuse to disclose or prevent any other person from disclosing the matter.

34. Le détenteur d'un droit au secret conféré par le présent Code peut refuser lui-même 15 et empêcher toute autre personne de divulguer une chose.

Étendue du droit

Waiver by voluntary disclosure

35. A person who has a privilege waives it if he or any other person while holder of the 15 privilege voluntarily discloses or consents to the disclosure of any significant part of the privileged matter, unless such disclosure was itself privileged.

35. Celui qui bénéficie d'un droit au secret y renonce lorsque lui-même ou un autre détenteur de ce droit divulgue volontairement une 20 partie importante du contenu de la confidence, ou consent à sa divulgation. La présente règle est cependant sans application si cette divulgation est elle-même protégée par un droit au secret. 25

Renonciation du droit au secret

Privileged matter disclosed under compulsion, etc.

36. Privileged matter erroneously compelled to be disclosed or disclosed without 20 opportunity to claim the privilege is inadmissible against the holder of the privilege.

36. La divulgation protégée par un droit au secret ne peut être admise en preuve contre le détenteur de ce droit, lorsque cette divulgation a été forcée à la suite d'une erreur ou faite sans qu'il y ait eu possibilité d'invoquer le 30 droit.

Divulgence forcée

Comment on or inference from claim of privilege

37. A claim of privilege, whether in present proceedings or upon a prior occasion, is not a 25 proper subject of comment by judge or counsel, and no inference may be drawn therefrom.

37. Le juge et les avocats ne peuvent commenter la demande de reconnaissance d'un droit au secret formulée au cours du litige ou d'un litige antérieur. Aucune conclusion ne 35 peut non plus être tirée par eux de ce fait.

Commentaires du juge et des avocats

Effect of error in ruling on privilege

38. Only the holder of a privilege may, on appeal, allege error on a ruling disallowing a claim of privilege.

38. Seul le détenteur d'un droit au secret peut, en appel, invoquer l'erreur d'une décision refusant de lui reconnaître ce droit. 30

Droit d'appel

Particular Privileges

Self-incrimination

39. An accused in a criminal proceeding who has testified in a prior proceeding (other than a preliminary hearing in respect of the matter with which he is accused) has a privilege to prevent such testimony from being used against him, unless such criminal proceeding is a prosecution for perjury in giving the testimony.

Person disclosing under provincial law privileged

40. (1) A person who is required by the law of a province to make a return or report has a privilege against disclosure of its contents in proceedings governed by this Code to the extent that the law of the province provides for such a privilege in proceedings governed by provincial law.

Officer to whom report made: privilege

(2) A public officer to whom a return or report is required to be made by the law of a province has a privilege against disclosure of the return or report or its contents in proceedings governed by this Code to the extent that the law requiring it to be made provides for such a privilege in proceedings governed by provincial law.

Exception

(3) This section does not apply to proceedings involving false statements or fraud in the return or report.

Marital or family privilege

41. A person has a privilege against disclosure of any confidential communication between himself and a person who is related to him by family or similar ties if, having regard to the nature of the relationship, the probable probative value of the evidence and the importance of the question in issue, the need for the person's testimony is outweighed by the public interest in privacy, the possible disruption of the relationship or the harshness of compelling disclosure of the communication.

General professional privilege

42. A person who has consulted a person exercising a profession for the purpose of obtaining professional services, or who has been rendered such services by a professional person, has a privilege against disclosure of any confidential communication reasonably made in the course of the relationship if, in the

Dispositions particulières

Non-incrimination

39. L'accusé dans une instance criminelle a le droit d'empêcher que ne soit utilisé contre lui un témoignage qu'il a rendu dans une instance antérieure autre que les procédures préliminaires au procès même qu'il subit. Cette règle ne s'applique pas cependant lorsque l'accusé est poursuivi pour s'être parjuré au cours de son témoignage.

5

Rapport confidentiel

40. (1) Celui qu'une loi provinciale oblige à faire un rapport peut s'opposer à la divulgation de son contenu dans toute instance régie par le présent Code, dans la mesure où la loi provinciale reconnaît ce même droit dans les instances régies par le droit provincial.

10

Réception d'un rapport confidentiel

(2) Le fonctionnaire qu'une loi provinciale oblige de faire un rapport peut s'opposer à sa divulgation ou à la divulgation de son contenu, dans toute instance régie par le présent Code, dans la mesure où la loi provinciale reconnaît ce même droit dans les instances régies par le droit provincial.

15

20

Exceptions

(3) Sont exceptés toutefois des dispositions du présent article, les litiges portant sur les fausses déclarations ou les fraudes relatives à ces rapports.

25

Droit au secret familial

41. Une personne a le droit de s'opposer à la divulgation d'une communication confidentielle intervenue entre elle et une autre personne, liée à elle par des liens familiaux ou analogues. Cependant, pour bénéficier de ce droit, il est nécessaire qu'en égard à la nature de la relation entre ces deux personnes, à la valeur attendue de la preuve et à l'importance de la question en litige, la sauvegarde du droit à l'intimité, le danger d'une rupture possible de cette relation ou la rigueur de la contrainte à exercer l'emportent sur la nécessité qu'il y a d'obtenir la divulgation de la communication.

30

35

Secret professionnel. Dispositions générales

42. Celui qui s'adresse à un professionnel dans le but d'obtenir ses services ou qui les obtient, peut s'opposer à la divulgation d'une communication confidentielle issue de cette relation si, eu égard aux circonstances, la sauvegarde de droit à l'intimité l'emporte sur l'intérêt de l'administration de la justice.

40

45

circumstances, the public interest in the privacy of the relationship outweighs the public interest in the administration of justice.

Lawyer-client
privilege

43. (1) A person who in contemplation of litigation has consulted a lawyer for the purpose of obtaining legal services has a privilege against disclosure of any confidential communication made with a view to giving or receiving such services.

Privilege re
preparatory
work

(2) A person has a privilege against disclosure of information obtained or work produced in contemplation of litigation by him or his lawyer or a person employed to assist the lawyer, unless, in the case of information, it is not reasonably available from another source and its probative value substantially outweighs the disadvantages that would be caused by its disclosure.

Who may claim

(3) A privilege under this section may be claimed by the holder of the privilege in person or by his lawyer, or if incompetent by his guardian or committee, or if deceased by his personal representative, or the successor, trustee, or similar representative of a corporation, association, or other organization, whether or not in existence.

Exceptions

Crime or tort

(4) There is no privilege under this section:

(a) if the purpose of seeking the legal services or producing the work or obtaining the information was to enable or aid anyone to commit or plan to commit what the person claiming to hold the privilege knew or reasonably should have known to be a crime or tort;

Claimants
through
deceased

(b) as to a communication relevant to an issue between parties who claim through the same deceased client of a lawyer, regardless of whether the claims are by testate or intestate succession or by *inter vivos* transaction;

Breach of duty
by lawyer or
client

(c) as to a communication relevant to an issue of breach of duty by the lawyer to his client or by the client to his lawyer;

43. (1) Celui qui, en prévision d'un litige, consulte un avocat dans le but d'obtenir des services professionnels, peut s'opposer à la divulgation d'une communication confidentielle faite dans le but de donner ou de recevoir ces services.

Secret de l'avocat

(2) Une personne peut refuser de divulguer une information obtenue par elle, par son avocat, par son représentant ou par toute personne qui assiste son avocat, de même que son travail et celui fait par eux en prévision d'un litige; à moins que dans le cas d'une information, celle-ci ne puisse raisonnablement être obtenue d'une autre source et que la qualité de sa valeur probante ne dépasse nettement les inconvénients causés par sa divulgation.

Travaux confidentiels

(3) Seuls le détenteur du droit au secret en personne ou sont avocat peuvent invoquer le droit au secret prévu par le présent article. Lorsque le client est incapable, son tuteur ou curateur peut le faire pour lui. En cas de décès du client, son ayant droit peut invoquer le droit au secret. Le syndic ou son représentant peut invoquer le droit au secret au nom d'une corporation, association ou autre personne morale ayant une existence juridique ou non.

Détenteurs du droit

(4) Aucun droit au secret ne peut être invoqué en vertu du présent article

Exceptions

a) lorsque les services de l'avocat ont été recherchés, le travail produit ou l'information obtenue dans le but de permettre à quelqu'un de commettre ou de comploter une infraction ou un délit, ou de l'aider à les commettre et que celui qui réclame le droit au secret a pu avoir raisonnablement connaissance du caractère criminel ou délictuel de l'acte;

b) lorsqu'il s'agit d'un litige entre les ayants cause d'un même client décédé et se réclamant d'un droit qui lui appartenait. L'origine entre vifs ou à cause de mort de la transmission du droit n'a aucune importance pour les fins du présent article;

Ayants cause

Document attested by lawyer	(d) as to a communication relevant to an issue concerning an attested document to which the lawyer is an attesting witness; or	c) lorsque le sujet en litige est la transgression d'obligations existant réciproquement entre l'avocat et le client;	Litige entre avocat et client
Joint clients	(e) as to a communication relevant to a matter of common interest between two or more clients, that was made by any of them to a lawyer retained or consulted in common, when offered in a proceeding between any of the clients.	d) lorsque la contestation porte sur un document dont l'avocat est un témoin instrumentant;	Avocat témoin instrumentant
		e) lorsqu'il s'agit d'un litige entre des clients qui ont consulté un même avocat ou retenu ses services en commun, que le secret porte sur une communication touchant une question d'intérêt commun, et que cette preuve est offerte au cours d'un litige entre ces clients.	Clients communs
"Lawyer"	(5) In this section "lawyer" includes a person reasonably believed by the client to be authorized to practice law, and in the Province of Quebec includes a notary.	(5) Aux fins du présent article, on entend par «avocat» celui que le client croit admis à la pratique du droit. Dans la province de Québec, le mot «avocat» désigne aussi le notaire.	Définition du mot avocat
	(6) A privilege under this section may be claimed in addition to the privilege under section 41.	(6) Une personne peut invoquer le droit au secret prévu par le présent article en plus de celui prévu à l'article 41.	
Definitions	44. (1) In this section	44. (1) Aux fins du présent article,	Définitions
"Official information"	(a) "official information" means confidential government information the disclosure of which would be injurious to the public interest; and	a) l'expression «information officielle» désigne une information gouvernementale dont la divulgation serait contraire à l'intérêt public;	Information officielle
"State secret"	(b) "state secret" means confidential government information that relates to national defence or security, the international relations of Canada, federal-provincial relations, or matters of confidence of the Queen's Privy Council for Canada.	b) l'expression «secret d'État» désigne un renseignement confidentiel à caractère gouvernemental portant sur la sécurité ou la défense nationale, les relations internationales du Canada, les relations fédérales-provinciales, ou encore sur les affaires confidentielles du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada.	Secret d'État
Crown privilege	(2) The Crown in right of Canada has a privilege, which may be claimed by a Minister of the Crown, against disclosure of any official information or state secret unless the public interest in preserving the confidentiality of the information is outweighed by the public interest in the proper administration of justice.	(2) La Couronne au chef du Canada peut refuser de divulguer une information officielle ainsi qu'un secret d'État lorsque la sauvegarde du caractère confidentiel de l'information l'emporte sur l'intérêt d'une saine administration de la justice. Ce droit peut être invoqué par un Ministre de la Couronne.	Divulgence d'informations officielles
Reference of claim to Chief Justice of Canada	(3) Where the Crown claims a privilege for a state secret the judge may, in lieu of determining the claim himself, and shall at the request of a party or the Crown, stay the proceedings and refer the claim to the Chief Justice of Canada, who shall designate a judge of the Supreme Court of Canada to determine the matter.	(3) Lorsque la Couronne invoque son droit au secret d'État, le juge peut, au lieu de disposer lui-même de la question, suspendre les procédures et la référer au juge en chef du Canada. Ce renvoi doit être fait d'office sur demande de la Couronne ou de l'une des parties. Le juge en chef du Canada doit alors désigner un juge de la Cour Suprême du Canada pour décider de la question.	Renvoi au juge en chef du Canada

Procedure	(4) In ruling on a claim of privilege under this section a judge may require the Crown to disclose the information in chambers out of the presence and hearing of all persons except the person authorized to claim the privilege and such other persons as the person so authorized is willing to have present.	(4) Le juge appelé à trancher la validité du droit au secret aux termes du présent article peut exiger que la Couronne lui divulgue, au cours d'une audition en chambre et à huis clos, l'information litigieuse, hors la présence de toute autre personne que le détenteur du droit au secret et ceux dont ce dernier autorise la présence.	Procédure de divulgation
Restrictions on disclosure	(5) Where a judge orders disclosure of information under this section he may do so subject to such restrictions or conditions as he deems appropriate.	(5) Le juge qui permet la divulgation d'une information conformément aux dispositions du présent article peut assortir son autorisation des restrictions ou conditions jugées utiles.	Limites
Application	(6) A claim of privilege under this section may be made in any proceedings, whether governed by the law of Canada or a province.	(6) Le droit au secret d'État et au secret des informations officielles peut être invoqué dans les instances relevant tant de la compétence fédérale que provinciale.	Instances fédérales et provinciales
Identity of informer	45. (1) The Crown has a privilege against disclosure of the identity of a person who has furnished information purporting to disclose a violation of any law of Canada or any province to a person charged with the duty of enforcing that law, unless in the circumstances the interests in maintaining the secrecy of the information are outweighed by the interest in arriving at a fair determination of the issues.	45. (1) La Couronne a le droit de refuser de divulguer l'identité de celui qui a fourni une information qui prétend porter sur la violation d'une loi fédérale ou provinciale à une personne chargée de veiller à l'application de cette loi, à moins que, d'après les circonstances, l'intérêt de parvenir à une juste solution du litige ne l'emporte sur l'intérêt de maintenir le secret.	Secret des indicateurs
Who may claim privilege	(2) The privilege under this section may be claimed by any person, but may be waived by a person charged with the duty of enforcing the law in question.	(2) Le droit au secret prévu au présent article peut être invoqué par toute personne. Celui qui est chargé de l'application de la loi peut néanmoins y renoncer.	Détenteur du droit
Trade secrets	46. (1) A person has a privilege, which may be claimed by him or his agent or employee, against disclosure of a trade secret held by him, if the allowance of the privilege will not tend to conceal fraud or otherwise work injustice.	46. (1) Le détenteur d'un secret de commerce ne peut être contraint de le divulguer lorsque la reconnaissance de ce droit au secret ne cause pas d'injustice ou ne sert pas à dissimuler une fraude. Ce droit peut être invoqué aussi par son mandataire ou son employé.	Secret de commerce
	(2) When disclosure of a trade secret is directed, the judge shall take such protective measures as the interests of the holder of the privilege and of the parties and the furtherance of justice may require.	(2) Lorsque le juge ordonne la divulgation d'un secret de commerce, il doit prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des intérêts de la justice, de ceux du détenteur du droit et des parties en cause.	Procédure

PART II

CHAPITRE II

AUTHENTICATION AND IDENTIFICATION

AUTHENTIFICATION ET IDENTIFICATION

General	47. When the relevancy of evidence depends upon its authenticity or identity, the requirement of authentication or identification	47. Lorsque la pertinence d'une preuve dépend de son authentification ou identification, tout ce qui permet de conclure qu'elle est	Généralités
---------	---	---	-------------

is satisfied by evidence sufficient to support a finding that the matter in question is what its proponent claims.

bien ce que celui qui l'introduit allègue, suffit à cette fin.

Self-authentication	48. (1) The following are presumed to be authentic:	5	48. (1) Est présumé authentique:	Document authentique
Public document under seal	(a) a document bearing a seal purporting to be a seal mentioned in the <i>Seals Act</i> , or the seal of a province, or of a political subdivision, department, officer, or agency of Canada or a province, and a signature pur-	10	a) le document affichant, selon toute apparence, l'un des sceaux mentionnés dans la <i>Loi des Sceaux</i> ou celui d'une province, d'une division politique, d'un ministère, d'un fonctionnaire ou d'un organisme canadien ou provincial et portant une signature donnée	Document public certifié
Certified public document	(b) a document purporting to bear the signature in his official capacity of an officer or employee of any entity described in paragraph (a) having no seal, if a public officer	15	b) le document qui, selon toute apparence, porte la signature d'un fonctionnaire ou employé d'une entité décrite à l'alinéa a) n'ayant pas lui-même de sceau, lorsque sa signature et sa capacité officielle sont certi-	10 Certification d'un document public
Certified copies of public records	(c) a copy of an official record or report or entry therein, or of a document authorized by law to be recorded or filed in public office, including data compilations, certified as correct by the custodian or other person	25	c) la copie d'un registre, d'un rapport, d'une inscription qui s'y trouve, ou d'un document, y compris toute forme de compilation de données, dont le dépôt ou la classification est légalement autorisé dans un bureau public, et qui est certifiée conforme à l'original par celui qui en a la garde ou par toute	20 Copies certifiées de documents publics
Official publications	(d) any publication purporting to be issued	30	d) la publication qui, selon toute apparence, est émise par l'autorité publique;	30 Publications officielles
Newspapers and periodicals	(e) printed materials purporting to be newspapers or periodicals;		e) l'imprimé donné comme étant un journal ou un périodique;	Journaux et périodiques
Trade inscriptions, etc.	(f) inscriptions, signs, tags or labels purporting to have been affixed in the course of	35	f) l'inscription commerciale donnée comme ayant été apposée dans le cours ordinaire des affaires et indiquant l'appartenance, la garde ou la provenance d'une chose;	35 Inscriptions commerciales
Acknowledged documents	(g) documents accompanied by a certificate of acknowledgement under the hand and seal of a person authorized by law to take	40	g) le document accompagné d'une reconnaissance certifiée par une personne légalement autorisée à le faire;	40 Documents certifiés
Foreign public documents	(h) a document purporting to be executed or attested in his official capacity by a person authorized by the laws of a foreign country to make the execution or attestation, and	45	h) le document qui, selon toute apparence, est attesté ou validé, en sa capacité officielle par une personne autorisée à ce faire par les lois d'un pays étranger, lorsqu'il est accom-	45 Documents publics étrangers
	accompanied by a certification by a person described in subsection (2) as to the genuineness of the signature and official position of the executing or attesting person or of any foreign official whose certificate of genu-	50	pagné d'un certificat émanant d'une personne visée au paragraphe (2) du présent article, attestant l'authenticité de la signa-	

Other statutes	ineness of signature and official position relates to the execution or attestation; and (i) any matter declared by any Act to be presumptively or <i>prima facie</i> genuine or authentic.	5	ture et la qualité officielle de la personne l'attestant ou de la personne autorisée à ce faire par la loi étrangère et dont émane le certificat mentionné plus haut; i) tout ce que la loi présume authentique.	5	Autres lois
Who may certify foreign documents	(2) A certification under paragraph (1)(h) may be made by a diplomatic or consular official of Canada or by a diplomatic or consular official of the foreign country who is assigned or accredited to Canada.	10	(2) Un agent diplomatique ou consulaire du Canada, ou s'il est accrédité au Canada, un agent diplomatique ou consulaire du pays d'où provient le document, peut effectuer une certification conforme à l'alinéa h) du paragraphe (1).	10	Certification de documents étrangers
Judge's discretion to dispense with certificate to foreign document	(3) If reasonable opportunity has been given to all parties to investigate the authenticity and accuracy of a document described in paragraph (1)(h), the judge may, for good cause shown, order that it be treated as presumptively authentic without certification, or permit it to be evidenced by an attested summary with or without certification.	15	(3) Si toutes les parties ont eu une occasion raisonnable d'examiner l'authenticité et l'exactitude d'un document visé par l'alinéa h) du paragraphe (1), le juge peut alors, pour raison valable, ordonner que ce document soit tenu pour authentique sans certification, ou en permettre la preuve par un simple sommaire attesté, avec ou sans certification.	15	Discretion judiciaire: documents étrangers
Subscribing witness' testimony unnecessary: exception	49. The testimony of a subscribing witness is not necessary to authenticate a writing unless required by the laws of the jurisdiction whose laws govern the validity of the writing.	20	49. L'authentification d'un écrit ne requiert pas la déposition du témoin instrumentaire, à moins que la loi du lieu régissant la validité de l'écrit ne l'exige.	20	Déposition du témoin instrumentaire

TITLE V

METHODS OF ESTABLISHING FACTS

PART I GENERAL

How facts established	50. Facts may be proved by the testimony of witnesses or real evidence, or they may be admitted by the parties, or be inferred, presumed or judicially noticed.	25
-----------------------	---	----

PART II WITNESSES

General

Affirmation	51. Before testifying, every witness shall affirm: "I promise to tell the truth. I am aware that if I tell a lie or wilfully mislead the court I am liable to be prosecuted."	30
-------------	--	----

Instructions by judge	52. The judge may give instructions to any witness whenever he considers it advisable to ensure that the witness understands the obligation to tell the truth.	35
-----------------------	--	----

TITRE V

MODES DE PREUVE

CHAPITRE I GÉNÉRALITÉS

50. La preuve des faits peut se faire par témoins, par écrit, par la présentation d'une preuve matérielle, par l'aveu des parties, par présomptions, déductions ou connaissance d'office.	25	Établissement des faits
---	----	-------------------------

CHAPITRE II LA PREUVE PAR TÉMOINS

Généralités

51. Avant de rendre témoignage, un témoin doit déclarer: «Je promets de dire la vérité. Je sais que je suis passible de poursuites judiciaires si je mens ou si je trompe volontairement le tribunal».	30	Affirmation solennelle
---	----	------------------------

52. Le juge peut, le cas échéant, donner à une personne les explications pour s'assurer qu'elle comprend bien l'obligation de dire la vérité.	35	Explications
---	----	--------------

Witnesses must have personal knowledge

53. A witness other than an expert witness may not testify to a matter unless sufficient evidence is introduced to support a finding that he has personal knowledge of the matter, and such evidence may be given by the witness himself or otherwise.

53. Nul, sauf le témoin expert, ne peut rendre témoignage avant qu'une preuve suffisante n'ait été fournie, démontrant qu'il a bien eu connaissance personnelle des faits. 5 Cette preuve peut être faite, entre autres 5 façons, par le témoin lui-même.

Connaissance personnelle du témoin

Interpreters and translators

54. A person who serves as an interpreter or translator is subject to all the provisions of this Code relating to witnesses, except that, instead of promising in his affirmation to tell 10 the truth, he shall promise to make a true interpretation or translation.

54. L'interprète et le traducteur sont soumis à l'ensemble des dispositions du présent Code relatives à la preuve par témoins. 10 Toutefois, au lieu de promettre de dire la 10 vérité, ils doivent promettre, selon le cas, d'interpréter ou de traduire fidèlement.

Interprète et traducteur

Competence and Compellability

General rule of compellability

55. Every person is competent and compellable to testify to any matter, except as provided in this Part or any other Act.

Aptitude à témoigner et contraignabilité

55. Sous réserve des dispositions de la loi, toute personne est apte à témoigner en justice 15 sur toute question et peut être contrainte de le 15 faire.

Aptitude à témoigner: règle générale

Incompetency of judge and juror

56. (1) The presiding judge and a member of a jury sworn and empanelled in a trial may not testify at that trial.

56. (1) Un juge ne peut rendre témoignage dans le cours du procès qu'il préside. Un juré ne peut rendre témoignage dans le cours du procès pour les fins duquel il a été assermenté. 20

Inaptitude du juge et des jurés

Verdict not impeachable

(2) A person who was a member of a jury may not give evidence in a proceeding to inquire into the validity of the verdict of that jury.

(2) Aucun juré ne peut, dans une instance portant sur la validité d'un verdict, témoigner sur celui-ci.

Témoignage d'un juré à l'encontre d'un verdict

Accused not compellable, but comment permitted

57. The accused in a criminal proceeding cannot be compelled to be a witness, but the judge, prosecutor and defence counsel may 25 comment on his failure to testify and the trier of fact may draw all reasonable inferences therefrom.

57. L'accusé, dans une instance criminelle, ne peut être contraint de rendre témoignage. 25 Le juge, la poursuite et la défense peuvent cependant commenter le fait qu'il n'ait pas témoigné et l'arbitre des faits peut en tirer toute conclusion raisonnable.

Non-contraignabilité de l'accusé

Marital, family, etc. exception

58. In a criminal proceeding, a person who is related to the accused by family or similar 30 ties is not compellable to be a witness for the prosecution if, having regard to the nature of the relationship, the probable probative value of the evidence and the seriousness of the offence charged, the need for a person's testimony is outweighed by the possible disruption of the relationship or the harshness of compelling the person to testify.

58. Une personne qui est liée à l'accusé par 30 un lien familial ou analogue, ne peut être contrainte par la poursuite dans une instance criminelle de rendre témoignage si, eu égard à la nature de la relation entre ces deux personnes, à la valeur probante attendue de son 35 témoignage et à la gravité de l'infraction, il ressort que le danger d'une rupture possible de cette relation ou la rigueur de la contrainte à exercer l'emportent sur la nécessité d'obtenir son témoignage.

Relations familiales, non-contraignabilité

40

Manner of Questioning Witnesses

Parties' responsibility

59. (1) Subject to this section, the parties to a proceeding have the responsibility of pre- 40

Interrogatoire des témoins

59. (1) Sous réserve des dispositions du présent article, c'est aux parties au litige que

Présentation de la preuve par les parties

senting the evidence and examining the witnesses.

revient la tâche de présenter la preuve et d'interroger les témoins.

Control by judge

(2) The judge shall exercise reasonable control over the presentation of evidence and the examination of witnesses so as to make them effective for the ascertainment of the truth, to avoid needless consumption of time, and to protect witnesses from harassment or undue embarrassment.

(2) Le juge doit assurer un contrôle raisonnable de la présentation de la preuve et de l'interrogatoire des témoins, de façon à promouvoir efficacement la découverte de la vérité, à éviter des délais inutiles et à mettre les témoins à l'abri des harcèlements et des tracasseries.

Contrôle judiciaire

Examination by judge

(3) The judge may exceptionally call, recall or examine a witness to clarify or elicit evidence if this appears essential to the just determination of the proceedings.

(3) Le juge peut, exceptionnellement, si la chose paraît essentielle à la juste détermination du litige, entendre ou interroger lui-même un témoin pour clarifier ou élucider la preuve.

Pouvoirs du juge

Leading questions of party's witness

60. (1) A party calling a witness shall not ask him leading questions unless they relate to introductory or undisputed matters or are necessary to elicit the testimony of the witness, or unless it becomes apparent that the witness desires to give only such answers as he believes will be damaging to the party's case.

60. (1) La partie qui interroge son témoin ne peut lui poser de questions suggestives que sur des faits préliminaires ou non contestés, ou que si la chose est nécessaire pour expliquer le témoignage. Elle peut également le faire s'il appert que le témoin entend donner seulement des réponses qu'il considère dommageables aux intérêts de la partie qui l'a assigné.

Questions suggestives au témoin de la partie

Leading questions by adverse party

(2) A party who is examining a witness called by another party may ask him leading questions unless it becomes apparent that the witness desires to give only such answers as he believes will help the case of the party asking the questions.

(2) La partie qui interroge le témoin d'une autre partie peut lui poser des questions suggestives à moins que, selon toute apparence, il entende donner seulement des réponses qu'il considère favorables aux intérêts de la partie qui l'interroge.

Questions suggestives aux témoins de la partie adverse

"Leading question" defined

(3) "Leading question" means a question that suggests the answer the examining party desires.

(3) On entend par «question suggestive», la question qui suggère la réponse souhaitée par la partie qui interroge le témoin.

Définition

Refreshing memory

61. (1) A party may put to a witness any question, or use any writing, object or other means of refreshing his memory if the witness is unable to recall fully a matter on which he is being examined and the question or other means will tend to refresh his memory rather than lead him into mistake or falsehood.

61. (1) Lorsqu'un témoin est incapable de se bien souvenir d'un fait, la partie qui l'interroge peut lui poser des questions ou utiliser un document, un objet ou d'autres moyens pour l'aider à se remémorer ce fait. Ces techniques doivent cependant être telles qu'elles contribuent à favoriser ce rappel et non à induire en erreur le témoin ou à l'inciter au mensonge.

Rappel à la mémoire du témoin

Adverse party's rights re matters used

(2) An adverse party is entitled to have produced at the hearing anything used by a witness, either before or while giving evidence, to refresh his memory, and to inspect it and cross-examine the witness about it, and to introduce in evidence those portions that relate to the evidence given by the witness.

(2) La partie adverse peut exiger la production d'un aide-mémoire utilisé par un témoin avant ou pendant son témoignage. Elle peut également procéder à l'inspection de cet aide-mémoire, contre-interroger le témoin à son sujet et introduire en preuve toute partie de celui-ci se rapportant au témoignage rendu.

Droit de la partie adverse: production d'aide-mémoire

Exclusion of witness

62. (1) The judge may, and at the request of a party shall, exclude from the courtroom

62. (1) Le juge peut exclure un témoin de la salle d'audience, de façon à l'empêcher d'en-

Exclusion des témoins

any witness to prevent him from hearing the testimony of other witnesses.

Exceptions:
party and
person whose
presence essen-
tial

(2) This section does not authorize the exclusion of a party to the action (and if a party is not a natural person, an officer or employee of such party designated by counsel for that party) or of a person whose presence is essential to the presentation of the case of one of the parties.

Prohibition to
discuss evidence

(3) The judge may order any person not to discuss evidence that has been given in a proceeding with a witness who has not testified, but this does not apply to discussions between an accused and his counsel and in a civil action between a party and his counsel.

Credibility

Impeaching
credibility

63. Any party, including the party calling him, may examine a witness and introduce other relevant evidence for the purpose of attacking or supporting his credibility, except as otherwise provided in this Code.

Character for
truthfulness

64. Evidence of a trait of a witness' character for truthfulness or untruthfulness is inadmissible to attack or support the credibility of the witness unless it is of substantial probative value.

Previous conviction:
witnesses

65. (1) Evidence of the conviction of a witness for a crime is inadmissible for the purpose of attacking his credibility if the witness has been pardoned for the crime or five years have elapsed from the day of his conviction or release from confinement for his most recent conviction of a crime, whichever is the later.

Accused's character

(2) In a criminal proceeding no evidence of the accused's character, including evidence that he has been convicted of a crime, is admissible for the sole purpose of attacking his credibility as a witness, unless he has first introduced evidence admissible solely for the purpose of supporting his credibility.

Examination re
prior statement

66. In examining a witness concerning a statement made by him on a previous occa-

tendre les autres témoignages. Le juge doit procéder à cette exclusion à la demande de l'une des parties.

(2) La règle prévue au paragraphe précédent ne permet pas cependant d'exclure de la salle d'audience l'une des parties du litige ou, lorsque cette partie est une personne morale, l'administrateur ou l'employé de celle-ci désigné par son conseiller juridique, non plus qu'une personne dont la présence est indispensable à la présentation de la cause d'une des parties.

(3) Le juge peut défendre à quiconque de discuter de la preuve présentée avec un témoin qui n'a pas encore été entendu. Cette règle ne s'applique pas cependant aux discussions qui peuvent intervenir entre l'accusé et son avocat, et, dans un procès civil, entre l'avocat et la partie.

Crédibilité des témoins

63. Sous réserve des exceptions prévues au présent Code, toute partie a le droit d'interroger un témoin ou de produire une autre preuve pertinente, dans le but d'attaquer ou de défendre la crédibilité de celui-ci.

64. Une preuve sur les tendances à la franchise ou au mensonge d'un témoin ne peut être admise pour attaquer ou défendre sa crédibilité, à moins d'avoir une valeur probante substantielle.

65. (1) La preuve de la condamnation criminelle d'un témoin ne peut être admise pour attaquer sa crédibilité, lorsqu'il y a eu pardon ou que cinq années se sont écoulées depuis la dernière en date de sa plus récente condamnation ou de sa libération.

(2) A moins que l'accusé lui-même n'ait, le premier, produit une preuve à seule fin de soutenir sa propre crédibilité comme témoin, aucune preuve de ses traits de caractère ne peut être admise au cours d'un procès criminel, dans l'unique but d'attaquer sa crédibilité comme témoin, même celle d'une condamnation pour un acte criminel.

66. Lors de l'interrogatoire d'un témoin sur une déclaration antérieure qu'il a faite, il n'est

Exceptions

Interdiction de
discuter de la
preuve

Attaque de la
crédibilité d'un
témoin

Tendance à la
franchise d'un
témoin

Preuve de condamnation
criminelle antérieure
d'un
témoin

Traits de caractère
de l'accusé

Déclaration
antérieure

sion, the statement need not be disclosed to him except as required by the judge.

Opportunity to explain prior extrinsic evidence or prior statement

67. The judge may exclude extrinsic evidence relevant to the credibility of a witness, such as matters indicating bias, interest, prejudice or character or that the witness has made a prior statement that is inconsistent with any part of his testimony, unless the witness has been given an opportunity to deny or explain such matters.

pas nécessaire de la lui divulguer, sauf si le juge l'exige.

67. Le juge peut exclure une preuve extrinsèque portant sur la crédibilité d'un témoin, et relative, par exemple, à ses penchants, à ses intérêts, à ses préjugés, à sa réputation ou à une contradiction entre son témoignage et une de ses déclarations antérieures, lorsque ce témoin n'a pas eu l'occasion de démentir ou d'expliquer ces faits.

Exclusion d'une preuve extrinsèque

Opinion and Expert Evidence

Opinions and inferences

68. A witness other than one testifying as an expert may not give an opinion or draw an inference unless it is based on facts perceived by him and is helpful to the witness in giving a clear statement or to the trier of fact in determining an issue.

Basis of opinion

69. The judge may require that a witness be examined with respect to the facts upon which he is relying before giving evidence in the form of an opinion or inference.

Opinion on ultimate issue

70. Testimony in the form of an opinion or inference otherwise admissible may be received in evidence notwithstanding that it embraces an ultimate issue to be decided by the trier of fact.

Testimony by experts

71. When scientific, technical or other specialized knowledge will assist the trier of fact to understand the evidence or to determine an issue, a witness qualified as an expert by knowledge, skill, experience, training or education may testify thereto in the form of an opinion or otherwise.

Bases of expert opinion

72. An expert witness may base an opinion or inference on any of the following:

Personal knowledge

(a) facts perceived by him;

Reports by others

(b) facts made known to him before the hearing, even if such facts are not admitted or admissible in evidence, so long as they are of a kind reasonably relied upon by

Témoignage d'expertise et d'opinion

68. Hormis l'expert, aucun témoin ne peut faire part de ses opinions ou de ses conclusions à moins qu'elles ne soient fondées sur des faits perçus par lui-même et qu'elles ne soient utiles soit à une narration claire des faits, soit à la solution par l'arbitre des faits d'un problème soulevé au cours du litige.

69. Le juge peut exiger qu'avant de faire part de son opinion ou de ses conclusions, un témoin soit interrogé sur les faits sur lesquels il s'appuie.

70. Le témoignage au cours duquel le témoin donne son opinion ou ses conclusions et qui est normalement admissible en preuve, peut être entendu même s'il porte sur un point litigieux relevant de l'appréciation finale de l'arbitre des faits.

71. Le témoin reconnu comme expert en raison de ses connaissances, de sa compétence, de ses expériences, de sa formation ou de son éducation, peut donner son opinion au cours de son témoignage lorsque l'information scientifique, technique ou spécialisée qu'il apporte est susceptible d'aider l'arbitre des faits à mieux comprendre la preuve, ou à résoudre un problème en litige.

72. Le témoin expert peut fonder son opinion ou ses conclusions:

a) sur les faits qu'il a perçus;

b) sur les faits qui lui ont été révélés avant l'audition, même s'ils ne sont pas d'ordinaire admissibles en preuve, du moment qu'ils appartiennent à la catégorie de ceux

Règle générale

Interrogatoire sur les fondements d'une opinion

Question finale

Témoignage d'expert

Fondements de l'opinion d'un expert

Faits perçus par lui

Faits provenant d'autre source

Hypothetical questions	experts in the field in forming opinions or inferences on the subject; and (c) facts admitted or to be admitted in evidence in the proceedings and assumed by the expert to be true for the purpose of giving the opinion or making the inference.	qui servent en général de base aux opinions et conclusions d'experts sur le sujet; c) sur les faits admis ou que l'on entend admettre en preuve dans le litige et dont il tient la véracité pour acquise dans le but précis de donner son opinion ou ses conclusions.	Questions hypothétiques
Notification of intent to call expert	73. A person shall not testify as an expert unless the party who intends to adduce the evidence has given reasonable notice to all other parties and furnished at the time of that notice that name, address and qualifications of the witness, the substance of the proposed testimony and a summary of the grounds for each opinion and inference proposed to be given.	73. La partie qui veut faire entendre un témoin expert doit donner un avis raisonnable aux parties en cause mentionnant le nom, l'adresse et les qualifications du témoin, ainsi que le contenu probable de son témoignage et un résumé des motifs à l'appui de chaque opinion ou conclusion que le témoin se propose de formuler.	Audition d'un témoin expert: avis aux parties
Court appointed expert	74. (1) The judge may, if he considers it desirable, appoint an independent expert who shall, if possible, be a person agreed upon by the parties.	74. (1) Le juge, s'il l'estime utile, peut nommer lui-même un expert indépendant. Celui-ci, si faire se peut, doit être agréé par les parties.	Expert indépendant
Instructions by judge	(2) The judge shall give the independent expert instructions regarding his duties, and these instructions shall, if possible, be agreed upon by the parties.	(2) Le juge doit donner à l'expert indépendant les directives utiles à l'exercice de ses fonctions. Ces directives, si faire se peut, doivent être approuvées par les parties.	Instructions du juge à l'expert indépendant
Manner of testifying	(3) The independent expert shall inform the judge and the parties in writing of his opinion, and may thereafter be called to testify by the judge or any party and be subject to examination by each party.	(3) L'expert indépendant doit soumettre une opinion écrite au juge et aux parties. Il peut, par la suite, être appelé comme témoin par le juge ou par les parties et être interrogé par elles.	Témoignage de l'expert indépendant
Compensation	(4) An independent expert is entitled to reasonable compensation in an amount to be determined by the judge, such compensation to be paid in criminal cases, from funds provided by law, and in civil cases, by the parties in such proportion and at such time as the judge directs.	(4) L'expert indépendant a droit à une rémunération raisonnable de ses services. Le montant en est fixé par le juge. En matières criminelles, cette rémunération est payée à même les deniers prévus par la loi. En matières civiles, les parties doivent payer ces sommes dans la proportion et au moment fixés par le juge.	Rémunération de l'expert indépendant

PART III REAL EVIDENCE

CHAPITRE III LA PREUVE ÉCRITE ET MATÉRIELLE

General

Généralités

General	75. (1) In considering any real evidence, the trier of fact may draw all reasonable inferences therefrom.	75. (1) L'arbitre des faits peut tirer les conclusions qu'il juge raisonnables de son appréciation de la preuve écrite et matérielle.	Règle générale
"Real evidence"	(2) "Real evidence" means anything submitted for examination by the trier of fact, such as writings, recordings, photographs, physical	(2) On entend par «preuve écrite et matérielle», tout ce qui est soumis à l'examen de l'arbitre des faits, tels les écrits, les enregistre-	Définition

objects, sites, the physical condition of persons and visual and auditory presentations.

ments, les photographies, les objets, les sites, l'état physique d'une personne et les manifestations visuelles ou auditives.

Proof of Contents of Writings, Recordings and Photographs

Preuve du contenu des écrits, enregistrements et photographies

Best evidence rule

76. The original is required to prove the contents of a writing, recording or photograph, except as otherwise provided in this Part or by any other Act.

76. Sous réserve des exceptions prévues par la loi, celui qui entend prouver le contenu d'un écrit, d'un enregistrement ou d'une photographie doit en produire l'original.

Règle de la meilleure preuve 5

Admissibility of duplicates

77. A duplicate is admissible to the same extent as an original unless a genuine question is raised as to the authenticity of the original, or in the circumstances it would be unfair to admit the duplicate in lieu of the original.

77. Le double est admissible en preuve au même titre que l'original, à moins que l'authenticité de l'original ne fasse l'objet d'une contestation sérieuse ou que, eu égard aux circonstances, la production du double à la place de l'original ne puisse être cause d'injustice.

Admissibilité d'un double 10

Admissibility of other evidence of contents

78. The original is not required to prove the contents of a writing, recording, or photograph if

78. Le contenu d'un écrit, d'un enregistrement ou d'une photographie peut, dans les cas suivants, être prouvé autrement que par la production de l'original:

Admissibilité d'autres preuves 15

Originals lost or destroyed

(a) all originals are lost or have been destroyed, unless the proponent lost or destroyed them in bad faith;

a) lorsque la perte ou la destruction de tous les originaux n'a pas été provoquée, de mauvaise foi, par la partie qui entend s'en servir;

Perte de l'original 20

Original unobtainable

(b) no original can be obtained by any available judicial process or procedure;

b) lorsque aucun moyen judiciaire ou procédural ne permet d'obtenir l'original;

Impossibilité de se procurer l'original

Original in possession of adverse party

(c) at a time when an original was under the control of the party against whom the evidence is offered, he was put on notice by the pleadings or otherwise that the contents would be a subject of proof at the hearing, and he does not produce the original at the hearing; or

c) lorsque la partie contre laquelle la preuve est offerte et qui était en possession de l'original, a été prévenue par les plaidoiries ou autrement que le contenu de celui-ci ferait l'objet d'une preuve à l'enquête et audition, et qu'elle refuse alors de le produire; ou

Possession de l'adversaire 25

Collateral matters

(d) the writing, recording, or photograph is not closely related to a controlling issue.

d) lorsque l'écrit, l'enregistrement ou la photographie n'a pas de relation causale directe avec un point important du litige.

Absence de relation causale 30

Public records

79. The contents of an official record or of a document recorded or filed as required by law, including data compilations, may be proved by copy, certified as correct in accordance with section 47 or testified to be correct by a witness who has compared it with the original, but if such a copy cannot be obtained by the exercise of reasonable diligence, then other evidence of the contents may be given.

79. Le contenu d'un registre officiel ou d'un document enregistré ou déposé, conformément aux dispositions de la loi, y compris une compilation quelconque de données, peut, sous réserve des règles générales d'admissibilité, être prouvé par la production d'une copie certifiée. La certification de cette copie par comparaison avec l'original doit être faite par témoin ou conformément aux dispositions de l'article 47. Toutefois, lorsqu'une copie n'en peut être obtenue, malgré diligence raisonnable, tout

Document public, registre officiel 35

Summaries

80. The contents of voluminous writings, recordings or photographs that cannot conveniently be examined in court may be presented in the form of a chart, summary, or calculation, but the originals or duplicates shall be made available for examination and copying by other parties at a reasonable time and place, and the judge may order that they be produced in court.

Testimony or written admission of party

81. Contents of writings, recordings or photographs may be proved by the testimony or deposition of the party against whom they are offered or by his written admission, without accounting for the nonproduction of the original.

Definitions
"Duplicate"**82.** In this Part

(a) "duplicate" means a counterpart produced by the same impression as the original, or from the same matrix, or by means of photography, including enlargements and miniatures, or by mechanical or electronic re-recording, or by chemical reproduction, or by other equivalent technique that accurately reproduces the original;

"Original"

(b) "original" when used in relation to a writing or recording means the writing or recording itself or any counterpart intended by a person executing or issuing it to have the same effect; when used in relation to a photograph includes the negative or any print therefrom; and when used in relation to data stored in a form readily accessible to a computer or similar device, includes any printout or other output readable by sight, shown to reflect the data accurately;

"Photograph"

(c) "photograph" includes still photographs, x-ray films, and motion pictures; and

"Writings",
"recordings"

(d) "writings" and "recordings" mean letters, words, or numbers, or their equivalent, set down by handwriting, typewriting, printing, photostating, photographing, magnetic impulse, mechanical or electronic recording, or other form of data compilation.

autre moyen de preuve est admissible pour établir le contenu de ce registre ou document.

80. Le contenu de photographies, d'écrits ou d'enregistrements volumineux, qui ne peuvent commodément être examinés en cour, peut être présenté sous forme de diagrammes, de résumés ou de calculs. Toutefois, les originaux ou leurs copies doivent être mis à la disposition des autres parties pour examen et transcription en un lieu et à un moment adéquats. Le juge peut également ordonner qu'ils soient produits en cour.

Résumé d'écrits volumineux

Preuve du contenu d'un écrit, etc.

Définitions
Double

82. Aux fins du présent chapitre,

a) on entend par «double» le duplicata issu d'une même impression que l'original ou provenant d'une même matrice. Ce mot désigne aussi le duplicata produit par photographie, y compris les agrandissements et miniaturisations, celui produit par enregistrement mécanique ou électronique, par reproduction chimique, ou par un autre procédé équivalent, propre à assurer une reproduction fidèle de l'original.

b) on entend par «original» d'un écrit ou d'un enregistrement, l'écrit ou l'enregistrement lui-même ou toute autre reproduction destinée à produire le même effet que ceux-ci par celui qui les rédige ou les fait. L'«original» d'une photographie comprend le négatif et un tirage de celui-ci. L'«original» de l'information entrée sous une forme facilement repérable par un ordinateur ou une autre machine semblable, comprend les feuillets imprimés et les autres documents lisibles, qui reflètent fidèlement lesdites données.

c) on entend aussi par «photographie» le film provenant d'un appareil de photographie ou d'une caméra, ainsi que le film d'une radiographie.

d) on entend par «écrit» et «enregistrement» les lettres, mots, chiffres ou leurs équivalents manuscrits, dactylographiés, imprimés, photostatés, photographiés ou reproduits par

Photographie

Écrit et enregistrement

PART IV JUDICIAL NOTICE

"Judicial notice" defined

83. "Judicial notice" means use of a fact or matter not proved according to the ordinary rules governing the presentation and admission of evidence.

Facts generally known

84. (1) Judicial notice shall be taken of facts that are so generally known that they cannot be the subject of reasonable dispute.

Facts generally known in jurisdiction and facts readily determined

(2) Judicial notice may be taken of facts that are generally known within the territorial jurisdiction of the trial court that they cannot be the subject of reasonable dispute and of facts capable of accurate and ready determination by resort to sources whose accuracy respecting such facts cannot reasonably be questioned.

Facts noticed in determining law

(3) Judicial notice may be taken of any fact in determining the law or the constitutional validity of a statute.

Constitutional, statutory and decisional law

85. (1) Judicial notice shall be taken of:

(a) the constitutional, statute (whether public or private) and decisional law of Canada or any province;

Constitutional international law

(b) customary international law and treaties that apply to Canada; and

Matters published in official gazettes

(c) any matter published in the *Canada Gazette* or the official gazette of any province.

(2) Judicial notice may be taken of the following matters:

Statutory instruments

(a) statutory instruments and the official record of the proceedings of a federal, provincial or municipal body of a legislative, executive or judicial nature; and

Foreign law

(b) the law of other countries and of their political subdivisions.

Where judge cannot determine foreign law

(3) If the judge is unable to determine the law of another country or a political subdivision thereof, he may either apply the relevant law of Canada and the province where the court is sitting or dismiss the action.

impulsion magnétique, enregistrement mécanique ou électrique, ainsi que toute autre forme de compilation de données.

CHAPITRE IV LA CONNAISSANCE D'OFFICE

83. La «connaissance d'office» permet l'utilisation d'un fait qui n'a pas été établi conformément aux règles de la présentation et de l'admissibilité de la preuve.

Connaissance d'office

84. (1) On doit prendre connaissance d'office de tout fait d'une connaissance si notoire qu'il ne saurait raisonnablement être contesté.

Fait notoire

(2) On peut prendre connaissance d'office de tout fait d'une connaissance si notoire, dans les limites de la juridiction du tribunal, qu'il ne saurait raisonnablement être contesté. On peut également prendre connaissance d'office de tout fait qui peut être constaté rapidement et avec exactitude par référence à des sources dont on ne saurait raisonnablement mettre en doute la sûreté.

Fait notoire dans les limites de la juridiction du tribunal

(3) On peut prendre connaissance d'office de tout fait dans la détermination de la loi ou de la validité constitutionnelle d'un statut.

85. (1) On doit prendre connaissance d'office:

Droit constitutionnel et législation publique et privée

a) du droit constitutionnel, de la législation publique et privée et du droit jurisprudentiel canadien et provincial;

b) du droit international coutumier et des traités s'appliquant au Canada;

Droit international coutumier

c) du contenu de gazettes officielles, canadienne et provinciales.

Contenu des gazettes officielles

(2) On peut prendre connaissance d'office:

a) des textes réglementaires et des délibérations officiellement consignées d'un organe législatif, exécutif ou judiciaire relevant d'un organisme fédéral, provincial ou municipal;

Textes réglementaires et délibérations officielles

b) du droit d'un pays étranger ou de l'une de ses subdivisions politiques.

Droit étranger

(3) Le juge qui est dans l'impossibilité de déterminer le droit d'un pays étranger peut soit renvoyer l'action, soit décider du litige à partir du droit canadien et du droit de la province où il siège.

Détermination par le juge, application du droit canadien

Judicial notice
on request

86. (1) Judicial notice shall be taken of a matter referred to in section 83(2) or section 84(2) if a party requests the judge to do so and gives each adverse party sufficient notice to enable him to prepare to meet the request and furnishes the judge with sufficient information to enable him to comply with it.

Sources to be
consulted in
taking judicial
notice

(2) In determining the propriety of taking judicial notice of a matter or in determining a matter to be judicially noticed, the judge may consult and use any source of pertinent information, whether or not furnished by a party.

Party to be
afforded oppor-
tunity to be
heard re judicial
notice, and
source of knowl-
edge to be
revealed

(3) If the judge has been requested or proposes to take, or has taken judicial notice of a matter referred to in section 83(2) or section 84(2), he shall, if requested, afford each party reasonable opportunity to make representations regarding the matter and as to the propriety of taking judicial notice, and if the judge resorts to any source of information, including the advice of persons learned in the matter, that is not received in open court, that information and its source shall be made a part of the record in the proceedings and the judge shall, if requested, afford each party reasonable opportunity to make representations respecting the validity of that information.

Judge to
instruct jury to
take judicial
notice

(4) If a matter that would otherwise have been for determination by the jury is judicially noticed, the trial judge shall instruct the jury to accept as a fact the matter so noticed.

When judicial
notice may be
taken

(5) Judicial notice may be taken at any stage of the proceedings.

TITLE VI

APPLICATION

General applica-
tion

87. (1) This Code applies to all criminal proceedings, to all proceedings before the Federal Court of Canada, and to all proceedings before the Supreme Court of Canada other than appeals from proceedings not governed by this Code.

Demande de
connaissance
d'office

86. (1) On doit prendre connaissance d'office des faits mentionnés aux articles 83(2) et 84(2) sur demandes d'une des parties au juge. Cette partie doit cependant donner à la partie adverse un avis suffisant lui permettant de contester la demande, et fournir au juge les éléments d'information nécessaires à cette prise de connaissance d'office.

Sources consul-
tées

(2) Lorsqu'il doit décider, soit de l'opportunité de prendre connaissance d'office, soit des faits qui doivent faire l'objet de cette connaissance, le juge peut puiser à toutes les sources susceptibles de lui procurer des renseignements pertinents même si elles ne lui ont pas été fournies par l'une des parties.

Représentations
et droits des
parties

(3) Avant de prendre connaissance d'office des faits mentionnés aux articles 83(2) et 84(2), le juge doit, sur demande, donner à chaque partie la possibilité de faire des représentations sur ces faits et sur l'opportunité de prendre connaissance d'office. Lorsque le juge utilise à cette fin des renseignements non divulgués à l'audience, tel l'avis de spécialistes, ces renseignements et leur source doivent être consignés au dossier. Le juge doit de plus, sur demande, permettre aux parties de faire des représentations sur la valeur de ces renseignements.

Connaissance
judiciaire du
jury

(4) Le juge doit ordonner au jury d'accepter comme prouvé tout fait qui aurait dû être laissé à l'appréciation du jury, s'il n'était pas tombé sous connaissance d'office.

Règle générale

(5) On peut prendre connaissance d'office d'un fait à toute étape de la procédure.

TITRE VI

APPLICATION DU CODE

Application
Règle générale

87. (1) Les dispositions du présent Code s'appliquent aux instances criminelles ainsi qu'aux instances évoquées devant la cour fédérale et devant la Cour Suprême du Canada. Sont exclus toutefois, dans ce dernier cas, les appels des instances qui ne sont pas elles-mêmes régies par le présent Code.

Application to preliminary facts, judicial notice, certain criminal proceedings

(2) Only sections 4 and 5 (the general rules of relevancy and exclusion) and sections 32 to 45 (the rules dealing with privileges) apply to the determination of preliminary facts under section 7(1), to the determination of the propriety of taking judicial notice or of a matter to be judicially noticed, and to criminal proceedings to determine sentence, granting of discharge, issuance of summonses and warrants, release on bail or otherwise, or granting or revoking probation.

Application to other hearings, inquiries, etc.

88. Sections 4 and 5 (the general rules of relevancy and exclusion) and sections 32 to 45 (the rules dealing with privileges) apply to every investigation, inquiry, hearing arbitration or fact-finding procedure governed by the law of Canada, and in applying these rules the presiding officer shall have the powers given to the judge by this code.

Rule in *Hodge's case* abrogated

89. For greater certainty, it is hereby provided that

(a) the rule of law known as the rule in *Hodge's case* is abrogated; and

Corroboration not required

(b) every rule of law that requires the corroboration of evidence as a basis for a conviction or that requires that the jury be warned of the danger of convicting on the basis of uncorroborated evidence is abrogated.

Repeal
R.S.C., c. E-10

90. The following provisions are repealed:

(a) the *Canada Evidence Act*, chapter E-10 of the Revised Statutes of Canada, 1970;

R.S.C., c. C-34, ss. 47(2), 123, 139(1), 195(3), 256(2), 586

(b) sections 47(2), 123, 139(1), 195(3), 256(2) and 586 of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970;

C. 10, s. 41 (2nd Supp.)

(c) section 41 of the *Federal Court Act*, chapter 10 (2nd Supp.) of the Revised Statutes of Canada, 1970; and

(2) Seules les dispositions des articles 4 et 5 concernant les règles de pertinence et d'exclusion, et celles des articles 32 à 45 concernant le droit au secret, s'appliquent aux instances portant sur la détermination des faits préliminaires prévus à l'article 7(1). Il en est de même des instances portant sur la nécessité de prendre connaissance d'office, sur la détermination des faits dont on peut prendre connaissance d'office, et de la procédure criminelle touchant la détermination des sentences, l'octroi d'une libération, l'émission de sommations et de mandats, la remise en liberté sous cautionnement ou sous autres formes et l'octroi ou la révocation d'une ordonnance de probation.

Application. Règles particulières

88. Les dispositions des articles 4 et 5, portant sur les règles de pertinence et d'exclusion, et des articles 32 à 45, concernant le droit au secret, s'appliquent aux procédures d'enquête judiciaire, arbitrales ou autres, tombant sous l'autorité des lois du Canada. A cet effet, celui qui est chargé de l'application de ces règles possède tous les pouvoirs conférés au juge par le présent Code.

Application aux procédures d'enquête et d'arbitrage

TITLE VII

ABROGATION AND REPEAL

TITRE VII

ABROGATION

89. Pour plus de certitude, il est décidé:

a) qu'est abolie la règle de droit connue sous le nom de la règle de l'arrêt *Hodge*;

b) que sont abolies toutes les règles de droit posant la nécessité de corroborer un élément de preuve pour rendre un verdict de culpabilité, obligeant à mettre le jury en garde contre le danger de rendre un verdict de culpabilité sur la base d'une preuve non corroborée.

25 Abrogation de la règle de l'arrêt *Hodge*

Abrogation de la nécessité d'une corroboration et de la mise en garde au jury

90. Les dispositions législatives suivantes sont abrogées:

a) La *Loi sur la preuve au Canada*, chapitre E-10 des Statuts Révisés du Canada de 1970;

b) Les articles 47(2), 123, 139(1), 195(3), 256(2) et 586 du *Code Criminel*, chapitre C-34 des Statuts Révisés du Canada de 1970;

35 Abrogations législatives

S.R.C. 1970 ch. E-10

S.R.C. 1970 ch. 34, art. 47 (2), art. 139(1), 195(3), 256, 585

R.S., c. J-3,
s. 19

(d) section 19 of the *Juvenile Delinquents Act*, chapter J-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970.

c) L'article 41 de la *Loi sur la Cour fédérale*, chapitre 10 (2^e Supplément) des Statuts Révisés du Canada de 1970; et

d) L'article 19 de la *Loi sur les jeunes délinquants*, chapitre J-3 des Statuts Révisés du Canada de 1970.

S.R.C. (2^e
Supp.) 1970 ch.
10, art. 41

S.R.C. 1970 ch.
5 J-3, art. 19

CONTENTS

PLAN

	Sections		Articles
TITLE I — GENERAL PRINCIPLES.....	1— 5	TITRE I — PRINCIPES GÉNÉRAUX	1— 5
PART I — PURPOSE AND CONSTRUCTION....	1— 3	CHAPITRE I — BUT ET INTERPRÉTATION DU CODE	1— 4
PART II — GENERAL RULES	4— 5	CHAPITRE II — DISPOSITIONS GÉNÉRALES....	4— 5
TITLE II — DECISION-MAKING POWERS RESPECTING EVIDENCE ..	6—11	TITRE II — COMPÉTENCE DÉCI- SIONNELLE EN MATIÈRE DE PREUVE	6-11
TITLE III — BURDENS OF PROOF AND PRESUMPTIONS	12—14	TITRE III — FARDEAUX DE PREUVE ET PRÉSUMPTIONS.....	12—14
PART I — BURDENS OF PROOF	12—13	CHAPITRE I — LES FARDEAUX DE PREUVE	12—13
PART II — PRESUMPTIONS	14	CHAPITRE II — LES PRÉSUMPTIONS	14
TITLE IV — SPECIFIC RULES RESPECT- ING ADMISSIBILITY.....	15—48	TITRE IV — RÈGLES PARTICULIÈRES À L'ADMISSIBILITÉ DES PREUVES.....	15—48
PART I — EXCLUSIONARY RULES	15—45	CHAPITRE I — RÈGLES D'EXCLUSION DE LA PREUVE	15—45
Exclusion Because of Manner Evidence Obtained	15—16	Preuves exclues en raison des méthodes d'obten- tion	15—16
Exclusion of Certain Circum- stantial Evidence	17—45	Exclusion de certaines preuves circonstanciées	17—45
Character and Disposition	17—20	Preuve de traits de caractère	17—20
Preventive Actions	21—23	Mesures préventives	21—23
Compromises	24—26	Transactions et compromis	24—26
Hearsay	27—31	Le ouï-dire.....	17—31
Privileges	32—45	Le droit au secret	32—45
General	32—37	Dispositions générales.....	32—27
Particular Privileges	38—45	Dispositions particulières	38—45
PART II — AUTHENTICATION AND IDEN- TIFICATION.....	46—48	CHAPITRE II — AUTHENTIFICATION ET IDENTIFICATION	46—48

TITLE V — METHODS OF ESTABLISH- ING FACTS.....	49—85	TITRE V — MODES DE PREUVES	49—85
PART I — GENERAL	49	CHAPITRE I — GÉNÉRALITÉS.....	49
PART II — WITNESSES.....	50—73	CHAPITRE II — LA PREUVE PAR TÉMOINS	50—73
General.....	50—73	Généralités	50—53
Competence and Compellabili- ty	54—57	Aptitude à témoigner et contraignabilité	54—57
Manner of Questioning Wit- nesses	58—61	Interrogatoire des témoins	58—61
Credibility	62—66	Crédibilité des témoins.....	62—66
Opinion and Expert Evidence..	67—73	Témoignage d'expertise et d'opinion	67—73
PART III — REAL EVIDENCE	74—81	CHAPITRE III — LA PREUVE DOCUMENTAIRE ET MATÉRIELLE	74—81
General.....	74	Généralités	74
Proof of Contents of Writings, Recordings and Photo- graphs.....	75—81	Preuve du contenu des écrits, enregistrements et photographies	75—81
PART IV — JUDICIAL NOTICE	82—85	CHAPITRE IV — LA CONNAISSANCE D'OFFICE	82—85
TITLE VI — APPLICATION	86—87	TITRE VI — APPLICATION DU CODE	86—87
TITLE VII —ABROGATION AND REPEAL	88—89	TITRE VII — ABROGATION	88-89

C-424

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-424

An Act to amend the Olympic Act
(authorization)

First reading, January 28, 1976

MR. JOYAL

C-424

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75-76

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-424

Loi modifiant la Loi sur les Jeux olympiques
(autorisation)

Première lecture, le 28 janvier 1976

M. JOYAL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-424

BILL C-424

An Act to amend the Olympic Act
(authorization)

Loi modifiant la Loi sur les Jeux olympiques
(autorisation)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1973-74, c. 31

Paragraph 10(1)(a) of the *Olympic (1976) Act* is repealed and the following substituted therefor:

L'alinéa 10(1)a) de la *Loi sur les Jeux olympiques de 1976* est abrogé et remplacé par ce 5

1973-74, c. 31

qui suit:

"(a) for the Olympic Corporation, its agent or any other person designated in an order of the Governor in Council to conduct and manage, in accordance with such regulations as may be made by the Governor in Council, a lottery scheme in a province during any period approved for its conduct and management by the lieutenant governor in council, if the proceeds from the lottery scheme are used for the purpose of providing financial assistance for the Olympic and for the development of amateur sport in that province; and"

«a) La Société des Jeux olympiques, son agent ou toute autre personne désignée dans une ordonnance du gouverneur en conseil peut, conformément aux règlements établis par ce dernier, conduire et administrer un système de loterie dans une province au cours d'une période pour laquelle le lieutenant-gouverneur en conseil en a approuvé la conduite et l'administration, si les produits de ce système de loterie sont affectés à l'aide financière des Jeux olympiques et à la promotion du sport amateur dans cette province; et»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to extend to other persons the authority given to the Olympic Corporation to set up an Olympic lottery after the termination of the Corporation's operations.

Other changes to the wording are consequential to the addition of the underlined words and in no way change the meaning of the existing provision.

Paragraph 10(1)(a) at present reads as follows:

"(a) for the Olympic Corporation to cause a lottery scheme to be conducted and managed by the Corporation or by its agent, in accordance with such regulations as may be made by the Governor in Council in that behalf, in a province during any period approved by the lieutenant governor in council of that province for the conducting and managing of the lottery scheme in that province if the proceeds from the lottery scheme are used for the purpose of providing financial assistance for the Olympic and for the development of amateur sport in that province; and"

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à étendre à d'autres personnes l'autorisation donnée à la Société des Jeux olympiques d'organiser une loterie des Jeux olympiques lorsque la Société aura cessé ses activités.

Les autres changements au texte découlent de l'insertion des mots soulignés et ne modifient en rien le sens de la disposition actuelle.

Voici le texte actuel de l'alinéa 10(1)a):

"a) la Société des Jeux olympiques peut, conformément aux règlements qui peuvent être établis à cette fin par le gouverneur en conseil, conduire et administrer elle-même ou faire conduire et administrer par un agent un système de loterie dans une province au cours d'une période pour la durée de laquelle le lieutenant-gouverneur en conseil de cette province a approuvé la conduite et l'administration de ce système de loterie dans cette province, si les produits de ce système de loterie sont affectés à l'aide financière des Jeux olympiques et à la promotion du sport amateur dans cette province; et"

C-425

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-425

An Act respecting the cancellation of credit card
purchases

First reading, January 30th, 1976

C-425

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75-76

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-425

Loi concernant l'annulation d'achats effectués à l'aide de
cartes de crédit

Première lecture, le 30 janvier 1976



MR. REYNOLDS

M. REYNOLDS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-425

BILL C-425

An Act respecting the cancellation of credit
card purchases

Loi concernant l'annulation d'achats effectués
à l'aide de cartes de crédit

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1. This Act may be cited as the *Credit Card
Purchase Cancellation Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le
5 titre: *Loi sur l'annulation d'achats effectués à
l'aide de cartes de crédit*.

2. In this Act

2. Dans la présente loi,

"credit card
transaction"

"credit card transaction" means a trans-
action in which goods or services are
rented or purchased from a supplier by
the tendering of a credit card by the 10
lessee or purchaser;

"opération faite à l'aide d'une carte de
crédit" désigne une opération où le loca-
taire ou l'acheteur loue ou achète des 10
biens ou des services à un fournisseur en
lui présentant une carte de crédit;

Opération faite
à l'aide d'une
carte de crédit

"unsatisfactory
transaction"

"unsatisfactory transaction" means a
credit card transaction which has not sat-
isfied the lessee or purchaser with regard
to the quality or quantity of the goods or 15
services received.

"opération insatisfaisante" désigne une
opération faite à l'aide d'une carte de
crédit où le locataire ou l'acheteur est 15
insatisfait de la qualité ou de la quantité
des biens ou des services reçus.

Opération insa-
tisfaisante

Application
R.S. 1970 c.
C-32;
R.S. 1970 c. B-1

3. This act shall apply to credit card trans-
actions involving the use of a credit card issued
on behalf of a company incorporated under
the authority of the *Canada Corporations Act*, 20
or on behalf of any bank chartered under the
authority of the *Bank Act*.

3. La présente loi s'applique aux opérations
faites à l'aide d'une carte de crédit où l'on se
sert d'une carte de crédit émise au nom d'une 20
corporation constituée sous l'autorité de la *Loi
sur les corporations canadiennes* ou au nom
d'une banque à charte créée sous l'autorité de
la *Loi sur les banques*.

Application
S.R. 1970, c.
C-32;
S.R. 1970, c.
B-1

Money paid to
issuer recover-
able

4. Subject to the limitations contained in
section 5, the issuer of a credit card shall be
subject to claims for the return to the credit 25
card holder of monies paid by such holder to
the said issuer in respect of a credit card
transaction if:

4. Sous réserve de la limitation prévue à 25
l'article 5, le détenteur d'une carte de crédit
peut réclamer en justice à l'émetteur de la
carte la somme par lui versée à ce dernier pour
régler une opération faite à l'aide de la carte
de crédit

L'argent versé à
l'émetteur est
recouvrable

(a) the credit card holder has made an
attempt in good faith to resolve satisfactori- 30

EXPLANATORY NOTE

This bill will make it possible for dissatisfied consumers to take action against the issuer of a credit card for the recovery of money paid to a supplier for goods or services which are unsatisfactory and which have been paid for by credit card. The Act would apply in respect of credit cards issued by federally-incorporated companies and banks for amounts over fifty dollars.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill permettra aux consommateurs insatisfaits de poursuivre en justice l'émetteur d'une carte de crédit pour recouvrer l'argent versé à un fournisseur pour des biens ou des services dont ils ne sont pas satisfaits et qu'ils ont payés à l'aide d'une carte de crédit. La loi s'appliquerait aux sommes supérieures à cinquante dollars pour toutes les cartes de crédit émises par des corporations ou des banques constituées en vertu de lois fédérales.

ly a disagreement arising from an unsatisfactory transaction, and

(b) the amount of such transaction exceeds \$50.00.

Limitation on
recovery

5. The amount claimed as due to be returned to the credit card holder may not exceed the amount of money charged to the holder by the issuer for the transaction, and any late charges, finance charges or other charges charged to the holder in relation to the transaction.

a) si la détenteur de la carte de crédit a de bonne foi tenté de régler un désaccord dû à une opération insatisfaisante, et

b) si le montant de l'opération dépasse \$50.

5. Le montant réclamé comme devant être restitué au détenteur de la carte de crédit ne peut dépasser la somme débitée au détenteur par l'émetteur pour l'opération augmentée de tous les frais de découvert, de financement ou autres débités au détenteur au sujet de l'opération.

5 Limitation du
recouvrement

C-426

C-426

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75-76

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-426

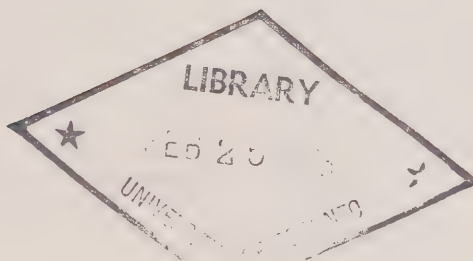
BILL C-426

An Act to amend the Income Tax Act

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

First reading, February 3, 1976

Première lecture, le 3 février 1976



MR. WOOLLIAMS

M. WOOLLIAMS

1st Session, 30th Parliament, 23-24-25 Elizabeth II,
1974-75-76

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24-25 Elizabeth II,
1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-426

BILL C-426

An Act to amend the Income Tax Act

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1970-72, c.63

Subsection 241(3) of the *Income Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

Le paragraphe 241(3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé et remplacé par ce qui suit:

1970-72, c.63

Idem

“(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of proceedings relating to the administration or enforcement of this Act.”

«(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas dans le cas de poursuites ayant trait à l'application ou à l'exécution de la présente loi.

Idem

10

EXPLANATORY NOTE

This Bill would repeal an exception in the *Income Tax Act* to the general rule that information obtained from private persons for income tax purposes is confidential, except for those purposes. In 1966 the Act was amended to provide that private information obtained in confidence by the Minister of National Revenue for income tax purposes could be used by the government in any criminal proceedings whatever, and against any persons as well as the person from whom the information was obtained.

The relevant portions of Section 241 at present read as follows:

241. (1) Except as authorized by this section, no official or authorized person shall

(a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any information obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act, or

(b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any book, record, writing, return or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act.

(2) Notwithstanding any other Act or law, no official or authorized person shall be required, in connection with any legal proceedings,

(a) to give evidence relating to any information obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act, or

(b) to produce any book, record, writing, return or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Act.

(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of criminal proceedings, either by indictment or on summary conviction, under an Act of the Parliament of Canada, or in respect of proceedings relating to the administration or enforcement of this Act.

(10) In this section,

(a) "official" means any person employed in or occupying a position of responsibility in the service of Her Majesty, or any person formerly so employed or formerly occupying a position therein;

(b) "authorized person" means any person engaged or employed, or formerly engaged or employed, by or on behalf of Her Majesty to assist in carrying out the purposes and provisions of this Act; and

(c) "court of appeal" has the meaning assigned by paragraphs (a) to (j) of the definition "court of appeal" in section 2 of the *Criminal Code*.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill abrogerait, dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*, une exception à la règle générale voulant que des renseignements fournis par des particuliers aux fins de l'impôt sur le revenu soient confidentiels, sauf à ces fins. Une modification apportée à la loi en 1966, permet au gouvernement d'utiliser des renseignements confidentiels obtenus par le ministre du Revenu national aux fins de l'impôt sur le revenu dans toute poursuite pénale et non seulement contre la personne qui a communiqué les renseignements mais aussi contre toute autre personne.

Voici le texte actuel des parties pertinentes de l'article 241:

241. (1) Sauf comme l'autorise le présent article, aucun fonctionnaire ni aucune personne autorisée ne doit

a) sciemment communiquer ni sciemment permettre que soit communiqué à quiconque un renseignement obtenu par le Ministre ou en son nom aux fins de la présente loi, ni

b) sciemment permettre à quiconque d'examiner tout livre, registre, écrit, déclaration ou autres documents obtenus par le Ministre ou en son nom aux fins de la présente loi, ou d'y avoir accès.

(2) Nonobstant toute autre loi, aucun fonctionnaire ni aucune personne autorisée ne doit être requise, dans le cas de procédures judiciaires

a) de témoigner relativement à quelque renseignement obtenu par le Ministre ou en son nom aux fins de la présente loi, ni

b) de produire quelque livre, registre, écrit, déclaration ou autres documents obtenus par le Ministre ou en son nom aux fins de la présente loi.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas en ce qui concerne les poursuites au criminel, sur acte d'accusation ou sur déclaration sommaire de culpabilité, en vertu d'une loi du Parlement du Canada, ou relativement à des poursuites ayant trait à l'application ou à l'exécution de la présente loi.

(10) Dans le présent article,

a) «fonctionnaire» signifie toute personne employée à une fonction de responsabilité ou occupant un tel poste au service de Sa Majesté, ou toute personne précédemment ainsi employée ou ayant précédemment occupé un tel poste;

b) «personne autorisée» signifie toute personne engagée ou employée, ou précédemment engagée ou employée, par Sa Majesté ou en son nom pour aider à la réalisation des objets de la présente loi et à l'application de ses dispositions; et

/c/ «cour d'appel» a le sens qu'attribuent à cette expression les alinéas /a/ à /j/ de l'article 2 du /Code criminel/.

241 XE
B56

C-427

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-427

An Act to amend the House of Commons Act and the
Canada Elections Act
(by-elections)

First reading, March 12, 1976

MR. DICK

C-427

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

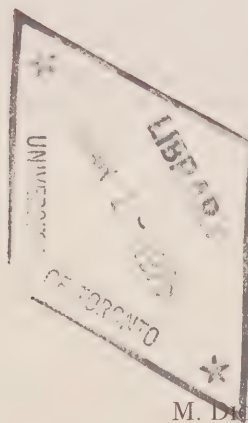
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-427

Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes et la
Loi électorale du Canada
(élections partielles)

Première lecture, le 12 mars 1976

M. DICK



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-427

Bill C-427

An Act to amend the House of Commons Act
and the Canada Elections Act (by-elections)

Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes
et la Loi électorale du Canada
(élections partielles)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. H-9

1. Subsection 13(1) of the *House of Commons Act* is repealed and the following substituted therefor:

Election writ to
issue within
sixty days

“13. (1) In the event of a vacancy occurring, a writ shall be issued within sixty days after the receipt by the Chief Electoral Officer of the warrant for the issue of a new writ for the election of a member of the House of Commons.”

R.S., c. 14 (1st
Supp)

2. Section 22 of the *Canada Elections Act* is amended by adding the following subsection immediately after subsection (2) thereof:

By-elections

“(2.1) At a by-election, the day upon which the poll is held shall be not later than sixty days after the day on which the writ is issued for the election of a member to the House of Commons.”

5 1. Le paragraphe 13(1) de la *Loi sur la Chambre des communes* est abrogé et remplacé 5
par ce qui suit:

S.R. c. H-9

«13. (1) Advenant une vacance, il doit être émis un bref dans les soixante jours qui suivent la réception, par le directeur général des élections, du mandat d'émission d'un nouveau bref d'élection d'un député à la Chambre des communes.»

Émission des
brefs d'élection
dans les
soixante jours

15 2. L'article 22 de la *Loi électorale du Canada* est modifié par l'insertion du paragraphe suivant immédiatement après le paragraphe (2):

S.R. c. 14 (1^{er}
supp.)

«(2.1) Lors d'une élection partielle, le scrutin doit avoir lieu dans les soixante jours de l'émission du bref d'élection d'un député à la Chambre des communes.»

Élection partielle

20

20

EXPLANATORY NOTES

The *House of Commons Act* provides that in the event of a vacancy in the House of Commons occurring a writ shall be issued within six months after the receipt by the Chief Electoral Officer of the warrant for the issue of a new writ for the election of a member to the House of Commons.

The *Canada Elections Act* provides that the Governor in Council shall fix the day upon which the poll shall be held at any election and that day shall be named in the writ of election.

The purpose of these amendments is to ensure that the basic democratic right of representation of electors in a constituency in the House of Commons by duly elected representatives is maintained as fully as possible, and that a minimum of time is allowed to elapse without proper democratic representation should a vacancy occur.

By these amendments a maximum of 120 days would pass between the receipt by the Chief Electoral Officer of the warrant for the issue of a new writ and the polling date of the by-election.

Subsection 13(1) of the *House of Commons Act* at present reads as follows:

“13. (1) In the event of a vacancy occurring, a writ shall be issued within *six months* after the receipt by the Chief Electoral Officer of the warrant for the issue of a new writ for the election of a member of the House of Commons.”

NOTES EXPLICATIVES

La *Loi sur la Chambre des communes* prévoit qu’advenant une vacance à la Chambre des communes, un bref doit être émis dans les six mois de la réception, par le directeur général des élections, du mandat d’émission d’un nouveau bref d’élection d’un député à la Chambre des communes.

La *Loi électorale du Canada* prévoit que le gouverneur en conseil fixe le jour de la tenue du scrutin à toute élection et que ce jour doit être mentionné dans le bref d’élection.

Ces amendements visent à faire respecter aussi intégralement que possible le droit fondamental qu’ont, en démocratie, les électeurs d’une circonscription de se faire représenter à la Chambre des communes par des représentants dûment élus, et à rendre la plus brève possible la période passée sans représentation démocratique appropriée, advenant une vacance.

Ces amendements prévoient un délai maximum de 120 jours entre la date de réception, par le directeur général des élections, du mandat d’émission d’un nouveau bref d’élection et la date du scrutin de l’élection partielle.

Voici le texte actuel du paragraphe 13(1) de la *Loi sur la Chambre des communes*:

«13. (1) Advenant une vacance, il doit être émis un bref dans les *six mois* qui suivent la réception, par le directeur général des élections, du mandat d’émission d’un nouveau bref d’élection d’un député à la Chambre des communes.»

C-428

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

C-428

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

Government
Publications

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-428

BILL C-428

An Act to amend the Senate and House of Commons Act

Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des
communes

First reading, March 23, 1976

Première lecture, le 23 mars 1976

MRS. HOLT

MME HOLT

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-428

BILL C-428

An Act to amend the Senate and House of
Commons Act

Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la
Chambre des communes

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *House of
Commons Anti-Nuisance Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le
5 titre: *Loi restreignant les obstructions à la Cham- 5*
bre des communes.

Titre abrégé

2. The *Senate and House of Commons Act* is
amended by adding immediately after section
37 thereof, the following section:

2. La *Loi sur le Sénat et la Chambre des
communes* est modifiée par l'insertion de l'arti-
cle suivant, immédiatement après l'article 37:

Deductions for
negatived dilato-
ry motions

“37.1 A deduction at the rate of one
hundred and nine dollars and eleven cents 10
(\$109.11) per minute shall be made from the
sessional allowance of a member of the
House of Commons for every minute or part
thereof during which division bells are
sounded in order to summon members to 15
decide any motion to adjourn the House, to
adjourn a debate or for reading the Orders
of the Day, which the member has proposed
and which is not adopted by the House.”

«37.1 Une déduction de cent neuf dollars 10
et onze cents (\$109.11) est faite sur l'indem-
nité de session d'un député pour toute
minute ou partie d'une minute pendant
laquelle la sonnerie se fait entendre pour
appeller les députés à se prononcer sur une 15
motion d'ajournement de la Chambre,
d'ajournement d'un débat ou de lecture de
l'ordre du jour proposée par le député et
rejetée par la Chambre.»

Déductions pour
motions dilatoi-
res rejetées

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the *Senate and House of Commons Act* to provide a disincentive for Members to attempt wanton delay and disruption of the House of Commons by proposing dilatory motions which they know to be unlikely to carry. According to the Main Estimates for 1976-77, it costs one hundred and nine dollars and eleven cents per minute to operate the House of Commons.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes* de façon à décourager les députés d'essayer de troubler ou de retarder sans motif les travaux de la Chambre en proposant des motions dilatoires tout en sachant qu'elles ont peu de chance d'être adoptées. Selon les prévisions du budget principal de 1976-1977, l'administration de la Chambre des communes coûte un peu plus de \$109.11 la minute.

C-429

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-429

An Act respecting the acquisition of land by
non-Canadians

First reading, March 30, 1976

MR. STOLLERY

C-429

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-429

Loi concernant l'acquisition de biens fonds par des
non-Canadiens

Première lecture, le 30 mars 1976

M. STOLLERY



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-429

BILL C-429

An Act respecting the acquisition of land by
non-Canadians

Loi concernant l'acquisition de biens fonds par
des non-Canadiens

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Foreign
Land Ownership Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le
5 titre: *Loi sur le droit des étrangers à la propriété* 5
foncière.

Definitions

2. (1) In this Act,
“land holding” means any interest in real
property situate in Canada, including
(a) any interest held under an agreement
to purchase or lease, and 10
(b) any interest held under an agreement
that may directly or indirectly vest the
title to real property, confer the right to
possession thereof, or confer any right or
control ordinarily accruing to an owner of 15
real property,
but not including
(c) any interest in mines or minerals or in
real property used for the purpose of
extracting, processing, storing or trans- 20
porting minerals, or
(d) any interest held as security for a
debt or other obligation;
“province” means the province or territory in
which a land holding is situate; 25
“total shore frontage”, in relation to a land
holding, means the sum of all segments of
natural shoreline which form a boundary, or
which are contained within the boundaries,
of the land holding. 30

Définitions

2. (1) Dans la présente loi,
«longueur totale en bordure du rivage» signifie,
lorsqu'il est question d'une propriété fon-
cière, la somme de tous les segments de 10
rivage qui délimitent la propriété ou qui se
trouvent à l'intérieur de ses limites;
«propriété foncière» désigne tout intérêt dans
des biens fonds situés au Canada, y compris
a) tout intérêt détenu en vertu d'un 15
accord d'achat ou de bail, et
b) tout intérêt détenu en vertu d'un
accord pouvant directement ou indirecte-
ment conférer le titre de propriété ou le
droit de possession de biens fonds ou tout 20
droit ou contrôle revenant ordinairement
à un propriétaire de bien fonds,
à l'exclusion de
c) tout intérêt dans des mines ou miné-
raux ou dans des biens fonds utilisés pour 25
l'extraction, le traitement, l'entreposage
ou le transport de minéraux, et
d) tout intérêt détenu en garantie d'une
créance ou d'un autre droit;
«province» désigne la province ou le territoire 30
où se trouve la propriété foncière.

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to prohibit the acquisition of land by persons who are not Canadian citizens or landed immigrants, except for residential and recreational uses up to a maximum of ten acres or for the purposes of a business permitted under the terms of the *Foreign Investment Review Act*. Persons now in possession of land within Canada would be affected only when they chose to dispose of it, at which point they would be obliged to find purchasers who qualify under the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à interdire l'acquisition de biens fonds par des personnes autres que des citoyens canadiens et des immigrants reçus, sauf à des fins de loisirs et de résidence, jusqu'à concurrence de dix acres, ou aux fins d'une entreprise autorisée aux termes de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*. Ceux qui possèdent actuellement des biens fonds au Canada ne seraient touchés que lorsqu'ils décideraient de les céder; ils devraient alors trouver des acheteurs remplissant les conditions prévues par la loi.

(2) In this Act, the expressions "Canadian business enterprise", "new business" and "non-eligible person" have the meanings assigned to them by section 3 of the *Foreign Investment Review Act*.

1973-74, c. 46

Prohibition

3. Notwithstanding section 24 of the *Canadian Citizenship Act*, no land holding may be acquired by a non-eligible person unless

- (a) the total land holdings of such person following the acquisition will not exceed ten 10 acres in area or have a total shore frontage exceeding one hundred feet, and the land holding is acquired for the personal use and enjoyment of such person, if an individual, or of its shareholders, if a corporation; 15
- (b) the land holding is used exclusively for the purposes of a Canadian business enterprise the acquisition of control of which by such person has been allowed under the *Foreign Investment Review Act*; or 20
- (c) the land holding is used exclusively for the purpose of a new business the establishment of which by such person has been allowed under the *Foreign Investment Review Act*. 25

Acquisitions by heirs, creditors

4. (1) A non-eligible person who acquires a land holding

- (a) by devise or by operation of the law of the province relating to intestate succession, or 30
- (b) by the realization of his security for a debt or other obligation,

may continue to hold it for a period of two years from the date of acquisition.

Sale by court order

(2) If the land holding has not been disposed 35 of within the period of two years mentioned in subsection (1), the superior court of the province may, upon the application of any person, order a sale of the land holding at public auction and payment of the proceeds to the 40 non-eligible person.

Contracts void

5. Every contract entered into after the commencement of this Act by which a land holding is acquired by a non-eligible person is

(2) Dans la présente loi, les expressions «entreprise commerciale canadienne», «entreprise nouvelle» et «personne non admissible» ont la signification que leur donne l'article 3 5 de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*.

1973-74, c. 46

Interdiction

3. Nonobstant l'article 24 de la *Loi sur la citoyenneté canadienne*, une personne non admissible ne peut acquérir de propriété foncière que dans l'un des cas suivants: 10

- a) si l'ensemble de ses propriétés foncières après l'acquisition ne dépassera pas dix acres de superficie ou cent pieds de longueur totale en bordure du rivage et que la propriété foncière est acquise pour l'usage et la 15 jouissance soit de la personne elle-même, lorsqu'il s'agit d'un particulier, soit de ses actionnaires, lorsqu'il s'agit d'une corporation;
- b) si la propriété foncière sert exclusivement 20 aux fins d'une entreprise commerciale canadienne dont l'acquisition du contrôle par la personne a été autorisé en vertu des dispositions de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*; ou 25
- c) si la propriété foncière sert exclusivement aux fins d'une entreprise nouvelle que la personne a été autorisée à créer en vertu de la *Loi sur l'examen de l'investissement étranger*. 30

4. (1) Une personne non admissible qui acquiert une propriété foncière

- a) par legs immobilier ou par application du droit de la province relatif aux successions ab intestat, ou 35
- b) par réalisation de la garantie d'une créance ou autre droit

peut continuer de la détenir pendant deux ans à compter de la date d'acquisition.

Acquisition par des héritiers, des créanciers

(2) Si une propriété foncière n'a pas été 40 cédée dans les deux ans, comme le prévoit le paragraphe (1), la cour supérieure de la province peut, sur demande de quiconque, ordonner sa vente aux enchères publiques et le versement du produit à la personne non 45 admissible.

Vente par ordre d'un tribunal

5. Tout contrat conclu après l'entrée en vigueur de la présente loi et par lequel une personne non admissible acquiert une pro-

Nullité de contrats

null and void to the extent that it conflicts with the provisions of this Act.

priété foncière est nul dans la mesure où il est en contradiction avec la présente loi.

Commencement

6. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

6. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

C-430

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-430

An Act to amend the Official Languages Act
(referral of reports)

First reading, March 31, 1976

MR. JOYAL

C-430

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

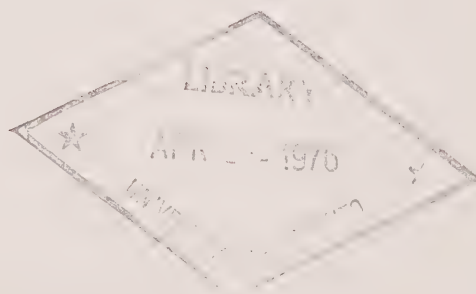
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-430

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles
(renvoi des rapports)

Première lecture, le 31 mars 1976

M. JOYAL



Government
Publications

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-430

BILL C-430

An Act to amend the Official Languages Act
(referral of reports)

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles
(renvoi des rapports)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. O-2

1. Section 34 of the Official Languages Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (2), the following subsection:

1. L'article 34 de la Loi sur les langues officielles est modifié par l'insertion, immédiatement après le paragraphe (2), du paragraphe suivant:

S.R., c. O-2

Reports to be referred to a committee

“(2.1) Every report made to Parliament pursuant to this Act stands referred to a Committee of both Houses, which shall review it and present its recommendations no later than twelve months thereafter.”

«(2.1) Tout rapport fait au Parlement en vertu de la présente loi est renvoyé à un comité des deux Chambres qui l'étudie et présente ses recommandations dans un délai de douze mois.»

Les rapports sont renvoyés à un comité

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to provide a procedure for the review and implementation of recommendations made by the Commissioner of Official Languages in his reports to Parliament.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à garantir une procédure d'examen et de mise en oeuvre des recommandations du commissaire aux langues officielles faites dans ses rapports au Parlement.

55 b
C-431

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-431

An Act to amend the Canada Elections Act

First reading, April 1, 1976

MR. FORRESTALL

C-431

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-431

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

Première lecture, le 1^{er} avril 1976

M. FORRESTALL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-431

BILL C-431

An Act to amend the Canada Elections Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

Her majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Proxy Voting Act (airmen)*.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur le vote par procuration (personnel navigant des services aériens)*.

Titre abrégé

CANADA ELECTIONS ACT

LOI ÉLECTORALE DU CANADA

R.S., c. 14 (1st Supp.); 1973-74, c. 51

2. Section 2 of the *Canada Elections Act* is amended by adding thereto, immediately after the definition "chief agent", the following definitions:

"commercial air crewman"

"commercial air crewman" means any pilot, co-pilot, navigator, flight engineer, or passenger service personnel, employed in a commercial air service;

"commercial air service"

"commercial air service" means any use of aircraft for hire or reward;"

2. L'article 2 de la Loi électorale du Canada est modifié par l'insertion de la définition suivante à la suite de la définition de «listes préliminaires des électeurs»:

«membre du personnel navigant d'un service aérien commercial» désigne tout pilote, copilote, navigateur, ingénieur navigant ou membre du personnel navigant du service aux voyageurs employé dans un service aérien commercial;

et de la définition suivante à la suite de la définition de "province":

«service aérien commercial» désigne tout service de location ou d'utilisation rémunérée d'un aéronef

S.R. c. 14 (1^{er} supp.); 1973-74, c. 51

«membre du personnel navigant, d'un service aérien commercial»

«service aérien commercial»

3. Paragraph 46(1)(a) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

3. L'alinéa 46(1)a) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Proxy voting for commercial air crewmen

"(a) his absence from the polling division in the course of his employment as a fisherman, mariner, commercial air crewman, or prospector,"

«a) son absence de la section de vote pendant l'exercice de ses fonctions comme pêcheur, marin, membre du personnel navigant d'un service aérien commercial ou prospecteur,"

Vote par procuration pour le personnel navigant d'un service aérien commercial

COMMENCEMENT

Coming into
force

4. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

ENTRÉE EN VIGUEUR

4. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

C-432

C-432

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-432

BILL C-432

An Act to register lobbyists

Loi prévoyant l'enregistrement des démarcheurs
parlementaires

First reading, April 7, 1976

Première lecture, le 7 avril 1976



MR. BAKER (*Grenville-Carleton*)

M. BAKER (*Grenville-Carleton*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-432

BILL C-432

An Act to register lobbyists

Loi prévoyant l'enregistrement des
démarcheurs parlementaires

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons,
enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Lobby
Registration Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le
5 titre de *Loi sur l'enregistrement des démarcheurs* 5
parlementaires.

Titre abrégé

INTERPRETATION

INTERPRÉTATION

Definitions

Définitions

"legislation"

2. In this Act
"legislation" means a bill, motion or any
matter pertaining thereto, before the Senate
or the House of Commons, or any other
matter which may be the subject of action 10
or discussion by either Chamber;

"lobbyist"

"lobbyist" means any person, who for pay-
ment attempts to influence, directly or
indirectly

(a) the introduction, passage, defeat or 15
amendment of any legislation before
either House of Parliament, or

(b) a decision to be taken on any matter
coming within the administrative jurisdic-
tion of a Minister of the Crown, whether 20
or not that matter has come or is likely to
come before either House of Parliament
for legislative action;

"payment"

"payment" means a gift, subscription, loan,
advance, commission or deposit of money or 25
anything of value and includes a contract,
promise, or agreement, whether or not legal-
ly enforceable, to make a payment;

2. Dans la présente loi,

"démarcheur parlementaire" désigne toute per-
sonne qui tente, moyennant paiement, d'in-
fluer directement ou indirectement sur 10

a) la présentation, l'adoption, le rejet ou
la modification de toute mesure législa-
tive devant l'une des deux Chambre, ou
b) une décision à prendre au sujet d'une
question qui relève de la compétence 15
administrative d'un Ministre de la Cou-
ronne, qu'il s'agisse ou non d'une ques-
tion dont l'une des deux Chambres a été
ou sera probablement saisie en vue d'une
mesure législative; 20

"mesure législative" désigne un bill, une
motion ou toute question s'y rapportant,
dont est saisi le Sénat ou la Chambre des
communes, ou toute autre question pouvant
faire l'objet d'une action ou d'un débat par 25
l'une ou l'autre Chambre;

"paiement" désigne un don, une souscription,
un prêts, une avance, une commission ou un
dépôt d'argent ou de tout objet de valeur et

"démarcheur
parlementaire"
"lobbyist"

"mesure législa-
tive"
"legislation"

"paiement"
"payment"

EXPLANATORY NOTE

This bill provides for the registration of lobbyists, and a declaration by them stating in whose interest they are working. It imposes a fine and disqualification from lobbying for those convicted of evading these provisions.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill prévoit l'enregistrement des démarcheurs parlementaires et l'indication par eux de ceux pour qui ils travaillent. Il impose une amende et interdit d'agir comme démarcheur parlementaire à ceux qui sont reconnus coupables d'infraction à ses dispositions.

"person"	"person" includes a corporation, institution or group;	comprend un contrat, une promesse ou un accord, légalement applicable ou non, prévoyant un paiement;	
"Registry of Lobbyists"	"Registry of Lobbyists" or "Registry" means the registry maintained jointly by the Clerk of the Senate and the Clerk of the House of Commons, pursuant to section 3 of this Act.	«personne» comprend une corporation, une institution ou un groupe;	«personne» "person"
		«registre des démarcheurs parlementaires» ou «registre» désigne le registre tenu conjointement par les greffiers du Sénat et de la Chambre des communes conformément à l'article 3 de la présente loi.	«registre des démarcheurs parlementaires» "registry..."

LOBBYISTS

DÉMARCHEURS PARLEMENTAIRES

Clerks to maintain Registry	3. (1) The Clerk of the Senate and the Clerk of the House of Commons shall jointly maintain a Registry of Lobbyists, and it shall be the duty of the said Clerks to keep in an orderly fashion the information enumerated in section 4.	3. (1) Les greffiers du Sénat et de la Chambre des communes doivent tenir ensemble un registre des démarcheurs parlementaires et il leur incombe de maintenir en bon ordre les renseignements énumérés à l'article 4.	Les greffiers doivent tenir un registre
Freedom of information	(2) All information filed in the Registry pursuant to this Act shall be freely available to any person making a request in writing to either of the Clerks.	(2) Tous les renseignements versés au registre conformément à la présente loi doivent être gratuitement mis à la disposition de quiconque présente une demande écrite à l'un des deux greffiers.	Liberté d'information
Information Required in Registry	4. (1) Any person who undertakes for payment to act as a lobbyist shall, before doing so, supply to either the Clerk of the Senate or the Clerk of the House of Commons, the following information for inclusion in the Registry of Lobbyists: (a) his name and business address; (b) the name and address of the person by whom he is employed, and in whose interest he intends to appear and work; (c) the intended or contracted duration of any action on behalf of the person listed pursuant to (b).	4. (1) Toute personne qui entreprend, moyennant paiement, de faire fonction de démarcheur parlementaire doit d'abord fournir au greffier du Sénat ou à celui de la Chambre des communes les renseignements suivant, qui seront versés au registre des démarcheurs parlementaires; a) son nom et son adresse d'affaires; b) les nom et adresse de la personne par qui il est employé et dans l'intérêt de laquelle il entend se présenter et travailler; c) la durée prévue ou convenue de toute action au nom de la personne nommée aux termes de l'alinéa b).	Renseignements devant figurer au registre
Annual registration	(2) Each person so registering shall file a report with either Clerk containing the information enumerated in subsection (1) at the beginning of each calendar year.	(2) Toute personne qui s'enregistre comme démarcheur parlementaire doit présenter à l'un ou l'autre greffier un rapport contenant les renseignements énumérés au paragraphe (1) au début de chaque année civile.	Enregistrement annuel
Supplementary Registry information	(3) Each person so registering shall further enter on the Register, at the time he undertakes to act as a lobbyist for any person for whom he has not already registered as a lobbyist, all details required by paragraphs (b), (c) and (d) of subsection (1).	(3) Toute personne qui s'enregistre ainsi doit en outre faire figurer au registre, au moment où elle entreprend de faire fonction de démarcheur parlementaire pour une personne pour laquelle elle ne s'est pas déjà enregistrée comme démarcheur parlementaire, tous les	Renseignements supplémentaires à verser au registre

détails exigés aux alinéas *b)*, *c)* et *d)* du paragraphe (1).

PENALTIES

PEINES

Fine 5. (1) Any person who violates the provisions of this Act shall be liable to a penalty of up to \$5,000 for every month in which he was in violation.

Amende 5. (1) Toute personne qui contrevient aux dispositions de la présente loi est passible d'une amende maximale de \$5000 pour tout 5 mois pendant lequel il y a contravention de la loi.

Suspension from lobbying activity (2) In addition to the penalty provided for in subsection (1), any person convicted of being in violation of the terms of this Act shall be prohibited from acting as a lobbyist as herein described for a period of three years.

5 (2) Outre la peine prévue au paragraphe (1), il est interdit pendant trois ans à toute personne reconnue coupable de contravention aux 10 dispositions de la présente loi d'agir comme démarcheur parlementaire selon la définition de la présente loi.

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations 6. The Governor in Council shall have the 10 power to make such regulations as are deemed necessary for the administration of this Act.

Règlements 6. Le gouverneur en conseil peut établir les 15 règlements jugés nécessaires à l'application de la présente loi.

C-433

C-433

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-433

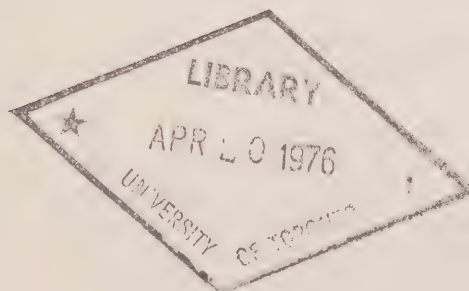
BILL C-433

An Act to amend the Combines Investigation Act to
provide for the standardization of warranties and to
define the minimum provisions thereof.

Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coali-
tions prévoyant la normalisation de garanties et en
définissant les conditions minimales

First reading, April 8, 1976

Première lecture, le 8 avril 1976



MR. MCKENZIE

M. MCKENZIE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-433

BILL C-433

An Act to amend the Combines Investigation Act to provide for the standardization of warranties and to define the minimum provisions thereof.

Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions prévoyant la normalisation de garanties et en définissant les conditions minimales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Consumer Product Warranties Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le 5 titre de *Loi relative aux garanties sur les produits de consommation*. 5

Titre abrégé

1974-75-76,
c. 76

2. Section 36 of the *Combines Investigation Act* is amended by deleting therefrom paragraph 36(1)(c) and by re-lettering the following paragraph accordingly.

2. L'article 36 de la *Loi relative aux enquêtes sur les coalitions* est modifié par la suppression de l'alinéa 36(1)c) et le renumérotage de l'alinéa suivant en conséquence.

1974-75-76,
c. 76

10

3. The said Act is further amended by 10 adding thereto after section 36, the following heading and section:

3. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, après l'article 36, de la rubrique et de l'article suivants:

“CONSUMER PRODUCT
WARRANTIES

«GARANTIES SUR LES PRODUITS DE
CONSOMMATION

“consumer”
“consommateur”

36.01 (1) In this section,
“consumer” means a buyer (other than for 15 purposes of resale) of any consumer product, and any person to whom such product is transferred during the duration of a written warranty applicable to the product, or to whom the warranty is otherwise applicable; 20

“consumer
product”
“produit de
consommation”

“consumer product” means any tangible personal property which is distributed in commerce and which is normally used for personal, family or household purposes;

36.01 (1) Dans le présent article,

«consommateur» désigne un acheteur de 15 tout produit de consommation (non destiné à la revente) et toute personne à qui le produit est transmis pendant la période de validité d'une garantie écrite applicable au produit, ou à qui la garantie s'ap- 20 plique autrement;

«fournisseur» désigne toute personne s'occupant de rendre un produit de consommation directement accessible aux consommateurs;

“fournisseur”
“supplier”

25

"supplier"
"fournisseur"

"supplier" means any person engaged in the business of making a consumer product directly available to consumers;

"warrantor"
"garant"

"warrantor" means any supplier or other person who gives or offers to give a written warranty;

"warranty"
"garantie"

"warranty" means

(a) any written affirmation of fact or written promise made in connection with the sale of a consumer product by a supplier to a buyer, which relates to the nature of the material or workmanship and affirms or promises that such material or workmanship is defect free or will meet a specified level of performance over a specified period of time, or (b) any written undertaking made in connection with the sale by a supplier of a consumer product to refund, repair, replace, or take other remedial action with respect to such product in the event that such product fails to meet the specifications set forth in the undertaking,

which written affirmation, promise, or undertaking becomes part of the basis of the bargain between a supplier and a buyer for purposes other than the resale of such product.

Minimum
warranty
content

(2) A warranty shall fully and conspicuously disclose in simple and readily understandable language the terms and conditions of such warranty, and such terms and conditions shall include

- (a) the clear identification of the names and addresses of the warrantors;
- (b) the identity of the party or parties to whom the warranty is extended;
- (c) the products or parts covered;
- (d) a statement of what the warrantor will do in the event of a defect, malfunction, or failure to conform with such written warranty, at whose expense, and for what period of time;
- (e) a statement of what the consumer must do and expenses he must bear;
- (f) exceptions and exclusions from the terms of the warranty;

"garant" désigne tout fournisseur ou autre personne donnant ou offrant de donner une garantie écrite;

"garant"
"warrantor"

"garantie" désigne

"garantie"
"warranty"

a) toute promesse écrite ou affirmation de fait écrite, en rapport avec la vente d'un produit de consommation par un fournisseur à un acheteur, ayant trait à la nature de la matière ou de la fabrication et affirmant ou promettant que cette matière ou cette fabrication est sans défaut et donnera un certain rendement pendant une période déterminée, ou

b) tout engagement écrit, en rapport avec la vente d'un produit de consommation par un fournisseur, de rembourser, réparer, remplacer le produit ou autrement remédier à la situation si le produit ne répond pas aux spécifications énoncées dans l'engagement,

affirmation, promesse ou engagement écrit qui devient partie de la base du marché conclu entre un fournisseur et un acheteur à des fins autres que la revente du produit;

"produit de consommation" désigne tout bien matériel offert dans le commerce et employé normalement à des fins personnelles, familiales ou ménagères.

"produit de
consommation"
"consumer
product"

(2) Une garantie doit indiquer explicitement et complètement, dans un langage clair et aisément compréhensible, les conditions de la garantie qui doivent comprendre

Teneur
minimale de la
garantie

- a) l'indication claire des noms et adresses des garants;
- b) l'identification de la ou des parties à qui la garantie s'applique;
- c) les produits ou parties de produits couverts par la garantie;
- d) une déclaration indiquant ce que fera le garant si le produit est défectueux, fonctionne mal ou n'est pas conforme à la garantie écrite, qui supportera les frais et pendant combien de temps;
- e) une déclaration de ce que doit faire le consommateur et des frais qu'il doit assumer;

- (g) the procedure by which the consumer should take steps to obtain performance of any obligation under the warranty, including the identification of any person or class of persons authorized to perform the obligations set forth in the warranty; 5
- (h) information respecting the availability of any informal dispute settlement procedure offered by the warrantor and a recital, where the warranty so provides, that the purchaser may be required to resort to such procedure before pursuing any legal remedies in the courts; 10
- (i) the duration of the warranty;
- (j) the period of time within which, after 15 notice of a defect, malfunction, or failure to conform with the warranty the warrantor will perform any obligations under the warranty; and
- (k) the characteristics or properties of the 20 product, or parts thereof, that are not covered by the warranty.

(3) The Governor in Council may make regulations prescribing, with respect to any class of consumer product, minimum standards which qualify a warranty as a "full warranty" in relation to products of that class. 25

(4) Where a warranty made in connection with the sale of a consumer product does not 30 qualify under subsection (3) as a "full warranty" in relation to that product, the words "limited warranty" shall appear conspicuously upon the product or its packaging.

f) les exceptions et exclusions des conditions de la garantie;

g) la marche à suivre par le consommateur pour obtenir l'exécution de toute obligation aux termes de la garantie, 5 notamment l'identification de toute personne ou catégorie de personnes autorisée à exécuter les obligations énoncées dans la garantie;

h) des renseignements concernant la possibilité d'un règlement à l'amiable d'un conflit offerte par le garant et l'indication, si le garant en décide ainsi, que l'acheteur peut être tenu de recourir à cette procédure avant d'entreprendre des 15 poursuites judiciaires;

i) la durée de la garantie;

j) la période accordée au garant pour exécuter les obligations prévues par la garantie, après avis de défaut, mauvais 20 fonctionnement ou non-conformité à la garantie; et

k) les caractéristiques ou propriétés du produit ou de ses parties non couvertes par la garantie. 25

(3) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements prescrivant, pour toute catégorie de produits de consommation, les normes minimales permettant d'indiquer qu'une garantie est une "garantie complète" 30 pour les produits de cette catégorie.

(4) Si une garantie en rapport avec la vente d'un produit de consommation ne répond pas, aux termes du paragraphe (3), aux critères d'une "garantie complète" pour 35 ce produit, les mots "garantie limitée" doivent être inscrits bien en vue sur le produit ou son emballage.

CA1 XB

852

C-434

Canada. Parliament. House of Commons

C-434

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-434

An Act respecting the conditions under which public servants may accept employment upon leaving the public service

First reading, April 12, 1976

BILL C-434

Loi concernant les conditions auxquelles les fonctionnaires publics peuvent accepter un emploi après avoir quitté la fonction publique

Première lecture, le 12 avril 1976



MR. BAKER (*Grenville-Carleton*)

M. BAKER (*Grenville-Carleton*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-434

BILL C-434

An Act respecting the conditions under which
public servants may accept employment upon
leaving the public service

Loi concernant les conditions auxquelles les
fonctionnaires publics peuvent accepter un
emploi après avoir quitté la fonction publique

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons,
enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Public
Service Post-Retirement Employment Act*.

5 1. La présente loi peut être citée sous le
titre de *Loi sur l'emploi des fonctionnaires
publics à la retraite*.

Titre abrégé

Definitions

2. In this Act,
"person" includes a corporation, institution or
group;

"public servant" includes any person in the
public service of Canada

(a) who is authorized by or under an
enactment to do or enforce the doing of
an act or thing or to exercise a power, or

(b) upon whom a duty is imposed by or
under an enactment.

2. Dans la présente loi,
«fonctionnaire public» comprend tout employé
de la fonction publique du Canada

a) qui est autorisé par ou en vertu d'un 10
texte législatif à faire ou faire faire une
action ou chose ou à exercer un pouvoir,
ou

b) à qui une fonction est imposée par ou
en vertu d'un texte législatif; 15

15 «personne» comprend une corporation, une ins-
titution ou un groupe;

Définitions

Agreements
subject to
approval

3. No person who has been employed as a
public servant at the rank of "Director" or
higher shall, within two years after his retire-
ment from such employment, except with the
approval of the Governor in Council, enter 20
into any agreement with the Government of
Canada or with any person who is, or who was
at any time during the five years preceding his
retirement

(a) in a contractual relationship with the 25
government;

(b) in receipt of subsidies or their equivalent
from the government;

3. Quiconque a occupé un emploi de fon-
ctionnaire public avec le rang de «directeur» ou
un rang supérieur ne peut, pendant la période 20
de deux ans qui suit la date de sa retraite de
cet emploi, conclure, sans l'approbation du
gouverneur en conseil, aucun accord avec le
gouvernement du Canada ni avec toute per-
sonne qui, à la date de l'accord ou dans les 25
cinq années précédant la date de cette retraite

a) a ou a eu une relation contractuelle avec
le gouvernement;

b) reçoit ou a reçu des subventions ou leur
équivalent du gouvernement; 30

Accords soumis
à l'approbation

EXPLANATORY NOTE

This Bill would ensure that retiring senior public servants are not able to take undue advantage of their former positions in obtaining new employment or acting as lobbyists. Guidelines are set forth to enable the Governor in Council to make the judgement as to when post-retirement employment with a particular firm or person is appropriate, and when it is not.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill fait en sorte que les hauts fonctionnaires publics prenant leur retraite ne puissent profiter indûment de leurs anciens postes pour obtenir un nouvel emploi ou faire fonction de démarcheurs parlementaires. Il établit des directives pour permettre au gouverneur en conseil de déterminer si un emploi postérieur à la retraite au service d'une personne ou d'une société particulière est approprié ou s'il ne l'est pas.

	<p>(c) a company of which the government is a shareholder;</p> <p>(d) in receipt from the government of loans, guarantees or other forms of capital assistance; or</p> <p>(e) a person with which any government department, agency or other body has had, as a matter of course, a special relationship.</p>	<p>c) a ou a eu le gouvernement au nombre de ses actionnaires;</p> <p>d) reçoit ou a reçu du gouvernement des prêts, des garanties ou d'autres formes d'aide en capital; ou</p> <p>e) est ou était une personne qui a normalement eu une relation particulière avec un ministère, une agence ou un autre organisme du gouvernement.</p>	
Criteria for approval	<p>4. In determining whether permission to accept employment is appropriate, the Governor in Council shall have regard to</p> <p>(a) the extent to which the public servant has had official dealings with the person in question;</p> <p>(b) the nature of any such dealings, and in particular the precise nature of any contracts which the public servant was directly or indirectly responsible for placing with the person;</p> <p>(c) the nature of any other dealings not relating to contracts, but leading to any benefit or preferment for the company; and</p> <p>(d) the extent to which the public servant has acquired knowledge of the operations of the proposed employer's competitors, and the extent to which such competitors would be prejudiced by the placing of the public servant with the proposed employer.</p>	<p>4. Pour déterminer s'il y a lieu d'accorder l'autorisation d'accepter l'emploi, le gouverneur en conseil doit considérer</p> <p>a) dans quelle mesure le fonctionnaire public a eu des relations officielles avec la personne en question;</p> <p>b) la nature de ces relations et notamment la nature précise de tout contrat que le fonctionnaire public a été, directement ou indirectement, chargé de passer avec la personne;</p> <p>c) la nature de toute autre relation non contractuelle mais entraînant un avantage ou une préférence pour la compagnie, et</p> <p>d) dans quelle mesure le fonctionnaire public est au courant des opérations des concurrents de l'employeur proposé et dans quelle mesure ces concurrents seraient lésés par l'engagement du fonctionnaire public par l'employeur proposé.</p>	10
Retired public servant as lobbyist	<p>5. A person who has been employed as a public servant and who engages in lobbying on behalf of another person within the meaning of the <i>Lobbyist Registration Act</i> is deemed, for the purposes of section 3, to have entered into an agreement with such other person.</p>	<p>5. Une personne qui a occupé un emploi de fonctionnaire public et qui fait fonction de démarcheur parlementaire pour le compte d'une autre personne au sens de la <i>Loi sur l'enregistrement des démarcheurs parlementaires</i> est censée, aux fins de l'article 3, avoir conclu un accord avec cette autre personne.</p>	30
Penalties	<p>6. Any person who violates the provisions of this Act shall be liable to a fine of up to \$5,000 and imprisonment for a period of up to two years.</p>	<p>6. Quiconque enfreint les dispositions de la présente loi est passible d'une amende maximale de \$5,000 et d'un emprisonnement maximal de deux ans.</p>	40
Regulations	<p>7. The Governor in Council may make such regulations as are necessary for the administration of this Act.</p>	<p>7. Le gouverneur en conseil a le pouvoir d'établir les règlements jugés nécessaires à l'exécution de la présente loi.</p>	

REPRINT
C-435

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

RÉIMPRESSION
C-435

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-435

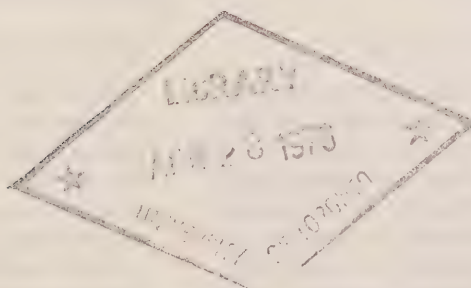
An Act respecting Magna Carta Day

First reading, April 14, 1976

BILL C-435

Loi concernant l'anniversaire de la Grande Charte

Première lecture, le 14 avril 1976



MR. MUNRO (*Esquimalt-Saanich*)

M. MUNRO (*Esquimalt-Saanich*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-435

BILL C-435

An Act respecting Magna Carta Day

Loi concernant l'anniversaire de la Grande
Charte

Preamble

Whereas, on June 15, 1215, King John signed the Magna Carta.

And Whereas the Magna Carta established the rule of law in Britain and the Commonwealth.

And whereas the Magna Carta is the foundation of our liberties and democratic institutions and should be commemorated as such.

Now Therefore Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Magna Carta Day Act*.

R.S., c. H-7

2. The *Holidays Act* is amended by adding 15 immediately after section 4 thereof the following:

"MAGNA CARTA DAY

Magna Carta
Day

5. Throughout Canada in each and every year, the 15th day on June, being the day in the year 1215 when the Magna Carta 20 was signed by King John, is a Holiday, and shall be kept and observed as such under the name of "Magna Carta Day, but not as a day of rest but rather as a day to be commemorated, especially in our schools, 25 with special memorial services and celebrations".

Préambule

Attendu que, le 15 juin 1215, le roi Jean a signé la Grande Charte.

Et attendu que la Grande Charte a établi le principe du droit en Grande-Bretagne et dans 5 le Commonwealth.

Et attendu que la Grande Charte est le fondement de nos libertés et de nos institutions démocratiques et devrait être commémorée comme telle.

En conséquence, Sa Majesté, sur l'avis et du 10 consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Titre abrégé

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi sur l'anniversaire de la Grande Charte*. 15

S.R., c. H-7

2. La *Loi établissant des jours fériés* est modifiée par l'insertion de ce qui suit immédiatement après l'article 4:

"ANNIVERSAIRE DE LA GRANDE CHARTE

5. A travers le Canada, chaque année, le 15 juin, étant le jour où, en 1215, le roi 20 Jean a signé la Grande Charte, est un jour férié et doit être observé comme tel sous le nom d'"Anniversaire de la Grande Charte", non comme jour de repos, mais comme jour à commémorer, notamment dans les écoles, 25 par des cérémonies spéciales".

Anniversaire de
la Grande
Charte

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to afford to Canadians, as beneficiaries of the gradual development of representative parliamentary democracy, the opportunity to commemorate, with the appropriate ceremonies in schools and other public places, the signing of the Magna Carta on June 15, 1215, an Act which marked the beginning of the decline of arbitrary power and the emergence, in Britain, of responsible government from which the entire democratic world has benefitted.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à permettre aux Canadiens, bénéficiaires du développement progressif d'une démocratie parlementaire représentative, de commémorer, par les cérémonies appropriées dans les écoles et autres lieux publics, la signature, le 15 juin 1215, de la Grande Charte, loi marquant le déclin du pouvoir arbitraire et l'émergence, en Grande-Bretagne, d'un gouvernement responsable dont a profité le monde démocratique tout entier.

C-436

Canada, Parliament, House of Commons

C-436

Gouvernement
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-1975-1976

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-436

BILL C-436

An Act respecting the preservation and surrender of
constituency records

Loi concernant la préservation et la remise des dossiers de
circonscription

First reading, April 30, 1976

Première lecture, le 30 avril 1976

MR. DICK

M. DICK

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-436

BILL C-436

An Act respecting the preservation and
surrender of constituency records

Loi concernant la préservation et la remise des
dossiers de circonscription

Preamble

WHEREAS it is desirous to provide for continuity in the management of constituency affairs by members of the House of Commons and to ensure the preservation and maintenance of all constituency records that are relevant to and necessary for the better servicing of constituency needs, and generally to promote and to improve public confidence in their day-to-day dealings with elected representatives;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short title

1. This Act may be cited as the *Constituency Records Act*.

Definitions

2. In this Act,

"constituency"
"circonscription"

"constituency" means an electoral district;

"constituency
record"
"dossier de..."

"constituency record" means any record, file, correspondence or other document concerning constituency matters but does not include any such material that pertains to matters of a purely personal or political nature.

Surrender of
constituency
records

3. (1) Every member of the House of Commons who vacates office shall, within three months of the office being filled by a successor, surrender to him all constituency records in his possession and transmit to him any information he may have to assist in the recovery of constituency records not in his possession.

Préambule

ATTENDU qu'il est souhaitable d'assurer une continuité dans l'administration des affaires de la circonscription par les députés à la Chambre des communes, d'assurer la préservation et la tenue de tous les dossiers de la circonscription pertinents et nécessaires pour mieux répondre aux besoins de la circonscription et, de façon générale, de favoriser et accroître la confiance du public dans ses rapports quotidiens avec les représentants élus:

EN CONSÉQUENCE, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Titre abrégé

1. La présente loi peut être citée sous le titre de: *Loi sur les dossiers de circonscription*.

Définitions

2. Dans la présente loi,

"circonscription" désigne une circonscription électorale

"circonscription"
"constituency"

"dossier de circonscription" désigne tout dossier, toute archive, correspondance ou autre document concernant les affaires de la circonscription, mais ne comprend pas ce qui touche des questions de nature purement personnelle ou politique.

"dossier de cir-
conscription"
"constituency
record"

Remise des
dossiers de la
circonscription

3. (1) Tout député qui quitte son poste doit, dans les trois mois de l'entrée en fonction de son successeur, remettre à ce dernier tous les dossiers de la circonscription qu'il a en main et lui transmettre tout renseignement qui peut l'aider à retrouver les dossiers de la circonscription qu'il n'a pas en main.

EXPLANATORY NOTE

The intent of this Bill is to require Members of Parliament to pass on to their successors any files they possess dealing with matters relating to constituency problems.

The Bill, in effect, provides that a Member of Parliament is holding any records, documents or correspondence in trust for the constituent to whom they pertain.

The Bill also provides for the arbitration of disputes arising out of the operation of the Act and imposes appropriate fines for non-compliance.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à obliger les députés à remettre à leurs successeurs les dossiers qu'ils possèdent au sujet des affaires de la circonscription.

Le bill, en effet, stipule qu'un député détient tout dossier, document ou correspondance en dépôt pour le commettant auquel cela appartient.

Le bill prévoit également le règlement des contestations provoquées par l'application de la loi et fixe les amendes appropriées en cas de désobéissance à la loi.

Definition	(2) In this section, "vacate office" means to cease to represent a particular constituency or portion thereof for any reason, including death, retirement, resignation, defeat or electoral redistribution.	(2) Dans le présent article, «quitter son poste» signifie cesser de représenter une circonscription donnée ou une partie de circonscription pour quelque raison que ce soit, y compris le décès, la retraite, la démission, la défaite ou le remaniement des circonscriptions.	Définition
Illegal acts	4. No person shall alter, obliterate, mutilate or destroy a constituency record.	4. Personne ne doit altérer, oblitérer, mutiler ou détruire un dossier de circonscription.	Actes illégaux
Arbitration of disputes	5. (1) Any dispute relating to (a) the personal or political nature of a document, (b) the lawful possession of a constituency record, or (c) the conduct of a person required under this Act to surrender a constituency record shall be referred to a committee of three persons, who shall be appointed in the manner prescribed by this section.	5. (1) Toute contestation ayant trait à a) la nature personnelle ou politique d'un document, b) la possession légale d'un dossier de circonscription, ou c) la conduite d'une personne tenue en vertu de la présente loi de remettre un dossier de circonscription, doit être renvoyée à un comité de trois personnes, nommées de la manière prescrite par le présent article.	Arbitrage des conflits
Appointment of committee	(2) Where the parties to the dispute have different political affiliations, the Whip of each political party concerned shall appoint one person and the Speaker shall appoint one person.	(2) Lorsque les parties à la contestation sont d'allégeances politiques différentes, le Whip de chaque parti nomme une personne et l'Orateur en nomme deux.	Nomination du comité
Idem	(3) Where the parties to the dispute have the same political affiliation, the Whip of that political party shall appoint one person and the Speaker shall appoint two persons.	(3) Lorsque les parties à la contestation sont de même allégeance politique, le Whip de ce parti nomme une personne et l'Orateur en nomme deux.	Idem
Idem	(4) Where one of the parties to the dispute has no political affiliation, the Speaker shall appoint all three persons.	(4) Lorsque l'une des parties à la contestation n'a pas d'allégeance politique, c'est l'Orateur qui nomme les trois personnes.	Idem
Majority decision	(5) The committee shall resolve the dispute by a majority decision, which decision is final and absolute.	(5) Le comité doit résoudre la contestation par une décision de la majorité, laquelle décision est finale et absolue.	Décision de la majorité
Offences and penalty	6. Every person who knowingly contravenes this Act or who fails to comply with a decision made pursuant to subsection 5(5) is guilty of an offence and liable to a fine of not more than one thousand dollars and not less than five hundred dollars.	6. Quiconque sciemment contrevient à la présente loi ou ne se conforme pas à une décision rendue en vertu du paragraphe 5(5) est coupable d'une infraction et passible d'une amende de cinq cents à mille dollars.	Infractions et peines
Rights preserved	7. Nothing in this Act shall be construed to deprive a person of any right he may have apart from this Act.	7. Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme privant une personne de tout droit qu'elle peut avoir indépendamment de la présente loi.	Préservation des droits

C-437 *Canada. Parliament. House of Commons*

C-437

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-1975-1976

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-437

BILL C-437

An Act to amend the Federal Business Development
Bank Act
(corporate objects)

Loi modifiant la Loi sur la Banque fédérale de
développement
(objets de la Corporation)

First reading, May 3, 1976

Première lecture, le 3 mai 1976



MR. DICK

M. DICK

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-437

An Act to amend the Federal Business
Development Bank Act
(corporate objects)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

1974-75-76,
c. 14

1. Section 2 of the *Federal Business Development Bank Act* is amended by adding thereto, immediately after the definition "Board", the following definition:

"business enterprise in Canada"

"business enterprise in Canada" means an enterprise carried on for profit in Canada by

10

- (a) a Canadian citizen,
- (b) a landed immigrant within the meaning of the *Immigration Act* who is ordinarily resident in Canada and has not been eligible to apply for Canadian citizenship for more than one year,
- (c) a British subject who has not ceased to be ordinarily resident in Canada since the twenty-fifth day of June 1967, or
- (d) a business incorporated in Canada with or without share capital, a cooperative or a partnership, neither of which is less than fifty-one per cent beneficially owned by a person described in paragraph (a), (b) or (c).

20

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-437

Loi modifiant la Loi sur la Banque fédérale de
développement
(objets de la Corporation)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1974-75-76 c. 14

1. L'article 2 de la *Loi sur la banque fédérale de développement* est modifié par l'insertion de la définition suivante immédiatement après la définition de «corporation»:

5

«entreprise commerciale au Canada» désigne une entreprise à but lucratif menée au Canada par

10

«entreprise commerciale au Canada»

- a) un citoyen canadien,
- b) un immigrant reçu, au sens de la *Loi sur l'immigration*, résidant ordinairement au Canada et n'ayant pas acquis depuis plus d'un an le droit de demander la citoyenneté canadienne,
- c) un sujet britannique n'ayant pas cessé de résider ordinairement au Canada depuis le 25 juin 1967, ou
- d) une entreprise constituée en corporation au Canada, avec ou sans capital-actions, une coopérative ou une association, lorsqu'une personne décrite aux alinéas a), b) ou c) est propriétaire bénéficiaire d'au moins cinquante-et-un pour cent des intérêts de cette entreprise, coopérative ou société.»

15

20

25

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this amendment to the *Federal Business Development Bank Act* is to encourage the development of Canada by Canadians and to ensure adequate assistance for this effort by providing financial assistance, management counselling, management training, information and advice to Canadian citizens, landed immigrants under the *Immigration Act*, and Canadian companies of which 51 per cent of the equity voting shares are beneficially owned by Canadians.

This bill, in effect, will provide assistance and encouragement for Canadian ownership of the Canadian economy.

NOTE EXPLICATIVE

Cette modification à la *Loi sur la banque fédérale de développement* vise à promouvoir le développement du Canada par les Canadiens et assurer un soutien adéquat à leur effort grâce à un concours financier, des conseils de gestion, des programmes de formation des cadres, des services d'information et de consultation aux citoyens canadiens, aux immigrants reçus aux termes de la *Loi sur l'immigration* et aux sociétés canadiennes dont des Canadiens sont propriétaires bénéficiaires de 51 pour cent des actions ordinaires donnant droit de vote.

Ce bill, en effet, aidera et encouragera les Canadiens à devenir propriétaires des entreprises de l'économie canadienne.

100 80
156
C-438

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

C-438

Government
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-1975-1976

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

Canada. Parliament. House of Commons

BILL C-438

An Act to amend the Criminal Code
(sexual offences)

First reading, May 21, 1976

BILL C-438

Loi modifiant le Code criminel
(infractions d'ordre sexuel)

Première lecture, le 21 mai 1976

MRS. APPOLLONI

MME APPOLLONI

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-438

BILL C-438

An Act to amend the Criminal Code (sexual
offences)

Loi modifiant le Code criminel (infractions
d'ordre sexuel)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

1. Section 140 of the *Criminal Code* is
repealed and the following substituted
therefor:

1. L'article 140 du *Code criminel* est abrogé
5 et remplacé par ce qui suit: 5

Consent of child
under sixteen no
defence

"140. Where an accused is charged with
an offence under section 146, 149 or 156 in
respect of a person under the age of sixteen
years, the fact that the person consented to 10
the commission of the offence is not a
defence to the charge."

"140. Lorsqu'un prévenu est inculpé
d'une infraction visée par l'article 146, 149
ou 156 à l'égard d'une personne de moins de
seize ans, le fait que la personne a consenti à
la perpétration de l'infraction ne constitue 10
pas une défense contre l'inculpation."

Le consente-
ment d'un
enfant de moins
de 16 ans ne
constitue pas
une défense

2. Subsection 146(1) of the said Act is
repealed and the following substituted
therefor:

2. Le paragraphe 146(1) de ladite loi est
abrogé et remplacé par ce qui suit:

Sexual
intercourse with
female under
sixteen

"146. (1) Every male person who has
sexual intercourse with a female person who
(a) is not his wife, and
(b) is under the age of sixteen years,
whether or not he believes that she is 20
sixteen years of age or more, is guilty of
an indictable offence and is liable to
imprisonment for life."

"146. (1) Est coupable d'un acte criminel
et passible de l'emprisonnement à perpé- 15
tuité toute personne du sexe masculin qui a
des rapports sexuels avec une personne du
sexe féminin

Rapports
sexuels avec une
personne de sexe
féminin âgée de
moins de 16 ans

a) qui n'est pas son épouse et
b) qui a moins de seize ans, 20

que cette personne du sexe masculin la
croie ou non âgée de seize ans ou plus."

Repeal

3. Subsections 146(2) and (3) of the said Act
are repealed.

3. Les paragraphes 146(2) et 146(3) de
25 ladite loi sont abrogés.

Abrogation

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: This amendment is consequential to the amendment contained in clause 2.

Section 140 of the *Criminal Code* presently reads as follows:

“140. Where an accused is charged with an offence under section 146, 149 or 156 in respect of a person under the age of *fourteen* years, the fact that the person consented to the commission of the offence is not a defence to the charge.”

Clause 2: This amendment would remove the age discrepancy now existing between the definition of “child” in most provincial Child Welfare Acts and the treatment of statutory rape in the *Criminal Code*.

Subsection 146(1) of the *Criminal Code* presently reads as follows:

“146. (1) Every male person who has sexual intercourse with a female person who

(a) is not his wife, and

(b) is under age of *fourteen* years,

whether or not he believes that she is *fourteen* years of age or more, is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for life.”

Clause 3: This amendment would abolish one form of statutory rape that is contrary to the spirit of section 142 as passed in *Bill C-71* in March, 1976.

Subsections 146(2) and (3) presently read as follows:

“(2) Every male person who has sexual intercourse with a female person who

(a) is not his wife,

(b) is of previously chaste character, and

(c) is fourteen years of age or more and is under the age of sixteen years,

whether or not he believes that she is sixteen years of age or more, is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for five years.

(3) Where an accused is charged with an offence under subsection (2), the court may find the accused not guilty if it is of opinion that the evidence does not show that, as between the accused and the female person, the accused is more to blame than the female person.”

NOTES EXPLICATIVES

Article 1 du bill: Cette modification découle de la modification prévue à la clause 2.

Voici le texte actuel de l'article 140 du *Code criminel*:

«140. Lorsqu'un prévenu est inculpé d'une infraction visée par l'article 146, 149 ou 156 à l'égard d'une personne de moins de quatorze ans, le fait que la personne a consenti à la perpétration de l'infraction ne constitue pas une défense contre l'inculpation.»

Article 2 du bill: Cette modification supprimerait la différence quant à l'âge existant entre la définition d'«enfant» dans la plupart des lois provinciales sur le bien-être à l'enfance et le traitement du viol qualifié dans le *Code criminel*.

Voici le texte actuel du paragraphe 146(1) du *Code criminel*:

«146. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à perpétuité toute personne du sexe masculin qui a des rapports sexuels avec une personne du sexe féminin

a) qui n'est pas son épouse, et

b) qui a moins de quatorze ans,

que cette personne du sexe masculin la croie ou non âgée de quatorze ans ou plus.»

Article 3 du bill: Cette modification abolirait une forme de viol qualifié contraire à l'esprit de l'article 142 tel qu'il a été adopté dans le *bill C-71* en mars 1976.

Voici le texte actuel des paragraphes 146(2) et (3):

«(2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de cinq ans, toute personne du sexe masculin qui a des rapports sexuels avec une personne du sexe féminin

a) qui n'est pas son épouse,

b) qui est de moeurs antérieurement chastes, et

c) qui a quatorze ans ou plus, mais moins de seize ans,

que cette personne du sexe masculin la croie ou non âgée de seize ans ou plus.

(3) Lorsqu'un prévenu est inculpé d'une infraction visée par le paragraphe (2), la cour peut le déclarer non coupable si, à son avis, la preuve ne démontre pas que, du prévenu et de la personne du sexe féminin, le prévenu est plus à blâmer que la personne du sexe féminin.»

C-439

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-439

An Act to amend the Criminal Code
(counterfeit of numismatic items)

First reading, May 27, 1976

MR. REYNOLDS

C-439

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

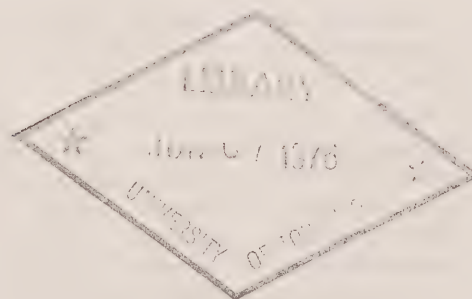
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-439

Loi modifiant le Code criminel
(contrefaçon de pièces de numismatique)

Première lecture, le 27 mai 1976

M. REYNOLDS



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-439

BILL C-439

An Act to amend the Criminal Code
(counterfeit of numismatic items)

Loi modifiant le Code criminel
(contrefaçon de pièces de numismatique)

R.S. 1970, c. 34 Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

S.R. 1970, c.
C-34

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Numismatic
Hobby Protection Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le
titre de *Loi sur la protection des numismates
amateurs*. 5

Titre abrégé

NUMISMATIC COUNTERFEITS

CONTREFAÇON DE PIÈCES DE NUMISMATIQUE

Counterfeit
money—
numismatic coin
or token

2. Section 406 of the Criminal Code is
amended by inserting therein, after paragraph
(f) of the definition "counterfeit money", the
following paragraph:

2. L'article 406 du Code criminel est modi-
fié par l'insertion de l'alinéa suivant immédia-
tement après l'alinéa f) de la définition de
«monnaie contrefaite»:

Monnaie
contrefaite—
pièces ou
symboles de
numismatique

10

"(g) a coin or token that resembles a coin or
token of any origin or date, being if genuine
a coin or token of numismatic interest,
unless clearly stamped with the year of
manufacture and the word "copy"."

«g) une pièce ou un symbole ressemblant à
une pièce ou un symbole de toute date ou
origine, qui aurait une valeur numismatique
s'il était de bon aloi, sauf si l'année de la
fabrication et le mot «copie» y sont claire-
ment estampillés.» 15

Imprisonment
and fine

3. The said Act is further amended by
adding thereto after section 420, the following
section:

3. Ladite loi est en outre modifiée par l'in-
sertion de l'article suivant après l'article 420:

Emprisonne-
ment et amend

"420.1 Every one who commits an
offense against the counterfeit money provi-
sions of this Act, where the applicable defi-
nition of "counterfeit money" is that con-
tained in paragraph (g) of that definition in
section 406, shall be liable to imprisonment
for two years and a fine of ten thousand
dollars." 25

«420.1 Quiconque contrevient aux dispo-
sitions de la présente loi concernant la mon-
naie contrefaite, si la définition de «mon-
naie contrefaite» applicable à son cas est
celle de l'alinéa 406g), est passible d'un
emprisonnement de deux ans et d'une
amende de dix mille dollars.» 25

EXPLANATORY NOTE

Counterfeits of old and valuable coins are appearing in larger and larger numbers on the numismatic market, and defrauding collectors of large sums of money. This bill would extend the protection of the currency counterfeit laws to items of numismatic value by requiring that such coins or tokens be marked with the date of manufacture and the word "copy".

NOTE EXPLICATIVE

La contrefaçon de pièces anciennes et de valeur est de plus en plus fréquente sur le marché de la numismatique et fait perdre aux collectionneurs des sommes considérables. Ce bill vise à étendre la protection des mesures sur la monnaie contrefaite aux articles ayant une valeur numismatique en rendant obligatoire l'indication de la date de fabrication et du mot «copie» sur les pièces ou symboles qui ne sont pas de bon aloi.

556
C-440

C-440

Government
Publications

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-1975-1976

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-440

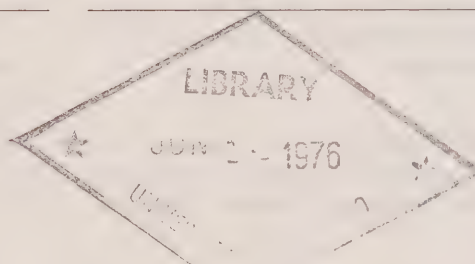
BILL C-440

An Act respecting the domestic and industrial use of solar
energy

Loi concernant l'usage domestique et industriel de
l'énergie solaire

First reading, June 3, 1976

Première lecture, le 3 juin 1976



MR. CACCIA

M. CACCIA

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-440

BILL C-440

An Act respecting the domestic and industrial
use of solar energy

Loi concernant l'usage domestique et
industriel de l'énergie solaire

WHEREAS the cost of non-renewable
resources is taxing more and more the econom-
ic resources of Canadians and citizens of all
countries;

ATTENDU QUE le coût des ressources non
renouvelables pèse de plus en plus sur les
ressources économiques des Canadiens et des
citoyens de tous les pays;

AND WHEREAS such non-renewable 5
resources are being depleted at an alarming
rate requiring new and alternate sources of
energy to be discovered;

ET ATTENDU QUE ces ressources non 5
renouvelables s'épuisent à un rythme alar-
mant, qui rend nécessaire la découverte de
nouvelles sources d'énergie pour y suppléer;

AND WHEREAS the United Nations Con-
ference on Human Settlements in Vancouver 10
has recommended the use of solar energy as an
indispensable alternative to high-cost non-
renewable resources;

ET ATTENDU QUE la Conférence des
Nations unies sur les Établissements humains 10
tenue à Vancouver a recommandé l'utilisation
de l'énergie solaire comme solution de
rechange indispensable face au coût élevé des
ressources non renouvelables;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by
and with the advice and consent of the Senate 15
and House of Commons of Canada, enacts as
follows:

EN CONSÉQUENCE Sa Majesté, sur 15
l'avis et du consentement du Sénat et de la
Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Solar
Energy Application Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le
titre: *Loi sur l'utilisation de l'énergie solaire*.

Titre abrégé

Institute
established

2. (1) A corporation is hereby established to 20
be known as the Institute of Solar Energy
Application (hereinafter referred to as the
"Institute").

2. (1) Est par les présentes constituée une 20
corporation connue sous le nom d'Institut
d'application de l'énergie solaire (ci-après
appelé l'«Institut»). Création d'un
institut

(2) The Institute shall consist of ten mem-
bers appointed by the Governor in Council 25
from among Canadian citizens who shall serve
without remuneration.

(2) L'Institut se compose de dix citoyens
canadiens nommés par le gouverneur en con- 25
seil et servant à titre bénévole.

Powers of
Institute

3. The Institute may
(a) undertake intensive research leading
to the development of a technology that 30

3. L'Institut peut
a) entreprendre des recherches intensives
pour mettre au point des techniques permet-

Pouvoirs de
l'Institut

will permit the use of solar energy for domestic and industrial purposes as a viable alternative to non-renewable resources;

(b) encourage and promote the establishment in Canada of an industry producing solar energy equipment and parts;

(c) subject to the approval of the Governor in Council, receive assistance from government departments and agencies in exercising its powers under paragraphs (a) and (b); and

(d) acquire any money, securities, or other property by gift, bequest or otherwise, and expend, administer or dispose of any such property subject to the terms and conditions under which the property is acquired by the Institute.

tant l'utilisation de l'énergie solaire à des fins domestiques et industrielles comme solution viable pour suppléer aux ressources non renouvelables;

b) promouvoir et favoriser l'établissement au Canada d'une industrie produisant l'équipement et les pièces nécessaires à l'utilisation de l'énergie solaire;

c) sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, recevoir de l'aide de ministères et organismes gouvernementaux dans l'exercice des pouvoirs qu'il détient en vertu des alinéas a) et b); et

d) acquérir tous fonds, valeurs ou autres biens par don, legs ou autrement et dépenser ou gérer ces biens ou en disposer sous réserve de leurs conditions d'acquisition par l'Institut.

Construction

4. Nothing in this Act shall be construed so as to require an appropriation of public revenue or an expenditure out of the Consolidated Revenue Fund.

4. Rien, dans la présente loi, ne doit être interprété comme entraînant l'affectation de deniers publics ou un débours du Fonds de revenu consolidé.

Interprétation

C-441

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-441

An Act to amend the Combines Investigation Act
(*ex relatione* class actions)

First reading, June 22, 1976

MR. RODRIGUEZ

C-441

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-1975-1976

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-441

Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les
coalitions
(actions collectives *ex relatione*)

Première lecture, le 22 juin 1976

M. RODRIGUEZ

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-441

BILL C-441

An Act to amend the Combines Investigation Act

(*ex relatione* class actions)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1974-76, c. 76,
s. 12

1. Section 31.1 of the *Combines Investigation Act* is amended by adding thereto the following subsection:

Class actions by
Attorney
General

“(1.1) The Attorney General of Canada on behalf of any specified class of persons who have suffered loss or damage as a result of

(a) conduct that is contrary to any provision of Part V, or

(b) the failure of any person to comply with an order of the Commission or a court under this Act

may, in any court of competent jurisdiction, sue for and recover from the person who engaged in the conduct or failed to comply with the order an amount equal to the loss or damage proved to have been suffered by members of the said class, together with any additional amount that the court may allow not exceeding the full cost to the Attorney General of any investigation in connection with the matter and of proceedings under this section.

Apportionment
of damages

(1.2) Where the court awards damages under subsection (1.1), it shall apportion the amount among members of the class of persons in whose behalf the action was brought in such manner as the court sees fit, and the Attorney

Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions

(actions collectives *ex relatione*)

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. L'article 31.1 de la *Loi relative aux enquêtes sur les coalitions* est modifié par l'insertion des paragraphes suivants:

1974-76 c. 76,
art. 12

«(1.1) Le procureur général du Canada peut, au nom de toute catégorie précise de personnes ayant subi une perte ou un préjudice par suite

Actions
collectives
intentées par le
procureur
général

a) d'un comportement allant à l'encontre d'une disposition de la Partie V, ou

b) du défaut d'une personne de se conformer à une ordonnance rendue par la commission ou une cour en vertu de la présente loi,

devant toute cour compétente, réclamer et recouvrer de la personne qui a eu un tel comportement ou a omis de se conformer à l'ordonnance, une somme égale au montant de la perte ou du préjudice que les membres de ladite catégorie sont reconnus avoir subis, ainsi que toute somme supplémentaire que la cour peut fixer et qui n'excède pas le coût total, pour le procureur général, de toute enquête relativement à l'affaire et des procédures engagées en vertu du présent article.

(1.2) Quand la cour accorde des dommages-intérêts en vertu du paragraphe (1.1), elle doit en répartir le montant entre les membres de la catégorie de personnes pour qui l'action a été intentée, de la manière qu'elle juge appropriée,

Répartition des
dommages-inté-
rêts

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this amendment is to empower the Attorney General of Canada to take legal action on behalf of persons who as a class suffer damage occasioned by a violation of the Act. The costs of prosecuting such an action may be very large in proportion to the damages that will be recovered by an individual member of the class acting on his own.

NOTE EXPLICATIVE

Cet amendement vise à permettre au procureur général du Canada d'intenter des poursuites en justice au nom de personnes faisant partie d'une certaine catégorie qui, de ce fait, subissent un préjudice à cause d'une violation de la loi. Le coût de telles poursuites peut être très élevé par rapport aux dommages-intérêts reçus par un membre de la catégorie agissant à titre personnel.

General shall distribute the amount so awarded accordingly."

2. Subsections (2) to (4) of the said section are amended by repealing the references therein to "subsection (1)" and substituting therefor references to "subsections (1) and (1.1)".

Coming into
force

3. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

et le procureur général doit remettre aux intéressés les sommes ainsi attribuées.»

2. Les paragraphes (2) à (4) dudit article sont modifiés par l'abrogation des références 5 qui y sont faites au «paragraphe (1)» et leur 5 remplacement par des références aux «paragraphes (1) et (1.1).»

3. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

C-442

C-442

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-1975-1976

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-442

BILL C-442

An Act to amend the Criminal Code
(day-fines)

Loi modifiant le Code criminel
(jours-amende)

First reading, July 8, 1976

Première lecture, le 8 juillet 1976

MR. MACDONALD (EGMONT)

M. MACDONALD (EGMONT)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-442

BILL C-442

An Act to amend the Criminal Code
(day-fines)

Loi modifiant le Code criminel
(jours-amende)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Short title

1. This Act may be cited as the *Impaired Driving Penalties Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le 5 titre de *Loi sur les peines pour conduite en état de capacité affaiblie*. 5

R.S. c. C-34

2. Section 234 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

2. L'article 234 du *Code criminel* est abrogé 5 et remplacé par ce qui suit: 5

Driving while ability to drive is impaired

"234. Every one who, while his ability to drive a motor vehicle is impaired by alcohol 10 or a drug, drives a motor vehicle or has the care or control of a motor vehicle, whether it is in motion or not, is guilty of an indictable offence or an offence punishable on summary conviction and shall be sentenced 15
(a) for a first offence, to twenty day-fines,
(b) for a second offence, to thirty-five day-fines, and
(c) for each subsequent offence, to sixty day-fines, 20
amounting, in the total, to not less than fifty dollars and not more than one thousand dollars."

"234. Quiconque, à un moment où sa capacité de conduire un véhicule à moteur 10 est affaiblie par l'effet de l'alcool ou d'une drogue, conduit un véhicule à moteur ou en a la garde ou le contrôle, que ce véhicule soit en mouvement ou non, est coupable d'un acte criminel ou d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, et doit être condamné, 15
a) pour une première infraction, à vingt jours-amende,
b) pour une deuxième infraction, à trente- 20 cinq jours-amende et
c) pour chaque infraction ultérieure, à soixante jours-amende,
soit, au total à une amende de cinquante à mille dollars." 25

Failure or refusal to provide sample

3. Subsection 235(2) of the said Act is repealed and the following substituted 25 therefor:

3. Le paragraphe 235(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

"(2) Every one who, without reasonable excuse, fails or refuses to comply with a

"(2) Quiconque, sans excuse raisonnable, fait défaut ou refuse d'obtempérer à une

Défaut ou refus de fournir un échantillon

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to introduce the concept of day-fines to the *Criminal Code* on an experimental basis in the area of impaired driving, as reflected in the report of the Law Reform Commission on Dispositions and Sentences in the Criminal Process. Day-fines are designed to make the punitive, and therefore deterrent, effect of fines more equitable for all offenders, regardless of income level.

Clause 2: Section 234 at present reads as follows:

“234. Every one who, while his ability to drive a motor vehicle is impaired by alcohol or a drug, drives a motor vehicle or has the care or control of a motor vehicle, whether it is in motion or not, is guilty of an indictable offence or an offence punishable on summary conviction and is liable

(a) for a first offence, to a fine of not more than five hundred dollars and not less than fifty dollars or to imprisonment for three months or to both;

(b) for a second offence, to imprisonment for not more than three months and not less than fourteen days; and

(c) for each subsequent offence, to imprisonment for not more than one year and not less than three months.”

Clause 3: Subsection 235(2) at present reads as follows:

“(2) Every one who, without reasonable excuse, fails or refuses to comply with a demand made to him by a peace officer under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine of not less than fifty dollars and not more than one thousand dollars or to imprisonment for not more than six months, or both.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce bill vise à introduire dans le *Code criminel*, à titre expérimental, la notion de jours-amende pour conduite en état de capacité affaiblie, telle qu'elle ressort du rapport de la Commission de réforme du droit sur les sentences et mesures non sentencielles dans le processus pénal. Les jours-amende sont conçus pour rendre l'effet répressif et, par conséquent, préventif des amendes plus équitable pour tous les contrevenants, quel que soit leur revenu.

Article 2 du bill: Voici le texte actuel de l'article 234:

«234. Quiconque, à un moment où sa capacité de conduire un véhicule à moteur est affaiblie par l'effet de l'alcool ou d'une drogue, conduit un véhicule à moteur ou en a la garde ou le contrôle, que ce véhicule soit en mouvement ou non, est coupable d'un acte criminel ou d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, et passible,

a) pour une première infraction, d'une amende d'au plus cinq cents dollars et d'au moins cinquante dollars, ou d'un emprisonnement de trois mois, ou des deux peines à la fois;

b) pour une deuxième infraction, d'un emprisonnement d'au plus trois mois et d'au moins quatorze jours; et

c) pour chaque infraction subséquente, d'un emprisonnement d'au plus un an et d'au moins trois mois.»

Article 3 du bill: Voici le texte actuel du paragraphe 235 (2):

«(2) Quiconque, sans excuse raisonnable, fait défaut ou refuse d'obtempérer à une sommation qui lui est faite par un agent de la paix aux termes du paragraphe (1), est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, et passible d'une amende d'au

demand made to him by a peace officer under subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction and shall be sentenced

- (a) for a first offence, to twenty-five day-fines, 5
 - (b) for a second offence, to fifty day-fines, and
 - (c) for each subsequent offence, to ninety day-fines, 10
- amounting, in the total, to not less than fifty dollars and not more than three thousand dollars."

4. Section 236 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

sommation qui lui est faite par un agent de la paix aux termes du paragraphe (1), est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, et doit être condamné 5

- a) pour une première infraction, à vingt-cinq jours-amende,
 - b) pour une deuxième infraction, à cinquante jours-amende et
 - c) pour chaque infraction ultérieure, à 10 quatre-vingt-dix jours-amende,
- soit, au total, à une amende de cinquante à trois mille dollars."

4. L'article 236 de ladite loi est abrogé et 15 remplacé par ce qui suit:

Driving with more than 80 mgs. of alcohol in blood

"236. Every one who drives a motor vehicle or has the care or control of a motor vehicle, whether it is in motion or not, having consumed alcohol in such a quantity that the proportion thereof in his blood exceeds 80 milligrams of alcohol in 100 millilitres of blood, is guilty of an offence punishable on summary conviction and shall be sentenced

- (a) for a first offence, to twenty-five day-fines, 25
 - (b) for a second offence, to fifty day-fines, and
 - (c) for each subsequent offence, to ninety day-fines, 30
- amounting, in the total, to not less than fifty dollars and not more than three thousand dollars."

5. The said Act is further amended by inserting, immediately after section 236 thereof, the following section:

"236. Quiconque conduit un véhicule à moteur ou en a la garde ou le contrôle, que ce véhicule soit en mouvement ou non, alors qu'il a consommé une quantité d'alcool telle que la proportion d'alcool dans son sang dépasse 80 milligrammes d'alcool par 100 millilitres de sang, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, et doit être condamné

- a) pour une première infraction, à vingt-cinq jours-amende 25
 - b) pour une deuxième infraction, à cinquante jours-amende et
 - c) pour chaque infraction ultérieure, à 30 quatre-vingt-dix jours-amende,
- soit, au total, à une amende de cinquante à trois mille dollars."

Fait de conduire lorsqu'on a plus de 80 mg d'alcool dans le sang

Number of offences

"236.1 (1) For the purpose of determining whether an offence committed under section 234, 235 or 236 is a first, second or subsequent offence, an offence committed under any one of these sections shall be deemed to be an offence under either of the other two sections; however, only the last ten years immediately preceding the day that the most recent offence was committed shall be taken into account. 40 45

5. Ladite loi est en outre abrogée par l'insertion de l'article suivant immédiatement après l'article 236: 35

"236.1 (1) Pour déterminer si une infraction prévue aux articles 234, 235 ou 236 est une première ou une deuxième infraction, ou une infraction ultérieure, une infraction prévue à l'un ou l'autre de ces articles est réputée être une infraction prévue à l'un des deux autres articles; cependant, seules les dix années précédant immédiatement le jour de l'infraction la plus récente sont considérées. 40 45

Nombre d'infractions

moins cinquante dollars et d'au plus mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou des deux peines à la fois.»

Clause 4: Section 236 at present reads as follows:

“236. Every one who drives a motor vehicle or has the care or control of a motor vehicle, whether it is in motion or not, having consumed alcohol in such a quantity that the proportion thereof in his blood exceeds 80 milligrams of alcohol in 100 millilitres of blood, is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine of not less than fifty dollars and not more than one thousand dollars or to imprisonment for not more than six months, or both.”

Article 4 du bill: Voici le texte actuel de l'article 236:

«236. Quiconque conduit un véhicule à moteur ou en a la garde ou le contrôle, que ce véhicule soit en mouvement ou non, alors qu'il a consommé une quantité d'alcool telle que la proportion d'alcool dans son sang dépasse 80 milligrammes d'alcool par 100 millilitres de sang, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, et passible d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou des deux peines à la fois.»

Rehabilitation programme	(2) In addition to any fine imposed for an offence committed under section 234 or 236, the court may order that a person convicted of such an offence submit to a programme of rehabilitation as may be established in the community by the Attorney General. 5	(2) Outre toute amende imposée pour une infraction prévue aux articles 234 ou 236, le tribunal peut ordonner que la personne déclarée coupable de l'infraction suive un programme de réadaptation établi dans la collectivité par le procureur général. 5	Programme de réadaptation
Definition	(3) In this section, "programme of rehabilitation" means a programme of treatment that may, as circumstances warrant, include remedial driver instruction, medical analysis, alcohol aversion therapy and any other <i>bona fide</i> method of behavioural treatment approved in the Province." 10	(3) Dans le présent article, «programme de réadaptation» désigne un programme de traitement pouvant comprendre, selon les circonstances, des leçons de conduite correctives, une analyse médicale, une thérapie de désintoxication par aversion et toute autre méthode sérieuse de traitement de comportement approuvée dans la province." 15	Définition

6. The said Act is further amended by 15 inserting, immediately after section 646 thereof, the following heading and sections:

"Day-Fines

6. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 646, de la rubrique et des articles suivants:

"Jours-amende

Definition	646.1 (1) In this Act, and subject to subsection (3), "day-fine" means a fine representing a portion of an offender's income equal to one one-thousandth thereof earned in the taxation year immediately preceding the year in which the offence was committed for which the fine is imposed; 20 "income" means income as defined in section 3 of the <i>Income Tax Act</i> . 25	646.1 (1) Dans la présente loi, et sous réserve du paragraphe (3), «jours-amende» désigne une amende représentant une fraction du revenu du contrevenant équivalant à un millième du revenu gagné dans l'année d'imposition précédant immédiatement l'année où l'infraction faisant l'objet de l'amende a été commise; 25 «revenu» désigne le revenu tel que le définit l'article 3 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> . 25	Définition
No imprisonment in default of payment	(2) Subject to this section, where an enactment prescribes day-fines in respect of an offence, the court shall not impose a term of imprisonment in default of payment of the fine. 30	(2) Sous réserve du présent article, si un texte législatif prescrit des jours-amende pour une infraction, le tribunal ne doit pas imposer l'emprisonnement pour défaut de payer l'amende. 30	Pas d'emprisonnement à défaut de paiement
Criteria for judgment	(3) In determining the net amount and manner of payment of a day-fine, the court shall have regard to the ability of the offender to pay in relation to the number of dependants, financial obligations, income and assets of the offender, as well as to any expenses incurred to earn the income and any other matter the court deems relevant, and adjust accordingly the amount initially arrived at pursuant to subsection (1). 35 40	(3) Pour déterminer le montant net et le mode de paiement d'une amende en jours-amende, le tribunal doit considérer la capacité de payer du contrevenant compte tenu du nombre de personnes à sa charge, de ses obligations financières, de son revenu et de ses biens, ainsi que de toute dépense engagée pour gagner le revenu et de toute autre chose que le tribunal juge appropriée et rectifier en conséquence le montant initialement calculé conformément au paragraphe (1). 35 45	Critères de jugement

Time for payment	(4) Subsections 646 (5), (6), (9), (10) and (11) apply to determine the amount of time that may be allowed for payment of a day-fine, and for that purpose, a sentence shall not be deemed to have been imposed until the court has calculated the amount of the sentence and apprised the offender of the amount and manner of its calculation.	5	(4) Les paragraphes 646(5), (6), (9), (10) et (11) s'appliquent pour déterminer le délai à accorder pour le paiement d'une amende en jours-amende et, à cette fin, une sentence n'est pas réputée avoir été imposée tant que la cour n'en a pas calculé le montant et n'a pas informé le contrevenant de ce montant et de la façon dont il a été calculé.	5	Délai de paiement
Review of calculation	(5) Every person sentenced to a day-fine may, within fifteen days of being apprised of the amount of the fine, make application to the court to review the amount where it is apparent that the calculation is erroneous or that the court failed to consider material circumstances relating to the ability of the offender to pay, and the court may revise the amount accordingly.	10 15	(5) Quiconque est condamné à une amende en jours-amende peut, dans les quinze jours suivant le moment où il est informé de son montant, demander au tribunal de réviser ce montant s'il est évident que le calcul est erroné ou que le tribunal n'a pas tenu compte de conditions matérielles relatives à la capacité de payer du contrevenant et le tribunal peut réviser le montant en conséquence.	10 15	Révision du calcul
Unjustified default	(6) Where the court is satisfied that non-payment of a day-fine is deliberate and unjustified, it may enforce payment as if the fine were a judgment debt issuing from a civil process but subject always to the rights and exemptions accorded a judgment debtor by the law of the Province.	20	(6) Si le tribunal est convaincu que le défaut de payer une amende en jours-amende est délibéré et injustifié, il peut faire payer l'amende comme si c'était une dette due par suite d'un jugement au civil, mais toujours sous réserve des droits et exemptions accordés en vertu du droit de la province à un débiteur en vertu d'un jugement.	20	Défaut de paiement injustifié
Order varied	(7) Where the condition, means or other circumstances of an offender have changed since a sentence of day-fines was imposed, the court may, upon application by the offender, (a) alter the conditions of payment, or (b) reduce the amount of the fine, or in lieu of payment, (c) impose a term of probation, or (d) impose a term of gratuitous work in the community, or make an order combining any number of the foregoing measures.	25 30 35	(7) Lorsque la situation ou les moyens d'un contrevenant ou d'autres circonstances dans lesquelles il se trouve ont changé depuis le prononcé d'une sentence de jours-amende, le tribunal peut, sur demande du contrevenant, a) modifier les conditions de paiement, ou b) réduire l'amende ou au lieu du paiement, c) imposer une période de probation, ou d) imposer une période de travail bénévole pour la collectivité, ou rendre une ordonnance combinant plusieurs des mesures précédentes.	30 35 40	Modification de l'ordonnance
Financial information filed	646.2 (1) Every person sentenced to a day-fine shall, within a reasonable time prescribed by the court, file with the court a copy of his income tax return for the taxation year described in subsection 646.1 (1) (or, if no return was filed that year, an affidavit by which he attests to the amount	40	646.2 (1) Quiconque est condamné à une amende en jours-amende doit, dans un délai raisonnable prescrit par le tribunal, présenter au tribunal une copie de sa déclaration d'impôt pour l'année financière indiquée au paragraphe 646.1(1), (ou s'il n'a pas fait de déclaration d'impôt cette année-là, un affi-	45	Production de renseignements financiers

The relevant part of section 646 reads as follows:

“(5) Where a court imposes a fine, the court shall not, at the time the sentence is imposed, direct that the fine be paid forthwith unless

- (a) the court is satisfied that the convicted person is possessed of sufficient means to enable him to pay the fine forthwith,
- (b) upon being asked by the court whether he desires time for payment, the convicted person does not request such time, or
- (c) for any other special reason, the court deems it expedient that no time should be allowed.

(6) The court, in considering whether time should be allowed for payment and, if so, for what period, shall consider any representation made by the accused but any time allowed shall be not less than fourteen clear days from the date sentence is imposed.

(9) Notwithstanding subsection (7), where, before the expiration of the time allowed for payment, the accused appears before a court as defined in section 644, and signifies in writing that he prefers to be committed immediately rather than to await the expiration of the time allowed, the court may forthwith issue a warrant committing the accused to prison.

(10) Where a person who has been allowed time for payment appears to the court to be not less than sixteen nor more than twenty-one years of age, the court shall, before issuing a warrant committing the person to prison for default of payment of the fine, obtain and consider a report concerning the conduct and means to pay of the accused.

(11) Where time has been allowed for payment under subsection (4) the court that imposed the sentence may, upon an application by or on behalf of the accused, allow further time for payment, subject to any rules made by the court under section 438.”

Voici le texte actuel de la partie pertinente de l'article 646:

«(5) Lorsqu'une cour inflige une amende, elle ne doit pas, au moment où la sentence est imposée, ordonner le paiement immédiat de l'amende, sauf

- a) si elle est convaincue que la personne condamnée dispose de moyens suffisants pour lui permettre de payer l'amende sur-le-champ,
- b) si, lorsque la cour demande à la personne condamnée si elle désire un délai de paiement, cette dernière ne sollicite pas ledit délai, ou,
- c) si, pour tout autre motif spécial, la cour estime opportun de n'accorder aucun délai.

(6) Lorsqu'elle examine l'opportunité d'accorder un délai de paiement et, le cas échéant, la durée de ce délai, la cour doit étudier toute représentation faite par l'accusé, mais un délai accordé doit être d'au moins quatorze jours francs à compter de la date d'imposition de la sentence.

(9) Nonobstant le paragraphe (7), lorsque, avant l'expiration du délai accordé pour le paiement, l'accusé comparaît devant une cour, selon la définition qu'en donne l'article 644, et signifie par écrit qu'il préfère être incarcéré immédiatement plutôt qu'attendre l'expiration du délai accordé, la cour peut sur-le-champ émettre un mandat envoyant l'accusé en prison.

(10) Quand il apparaît à la cour qu'une personne qui s'est vu accorder un délai de paiement est âgée d'au moins seize ans et d'au plus vingt et un ans, la cour doit, avant d'émettre un mandat ordonnant l'incarcération de ladite personne à défaut du paiement de l'amende, obtenir et étudier un rapport sur la conduite et la capacité de paiement de l'accusé.

(11) Lorsqu'un délai de paiement a été accordé sous le régime du paragraphe (4), la cour qui a imposé la sentence peut, sur demande faite par l'accusé ou en son nom, accorder un délai supplémentaire de paiement, sous réserve de toute règle établie par la cour aux termes de l'article 438.»

of his income, assets, debts and other financial obligations at the end of that year) and an affidavit by which he attests to his financial position on the day he was sentenced.

Access to
information

(2) The court may make all necessary enquiries to determine the validity of the information filed under subsection (1) and for this purpose, an official or authorized person as defined in section 241 of the *Income Tax Act* shall grant access to the court to all information and documentation obtained by or on behalf of the Minister under that Act that the court deems relevant; however, no such information or documentation nor any information contained in an affidavit filed under subsection (1) shall be included in or form part of the public record of the court.

Forms,
regulations,
rules

646.3 The Governor in Council may issue forms and make regulations and the court may make rules subject to such regulations to accomplish the purposes of the provisions contained under this heading."

davit où il déclare le montant de son revenu, de son avoir, de ses dettes et autres obligations financières à la fin de l'année en question) et un affidavit où il déclare sa situation financière le jour de sa condamnation.

Accès aux
renseignements

(2) Le tribunal peut faire toute les enquêtes nécessaires pour déterminer la validité des renseignements fournis en vertu du paragraphe (1) et, à cette fin, un fonctionnaire ou une personne autorisée selon la définition de l'article 241 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* doit permettre au tribunal d'obtenir tous les renseignements et toute la documentation obtenus par ou pour le ministre en vertu de cette loi et que le tribunal juge pertinents; cependant ni ces renseignements ni cette documentation, ni aucune information contenue dans un affidavit présenté en vertu du paragraphe (1) ne doivent être portés au registre public du tribunal ni en faire partie.

Formules,
règlements,
règles

646.3 Le gouverneur en conseil peut émettre des formules et établir des règlements et le tribunal peut établir des règles sous réserve de ces règlements aux fins des dispositions contenues sous la présente rubrique."

C-443

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-443

An Act to amend the Supreme Court Act

First reading, July 12, 1976

MR. REYNOLDS

C-443

Government
Publications

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-1975-1976

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-443

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême

Première lecture, le 12 juillet 1976

M. REYNOLDS

1st Session, 30th Parliament, 23-24-25 Elizabeth II,
1974-75-76

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24-25 Elizabeth II,
1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-443

BILL C-443

An Act to amend the Supreme Court Act

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

R.S., c. S-19

1. Section 6 of the *Supreme Court Act* is amended by adding thereto the following subsection:

1. L'article 6 de la *Loi sur la Cour suprême* est modifié par l'adjonction du paragraphe 5 suivant: S.R., c. S-19

One judge from B.C.

“(2) At least one of the judges shall be appointed from among the judges of the Court of Appeal or of the Supreme Court, or the barristers or solicitors of the Province of 10 British Columbia.”

«(2) Au moins un des juges sera choisi parmi les juges de la Cour d'appel ou de la Cour suprême ou parmi les avocats ou procureurs de la province de Colombie-Britannique.» 10

Un juge de la Colombie-Britannique

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the *Supreme Court Act* to ensure that British Columbia has permanent representation on the bench.

Voici le texte actuel de l'article 6:

"6. At least three of the judges shall be appointed from among the judges of the Court of Queen's Bench, or of the Superior Court, or the barristers or advocates of the Province of Quebec."

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à modifier la *Loi sur la Cour suprême* de façon à assurer à la Colombie-Britannique une représentation permanente à la Cour.

Section 6 at present reads as follows:

"6. Au moins trois des juges sont choisis parmi les juges de la Cour du Banc de la Reine ou de la Cour supérieure ou parmi les avocats de la province de Québec."

C-444

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

C-444

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-1975-1976

Government
Publications

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-444

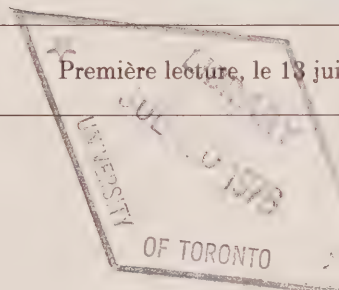
BILL C-444

An Act to amend the Motor Vehicle Safety Act
(passive restraint crash protection devices)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité des véhicules
automobiles
(dispositifs automatiques de protection en cas de collision)

First reading, July 13, 1976

Première lecture, le 13 juillet 1976



MR. MACDONALD (EGMONT)

M. MACDONALD (EGMONT)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-444

BILL C-444

An Act to amend the Motor Vehicle Safety
Act
(passive restraint crash protection devices)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité des
véhicules automobiles
(dispositifs automatiques de protection en cas
de collision)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. 26 (1st
Supp.)

1. Section 4 of the *Motor Vehicle Safety Act*
is amended by adding thereto, immediately
after subsection (1) thereof, the following
subsection:

1. L'article 4 de la *Loi sur la sécurité des*
véhicules automobiles est modifié par l'insertion
du paragraphe suivant immédiatement après
le paragraphe (1):

S.R., c. 26 (1^{er}
supp.)

Airbags

“(1.1) In addition to any other applicable
safety standards prescribed under this sec-
tion, it is a condition of the use of the
national safety marks, in relation to any
motor vehicle of a prescribed class that is
manufactured after December 31, 1980,
that the vehicle is fitted with impact-actuated
airbags meeting prescribed standards for
vehicles of its class and protecting each
occupant seated in a forward seating posi-
tion of the vehicle.”

«(1.1) En sus de toutes autres normes de
sécurité prescrites en vertu du présent arti-
cle auxquelles il doit répondre, tout véhicule
automobile d'une catégorie prescrite fabri-
qué après le 31 décembre 1980 doit aussi,
pour que l'emploi des marques nationales de
sécurité soit permis à son égard, être équipé
de ballons à air se gonflant sous l'effet du
choc, répondant aux normes prescrites pour
les véhicules de cette catégorie et protégeant
chaque occupant assis sur le ou les sièges
avant du véhicule.»

Ballons à air

2. (1) Section 7 of the said Act is amended
by adding thereto, immediately after subsec-
tion (1) thereof, the following subsection:

2. (1) L'article 7 de ladite loi est modifié par
l'insertion du paragraphe suivant immédiate-
ment après le paragraphe (1):

Airbags

“(1.1) In addition to any other applicable
safety standards prescribed under this sec-
tion, it is a condition of the importation into
Canada of any motor vehicle of a prescribed
class that is manufactured after December
31, 1980, that the vehicle is fitted with
impact-actuated airbags meeting prescribed
standards for vehicles of its class protecting

«(1.1) En sus de toutes autres normes de
sécurité prescrites en vertu du présent arti-
cle auxquelles il doit répondre, tout véhicule
automobile d'une catégorie prescrite fabri-
qué après le 31 décembre 1980 doit aussi,
pour pouvoir être importé au Canada, être
équipé de ballons à air se gonflant sous
l'effet du choc, répondant aux normes pres-

Ballons à air

EXPLANATORY NOTES

Airbags require no action by vehicle occupants to make them effective, in contrast to such restraining devices as seat belts, and therefore provide surer protection for vehicle occupants. The possibility of malfunction is negligible, and they have been shown to be highly cost effective in reducing medical, insurance, and other accident-related expenses.

Clause 1: The *Motor Vehicle Safety Act* establishes as a national trade mark the words “Canada Motor Vehicle Safety Standard”, the property to which is vested in the Crown. As a condition of use of the national mark, vehicles of a prescribed class must conform to certain safety standards prescribed by regulation. In turn, the application of the mark to a vehicle is a condition of its movement in interprovincial or export trade.

The amendment specifies that airbags shall be added to whatever other safety standards are prescribed, with respect to vehicles manufactured in 1981 and afterwards.

Clause 2: Vehicles of a prescribed class manufactured outside Canada must conform to prescribed safety standards as a condition of their importation. The amendment adds airbags to the standards prescribed by regulation.

NOTES EXPLICATIVES

Les ballons à air fonctionnent sans intervention des occupants du véhicule, contrairement aux dispositifs de protection comme les ceintures de sécurité; ils assurent donc une meilleure protection. La possibilité de mauvais fonctionnement est minime et ces dispositifs se sont révélés fort économiques, car ils réduisent les frais d'assurances, médicaux et les autres frais occasionnés par un accident.

Article 1 du bill: La *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles* établit comme marque de commerce nationale les mots «Normes de Sécurité des Véhicules Automobiles du Canada», dont la propriété est dévolue à la Couronne. Pour que la marque nationale leur soit applicable, les véhicules d'une catégorie prescrite doivent être conformes aux normes de sécurité prescrites par règlement. L'application de la marque à un véhicule est en revanche nécessaire à son exportation ou son commerce sur le marché interprovincial.

La modification précise que les ballons à air doivent être ajoutés à toutes autres normes de sécurité prescrites, pour les véhicules fabriqués à partir de 1981.

Article 2 du bill: Les véhicules d'une catégorie prescrite fabriqués à l'extérieur du Canada doivent être conformes aux normes de sécurité prescrites pour pouvoir être importés. La modification ajoute les ballons à air aux normes prescrites par le gouverneur en conseil.

each occupant seated in a forward seating position of the vehicle."

(2) Subsection 7(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Prohibition

"(2) No person shall import into Canada a motor vehicle contrary to any regulation made under subsection (1) or contrary to subsection (1.1)."

3. Section 15 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (b) thereof, the following paragraph:

"(b.1) prescribing standards of design, fabrication and installation of airbags, for motor vehicles of a prescribed class, which operate to prevent impact at greater than a prescribed velocity between occupants weighing up to two hundred and fifty pounds and any component of the vehicle, in a collision with a fixed plane barrier perpendicular to the path of the vehicle while travelling at any speed up to fifty miles per hour;"

crites pour les véhicules de cette catégorie et protégeant chaque occupant assis sur le ou les sièges avant du véhicule.»

(2) Le paragraphe 7(2) de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

5

«(2) Nul ne doit importer un véhicule automobile au Canada en contravention d'un règlement établi en vertu du paragraphe (1) ou en contravention du paragraphe (1.1).»

Interdiction

10

3. L'article 15 de ladite loi est modifié par l'insertion de l'alinéa suivant immédiatement après l'alinéa b):

«(b.1) prescrivant les normes de conception, de fabrication et d'installation, pour les véhicules automobiles d'une catégorie prescrite, de ballons à air empêchant les chocs, au-delà d'une vitesse prescrite, entre des occupants pesant jusqu'à deux cent cinquante livres et tout élément du véhicule, lors d'une collision avec une barrière plane fixe perpendiculaire à la direction du véhicule roulant à une vitesse pouvant aller jusqu'à cinquante milles à l'heure;»

25

Clause 3: The opening words of section 15 read as follows:

“15. The Governor in Council may make regulations”

Article 3 du bill: Voici les premiers mots du texte actuel de l'article 15:

«15. Le gouverneur en conseil peut établir des règlements»

C-445

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-445

An Act to amend the Canadian and British Insurance
Companies Act

First reading, July 13, 1976

MR. KAPLAN

C-445

Première Session, Trentième Législature,
23-24-25 Elizabeth II, 1974-1975-1976

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-445

Loi modifiant la Loi sur les compagnies d'assurance
canadiennes et britanniques

Première lecture, le 13 juillet 1976

M. KAPLAN

1st Session, 30th Parliament, 23-24-25 Elizabeth II,
1974-75-76

1^{re} Session, 30^e Législature, 23-24-25 Elizabeth II,
1974-75-76

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-445

BILL C-445

An Act to amend the Canadian and British
Insurance Companies Act

Loi modifiant la Loi sur les compagnies
d'assurance canadiennes et britanniques

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, décrète:

R.S., c. I-15

1. Subparagraph 63(1)(a)(i) of the *Canadian
and British Insurance Companies Act* is
repealed and the following substituted
therefor:

“(i) Canada, Australia, Ceylon, India, Ja-
maica, New Zealand, Pakistan, the Repub-
lic of South Africa, Trinidad and Tobago, 10
and the United Kingdom, or any province
or state thereof, and Southern Rhodesia, the
Republic of Ireland and Israel,”

1. Le sous-alinéa 63(1)a(i) de la *Loi sur les* S.R., c. I-15
5 *compagnies d'assurance canadiennes et britanni-* 5
ques est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(i) du Canada, de l'Australie, du Ceylan,
de l'Inde, de la Jamaïque, de la Nouvelle-
Zélande, du Pakistan, de la république
d'Afrique du Sud, de la Trinité et Tobago, 10
du Royaume-Uni, ou d'une province ou d'un
État de ces pays, et de la Rhodésie du Sud,
de la République d'Irlande et d'Israël,»

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to extend the capacity of insurance companies so as to permit them to invest in stocks and bonds guaranteed by the government of Israel, in addition to investment now permitted in Australia, Ceylon, India, Jamaica, New Zealand, Pakistan, the Republic of South Africa, Trinidad and Tobago, the United Kingdom, Southern Rhodesia and the Republic of Ireland.

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill vise à étendre la capacité des compagnies d'assurance de façon à leur permettre d'investir dans les actions et obligations garanties par le gouvernement d'Israël et non seulement dans celles de l'Australie, du Ceylan, de l'Inde, de la Jamaïque, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, de la république d'Afrique du Sud, de la Trinité et de Tobago, du Royaume-Uni, de la Rhodésie du Sud et de la République d'Irlande, comme c'est actuellement le cas.

C-1001

C-1001

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-1001

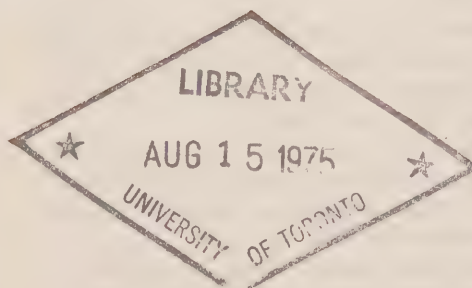
BILL C-1001

An Act to provide an exception from the general law
relating to marriage in the case of Richard Fritz
and Marianne Strass

Loi faisant exception aux règles générales de droit en
matière de mariage dans le cas de Richard Fritz et
Marianne Strass

First reading, July 9, 1975

Première lecture, le 9 juillet 1975



MR. CAMPBELL

M. CAMPBELL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-1001

An Act to provide an exception from the general law relating to marriage in the case of Richard Fritz and Marianne Strass

WHEREAS Richard Fritz and Marianne Strass, both of the City of LaSalle, in the Province of Quebec, are desirous of marrying each other;

WHEREAS they have by their petition 5 represented that

(a) Richard Fritz was born out of wedlock to Georg Wilhelm Schneider and Mrs. Maria Strass on May 1st, 1943, in Zweibrücken, in what is now West Germany, 10 and is at present 32 years of age;

(b) the said Richard Fritz entered Canada as a landed immigrant on January 4, 1964 and became a Canadian citizen on June 19, 1969; 15

(c) Marianne Strass was born to Mr. and Mrs. Robert Strass on February 21, 1950, in Zweibrücken, West Germany, and is at present 25 years of age;

(d) the said Marianne Strass entered 20 Canada as a landed immigrant on September 4, 1953 and became a Canadian citizen on March 11, 1970;

(e) the said Robert Strass is the son of Julius Strass and the said Maria Strass, 25 and therefore Robert Strass is the half-brother of Richard Fritz and Marianne Strass is the half-niece of Richard Fritz;

(f) by section 129 of the British North America Act, 1867, the laws in force at 30 the time of Confederation in what is now the Province of Quebec remain in force in that Province unless repealed or altered

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-1001

Loi faisant exception aux règles générales de droit en matière de mariage dans le cas de Richard Fritz et Marianne Strass

ATTENDU QUE Richard Fritz et Mariannc Strass, tous deux de la ville de LaSalle, province de Québec, désirent s'épouser;

ATTENDU QU'ils ont, par pétition, 5 exposé que

a) Richard Fritz, fils naturel de Georg Wilhelm Schneider et de M^{me} Maria Strass, est né le 1^{er} mai 1943 à Zweibrücken, maintenant en Allemagne de l'Ouest, et 10 est actuellement âgé de 32 ans;

b) ledit Richard Fritz est arrivé au Canada en qualité d'immigrant reçu le 4 janvier 1964 et est devenu citoyen canadien le 19 juin 1969; 15

c) Marianne Strass, fille de M. et M^{me} Robert Strass, est née le 21 février 1950 à Zweibrücken, Allemagne de l'Ouest, et est actuellement âgée de 25 ans;

d) ladite Marianne Strass est arrivée au 20 Canada en qualité d'immigrante reçue le 4 septembre 1953 et est devenue citoyenne canadienne le 11 mars 1970;

e) ledit Robert Strass est fils de Julius Strass et de ladite Maria Strass et Robert 25 Strass est donc demi-frère de Richard Fritz et Marianne Strass demi-nièce de Richard Fritz;

f) Selon l'article 129 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, les lois 30 qui, lors de la confédération, étaient en vigueur dans ce qui est maintenant la province de Québec restent en vigueur

EXPLANATORY NOTE

This Bill would exempt Mr. Fritz and Miss Strass from the prohibition contained in Article 126 of the Quebec Civil Code. The relevant portion of Article 126 reads as follows:

"Marriage is also prohibited between uncle and niece;"

NOTE EXPLICATIVE

Ce bill soustrairait M. Fritz et M^{le} Strass à l'interdiction énoncée par l'article 126 du code civil du Québec. Voici le texte de la partie pertinente de l'article 126:

«Le mariage est aussi prohibé entre l'oncle et la nièce;»

by the Parliament of Canada or by the National Assembly of the Province of Quebec, according to the authority of Parliament or of the National Assembly under the British North America Act, 1867;

(g) Article 126 of the Civil Code of the Province of Quebec, the relevant portion of which was in force at the time of Confederation and reads: "Marriage is also prohibited between uncle and niece;" would prohibit the Petitioners from marrying each other;

(h) by section 91(26) of the British North America Act, 1867, legislative authority in relation to "Marriage and Divorce" resides in the Parliament of Canada, and by section 92(12) of the said Act legislative authority in relation to "The Solemnization of Marriage in the Province" resides in the provincial legislatures, and therefore the Parliament of Canada has exclusive legislative authority in relation to prohibited degrees of consanguinity;

(i) the Petitioners will be unable to marry each other unless the Parliament of Canada enacts that they may;

(j) the Petitioners have sought and received medical advice that their degree of consanguinity will not impair their ability to have normal healthy children;

WHEREAS the said Richard Fritz and Marianne Strass have by their petition prayed that it be enacted as hereinafter set forth, and it is expedient to grant the prayer of the petition: Therefore Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Permission to
marry

1. Notwithstanding any law prevailing in the Province of Quebec respecting the degrees of consanguinity or affinity within which persons may not marry, Richard Fritz and Marianne Strass, both of the City of LaSalle, in the Province of Quebec, may marry each other.

dans cette province à moins d'être révoquées ou modifiées par le parlement du Canada ou par l'assemblée nationale de la province de Québec, conformément à l'autorité conférée à ce parlement ou à cette assemblée nationale par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867;

g) l'article 126 du code civil de la province de Québec, dont la partie pertinente était en vigueur lors de la confédération et est ainsi libellée: «Le mariage est aussi prohibé, entre l'oncle et la nièce», interdirait aux requérants de s'épouser;

h) selon l'article 91(26) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, le parlement du Canada détient l'autorité législative en matière de «mariage et divorce» et, selon l'article 92(12) de ladite loi, les législatures provinciales détiennent l'autorité législative en matière de «célébration du mariage dans la province», et en conséquence, le parlement du Canada détient seul l'autorité législative en ce qui concerne les degrés de consanguinité faisant obstacle au mariage;

i) les requérants ne pourront s'épouser que si le parlement du Canada les y autorise par une loi;

j) les requérants ont demandé et obtenu un avis médical indiquant que leur degré de consanguinité ne nuira pas à leur capacité d'avoir des enfants normaux et sains;

ATTENDU QUE ledit Richard Fritz et ladite Marianne Strass ont, par pétition, sollicité l'adoption d'une loi à l'effet ci-dessous énoncé et qu'il est opportun d'accéder à leur demande, en conséquence Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Nonobstant toute règle de droit appliquée dans la province de Québec en ce qui concerne les degrés de consanguinité ou de parenté par alliance qui font obstacle au mariage, Richard Fritz et Marianne Strass, tous deux de la ville de LaSalle, province de Québec, sont autorisés à s'épouser.

Autorisation de
mariage

C-1001

C-1001

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-1001

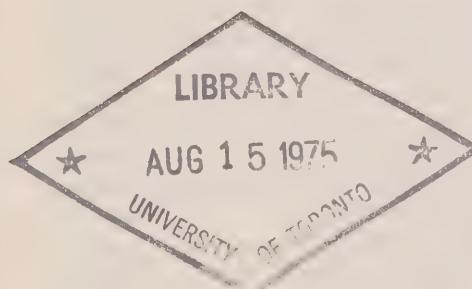
BILL C-1001

An Act to provide an exception from the general law
relating to marriage in the case of Richard Fritz
and Marianne Strass

Loi faisant exception aux règles générales de droit en
matière de mariage dans le cas de Richard Fritz et
Marianne Strass

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
17TH JULY, 1975

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 17 JUILLET 1975



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-1001

An Act to provide an exception from the general law relating to marriage in the case of Richard Fritz and Marianne Strass

WHEREAS Richard Fritz and Marianne Strass, both of the City of LaSalle, in the Province of Quebec, are desirous of marrying each other;

WHEREAS they have by their petition 5
represented that

(a) Richard Fritz was born out of wedlock to Georg Wilhelm Schneider and Mrs. Maria Strass on May 1st, 1943, in Zweibrücken, in what is now West Germany, 10
and is at present 32 years of age;

(b) the said Richard Fritz entered Canada as a landed immigrant on January 4, 1964 and became a Canadian citizen on June 19, 1969; 15

(c) Marianne Strass was born to Mr. and Mrs. Robert Strass on February 21, 1950, in Zweibrücken, West Germany, and is at present 25 years of age;

(d) the said Marianne Strass entered 20
Canada as a landed immigrant on September 4, 1953 and became a Canadian citizen on March 11, 1970;

(e) the said Robert Strass is the son of Julius Strass and the said Maria Strass, 25
and therefore Robert Strass is the half-brother of Richard Fritz and Marianne Strass is the half-niece of Richard Fritz;

(f) by section 129 of the British North America Act, 1867, the laws in force at 30
the time of Confederation in what is now the Province of Quebec remain in force in that Province unless repealed or altered

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-1001

Loi faisant exception aux règles générales de droit en matière de mariage dans le cas de Richard Fritz et Marianne Strass

ATTENDU QUE Richard Fritz et Marianne Strass, tous deux de la ville de LaSalle, province de Québec, désirent s'épouser;

ATTENDU QU'ils ont, par pétition, 5
exposé que

a) Richard Fritz, fils naturel de Georg Wilhelm Schneider et de M^{me} Maria Strass, est né le 1^{er} mai 1943 à Zweibrücken, maintenant en Allemagne de l'Ouest, et 10
est actuellement âgé de 32 ans;

b) ledit Richard Fritz est arrivé au Canada en qualité d'immigrant reçu le 4 janvier 1964 et est devenu citoyen canadien le 19 juin 1969; 15

c) Marianne Strass, fille de M. et M^{me} Robert Strass, est née le 21 février 1950 à Zweibrücken, Allemagne de l'Ouest, et est actuellement âgée de 25 ans;

d) ladite Marianne Strass est arrivée au 20
Canada en qualité d'immigrante reçue le 4 septembre 1953 et est devenue citoyenne canadienne le 11 mars 1970;

e) ledit Robert Strass est fils de Julius Strass et de ladite Maria Strass et Robert 25
Strass est donc demi-frère de Richard Fritz et Marianne Strass demi-niece de Richard Fritz;

f) Selon l'article 129 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, les lois 30
qui, lors de la confédération, étaient en vigueur dans ce qui est maintenant la province de Québec restent en vigueur

by the Parliament of Canada or by the National Assembly of the Province of Quebec, according to the authority of Parliament or of the National Assembly under the British North America Act, 5 1867;

(g) Article 126 of the Civil Code of the Province of Quebec, the relevant portion of which was in force at the time of Confederation and reads: "Marriage is 10 also prohibited between uncle and niece;", would prohibit the Petitioners from marrying each other;

(h) by section 91(26) of the British North America Act, 1867, legislative authority 15 in relation to "Marriage and Divorce" resides in the Parliament of Canada, and by section 92(12) of the said Act legislative authority in relation to "The Solemnization of Marriage in the Province" 20 resides in the provincial legislatures, and therefore the Parliament of Canada has exclusive legislative authority in relation to prohibited degrees of consanguinity;

(i) the Petitioners will be unable to marry 25 each other unless the Parliament of Canada enacts that they may;

(j) the Petitioners have sought and received medical advice that their degree of consanguinity will not impair their 30 ability to have normal healthy children;

WHEREAS the said Richard Fritz and Marianne Strass have by their petition prayed that it be enacted as hereinafter set forth, and it is expedient to grant the prayer 35 of the petition: Therefore Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Notwithstanding any law prevailing in 40 the Province of Quebec respecting the degrees of consanguinity or affinity within which persons may not marry, Richard Fritz and Marianne Strass, both of the City of LaSalle, in the Province of Quebec, may 45 marry each other.

Permission to
marry

dans cette province à moins d'être révoquées ou modifiées par le parlement du Canada ou par l'assemblée nationale de la province de Québec, conformément à l'autorité conférée à ce parlement ou à cette 5 assemblée nationale par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867;

g) l'article 126 du code civil de la province de Québec, dont la partie pertinente était en vigueur lors de la confédération 10 et est ainsi libellée: «Le mariage est aussi prohibé, entre l'oncle et la nièce», interdirait aux requérants de s'épouser;

h) selon l'article 91(26) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, le 15 parlement du Canada détient l'autorité législative en matière de «mariage et divorce» et, selon l'article 92(12) de ladite loi, les législatures provinciales détiennent l'autorité législative en matière de «célé- 20 bration du mariage dans la province», et en conséquence, le parlement du Canada détient seul l'autorité législative en ce qui concerne les degrés de consanguinité faisant obstacle au mariage;

i) les requérants ne pourront s'épouser 25 que si le parlement du Canada les y autorise par une loi;

j) les requérants ont demandé et obtenu un avis médical indiquant que leur degré 30 de consanguinité ne nuira pas à leur capacité d'avoir des enfants normaux et sains;

ATTENDU QUE ledit Richard Fritz et ladite Marianne Strass ont, par pétition, sollicité l'adoption d'une loi à l'effet ci-des- 35 sous énoncé et qu'il est opportun d'accéder à leur demande, en conséquence Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. Nonobstant toute règle de droit appli- 40 quée dans la province de Québec en ce qui concerne les degrés de consanguinité ou de parenté par alliance qui font obstacle au mariage, Richard Fritz et Marianne Strass, 45 tous deux de la ville de LaSalle, province de Québec, sont autorisés à s'épouser.

Autorisation de
mariage

C-1002

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS CANADA

BILL C-1002

An Act to incorporate the Northland Bank

First reading, November 5, 1975

MR. GUAY (ST. BONIFACE)

C-1002

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

**Government
Publications**

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-1002

Loi constituant Norbanque en corporation

Première lecture, le 5 novembre 1975

M. GUAY (SAINT-BONIFACE)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-1002

BILL C-1002

An Act to incorporate the Northland Bank

Loi constituant Norbanque en corporation

Preamble

Whereas the persons hereinafter named have by their petition prayed that it be enacted as hereinafter set forth and it is expedient to grant the prayer of the said petition: Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the House of Commons of Canada, enacts as follows:

Préambule

Considérant que les personnes ci-après nommées ont, par voie de pétition, demandé l'établissement des dispositions législatives ci-dessous énoncées, et qu'il est à propos d'accéder à cette demande: A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et du consentement de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Incorporation

1. Ronald Thomas Curtis, Manager, and Henry George DeCuyper, Manager, both of the City of Winnipeg, in the Province of Manitoba, Richard Earl Foster, Manager, of the City of Saskatoon, in the Province of Saskatchewan, Donald Victor Larson, Executive, of the City of Winnipeg, in the Province of Manitoba, Philip Duncan Sampson, Director, of the City of Regina, in the Province of Saskatchewan, Alan William Scarth, Barrister, of the City of Winnipeg, in the Province of Manitoba, Gordon Maxwell Sinclair, Executive, of the City of Saskatoon, in the Province of Saskatchewan, George Robert Viereck, Manager, of the City of Prince Rupert, in the Province of British Columbia, Robert Alan Willson, Consultant, and Hugh Malcolm Wilson, Banker, both of the City of Calgary, in the Province of Alberta, together with such persons as become shareholders in the corporation by this Act created, are incorporated under the English name of Northland Bank and the French name of Norbanque, hereinafter called "the Bank".

Constitution en corporation

1. Ronald Thomas Curtis, gérant, et Henry George DeCuyper, gérant, tous deux de la ville de Winnipeg, au Manitoba, Richard Earl Foster, gérant, de la ville de Saskatoon, en Saskatchewan, Donald Victor Larson, directeur, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, Philip Duncan Sampson, administrateur, de la ville de Regina, en Saskatchewan, Alan William Scarth, avocat, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, Gordon Maxwell Sinclair, directeur, de la ville de Saskatoon, en Saskatchewan, George Robert Viereck, gérant, de la ville de Prince Rupert, en Colombie-Britannique, Robert Alan Willson, conseiller, et Hugh Malcolm Wilson, banquier, tous deux de la ville de Calgary, en Alberta, ainsi que toutes personnes qui deviendront actionnaires de la corporation créée par la présente loi, sont constitués en corporation sous le nom français Norbanque et le nom anglais Northland Bank, ci-après appelés «la banque».

Provisional directors

2. The persons named in section 1 shall be the provisional directors of the Bank.

Administrateurs provisoires

2. Les personnes nommées à l'article 1 sont les administrateurs provisoires de la Banque.

Authorized capital

3. The authorized capital stock of the Bank shall be twenty million dollars divided into 35

Capital autorisé

3. Le capital social autorisé de la Banque est de vingt millions de dollars répartis en

two million shares having a par value of ten dollars each.

Head office

4. The head office of the Bank shall be at the City of Winnipeg, in the Province of Manitoba.

Amendment to
Schedule A of
the Bank Act

5. Schedule A of the Bank Act is amended by adding thereto the following:

deux millions d'actions d'une valeur au pair de dix dollars chacune.

4. Le siège social de la Banque est situé dans la ville de Winnipeg, au Manitoba.

Siège social

5

5. L'annexe A de la Loi sur les banques est modifiée par l'adjonction de ce qui suit:

5 Modification de
l'annexe A de la
Loi sur les ban-
ques

Name of Bank	Additional name under which Bank is author- ized to carry on business	Authorized capital stock	Par value of shares	Head office of the Bank
North- land Bank	Norbanque	\$20,000,000	\$10	Winni- peg

Nom de la Banque	Autre nom sous lequel la banque est auto- risée à faire des affaires	Capital social autorisé	Valeur au pair des actions	Siège social de la Banque
North- land Bank	Norbanque	\$20 000	\$10	Winnipeg

C-1002

First Session, Thirtieth Parliament,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

C-1002

Première Session, Trentième Législature,
23-24 Elizabeth II, 1974-75

THE HOUSE OF COMMONS CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-1002

BILL C-1002

An Act to incorporate the Northland Bank

Loi constituant Norbanque en corporation

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
4th DECEMBER, 1975**

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 4 DÉCEMBRE 1975**

BILL C-1002

An Act to incorporate the Northland Bank

Preamble

Whereas the persons hereinafter named have by their petition prayed that it be enacted as hereinafter set forth and it is expedient to grant the prayer of the said petition: Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the House of Commons of Canada, enacts as follows:

Incorporation

1. Ronald Thomas Curtis, Manager, and Henry George DeCuypere, Manager, both of the City of Winnipeg, in the Province of Manitoba, Richard Earl Foster, Manager, of the City of Saskatoon, in the Province of Saskatchewan, Donald Victor Larson, Executive, of the City of Winnipeg, in the Province of Manitoba, Philip Duncan Sampson, Director, of the City of Regina, in the Province of Saskatchewan, Alan William Scarth, Barrister, of the City of Winnipeg, in the Province of Manitoba, Gordon Maxwell Sinclair, Executive, of the City of Saskatoon, in the Province of Saskatchewan, George Robert Viereck, Manager, of the City of Prince Rupert, in the Province of British Columbia, Robert Alan Willson, Consultant, and Hugh Malcolm Wilson, Banker, both of the City of Calgary, in the Province of Alberta, together with such persons as become shareholders in the corporation by this Act created, are incorporated under the English name of Northland Bank and the French name of Norbanque, herein- 30 after called "the Bank".

Provisional directors

2. The persons named in section 1 shall be the provisional directors of the Bank.

Authorized capital

3. The authorized capital stock of the Bank shall be twenty million dollars divided into 35

BILL C-1002

Loi constituant Norbanque en corporation

Préambule

Considérant que les personnes ci-après nommées ont, par voie de pétition, demandé l'établissement des dispositions législatives ci-dessous énoncées, et qu'il est à propos d'accéder à 5 cette demande: A ces causes, Sa Majesté, sur 5 l'avis et du consentement de la Chambre des communes du Canada, décrète:

Constitution en corporation

1. Ronald Thomas Curtis, gérant, et Henry George DeCuypere, gérant, tous deux de la ville de Winnipeg, au Manitoba, Richard Earl 10 Foster, gérant, de la ville de Saskatoon, en Saskatchewan, Donald Victor Larson, directeur, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, Philip Duncan Sampson, administrateur, de la ville de Regina, en Saskatchewan, Alan Wil- 15 liam Scarth, avocat, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, Gordon Maxwell Sinclair, directeur, de la ville de Saskatoon, en Saskatchewan, George Robert Viereck, gérant, de la ville de Prince Rupert, en Colombie-Britanni- 20 que, Robert Alan Willson, conseiller, et Hugh Malcolm Wilson, banquier, tous deux de la ville de Calgary, en Alberta, ainsi que toutes personnes qui deviendront actionnaires de la corporation créée par la présente loi, sont 25 constitués en corporation sous le nom français Norbanque et le nom anglais Northland Bank, ci-après appelés «la banque».

2. Les personnes nommées à l'article 1 sont les administrateurs provisoires de la Banque. 30

Administrateurs provisoires

3. Le capital social autorisé de la Banque est de vingt millions de dollars répartis en

Capital autorisé

two million shares having a par value of ten dollars each.

Head office

4. The head office of the Bank shall be at the City of Winnipeg, in the Province of Manitoba.

Amendment to
Schedule A of
the Bank Act

5. Schedule A of the Bank Act is amended by adding thereto the following:

deux millions d'actions d'une valeur au pair de dix dollars chacune.

4. Le siège social de la Banque est situé dans la ville de Winnipeg, au Manitoba.

Siège social

5

5. L'annexe A de la Loi sur les banques est modifiée par l'adjonction de ce qui suit:

5 Modification de
l'annexe A de la
Loi sur les ban-
ques

Name of Bank	Additional name under which Bank is author- ized to carry on business	Authorized capital stock	Par value of shares	Head office of the Bank
North- land	Norbanque	\$20,000,000	\$10	Winni- peg

Nom de la Banque	Autre nom sous lequel la banque est auto- risée à faire des affaires	Capital social autorisé	Valeur au pair des actions	Siège social de la Banque
North- land Bank	Norbanque	\$20,000,000	\$10	Winnipeg

